



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 50041 1

LIBRAIRIE ANCIENNE
et MODERNE
BADIOU-AMANT
7, Rue du Plat, LYON
ACHAT DE BIBLIOTHÈQUES



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY



10/10/10

#C
611
#781
58

1885

SOCIÉTÉ DÉPARTEMENTALE
D'ARCHÉOLOGIE & DE STATISTIQUE
DE LA DROME

TOME XIX. — 1885

VALENCE, IMPRIMERIE DE JULES CÉAS ET FILS

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ (DÉPARTEMENTALE)
D'ARCHÉOLOGIE
ET
DE STATISTIQUE
DE LA DROME

Colligite ne pereant.

TOME DIX-NEUVIÈME



VALENCE
AU SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ

M.DCCC.LXXXV



Dunning
Nijhoff
5-4-27
13603

ANDRÉ DE LAFÀÏSSE.

I

ANDRÉ DE LAFÀÏSSE

(d'Aubenas)

MARÉCHAL DE BATAILLE

Sa Famille, son Histoire et sa Correspondance.

(1570-1681)

SUITE. — Voir les 68^e, 69^e, 70^e et 71^e livraisons.

Jean Barnier ou de Barnier, conseiller au présidial de Nîmes, auteur d'un recueil, manuscrit de poésies citées par Rivoire, (1) avait épousé, en 1639, M^{lle} Faret de Fournès, fille de Jeanne de Launai d'Antraigues, (2) et sœur de MM. de Fournès. Proches parents des d'Antraigues et protestants comme eux, ils étaient liés d'amitié avec Lafàisse.

M^{me} de Barnier écrivit à ce dernier, qui était à Paris, le 3 février 1666, la lettre suivante : elle est relative à une dispute qui eut lieu entre Charles de Barnier, (3) son fils, et M. de Rochemore, président du présidial de Ni-

(1) *Statistique du Gard*, t. I, p. 435.

(2) Jeanne laissa huit enfants : il a été question de la famille de Fournès, à la date de 1650.

(3) Charles avait remplacé, en 1660, Jean, son père, comme conseiller.

mes. (1) « J'ai vu avec étonnement, dans la lettre que vous avez écrite à M. Saurin, que M. de Rochemore a fait un procès-verbal de ce qui s'est passé entre lui, et mon fils, dans le palais, et qu'il l'a envoyé au Conseil (d'état) après un accommodement fait et la satisfaction reçue. Cette action, que tous les gens d'honneur trouvent infâme, le décrie d'une étrange manière. Il fait tout ce qu'il peut, pour la nier, jurant qu'il est innocent et qu'il n'a rien écrit ni signé, mais ceux qui les connaissent ne croient pas à ses assertions. Ce qui le confirme, c'est que lorsqu'il nous eût envoyé faire son compliment (de condoléance) sur cette lettre de cachet, de ce que son affaire y était comprise, et que mon fils et moi eûmes répondu que s'il n'y avait pas contribué, il devait s'en justifier en donnant un désaveu par écrit, de ce qu'on pouvait avoir envoyé au conseil en son nom, et témoigner son ressentiment contre ceux qui exposaient son honneur en se servant de son nom, il répondit que bien qu'il n'eût rien écrit contre mon fils, il ne voulait pas faire de démarche en sa faveur et qu'on devait être content de sa parole. »

« Comme dans l'accommodement de cette affaire dans le palais tout se passa verbalement, quelques-uns de MM. du présidial m'ont dit qu'il fallait avoir une commission du Conseil (d'état), afin de les faire tous assigner, ainsi que M. de Rochemore, devant l'intendant, pour raconter comment la chose se passa, et quelle satisfaction mon fils

(1) D'après l'*Armorial du Languedoc*, t. I, p. 436, Louis Hercule de Rochemore, marié en 1665, avec Catherine de la Valette d'Esplan, était président et juge-mage à Nîmes, et d'après Ménard (2^e éd. t. VI, 2^e partie, p. 9) François Annibal de Rochemore avait été pourvu, en 1647, des deux offices réunis de premier et second présidents.

donna à M. de Rochemore qui s'en contenta. Ils ajoutaient qu'il fallait prendre cette voie, parce que les conseillers ne donneraient pas un certificat contre leur chef, sans une contrainte leur servant d'excuse ; que cela se faisait de la sorte et obligerait M. de Bezons, intendant, à ratifier ce qui avait eu lieu ; et qu'enfin si le Conseil nous écoutait, on rappellerait mon fils de l'exil, car il n'est pas juste que pour une même faute il subisse deux peines. »

« Ce démêlé n'est pas chose nouvelle dans le palais : pareil fait est arrivé plusieurs fois entre d'autres conseillers. Il n'y a pas longtemps que M. Guirand⁽¹⁾ fils fut interdit pendant six mois pour une prise avec M. de Rosel, ⁽²⁾ et depuis peu, M. de Servas ⁽³⁾ s'étant querellé avec M. de Rochemore, le prince de Conti, gouverneur du Languedoc, interposa son pouvoir pour les accommoder : les querelles survenues dans le palais ont toujours été étouffées par la compagnie. »

M^{me} de Barnier prie Lafàisse de lui procurer une copie du procès-verbal envoyé par M. de Rochemore au Conseil d'Etat, et de la lui envoyer, en indiquant la somme qu'elle doit adresser à Paris pour les premières formalités.

Cet épisode eut d'assez longues suites dont il est question dans une lettre écrite en 1668, par le marquis de Saint-Privat de Fournès. Le mauvais traitement de l'intendant envers mon neveu, dit-il, a fait trop de bruit pour que la nouvelle n'en soit pas allée jusqu'à vous. Il y a

(1) Louis Guirand, fut nommé conseiller en 1651.

(2) Jacques de Rosel, fut nommé conseiller en 1646.

(3) François de Rosel, seigneur de Servas, fut nommé lieutenant au présidial en 1659 (Ménard, 2^e éd. t. VI, 2^e partie, p. 10 et 12.)

plus de deux mois que je m'occupe de cette affaire, qui m'obligera peut-être à me rendre bientôt à Paris. (1)

Louis XIV et Colbert voulurent compléter l'œuvre des Grands-jours d'Auvergne qui avait produit un résultat si favorable. Par la déclaration du 23 août 1666, on établit, pour tout le ressort du parlement de Toulouse, une autre Chambre de Grands-Jours, qui devait siéger d'abord au Puy, et ensuite à Nîmes. Elle était chargée du procès « de certains gentilshommes haut placés, qui commettaient toutes sortes de violences, et avaient à leurs gages des faussaires et des gens de sac et de corde. » Elle était composée du premier président, Gaspard de Fieubet, du procureur général et de douze autres membres du parlement qui arrivèrent à Nîmes le premier décembre 1666. Un extrait des arrêts rendus par cette chambre a été publié en 1669, par M. Paul Le Blanc, sous le titre de : *Journal de Baudouin*.

Le marquis de Saint-Privat écrivait à cette occasion, le 13 décembre : « Messieurs, des Grands-Jours sont à Nîmes : J'en revins mercredi après avoir dîné avec les présidents, l'intendant, Charles de Tubeuf et quatre conseillers. Bien loin de les fuir, comme la plupart ont fait, je me prépare à les recevoir dans mon château de Saint-Privat, où je suis. » (2)

(1) Il écrivait en 1665 : il m'est survenu deux incidents ; l'un regarde l'affaire que j'ai contre le chapitre de Villeneuve d'Avignon ; l'autre, ce pènard de Riffard, qui me voulut autrefois assassiner dans Nîmes, et que j'ai fait emprisonner au For-l'Evêque (c'était une prison de Paris, appelée *Forum episcopi*, à l'époque où les évêques y exerçaient leur juridiction temporelle.)

(2) C'est dans ce beau château, situé près du pont du Gard, que Louis XIII signa, en 1629, la paix qu'il accorda aux protestants. Il a été vendu, en 1865, à M. Caldéron, par M. Robert Ambroise de Faret, comte de Fournès.

Le 19 janvier 1667, il écrivait de Saint-Privat : « Je ne bougerai pas d'ici, ou de Nîmes, tant que les Grands-Jours tiendront ; si je vous suis utile, vous n'avez qu'à me le faire savoir » (1). J'attends samedi prochain, ajoute-t-il, le président Paget, qui est à présent à la tête de cette cour : M. de Fieubet est retourné à Toulouse : il me fit l'honneur de venir dîner chez moi avec l'intendant, et j'ai beaucoup perdu pour mes amis, par suite de son départ, etc.

André Lafàisse, ainsi qu'Alexandre, son frère, s'attribuaient, comme on l'a vu, des qualifications nobiliaires dans les actes qui les concernaient ; c'était un commencement d'usurpation. Le désir d'arriver à la noblesse n'était pas seulement, à cette époque, le résultat de la vanité, mais il avait encore pour but l'espoir d'échapper plus tard, ou de soustraire ses descendants au paiement des tailles grevant leurs biens. Comme la taille était un impôt de répartition sur les communes, la portion afférente à ceux dont l'usurpation nobiliaire était consommée retombait à la charge des autres habitants.

Pour mettre fin aux nombreux abus qui s'étaient introduits à la suite des guerres de religion, Louis XIV ordonna, en 1666, une vérification ou recherche générale de

(1) En 1661, il pria Lafàisse de lui donner une lettre de recommandation pour M. de Puimisson, conseiller au Parlement de Toulouse, rapporteur dans un procès qu'il soutenait ; il parle d'un autre procès entre lui et la marquise de Montfrin, arrangé par le prince de Conti ; d'un troisième avec le duc d'Uzès, que le duc de Verneuil devait régler. Il tenait à avoir de bons rapports avec les magistrats, ce qui ne l'empêcha pas d'être condamné à mort et exécuté à Paris, pour fausse monnaie, en 1680, comme on le verra plus loin.

la noblesse. Les commissaires qui en étaient chargés relevaient, chez les notaires et dans les greffes, les noms de ceux qui prenaient dans les actes la qualité de noble, pour les faire assigner devant l'intendant, et condamner comme usurpateurs s'ils ne produisaient pas des titres suffisamment probants.

Les frères Lafaisse furent donc cités devant M. de Bezons, intendant à Montpellier : André obtint pour ce fonctionnaire, du prince François de Lorraine, comte d'Harcourt, seigneur d'Aubenas, du chef de sa femme, Anne d'Ornano, dont il a été question à la date de 1607, la lettre suivante : plusieurs copies, collationnées par quatre notaires, existent encore dans les archives de M. de Miraval :

« Le sieur de Lafaisse s'en allant à Montpellier pour rendre raison de sa qualité, j'ai cru vous devoir donner ce témoignage de lui, que, quoiqu'il vous paraisse de sa naissance, il est descendu d'une très-ancienne famille de noblesse, (1) comme je l'ai appris par la voie publique, dès ma première arrivée dans le pays, et comme ses alliances le témoignent. Son père et son aïeul étaient habitants de cette ville, et ses frères, qui ont tous servi le roi en gens d'honneur, ont témoigné que si la noblesse avait échappé à leur famille, ils ont conservé ce qui la fait mériter.

« Cette vérité étant connue de tout le monde, aussi bien que l'inclination que vous avez à obliger vos amis, font que me connaissant pour être de ce nombre, j'ose vous prier de favoriser le sieur de Lafaisse comme une personne que je considère, et qui espère beaucoup de ma

(1) Cette assertion est contraire à la vérité.

recommandation. Si son frère avait l'honneur d'être connu de vous, je suis assuré qu'aimant la vertu et les honnêtes gens, vous seriez bien aise *de l'officier*, mais quoiqu'il en soit, je mettrai sur mon compte l'obligation que cette famille vous aura, et vous témoignerai en toute sorte d'occasion, que je suis véritablement, Monsieur, votre très-humble serviteur, le comte d'Harcourt. — Aubenas, le 14 mai 1668. »

A l'appui de cette lettre, Lafàisse fit rédiger par François Veyrenc, juge d'Aubenas, un acte de notoriété signé par une cinquantaine de personnes, parmi lesquelles se trouvaient Claude Bastide, curé ; Jean de la Gorce, seigneur de Saint-Laurens ; Sébastien de Colonna d'Ornano ; Hector d'Oriphe, seigneur de Saint-Lazare ; Jean-Baptiste d'Allard, docteur en droit ; François de Valleton ; Anne de Colomb, etc. Ils déclaraient, entr'autres choses, « que les papiers de la maison de Lafàisse furent perdus lors de la prise et du pillage (1) d'Aubenas, en 1587, par le sieur de Sanillac de Montréal, du parti de la Ligue ; de la reprise de cette ville par le sieur de Sarjas, (2) en 1593, et de plusieurs maisons, en 1628, par les soldats du régiment des Corses, et qu'ils ont entendu dire que la famille de Lafàisse est d'ancienne et noble origine, du lieu de Thueys. »

(1) Les incendies, les inondations et les pillages (fréquents à cette époque néfaste), étaient des raisons ou plutôt des prétextes invoqués très-souvent. Tout le monde savait cependant qu'on aurait pu trouver chez les notaires et dans les greffes, si elles avaient existé, les minutes de la plupart des actes qu'on disait faussement avoir été pillés ou brûlés.

(2) C'était Bosse, qui commandait le bourg de Vals : Sarjas, qui est à quatre kilomètres au Nord-Est, appartient à une branche de la famille Champanhet.

André s'occupait de ses préparatifs de départ pour Venise et l'île de Candie, où il devait aller comme lieutenant-colonel. Il remit à son frère une note pour lui indiquer ce qu'il avait à faire à Montpellier. Quand on lui demandera s'il apporte des preuves suffisantes de sa noblesse, il répondra que non, ses papiers ayant été perdus ou brûlés, mais que ses aïeux étaient gentilshommes. « Si M. de Bezons lui demande ce qu'il veut qu'il fasse pour lui, il dira qu'il laisse cela à son bon plaisir. — S'il est d'avis que je fasse une déclaration et un dépôt (au greffe), il répondra que dans le sentiment où il m'a vu il ne croit pas que je fasse jamais ni l'un ni l'autre, et que je dispose mes affaires de manière à ne plus revenir dans le royaume, si je ne puis éviter cette honte. »

En théorie, les poursuites faites contre les faux nobles, étaient une mesure légale et équitable ; dans la pratique, elles donnèrent lieu à beaucoup de difficultés, de vexations et de frais. La lettre si pressante du comte d'Harcourt fait voir à combien de puissantes sollicitations, en faveur de gens presque toujours honorables, les intendants chargés de rendre les jugements de maintenue de noblesse devaient être en butte. La mesure adoptée par Colbert fit naître des abus encore plus graves. Il traita à forfait, moyennant une somme fixe, avec des financiers qui, nommés commissaires, se remboursaient de leurs avances au moyen des condamnations et des amendes (1) qu'ils faisaient prononcer.

Il arrivait souvent aussi qu'ils recevaient de certaines personnes riches des sommes considérables pour régula-

(1) Aux termes de l'Edit de 1654, l'amende était de 2,000 livres, outre les deux sols par livre et les frais : elle fut réduite, en 1665, à 1,000 livres outre les accessoires.

riser leur position après s'être entendu avec l'intendant. Cette manière d'agir faisait dire au duc de Saint-Simon : (1) « Ceux qui sont chargés de la recherche ne sont pas nobles, mais ils font force nobles pour de l'argent ; aussi est le proverbe : qu'ils en font plus qu'ils n'en défont. »

Examinées à un autre point de vue, ces recherches produisirent d'autres résultats fâcheux : elles jetèrent une perturbation profonde dans la position, les intérêts et la considération d'un grand nombre de familles dont quelques-unes appartenaient réellement à la noblesse, mais par insouciance ou pauvreté, ne voulurent pas se procurer à grands frais tous les titres exigés par les commissaires, intéressés à obtenir des condamnations. Ils ne se contentaient pas d'un acte banal de notoriété, qui ne prouvait rien, comme celui de Lafàisse, mais exigeaient, conformément aux édits, trois actes authentiques par génération, à dater de 1560, et établissant les droits des intimés.

Un certain nombre de descendants des condamnés, aigris ou froissés dans leur amour-propre, grossirent, en 1789, les rangs des ennemis de l'ancien régime. (2) Le dépit de n'avoir pas été admis à siéger, avec les gentilshommes, aux Etats-Généraux tenus à Romans en 1788, fut, m'ont assuré dans ma jeunesse plusieurs de leurs contemporains, la cause principale pour laquelle deux frères embrassèrent avec ardeur le parti révolutionnaire : ils remplirent, pendant la Terreur, un rôle actif que l'un d'eux paya de sa tête.

(1) *Mémoires*, t. III, p. 141, édition Chéruel.

(2) M. du Chastellier, *Revue historique et nobiliaire*, 1875, p. 18. — Voir aussi : le marquis de Belleval, *Nos pères*, 1879, p. 407.

Il est difficile de préciser la signification donnée au mot honte, qui termine la note transcrite ci-dessus. Celui qui l'a écrite voulait peut-être parler de l'amende et de la condamnation auxquelles il désirait vivement échapper, même en se condamnant, au besoin à un exil volontaire. Il est probable qu'il parvint à son but, car, avec des protections, on obtenait des sursis et l'affaire finissait par tomber dans l'oubli. Un arrêt du Conseil d'État, rendu le 10 mai 1667, défendait d'ailleurs aux commissaires de diriger des poursuites contre les militaires, et Lafaisse était au moment de partir pour l'île de Candie.

Peut-être par le mot honte voulait-il désigner une déclaration qu'il ne se souciait pas de faire, et qui aurait arrêté l'effet de l'assignation ? Les archives de la Drôme (C. 9 **) nous offrent un exemple analogue : Un habitant de Valence, dont les descendants portent depuis une soixantaine d'années le titre de Comte, « déclare renoncer aux qualités de noble, écuyer, messire et chevalier », qu'il prenait sans doute indûment.

Le comte d'Antraigues écrivit, de Paris, le 6 septembre 1667, la lettre suivante : « J'ai passé quelques jours à la Nocle (près de Nevers), chez le marquis de Saint-André, (1) et j'ai été très-bien reçu par toutes les personnes de la

(1) Alexandre du Puy, marquis de Saint-André et de la Nocle, baron de Tenant, Taxilly et Lanty, etc., fils de Jean Alleman du Puy, marquis de Montbrun et de Lucrece de la Tour-Gouvernet, gouverneur et lieutenant-général du Nivernais. Il commanda en chef, pendant un an, l'armée en Piémont et en Catalogne : on lui promit le bâton de Maréchal, qu'on ne lui donna pas et il se retira dans sa terre de la Nocle. Les Vénitiens lui proposèrent de commander en chef les troupes qu'ils envoyaient à Candie, ce qu'il accepta, et il combattit pendant plus d'un an contre l'armée ottomane.

maison. La marquise de Saint-André est de mes amies depuis longtemps, et l'était fort de feu mon père, qui avait été de ses adorateurs. Ils m'ont longtemps entretenu *de l'état de mariage* de leur fille avec M. de Montbrun, son cousin, qui est présentement rompu et hors d'apparence de se pouvoir renouer, et tout cela par la mauvaise conduite du cavalier. »

Il raconte que pendant une visite que fit Montbrun chez le marquis de Saint-André, son oncle, il lui demanda en mariage sa fille Charlotte : le marquis lui promit son consentement, pourvu que sa fille le ratifiât, et quand même sa femme ne le voudrait pas. Le futur changea d'idée et rompit peu à peu, cherchant à nouer un autre mariage à Paris. Il revint ensuite au château de la Nocle, témoigna les plus vifs regrets, reprit son premier projet, le rompit une seconde fois. Il demanda en mariage M^{lle} de Castelmoron, qu'on lui refusa, à cause de ses procédés envers sa cousine, etc.

Ce projet, deux fois rompu, finit par se réaliser : Charlotte épousa son cousin germain, Jacques du Puy de Tournon, marquis de Montbrun, baron de Meillon, fils de Charles-René et de Diane de Caumont. Il obtint la survivance du gouvernement de Nivernais, que possédait son oncle, et mourut, en 1715, au château de la Nocle, laissant une fille unique, Louise-Alexandrine Cornélie, mariée en 1699, avec Jean-François de Pontevès, marquis de Buous, baron de Saint-Martin (de Provence).

Alexandre, marquis de Saint-André, laissa deux filles : Charlotte, susnommée, et Catherine ; cette dernière épousa, en 1664, Corneille Van Aersen, comte de Sommels-Dictes, baron de Spic (de Hollande). Sa succession avait une valeur de plusieurs millions de notre monnaie : une partie des fiefs étant substitués, il y eut de grands procès

entre ses filles, ses créanciers, le baron des Adrets, acquéreur de quelques biens substitués et Jean du Puy de Montbrun, son neveu, seigneur de Villefranche, la Jonchère, Beauregard, Meymans et Jaillans, près du Bourg-de-Péage, qui invoquait le bénéfice d'anciennes substitutions.

Cette famille était restée protestante : à l'époque de la révocation de l'Edit de Nantes, Magdeleine-Louise de la Fin de Salins, dame de la Nocle, veuve d'Alexandre, fut exposée, malgré son grand âge, aux plus barbares traitements. L'évêque d'Autun, accompagné du bourreau et des instruments de tortures, se rendit à la Nocle dans l'espoir de l'effrayer. Ne pouvant réussir, on l'enferma dans le couvent de Sainte-Marie. Après trois ans de détention, elle abjura des lèvres et fut reléguée à Apt, où elle mourut en 1693, âgée de 84 ans. (1)

Jacques d'Arlempdes, d'Arlampdes ou d'Arlandes, car l'orthographe de ce nom a varié suivant les époques, seigneur de Mirabel, qui habitait Villeneuve-de-Berg, eut de fréquents rapports avec Lafaisse. Il fut chargé par la République de Venise, en 1668, de lever un régiment qu'il devait commander ; il était destiné à se rendre en Candie, pour combattre les Turcs. (2) Il offrit à Lafaisse le grade de lieutenant-colonel et le chargea de lever ce régiment.

La famille d'Arlempdes, à laquelle M. de la Roque a consacré un tiers de page dans l'*Armorial du Languedoc*

(1) MM. Haag, *la France protestante*, t. IV, p. 472.

(2) En 1668, le duc de la Feuillade conduisit, à ses frais, à Candie, pour deux mois, cinq ou six cents officiers réformés, auxquels se joignirent quelques centaines de volontaires. Ils retardèrent beaucoup les progrès des Turcs. C'est en grande partie l'assistance des troupes françaises, commandées par un protestant Dauphinois,

(t. I, p. 24), est très-ancienne. J'ai donné (1) divers détails généalogiques sur la branche, qui se fixa vers 1500 dans le Valentinois; elle s'est éteinte dans la personne de l'abbé d'Arlandes, mort vers 1820, à Romans, laissant quelques parchemins et le peu qu'il possédait à M. du Port-Roux, son ami. C'était le frère cadet du marquis d'Arlandes, qui osa le premier, en 1783, monter dans un ballon avec Pilastre des Roziers, et qui mourut, en 1809, dans son castel de Saleton, près d'Anneyron.

Cette famille a emprunté son nom au village d'Arlempdes (*de Arlempdio*), situé à 27 kilomètres au midi du Puy et à 819 mètres d'altitude. C'était autrefois une forteresse importante, bâtie sur un énorme rocher volcanique dont la Loire baigne le pied. Elle y avait sans doute possédé des droits féodaux, ce qu'on pourrait vérifier dans le *Répertoire des hommages de l'évêché du Puy* de 1154 à 1741 publié en 1882 par M. Lascombes, mais le fief appartenait aux de Montlaur, dont il a déjà été question à la date de 1607. Arlempdes était distinct du bourg d'Arlenc ou Arlanc, situé entre Ambert et la Chaise-Dieu, avec lequel on l'a quelquefois confondu. Ce dernier fut apporté à Just 1^{er} baron de Tournon, par Jeanne, fille et héritière d'Antoine, seigneur de Vissac, Arlenc ou Arlanc et Murs, qu'elle épousa en 1497 : les Tournon l'ont possédé longtemps.

Les premiers membres connus de cette famille sont

du Puy-Montbrun Saint-André qui permit aux Vénitiens de lutter contre les Turcs pendant vingt-cinq ans. Après une capitulation honorable, ils finirent par abandonner Candie en 1669. Ce siège mémorable, coûta la vie à 30,000 Vénitiens ou Français et à plus de 100,000 Turcs. (H. Martin, *Histoire de France*, t. XIII, p. 364).

(1) *Histoire de Montélimar*, t. II, p. 238 et 466.

Jean, Louis et Hugues d'Arlempdes (*de Arlempdio*), qui vivaient en 1214, 1223 et 1330 : Hugues épousa ; vers 1360, Henriette de Banne, du Vivarais ; Guillaume, son fils, seigneur de Concoules (*de Concolis*), dans l'Ardèche, à quelques lieues d'Arlempdes, testa en 1430. Il fait un assez grand nombre de legs pieux, mentionne ses trois filles, dont l'une, Delphine, était mariée à Eymeric de Rostaing, et ses quatre fils, François, Jean, Guigues et Gabriel.

Guillaume avait épousé Alasie de Serres, ou de Serres-cudier (*de Serro scuderio*). Celle-ci, dans le contrat de mariage intervenu, le 13 janvier 1449, entre François, son fils et son héritier, et Antoinette, fille d'Aymar de Brotin, du Diois, est qualifiée de coseigneure de Mirabel de Saint-Montant, de Gras et du Teil (*Gradacii et Tili*). Parmi les personnes présentes se trouvaient Arnaud et Guillaume de Bavas (*de Bavacio*), prêtres, dont le nom paraît emprunté à celui du château, depuis longtemps démoli, de Bavas, situé entre Privas et les Ollières, formant, avec Saint-Cierge, Saint-Vincent, Durfort, etc., un marquisat qui appartenait dans le XVIII^e siècle, à la famille de Barruel.

Hugues, Hugonin ou Gonin, d'Arlempdes, qui est peut-être le Guigues dont il a été question, qualifié plus tard de Seigneur de Goys, et de Corbières (*Dominus de Goys et de Corberies*), épousa en 1420 Helix de Goys, riche héritière : elle testa en 1478 en faveur de Guillaume, son fils aîné, à condition qu'il porterait uniquement, ainsi que ses enfants le nom et les armes de Goys, ce qui a été exécuté, puisque ses descendants qui habitent le château de Peychard, près de Montfaucon (Haute-Loire) sont connus sous le seul nom de de Goys.

La séparation des deux branches du Vivarais et du Va-

lentinois est clairement indiquée, dans le contrat de mariage passé à Joyeuse (*apud Gaudiosam*), le 31 décembre 1472, entre Guillaume d'Arlempdes, fils de François, et Catherine de Johanas (*de Johanassio*), en présence de Jean d'Arlempdes, commandeur de Jalès, de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, et de Gabriel, coseigneur de Mirabel, oncles du futur. Le dernier, Guillaume, seigneur de Concoules, se fixa dans le Valentinois, et son nom se modifia en d'Arlandes et d'Arlandes. Les armes, de sa branche étaient : d'azur à l'étoile d'argent, surmonté d'un croissant renversé d'or, tandis que la branche restée en Vivarais portait : d'argent à dix mouchetures d'hermines de sable. (1)

Le village de Mirabel, situé à sept ou huit kilomètres au nord de Villeneuve-de-Berg, sur un des plateaux basaltiques du Coiron, commandait plusieurs routes. Il était protégé par de fortes murailles, et dominé par un énorme rocher en forme de terrasse, sur lequel se trouvaient, en 1628, deux châteaux avec tours servant de donjons, et défendus de trois côtés par des précipices inaccessibles. Un des deux châteaux appartenait à de Flotte de Montauban des Astards de Laudun, baron de la Roche et coseigneur de Mirabel, qui en avait été expulsé par les protestants. On aperçoit de très loin la tour qui lui servait de donjon et qui mérite si bien son nom de *Mirabel* synonyme de *Bellevue*. (2)

(1) Archives de M. le comte de la Baume, marquis du Puy-Montbrun et de M. Paul de Faucher ; — *Histoire de Montélimar*, t. II, p. 238 ; — *Armorial du Languedoc*, t. I, p. 24 ; t. II, p. 33 ; — *Annuaire*. 1^{re} année, p. 28 et 91 ; — M. Maignien, *Le Dauphiné* du 2 novembre 1873.

(2) Le village de Mirabel avait donné son nom à une ancienne famille qui en possédait la coseigneurie ; Raymond, coseigneur de

On manque de détails sur Louis I^{er} d'Arlempdes (fils de Gabriel, surnommé), coseigneur de Mirabel, qui testa en 1526, et sur Louis II, son fils. Gabriel II, fils de ce dernier, protestant, fut capitaine dans l'armée des princes de Nassau et de Condé ; il épousa Marguerite de Masugier, qui lui donna Louis III, marié en 1586 avec Mar-

Mirabel-en-Berg, fut témoin dans l'acte de concession de libertés, faites en 1280, par Giraud Adhémar à ses vassaux de Montélimar. Guillaume de Mirabel, du diocèse de Viviers, abbé de Saint-André de Vienne, mourut en 1308, et la même année Guillaume, qui paraît être son neveu, fit rédiger son terrier. En 1309, les enfants de Raymond, prêtèrent hommage à Giraud Adhémar, seigneur d'Aps et de Grignan : Cet hommage fut renouvelé en 1319 par Pons de Mirabel, et par Pierre, son fils. Ce dernier, qui était aussi seigneur de Miraval, transigea, en 1325, avec Giraud Adhémar, seigneur de Rochemaure, relativement à la fontaine de Corbérieu, qui séparait les deux mandements.

Les ruines du château de Miraval sont sur un plateau du Coiron, entre Meyras et le Fraysse, à un kilomètre au couchant de Saint-Martin-le-Supérieur, et à une dizaine de kilomètres à l'Est de Mirabel. Miraval et la Laupie appartenaient en 1364 à Giraud de Mirabel, et en 1435, à Raymond de Châteauneuf, seigneur de Saint-Rémy.

Peu après, Mirabel et Miraval devinrent la propriété de la famille de la Roche des Astars de Laudun, qui a longtemps habité Ville-neuve-de-Berg ; elle y a formé plusieurs branches, et possédé trois maisons. L'une d'elles, aujourd'hui maison Dupré, presque en ruine, est un spécimen bien caractérisé de l'architecture du XV^e siècle : on rencontre dans ce bourg, qui a conservé en partie la physionomie du moyen-âge, un nombre relativement considérable d'édifices des XV^e et XVI^e siècles.

La maison de la branche aînée des des Astars a passé par succession, dans le XVIII^e siècle, à la famille de Barruel, mais elle a été reconstruite en majeure partie. C'est dans la grande salle que se réunit le corps de la noblesse du Bas-Vivaraïs, lors de la convoca-

the, fille de Pierre de Borne, seigneur de Ligonnières ou Ligonez, gouverneur de Saint-Ambroix, Barjac et les Vans, dont il eut Louis IV d'Arlempdes, coseigneur de Mirabel, marié en 1624 avec Françoise, fille de Rostaing de Beaumont du Roure, et sœur de Joachim, maréchal de camp, zélé protestant, connu sous le nom de *Brave Brison*.

Louis IV et son père furent assiégés, en 1628, par le duc de Montmorency, dans les deux châteaux de Mirabel, qu'ils croyaient imprenables. Ils refusèrent 6,000 écus que leur offrit le duc pour les livrer, mais les voyant très-

tion des Etats-Généraux, en 1789. On conserve sur une terrasse, les magnifiques débris d'une immense cheminée sculptée aux armes des Astards, qui sont : d'azur, chargé d'un croissant d'or et deux étoiles de même, au chef d'or, chargé de trois roses de gueule. Quelques poutres de la toiture, qui se trouvaient peut-être dans la salle d'armes de la maison primitive, sont ornées d'écussons coloriés et de devises paraissant remonter au XVI^e siècle, et rappelant sans doute les alliances des des Astards. On en voit de semblables au Pont-Saint-Esprit et dans plusieurs autres localités du midi.

Cette vaste maison a été acquise en 1884, par MM. Dalamel de Bournet, Pavin de la Farge et Bertoye, pour y établir un orphelinat et un asile pour les prêtres en retraite ; elle a été vendue par les enfants du marquis de Barruel-Bavas, marié en 1837 avec M^{lle} de Bardonenche, et mort en 1883.

Le fief de Miraval fut acquis, en 1560, par Louis-Albert de Saint-Auban, de Viviers ; il passa plus tard aux Baratier de Saint-Auban, de la même ville ; ils le vendirent, en 1774, à Garnier-Deshières, qui joignit ce nom au sien (*Archives de la famille de Miraval* ; Columbi ; l'abbé Mollier, *Histoire de Villeneuve-de-Berg*, p. 411 et 432 ; l'abbé Fillet, *Bulletin archéologique*. 1881, p. 63 ; — M. Lacroix, t. V, p. 20 ; — Pithon-Curt, t. I, p. 322 ; *Cartulaire de Montélimar*, p. 53 et 94 ; — *Histoire de Montélimar*, t. III, p. 65, etc.

ébranlés par les 300 coups de canons qu'ils avaient soufferts, ils capitulèrent. Le duc promit la vie sauve aux 300 hommes qui s'y trouvaient encore, et eut beaucoup de peine à exécuter ses promesses, à cause de l'exaspération de ses soldats. (1)

Louis IV eut pour fils Jacques I^{er} coseigneur de Mirabel, et Antoine, seigneur de Vendrias, petit fief situé à cinq ou six kilomètres au nord du premier ; ce Jacques, ami de Lafàisse, épousa Jeanne de Beaumont, morte en 1716, fille d'Antoine, seigneur de Chabrilles ou de Chabreilles, et de Françoise du Roure ; il mourut en 1673, laissant trois fils et trois filles. Le second, Jacques II, fut seigneur de Chabreilles ; le troisième se nommait Antoine. L'aîné, François Rostaing, épousa, en 1698, Jeanne de Garnier ou de Granier, de Privas ; il acheta, en 1719 (Faujas, notaire), pour le prix de 50,000 livres, la coseigneurie de Mirabel, d'Honnest Adhémar de Monteil de Brunier, comte de Marsanne, donataire de Françoise de Flotte des Astars de Laudun, comtesse douairière de Marsanne, sa mère. Il hérita, en 1694, du domaine du Pradel, près de Villeneuve, que lui légua Marie de Serres, (2) sa tante à la mode de Bretagne, descendante d'Olivier.

Antoine, fils de Rostaing, qui possédait toute la seigneurie de Mirabel, obtint, sous Louis XV, son érection en marquisat ; il se qualifiait, en outre de seigneur de Saint-Arcons, Darbres, Paillarès, Senouillet et le Pradel ; il se

(1) *Le soldat du Vivarais*, p. 235, 250 ; l'abbé Mollier, p. 112, 232-298, 414 ; — Notes dues à l'obligeance de M. Combier, d'Aubenas ; — M. Jéon Vedel, *Olivier de Serres et le Pradel*, 1882, p. 17, etc.

(2) Louise d'Arlempdes épousa, en 1624, François de Serres, seigneur du Pradel.

maria avec Marie-Benoite de Maillet. Son fils, François-Régis-Antoine-Augustin d'Arlempdes, marquis de Mirabel, épousa à Valence, le 8 août 1752, Antoinette Iphigénie, fille d'Antoine de Geys de Montgaillard, (1) de Saint-Péray, et de Marie-Constance Faure de Chabert, et mourut en 1807 ; il n'eut que des filles qui ne laissèrent pas d'enfant.

L'une d'elles, Marie-Pauline, née en 1763, épousa, en 1786, Jean-Etienne-Joseph, marquis de Surville ; (3) elle eut une fille, morte à l'âge de cinq ans. Madame de Surville, qui fut la dernière des d'Arlempdes, est décédée au Pradel, près de Villeneuve, en 1843, léguant sa fortune à son cousin, un breton, M. de Wattré, petit-fils de Marie-Benoite d'Arlempdes, sœur d'Auguste, qui avait épousé

(1) Les ruines du château de Geys sont dans la commune de Gluiras (Ardèche) ; le comte de Valentinois inféoda, vers 1330, le château de Pampellone, près de Saint-Martin, à Eustorge de Geys, dont la branche s'est éteinte, dans le XVI^e siècle, dans les de Guyon ou de Guion, seigneurs de Salette, qui ont joint à leur nom celui de Pampellone.

La branche de Saint-Péray était représentée, en 1430, par Guillaume ; en 1520 par Louis ; en 1600 par François, dont la fille épousa, en 1602, Claude Teste de la Motte, mon septième aïeul ; et en 1716, par Antoine de Geys, premier président du présidial de Valence. Cette famille paraît s'être éteinte dans la personne d'Iphigénie.

(3) Il était issu de Bérenger de Surville, marié en 1428, avec Marguerite Chalis, connue sous le nom de Clotilde de Surville. M. Villedieu a publié dans le *Bulletin de l'Ardèche*, 1873 et 1874, un article intéressant contenant beaucoup de détails généalogiques sur la famille de Surville et l'authenticité des poésies qu'il attribue à Clotilde, ce qui me paraît plus que douteux. Voir aussi : *Marguerite Chalis* par le D^r Mazon.

le général de Mésange de Saint-André, de la Normandie.
M. de Wattré, représenté aujourd'hui par M. Léonce,
son fils, s'est marié, vers 1840, avec M^{lle} Malmazet de
Saint-Andéol, sœur de l'archéologue mort en 1870.

(A continuer.)

BON DE COSTON.





ÉTAT DES ÉGLISES

DU

Bailliage de Saint-Marcellin

en 1568

Moulinet, ancien archiviste, avait formé une collection de pièces historiques vendue vers 1835. M. Paul-Emile Giraud, le savant historien de Romans, en acquit un certain nombre, et les autres, après diverses pérégrinations, sont allées enrichir l'importante collection de M. Morin-Pons, à Lyon.

Or, grâce à une communication bienveillante, il nous a été permis de prendre l'analyse de l'une des pièces de M. Giraud, et nous la publions à cause des renseignements divers qu'elle renferme sur les familles et les communes de la Drôme et de l'Isère.

En voici le titre exact :

« Procès-verbal et procédures sur le reiglement ordonné
« par la court de Parlement de present pais de Daulphiné
« pour l'entretienement, union et paix des habitants dudit
« pais et entretienement du service divin, arresté en ladite-
« court de Parlement du 12 juillet 1568, ensemble sur
« l'execution de l'arrest donné à la chambre de vacations
« de septembre ensuyvant, par nous vibailly du Bas Vien-
« nois et Vallentinois au siege de S. Marcellin, conseiller
« du Roi et commissaire. »

Louis XI en transférant à Grenoble le Conseil delphinal établi à St-Marcellin, donna à cette dernière ville, à titre de compensation, « la cour du Viennois et la cour princière pale des appellations du Dauphiné », sous le nom de Bailliage. Il comprenait dans son ressort toutes les judicatures de l'arrondissement actuel de St-Marcellin, du Royannais et de l'arrondissement de Valence, au nord de la rivière d'Isère.

C'est précisément dans ce même ressort qu'Antoine Garagnol, d'une famille de Romans, maintenue dans sa noblesse par lettres d'Henri IV du 18 septembre 1605, confirmatives d'autres lettres du 12 août 1577, reçut l'ordre de constater l'état des églises catholiques, de rétablir le culte et de mettre sous séquestre les biens des absents et des rebelles.

La paix boiteuse signée à Longjumeau n'avait eu d'autres résultats que d'exciter les passions. Condé et Coligny se préparant à la lutte, les protestants, et surtout ceux du Midi, d'après M. Long, allèrent en foule renforcer l'armée des princes. (1) D'Acier leva en Dauphiné, au témoignage de M. E. Arnaud, jusqu'à, 12,000 hommes commandés par Charles Dupuy, seigneur de Montbrun, Claude de Mirabel, Jean de St-Chamond, seigneur de St-Romain, Mathieu de Forest, seigneur de Blacons, Pierre de Sauvain, seigneur du Cheylard, etc.

Le même auteur ajoute que le Parlement de Grenoble, délivré de toute crainte, après le départ de cette armée pour la Guyenne, rendait contre les protestants les arrêts

(1) « Leur enthousiasme belliqueux ne peut-être comparé qu'à celui dont la France était animée à l'invasion des étrangers en 1792. » — Long. *La Réforme et les guerres de religion*, p. 85.

les plus sévères. « Répondant à une lettre de Charles IX, du 7 août 1568, qui lui recommandait de sévir contre tous les auteurs de troubles, sa chambre des vacations ordonna, le 7 septembre, l'arrestation des rebelles de la province et la confiscation de leurs biens au profit du roi. Le 25 octobre suivant, la même chambre rendit un second arrêt pour assurer l'exécution du premier. » (1)

La mission du vibailly de St-Marcellin, dont nous allons rendre compte, démontrera que les catholiques n'avaient pas lieu précisément de se féliciter de la conduite des protestants dans cette partie du territoire de la province.

Bien que le document ne suive ni l'ordre chronologique ni l'ordre topographique nous allons l'analyser page par page.

St-MARCELLIN. (2) — Sur la requête de Jacques Thomé, les biens des chapelles de l'église paroissiale sont séquestrés, faute par les recteurs de comparaître et, le 6 octobre, Jacques Rebut, consul, Jean Rebut, conseiller, François Reynaud, avocat, Claude Cublier et Barthélemy Reynaud, marchand, reçoivent l'ordre de dresser la liste des personnes absentes, portant les armes contre le roi.

PONT-EN-ROYANS. (3) — Le 18 octobre, Antoine Garagnol, vibailly, par le rapport des consuls et notables, apprend que « n'y avoyt aulcun lieu pour celebrer et « continuer le service divin et moins pour habiter par « ung prebtre ou deux pour faire ledit service, à l'occasion « de ce que, tant les glize et prioré du lieu que la maison

(1) *Histoire des protestants du Dauphiné*, I, 236.

(2) Chef-lieu d'arrondissement de l'Isère.

(3) Chef-lieu de canton de l'Isère. Il y avait un prieuré de l'ordre de St-Antoine.

« et aultres maisons des prebtres, estoient entièrement
 « ruynées, n'y estant demeurés couvert ne voultres desdites
 « ruynes, ayants estez faictes par ceulx de la Religion
 « pretendue Reformée, et au tamps qu'ils occupoient la
 « ville. »

Ordre est donné de fournir une maison pour le culte, celle de Cognoz étant refusée. De son côté, François Rey, religieux antonin, s'offre à faire célébrer les offices catholiques, dès qu'il aura un local. En attendant le temporel du prieuré est séquestré.

Voici les noms des absents qui ont pris les armes contre le roi : Claude de La Marye, (1) châtelain, qui a fui depuis un mois et le renouvellement des troubles ; Jean Boutaric, notaire ; Louis Blanchon, drapier ; Guillaume Bouteille, « cousturier » ; Antoine Michal, laboureur ; Claude Champavier, d'Auberives ; Claude Borrel, cardeur ; Louis Arod, serrurier ; Pierre Mucel, cordonnier ; André Mathieu, cardeur ; Antoine Berthuin-Pignier ; Antoine Froment, brochier ; Louis Monnier, teinturier ; Didier Lambert, de St-Hilaire ; Jacques Pinet, cordonnier et le beau-frère du teinturier, dit Simon. Il est octroyé un délai de quinze jours pour dresser le rôle des autres absents.

MORAS. (2) — Le 23 octobre, le vibailly et son greffier, assistés de Pezanges, châtelain, de Robert Dufour, consul,

(1) Un Claude de La Meyarie (La Mérie), de St-Laurent-en-Royans établit une verrerie à Charmes le 3 janvier 1462, et Charles de La Mérie y mourut le 3 janvier 1648 ; de Villate, héritier de ce dernier, la vendit à nobles de Barnéol, frères, de Roibon le 20 juin 1650 (archives de Charmes).

(2) Commune du canton du Grand-Serre (Drôme), avec Menthes pour section.

de Vial, conseiller, de noble Jacques Maximi, (1) d'Antoine Cussinel, etc., se rendent à l'église, où Pogier, curé leur déclare « ladite esglize avoyer esté ruynée par les
« troupes des Gascons qui, au mois de decembre dernier, arrivarent audit Moras, avecq le sieur Dassier, (2)
« ensemble la maison de la cure et le clocher de ladite
« esglize, sans qu'il y soit demeuré aulcune chose entiere,
« fors et excepté les murailles et ugne voulte sous laquelle ledit curé cellebre journellement la messe, et la
« voulte et muraille de certaine chappelle fondée par les
« feus sieurs de Murinais, (3) lesquelles voutes neant-
« moins demeurant descouvertes, il y a péril et dengier
« esvident que, en lyver prochain, les pluyes et le giel
« survenant, elles ne tumbent par terre. »

Il est ajouté, qu'avant les troubles, il était dit deux messes dans la chapelle de l'hôpital.

Le vibailli ordonne de couvrir les vouîtes avec le revenu des dîmes et de célébrer à la paroisse les messes de l'hôpital, à peine de saisie des revenus de la dotation.

Quant au rôle des absents, un délai de trois jours permettra de le dresser.

MANTOZ (MENTHES). — Le même jour, les vibailli, procureur du roi et greffier, avec Jacques de Montchal et Font de Bleys, sont reçus par Claude Bouquet, chargé de la recette des dîmes, en l'absence de frère *de Cambiis*,

(1) Ancienne famille de Moras qui dérogea et fut réhabilitée en 1680.

(2) Jacques de Crussol, seigneur d'Acier, puis duc d'Uzès.

(3) Gilles Dupuy épousa, vers 1360, Alix de Bellecombe et Artaud, leur fils forma la branche des Dupuy-Murinais, à cause d'Aynarde de Murinais, sa femme.

prieur, (1) et ils apprennent qu'au prieuré n'habite aucun religieux et qu'il y a seulement des valets et des chambrières. Antoine Vivien, curé, domicilié à Lens, fait dire la « messe dans l'église du prieuré, laquelle est descouverte, certain petit autel en icelle dressé, et le clochier « brulé. »

Ordre est donné de continuer le service religieux, de loger dans le prieuré le sacristain et les frères tenus à la résidence et de recouvrir les voûtes « du presbitaire », pour empêcher la ruine du restant de l'église et du clocher, dans l'espace de 8 jours, à peine de saisie du temporel.

LEN (LENS-LESTANG). — Les mêmes magistrats, accompagnés d'Antoine de Lestang, (2) chevalier de l'ordre du Roi et de Jean de Lestang, commandeur et religieux de l'ordre de St-Antoine de Viennois, constatent, le 28 octobre, la continuation du culte catholique par Blaise Rigaud, curé, « sous certaine voulte demeurée entiere « en l'esglise, decouverte neantmoins, comme le residu « dicelle et clochier, par les troupes des Gascons, au mois « de decembre dernier, laquelle voulte faisant le presbitere de la dite esglise, nous avons ordonné estre recouverte, des deniers qui proviennent de la vente du vin de « cymal, prins et perceu audit lieu. »

Il est enjoint, de plus, de fournir au curé, une maison d'habitation.

(1) C'était un prieuré de Cluny et l'église mérite l'attention des archéologues.

(2) Ce Murat-Lestang, fut député aux Etats de Blois, capitaine de 100 hommes d'armes des ordonnances du Roi et maréchal de camp sous Henri III. Le château de la Saune à Lens-Lestang, commune du canton du Grand-Serre (Drôme), fut brûlé en 1789.

MARCOLIN. (1) — Le service est interrompu et noble Claude de Chastelard (2), qui jouit des revenus ecclésiastiques, est convoqué à Moras pour s'entendre condamner à faire exercer le culte et à loger le curé.

MORAS. — Le séquestre est mis sur les biens d'Eymar Pichon, ministre du lieu, absent ; de Jay, de Menthes, du gros Jean, de Verdelet, de Simon Mognon, de Benoit Barlet, tonnelier, de Moras, et de Bardeil, gendre de Michot, également en fuite.

ANNEYRON. (3) — Jean Godion, curé et Antoine Vallon, sacristain montrent au vibailli, le 2 novembre, l'église du lieu « en laquelle ils trouvent les voultres du presbitaire » entieres, enquoires quelles feussent desouvertes, comme « aussi tout le demeurant. » Rambaud, fermier des dîmes du prieuré est chargé de faire couvrir les voûtes et le chœur afin d'en prévenir la chute.

Comme il n'y a, dans le mandement, ni consuls ni conseillers, le vibailli convoque pour le lendemain les notables du lieu : noble Jean de la Cour, (4) vi-châtelain, Rambaud, Chenu, Rolle, Rozier, Messenger, Peronat, etc., lesquels nomment Delolme et Bergier, consuls, Rambaud, Rozier, Messenger et Dupuis, conseillers.

Le vibailli ordonne, en conséquence, que le procès pendant pour la création des consuls sera suspendu.

(1) Commune du canton de Roibon (Isère), voisine de Lens-Lestang.

(2) Les Chastelard, dont la maison forte se voit encore près d'Hauterives descendaient de la famille de ce nom et se sont éteints dans les de Valory et ceux-ci dans les Copin de Miribel.

(3) Commune du canton de St-Vallier (Drôme). Le prieuré dépendait de St-Pierre-de-Vienne.

(4) De La Cour-Morvilliers, famille noble originaire de Bourgoin.

Lors de la prise d'armes du sieur de St-Romain, François Messager, Thiers de Geran, d'Anneyron, Fleury Galin, de St-Romain, Claude Rozier, notaire d'Albon, Jean Tachon, notaire de St-Romain, Mathieu Robin, du même lieu, Guillaume Bouchard, Guy Perrier, et Jean de Biez, Nicolas Bal, Pierre Combe, de St-Philibert, Arnaud et Charles Faure, frères, Claude Camet, Jacques Rousset et Philibert Vergeat quittèrent leurs demeures et prirent les armes sans avoir reparu depuis ; leurs biens sont placés sous séquestre, malgré l'opposition d'Etienne Faure, père d'Arnaud et de Charles.

Pareille mesure est prise pour les biens de la chapelle de l'hôpital, le fermier de Claude Bertrand, ancien prieur, étant de la religion, et pour les biens des prieurés de St-Philibert (1) et de St-Martin (2) et de la cure de St-Martin, parce qu'il n'y a plus d'offices religieux en ces paroisses et que les biens ecclésiastiques sont aux mains de gentilshommes de l'une et de l'autre religion. Nobles Jean de La Cour et Jean de Chérinel, (3) sont chargés de l'administration des revenus de ces bénéfices et de ceux de la chapelle de St-Philibert, jadis desservie par Jacques Rousset.

SAINT-VALLIER. (4) — Jean Bruchier, lieutenant du juge et Jean Valernod, châtelain, rapportent au vibailli

(1) Prieuré relevant de Tournus, entre Albon et La Motte-de-Galaure.

(2) St-Martin-du-Rosier, prieuré de St-Robert et ensuite de St-Ruf.

(3) Famille noble d'Albon, et maison forte ayant appartenu aux Faure du Cros.

(4) Chef-lieu de canton de la Drôme avec un prieuré de l'ordre de St-Ruf.

que le service religieux se fait sous « les voultres du prioré, « après la ruyne recouvertes, ensemble le clochier », et que le curé est logé.

D'après noble Jacques de Gruel, (1) seigneur de Fontager, châtelain de Vals, Thozel, châtelain de Serves, Peyret, lieutenant du châtelain de Beausemblant et Valernod, châtelain de St-Vallier, est constatée l'absence de Nicolas Lescuyer, André Journet, Claude Lhostallier, Claude Thozel, Jean de Savines, Antoine Talavard, Jean Châtillon, Jacques Dumas, Jean Richard, Claude Plâtel, Ennemond Albert, Jean Guignonnet, Noel Pramayol, Guillaume Valey et Claude Cabrières, tous de St-Vallier; de Jean Chabert, d'Annonay, habitant à Vals; de Gabriel, Pierre, Polycard et Claude de Lestrade « dits Maulcunes », (2) de Beausemblant. (3)

Le séquestre est mis sur leurs biens et sur ceux de la chapelle des Viéroz, à Beausemblant. Dans ce dernier lieu, il n'y a plus d'exercices religieux, tandis qu'à St-Barthélemy (4) et à Notre-Dame-de-Vals, où frère Jean des Argues vient d'être nommé, ils se sont maintenus.

(1) Famille anoblie par Louis XI; Fontager, leur maison d'habitation existe encore à Ponsas.

(2) Beausemblant, commune du canton de St-Vallier.

(3) Maucune, domaine noble sur Beausemblant. Louis Polycard, chevalier, de St-Vallier, testa en faveur de Claudie et d'Antoinette, ses filles, Claudie épousa Claude de Lestrade (*de Strata*), seigneur de Maucune; elle était veuve en 1547. Il doit s'agir ici de leurs enfants. Le fief passa ensuite aux Chaptueil et aux Simiane de La Coste, par alliance.

(4) Vals, dans la gorge pittoresque placée entre St-Vallier et St-Uze. — St-Barthélemy-de-Vals, commune du canton de St-Vallier.

TAIN. (1) — Le 8 novembre, le vibailli et sa suite visitent avec Pansiot, religieux de Cluny et les consuls Rousset et Boissonnet, le prieuré et l'église qui ont été ruinés l'un et l'autre, « la premiere ruyne ayant esté faicte par le « seigneur de Blascon et le parachevement par les trouppes des Gascons ; les voulttes toutes fois du presbitaire « de la dite esglise demeurant entières et les religieux « estants audit Teing estants retirés en la maison du « curé, joignant le prioré », lequel appartenait au cardinal de Lorraine.

Pansiot est sommé de faire couvrir les voûtes pour les mettre à l'abri du gel et des pluies, et les revenus du bénéfice sont sequestrés pour assurer la reconstruction du prieuré et de l'église.

Les absents sont au nombre de trois : les deux frères Palhasson et Jean Rousset. Noble Jean Brunier, (2) seigneur de Larnage, déclare avoir certains meubles des Palhasson.

LA ROCHE-DE-GLUN. (3) — Plantier (François), commis par le prieur et les chanoines du Bourg (lès-Valence), curés, Colombier (Etienne), châtelain et deux conseillers exposent, le 9 novembre, au vibailli que le service catholique se fait dans une salle du château royal et que Plantier loge dans la maison qu'il a acquise. Ils visitent ensuite ensemble le château et « le trouvent bien et souffizamment « demantellé et leur est apparu les glises du lieu avoyer

(1) Tain, chef-lieu de canton de la Drôme, avait un prieuré de Cluny.

(2) Famille qui posséda Marsanne, La Laupie et Larnage ; elle descendait d'un chancelier d'Humbert II, dauphin.

(3) Commune du canton de Tain avec un prieuré relevant du chapitre du Bourg-lès-Valence.

« esté entierement ruynée par les troupes d'ung appellé
« Joseph Murat, de Valence, du capitaine Veilheu, de
« Valence, d'ung nommé Rambaud, de Chasteaudouble,
« de Nicollas Lescuyer, de St-Vallier, d'ung appellé La
« Crotte, de Dye, qui par certains temps ont tenu par
« hostillité ledit lieu et chasteau de La Roche. »

Les biens de Jacques Arloud, (1) absent, sont mis sous séquestre.

BEAUMONT-MONTEUX. (2) — Le culte y étant interrompu depuis les troubles, Hugon, dit Jalla, est mandé devant le vibailli, les 17 et 18 novembre, pour rendre compte des revenus ecclésiastiques, séquestrés, jusqu'à ce qu'un lieu convenable soit affecté au service religieux. Comme il n'y a point de greffier, Jacques Odry, notaire à Romans, est nommé pour en remplir les fonctions et retirer les parcelles, fermés chez Duclaux.

Point d'absents.

PEYRINS, MOURS ET GÉNISSIEU. (3) — Les mêmes jours, le vibailli constate la continuation des offices catholiques dans l'église, et met sous séquestre les biens de Laurent Servant, maréchal de Peyrins et de Pierre Sarrier, de Mours, partis tous les deux avec les troupes « de Mont-vent » (Paulin Richieud de Mauvans ou Mouvans).

SAINT-PAUL (LÈS-ROMANS). (4) — « L'esglize parro-

(1) Il y eut un Félix d'Arlod ou d'Arloud, seigneur de la Roche-de-Glun en 1597.

(2) Commune du canton de Tain où se trouvait une commanderie de Malte.

(3) Peyrins du canton de Romans a longtemps formé une seule commune avec Mours et Génissieu ; mais ces deux sections ont été érigées en communes, la 1^{re} en 1880 et la 2^e en 1873.

(4) Commune du canton de Romans avec une commanderie de Malte.

chiale est entièrement ruinée » et le curé loge chez un de ses parents. Borrel, receveur de la dîme, reçoit l'ordre de faire réparer le chœur ou sanctuaire. Les biens de Félix et Jean, fils d'Antoine Denis et d'André Prudhomme, absents, sont placés sous séquestre.

BEAULREGARD, JALHANS, LA JONCHÈRE ET MEYMANS. (1) — Dans les églises de ces paroisses, le service religieux se fait et les curés ou vicaires jouissent d'un logement convenable.

Le séquestre est mis sur les biens de Jean Romestang, laboureur de Meymans, de Jean Raymond, dit Canaulx, de François Garnier et d'un fils de François Maille, de Beauregard, et l'administration de ceux d'André Forest, seigneur de la Jonchère, donnée à Hector Baille, (2) seigneur de Cognin. Tous ces absents avaient suivi Mauvans.

PISANÇON ET CHATUZANGES. (3) — Le service religieux s'y trouvant assuré, le vibailli se borne à constater l'absence d'Antoine Pain, maréchal, du fils de Pierre Jacquet « rodeyer » (charron), de Jean Calhod, de Pierre Bruère, dit Bot, du fils de Lalix Rodière, des deux fils Cognet, de Pierre Bayard, du mari de la Damaze, de Durand et Pierre Chonet, frères, de Michon Chovet, de Pierre Bergier dit Manon, de Mathieu et Claude Roux, dits Liod, de Pierre Fornier, de Pierre Payan, maréchal,

(1) Beauregard, commune du canton du Bourg-de-Péage (Drôme) a pour sections Jaillans et Meymans ; le château de La Jonchère est sur son territoire ; il passa des Forest aux Dupuy-Montbrun.

(2) La famille de Baile-Bèche, fixée à Cognin, s'éteignit chez les Burillon.

(3) Pisançon est tout près du Bourg-de-Péage et Châtuzanges aussi.

de Drevon et Imbert Bezagut dits Gonnard, frères, de Jean Vinay, de Guillaume Payan, de Pierre Sollier et de tous ses enfants et du fils Poudrier, tous partis avec les soldats de Mouvans.

Baronnie de CLÉRIEU. (1) — Le 19 novembre les consuls et conseillers « de Clérieu, Chanod, Veaulne, « Chantemerle, Marsas et Chavagnes » informent le vibailli « que les esglizes parrochielles des susd. paroisses « sont toutes découvertes et ruynées » ; que néanmoins Robert Bertrand fait le service religieux à Clérieu et Jean Borrel à Chantemerle.

Les absents de Chantemerle et de Marsas sont Guillaume Fratton, Antoine Chossignon, James Obert, Durand Rappel ; ceux de Clérieu s'appellent Jean Fornet et François Gay, fils d'un notaire de Veaunes.

Le vibailli ordonne à Jean Rabot, chanoine de St-Barnard, de faire réparer le chœur de l'église de Chavannes et aux curés des autres paroisses de reprendre leurs fonctions, à peine de confiscation de leurs biens.

Les consuls de Chavannes s'étant plaints de l'enlèvement de leurs cloches et vêtements sacerdotaux, qui ont été cachés par M. de Chabert, le vibailli enjoint à Pierre de Bovier, (2) châtelain, de les chercher.

A Tain, le 4 janvier 1569, Antoine Gay, notaire de Veaunes, déclare au vibailli qu'il n'a plus eu de nouvelles de son fils, depuis le départ de Romans des troupes de la

(1) Clérieux, du canton de Romans ; Chanos-Curson, Veaunes et Chantemerle du canton de Tain ; Marsas et Chavannes, du canton de St-Donat, formaient la baronnie de Clérieux.

(2) Les Chabert s'éteignirent chez les Bouvier et ceux-ci chez les de Rostaing, de Champis (Ardèche), au XVIII^e siècle.

Religion, et que Jean Gay, marchand de Paris, lui a laissé un sixième de sa succession.

Jean Dorey, François Brachet, le fils aîné de Pierre Molin, le fils de Claude Tardy surnommé Gonier, « le souldard Bayard » et Brayet ayant fui de MERCUROL, (1) leurs biens sont mis sous séquestre, le 25 novembre 1568.

Le même jour, le vibailli apprend à MONTFALCON, (2 l'absence de Gautier Tournier et la cessation du culte,) « lesglize parrochiale ayant esté entierement bruslée et « la maison du curé aussi par les troupes des Gascons. »

D'après le rapport de Gaspard Ageron, châtelain, de Laval, protonotaire, y levait les dîmes.

De Garagnol, revenu à St-Marcellin, commet Guillaume Gilbert pour visiter Chatte, Chevières, La Sône, Chasselay, Varacieu, Murinais, Blanieu, Vinay, l'Albenc, Beauvoir, Izeron, Cognin, Armieu, La Rivière, St-Quentin, Tullins et autres lieux ; mais le procès-verbal de ses opérations n'est pas annexé à celui de Garagnol, qui se remit en route le 26 décembre 1568.

(A suivre.)

A. LACROIX.

(1) Commune du canton de Tain.

(2) Commune du canton de Roibon (Isère).



GÉNÉALOGIE

DE LA

MAISON DE RABOT

(SUITE. — Voir la 70^e et 71^e livraison).

Le mesme testateur legue a l'eglise de St-Sauveur de Crest la somme de trois cents florins d'or, pour reparer la chapelle fondée par ses predecesseurs dans lad. eglise.

De plus il recognoist a dame Agnes Peccat, sa femme, les bagues, robbes et joyaux, meubles et argent qu'il a receu d'elle, et luy legue la somme de deux cents florins d'or assignés sur ses biens situés a Crest.

Il legue encore a Claude Rabot, son fils la terre et seigneurie de Buffieres, le priant d'en estre content attendu que Guillaume Peccat, ayeul maternel dud. Claude, luy a donné tous les biens qu'il avoit au lieu de l'Albenc.

Le mesme testateur legue a messire Jean Rabot, son fils, curé de la Roche de Grane, prieur d'Hupie, chanoine en l'eglize collegiale de Saint-Barnard de Romans et protonotaire du St-Siege apostolique, la somme de cinq cents escus d'or sol.

De plus il legue a noble Bertrand Rabot, son fils, docteur ez droicts, la mesme somme de cinq cents escus d'or sol, comm' aussy l'heritage qui a esté donné par messire Claude Bourguignon, prebstre, a noble Guillaume Rabot, lequel il charge de rendre led. heritage aud. Bertrand, et luy payer annuellement la somme de six vingts florins, jusques a ce que led. Bertrand aye esté pourveu de quelque benefice.

Il legue aussi a Louise Rabot, femme du sieur de Beaujeu, et Clemence Rabot, femme d'Alain de Monts, du lieu de Montilaynard, seigneur de Savasse, et pareillement a Isabeau et Suzanne Rabot ses filles a marier, la somme de seize cents livres a chascune d'elles et cent escus pour leurs robbes nuptialles, avec dix escus d'or sol, pour l'entier suplement de leur legitime.

Il legue encore a Marguerite Rabot, religieuse a Montflory, et a Agnes Rabot, religieuse au monastere de Saint Just en Royans, ses filles, la somme de dix escus d'or sol, outre leur pension annuelle de quatre escus d'or sol, et ce qu'il leur a donné pour leur dotte, a l'entrée et reception dud. monastere. Et d'aultant que Jeanne Rabot, son autre fille, desclare vouloir estre religieuse, n'ayant voulu executer le contract de mariage qui avoit esté passé entr'elle et noble Jean de Blains seigneur de Saint Meard du Valentinois (1), pour cest effect led. testateur luy legue la mesme somme qu'a Marguerite et Agnes ses autres filles.

Ensuite led. testateur institua ses heritiers universels messire Laurent Rabot, conseiller au parlement du Dauphiné et seigneur de Veycilieu, et noble Guillaume Rabot : scavoir led. Laurent, en ce que il luy a constitué par un contrat de mariage avec Meraude d'Aurillac, receu par Tibaud notaire de Cremieu dans le chasteau de Veycilieu, comm'aussy en la terre et seigneurie d'Hupie et dans tous les biens qu'il possede, tant dans la ville de Grenoble qu'aux lieux circonvoisins, scavoir aux Granges, a

(1) SAINT-MÉARD, lisez Saint-Médard (dans la com. de Piégros, cant. de Crest-Sud). Le 30 septembre 1540, Jean Blaïn, seigneur de St-Médard, fournissait un dénombrement devant le vicesenechal de Crest, déclarant tenir en fief du roi la seigneurie de ce lieu. Il en prêtait hommage le 12 septembre de l'année suivante. Sa famille était noble et ancienne. Charles de Poitiers, seigneur de St-Vallier, dans un hommage qu'il prêta. le 13 septembre 1375, au comte de Valentinois, pour la parerie de St-Médard, au diocèse de Die, reconnaît que le comte s'était réservé l'hommage de noble Pierre Blaïn, licencié ès lois, et celui de Bertrand Blaïn, son fils.

St-Martin, a St-Ismier, Vaulnaveys, comm'aussy en sa maison de la Garde-Joyeuse, située en Chalemont, qu'il a achetée de noble Hugues Binet, lequel la tenoit comme heritier de noble Antoine Pradel, auditeur des comptes, et autres biens situés aud. lieu a la reserve de sa petite maison qui touche la grande, en laquelle il institue son heritier Guillaume Rabot, comm'aussy en la terre et seigneurie d'Espenel et ses autres biens situés dans le Valentinois, scavoir aux lieux de Crest, Montmeyran, Vaulnaveys, Grane, Alex, Aouste, Pontays, et autres, fors et excepté la terre d'Hupie et les droicts que led. testateur a sur la terre de La Touche, lesquels il cedde aud. Laurent Rabot seul.

Et pour ce quy est du fief de St-Means, qu'a led. testateur dans le territoire de Suze en Piedmont, il veut qu'il soit vendu pour le payement des dottes desd. Isabeau et Suzanne Rabot qui sont a marier, et jusques aud. temps veut que sesd. heritiers universels jouissent par esgale part et pourtion des fruicts et revenus dud. fief.

Ensuite de quoy, led. Bertrand Rabot deceda le 7^e de decembre de l'année 1537 eagé de septante un an. Il fust enterré dans l'église de Saint-André, tout contre l'autel de Sainte-Barbe, ou l'on voit son epitaphe gravée sur une grande pierre large, en ces termes :

FIDEI CONIVGALI PIETATI ET AETERNAE MEMORIAE BERTRANDI
RABOTI ET AGNETIS VXORIS EIVS LIBERI COMMVNES CVM LACRYMIS
HOC MONVMENTVM PONI CVRAVERVNT.

Il eut d'Agnes Peccat cinq fils et sept filles.

Le premier des fils fut Laurent Rabot, duquel nous parlerons ensuite.

Le second fust Guillaume Rabot, lequel estant a Paris prist party avec le comte palatin du Rhin, lequel luy donna le commandement d'une compagnie de chevaux legers, dans lequel employ il deceda, n'ayant laissé de sa femme qu'une seule fille, laquelle fust mariée a noble (*Jacques*) de Margaillan, seigneur

de Mirebel, lequel du chef de sad. femme eust tous les biens dud. Guillaume (1).

Le troisieme des enfants masles dud. Bertrand estoit Claude Rabot, lequel fust marié a Jeanne de Chaponay (2), et fust

(1) La *Généalogie de la maison de Rabot*, ouvrage imprimé que M. Rochas attribue à Guy Allard, donne (p. 31) quelques détails supplémentaires sur ce personnage. Guillaume Rabot, y lisons-nous, *se mit si fort dans les bonnes grâces de Frederic comte palatin du Rhin qui le mena en Allemagne et luy fit épouser une riche heritière de ce pays, nommée Anne Delter, laquelle estoit fille de Jean Delter et d'Elisabeth d'Ansembourg mariez, ainsi qu'il resulte des preuves de chevalerie quy furent faites d'Henry et Salomon de Miribel de Margaillan freres, petits-fils de lad. Anne Delter et Guillaume Rabot mariez; mais led. comte palatin étant décédé, les parents de lad. Delter luy firent tant de traverses qu'il ne put jamais avoir la libre puissance de tous les biens de sa femme et surtout d'une grande succession qui luy étoit arrivée après son mariage, si bien qu'il fut obligé de revenir en Dauphiné avec sa femme, ou étant led. Claude Rabot son frere luy rendit tous ses biens.*

Guillaume Rabot est auteur d'un livre fort rare, qu'on a attribué à Nicolas Barnaud, de Crest. Voici le titre de cet ouvrage : *Le Miroir d'Alquimie de Rogier Bacon, philosophe tres excellent, traduit de latin en françois par un gentilhomme du Dauphiné. La page suivante declare le contenu en cest œuvre. A Lyon, par Macé Bonhomme. 1557. Avec privilege du Roy.* In-18, 134 pages. A la page 3 est une épigramme au lecteur en vers, formant l'anagramme du nom de l'auteur du volume : GVILLAVME RABOT.

Nous devons la connaissance de ce détail bibliographique à l'extrême obligeance de M. l'abbé Perrossier.

(2) Nous ne pouvons dire si les deux familles de ce nom qui existaient alors en Dauphiné, avaient une commune origine. Noble André de Chaponay, fils de feu Pierre de Chaponay, de St-Bonnet, fit son testament le 22 septembre 1400, en faveur de Jean, son fils (archives de la Drôme, E. 395). Antoine de Chaponay, docteur en droit, exerçait à Grenoble l'office de procureur fiscal en 1486. Jean de Chaponay, fut president en la chambre des comptes de 1497 à 1519 et eut pour successeur son fils, Soffrey de Chaponay, qui occupa cette charge de 1519 à 1544. Celui-ci acquit en 1529 la terre d'Eybens de dame Anne Clément, veuve de François Bonier, docteur en droit, héritière de Catherine de Briançon; il en prêtait hommage le 30 août 1541. De Jeanne Le Maistre, il eut, entre autres enfants, Laurent qui épousa le 1^{er} juillet 1550 Barbe Plovier. Ce dernier fut père de Pierre et aïeul de Laurent, époux de Gasparde Expilly. Le tombeau de la famille de

seigneur de Buffieres et des biens situés au lieu de l'Albenc, et fust encore maistre ordinaire en la chambre des comptes du Dauphiné, comme appert par transaction du 13 fevrier 1558, receu par Lagrange notaire, dans laquelle led. noble Claude Rabot est qualifié seigneur de Buffieres et maistre ordinaire en la chambre des comptes du Dauphiné, et par ceste transaction il est porté que l'institution d'heritier universel, faicte par Agnes Peccat, en faveur de Laurent Rabot son fils, sortira son plein et entier effect et que lesd. Laurent et Claude demeureront quittes respectivement de toutes les fournitures qui se sont faictes l'un a l'autre, et que le mesme Laurent ne pourra rien demander aud. Claude de tout ce qu'il a fourny a Guillaume, Bertrand et Jean, ses autres freres.

Chaponay se trouvait dans la chapelle du monastère de Sainte-Claire de Grenoble. Nous reproduirons ici les inscriptions peu connues qu'on y lisait autrefois :

D. O. M.

Magnificus Soffredus de Chaponay, Eibini et Faisini dominus, a regtiis consiliis rationumque apud Delphinates ad regium ararium proeses, cum Johanna Le Maistre, nobili et pudica consorte. Eorum præfata cadavera in hoc sepulchro obruta sunt, uti horum animæ suo vitæ cursu virtutis splendore illustratæ, viri autem anno M. D. XL. IIII 7 martii, uxoris vero M. D. XL. 3 januarii, pie viventes ad coelestia relatæ videntur. Sit illis perpetua requies.

D. O. M.

Nobilis Laurentius Chaponæus, Bressoni dominus, antiquo satus genere, tot naturæ dotibus, tot virtutum flosculis ornatus, innocuus, omnibus carus, proh dolor ! anno ætatis XXVII, urbe tota cum magnis lachrymis funus prosequente, hic situs est. Nobilis Laurentius Chaponæus, Ebeni dominus, avus an. XC, Petrus, Quæstor generalis Galliæ in Lugdunensi provincia, pater an. LXIII, infelicissimi, contra votum ordine turbato, Gasparda Expilly conjux, an. XVIII, ad fletum, ad gemitum perpetua ululatione damnata, unica Yzabella filiola bimestri suscepta tumulum lachrymis plenum mæstinimi pp. Obiit Gratianopoli, XV januarii M. DC. XIII.

Voir : Tombeau de Laurens de Chaponay, seigneur de Bressons..... A Lyon, par Amy de Polier. M. DC. XVI, in-4°, 56 pages. — COLUMBI, *Opuscula varia*. Lugduni, 1668, in-8°, p. 566-71, 624-39. — LABOUREUR, *Mazures de l'Isle Barbe*, t. II, p. 275-88.

Led. Claude Rabot fist son testament le 28 decembre 1564, receu par Charmeil notaire, par lequel il institua son heritier universel noble Joachim Rabot, son fils unique et, a deffaut de masles et femelles, lui substitua Laurent Rabot, seigneur de Buffieres et gentilhomme ordinaire de la chambre du Roy ; lequel (*Joachim*) espouza damoiselle Jeanne de Chissé de la Marcousse (1), de laquelle n'ayant eu aucun enfant, il institua son heritier universel noble Jean Rabot, fils aîné de Laurent Rabot, advocat general au parlement de Grenoble.

Le quatriesme fils dud. Bertrand estoit Jean Rabot, qui fust comme nous avons dit, curé de la Roche de Grane, prieur d'Hupie, chanoine de l'eglise collegiale de Saint-Barnard de Romans et protonotaire du saint siege apostolique, qui est mort fort vieil dans la ville de Romans, ayant survescu tous ses autres freres et institué son heritier noble Joachim Rabot, seigneur de Buffieres, son neveu.

Le dernier desd. masles est Bertrand Rabot, qui n'est qualifié que docteur ez droicts dans les transactions et quittances dont nous avons parlé, et qui, comme nous l'avons dit, n'eut pour son legat que cinq cents escus, avec l'heritage de messire Claude Bourguignon prebtre, et six vingts florins de pension annuelle jusques a ce qu'il fust pourveu d'un benefice (2).

(1) La famille de Chissé, qui a donné quatre évêques à l'Eglise de Grenoble, est originaire du Genevois. Jeanne de Chissé qui épousa Joachim Rabot était fille de Pierre de Chissé, seigneur de la Marcousse, et de Louise de Baronnat. Voir une généalogie ms. de cette famille à la Bibliothèque de Grenoble, R, 80, t. IX, f^{os} 349-65 — Joachim Rabot fut chevalier de l'ordre de St-Michel.

(2) Bertrand Rabot fut pourvu du prieuré de Vaulnaveys, mais il ne put jamais s'en mettre en possession ; Jean d'Aragon, chanoine de St-André de Grenoble, prétendait en être légitimement investi et se vit appuyé par des sentences du vibailli du Graisivaudan (5 décembre 1553) et du parlement (20 décembre 1555). Bertrand Rabot transmit ses droits à Claude Plovier, qui n'ayant pas mieux réussi à les faire prévaloir (1564), les céda à Félix Actuyer, chanoine du prieuré de St-Martin-de-Misére. Ce dernier poursuivit cette affaire, mais sans succès. E. PILOT DE THOREY. *Prieurés*, p. 414-5.

Oultre les susdits masles, led. Bertrand eut encor sept filles, quatre desquelles furent mariées, scavoir Louise, Clemence, Izabeau et Jeanne, et les trois autres, nommées Marguerite, Agnes et Suzanne, furent religieuses.

L'ainée des filles dud. Bertrand estoit Marguerite Rabot, qui fut religieuse a Montflory, ainsi qu'il appert par le testament dud. Bertrand et par quittance qu'il luy en avoit esté passée auparavant par Louise du Fay, superieure de Montflory, le 14^e aoust 1523, par laquelle appert que lad. Marguerite eut en dotte pour son entrée aud. monastere cent vingt cinq escus d'or sol, outre quatre escus d'or de pension annuelle et dix escus d'or sol, que led. Bertrand luy donna en son testament.

La seconde estoit Jeanne Rabot, laquelle, comme nous avons dit, ayant esté promise a noble Jean Blain, sieur de Saint Meard du Valentinois, par contract du 17 juin 1529, receu par maistre Truffel notaire, par lequel appert que led. Bertrand luy constituoit en dotte la somme de deux mil florins d'or, Guillaume Peccat celle de six cent soixante six florins, et Agnes Peccat celle de quatre cent trente quatre florins, pour faire la somme entiere de trois mil livres, n'accomplit pas pour lors led. promesses, mais seulement quelque temps apres la mort de Bertrand son pere, comme il se justifie par la quittance que led. sieur de Saint Meard passa aux heritiers dud. Bertrand de la dotte, le 12^e septembre 1536, qui est six mois apres la mort de Bertrand.

La troisieme des filles dud. Bertrand estoit Louise Rabot, qui fust mariée a noble Rolland de Manze, seigneur de Beaujeu (1), a laquelle led. Bertrand son pere constitua en

(1) La famille Menze, qui possédait la seigneurie de Baujeu en Gapençais, devait sa situation de fortune à Just Menze, juge des appellations du Dauphiné et maître des requêtes du Dauphin Louis en 1448. Il eut pour fils Guéllis Menze, qui lui succéda dans la même charge vers 1475 et qui épousa en 1495 Gabrielle de Beaumont, fille d'Aynard de Beaumont, seigneur des Adrets.

dotte la somme de 1600 livres et cent escus de robbes nuptiales, comme appert par la quittance qu'en passa led. sieur de Beaujeu, qui est du 17 fevrier 1532, receue par Simon Mytallier, notaire de Grenoble, et le mesme Bertrand, par son testament, luy legua, oultre lad. somme, celle de dix escus d'or sol.

La quatriesme estoit Clemence Rabot, qui fust mariée a noble Alain de Monts, du lieu de Monttillemard, seigneur de Savasse (1), comme il se justifie par leur contract de mariage, quy est du premier juin 1532, receu par le mesme Symon Mytallier, par lequel il se voit que led. Bertrand constitua en dotte a lad. Clemence la somme de trois mille florins d'or, avec cent escus d'or pour robbes nuptiales, et le 24 decembre suivant, le mesme Alain de Monts passa quittance, receue par Pinel, notaire, de lad. somme quy lui fust reallement deslivrée par led. Bertrand, lequel outre cela, par son testament, legua la somme de dix escus d'or a lad. Clemence. Led. Alain de Monts, le 4^e febvrier de l'année 1553, fist son testament, receu par Louis Tournon, notaire, par lequel il institua heritier Josserand de Monts, son fils, et au cas qu'il vint a deceder sans enfant, il substitua Ennemond Rabot, second fils de Laurent Rabot, seigneur d'Yllins.

La cinquiesme desd. filles estoit Agnes Rabot, quy fust religieuse au monastere de Sainct Just, quy estoit alors en Royannois et maintenant a Romans, a laquelle led. Bertrand Rabot son pere donna, pour son entrée et reception aud. monastere, la somme de cent vingt cinq escus et quatre escus de pension annuelle, comme appert par la quittance du 22 septembre 1535, receue par Bonnet notaire, et en outre led. Bertrand luy constitua par son testament la somme de dix escus d'or.

La sixiesme des filles dud. Bertrand estoit Suzanne Rabot quy fust religieuse au monastere de Montflory (2), quy

(1) Alain de Monts, troisième fils de Hugues, est la tige des de Monts-Veilheu, qui habitent actuellement le château d'Alivet, à la Côte-St-André.

(2) MAILLEFAUD. *Recherches hist. sur le monastère royal ou chapitre noble de Montfleury*. Grenoble, 1857, in-8, p. 143.

eust aussy la mesme dotte que ses autres sœurs religieuses, comme appert par la quittance quy en fust passée a Laurent et Guillaume Rabot, heritiers de Bertrand, par dame Arthaude de Viennois, superieure dud. monastere, qui est du 22 septembre 1539, moyennant quoy lad. Suzanne passa aussy quittance de la somme de seize cents livres que Bertrand son pere luy avoit constitué par son testament.

La derniere des filles dud. Bertrand estoit Izabeau Rabot, qui fust mariée a noble Jean-François Berthon, seigneur de Vaubonnois (1), a laquelle fust constituée la mesme dotte que ses autres sœurs mariées, comme appert par le testament dud. Bertrand et par deux diverses quittances quy furent passées a Laurent Rabot, fils de Bertrand, par led. sieur de Vaubonnois, du 26 mars 1546, receue par Pierre Girard notaire de Grenoble, et l'autre du 10 may suivant, receue par noble Laurent de Vienne.

(V) LAURENT RABOT I^{er}.

Laurent Rabot estoit, comme nous avons dit, le fils aîné de Bertrand, lequel luy succeda en son office de conseiller au parlement de Dauphiné, ayant eu des lettres de survie dud. office, lequel il exercea l'espace de quarante deux ans, et fist paroistre dans l'exercice de ceste charge les illustres marques de sa pieté et de sa doctrine.

(1) BERTHON, lisez BECTOZ. Jean-François Becto, seigneur de Vaubonnais, appartenait à une ancienne famille du Graisivaudan. Jean et Ennemond Becto se trouvèrent à la bataille de Cérisolles en 1544. Scholastique Becto, abbesse du monastère de St-Honorat de Tarascon, brillait alors par son esprit et son savoir (ROCHAS, t. I, p. 101). Charles de Becto, écuyer, eut de Françoise de Conflans Nicolas de Becto, qui épousa Charlotte de Beaumont et testa en sa faveur le 22 décembre 1616. Son petit-fils, Joseph de Becto, seigneur de Vaubonnais, fut maintenu dans la noblesse par jugement du 28 juillet 1668, sur titres remontant à l'année 1458 ; sa filiation était établie depuis 1544. BRIZARD. *Hist. de la maison de Beaumont*, t. I, p. 367 ; — VULSON DE LA COLOMBIÈRE, *Science héroïque* (1669), p. 484-5.

Sa pitié parust en ce qu'il fust un grand protecteur des catholiques, mal traittés par les heretiques, et principalement des prebstres et des moynes quy se retiroient de tous les endroicts de la province dans la ville de Grenoble, estant la pluspart mutilés de leurs membres par la cruauté des religionnaires, ou led. Laurent Rabot en retiroit quelques uns dans sa maison, adcisoit les autres de ses charités et prenoit un soing particulier de la subcistance de tous (1).

Sa doctrine parust aussy dans les belles notes qu'il a faictes sur les decisions de Guy Pape (2), et dans les Ordonnances d'Abbeville de l'année 1540, qu'il dressa luy mesme et par ordre du parlement, les porta dans la ville d'Abbeville, ou estoit le Roy François premier, lequel les approuva et ordonna qu'elles seroient publiées et registrées dans ce parlement et seroient locales en ceste province. Sa doctrine parut enfin dans le service qu'il rendit au parlement en l'exercice de sa charge, dans laquelle il donna toujours des marques d'un docte magistrat et d'un juge integre.

Outre l'office de conseiller qu'il eut de son pere, il eut encore la terre et seigneurie d'Hupie, la maison qu'il avoit dans la ville de Grenoble et tous les biens situés dans son terroir, comm'aussy sa part du fief de Means situé dans le terroir de Suze en Piedmont, et tous les droicts que Bertrand son pere avoit sur la terre de (La) Touche.

Il eut les terres et seigneuries de Veycilieu et de Cornillon au Fontaine, comm'aussy la maison forte de l'abbaye de Fontaine et plusieurs biens situés dans le Lyonnais, du chef de Meraude d'Aurillac, sa femme, fille de messire Falques d'Aurillac, president unique au parlement de Grenoble, avec la-

(1) Cf. *Mémoire des désordres des huguenots faits à Grenoble en l'an 1562*, dressé par COLLISIEUX, dans *Delphinalia* (1852), p. 93-114 ; — *Mémoires abrégés de ce qui s'est passé en Dauphiné depuis les troubles de l'an 1567* ; *ibid.*, p. 115-22.

(2) Cf. ROCHAS, t. II, p. 208.

quelle il se maria, comme appert par contract de mariage du 10 octobre 1529, reçu par Jean Thibaud notaire de Creymieu, dans la grande salle du chasteau de Veycilieu, present led. Falques d'Aurillac et Bertrand Rabot, pere dud. Laurent, comm'aussy Clement Mulet, juge mage de Valence, Claude de la Maladiere, chanoine de Saint Just, messire Roux Plovier, chanoine (*official*) de Grenoble, noble Antoine de Pierre, controlleur de l'argenterie du Roy, et messire Jacques Caillat, prevost de l'eglise de Saint André.

De ce mariage sont issus deux fils et cinq filles. Les deux fils furent Falques Rabot, qui fust aussy appelé Falques d'Aurillac, a cause de la substitution du president d'Aurillac, son ayeul maternel, et Ennemond Rabot, duquel nous parlerons ensuite.

La premiere des filles estoit Clemence Rabot, quy fust mariée a noble François Mistral, conseiller au parlement de Grenoble et seigneur de la Manche d'Entremont (1), a laquelle Laurent

(1) En 1498, noble Artaud et Claude Faure, de Barbières, vendent à François Mistral, marchand de Valence, une rente de 20 setiers de blé pour le prix de 240 florins. Ce furent sans doute les descendants de ce François Mistral, qui achetèrent la baronnie de Crozes, et s'établirent plus tard en Provence. Bernardin Mistral, autre marchand de Valence et probablement frère du précédent, fut père de François, Reymond, Jean et Achilles Mistral; il eut encore Madeleine, qui épousa Jean de la Place, greffier à Chabeuil et reçut pour sa dot 3,000 livres. François devint conseiller au parlement le 30 avril 1543 et acquit le 19 mai 1558 la seigneurie de la Manche-d'Entremont, au prix de 1658 livres, 5 sols, 6 deniers. Il hérita de ses frères Jean et Achilles (ce dernier était chanoine de Valence et de Romans), et mourut en 1564, laissant de Clémence Rabot, sa femme, plusieurs enfants: Joachim, l'aîné, fut aussi conseiller au parlement (2 mars 1586) et mourut sans enfant en 1627; Laurent conserva le nom de la famille et eut deux fils, dont l'un appelé Laurent épousa Justine Chapuis de la Brigaudière. Ce dernier fut aussi conseiller au parlement (14 janvier 1632) et mourut en 1651, laissant: 1° Jean-Baptiste Mistral, baptisé le 13 juillet 1625, qui mourut en bas âge; 2° autre Jean-Baptiste, qui suit; 3° Hippolyte, baptisé le 8 août 1636 et qui eut pour parrain Hugues de Ponnat, prieur de Domène; 4° Dorothee. — Jean-Baptiste Mistral, baptisé le 17 février 1632, eut pour parrain Jean-Baptiste

Rabot, son pere, Meraude d'Aurillac, sa mere, et Clemence Caille, son ayeule maternelle, femme du president d'Aurillac, constituerent en dotte la somme de quatre mil deux cent cinq livres et deux cents escus d'or sol pour robbes nuptialles, comme appert du contract de mariage, qui est du 29 novembre 1548, receu par du Bonet notaire, et par quittance de lad. dotte, qui est du 19 fevrier 1549, receue par le mesme commissaire du Bonet.

Et d'autant que les ordonnances deffendoient que le beau-pere et le gendre fussent receus dans un mesme parlement, et queneanmoins François Mistral, gendre dud. Laurent, obtint des provisions de conseiller aud. parlement dans le temps que led. Laurent estoit en l'exercice de sa charge, par ce subject il fust conclu que led. François Mistral ne seroit receu qu'a ceste condition suivante, scavoir qu'au cas que lesd. Laurent Rabot et François Mistral adcistant tous deux au jugement des proces ne fissent que le nombre qui est requis par l'ordonnance pour le jugement desd. proces, ou bien qu'ils fussent plus grand nombre que s'ils estoient tous deux d'un advis, l'on ne compteroit leur opinion que pour une voix. Faict en parlement, le 27 juillet 1549. Bellievre. De Portes. Extraict du livre vert.

de Ponnat. Il devint conseiller au parlement le 9 janvier 1651, en remplacement et sur la résignation de Laurent, son père, et épousa le 13 avril 1655, Marie de Ponnat, fille de François et de Anne de Jomaron. Il mourut le 23 octobre 1687, père de Joachim, qui suit, de François, de Françoise, de Marguerite, et de Pierre-Philibert. Joachim épousa en premières noces, le 15 mars 1687, Anne de Basemont, fille de Louis de Basemont et de Marie de Virieu, qui lui donna Françoise, Marie-Marguerite et Anne de Mistral, et en secondes noces, le 31 janvier 1703, Marie de Gallien, fille de François et de Diane de Bailly. Il mourut le 20 mai 1728. âgé de 69 ans et fut enseveli dans l'église St-Louis. Ce fut en sa faveur que la terre de Montmiral avait été érigée en marquisat, au mois de novembre 1710 ; sa fille, Françoise la porta, ainsi que les baronies de Crépol et de Chandieu à son mari Laurent-Joseph Emé de Marcieu. — C'est un membre de cette famille Mistral, Nicolas, chanoine-sacristain de Valence, prieur du Bourg, qui fit-élever en 1548, au milieu du cloître de St-Apollinaire le monument connu sous le nom de *pendentif*, pour servir de tombeau à lui et aux siens.

Led. noble François de Mistral, conseiller au parlement et seigneur de la Manche d'Entremont, ayant precedé lad. Clemence Rabot, sa femme, elle se remaria avec noble Louis de Grattet, seigneur de Granieu, duquel mariage il n'y eut aucun enfant, mais seulement du premier avec le sieur Mistral, car de ce mariage sortit noble Joachim Mistral, aussy conseiller au parlement et noble Laurent Mistral. Led. noble Joachim Mistral fust marié a damoiselle N. Boffin d'Argenson (1) et n'eut point d'enfant d'elle ; mais Laurent Mistral son cadet eut deux fils, l'ainé desquels est chanoine de Saint Barnard de Romans, et le second fust Laurent Mistral, aussy conseiller au parlement et pere de noble Jean-Baptiste Mistral aussy conseiller aud. parlement, qui a espouzé damoiselle (*Marie-Diane*) de Ponat (2). Pour ce qui est de la fille dud. Laurent 1^{er} (*de Mistral*) et tante dud. Jean-Baptiste elle fust mariée a noble (*Bertrand*) d'Eurre, sieur de Brette (3).

(1) D^r ULYSSE CHEVALIER. *Généalogies et biographies romaines. Famille Boffin*. Dans *Bulletin de la soc. d'arch. de la Drôme*, t. XV (1881), p. 224-37.

(2) Elle était fille de François de Ponnat, conseiller au parlement, et de Anne de Jomaron ; elle épousa Jean-Baptiste de Mistral le 13 avril 1655. Les Ponnat étaient originaires des montagnes de la Croix-Haute et ont fourni pendant plus de deux siècles des conseillers et des présidents au parlement. Pierre Ponnat, docteur en droit fut nommé conseiller le 4 février 1554 ; son fils André Ponnat, obtint des lettres du 24 décembre 1555 lui assurant la même charge, dont il prit possession le 4 novembre 1556. André fut un des plus chauds partisans de la Réforme et reçut du baron des Adrets le gouvernement de Grenoble et du Graisivaudan. De Thou (t. IV, p. 321-2) ne fait pas un bel éloge de sa conduite en cet emploi. Jean-Baptiste de Ponnat, fils d'André, fut nommé conseiller en remplacement et sur la résignation d'Aymar du Périer, le 24 juillet 1595 ; il eut pour successeur en 1628, François de Ponnat, son fils. Ce dernier est le père de Gaspard de Ponnat, président au parlement de 1677 à 1696, et l'aïeul de Jean-François de Ponnat, également président en la même cour de 1708 à 1744.

(3) M. l'abbé Ulysse Chevalier a publié, d'après les archives de M. Morin-Pons, de Lyon, des notes très-précieuses sur l'histoire généalogique de la famille d'Eurre, dans le *Journal de Die*.

Il y eut aussy de ce mesme mariage de François Mistral et Clemence Rabot deux filles. L'une fust mariée au sieur d'Arces d'Allevard, de laquelle sont descendus les sieurs Morard d'Arces d'Allevard, de l'ancienne maison d'Arces, et l'autre fust mariée au sieur conseiller Morard (1), de laquelle est descendu noble Louis Morard, sieur de l'Abbaye et Morestel et damoiselle (*Françoise de*) Morard, quy fust mariée a noble Jean de Francon, maistre ordinaire en la chambre des comptes de Dauphiné et pere de noble Pierre Francon, seigneur de la Combe et de Revel, et conseiller du Roy au parlement de Grenoble, pere de noble François de Francon, aussy conseiller au mesme parlement (2).

La seconde des filles dud. Laurent Rabot fust Anne Rabot, quy fust mariée a messire François de Vachon, seigneur de la Roche, fils de noble François de Vachon seigneur de Veurey, comme appert par contract de mariage du 15 novembre 1554, receu par Jean Lagrange et Estienne Charmeil notaires, par lequel lesd. Laurent Rabot, Meraude d'Aurillac et Clemence Caille, pere, mere et ayeulle maternelle de lad. Anne Rabot, luy constituerent en dotte la somme de mille neuf cents escus d'or sol et cent escus d'or de robbes nuptialles.

Messire François de Vachon, mari de lad. Anne Rabot, apres avoir esté premier president en la chambre des comptes de Savoye, ceste province ayant esté restituée a Philibert Emmanuel, son prince naturel, led. Francois fust faict president en la chambre des comptes de Dauphiné et ensuite procureur general en la mesme chambre avec ce privilege qui luy fust

(1) Elle se nommait Méraude et épousa le 17 octobre 1562 Antoine Morard, docteur en droit, nommé conseiller en 1573.

(2) Jean Francon fut pourvu d'une charge de correcteur en la chambre des comptes l'an 1594 et devint maître ordinaire en la même chambre l'an 1604. Pierre Francon, son fils, nommé conseiller le 22 février 1623, profita de sa situation pour acheter des fiefs et devint seigneur de la Combe, St-Mury, Monteymont, St-Jean-le-Vieux, Villard-Bonnot, Revel, Lancey, le Verson, coseigneur de Vinsobres, etc.

accordé de garder toujours son rang de president au parlement du mesme pays de Dauphiné, et eut deux fils, dont l'aisné fust noble Louis de Vachon, seigneur de la Roche, conseiller aud. parlement, et le second fust Arthus de Vachon, seigneur de Belmont, lequel fust pere de noble Ennemond de Vachon, seigneur de la Roche de Belmont, de l'Espinay et de Crapounoux, conseiller du Roy aud. parlement, et pere de noble Joseph Vachon, aussy conseiller aud. parlement, lesd. pere et fils exerçant tous deux presentement leurs dictes charges (1).

Led. Messire François de Vachon president au parlement eut encor une fille quy fust mariée a noble (*Humbert*) de Gallian, seigneur de Chabons, lequel fust pere de noble François de Gallian, seigneur de Chabons et de Rives, lequel eut pour fils messire Jean-Baptiste de Gallian, seigneur de Rives, conseiller du Roy en tous ses conseils et son procureur general au parlement de Dauphiné (2).

(1) La famille Vachon est une des plus illustres familles parlementaires du Dauphiné. François Vachon, procureur général en la chambre des comptes du Dauphiné, fut nommé président du parlement le 6 décembre 1578 ; il mourut en 1585 (Rochas, t. II, p. 466). Son fils Louis, conseiller au parlement, décédé sans postérité, eut pour successeur dans la même charge son neveu, Ennemond, seigneur de Belmont, de St-Just-d'Epinay de Craponnod, etc., nommé par lettre du 5 novembre 1626 ; celui-ci obtint, le 15 février 1659, des lettres de conseiller au parlement pour son fils Joseph-Jean-François Vachon de Belmont : il fallut des dispenses d'âge, de parenté et d'alliance, car Joseph n'avait pas encore les vingt-sept ans d'âge voulus ; ses deux oncles, Nicolas et Gabriel Prunier, et son beau-frère, Alexandre de Chaponay étaient, les deux premiers, présidents, et le dernier, conseiller en la cour. Ennemond est décédé le 29 décembre 1660.

(2) Claude Gallien, écuyer, du mandement de Die, fut père de Jeanne Gallien, qui épousa le 8 mars 1504 Vincent Brunel, seigneur de St-Maurice-en-Trièves. Martin Gallien (Galliani), docteur en droit, fut nommé conseiller au parlement par lettres du 20 avril 1502. Il était frère de Jean Gallien, qui habitait au Passage dans le Viennois et qui testa le 4 novembre 1522. Celui-ci fut père de Jacques de Gallien, qui exerça quelques années une office de conseil-

La troisieme fille dud. Laurent estoit Jeanne Rabot, qui fust mariée a noble Louis Coct, seigneur de Chastellard (1), comme il se voit par le contract de mariage du 10 novembre 1556 receu par Jean Lagrange, par lequel il se voit aussy que lesd. Laurent, Meraude et Clemence luy constituerent la mesme dotte qu'a sa sœur Anne.

ler au parlement de Dijon et obtint ensuite, le 17 février 1514 (n. s. 1515) des lettres de conseiller au parlement de Grenoble. Jacques avait épousé par contrat du 3 novembre 1503 Louise de Genas, fille de Jean de Genas et de Catherine de Seytres. Les commissaires députés pour l'aliénation du domaine lui passèrent, le 28 septembre 1521, vente pour lui et ses successeurs, avec faculté de rachat perpétuel, de la terre et seigneurie de Châbons, moyennant le prix de 800 livres tournois. Humbert de Gallien, son fils, fut obligé de restituer au domaine royal la terre de Châbons, les consuls et les habitants du lieu lui ayant rendu les 800 livres par lui déboursées; toutefois il fut autorisé lui et ses descendants à joindre à son nom celui de Châbons (1578). Il eut de Clémence de Vachon François et Artus de Gallien, qui ont fait chacun une branche. François, procureur général du Dauphiné fonda le 15 décembre 1627 avec Marguerite Besson sa femme, fille de François Besson, seigneur de Rives, le couvent de N.-D. de Grâces, à Tullins. Son fils, Jean-Baptiste de Gallien, fut nommé le 11 avril 1626 procureur général en remplacement d'Abel Guigou de Chapolay.

(1) La famille Coct, de Grenoble, aurait été annobli par Louis XI, d'après l'*Armorial du Dauphiné*. Antoine Coct, prieur de St-Laurent (Pilot, *Prieurés*, p. 150), était auditeur des comptes en 1462; Hugues Coct occupa la même charge en 1472. Cette famille était divisée en plusieurs branches. Celle de Châtelard finit avec Louis Coct, seigneur de Châtelard et Champs, qui de son épouse Jeanne Rabot, ne laissa que trois filles: Joachine, Clémence et Marguerite; il testa le 1^{er} décembre 1580. *Inventaire des archives dauphinoises de M. Morin-Pons*, p. 292-5.

(A continuer.)

JULES CHEVALIER.

NUMISMATIQUE DU PARLEMENT *DE GRENOBLE.*

SUITE. — Voir la 71^e livraison.

GEORGES DE MUSY

1641

4.

† IHS MAR STAMARIA⁽¹⁾ S PETRE S STEPHANE S FIACRI
ORATE PRO NOBIS

† POST 207 ANNOS INFÆLICI⁽²⁾ PARTIVM DISSIDIO CON-
TICVI & STATIM IISDEM FELICII FVSIOE⁽³⁾ COALES-
CENTIBVS NITIDIOR MIHI VOX EST

† RESTITVTA ANO DNI 1641 7 M⁽⁴⁾ MAII CVRA NOBILIS
GEORGII DE MVSY⁽⁵⁾ TERRÆ TVRRISPINI DNI IN
SECRETIORIB⁽⁶⁾ CONSILIIIS CHRISTIA⁽⁷⁾ REGIS CONSI-
LIARII

† & PRIMI PRÆSIDIS IN SVPRÆMA⁽⁸⁾ SVBSIDIORVM DAL-
PHINATVS CVRIA NEC NON DILIGENTIA ♦ D ♦ STE-

PHANI RVLATI HVIVS ECCLESIAE CVRATI MERITIS-
SIMI TVM

† ETIAM CIVIVM EXPENSIS SVB CONSVLATV D ◇ B ◇
PRVNELLE ◇ P I MVSY ◇ A VINAY † M IOLLY⁽⁹⁾

2° cloche de la Tour-du-Pin. — Diamètre : 99 cent.

(1) *Jesu Maria, Sancta Maria*. Comme pour l'église de Chichilienne, ainsi que nous l'avons vu précédemment, c'est l'*Assomption* qui est la fête patronale de la Tour-du-Pin ; mais les autres saints, dont les noms suivent, y sont aussi particulièrement vénérés. — (2) Pour *infelici*. — (3) Pour *felici fusione*. — (4) Pour *anno domini* 1641 7 *mensis*. — (5) Georges de Musy, fils de Simon Musy, maître-ordinaire en la Chambre des Comptes (lettres du 23 février 1588 ; reçu le 9 juin suivant, et décédé en 1609) et d'Isabeau de Bally, fut pourvu des charges de Vibailly et Lieutenant général civil et criminel au bailliage de Vienne, le 16 février 1620, de Procureur-général au Parlement (lettres du 19 avril 1624, en remplacement et sur la résignation d'Abel Servien ; reçu le 24 mai suivant), et de premier Président de la Cour des Aides de Vienne (lettres du 5 juillet 1640 ; reçu le 13 août suivant). Il mourut le 3 janvier 1657. Il avait épousé Jeanne de la Baume et laissa trois enfants, dont l'aîné, Pierre, fut d'abord Conseiller en la Cour des Aides (1652), puis premier Président en remplacement de son père (1657), premier Président en la Cour souveraine de Bourg en Bresse, puis enfin au Parlement de Metz.

Disons ici, pour justifier l'insertion de quelques-unes de nos inscriptions campanaires parmi celles des membres du Parlement, que la Cour des Aides et Finances de Dauphiné, désunie du Parlement de Grenoble auquel de tout temps elle avait été jointe, a été créée en cour particulière et instituée à Vienne par un édit du roi Louis XIII de janvier 1638.

(6) Pour *secretioribus*. — (7) Pour *christianissimi*. — (8) Pour *suprema*. — (9) Jésus. Marie. Sainte Marie, Saint Pierre, Saint Etienne, Saint Fiacre, priez pour nous. Après 207 années, pendant lesquelles je me suis vu imposer le silence par la funeste division

des partis, dès qu'ils se sont réunis dans une heureuse fusion, la voir m'a été rendue plus brillante, l'an du Seigneur 1641, le 7 du mois de mai, par les soins de noble Georges de Musy, seigneur de la Tour-du-Pin, Conseiller du Roi très-chrétien en ses Conseils privés et premier Président à la Cour suprême des Subsidés (la Chambre des Comptes) du Dauphiné, et par le zèle de sieur Etienne Rulat, curé très-méritant de cette église, et aussi aux frais des citoyens, sous le consulat des sieurs B. Prunelle, P. J. Musy, A. Vinay. — M. Jolly (*nom du fondeur*).

JEAN DE LA CROIX DE CHEVRIÈRES

1649

25.

IHS  MA * IEAN * DE LA CROIX⁽¹⁾ SEIG : DE CHEVRIE-
RES * MARQUIS DORNACIEVS 

* CONS' DESTAT * PRESIDENT AV PARLEMENT DE DIJON
* 1649 *  *  * *

Cloche de Bessins. — Diamètre : 60 centimètres.

(1) J'ai déjà donné, sur ce personnage, les détails que j'avais à placer à côté de la reproduction de son jeton. (V. année 1884, p. 21.)

Il est à remarquer que la date de la cloche est commune à celle de ce jeton. Si, sur ce dernier, Jean de La Croix, *seigneur de Chevrières, marquis d'Ornacieux, conseiller d'État*, fait acte de Président au Parlement de Dijon, c'est bien en Dauphiné, cette fois, quoique toujours décoré du même titre, que le monument métallique qui nous occupe ici a pris naissance. Si le titulaire appartient encore à la magistrature bourguignonne, il n'en est pas moins au moment de rentrer dans celle du Dauphiné, puisque c'est par lettres du 13 juin 1650 qu'il revient, au même titre de Président, prendre rang au Parlement de Grenoble, en remplacement de Pierre de Gratet du Bouchage, décédé. Il fut reçu le 25 du même mois.

SÉBASTIEN DE LIONNE

1657

6.

† SIT NOMEN DOMINI BENEDICTVM⁽¹⁾ ST LAVRENTI ORA
 PRO NOBIS⁽²⁾ N LOVYS DE REVOL⁽³⁾ PRC ÔMT DE ST
 GENIS ET PTONOT APL.

† IE⁽⁴⁾ ENNEMON BERGIER CVRE DV LIEV 1657

Dans un cartouche : MR SEBASTIEN DE
 LIONNE CLAVESON⁽⁵⁾
 BARON DVDIT
 CLAVESON SEGR
 DE LAYSSIN ET
 AVLTRES PLACES

Cloche de Chimilin. — Diamètre : 99 centimètres.

(1) *Que le nom du Seigneur soit béni !* — Job, I, 21. — (2) *St Laurent, prie pour nous.* (C'est le patron du lieu). (3) *Noble Louis de Revol, ... de St Genis et protonotaire apostolique.* — Il y a là une lacune que je ne puis remplir, ne sachant comment interpréter ces sigles PRC, ÔMT (*procurator ? preceptor ?*), et puis quoi ?.... J'ignore. Il y a là encore quelques mots que l'on a fait disparaître à coup de ciseau. — (4) Marie (?). — (5) J'ai donné la notice biographique de ce magistrat en parlant de son jeton (V. année 1884, p. 16), et je n'y reviendrai pas, si ce n'est pour faire remarquer qu'il faisait encore partie du Parlement alors que cette cloche fut fondue, puisqu'il ne résigna son office de conseiller qu'en 1666, pour devenir Gouverneur de Romans.

JEAN-LOUIS DE PONNAT-GARCIN

1670

7.

✱ IHS MA STE FRANCISCE ORA ⁽¹⁾ ✱ PAR LES BIENFAITS
DE NOBLE IEAN LOVIS DE

PONAT GARCIN S ◇ R ⁽²⁾ DE COMBE AVX R ◇ P ◇ RECOL-
LECTS ✱ 1670 *fleur de lis* ✱ *fleur de lis* ✱

Dessous, et sur trois places différentes de la cloche, le
seau des Récollets portant la légende :

Fleur de lis SIGIL. MIN. PLIS. FF. MINO. OBS. RECOL.
PVINC. S. FRAN. IN. GALL. ⁽³⁾

Cloche de Bresson. — Diamètre : 58 centimètres.

(1) Jésus, Marie, Saint François, prie (pour nous). — (2) Jean-Louis de Ponnat de Garcin, sieur de Combes, Maître et Auditeur des Comptes, par lettres du 4 juillet 1642, fut reçu le 17 du même mois et mourut Doyen des Maîtres aux Comptes le 23 juin 1696. Je ne sais si ce millésime est bien exact, l'*Inventaire sommaire*, où je le puise (t. II, p. 91), nous apprenant un peu plus loin (p. 93) qu'il fut remplacé en 1698. — (3) *Sigillum minus præsulis fratrum minorum observantiæ Recollectorum provinciæ sancti Francisci in Gallid.*

LOUIS DE LA POYPE SAINT-JULLIN
ET PIERRE DE VAULX

1675

8.

† IESVS MARIA MESSIRE LOVIS DE LA POYPE ♦ S ♦ IVL-
LIEN⁽¹⁾ PRESIDENT AV PARLET⁽²⁾ DE GRENOBLE ♦
P ♦⁽³⁾

† ET DAME IEANE DE BARRO EXPOVSE DE M^{RE} PIERRE
DE VAVLX⁽⁴⁾ CON^{ER}⁽⁵⁾ AVDICT PARLEMT ♦ M ♦ 1675

Cloche de St-Alban-de-Vaulx. — Diamètre : 90 cent.

(1) Louis de la Poype, baron de la Cueille, seigneur de Saint-Jullin de Granet, Président au siège Présidial de Bourg en Bresse, puis Président au Parlement de Grenoble (lettres du 30 oct. 1650 ; reçu le 3 déc. suivant). — (2) *Parlement*. — (3) *Parrain*. — (4) Pierre de Vaulx, seigneur de Vaulx et de Plagnieu, avocat en la Cour, Conseiller au Parlement (lettres du 30 janvier 1651 ; reçu le 13 mai suivant). Il avait épousé, le 31 mars de la même année, Jeanne de Baro, fille de noble Gaspard de Baro, Conseiller au Parlement ; il était, par conséquent, neveu de Méraude de Baro, dont il a été parlé plus haut, dans la notice sur Pierre de Cornu (Bull. 1881, p. 154). Son fils François, que nous retrouverons plus loin, et son petit-fils, portant aussi le même prénom, furent également Conseillers au Parlement. — (5) *Marraine*.

LOUIS DE LEUSSE DES COTES

1684

9.

† SIT NOMEN DOMINI BENEDICTVM ANNO DOMINI 1684.
LOVIS DE LVSSSE⁽¹⁾ P.⁽²⁾ MARIE ANNE DANGERAY⁽³⁾ M.⁽⁴⁾

Sur la première face, une croix ornée suivie des mots :
HEN CHAPVVT FECIT.

Sur la deuxième, même croix, mais sans inscription.

Cloche de St-Mamert. (*Succursale de la paroisse de St-Maurice de Vienne.*) — Diamètre : 45 centimètres.

(1) Louis de Leusse, seigneur des Côtes-d'Arey, avocat en la Cour, Conseiller au Parlement (lettres du 5 juin 1701, avec dispense d'âge). Né à Vienne le 6 novembre 1677, il n'avait encore que vingt-trois ans et demi, et fut reçu le 1^{er} juillet 1678. Marié, le 4 avril 1736, à N. de Gallien de Châbons, si j'en crois l'*Armorial du Dauphiné*, il aurait eu cinquante-neuf ans à cette époque. — Il résigna ses fonctions en faveur de Claude-Ignace de Trivio, le 30 juillet 1766 D'après la date de sa naissance, il aurait donc été parrain de cette cloche à l'âge de sept ans. — (2) *Parrain*. — (3) Pour Marie-Anne *Dangeray*; que je suppose appartenir à la famille d'*Angeres*, citée par l'*Armorial*; je n'ai rien à en dire, l'auteur n'ayant fait qu'ébaucher la notice de cette famille, sur laquelle, paraît-il, il a trouvé peu de documents. Je lui apporte donc un nouveau nom. — (4) *Marraine*.

NICOLAS PRUNIER DE SAINT-ANDRÉ

1685

10.

IHS MA IOSEPH ANNA⁽¹⁾ STE IOANNS⁽²⁾ BAPTISTA ORA PRO
NOBIS S^{TA} BARBARA ORA⁽³⁾ -IAY ESTE FAICTE A

QVAIS⁽⁴⁾ DON⁽⁵⁾ DAME MARIE DV FAVRE MARQVISE DE
VIRIEV EST DAME⁽⁶⁾ CROLES LARIVIERE ET ESPOVSE
DE M^{RE} ⁽⁷⁾

NICOLAS PRVMIER⁽⁸⁾ DE S^T ANDRE CH^{ER}-CON^{ER}⁽⁹⁾ DV
ROY EN SES CONSEILS ET P^R ⁽¹⁰⁾ PRESIDENT AV PAR-
LEMENT DE

GRENOBLE BENITE PAR M^{RE} IEAN ANTHOINE ALBERT
CVRE DV LIEV S^R CLAVDE BRVMESTANTONAIN⁽¹¹⁾

DV LIEV. I. BRVM. C^{RE} L BRVM.

1^{re} cloche de Quaix (12). — Diamètre : 87 centimètres.

(1) *Jésus. Marie. Joseph. Anne.* — (2) *Joannes* — (3) *St-Jean-Baptiste, prie pour nous, Ste Barbe, prie (pour nous).* (St Jean-Baptiste est le patron de la localité. Quant à Ste Barbe, elle est invoquée comme préservatrice de la foudre). — (4) *Quaix.* — (5) Don (sous-entendu : *de*). — (6) Estant dame (seigneur) de. — (7) *Messire* — (8) Nicolas Prunier, seigneur de Saint-André et de Virieu, puis marquis de Virieu en 1655, naquit en 1629. Il était fils de Laurent Prunier (V. année 1884, p. 5) et de Marguerite de Bellièvre, et devint Conseiller au Parlement de Grenoble (lettres

du 9 septembre 1645; reçu le 18 novembre suivant), puis Président à la Cour (lettres du 17 novembre 1650; reçu le 26 du même mois); Conseiller d'État en 1655; Ambassadeur en 1669: enfin premier Président (lettres du 9 août 1679; reçu le 23 du même mois). Il décéda le 22 août 1692. C'est pendant son ambassade à Venise, en 1669, qu'il sut si bien soutenir la préséance de la France sur l'Espagne. — Il avait épousé, le 16 février 1658, Marie du Faure, fille unique d'Antoine du Faure, seigneur de la Rivière, Président au Parlement. — (9) *Chevalier, conseiller*. — (10) *premier*. — (11) Cet assemblage de mots me paraît devoir être interprété par *Brun estant châteelain du lieu*. Ce dernier mot est si singulièrement abrégé et travesti par un fondeur illettré et maladroit, qu'il m'a été difficile de le deviner; mais l'étude que j'ai faite de toutes ces inscriptions m'y a amené et je n'ai plus de doute à avoir, que je sache, sur son interprétation véritable. Quant à l'M de BRVM, c'est encore une faute du fondeur, comme dans le mot précédent *PruMier*, pour *Prunier*, et dans les noms suivants: I. *BruM curé* (?) et *L. BruM*, pour Brun. — (12) Je possède dix inscriptions de cloches aux noms de personnes de cette famille; je n'en donne que deux, les autres n'appartenant pas à des membres de la magistrature.

LAURENT DE CHALÉON

1686

II.

D'un procès-verbal que j'ai trouvé dans le *Registre des délibérations de la Confrérie du très-saint et très-auguste sacrement de l'autel* de la paroisse de Vif, j'extrais les lignes suivantes. Il s'agit de la fonte des deux cloches de la Confrérie, fonte opérée le 7 mai 1686 dans le jardin de la sacristie « autrefois les Cloîtres. » La première fut bénite le 2 juin, et la seconde le 16 avril 1689, trois ans après la première.

« Les parrain et marraine sont Mons^r de Chaleon (1), Conseiller au parlement de Grenoble et seigneur de St-Roman, et Madame de Chaleon, son Espouse. Leurs noms et qualitez sont sur les deux Cloches. »

CLAUDE CANEL

1687

12.

« Pour la plus grande gloire de Dieu et l'honneur de la Ste V. Marie, de St Jean l'évangéliste et de tous les saints, messire Jean Barnier archiprêtre et curé de Bellecombe a donné cette cloche audit lieu. M^{re} Claude Chanel (2), chanoine théologal de l'église St-André de Grenoble, conseiller du Roi au parlement, a été parrain et dame Jeanne Dupuy (3) épouse de noble pierre Pourroy con-

(1) Laurent de Chaléon, avocat en la Cour, Conseiller, par lettres du 25 janvier 1668, reçu le 11 février suivant. Il décéda le 29 octobre 1690.

(2) Claude Canel, prêtre et avocat en la Cour, Conseiller du Roi, Maître ordinaire des Comptes en 1672, en remplacement de Jacques Canel, son père, décédé, Conseiller au Parlement par lettres du 18 février 1677 (office de Conseiller-clerc); reçu le 21 mai suivant. Il fut en même temps Prieur de Vizille. Il a été, durant plusieurs années, un administrateur aussi intelligent qu'actif de l'hôpital de Grenoble, où le souvenir de son nom s'est conservé. Les moulins que possède cet établissement sur le territoire de cette ville lui doivent leur construction et leur nom. — (3) Jeanne du Puy, veuve et héritière de P^{re} Pourroy, sieur de Cernay, Trésorier de France

seiller du Roi, trésorier de France, a été marraine en l'année 1687. »

Ancienne cloche de Bellecombe (4).

G. VALLIER.

(*A continuer.*)

à Grenoble Ce dernier vivait encore en 1674. — (4) Cette cloche, refondue en 1849, a servi à confectionner la nouvelle. J'ai pu en avoir la légende, grâce à M. le curé Sautard, qui l'avait relevée à l'époque de sa destruction.



ESSAI HISTORIQUE

SUR

LE VERCORS

(Drôme).

(Voir les 67^e, 68^e, 69^e, 70^e et 71^e livraisons).

CHAPITRE V

INSTITUTIONS SCOLAIRES

L'instruction et les connaissances humaines sont d'une haute importance pour le bien individuel et social autant que pour l'acquisition et le développement des connaissances religieuses. Aussi l'Eglise a toujours travaillé de tout son pouvoir à l'établissement et à la prospérité des écoles, à la diffusion de l'enseignement parmi le peuple. Il y a des rapports immédiats et directs entre l'Eglise et les institutions scolaires comme entre l'instruction religieuse et l'instruction purement humaine. C'est pourquoi nous joignons immédiatement ce chapitre aux deux précédents.

Il serait téméraire, en l'absence de document positif sur ce point, de dire qu'il y eut des établissements scolaires au Vercors avant le 16^e siècle. Du reste, l'isolement de la localité, et le chiffre restreint de la population de ses

paroisses étaient loin de se prêter favorablement à ces établissements. Mais ne peut-on pas voir l'indice d'une école existant à la Chapelle, dans le testament de « hon-
« neste homme Nycolas Algo, du bourg de lad. Cha-
« pelle de Vercors, » du 15 septembre 1569 ? En effet, ce testateur ordonne que « Abran Algo, » son fils et héritier universel, « entretienne à l'escolhe durant le
« tempz et terme de troys ans à ses dépens », *aud.* Abran, « le ou les postumes malhes » que pourrait avoir led. Nicolas. Ces trois ans « commenceront quand ces
« postumes seront en âge de dix ans ; et là où lesd. pos-
« tume ou postumes ne voulusient aller à l'escolle pour
« apprendre, *aud.* cas veut » que cet héritier « soyt tenu
« le mectre à maistre durant le terme de troys ans pour
« apprendre l'art et mestier que leur sera conseillé pour
« son heretier » *susd.* « et de ses parans et amys. » Toutefois, on voit que le testateur ne se préoccupait nullement de l'instruction des *filles* posthumes qu'il pourrait avoir. (1)

Après cet acte, on trouve une visite épiscopale de 1644 constatant qu'« il y a maistre d'escole » à la Chapelle, ce qui n'empêche pas le prélat d'*exhorter* le curé « d'enseigner les petits enfants qui luy seront envoyés à
« défaut de maistre d'escole catholique. » La visite de 1658 dit qu'il y avait « un maistre d'escolle catholique », et un *Estat* de 1687 constate que celui-ci était payé 30 livres par la communauté. (2)

(1) Minutes cit., protoc. J. Chalvet de 1569, ff. cxxxiii-viii.

(2) Arch. de la Drôme, *visites* de Die.

Puis figurent successivement avec le titre de « précepteur de la jeunesse » de la Chapelle : en 1719 et 1720, Pierre Morand ; en 1734, Jean Brunet ; en 1738 et 1739 Jean Corréard ; en 1742, Jean-Jacques Billerey, qui fut ensuite notaire au même lieu de 1743 à 1773 ; en 1754, Jean Gautier ; en 1755, Pierre Gillet ; de 1757 à 1759, Jean Gautier ; en 1763, François Bérard ; en 1764, Antoine-André Morand, fils de Pierre ; et en 1774, Joseph Faure, « originaire de Servièrre en « Briançonnais. » (1)

En notre siècle, outre l'école de garçons, tenue par un instituteur laïque aidé d'un adjoint, et l'école de filles, tenue par une institutrice laïque aidée d'une adjointe, écoles qui sont au bourg et depuis longtemps, il existe au hameau de Lossence une école mixte laïque. Gardons-nous d'oublier le collège libre ecclésiastique qu'il y eut pendant quelques années à la Chapelle, sous M. Cluze archiprêtre, vers 1830.

A Saint-Agnan, en 1644, « point de maistre d'escole », mais *exhortation* de l'évêque à « celui qui fera les fonctions curiales », « d'enseigner les petits enfants qui luy seront, à défaut de maistre d'escole catholique, envoyés. » (2) Les vœux du prélat furent, paraît-il, amplement réalisés ; car en 1645 et en 1654 « maistre Jan Gauteron » était « recteur d'escole » de Saint-Agnan. (3) Toutefois, en 1658 il n'y avait « point de maistre d'escolle », et le prélat prescrivait aux ha-

(1) Minutes cit., *passim*.

(2) Arch. et *visites* cit.

(3) Minutes cit., protoc. Gauthier, reg. coté B, f. 71-2, et K, f. 28-31.

bitants de s'en procurer un qui fût catholique, avec « def-
« fance de se servir d'aucun qui professe la R. P. R. »
Bien plus, la paroisse était encore sans maître d'école
en 1687. (1)

Enfin, on trouve pour « précepteur de la jeunesse »
de Saint-Agnan, en 1737 et 38 Jean-Jacques Billerey,
en 1741 Antoine Giraud, en 1742 Jean-Jacq. Billerey,
et en 1745 Jean Gauthier. (2)

Aujourd'hui Saint-Agnan a au village, une école laïque
de garçons, et une école de filles tenue depuis de
longues années par 2 religieuses de la Providence de
Gap ; et à la Breytière, une école mixte tenue par un
instituteur laïque.

Rousset a aussi une école mixte, tenue par un institu-
teur laïque.

A Vassieux, en 1644, l'évêque exhorte celui qui fera
les fonctions curiales « d'enseigner les petits enfants qui
« luy seront envoyés, à défaut de maistre d'escole
« catholique » ; et l'*Estat* de 1687 constate qu'il n'y a
encore point de maître. Mais en 1749 Pierre Lapierre
est « précepteur dud. Vassieu, » (3) où la jeunesse est
aujourd'hui enseignée par un instituteur laïque et par
deux religieuses de la Providence de Gap.

A Saint-Martin, l'évêque en visite, en 1644, exhorte
le curé « d'enseigner les petits enfants qui luy seront
« envoyez, à défaut de maistre d'escole catholique. » (4)

(1) Arch. et *visites* cit.

(2) Minutes cit., *passim* ; — Lacroix, *Invent.* cit., B, 1206.

(3) Arch. et *vis.* cit. ; — Minutes cit., protoc. Billerey de 1749-50, f. 13.

(4) Arch. et *vis.* cit.

Puis, apparaissent en 1681 et 1682 « Louys Person-
« ne, maistre d'escole » de Saint-Martin, (1) et en 1685
« s' Restitut Merlin, constitué aux ordres sacrés, natif
« du Saule, mandement de Sezane en Briançonnois,
« rezidant presentement aud. St Martin, précepteur de
« la jeunesse. » (2)

Celui-ci était remplacé en 1722 par Laurent Gardent ;
en 1740, par Antoine Mure ; en 1756, par Pierre
Morand ; en 1779, par Jean-Martin Morand, fils de
Pierre ; et en janvier 1790, par François Revol. (3)

Le 2 décembre 1792, dans le conseil municipal, il
est « proposé par le citoyen maire et autres citoyens
« qu'il est urgent d'avoir un m^r d'école pour ensei-
« gner les enfants de tous les citoyens. » On arrête qu'il
est « de toute urgence d'un maître d'école. » A l'instant
« se présente le citoyen François Revol, à qui on donne
« la somme de 75 livres pour enseigner les enfants »
pendant 5 mois à commencer le lendemain. Ces 75
livres « luy seront pasé sur mandat de la municipalité
« des deniers libres de lad. municipalité. » En 1795,
les charges locales ne portent rien pour l'école.

Depuis la Révolution jusqu'à 1819, l'école de garçons
fut « totalement négligée. » (4) Presque régulièrement
tenue depuis, elle l'est aujourd'hui par un instituteur
laïque aidé d'un adjoint.

(1) Arch. de l'église de St-Martin, *reg. de cathol.*

(2) Minutes cit., protoc. Phil. Gauthier de 1681-90, f. 139.

(3) Minutes cit., *passim*.

(4) Arch. de la mairie de St-Martin, *délib. municip.*

Quant à l'instruction des filles, voici ce que nous en savons.

Le 23 septembre 1790, pardevant le maire et des officiers municipaux de Saint-Martin, comparait Jean-Claude Darène, curé d'Echevis, disant que M. Malsang, recteur de la chapelle de Notre-Dame-de-Pitié fondée en l'église de St-Martin, avait fait cession verbale à cette commune « de la maison, pré et terre dépendant de lad. « chapelle, pour le revenu en être appliqué à l'éducation des jeunes filles de la paroisse ; » et que cet abandon, fait vers 1748, a été renouvelé par Jean Darène, successeur de Malsang « à lad. chapelle. » Lui-même a succédé à ce dernier, son oncle, « dans lad. chapelle », en 1757, et renouvelé verbalement le même abandon ; aujourd'hui il fait déclaration de tout cela. Maire et conseillers lui donnent *actes* de celle-ci, sans que néanmoins elle puisse « préjudicier aux droits de la communauté, qui jouit des immeubles dont il s'agit depuis un « temps immémorial, les revenus en ayant toujours été « à l'éducation et instruction des jeunes filles de la communauté, lesquels revenus continueront d'être employés par les quatre sœurs qui font actuellement cette « instruction ; et, en cas de mort de l'une d'elles, la municipalité, conjointement avec M. le Curé du lieu, « pourvoira à son remplacement. » (1) Mais tout cela était bien changé en 1795 ; car une délibération municipale du « 15 ventose an 3 » représente l'agent national disant au conseil que « cette commune ayant la popula-

(1) Ibid.

« tion dans le cas de profiter du bénéfice de la loi pour
 « institutrice », et « connaissant la capacité et l'intelli-
 « gence des citoyennes Marianne Dumonteil v^e Re-
 « boulet, et celles de Jeanne Faresse, laquelle en-
 « seignoit cy devant », lui, dit agent, invitait « d'en
 « nommer une, conformément à la loi. »

Après une vingtaine d'années pendant lesquelles l'école de filles fut « entièrement négligée », 8 particuliers acquirent pour la commune la maison Algoud, jadis curiale et située près de l'église, et on demanda « à
 « Madame Dubos, supérieure générale » des Trinitaires de Valence, des sœurs hospitalières pour faire dans cette maison « l'éducation des jeunes gens de la com-
 « mune. » Madame Dubos voulut bien « y placer de
 « suite les dames sœurs Gonzague et Lucie, » qui « en
 « avril 1819 s'acquittaient de leur mission avec un zèle
 « qui n'était pas commun. » Bientôt la commune acqué-
 rait elle-même cette maison pour le logement des mêmes sœurs ; mais en 1825 les sœurs y étaient déjà rem-
 placées par une institutrice laïque, (1) qui plus tard
 laissa à son tour cette maison, désormais occupée par le
 curé.

Outre les institutrices laïques, qui ont continué à en-
 seigner les jeunes filles jusqu'à ce jour, Saint-Martin a
 eu de 1858 à 1869, grâce au zèle de M. Eyraud, curé,
 une école libre tenue par des sœurs de la Providence de
 Gap, et qui y a fait un tel bien, que la population en-
 tière désire ardemment de voir revenir ces excellentes

(1) Arch. de la mairie de St-Martin, *délibér. municip.*

sœurs. Celles-ci étaient deux au village et une à Tourtres, hameau où se trouve depuis quelques années une école communale mixte, tenue par une institutrice laïque.

Saint-Julien eut en 1705 un « maître d'école, » auquel on promit 21 livres. En 1746, Pierre Isnel y était « précepteur de la jeunesse. » L'école existait en 1791 ; la commune payait 12 livres par an pour le loyer de la chambre où on la tenait. (1)

Il y a aujourd'hui une école communale de garçons, tenue par un instituteur laïque, et une école de filles, également communale. Cette dernière, tenue pendant quelques années par des sœurs de la Providence de Gap, qui ont laissé dans le pays les plus précieux souvenirs, l'est depuis octobre 1881 par une institutrice laïque.

Mais passons à l'histoire de la féodalité.

CHAPITRE VI

ORGANISATION FÉODALE ; LES ÉVÊQUES DE DIE, LES POITIERS ET LES DAUPHINS SEIGNEURS SOUVERAINS ET PRINCIPAUX.

Après le partage de l'empire de Charlemagne sous ses faibles successeurs, le Dauphiné fut l'objet de revirements nombreux, et finit par tomber entre les mains de Boson, élu roi d'Arles en 879.

(1) Arch. de la Drôme, fonds de St-Julien-en-V. ; — Minutes cit., protoc. Ferlin de 1746 ; f. 26 ; — Mairie de St-Julien-en-V.

Louis, fils de Boson, régna de 888 à 900, année où Charles-Constantin se vit ravir le trône paternel par Hugues, comte de Provence, qui en 930 céda ses états à Rodolphe II, roi de la Bourgogne transjurane. A celui-ci succéda en 937 Conrad le Pacifique, remplacé en 993 par Rodolphe III le Fainéant, qui mourut en 1032, laissant ses états à l'empereur d'Allemagne.

Les principaux fonctionnaires du royaume d'Arles étaient les comtes, gouverneurs de leurs comtés et juges des débats qui s'élevaient entre les sujets de ces comtés. Confiées d'abord à titre personnel, les fonctions comtales étaient devenues transmissibles héréditairement, par autorisation de Charles le Chauve en 877 ; et cette modification, aidée de la faiblesse des rois, des ravages des Maures, et d'autres misères de ces temps, fut le principe de l'établissement de la féodalité sur les ruines de l'autorité royale. Se considérant peu à peu comme dans des terres et domaines propres, les comtes s'arrogèrent insensiblement un pouvoir presque absolu dans leurs gouvernements. Merveilleusement servis dans leur ambition par le choix que Rodolphe III fit d'un prince étranger pour lui succéder, ils furent dès 1032 plus indépendants que jamais, et se contentèrent d'un stérile hommage renouvelé à l'avènement de chaque empereur, et qui ne les empêcha pas d'être dans leurs terres autant de petits souverains.

Cependant l'autorité des comtes était balancée et contenue dans des bornes par celle des églises et des monastères. Celle-ci s'exerçait principalement, et presque exclusivement d'abord, dans les villes épiscopales

ou sièges de monastères. Beaucoup plus douce et plus populaire que toute autre, elle fut même favorisée par les rois et les empereurs au détriment de celle des comtes, sur laquelle elle prévalut généralement aux 11^e et 12^e siècles.

A côté de la puissance comtale, épiscopale et monastique, on trouvait encore celle de maints capitaines d'aventure, qui, après avoir réuni autour d'eux des bandes d'hommes d'armes prêts à devenir des tenanciers, s'étaient construits des châteaux-forts sur des points élevés faciles à défendre, et attribué aux alentours, suivant leurs forces, des territoires plus ou moins étendus.

Du reste, la force et la violence primaient alors de beaucoup le droit ; on ne suivait souvent pas d'autre règle que l'ambition, qui n'en a guère, et il fallait avoir sans cesse les armes à la main pour ne pas se voir enlever le lendemain par un plus fort ce qu'on avait soi-même enlevé la veille. De là ces nombreuses forteresses hérissant tous les passages et tous les lieux de quelque importance, forteresses autour desquelles devaient se grouper ceux qui aspiraient à quelque sécurité pour leurs personnes et leurs demeures. De là aussi la rareté des titres de possession écrits vers ces siècles de force brutale, titres qui eussent été le plus souvent aussi dépourvus de fondement légitime que d'espoir d'efficacité. Seuls les églises et les monastères persistèrent, grâce à leur caractère religieux, à conserver une existence et une puissance un peu fixes et stables, inaccessibles à la discussion ; presque seuls les actes de leurs cartulaires nous éclairent sur l'histoire des 9^e, 10^e et 11^e siècles ; et

c'est principalement avec le secours de ces actes que nous apercevons alors sur la scène féodale les comtes d'Albon, ceux de Valentinois, ceux de Diois, les évêques de Valence, ceux de Die, ceux de Grenoble, les seigneurs de Royans, ceux de Sassenage, et tant d'autres d'un rang inférieur, dépendants ou indépendants des précédents.

Après ces notions générales, nécessaires pour l'intelligence de notre sujet, passons à l'indication des seigneurs connus qui ont possédé fief au Vercors, mais en nous bornant pour le moment aux seigneurs souverains ou principaux.

Faute de renseignements positifs, nous ne pouvons dire avec certitude quels furent avant le 13^e siècle les seigneurs principaux du Vercors. Toutefois, nous serions étonné que ce pays n'eût pas d'abord dépendu de ces comtes de Diois alliés aux comtes de Forcalquier et sur lesquels nous n'avons presque d'autres documents certains que leurs titres de vassalité et d'hommage aux évêques de Die pendant le cours du 12^e siècle. (1) En effet, le Vercors devait nécessairement se trouver jadis dans le territoire du comté de Diois. Au surplus, cette hypothèse est en harmonie avec toutes les données positives dont nous disposons.

(1) COLUMBI, *De rebus gest. episc. Val. et Diens.*, pp. 86, 92, 96-8 et 102 ; — CHORIER, *Hist. gén. du Dauphiné*, I, 778, 827 ; II, 25, 66, 75-6 ; — BOISSIEU, *De l'us. des fiefs*, p. 115 ; — PIERROT, *Hist. de France*, III, 454-75 ; — ROCHAS, *Biog. du Dauph.*, I, 355 ; — *Bull. de la Soc. d'archéol. de la Drôme*, I, 305-6 ; VIII, 459-60 ; — Ul. CHEVALIER, *Cartul. diens.*, passim ; — SAURET, *Essai histor. sur la ville d'Embrun*, pp. 60-5, 469-71 ; — J. CHEVALIER, *Essai histor. sur Die*, I, 132-4, 141-3.

Mais dès l'année 1253, au plus tard, le Vercors appartenait aux évêques de Die, qui en furent depuis lors jusqu'à 1789 les hauts seigneurs. Pour bien saisir le sens et comprendre l'importance de l'acte qui nous fixe sur la possession du Vercors au milieu du 13^e siècle, il faut d'abord des explications.

Parmi les comtes du royaume d'Arles, ou plutôt de Bourgogne, qui surent le mieux affermir et étendre leur domination, on met en première ligne ceux d'Albon, connus plus tard sous le titre de dauphins. Sans cesse en quête des moyens de s'agrandir au préjudice de leurs voisins, les dauphins nous apparaissent dès 1237 mettant le pied à Rencurel par la reconnaissance que firent à Béatrix, comtesse de Viennois et d'Albon, comme mère et tutrice du jeune dauphin Guigues, ces petits seigneurs de Rencurel dont la famille y était implantée avant 1139. Cet acte de 1237 porte hommage et reconnaissance au dauphin pour le château de Rencurel rendable. On y voit que ce château, son mandement et *la Balme d'Arnaud* sont mis sous la protection et suzeraineté du dauphin, à qui les seigneurs de Rencurel jurent fidélité et défense, et promettent de remettre le château sans détérioration. De son côté, la comtesse assure aux Rencurel une prérogative : en cas d'attaques par le comté du côté de la Vernaison, comme ils doivent avancer les premiers et se retirer les derniers, ils auront le premier animal pris, pour leur garde du butin enlevé, pour la première attaque, et le seigneur du comté leur devra donner 100 sous ou leur valeur, à leur retour en

Boissieu, « le sceau du Dauphin et celui de Reymond, » nous ne savons s'il faut plutôt accuser Boissieu d'être incomplet que Chorier d'être inexact ; mais nous verrons plus loin qu'en 1253 Guigues n'était pas dépouillé de tout droit sur Rencurel et sur Châtelus, et qu'il y aurait plutôt lieu de supposer que ce dauphin avait dès lors acquis sur Châtelus des droits qui pouvaient lui venir des Béranger. En attendant sur ce point une explication que fournirait l'acte de 1251, nous pensons qu'il y eut entre Guigues et Reymond une de ces donations, alors fréquentes, par lesquelles le suzerain donnait ou plutôt assurait au vassal une possession à titre féodal, pour avoir un homme de plus dans ce vassal, et le haut domaine de la possession. Le dauphin aurait cédé Rencurel à Reymond à titre de fief rendable, et, moyennant ce, obtenu de ce dernier sur Châtelus un titre semblable à celui qu'il se réservait sur Rencurel : nouvelle position prise pour agrandir ses états du côté du Vercors, alors, paraît-il, occupé par l'évêque de Die, nous ne savons depuis quand ni en vertu de quels titres, bien qu'on puisse en soupçonner et même supposer plusieurs d'après les faits que voici.

La part qu'Emicon, évêque de Die, prit en 879 à l'élection de Boson, comme roi d'Arles, dans l'assemblée de Mantaille, prouve l'importance politique des prélats de Die au 9^e siècle. L'énergie de ses successeurs Achidee, Hugues I^{er} et saint Ismidon de Sassenage, et le rôle qu'ils jouèrent dans leurs temps difficiles, affermirent l'autorité de leur siège au point de vue même temporel. Dès le milieu du 11^e siècle surtout, leurs biens devinrent

fort considérables. Les prélats diois de ce siècle et du 12^e furent de véritables souverains ne relevant d'aucune autre autorité temporelle que celle des rois de Bourgogne et plus tard des empereurs, qui n'était d'ailleurs qu'à peu près nominale. C'est ce que suppose la première trace positive de terres à l'évêché, fournie par le cartulaire de ce dernier. Quand Arnaud de Crest *céda* le 15 août 1145 à l'évêque Hugues II, pour 1200 *sous diois ou valentinois* et la valeur de 1500 *sous*, le haut domaine des biens de ce seigneur dans le diocèse de Die, notamment du château de Crest et d'Aouste, des châteaux de Divajeu et de Saint-Médard, de ses biens de Béton et d'Aurel, et même de tout ce qu'il pourrait acquérir à l'avenir dans l'évêché, il ne fit certainement que reconnaître le haut domaine que les évêques avaient déjà sur ces biens, mais qu'il venait de leur contester. Le prélat en obtint simplement à l'amiable ce qu'il allait obtenir de force en 1159, à l'égard du château de Luc, par la sentence de Raymond duc de Narbonne, comte de Toulouse et marquis de Provence, contre Isoard, comte de Die, qui reconnaissait le comte de Toulouse pour suzerain. (1)

Une foule d'actes postérieurs prouvent à leur tour la suzeraineté des évêques de Die sur les fiefs du Diois. En 1163, le comte de Valentinois donna à l'église de Die et reçut d'elle en fief rendable les châteaux de Sauzet et de Gigors, avec leurs fortifications, ainsi que ce qu'il

(1) Ul. CHEVALIER, *Cartul. de Die*, pp. 33-5 et 44-5 ; MARION, *Cart. de St-Hugues*, p. 265-7.

possédait et pouvait acquérir dans le diocèse de Die, c'est-à-dire ce qu'il ne tenait pas d'autre main ; et il fit pour cela hommage à l'évêque de Die, lui promettant fidélité et obligeant ses successeurs à une semblable vassalité. Inutile de rapporter même sommairement les actes des 12^e et 13^e siècles indiquant les terres, biens et châteaux des évêques de Die ou relevant d'eux. Constatons seulement avec Columbi que ces prélats avaient au 12^e jusqu'à 94 bourgs ou villages sous leur suzeraineté, et 24 châteaux avec la ville de Die en propre. (1)

Mais aucun titre antérieur à 1253, à notre connaissance, ne compte le Vercors en tout ou en partie parmi les biens et châteaux appartenant à l'évêque ou en dépendant. Nous ne le trouvons pas davantage parmi les biens des Poitiers, des dauphins, des Sassenage ou des Bérenger, et la seule conjecture qui nous paraisse plausible à ce sujet, c'est que le Vercors ait été tenu du fief des comtes primitifs de Diois par les familles de Vercors, de Rousset, de Vassieux, dont nous parlerons plus loin, peut-être par d'autres dont le souvenir a entièrement disparu. Le fief aurait ensuite passé de ces comtes aux évêques en vertu des droits de supériorité et même de régale qui furent reconnus à ces prélats dans le Diois par les empereurs en 1178, 1189, 1214 et 1238. Cette conjecture a en sa faveur les prétentions mêmes du dauphin Guigues en 1253 et les prétentions et droits des Poitiers sur le Vercors. Celui-là dut appuyer ses prétentions sur les droits à lui provenant du chef de Béatrix de Claustal,

(1) Ul. CHEVALIER, *Cartul. cit.*, p. 35-6 ; — COLUMBI, *op. cit.*, p. 96-8.

petite-fille de Guillaume, comte de Forcalquier ; les Poitiers durent appuyer leurs droits tant réels que seulement prétendus, sur l'inféodation que leur fit du Diois, en 1189, Raymond VI marquis de Provence. On sait, en effet, que le comté de Diois dépendait de celui de Forcalquier, et celui-ci du marquisat de Provence. (1)

Quoi qu'il en soit, les dauphins n'étaient pas seuls à prendre position du côté de Rencurel et de Châtelus. En 1236, Humbert IV, évêque de Die, prêta à Reymond Bérenger, seigneur de Pont-en-Royans, la somme de 100 livres, que celui-ci hypothéqua sur sa terre de Châtelus, assujettissant cette dernière à un hommage envers l'église de Die, sous condition néanmoins que le paiement de la dette éteindrait cette servitude. Ce prélat eut d'ailleurs de l'empire sur l'esprit de Reymond Bérenger, et devait connaître particulièrement les quartiers en question ; car en 1240 il était prieur de Saint-Romain de Granenc, et obtenait du même Reymond Bérenger confirmation à ce prieuré des dîmes des paroisses du même Saint-Romain et de Sainte-Marie de Prêles. Reymond avait donné ces dîmes au prieuré par un acte du 16 des calendes de janvier 1227, où il prend le titre de seigneur de Beauvoir, dans le mandement duquel était Saint-Romain de Granenc. (2)

Amédée de Genève, successeur d'Humbert IV sur le siège de Die, affirma vigoureusement les droits de ce siège sur le Vercors ; il en réclamait aussi sur Châtelus,

(1) *Bullet.* cit., I, 305.

(2) Arch. de l'Isère, B, 2977 ; — CHORIER, *Hist. de... Sassenage*, p. 41 ; — BOISSIEU, *op. cit.*, p. 374-6.

apparemment en vertu de l'acte de 1236 entre son prédécesseur et Reymond Bérenger ; bien plus, il en prétendait sur Rencurel. « Mais le dauphin Guigues, quoique pieux, refusait en même temps à ce prélat de rien relâcher pour lui de ses droits et de ses prétentions. Il lui disputoit les châteaux et les terres de Rieusec, de Revel, de Rencurel, de la Bâtie de l'Orme, et de Chastelus, et, sans les soins de l'archevêque de Vienne, et de Philippe, archevêque de Lyon, on en seroit venu aux armes. Ces prélats opposèrent leur prudence aux desseins violents de l'un et de l'autre ; et, témoignant de leur être également amis, ils firent sur leur esprit une égale impression. Ils partagèrent entre eux la matière du différent quant à l'utile ; mais ils laissèrent à l'évêque presque tout l'honneur. Ils persuadèrent à celui-ci de se contenter des terres de Rieusec, de Revel et de la Bâtie de l'Orme, et luy firent relâcher au dauphin celles de Rencurel et de Chastelus. Ce fut sous deux conditions : l'une qu'il les tiendrait du fief de l'évêque, et l'autre qu'il ne luy seroit permis d'acquérir rien à l'avenir dans les trois autres. » Le traité qui régla cette affaire fut signé le 16 octobre 1253. (1)

Les noms de Rieusec, Revel et la Bâtie de l'Orme désignent en somme le Vercors, moins Vassieux, qui d'ailleurs n'en faisait pas partie à proprement parler. Aux 11^e, 12^e et 13^e siècles, temps de guerres incessantes,

(1) COLUMBI, op. cit., p. 126-7 ; — CHORIER, *Hist. gén.*, II, 134.

Ce dernier auteur a complètement fait erreur sur ce point dans son *Histoire du Dauphiné abrégée* (t. I, p. 242-3).

les seigneurs dénommaient leurs terres et établissaient les divisions géographiques par les points fortifiés et qu'ils pouvaient défendre. Or, ces trois noms étaient ceux des trois forteresses du Vercors.

Revel était un fort construit sur une crête rocheuse dominant le vaste abîme formé en ce point par le fond de la vallée de Choranches, et par conséquent le cours impétueux de la Bourne, qui suit le creux de cette vallée. Il commandait l'entrée du Vercors au nord-ouest par Choranches, et au nord par Rencurel. On en voit encore aujourd'hui les ruines, à trois kilomètres et au nord-ouest du village de Saint-Julien, et sur le territoire de cette commune. Le quartier, vrai repère de vautour, conserve du reste encore le nom de *Ravel*. (1)

Rieusec, ou plutôt *Rousset*, pour employer la forme actuelle du nom, forme moins étymologique, (2) était un village très-peu peuplé, mais bien fortifié. Il avait une forte enceinte de remparts, dont les ruines, encore imposantes, indiquent très-exactement la dimension et la forme. Les principales directions des rues et des maisons y sont même faciles à reconnaître. Nous y avons

(1) *Revel* (*Revellum* en latin de 1253), plus tard *Ravel* (*Ravellum* en 1301), représente un diminutif de *rivus*, comme *rivulus*, *riulus*, en bas latin ; ou un nom d'homme connu depuis le 11^e siècle, forme francisée des noms tudesques *Rahlwes*, *Ralhve*, et *Ralphs* (*Bull. cit.*, v, 36).

(2) *Rieusec*, *Riousec*, *Riouset* et *Rousset* (*Rioussicus* en latin de 1253 et 1301), tire son nom de la position de l'ancien village. Celui-ci avait au nord-est un ruisseau ou torrent toujours à sec, sauf dans les temps de pluie. Il n'était d'ailleurs qu'à 800 mètres de la Vernaison, fréquemment à sec vers ce point ; de sorte que le village actuel, plus éloigné du premier ruisseau, mais beaucoup plus rapproché de la Vernaison que ne l'était l'ancien, vérifie à peu près aussi bien le nom qu'il en a tiré et conserve.

particulièrement remarqué la dimension totale du village, comprenant un espace d'environ 60 ares ; la forme, qui était un carré oblong d'environ 100 mètres de côté sur 60, dont la longueur allait du sud-est au nord-ouest, et dont les angles oriental et méridional étaient légèrement arrondis, tandis que les angles opposés étaient absolument droits ; l'inclinaison sensible du sol du sud-est vers le nord-ouest ; le portail taillé dans le rempart de ce dernier côté et d'où partait une rue étroite de direction irrégulière, et dont les courts et très-étroits embranchements sont à peu près cachés par les décombres informes des maisons de l'intérieur ; surtout le fort ou tour carrée, dont les côtés sud-ouest et nord-ouest formaient et, par la masse encore élevée et gigantesque de leurs murs de 1 mètre 80 centim. d'épaisseur, forment encore l'angle occidental des remparts ; et enfin les meurtrières, ou pour préciser davantage, les archières, qui s'accordent avec l'histoire, comme avec le module des pierres, leur disposition, et les principaux caractères de la maçonnerie, à reporter au moins au 13^e siècle l'ensemble de ces constructions. Rousset, avec ses fortifications, défendait l'entrée du Vercors par le midi de cette vallée. Tandis que le fort de Ravel était abandonné au 14^e siècle, par suite de la cessation des guerres de seigneur à seigneur, Rousset au contraire conservait encore ses fortifications à peu près intactes jusqu'au 16^e siècle, à cause des habitants fixés dans son sein. Cependant, les exigences du régime féodal disparaissant de plus en plus, ses habitants achevèrent de quitter un village incommode, pour se fixer plus bas et même à l'écart, suivant que la culture de

leurs terres le demandait. Au 17^e siècle, l'ancien village était entièrement vide, le nouveau était habité et avait la petite église qu'on y trouve aujourd'hui. L'ancien conserve néanmoins une vieille chapelle, dédiée à St-Alexis. Elle fut construite au 18^e siècle, sur les ruines de l'ancienne, et est le terme d'un pèlerinage fréquenté le 17 juillet.

Quant à la *Bâtie de l'Orme*, (1) elle occupait le **sommet de l'élévation** rocheuse et inclinée au sud et au sud-est, qui est au levant et à 800 mètres du bourg actuel de la Chapelle. Une forteresse ou *bâtie* (*bastida*), qui surmontait la crête au nord, laisse encore des ruines considérables. Le village composé d'une centaine de maisons particulières et d'une église, couvrait la partie haute de la pente et était environné de remparts faisant corps au nord avec la forteresse. De ces remparts et de ces maisons particulières restent encore quelques ruines, quelques pans de murs, qui permettent de reconnaître exactement l'étendue de l'enceinte et la disposition générale du village ; mais il faudrait des fouilles dans le sol pour savoir quelle était la coordination intérieure des rues et des maisons. On arrivait au village par un chemin gravissant le monticule par son flanc oriental, côté où se trouvait par conséquent le portail qui s'ouvrait dans le rempart. La Bâtie de l'Orme protégeait le centre même du pays et défendait le passage entre Rousset et la par-

(1) *La Bâtie*, c'est-à-dire forteresse (du bas latin *bastida*), était distinguée des autres du même genre par les mots *de l'Orme* (*Ormæ*), qui entrèrent sans doute dans son nom par suite de la présence de quelque orme considérable avoisinant dès le principe la forteresse.

tie sud-ouest du Vercors, entre Ravel et Vassieux. Elle était le domicile des seigneurs ou chefs gardant le pays en leur propre nom ou en celui de l'évêque. Du sommet, les gardes veillaient, surtout en temps de danger, et sonnaient l'alarme en cas de besoin. Si l'ennemi approchait, les hommes de l'endroit se transformaient subitement en soldats, pour défendre le bourg ou village ; puis, l'ennemi repoussé, chacun vaquait de nouveau à ses travaux ordinaires.

Le nom de *Bâtie de l'Orme* (*Bastida Ormæ*), fourni par l'acte de 1253, fut ensuite changé en celui de *Bâtie des monts de Vernaison*, ou simplement *Bâtie*, qu'on trouve dans des actes de 1313 et 1327, et plus tard en celui de *Bâtie de Vercors*, fourni par des actes de 1329, de 1344, et autres plus récents. (1)

(A continuer).

L'ABBÉ FILLET.

(1) Arch. de la Drôme, *Livre blanc* de l'Evêché de V. et D., f. 215 v° ; — COLUMBI, op. cit., p. 160 ; — Ul. CHEVALIER, *Cart. de Die*, p. 100-1 ; *Polypt. diens.*, n° 147 ; — BRUN-DURAND, *Pouillé de Die*, p. 38 ; — LACROIX, *Invent. des arch. de la Drôme*, E, 2537.

ARMES A ENQUERRE

Monsieur G. Vallier nous transmet la note suivante que nous nous empressons de livrer à la publicité de notre *Bulletin*.
A. L.

Mon recueil des *Inscriptions campanaires du département de l'Isère* est sous presse, ainsi que je l'ai annoncé aux lecteurs du *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme* dans une note insérée au bas de la page 254 du T. XVII, c'est-à-dire de la dernière livraison de 1884.

A ce sujet, je demande à ceux de mes confrères, qui s'occupent spécialement de généalogies et de blason, de vouloir bien me fixer sur un point que je n'ai pu éclaircir suffisamment jusqu'à ce jour.

J'ai trouvé, dans le temple protestant de la ville de Mens (Isère), une cloche anépigraphie. Elle provient, m'assure-t-on, de l'église de St-Genis, hameau de Mens. Elle porte, pour tout renseignement, la date de 1653 et, au-dessus, un écusson dont voici la description et le dessin :



De..... à la bande de..... accompagnée en chef de trois têtes de lion couronnées et arrachées, de..... et en pointe de trois étoiles de.....

M. G^{ve} de Rivoire de La Batie, auteur de l'*Armorial* bien connu, pense que cet écusson pourrait être une brisure des de Morges, seigneurs de St-Genis, ou un écusson mal rendu des Emery la Chaux, ce qui, m'écrit-il, lui paraît du reste improbable, attendu que ces derniers portaient : *D'azur, à la bande d'or, accompagnée de 4 étoiles d'argent 3-1 ; parti d'argent, à la barre d'azur, accompagnée de 3 têtes de lion arrachées de gueules 2-1.*

Ces armes sont donc *armes à enquerre* et restent un problème à résoudre : je serais heureux de recevoir d'un de mes confrères une note à ce sujet. Je ne doute pas un instant de la devoir bientôt à la sagacité de quelqu'un d'entre eux, et je m'empresserai, dans ce cas, de consigner dans mon livre les observations qu'il voudra bien me transmettre en réponse à mon appel.

Grenoble, novembre 1884.

G. VALLIER.



DE LA

CONSERVATION DES OBJETS HISTORIQUES

Le *Bulletin* de la Société a publié en 1870 (Tome V, page 202) une vue lithographique de l'ancienne citadelle de Crest, détruite en 1633, d'après un bas relief sur bois du XVI^e siècle, conservé à la mairie de cette ville.

Or, ce bas relief, avant de passer de la salle des archives dans celle des délibérations du conseil municipal, vient de subir une mutilation partielle.

Le sculpteur primitif avait voulu y désigner par deux petites croix, une chapelle intérieure et une église extérieure, alors récemment détruites, et ces croix ont été supprimées sans autre forme de procès.

Pareil fait révèle des tendances à corriger les monuments, non plus à l'usage d'un Dauphin quelconque, mais en vue d'une popularité éphémère.

Déjà les armoiries d'une ville de la Drôme ont été menacées de proscription, comme emblème féodal, et des colonnes antiques ont servi de matériaux de construction pour avoir soutenu l'aigle du premier empire ; à Crest, ce sont des croix minuscules qui disparaissent d'un monument ; demain ce sera autre chose.

On est donc en droit de se demander si une commission et même un conseil municipal peuvent détruire ou mutiler les œuvres d'art ou simplement archéologiques, au gré de leurs caprices ou de leur intolérance.

S'ils le peuvent impunément, d'ici à quelques années, il ne restera plus un seul monument public debout, car il sera toujours facile d'y voir ou le souvenir ou le symbole d'une croyance, d'une idée ou d'un fait des temps antérieurs.

On a établi des chambres consultatives d'agriculture et de commerce, des conseils d'hygiène et de salubrité ; pour quoi n'aurait-on pas des comités de sciences et d'arts pour empêcher la destruction ou la mutilation des sculptures, peintures et œuvres remarquables du passé ?

Les sociétés savantes ont le devoir de provoquer l'examen de cette question et de sauvegarder de leur haute influence tout ce qui se rattache à l'histoire locale.

En conséquence, la *Société d'archéologie de la Drôme* s'associe complètement au vœu de la *Société nationale des antiquaires de France* d'assurer par une législation précise et pratique (1) la conservation de tous les monuments archéologiques de quelque intérêt.

LE BUREAU DE LA SOCIÉTÉ.

(1) Un décret des 13-17 avril punit de 2 ans d'emprisonnement quiconque aura mutilé ou cassé les chefs d'œuvre de sculpture des jardins des Tuileries et des lieux publics. Un autre décret des 6-16 juin 1793 édicte la peine « de deux ans de fers contre quiconque dégradera les monuments des arts dépendant des propriétés nationales. »

Enfin le 14 fructidor an II un troisième décret recommande à la surveillance de tous les bons citoyens les bibliothèques et tous les monuments nationaux de sciences et d'arts et il ajoute :

« Ceux qui seront convaincus d'avoir par malveillance, détruit
« ou dégradé des monuments de sciences et d'arts subiront la
« peine de deux années de détention, conformément au décret
« du 13 avril 1793. »

L'AFFRAYRAMENTUM.

MM. Marius Villard et Robert, ayant généreusement enrichi les archives départementales, depuis peu de jours, de documents anciens des XV^e et XVI^e siècles, une espèce de contrat dans l'un et l'autre lot, a particulièrement fixé notre attention, et nous en donnerons ici une analyse.

Celui de M. Villard remonte au 19 juin 1535, et celui de M. Robert, dont le commencement a été coupé, paraît être de la même époque, à en juger par l'écriture.

Y eut-il au début de la Renaissance des essais de socialisme ou bien des associations de ce genre furent-elles autorisées par l'ancien droit ? Jusqu'ici, malgré l'immense quantité de documents passés sous nos yeux en 24 ans de pratique, aucun acte pareil ne s'était présenté.

La conclusion à tirer de cette remarque c'est le peu de succès de la tentative, et, à la vérité, cela ne surprendra personne, quand les conditions du contrat seront connues.

Que les hommes associent leurs travaux ou leurs capitaux pour une entreprise commerciale ou industrielle, la chose est toute simple ; mais la vie en commun n'aura

jamais de charmes pour quiconque aime sa liberté et sa propriété. (1)

L'essai tenté au commencement du XVI^e siècle ne fut ni réprimé, ni encouragé ; il échoua misérablement devant l'expérience, la véritable et seule pierre de touche de toutes les utopies.

Voici, en substance, les clauses de l'acte de 1535. Pierre, Michel et Antoine Frier (*Frierii*), frères et neveu, de Villard aux montagnes de Sassenage, s'associent — *affrareychiaverunt, communicaverunt et associaverunt*, — pour jouir en commun et par égales parts de tous leurs biens, meubles et immeubles et des dots de leurs épouses.

Nul d'entre eux ne pourra faire un marché sans le consentement des autres au-delà de 6 sols, à peine de nullité.

Les associés donnent à Ennemond, fils de Pierre Frier 146 florins, petite monnaie courante, et Pierre, au nom d'Ennemond, déclare avoir reçu la somme. (2)

L'année suivante, Pierre, Michel et Antoine Frier approuvent les conventions premières ; ce qui prouve un commencement d'exécution.

Dans le document donné par M. Robert, il y a quel-

(1) Le langage vulgaire du Lyonnais a traduit ainsi la même idée :

Lu frares sont lu frares

Mais lu liards sont lu liards.

(2) D'où il résulte qu'Ennemond n'entrait pas dans l'association.

ques autres explications dignes d'être remarquées, car elles complètent le premier document.

Les contractants, Pierre Miraillet, de Nyons, et Jacques Truchet, de Visan, s'associent (*affrayraverunt, communicaverunt et associaverunt*) pour tous leurs biens, droits et actions, quels qu'ils soient. Truchet devra verser 80 florins en venant à Nyons habiter avec Miraillet et y porter tous ses autres biens, chacun d'eux se réservant néanmoins la propriété des siens propres. Tous les deux devront habiter la même demeure, faire avec leurs femmes et leurs enfants un même ménage (*eumdem larem*) et une même bourse, sans que l'un puisse traiter contre le vouloir de l'autre et à son insu.

Au cas où Truchet n'apporterait pas les 80 florins promis, l'association sera de nul effet et chacun gardera ses biens propres ; si pendant la durée de cette association il avait été acquis des biens, ils seront partagés également, au moment de la résolution du contrat. Mais rien n'indique les suites données à ces conventions.

Quoi qu'il en soit, ces deux actes s'éclairent et s'expliquent l'un par l'autre ; ils sont curieux par leur rareté même et font connaître la signification du mot *affrayramentum*, que Ducange traduit par société, sans aucun détail, et la Société d'archéologie, comme le département doivent des éloges à MM. Robert et Villard, pour leur excellente pensée d'assurer l'étude et la conservation de documents curieux.

A. LACROIX.

NÉCROLOGIES



M. MEYNOT (LOUIS-JOSEPH-ANTOINE),

membre titulaire.

Notre sympathique collègue appartenait à l'une de ces familles privilégiées où la fortune s'unit à l'instruction, à la loyauté, et à la bienveillance la plus exquise. Sa maison était ouverte à la fois au pauvre, au travailleur, à l'artiste et à l'écrivain, et tous y rencontraient des paroles aimables, des encouragements précieux. Quant aux bienfaits nombreux du regretté défunt, ils recevaient toujours un nouveau prix de la grâce et de la discrétion qui les accompagnaient. Jamais M. Meynot ne rechercha la popularité, et lorsque ses compatriotes l'appelèrent spontanément aux fonctions de conseiller d'arrondissement et de maire, il accepta sans calcul et se dévoua sans réserve, et au lieu de rechercher les honneurs et les places auxquels son savoir et sa distinction lui permettaient d'aspirer, il se contenta de gérer en bon père de famille les affaires de sa commune, en qualité de maire, et de son canton, comme président du conseil d'arrondissement. Tous ses actes, marqués au coin de la sagesse et de l'expérience tendaient uniquement au bonheur public et à la glorification du travail en agriculture, en industrie, aussi bien que dans les belles-lettres et les beaux-arts.

La *Société d'archéologie de la Drôme* a déjà mis en relief plusieurs écrivains et plusieurs savants ; elle a aussi

la bonne fortune de pouvoir révéler de nobles caractères et des existences consacrées tout entières, à l'amitié, au dévouement et à la pratique des vertus qui honorent l'homme juste et droit.

M. Meynot est décédé à Donzère, son pays natal, le 6 novembre 1884, à l'âge de 81 ans, et l'affluence nombreuse de parents, d'amis et d'obligés présents à ses funérailles, témoignait éloquemment du mérite de cet homme de bien, et des sympathies qui entourent son honorable frère, confident et coopérateur de toutes les bonnes œuvres du regretté défunt.

M. ALLÉOUD (PAUL-ÉMILE-BERNARD),

membre titulaire.

Le 13 décembre 1884, avaient lieu à Poyols, en présence d'une foule recueillie, les obsèques d'un autre de nos collègues : M. Alléoud, ancien notaire et ancien membre du conseil général de la Drôme.

Entré, en 1866, dans la Société au moment de sa fondation, il lui resta fidèle, même en cessant d'appartenir à l'assemblée départementale. Homme instruit, loyal, intelligent, il n'écrivait pas dans le *Bulletin* ; mais il appréciait l'œuvre de ses collègues, donnant ainsi un exemple de patriotisme à ceux qui, depuis lors, se sont désintéressés de nos travaux.

Il avait d'autant plus de mérite en cela que sa fortune était modeste, et qu'il accepta en 1853, de représenter le canton de Luc au Conseil général, uniquement afin de ré-

pondre à la confiance de ses concitoyens, sans ambition et sans intérêt personnel.

Comme notaire et comme conseiller général il rendit constamment d'utiles services par son expérience des affaires, par sa droiture et son caractère conciliant.

M. Alléoud est mort à 71 ans, vivement regretté de tous ceux qui l'ont connu. Il s'était élevé par le travail et la probité et il savait apprécier tous les dévouements, parce que sa vie entière en fut remplie.

M. ALÈGRE (LÉON),

membre correspondant.

Tout à côté des hommes d'élite qui recherchent l'obscurité en faisant le bien, le ciel en place d'autres assez puissants pour devenir des initiateurs et des pionniers ; tel fut le collègue que la mort nous ravissait le 27 novembre 1884.

En 1859, M. Alègre fondait la bibliothèque et le musée cantonal de Bagnols, donnant ainsi l'exemple, le premier, de ce que peuvent l'initiative et le dévouement d'un homme de cœur ; vingt ans plus tard, son musée cantonal comprenait une salle pour l'histoire naturelle, une pour les collections agricoles et horticoles, une pour les produits industriels, à tous les états, une pour les antiquités locales et générales, une pour les arts industriels et décoratifs et une dernière pour les tableaux, dessins, statues et gravures.

Grâce à la générosité d'un autre citoyen, une bibliothè-

que cantonale et une école de dessin, ont été installées par lui à Bagnols, dans la même période.

Enfin, pour couronner son œuvre, M. Alègre publia en 1880, ses *Notices biographiques du Gard* (canton de Bagnols), ouvrage plein de recherches, de savoir et de patriotisme.

Enseigner aux hommes à s'aimer et à s'entraider entre eux, comme des frères, leur apprendre, en contemplant les merveilles de la nature et des arts, à élever leur âme vers Dieu, source féconde du bien, du beau, de la justice et de la charité, tel fut le but poursuivi par notre intelligent collègue.

Son œuvre restera comme un vrai titre de gloire.

Né en 1813, M. Alègre était président de la délégation cantonale, membre de l'Académie du Gard et de plusieurs sociétés savantes, officier de l'Instruction publique et chevalier de la Légion d'honneur.

A. L.



SÉANCE DU 28 OCTOBRE 1884

PRÉSIDENCE DE M. VALLENTIN

M. de Gallier s'excuse par lettre de ne pouvoir assister à la séance, à cause d'un deuil récent.

Sur la présentation de MM. Fillet et Lacroix, M. l'abbé Saurel, auteur de l'*Histoire de Malaucène* est proclamé *membre correspondant* de la société. Ensuite, il est donné lecture du programme envoyé par M. le Ministre de l'Instruction publique pour le congrès des sociétés savantes à la Sorbonne, en 1885.

M. Marius Villard, un de nos collègues, présente la photographie d'un chapiteau en marbre blanc gypseux, provenant de la démolition du rempart qui formait le côté-est de la clôture du cimetière de Romans.

Ce chapiteau lui appartient et il le croit romain.

Le même membre communique l'estampage de l'inscription antique conservée dans l'église de Ste-Jalle, canton du Buis, déjà publiée dans le *Bulletin de la société* I. 270, et qui se lit ainsi :

L. VERATIVS, RVSTICVS, AED
PAC. BAC. LEC. BENEFICIARIA
EX MVL. ET AERE FRACTO.

La première lettre L. n'est pas sortie du tout ; *Veratius Rusticus* paraissent certains ; *pac* et *bac*, aussi ; mais il est

difficile de trouver une différence entre le C final de ces deux mots et le G du mot suivant ; tous les autres mots ne semblent pas soulever de difficulté.

M. Allmer, notre savant collègue, nous donnera sans doute la lecture définitive et le sens de cette inscription, d'après cet estampage.

Une lettre de M. l'abbé Jassoud, desservant à Mureils, contient la liste des curés de St-Bonnet-de-Galaure, fort ancienne paroisse de l'ancien diocèse de Vienne, et signale, parmi les débris de l'église de la même localité, actuellement en reconstruction, une guirlande dentelée sur mollasse et une belle croix byzantine avec guirlande semblable, portant une petite croix latine et divers ornements bizarres, des chapiteaux byzantins d'une époque de décadence et des fragments de colonnes rondes en mollasse du pays.

Notre collègue suppose qu'une église antérieure, d'où proviennent ces débris, fut remplacée par une autre, au IX^e ou X^e siècle.

Il termine en indiquant à Arthemonay parmi des décombres un bénitier en mollasse de pays, orné de 3 ou 4 têtes d'homme finement sculptées, du XII^e ou XIII^e siècle.

M. Nugues a remarqué à St-Jean-de-Muzols (Ardèche) un autel semblable à ceux que M. le chanoine Didelot a récemment décrits dans le *Bulletin*.

Les membres présents expriment le vœu que la partie centrale de la mosaïque de St-Paul-trois-Châteaux, dont la Société possède une photographie, soit reproduite par l'héliogravure.

Après une note sur l'*affrayrementum* et sur une visite des églises du ressort, en 1568, par le vibailly de St-Marcellin, vient le compte-rendu sommaire des publications reçues pendant le dernier trimestre.

Le *Bulletin archéologique et historique de Tarn-et-Garonne* étudie les chants populaires du Quercy au point de vue poétique et musical, et pareil sujet pourrait tenter quelqu'un de nos collègues. Des livres de comptes de marchands fournissent aussi à ce *Bulletin* d'intéressants détails sur les usages observés aux baptêmes, mariages et sépultures.

On lit dans la *Revue épigraphique du midi de la France* une marque de fabrique sur tuyau de plomb, trouvée en 1884 chez les Frères Maristes de St-Paul-trois-Châteaux, au-dessous de la mosaïque : c'est une estampille imprimée en relief et renfermée dans un cartouche oblong, bordé d'un cordon en torsade : la voici :

L. HEG. ERMES FEC.

Lucius heg (ius) Ermes fecit.

La *Revue Savoisienne* s'occupe des hommes de science de sa région, et recommande l'emploi de l'insecticide Métailler (de Veynes) contre le phylloxéra ; les *Antiquaires du Nord*, étudient les objets préhistoriques du Danemark et de la Norwège, où, d'après les gravures données, des objets semblables à ceux de nos pays, ont été recueillis avec soin.

Une question fort intéressante de la vie pratique, mais nullement de notre ressort, préoccupe la *Société académique d'agriculture de Poitiers* : c'est la gratuité de la Justice de Paix.

L'auteur prouve qu'en Angleterre et même en Chine cette justice inférieure est gratuite et expéditive, sans huissiers, avoués ni avocats. En allant faire la guerre aux habitants du Céleste Empire, en rapporterons-nous son organisation judiciaire ?

Le *Bulletin de la Société des Hautes-Alpes* a commencé

la *Bibliographie historique* de ce département et nous n'avons pas encore songé à celle de la Drôme ! Voilà un magnifique sujet d'études. Les *Annales de la Société d'émulation des Vosges* se contentent du catalogue de la bibliographie vosgienne en 1882.

Il vient d'être fondé à Baltimore une bibliothèque spéciale d'histoire locale, et les écoles d'Amérique commencent déjà l'étude de la géographie et de l'histoire générale par celles de leur village. La France qui est peuplée de savants sera-t-elle la seule en retard de ce côté ? Hélas ! chez nous, il faut que tout vienne de loin pour être bien noté.

L'Histoire de la ville de Malaucène par MM. Ferdinand et Alfred Saurel, tout récemment publiée comprend la topographie, l'orographie, hydrographie, la flore et la météorologie de la commune, son histoire proprement dite et des renseignements nombreux sur l'administration supérieure, communale et religieuse, le tout avec plans, cartes, vues et dessins, en 2 volumes in-8.

MM. Saurel ont fait suivre leur travail consciencieux de pièces justificatives, d'un intérêt réel, et d'une biographie des personnages marquants de Malaucène.

Il faut savoir gré à ces deux écrivains de leurs immenses recherches, et leur pardonner quelques longueurs. C'est un début, mais un début magistral. Avec la pratique, ils étudieront désormais séparément le clergé, l'organisation féodale et le tiers état : cadre rationnel pour tous les détails de la vie intime d'une commune.

Un grand travail sur les prieurés de l'Isère a paru dans le *Bulletin de la Société de statistique* de ce département ; disons à la louange de M. Pilot de Thorey qu'il y a condensé une foule de détails utiles à l'historien et qu'il l'a fait avec art et discernement.

Les *Bulletins* de la Diana et des *Sociétés historiques et archéologiques* du Périgord, de la Charente et de l'Orléanais renferment toujours d'intéressants travaux d'histoire locale ; celui de la Société des Deux-Sèvres nous apprend à former et à conserver un herbier de lichens.

Les *Mémoires de la Société des antiquaires de Picardie* donnent la fin de l'*Histoire de l'Abbaye et de la ville de St-Riquier*.

On recommande dans les *Annales de la Société d'Agriculture* d'Indre-et-Loire les trois variétés de pommes de terre Early, St-Jean et Saucisse rouge.

Enfin la *Société pour l'étude des langues romanes* poursuit avec ardeur son œuvre d'érudition et la *Drôme littéraire* continue à chanter la jeunesse et le printemps avec entrain et avec talent. La République des lettres est donc tout entière au travail sérieux et calme.

M. le président remercie les auteurs de toutes ces communications et la séance est levée.



CHRONIQUE

L'impression des *Mémoires d'Eustache Piémont* étant terminée, tous les membres titulaires de la *Société d'Archéologie de la Drôme* pourront retirer au secrétariat, cet ouvrage qui forme un très beau volume, in-8° Jésus de plus de 700 pages.

Ceux qui ne pourront pas le faire prendre pourront le recevoir par colis postal, en envoyant à M. le Secrétaire 1 fr. pour l'affranchissement et l'emballage.

La Société est heureuse de pouvoir offrir ce volume aux bienveillants collaborateurs qui la soutiennent depuis dix-neuf ans avec une fidélité constante.

Le prix du volume pour les membres correspondants sera fixé à la prochaine séance et pour les personnes étrangères à la Société, il est de 18 fr. outre le port.

Nous avons reçu de M. le Ministre de l'Instruction publique le programme suivant des questions proposées par la section des sciences économiques et sociales :

SUJETS D'ÉTUDES RECOMMANDÉS

PAR LA

SECTION DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

I

HISTOIRE D'UN DOMAINE RURAL

1° On indiquerait le nom du domaine et celui de la localité où il est placé, son étendue et sa contenance ac-

tuelles, cultures, bétail, bâtiments, etc. Cette première vue se bornerait à un état descriptif assez rapide de la nature et de la valeur des terres, de manière à ne pas tomber dans des doubles emplois par les réponses plus détaillées adressées aux questions qui doivent suivre.

2° On ferait connaître par quelles mains le domaine a passé depuis le point de départ de l'étude, quels morcellements il a subis, ce qu'il a pu gagner ou perdre pour la valeur et le revenu sous ses propriétaires successifs, quelles transformations principales a subies la culture, quels propriétaires y ont résidé et quelle influence a pu avoir leur action personnelle ou leur absence. On donnera le prix de vente à chaque changement de propriétaire.

3° On rappellera tout ce qui concerne les baux et les divers systèmes d'amodiation ; on signalera la durée et les clauses principales de ces baux à la charge du bailleur ou du preneur, les obligations du fermier entrant à l'égard du fermier sortant, les usements locaux dignes de remarque. On recherchera si la location a eu lieu en bloc ou morcelée, si l'exploitation par le tenancier s'est faite au moyen de sous-locations ou à l'aide d'ouvriers agricoles. On indiquera si le métayage a joué un rôle dans l'exploitation, sous quelles conditions il a été pratiqué et quels effets il paraît avoir eus. Dans tous ces cas, on fera connaître quelle a été la part en argent ou en nature afférente au propriétaire, aux fermiers et aux colons.

4° Indication des charges *réelles* : taille ou impôt foncier, dîmes, taxes diverses établies sur la propriété rurale. Indication des charges *personnelles* qui pesaient autrefois sur les tenanciers ou les colons : capitation, services de corps, etc. C'est ici, dans la supposition que le domaine aurait été possédé par le seigneur, qu'il y aurait lieu de faire connaître, outre les impôts qu'il aurait eu lui-même

à payer, les diverses redevances féodales dont il aurait bénéficié, soit de la part des fiefs compris dans sa mouvance et payables en argent ou en denrées, soit de la part des paysans corvéables. On retournerait les termes de la question si ce domaine avait été lui-même un de ces fiefs, c'est-à-dire qu'on établirait ce qu'il a dû payer sous diverses formes à l'Etat, à la seigneurie et au clergé.

On constatera de même les diverses impositions à la charge du domaine depuis 1789.

Enfin, soit sous l'ancien régime, soit sous celui qui lui a succédé, on établira le montant des droits de mutation par décès ou entre vifs payés soit à l'Etat, soit à des seigneurs.

5° Il serait intéressant de déterminer également la condition matérielle des familles de propriétaires, de tenanciers ou de colons qui, aux différentes époques, ont habité le domaine ; leur genre de vie, leur alimentation, la disposition de leur demeure avec ses dépendances, la disposition des bâtiments de ferme, la consistance du mobilier. Les livres de raison ou de compte, les actes de vente ou de donation et surtout les inventaires après décès pourront fournir sur ces divers points des indications précises.

II

L'ÉTAT ET LA VALEUR DE LA PROPRIÉTÉ BATIE

1° La description aussi exacte que possible de la propriété, comprenant l'étendue des terrains non bâtis, cours, jardins, etc., et des constructions qui la composaient ; la nature des bâtiments, la distribution des locaux, les matériaux employés ;

2° L'examen des causes qui ont modifié cet état dans la suite des temps ;

3° La série des transmissions de la propriété par vente, héritages, donation, etc. ;

4° La valeur de la propriété bâtie, constatée par des actes de vente, par des inventaires, etc. ;

5° Les impôts, charges et servitudes que la propriété a eu à supporter ;

6° Le nombre des habitants de la maison ou des maisons à diverses époques et leur état social ;

7° Si les bâtiments n'étaient pas occupés par les propriétaires, le prix et les conditions de la location, particulièrement la durée des baux ;

8° Les impôts et charges autres que le loyer, qui incombent aux locataires, indépendamment des charges supportées par les propriétaires ;

9° Les changements survenus dans l'état économique et social de la localité, qui ont exercé une influence sur la valeur de la propriété et sur le taux des loyers ;

10° Parmi ces changements, la construction de maisons et l'agglomération de la population dans le voisinage, sur lesquelles il convient d'insister, parce qu'elles sont au nombre des causes qui influent le plus sur la valeur des immeubles.

III

EFFETS ÉCONOMIQUES D'UNE NOUVELLE VOIE DE COMMUNICATION.

1° Décrire la voie nouvelle dont on se propose d'analyser les effets économiques. Dire par quelles initiatives et dans quelles conditions elle a été conçue, tracée, créée. Le montant de la dépense et la nature des ressources sont des

données qu'il serait bon de mettre en regard des résultats obtenus.

2° Expliquer quelle était la situation antérieure de la contrée desservie et pourquoi le besoin d'un nouveau moyen de circulation se faisait sentir.

3° Montrer l'influence directement exercée sur la rapidité, sur le prix, sur la sécurité des voyages ou des transports.

4° Rechercher dans quelle mesure il peut y avoir eu déplacement, développement ou création de trafic.

5° Passer de ces effets directs aux effets indirects ; rechercher la nature et l'importance des services rendus à l'agriculture, à l'industrie, au commerce.

6° Indiquer, s'il y a lieu, les exploitations nouvelles qui ont pris naissance sur le parcours de la nouvelle voie et qu'elle a contribué à rendre possibles.

7° Rechercher l'influence exercée, tant aux lieux de production qu'aux lieux de consommation, sur les prix des produits dont la voie nouvelle rend le transport plus prompt ou moins coûteux.

Souvent ce ne sera point seulement dans l'ordre des faits économiques, mais aussi dans l'ordre des faits sociaux, que certaines transformations se seront produites. Les chemins de fer, partout où ils pénètrent, modifient les habitudes et les mœurs des populations.

V

Etudier, pour une région déterminée, les modifications qui se sont introduites dans la pratique des régimes matrimoniaux depuis le code civil.

OUVRAGES REÇUS

Les Hospitaliers du Pont-Saint-Esprit à St-Pierre de Vassols et le prieur Cornilhan par M. Louis Bruguier-Roure. (Avignon, Aubanel, 1884, br. de 14 p. in-8.

L'auteur y mentionne une donation vers 1211 par Florie de Donzère, de ses petits enfants à Dieu et à St-Pierre de Cluny, au pied de l'autel de Notre-Dame de Sauzet, et de ses domaines et possessions à Montaigu, Donzère et Bollène, au monastère de St-Saturnin du Port (Pont-St-Esprit).

Notice nécrologique sur Henri Baudrier, ancien président de Chambre à la cour d'appel de Lyon, officier de la Légion d'honneur, membre de l'académie de Lyon, de l'académie de Nîmes, de la Société de la Diana, etc. etc., par H. de Terrebasse. (Paris, 1884, L. Techener, br. de 18 p. in-8°. Intéressants détails sur ce bibliophile Lyonnais, d'un riche savoir.

Essai sur l'administration municipale, judiciaire et militaire de la commune de Séguret avant 1790, par Lucien Gap, instituteur, membre de plusieurs sociétés savantes (Paris 1884, A. Picard, br. de 72 p, in-8°. Notre collègue a parfaitement exposé sa thèse en la justifiant par des titres authentiques.

Bibliographie des dialectes Dauphinois. Documents inédits par M. l'abbé L. Moutier. (Valence, imprimerie Valentinoise, 1884, br. de 56 p. in-8°.) Le laborieux philologue nous donne plusieurs inscriptions et plusieurs noëls, des extraits de redevance et des recettes en langage vulgaire. Son inscription n° 3 de la page 36 est-elle bien rendue ? W. Pavia, Pont. Micolavten, Peire Schachirs et Bertalmieu de San Vinssens, c'est-à-dire les noms des quatre

témoins de l'acte, ne seraient-ils pas préférables à son interprétation ? — A part cette observation, ce travail mérite tous nos éloges.

I. Bertrand. *Républicains et paysans*. Paris, Bloud et Barral, 1884, 30 p. in-8°.

Simple notes sur Pierre de Sébiville 1^{er} prédicateur de la Réforme à Grenoble (1514-1524) par A. Prudhomme, archiviste de l'Isère. (Bourgoin, 1884, Vauvillez, 48 p. in-12.

L'auteur a très judicieusement tiré parti des renseignements sur ce personnage fournis par les archives municipales de la ville de Grenoble.

Procédés scientifiques de M. J. Roman et accusé de réception de sa « première lettre à M. l'abbé Guillaume » par l'abbé Paul Guillaume, archiviste des Hautes-Alpes, secrétaire de la Société d'Etudes de ce département, correspondant du Ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques. (Gap 1884 Jouglard, br. 24 p. in-8°.

Plaquettes alpines n° 20 — Fragments de l'histoire des évêques de Gap, par Vallon-Corse (1720-91), — publiés par M. l'abbé Guillaume.

La franc-maçonnerie. Histoire authentique des Sociétés secrètes depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, leur rôle politique, religieux et social, par un ancien rose-croix. — Paris, Bloud et Barral, 1 vol. in-8° de 496 p.

Aeria. — *Recherches sur son emplacement*, par l'abbé Ferdinand Saurel, chanoine honoraire de Montpellier, membre associé de l'Académie de Vaucluse, correspondant de la Société d'Archéologie et de Statistique de la Drôme, de la Société royale héraldique italienne, lauréat (1881) et Correspondant de la Société scientifique et littéraire des Basses-Alpes, etc. Paris 1885. A. Picard, br. de 138 p. in-8°.

L'auteur examine avec impartialité et avec érudition les diverses opinions émises sur ce sujet et il se prononce pour le *clairier* sur Malaucène. Sa démonstration fort habile n'est pas absolument convaincante et à nos yeux Barry conserve encore en sa faveur de bonnes raisons. Cela ne nous empêche pas de constater les immenses, recherches de l'auteur, son entière bonne foi et la parfaite courtoisie avec la quelle il discute les opinions contraires à la sienne.

Antique autel chrétien, récemment découvert à St-Marcel-lès-Sauzet, près Montélimar (Drôme). — Etude d'un triptyque attribué aux Van-Eyck, provenant de Mauves, près Tournon (Ardèche), suivie d'une appréciation sur la Renaissance et sa déviation des savantes traditions chrétienne en matière d'art, par M. Didelot, curé de la cathédrale. Valence, J. Céas, 1884 br. 76 p. in-4°.

Nos lecteurs connaissent déjà une partie de ce travail et l'autre partie ne lui est pas inférieure en érudition et en aperçus ingénieux et nouveaux.

Salomon de La Chapelle. — *Notice sur l'abbé de Laus-sel procureur de la commune à la municipalité de Lyon en 1793*. Lyon 1882, br. de 46 p. in-8°, fort curieuse étude sur ce personnage.



ESSAI HISTORIQUE

SUR

LE VERCORS

(Drôme).

(Voir les 67^e, 68^e, 69^e, 70^e, 71^e et 72^e livraisons).

Dès le milieu du 14^e siècle, la centralisation du pouvoir rendant l'existence des campagnes plus sûre, et les fortifications moins nécessaires, les habitants du vieux et haut village de la Bâtie préférèrent des habitations de plus facile accès. Peu à peu ils se fixèrent en d'autres lieux, convenables pour le négoce ou la culture de leurs terres. Au milieu du 16^e siècle, en 1550 et 1551, divers actes nous montrent encore le château et quelques maisons de « la Bastie de Vercors » habités et centre de la localité au point de vue féodal. De même, en 1561. En 1569, le notaire Chalvet faisait encore des actes « dans le chasteau de la Bastie de Vercors et dans » la « maison » de lui « dit notaire. » (1) Mais, le château ayant été démantelé quelques années après par de Gordes, et la tentative de Lesdiguières pour le rele-

(1) Minutes de M^e Combe, notaire à St-Martin-en-V., protoc. de *Lamit* et de *Jan Chalvet*.

ver n'ayant pas abouti, les habitants se gardèrent bien de contribuer eux-mêmes au relèvement du château plus qu'à celui de leurs propres maisons ; et, si le bailli seigneurial se qualifiait encore en 1595 *baylle de la Bastie de Vercors*, (2) il est probable que c'était surtout affaire d'usage, et que le vieux village était désert. Toutefois, en 1659 c'est *au lieu de la Bastie* que les habitants de la Chapelle s'assemblent pour nommer les consuls, et jusqu'à 1678 de nombreux actes sont faits et stipulés *au lieu de la Bastie de Vercors, où l'on a coutume tenir foire*. (3) Bien plus, un acte de quittance de 1724 est *fait et recitté à la Chapelle-en-Vercors, dans le château de la Bastie*. (4)

En 1742 et en 1768, l'endroit s'appelait *la Belle-Bâtie*, et en 1762 on y devait procéder à un encan après saisie d'un fonds. (5) Quant à la foire, qu'on y tenait encore au 18^e siècle et pendant la première moitié du 19^e, elle se tient maintenant au bourg de la Chapelle même, sur lequel nous avons donné dans le chapitre précédent quelques notions qu'il faut compléter ici.

Plusieurs motifs portaient les chrétiens à construire en dehors de l'église paroissiale des chapelles ou oratoires. Là c'était pour faciliter la sépulture des morts et y célébrer les funérailles ; ailleurs c'était pour favoriser la dévotion des fidèles. Dans ce dernier cas, l'érection se faisait de préférence à la croisée des chemins.

(2) Ibid., reg. de 1595, f. ^{xx}xii v-vi.

(3) Ibid., *passim*.

(4) Ibid., protoc. Sagnol de 1721-6, f. 110.

(5) Ibid., *passim*.

Pour un motif qu'il n'est pas facile de discerner aujourd'hui, une chapelle avait été construite sur le territoire de la Bâtie de Vercors, à environ 900 pas et au couchant du château ou forteresse, c'est-à-dire en un des points les mieux abrités qu'on pût trouver à proximité. L'édifice et le lieu furent tout naturellement désignés sous le nom de *la Chapelle*, et ce nom ne tarda pas à leur devenir propre. Mais, l'abandon du vieux village s'accroissant dès la fin du 14^e siècle, ce fut dès lors vers *la Chapelle* que se portèrent les habitants qu'aucun motif n'engageait à s'établir sur des points isolés. Commerçants et débitants surtout affectionnèrent la nouvelle agglomération, et celle-ci était déjà suffisante dès 1447 pour qu'un nommé Poudrel s'en dît habitant, sans mention du nom de la Bâtie. Cette dernière avait encore le titre et l'église de paroisse en 1451 ; mais avant 1509 elle les avait perdus l'un et l'autre en faveur du nouveau village, et en 1505 Pierre de Primeley, protonotaire apostolique, prenait possession de l'archiprêtré de Crest et de la cure de Notre-Dame de la Chapelle-en-Vercors. (1) La Bâtie n'est depuis longtemps qu'un rocher couvert de ruines, tandis que la Chapelle est un bourg de 400 âmes, chef-lieu d'une commune de 1,266 habitants et du canton.

Voilà pour les forteresses du Vercors en 1253. Il n'y en avait pas d'autres. Vassieux, dont nous parlerons plus loin, n'en avait pas ; des documents des siècles passés le disent positivement. Le quartier du *Château*, ancien-

(1) Arch. de la Drôme, E, 2120, 2257 et 2346.

nement du *Chastel*, n'en a pas trace, et la *tour en ruines* du quartier de la Mure, mentionnée par la carte de l'état-major et par les *Guides-Joanne*, était tout simplement la tour d'un moulin à vent.

L'évêque de Die était donc haut seigneur, ou plutôt seigneur souverain du Vercors ; mais la juridiction, surtout les revenus, en furent partagés avec un grand nombre d'autres seigneurs. Ainsi, Chorier assure que François, baron de Sassenage, était seigneur en partie de Vercors, et que les habitants lui en firent hommage en 1293 ; (1) et M. de Pizançon dit à son tour que « en 1293 St-Julien-en-Vercors était à François de Sassenage », mais sans étendre en aucune manière les droits de ce seigneur à aucune autre partie du Vercors. (2) Jean de Genève, évêque de Die et de Valence de 1283 à 1297, donna à Amédée et à Guillaume Reynaud, pour un fief de ceux-ci dans le Vercors, une investiture renouvelée par Guillaume de Roussillon, son successeur.

Les comtes de Valentinois avaient aussi dès 1300 des droits au Vercors, et la seigneurie de Vassieux ; et ce mélange de biens fut une source de querelles et de guerres.

On eût dit que l'union des évêchés de Valence et de Die, faite par le pape Grégoire X en 1275 et qui eut son effet en 1276 par la mort d'Amédée de Genève, évêque de Die, allait rendre les voisins de nos évêques

(1) *Hist. de la maison de Sassenage*, p. 30.

(2) *L'Allodialité dans la Drôme*, p. 98.

plus circonspects envers ceux-ci. Mais les Poitiers n'étaient pas disposés à céder le pas aux prélats, ni même à respecter toujours les droits de l'Eglise. Et puis, leurs droits et biens étaient trop mêlés à ceux des évêques pour que la discorde et l'antagonisme ne fussent pas provoqués.

C'est ainsi que vers 1300 eut lieu une guerre dont le Vercors et surtout Vassieux subirent les tristes conséquences. En effet, le mardi après Rameaux de l'an 1301, Aymar de Poitiers, comte de Valentinois, étant au Pont-de-Sorgues, fait ses plaintes devant le recteur du Comtat, au sujet des déprédations commises sur ses terres par l'évêque, Guillaume de Roussillon. Entre autres griefs, nous trouvons celui-ci : « Les gens de l'évêque, sur l'ordre de celui-ci, sont venus à Vassieux avec des armes et par malice, pour brûler ce lieu, en tuer les habitants et en piller les biens. Ils ont en effet brûlé et entièrement détruit Vassieux, ont causé du dommage aux habitants pour 2,000 livres tournois, ont atrocement blessé plusieurs de ceux-ci, les ont saisis, ont cru les tuer, et il n'a pas dépendu d'eux qu'ils ne les aient réellement tués. »

Parmi les gens qui servirent si bien l'évêque, étaient sans doute les gentilshommes dont nous allons parler, et la générosité épiscopale dont nous les trouverons l'objet ne fut apparemment que le prix de leurs services en cette occasion.

En novembre 1301, cet évêque donna à Amédée et Guillaume Reynaud, ainsi qu'à Lantelme leur père, tous hommes liges du prélat, pour sa vie et la leur, un tiers

de juridiction, haute et basse justice, qu'il avait sur un certain nombre d'hommes et sur leurs héritiers et successeurs. Le même jour, le même prélat, pour lui et ses successeurs, confirmait à nobles seigneurs Rodolphe de Varcès, Guillaume de Vercors, Rodolphe de Vercors, Albert, Berlion et Humbert de Rousset, et Lantelme Reynaud, ainsi qu'à leurs héritiers et successeurs : 1° deux parts de juridiction, haute et basse justice, sur les hommes étrangers en délit dans le mandement de Rousset et de Ravel (*de Ravello*) et sur les hommes du fief d'Aimar de Poitiers (la troisième part de juridiction sur les susd. hommes étant à lui évêque) ; 2° toute juridiction, haute et basse justice, qu'ils avaient chacun solidairement, sur leurs hommes liges et sur tous autres hommes tant étrangers qu'autres quelconques, excepté sur les hommes liges de l'évêque même. Il confirmait aussi à eux et à leurs successeurs, deux tiers des droits de chasse, pâturages, bois, eaux et autres choses, dans tout le mandement susdit, comme ils en avaient joui de temps immémorial. (1)

Le 13 avril 1318, noble Albert de Rousset fait reconnaissance à Guillaume de Roussillon, évêque et comte de Die, à Guillaume Aymar, châtelain pour cet évêque dans les montagnes de la Vernayson, et à l'église cathédrale de Die. Il affirme avec serment qu'il est et veut être homme lige du prélat et de cette église cathédrale ; qu'il a et tient sous noble, antique et haute seigneurie :

(1) Arch. de la Drôme, *Livre blanc* cit., fol. 215-7, et fonds de l'Ev. de Die, cop. de *vidimus* de 1492 ; — Arch. de l'Isère, cart. de Valent., J. n° 38, parch.

La 6^e portion des châteaux de Rousset et de Ravel, et de leurs territoires ;

La 6^e portion des eaux, bois, chemins, chasses, antres, pulvéraiges, privilèges, passages, provisions, et de tous les autres droits, usages et servitudes qui touchent à la haute et à la basse justice.

Le fief de l'Ardoine, situé dans la paroisse de Saint-Julien de Vercors, vers l'eau de Bourne, fief où ledit Albert a coutume de percevoir 10 sous de plait à la mutation de seigneur et de possesseurs de l'évêque, et qui va depuis la roche de Chalimont jusqu'à l'eau de Bourne ;

Le fief de la Grimondière et de la Rostagnière, c'est-à-dire les hommes et les femmes, les usages, lods, seigneuries et tous autres droits, savoir : 1 émine de froment, 1 émine de seigle, 2 sous de cens, et 6 deniers de plait à la mutation de seigneur et de possesseur, avec le domaine direct de ce que dessus ;

2 sous de plait qu'il perçoit au pré de la Rostagnière avec domaine direct à la mutation de seigneur et de possesseur ;

Le fief de la Pissarote, situé vers la Jarjate, tant en cens et tasques qu'en plait, avec leurs seigneuries ;

Le fief ou mas de la Cordelière, situé dans la paroisse de Saint-Agnan, tant en cens qu'en tasques et seigneuries à y percevoir par lui ;

La seigneurie et les cens qui lui reviennent, ainsi qu'à Berlion de Rousset son frère, et à Humbert de Rousset, en une terre ou *versane* située vers l'Algoerie dans la paroisse de Saint-Agnan ;

Le fief de la Beillomère supérieure, situé dans la paroisse de Saint-Alexis de Rousset, et ce qu'il y perçoit et doit y percevoir.

Albert reconnaît encore tenir de lad. haute seigneurie :

6 deniers de cens avec leur seigneurie, qu'il perçoit et a sur le champ Triminat, situé sous la maison des Bornats ;

Tout ce qui lui revient dans les tènements de l'Algoerie et de la Roche, situés dans la paroisse de Saint-Martin-de-Vercors, tant en cens et lods qu'en seigneuries quelconques ;

La moitié du bois de Vercors ;

Tout ce qu'il a, perçoit, a coutume d'avoir et de percevoir dans tout le territoire et mandement de Rousset, en cens et seigneuries, et ce qu'il a et est en usage de percevoir sur les terres et hermes situées dans ce territoire, dont voici les limites :

Depuis le chemin public jusqu'à la fontaine de Repaste et à la Combe du côté du couchant, et à *la Morena* qui prend au château de Rousset, pour aller jusqu'au col de Rousset, et jusqu'au rocher de Peollac, et aux crêtes (*seas*) de Burre, et jusqu'au pas des Econdus, le *paget* restant dans le mandement de Rousset, et la moitié *dol Coutaut et la Charvilonia* et le chemin public.

De là, la limite va passer à la fontaine de Gerlant, puis à celle *dol Poyssal*, à celle de Musille, à celle de Tiolache, au puits d'Arbounouse, à la Coinchette *et dol Melur nor*, et au milieu du pré de *Lassambuya*, en suivant les crêtes *de Castro Julia*, jusqu'à la *doys* de la fontaine de Claret, en passant entre l'autel et la nef de l'église de

Valchevrière, pour aller jusqu'au milieu du pont de Valchevrière.

Puis, elle suit l'eau de Bourne, laquelle sépare le mandement de Rousset de celui de Rencurel. A partir du point où le torrent de Bournillon se jette dans la Bourne, elle remonte avec ce torrent jusqu'à la crête du rocher, suit cette crête jusqu'à la Chalmette et de celle-ci jusqu'au rang de la font (*ad rancum fontis*), va jusqu'au pas Berrou, suit la crête du rocher jusqu'à la Gardette de Cornouse (*ad gardetam de Cornosa*), et, toujours en suivant la crête du rocher, va finir entre les deux ponts des Goulets (*inter duos pontes Goletorum*).

De là, elle monte sur le rochas au-dessus de ces ponts, et, suivant la crête du rocher, vient à la fêcle et au Clos des Nonoy et à la crête de la roche *des Arvoula*, selon la pente de l'eau ; elle va *al sap de Lassota* et au pré de Quaris dessus *lo rochas* du côté du couchant, passe à la Cossonière, au pré de *Lessuya*, à la font *Lestra*, et, par le milieu de la Combe, au rochas du *Soulet*.

Ensuite, elle va au collet et au rochas de Rousset, et s'avance jusqu'au *chalin* de Vassieux, et à la font *dol Bachasset* et à la font *Ayassa*, *Nevol* restant dans le mandement de Rousset.

Albert reconnaît tenir de l'évêque les hommes et les femmes qu'il a et doit avoir dans tout le mandement de Rousset ; et en raison de ce, ledit noble Albert et toute la famille de sa maison ont coutume d'être et sont exempts de toute leyde et de tous bans dans la ville et le territoire de Die, et jouissent des libertés de la ville de Die. Avec protestation, par le même noble Albert

de Rousset, de sa volonté et de la réserve de son droit de reconnaître davantage et de réformer la présente reconnaissance par écrit ou sans écrit, dès qu'il reconnaîtrait y en avoir lieu.

Il dit aussi et proteste que l'évêque, les successeurs et gens de cour de celui-ci, doivent le garder et maintenir en possession de ce que dessus, en jugement et en dehors, de tout leur pouvoir, lui et ses héritiers.

Et il demande que du tout soient faits deux actes publics, un pour lui et les siens, l'autre pour remettre au Chapitre de Die.

Fait à Die, dans la maison de Pons Garin, autrefois prêtre de Die, dit de Vercors, présents comme témoins Giraud de Rives, Jean d'Arbellone, Jean Elie, Etienne Verneyson, Guillaume Courve, et Pierre Garin dit de Vercors, notaire public, qui fait et signe le présent acte, et demande qu'il soit muni du sceau de la cour de Die (1).

Voilà bien des fiefs relevant de l'évêché, et cependant nos prélats s'étaient réservé la seigneurie d'une partie du territoire, surtout à la Bâtie.

On comprend qu'avec des droits de tant de personnes, droits souvent mal définis et dont l'observation n'était pas soumise à la sanction uniforme des lois d'aujourd'hui, les différends ne devaient pas être rares. En effet, quelques années après les confirmations dont nous venons de parler, il s'éleva un conflit dont nous devons d'autant mieux parler ici, que la décision qui le termina

(1) Arch. cit., copies (des 17 et 18^e s.) d'un *vidimus* de 1508.

nous donne une idée exacte et presque complète de l'état féodal du Vercors à son époque.

Les nobles et pariers de Rousset et des montagnes de Vernayson, et aussi les hommes de Rousset, de cette même terre, s'étaient souvent plaints de torts que leur avaient faits, disaient-ils, les gens du mandement de la Bâtie. Le 30 août 1327, Guillaume de Roussillon, évêque de Die, se trouvant à Châtillon, donna commission à Guillaume Aymar et Juven Pertuset, chanoines de Die, de régler les torts et les différends de telle manière que désormais aucune injustice ni nouveauté déraisonnable ne fût tentée par son châtelain et ses familiers de la Bâtie. Il promettait, en son nom et en celui de ses successeurs, de faire observer par tous les châtelains et officiers épiscopaux ce que ces chanoines auraient réglé.

Ceux-ci s'acquittèrent de la commission, et leur règlement fait l'objet d'un acte rédigé à Die, dans la maison du doyen Jean Pomier, par Guillaume Talon not^r, le 13 octobre de la même année. Voici en substance la traduction de cet acte.

Les nobles et pariers de Rousset et des montagnes de Vernayson, savoir Albert et Berlion de Rousset, Aymar et Didier de Varcès, frères, Humbert de Vercors et Poncet de Vercors, et Amédée et Guillaume Reynaud, frères, en leur nom et en celui d'autres nobles et pariers, coseigneurs, avec Guillaume, évêque et comte de Die et de Valence, des châteaux et mandements de Rousset et de Ravel, et aussi les particuliers de ces lieux, s'étaient souvent et fortement plaints au prélat. Ils reprochaient aux juges, châtelains et autres justiciers

ou officiaux de ce dernier, diverses injustices et innovations passées et présentes, à leur préjudice, tant à l'égard de la juridiction, de la haute et basse justice de ces nobles et de son exercice, qu'à l'égard d'impôts et exactions dont les hommes de cette terre disaient qu'on les grevait. Le prélat a chargé de l'affaire les chanoines Aymar et Pertuset. Ceux-ci ayant pris toutes informations, ont, le 13 octobre 1327, ordonné ce qui suit.

D'après une lettre patente de l'évêque, donnée en 1301, et diverses informations, il conste que les nobles et pariers en question ont de temps immémorial haute et basse justice, juridiction et toute coercition, chacun sur ses hommes propres desd. mandements ; ainsi, led. évêque et comte, ses juges, châtelains et officiers desd. mandements, ne doivent nullement troubler lesd. nobles à cet égard, ni s'entremettre dans les délits, si ce n'est dans les cas de supériorité, d'appel, de négligence ou de défaut ; et tout empêchement à ce contraire est enlevé.

Quant aux hommes étrangers ou du fief d'Aymar de Poitiers en délit dans les mandements desd. lieux, hommes sur lesquels l'évêque a un tiers, et lesd. nobles et pariers les deux autres tiers de juridiction, haute et basse justice, juridiction qui peut s'exercer à moins de frais par la cour de l'évêque : il est ordonné que les notaire, juge et châtelain ou les autres justiciers dud. évêque, saisissent, gardent en prison, condamnent lesd. hommes étrangers ou du fief d'Aymar de Poitiers en délit, qu'ils exécutent et exigent comme officiaux communs de l'évêque et des nobles et pariers, et qu'ils tiennent compte à

ceux-ci de leur part de droits pour condamnation, les frais et dépens faits par les gens de l'évêque prélevés. Les juge, châtelain et justiciers, doivent, à leur entrée en fonctions, jurer en présence de deux ou trois de ces nobles, de juger légalement audit titre commun. Cependant, pour que les malfaiteurs ne demeurent pas impunis, quand quelqu'un des pariers aura trouvé quelque personne étrangère ou commune en délit, il pourra l'arrêter et l'amener à la cour épiscopale, où on la jugera à nom commun, mais que châtelain et justiciers épiscopaux ne fassent ni composition ni remise à l'égard de personnes étrangères ou communes en délit, sans appeler au moins un ou deux des pariers.

Relativement au fief d'Amédée et de Guillaume Reynaud, acquis à titre d'achat, et dont ils ont été investis par Jean de Genève, évêque, qu'on observe les actes d'investiture sur ce faits. De plus, comme led. évêque a accordé en 1301 auxd. Reynaud une lettre patente par laquelle il leur donne, leur vie durant, juridiction sur quelques personnes y nommées, il est ordonné d'en observer le contenu.

Quant aux nouveaux impôts dont on s'est plaint d'avoir été grevé, voici ce qui est réglé.

1° On se plaint que le châtelain épiscopal de la Bâtie ou ses familiers veulent extorquer chaque année à chaque maison une poule, et, si elle n'a pas de poule, un fromage, ou un jambon, ou 12 ou 6 deniers, selon qu'ils veulent ; si quelqu'un refuse de payer, ils vont jusqu'à les prendre et se les approprient, ce dont cependant ils ne font pas profiter l'évêque. Or, cet impôt des poules

est modéré comme suit : tous seront tenus aux poules censuelles comme auparavant, sans que le châtelain ou ses familiers puissent exiger ni que qui que ce soit doive leur donner quelques poules, chapons ou poulets ; mais, quand l'évêque ou ses gens le voudront, ils pourront, une fois par an, outre les poules de cense, lever 50 poules par l'intermédiaire du bailli de la Bâtie, qui, après les avoir levées par toute la terre selon sa conscience, les enverra sans salaire aud. évêque ou à sesd. gens dans le Diois, ou les leur destina ; de plus, quand l'évêque ou ses gens seront aux montagnes, le châtelain ou ses familiers pourront prendre des poules selon leur besoin, mais cela au prix accoutumé de 7 deniers tête, et sans que personne ne soit obligé de les livrer avant d'être payé.

2° On se plaint que le châtelain ou ses familiers prennent, malgré les hommes et personnes de la terre, les bois ramassés pour l'usage de ceux-ci, et leurs raves et foins dans leurs maisons, prés, fenils et possessions, et les emportent avec eux. Or, pareilles exactions sont injustes et absolument prohibées.

3° On se plaint que le châtelain ou ses familiers obligent à amener des *traînes* aux jours et temps qu'il plaît aud. châtelain. Cela est réglé comme suit : vu que les voisins de la Bâtie avaient coutume d'amener de leur gré spécial une traîne pour Noël au châtelain, si celui-ci la demandait, et que le même châtelain leur devait un quartier (*frustrum*) de pain ou quelque fois un pot (*potum*) de vin, chaque ménage voisin de la Bâtie et ayant des bœufs sera tenu, à la réquisition du châtelain, de lui amener

une traîne seulement de la Saint-André à Noël ; passé Noël, ils n'y seront tenus qu'autant que, requis avant, ils ne l'auraient pas fait.

4° On se plaint que le châtelain et ses familiers prennent les linges, couvertures (*flastatas*) et draps de lits desd. hommes et personnes, malgré ceux-ci. Cette exaction est interdite ; mais, quand l'évêque et ses gens ou juges seront au pays, ceux qui sont tenus à fournir des lits, feront ce qu'il convient.

5° On se plaint que le châtelain et ses familiers prennent les bêtes, ânes et chevaux desd. hommes, quand il leur plaît et malgré ces hommes, qui sont forcés de conduire ces animaux à leurs propres dépens. Ceci est réglé comme suit : le châtelain et ses gens pourront prendre, mais une fois par an seulement, tous les animaux de qui que ce soit, c'est-à-dire les animaux de charroi et tous autres portant et menant des ais, mayère ou autres charrois avec le bât, mais non les autres, pour amener la provision de la maison de la Bâtie seulement ; toutefois, quand on ira à Die, le châtelain ne sera pas tenu d'y entretenir les animaux ni ceux qui les mènent, mais seulement de faire dîner les *âniers* et de donner convenablement d'avoine aux bêtes, au retour de la Bâtie ; si on va ailleurs qu'à Die ou au Royans, pour la provision, le châtelain devra entretenir âniers et bêtes en allant, restant et revenant, de sorte cependant qu'ils ne soient pas tenus de mener ces bêtes à plus de 8 lieues de la Bâtie ; il en sera de même des bœufs, qui ne seront pris qu'une fois par an pour les constructions ou les affaires de la cour au Diois, et que la cour ne pourra garder que deux jours et en entretenant pendant ces deux jours tant bœufs que bouviers.

6° On se plaint que les agneaux et chevreaux des dîmes sont nourris tant que veut le châtelain, malgré lesd. hommes, et que, s'ils meurent, c'est tant pis pour ceux qui les nourrissent. Il est réglé que chaque année on sera tenu de nourrir seulement jusqu'à la Pentecôte ces chevreaux et agneaux ; alors on les mènera à la Bâtie, où on les laissera, que le châtelain ou ses familiers les veuillent prendre ou non.

7° On se plaint que le châtelain ou ses familiers prennent le blé en chaque maison desd. mandements pour led. évêque et aussi pour eux. Il est réglé que le châtelain ne pourra exiger le blé que selon la coutume, pour l'évêque, et sans rien s'en retenir à lui-même.

8° On se plaint que de jour en jour le châtelain ou ses familiers envoient les hommes desd. mandements partout où ils veulent et sans leur compter les dépenses. Il est réglé qu'on ne pourra envoyer ces hommes que pour les affaires de l'évêque, et qu'alors le châtelain devra les défrayer.

9° Enfin, il est ordonné que pour assurer la tranquillité de lad. terre et l'observation de ce que dessus, le châtelain actuel et les autres châtelains et juges qui seront à la Bâtie, en entrant en charge, jurent, en présence d'au moins deux nobles et quatre particuliers, d'observer ces règlements et de les faire observer par leurs familiers ; faute de quoi et en attendant, on pourra leur résister.

L'acte rédigé fut approuvé par l'évêque et reçut, le 30 juin 1328, l'assentiment du Chapitre de Die. (1)

(1) Archives de la Drôme, *Livre cit.*, f. 215 v° - 7 v°, et copie de *vidimus* de 1492.

Guillaume de Roussillon avait à peine mis la paix entre ses vassaux et ses agents du Vercors, qu'il dut rentrer en guerre avec Aymar de Poitiers, comte de Valentinois.

Quelques traités de l'évêque dans lesquels Aymar prétendait que son droit de patronage sur quelques églises avait été blessé, furent l'occasion et le prétexte de violentes et injustes réclamations. « L'évêque, dit Chorier, étoit homme généreux ; mais il abhorroit ces dissensions, et fuyoit de souiller ses mains du sang de ceux dont il étoit le pasteur. Il essaya tous les moyens de s'accommoder, et son jugement, éclairé par une volonté pure et sainte, condamnoit toutes les considérations qui auroient pu l'éloigner de la paix. Mais le comte fut inflexible ; il ne goûta rien de ce qui lui fut proposé, et vouloit que l'évêque agréât absolument toutes les propositions qu'il faisoit, quoiqu'injustes et déraisonnables. Il se porta à toutes sortes de violences ; il sacagea les terres de l'évêque, et commit d'étranges cruautés par le fer et par le feu. » (1) En présence d'un ennemi si terrible, l'évêque appela à son secours Albert, baron de Sassenage, avec qui il traita le 4 septembre 1329. Pour engager ce baron à prendre sa défense, il lui assigna 200 livres de rente viagère par an, payables par le châtelain épiscopal des château et mandement de la Bâtie de Vercors et de Rousset, savoir 100 livres à la Toussaint et 100 livres à Pâques et constituées sur les revenus desd. terres de la Bâtie de Vercors et de

(1) CHORIER, *Hist. gén.*, II. 256.

Rousset. Il le déchargea des lods et plaits des terres dépendantes des églises de Valence et de Die qu'il pourrait acquérir à l'avenir, et le déclara protecteur et défenseur perpétuel de ses évêchés et églises.

Albert rassembla ses parents, amis et vassaux. De tous côtés il lui vint des soldats. Le comte de Valentinois fut défait dans un grand combat. Albert le fit prisonnier, devint médiateur, et le réconcilia avec l'évêque.

Le prélat, par confiance pour Albert, arrêta le compte des frais de la guerre présenté par celui-ci sans même l'examiner, et, en lui confirmant la pension annuelle de 200 livres, il la rendit perpétuelle et héréditaire chez les Sassenage, ainsi que le titre d'avoier et protecteur des deux évêchés. Cette rente fut plus tard l'objet de différends terminés en 1390 par la cession de divers biens et l'extinction de la rente. (1)

(A continuer.)

L'ABBÉ FILLET.

(1) COLUMBI, op. cit., p. 159-62 ; — CHORIER, *Hist. gén.*, II, 256-7 ; *Hist. Sassenage*, pp. 11, 32 et 54 ; — ROCHAS, *Biog. Dauph.*, t. 2, p. 392.



NUMISMATIQUE DU PARLEMENT *DE GRENOBLE.*

SUITE. — Voir la 71^e et 72^e livraison.

FRANÇOIS PERRIN

1688

13.

† LAVDATE DNV⁽¹⁾ IN CYMBALIS IVBILATIONIS⁽²⁾ NOMEN
MIHI E⁽³⁾ LVDOVICA THERESA PATRINVS MEVS E NOBILIS
FRANC⁸ PERRIN⁽⁴⁾

● SECRET^{vs(5)} IN SVPREMA DELPHINATVS CVRIA ET MA-
TRINA DNA LVDOAICA FLAVVANT⁽⁶⁾ VXOR DNI BENE-
DICTI BIETRIX⁽⁷⁾ ◇ CONDITA

(*Fleur de lis*) FAI⁽⁸⁾ ANNO BISSEXTILI M ◇ D ◇ C ◇ LXXXVIII
EPO⁽⁹⁾ GRAONOPOLI EMINENT^{mo(10)} ◇ CARD LE CAMVS⁽¹¹⁾
ET DNO⁽¹²⁾ PRIORIQUE PARROCHIAE STIM VRIC⁽¹³⁾

(*Fleur de lis*) DE MIRIBEL REVERENDMO⁽¹⁴⁾ PATRE INNO-
CENO⁽¹⁵⁾ LEMASSON GENERALI TOTIVS ORDINIS CARTV-

SENSIS⁽¹⁶⁾ BENEDICTAQVE A DNO⁽¹⁷⁾ IOSEPH
 ● MELON HVIVS ECCLÆ⁽¹⁸⁾ PARROCHO⁽¹⁹⁾

Au bas :

N. HVARD FECIT.

(Cloche de l'église de Grignon (sous Pontcharra). —
 Diamètre : 82 centimètres.

(1) *Dominum*. — (2) *Laudate eum in cymbalis jubilationis*. (Ps. 150, 5.) — (3) *Est*. — (4) *Franciscus Perrin*. — L'*Armorial du Dauphiné* consacre à ce personnage les seules lignes suivantes : « Noble François Perrin, conseiller, secrétaire du roi, greffier en chef du parlement, résigna ses fonctions en 1693 en faveur de François Gallin. » — (5) *Secretarius*. — (6) *Dame Louise* — LVDOAICA pour *Ludovica*, — Flauvant, épouse du sieur Benoît Biétrix, appartenait à une très-ancienne famille de la bourgeoisie de Grenoble qui a donné, de 1680 jusqu'à nos jours, des membres au clergé, à l'armée, à la magistrature, au barreau et à la médecine. — (7) *M. de la Bâtie*, dans son *Armorial*, le nomme par erreur Benoît Bichy. — (8) *Fui*. — (9) *Episcopo*. — (10) *Eminentissimo*. — (11) Le cardinal Étienne le Camus, évêque et prince de Grenoble de 1671 à 1707, appartenait à une famille parlementaire de Paris, qui a donné aussi un conseiller au parlement de Grenoble. — (12) *Domino*. — (13) Pour *SancTI MAVRICii* (l'A est tombé au moment de la fonte). — (14) *Reverendissimo*. — (15) *Innocentio*. — (16) *Cartusienis*. — (17) *Domino*. — (18) *Ecclesiæ*. — (19) « Louez le Seigneur avec le son joyeux des cloches. Mon nom est Louise-Thérèse. Mon parrain est noble François Perrin, secrétaire à la Cour suprême de Dauphiné, et ma marraine dame Louise Flauvant, épouse du sieur Benoît Biétrix. J'ai été fondue l'année bissextile 1688, étant évêque de Grenoble le très-éminent cardinal le Camus, et étant seigneur et prieur de la paroisse de St-Maurice de Miribel, le très-révérend père Innocent Le Masson, général de tout l'Ordre des Chartreux, et j'ai été bénite par M^e Joseph Melon, curé de cette église. »

Je ne savais comment expliquer ce passage de notre inscription :
et domino priorique parrochiæ Sancti Mauricii de Miribel reverendis-

simo patre Innocentio Le Masson, etc. Je me suis adressé à M. le chanoine Auvergne, qui, aussi étonné que moi de ce titre de *seigneur et prieur de la paroisse de St-Maurice de Miribel* donné au prieur général de la Grande-Chartreuse, titre qu'il n'avait jamais vu, a écrit aussitôt au secrétaire de l'Ordre et en a reçu la réponse suivante, portant la date du 22 mars 1882, dont je suis heureux de m'emparer comme d'une note précieuse.

« Le prieuré de St-Maurice de Miribel, qui relevait de la Chaise-Dieu, fut acquis en 1641 par les Chartreux ; de là le titre de prieur de Miribel donné à D. Le Masson dans l'inscription que vous me citez. C'est ainsi que, de nos jours encore, le prieur de la Chartreuse de Pise, en Italie, a le titre purement honorifique d'*abbé de St-Sorgon*, parce que les biens de cette abbaye ont été réunis à ceux de la Chartreuse. On pourrait mentionner bien des faits de ce genre. A partir de 1641, les Chartreux, par suite de l'acquisition dont j'ai parlé, jouirent jusqu'à la Révolution du droit de présentation pour la cure de Miribel. »

René M^{le} HERBAULT, scribe.

PARLEMENT DE GRENOBLE

1692

14 et 15.

Il n'y avait, en 1692, que deux cloches à l'église de St-André, de Grenoble. Le chapitre de cette église décida qu'il en serait fondu trois nouvelles et arrêta, dans son assemblée du 16 août de l'année susdite, la rédaction suivante des inscriptions que l'on devait leur donner.

Je trouve intéressant de reproduire ici le procès-verbal de cette séance, que j'ai relevé dans le *Livre des Conclusions* de ce chapitre (1).

(1) *Livre des Conclusions capitulaires depuis le troisieme avril 1677 jusques au premier decembre 1696.* (Archives de l'Évêché de Grenoble.)

Du 16^e août 1692 dans la sacristie ou estoient presant et capitulairement assemblés MM. etc.

A esté proposé par le s^r Dufour qu'il est necessaire de regler les inscriptions qu'il faut mettre sur les trois cloches dont le prix fait est donné et auxquelles les s^{rs} Chambon et Valette m^{rs} fondeurs de la ville du Puy en Velay travaillent actuellement.

Conclû qu'attendû que la plus grosse cloche a esté présenté à M^r du parlement pour la consacrer au S^t qu'il leur plairroit et que M. le premier president (1) a trouvé bon que ce fût à s^t André on mettra dessus l'inscription suivante deux croix avec des fleurs de lys tout au tour les armes du chapitre et celles de M. le Prevost et les j^mages de la Vierge, de s^t Pierre et s^t Paul.

Inscription pour la grosse cloche.

D. O. M. sedentibus Innocentio P. P. XII et Steph. S. R. E. Presbytero Card. le Camus Episcopo ac Principe Gratianop. regnante Ludovico Magno, signum istud. D. D. D. in honorem B. Andreæ, conflatum est largitionibus supremi senatus Delphin. providentia R. P. Innocentij le Masson ordinis Cartusiensis ministri generalis, ac etiam DD. Flodoardi Moret de Bourchenu Præpositi et Canonorum hujus Ecclesiæ anno Dni M. D. C. XCII.

Sur la seconde cloche, attendu qu'elle a été présenté à M^r de la Chambre des Comptes pour y mettre le nom du S^t qu'il leur plairroit et M. le premier president de la Chambre ayant trouvé bon que ce feut celui de S^t pierre son patron, on mettra dessus l'inscription suivante deux croix avec des fleurs de lis tout au tour et les armes du chap. et de M. le Prevost.

Inscription pour la deuxième cloche.

Anno salutis reparata m. D. C. CXII (sic) signum istud conflatum est largitionibus DD. supremæ Compu-

(1) Nicolas Prunier de St-André, premier président du 9 août 1679 au 22 août 1692.

torum Curiae Delph. DD. Petro de Bourchenu de Valbonnois (1) Prolopræside, providentiâque R. P. Innocentij le Masson Prioris Cartusiæ, jtemque Præpositi et Canonicorum hujus ecclesiæ et Deo consecratum in honorem Sⁱ Petri.

Sur la troisième cloche. . . .

J'arrête ici cette citation, cette dernière inscription concernant les *gens des Finances* et non plus le Parlement et la Chambre des Comptes.

Mais la fonte de ces cloches ne réussit point, et le Chapitre résolut de s'adresser à un autre fondeur. Son choix s'arrêta sur Nicolas Huard, maître fondeur de Clérieu, près Romans, et, l'année suivante, celui-ci en fondit cinq qui réussirent parfaitement. Mais pourquoi les inscriptions ci-dessus furent-elles abandonnées pour faire place à de nouvelles ? C'est une question à laquelle le *Livre des Conclusions* n'apporte aucun renseignement. Les illustres corps du Parlement, de la Chambre des Comptes et du Bureau des Finances se refusèrent-ils à de nouvelles largesses ? Le silence du procès-verbal de l'assemblée à cet égard me le ferait volontiers penser. D'un autre côté, le décès du premier Président Nicolas Prunier de St-André, arrivé sur ces entrefaites (22 août 1692), pourrait bien avoir servi également de motif à cette abstention. Un mort ne pouvait plus être parrain. . . . et les présidents de la Chambre des Comptes et du Bureau des Finances ne furent pas nommés sur *leurs cloches*, par égard sans doute pour le premier Président du Parlement dont le nom ne pouvait plus figurer sur *la sienne*. Ce qu'il y a de

(1) Jean-Pierre Moret de Bourchenu de Valbonnais. premier président de 1690 à 1728.

positif, c'est que les projets d'inscriptions campanaires de 1692 furent modifiés et que les nouvelles cloches n'eurent pas de parrains désignés, — en apparence du moins, — bien qu'on leur conservât leurs noms patronymiques, donnés par les présidents du Parlement, de la Chambre des Comptes et du Bureau des Finances. Je parle, bien entendu, des trois premières cloches de 1693 seulement.

La rédaction des nouvelles inscriptions est due au R. P. Général des Chartreux, ainsi que nous l'apprend le procès-verbal de l'assemblée du 16 mars 1693, et elle fut aussitôt adoptée par le Chapitre. Les inscriptions des autres cloches ne furent adoptées qu'un peu plus tard (assemblée du 4 mai 1693). Toutes furent bénites en grande pompe par le Prévôt du Chapitre, le 11 juillet 1693. (V. le procès-verbal du 13 juillet suivant.)

GABRIEL DE PRUNIER DE SAINT-ANDRÉ

1693

16.

✱ IHS MA⁽¹⁾ MESSIRE GABRIEL DE PRUNIER⁽²⁾ CHEVAILLIER
SEIGNEUR DE S^A

ANDRÉ EN ROYANS ET AVTRE PLASSE⁽³⁾ DAME ANNE DE
CHEVRIERES DE S^A VA

LLIER⁽⁴⁾ 1693. (Deux mots cisailés, indéchiffrables.)

Sous le crucifix : PIERRE ✱ TIBAVD.

Cloche de Presles. — Diamètre : 54 centimètres.

(1) *Jésus. Marie.* — (2) Gabriel de Prunier, seigneur de Laval en Beauchêne, puis marquis de Virieu par substitution de son frère,

avocat en la Cour, Conseiller par lettres du 15 mai 1651 en remplacement et sur la résignation de Nicolas Prunier son frère, nommé Président; reçu le 28 juillet suivant. Nommé lui-même Président par lettres du 1^{er} août 1658; reçu le 12 du même mois. Décédé le 15 mars 1696. — (3) *Autres places*. — (4) Il avait épousé, le 6 août 1665, Anne de la Croix de Chevrières, fille de Jean, seigneur de Chevrières et de Marie de Sayve, dont nous avons vu le jeton à la p. 20 du Bull. de 1884.

CLAUDE ROUX-DEAGENT

1697

17.

DIEV VEVILLE REPANDRE SES BENEDICTIONS SVR CETTE
CLOCHE FONDVE A ♦ S ♦ IEANDHEARN⁽¹⁾

EN 1697 MONSIEVR DEAGEANT ESTAN POVR LORS SEI-
GNEVR⁽²⁾ ~~XXXXXXXX~~ ♦ I ♦ V ♦

Cloche de St-Jean-d'Héran. — Diamètre : 74 centimètres.

(1) *Hearn* est une de ces erreurs de transposition de lettres si commune chez les fondeurs; il est là pour *Héran* : St-Jean-d'Héran. —

(2) D'après l'*Armorial du Dauphiné*, la famille Roux Deagent vient de Philippe Roux, pourvu, le 17 juin 1596, d'une charge de Conseiller au Parlement de Grenoble, et père d'Étienne Roux, aussi Conseiller au Parlement (lettres du 23 juillet 1628; reçu le 23 février 1629), qui épousa Catherine Deagent, fille de Guichard Deagent, dont il eut :

1^o Adrien, avocat en la Cour, seigneur de Morges, Conseiller au Parlement (lettres du 15 février 1659; reçu le 18 mars suivant). Mort en 1676 ou 1677.

2^o François, seigneur de Morges, Ponterrey, la Tour, etc., héri-

tier universel de son frère Adrien, épousa Marguerite de Virieu-Ponterrey, et laissa de cette alliance :

Claude Roux-Déagent de Ponthérieu (ou Ponterrey ?), comte de Morges, seigneur de Ponterrey et de la Tour, chevalier d'honneur au Parlement de Grenoble, en faveur duquel la seigneurie de Morges fut érigée en comté par lettres patentes de mai 1781. Cette cloche ne peut donc appartenir qu'à ce dernier.

JEAN-FRANÇOIS DE BAZEMONT ET FRANÇOIS DE DOLOMIEU

1701

IS.

IHS EGO VT SONITV MEO FIDELES AD SACRORVM SOLEM-
NIA VENIANT CONDITA FVI SEDENTE IN ✠

EPISCOPATV GRATIANOP⁽¹⁾ ✧ EMINENT⁽²⁾ ✧ D ✧ D⁽³⁾ ✧ CAR-
DINALI LE CAMVS BENEDICTA QVE A D⁽⁴⁾ ✧ IOANNE
SIBVET ✠

HVIVS ECCLESIE PAROCHO PATRINVS MEVS D ✧ D ✧ IOAN-
NES F ✧ DE BAZEMONT⁽⁵⁾ IN SVPREMÆ DALPHI-
NATVS ✠

CVRIA PRÆSES ILLVSTRISSIMVS HVIVSQ⁽⁶⁾ ✧ LOCI DOMINVS
MATRINAQ⁽⁷⁾ ✧ MEA DOMINA CATHERINA DEVIRIEV⁽⁸⁾
SPONSA

✠ ILLVSTRISSIMI DOMINI PRÆSIDIS DE DOLOMIEV⁽⁹⁾

Sous la croix : RAMBEAVD A GRENOBLE.

Sous une seconde croix plus petite : 1701.

Cloche de Proveysieux. — Diamètre : 75 centimètres.

(1) *Gratianopolitano*. — (2) *Eminentissimo*. — (3) *Dominus*. — (4) à *Domino*. — (5) *Franciscus de Bazemont*. — Jean-François de Bazemont, avocat au Parlement de Paris, Conseiller au Parlement de Grenoble (lettres du 11 août 1691, à l'âge de 21 ans, en remplacement de Louis de Bazemont, son père, décédé; reçu le 24 novembre suivant), puis Président (lettre du 30 novembre 1696; reçu le 10 décembre suivant). Il n'avait que 26 ans, étant né le 17 février 1671. — (6) *Hujusque*. — (7) *Matrinaque*. — (8) Catherine de Virieu, fille de Charles de Virieu et de Françoise Roux-Déagent, mariée à François Gratet, marquis de Dolomieu, Président en la Chambre des Comptes, en 1684. — (9) « Jésus. Afin que par mes sons les fidèles viennent aux Fêtes sacrées, j'ai été fondue, étant sur le siège épiscopal de Grenoble le très-éminent seigneur Monseigneur le Cardinal le Camus, et j'ai été bénite par Messire Jean Sibuet, curé de cette paroisse. Mon parrain, MM. Jean-François de Bazemont, très-illustre Président en la Cour suprême de Dauphiné et seigneur de ce lieu, et ma marraine Dame Catherine de Virieu, épouse du très-illustre Président de Dolomieu. »

FRANÇOIS DE VAUX

1705

19.

à MADAME AMIE FRANCOISE DE POVROI DE QVINSONAS⁽¹⁾

ESPOVSE DE NOBLE FRANCOIS DE VEAVX⁽²⁾

CONSEILLER DV ROI AV PARLEMENT DE GRENOBLE SEIGNEVR DE VAVX BELMON à IVNI FECIT 1705⁽³⁾

2^e cloche de Vaux-Milieu. — Diamètre : 60 centim.

(1) Fille de François Pourroy, seigneur de Quinsonnas-Lauberivière, Maître ordinaire des Comptes en 1656, en remplacement

d'Artus Pourroy, son père, puis Président à la Chambre des Comptes (lettres du 10 mai 1675 ; reçu le 20 du même mois). Elle fut mariée, le 22 janvier 1691, à François de Vaulx. — (2) François de Vaulx, seigneur de Vaulx, Palanin, Belmont, la Molette, avocat en la Cour, Conseiller au Parlement (lettres du 29 juin 1686, en remplacement et sur la résignation de son père, Pierre de Vaulx ; reçu le 27 juillet suivant). Il résigna ses fonctions, le 30 janvier 1715, en faveur de son fils François, seigneur de Vaulx, Planieu, Belmont, Vaulx-Milieu, etc., baron de Roche, qui fut reçu Conseiller le 2 mars suivant, quoiqu'il n'eût pas même encore 23 ans, et fut nommé Président le 16 juin 1730. — (3) *Juni*, nom du fondeur de la cloche.

JOSEPH-FLORIS BOVIER
ET MELCHIOR PERRET

1714

20.

Le 13 septembre 1714 a esté béni une cloche sous le gouvernement de la reverende mère Madeleine Charonnier abbesse de ce monastère de S. Claire et sous la direction du Frère François Philippon bachelier de Sorbonne et ancien définiteur, laquelle cloche a été nommée Jeanne Catherine. Le parrain a été M. Joseph-Fleurie Bovier (1) fils de M. Claude Bovier, avocat au Parlement et payeur des gages de Messieurs du Parlement de Grenoble, et la maraine D^{lle} Jeanne-Catherine Perret, fille de noble Melchior Perret (2) écuyer conseiller secretaire du Roy

maison couronne de France en la grande Chancellerie lequel parrain et marraine ont signés avec tous pères et mères (3).

Bovier, F. Philippon, Jeanne-Catherine Perret, Magdeleine Charonnier abbesse, Père Jacques Tissier sacristain, Jane Bovier.

(Note extraite des registres du couvent de Ste Claire, déposés aux Archives départementales de l'Isère, et communiquée par M. Edm. Maignien, conservateur de la bibliothèque publique de Grenoble). J'ai dû faire figurer cette inscription parmi celles des cloches du Parlement, au même titre que plusieurs autres, comme appartenant à des officiers de ce corps.

Cloche du couvent de Ste-Claire, de Grenoble.

(1) Floris *Bouvier* ou *Bovier*, — car, à cette époque, on disait indifféremment l'un ou l'autre, — était, suivant l'*Armorial du Dauphiné*, Conseiller du Roi, Receveur général des Comptes de la Chambre, vers 1669. Il n'est pas impossible que ce soit le même personnage que celui de notre cloche, malgré la différence des dates et celle aussi du titre qui lui est donné dans ce procès-verbal.

Il portait : *de sable, au laureau passant d'or ; au chef d'or, chargé de 3 étoiles de sable*; et sa devise était : CAPUT INSERET ASTRIS.

(2) Suivant l'*Armorial* aussi, Melchior Perret était directeur pour les affaires du roi en Dauphiné en 1696. Ici, il ne peut y avoir de doute : c'est bien le personnage indiqué sur la cloche.

Il portait : *d'or, à une fasce de gueules accompagnée de 3 poires, tigées et feuillées de sinople, la tige en haut.*

(3) Allusion sans-doute au Père Jacques Tissier et à la Mère abbesse du couvent.

LOUIS DE LEUSSE DES COTES

1716

21.

* MESSIRE LOVIS LVCE DESCOTES⁽¹⁾ CONSE R⁽²⁾ AV PARLE-
MENT PARRAINS ET DAME

* MARGVERITTE CONSTANCE DE CAMV DE LA MARTEL-
LIERE MARRAINE MESSIRE

IEAN DVCLOT CVRE SR⁽³⁾ ESTIENNE DE PRESSIN⁽⁴⁾ SR
IAQVE MATHIEV CHATELIN 1716

Au bas, entre les cordons inférieurs de la cloche :

* SR CLAVDE DAVID SR REYMOND GIROVD SR CLAVDE
MILLION SR IEAN MONTEL SR FRANCOIS GERVASON

* SR FRANCOIS DERIVES SR NICOLAS DERIVES SR PIERRE
BLANC SR IACQVE FAGOT * P TIBAVD *⁽⁵⁾

4^e cloche de Laval. — Diamètre : 58 centimètres.

(1) Messire Louis *de Leusse* (et non *Luce*), seigneur des Côtes d'Are. V. la cloche de 1684. — (2) *Conseiller*. — (3) *Sieur*. — (4) Étienne de Pressin, suivant l'*Armorial*, était avocat au Parlement, en 1696. — (5) Tous ces noms, excepté le dernier, sont sans doute ceux des conseillers de la commune de Laval ou des membres de la fabrique de son église. *Pierre Tibaud* est celui du fondeur de la cloche : je l'ai souvent retrouvé accompagné des mêmes caractères et des mêmes étoiles, signes particuliers à ce fondeur, mais non telles que l'imprimeur du *Bull. d'Arch. de la Drôme* les donne, faute d'autres caractères. Ce sont de petites étoiles à 8 branches.

JACQUES DU FRÊNET DE BEAUMONT

1719

22.

- † LAVDATE DOMINVM IN CYMBALIS BENE SONANTIBVS⁽¹⁾
- SANCTE PETRE⁽²⁾ ORA PRO NOBIS
- M^r IEAN PANSIN CVRE
- M IACQUES DV FREYNET SEIGNEVR DE BEAUMONT⁽³⁾
CONSEILLER MAITRE DES COMPTES PARREIN. MADAME
MARIANE SEIGNORET SON EPOVSE MAREINE
- AN⁽⁴⁾ FAVRE CONS. ET PR. DE LEGLIS 1719

Cloche de St-Pierre-de-Méarotz. — Diamètre : 59 centimètres.

Cette cloche a été cassée en 1881. Je l'ai appris par hasard, et j'ai écrit immédiatement aux fondeurs qui devaient la refondre. MM. Paccard frères, d'Annecy, qui ont bien voulu en relever l'inscription pour moi et me la communiquer.

G. VALLIER.

(1) *Psaume* CL, V. 5. — (2) *St Pierre* est le patron du lieu. — (3) Jacques du Frênet de Beaumont, avocat en la Cour, fut reçu maître ordinaire en la Chambre des Comptes du Dauphiné en 1696 et décéda en 1727. — (4) *Antoine* (?). — (5) *Conseiller et procureur de l'église* (?)

GÉNÉALOGIES & BIOGRAPHIES ROMANAISES

FAMILLE DE GILLIER

Il existe une généalogie de la maison de Gillier, faite en 1631 et certifiée conforme aux titres originaux par les frères de Sainte-Marthe, André Duchesne et Pierre d'Hosier. C'est un magnifique manuscrit sur vélin, orné de nombreux blasons d'alliance coloriés et dans lequel la branche des Gillier du Poitou occupe la première et la plus longue place (1).

Cette famille se divisa en douze branches : celle du Dauphiné ou plus exactement de Romans, qui était la huitième, a existé pendant plus de quatre cents ans occupant toujours un rang distingué, sans cependant, chose assez rare, avoir dépassé le niveau de la position sociale de ses premiers membres.

Philippe, qui a été le chef de la branche qui va nous occuper, eut d'abord la recette des finances du Poitou, Limousin et Belleville. Il devint ensuite châtelain et garde du château de Melun, après quoi il fut commis aux réparations à faire à la bastide devant Marolles, à la tour du bois de Vincennes, enfin à l'hôtel Saint-Pol, résidence favorite de Charles IV à Paris.

(1) Cet ouvrage, attribué à Melchior de Gillier, a été retrouvé, à Lyon, chez un bouquiniste et acheté par M. Giraud, ancien député, qui l'a cédé à la famille de Loche, dernière représentante des Gillier de Romans.

M. Edmond Maignien, dans sa *Biographie de Raoul de Vienne, sire de Louppy, gouverneur du Dauphiné* (p. 16 et 17), donne quelques dates concernant Philippe de Gillier qui ne concordent pas tout à fait avec les notes que nous avons recueillies. Selon cet auteur, ce dernier aurait été nommé trésorier du Dauphiné le 27 octobre 1355, et cependant il avait déjà fait en cette qualité, en 1354, l'inventaire des biens de la Dauphine Béatrix de Hongrie et envoyé par son fils, en mai 1355, à Paris, les bijoux ayant appartenu à cette princesse (1).

Quoi qu'il en soit, chargé de percevoir les impôts et d'acquitter les dépenses, soupçonné de malversation, il aurait été conduit, par un ordre du roi du 24 juin 1364, à Paris pour y rendre compte de sa conduite. Il partit de Crémieux le 5 août avec Raoul de Louppy. A son arrivée, il soumit sa gestion aux comptables et fut quelques jours après révoqué. Mais les poursuites faites à ce sujet furent annulées par lettres royales du 13 janvier 1366 (2). Il fut père de :

1° *Denis*, jurisconsulte, lieutenant de son père en 1351, conseiller au Conseil delphinal en 1359. Il eut de Jeanne Taney une fille nommée Jacquemine qui fut la femme de Ponçon de Divonne.

2° *Guyot*, seigneur de Forges, général des finances des rois Jean et Charles V. « Envoyé en France, en may 1355 « à Mons. le Dauphin porter les joyaux de l'ancienne « Dalphine et VI^e florins, pour trente jours mis audit « voyage, pour chacun jour un florin. . . . XXX florins, « etc. » (3). Il est aussi qualifié d'huissier d'armes de M.

(1) Valbonnais, *Histoire de Dauphiné*, t. II, p. 234.

(2) Edmond Maignien, *Loc. cit.*

(3) Valbonnais, *Loc. cit.*

le Dauphin. Il vint se fixer à Romans où il testa en 1398 et fut enterré devant la chapelle du Saint-Esprit de l'église de Saint-Barnard. Il laissa de sa femme, Catherine Duplastre, un fils nommé Jean qui fut institué par Charles VI garde de la monnaie de Romans, le 27 juin 1417. Il figura, en qualité de procureur des monnayeurs, aux parlements de Tarascon en 1423 et de Valence en 1432. Il eut de Jeannette, fille de Jean Mercier :

Claude, marchand. Il demanda un emplacement devant l'autel du Saint-Esprit pour un caveau destiné à sa sépulture et à celle de sa famille, s'obligeant à cette construction et à la réparation de la chapelle du Saint-Esprit, brûlée depuis peu et qui servait au service paroissial (1), à la condition que les cocurés diraient un *de profundis*. Il s'engagea en outre à faire faire un chandelier et un bénitier : ce qui fut approuvé par le Chapitre le 26 février 1447. Il testa le 14 août 1458 étant père de trois fils et deux filles qu'il avait eus de sa femme, Madeleine du Luc, laquelle, après la mort de son mari, épousa Antoine Duplastre.

1° *Jacques*, qui suit ;

2° *Jean*, familier du pape en 1490, Chanoine de Saint-Barnard en 1492 et maître de chœur du Chapitre en 1509. Il fut, le 12 mai 1513, un des arbitres au sujet des droits à mettre sur la mouture. Ajoutons, à ce propos, que la famille de Gillier, possédant des moulins au quartier de la Prêle, figura dans presque toutes les questions de cette nature ;

3° Autre *Jean*, marchand ;

4° *Catherine*, qui se maria avec Guillaume Duplastre, châtelain de Charpey ;

(1) Le Chapitre s'était réservé la possession exclusive du chœur.

5° *Marguerite*, qui épousa Varice Conton.

Antoine albergea de l'Abbaye de Vernaison, le 6 décembre 1477, une pièce de terre de seize sétérées sur le mandement de Larnage au lieu de Faveronnières, sous le cens d'une géline et de seize gros d'introgés.

Jacques, écuyer, officier de la monnaie. Il parut aux Assemblées de 1485 à Orange, de 1491 et 1493 à Avignon. Il passa reconnaissance à l'archevêque de Vienne, abbé de Romans, le 22 mars 1493, pour ses moulins situés à la Prêle, sous la mouvance pour chacun d'eux de six sétiers de froment, quatre sétiers de seigle, dix sols d'argent, un demi-quartal de miel, un sétier de vin pur et un sétier de froment pour faire cinq pains (1). Il remplit le rôle d'*Aurélien*, 3° sénateur, dans le *mystère des trois Doms*, représenté en 1509.

Jacques testa le 23 septembre 1517. Il fut marié deux fois : la première avec Jeanne Duplastre, fille de François et de Ginette Armuet, dont il n'eut point d'enfant, puis il épousa Françoise Baronnat qui le rendit père de :

1° *Jeanne*, qui fut la femme de Humbert Chastaing de Lapassa, consul de la ville.

2° *Bonaventure*, écuyer, qui épousa Marguerite Ar-

(1) Les mêmes moulins ont été reconnus par Bonaventure de Gillier le 29 juin 1529, par Jean de Gillier le 13 décembre 1544, sous les mêmes redevances, enfin par Philibert de Gillier le 24 décembre 1605, sous les prestations annuelles réduites à douze sétiers de froment, une charge de vin, un quartal de miel et vingt sols. Appentionnées, en 1682, au sieur Loyron, ces usines furent reprises par Elisabeth de Bidé, veuve de Gaspard de Gillier. Elles passèrent ensuite à Antoine Trollier, chanoine de Saint-Barnard, qui les céda, en 1704, à l'hôpital général. Elles ont été vendues par l'Administration hospitalière en 1849.

muet de Bonrepos, de laquelle il n'eut qu'un fils nommé Jean dont la notice est ci-après. Celle-ci se remaria avec Humbert Bertrand, seigneur de Baix.

Jean, bourgeois. C'est dans sa maison que furent déposées les archives municipales pendant la reconstruction de l'hôtel de ville en 1567 et que logèrent les principaux personnages pendant les guerres de religion, au grand détriment de ses meubles, ce dont il fut dédommagé par l'exemption des tailles. Il fut consul en 1577 et délégué en 1580 près de Maugiron, lieutenant général de la province. Il acquit pour la somme de 578 livres plusieurs cens sur le temporel de l'église et pour 336 florins d'un sieur Claret une maison avec ses dépendances au Molard de Luppé, où plus tard on construisit un château qui fut confisqué et vendu pendant la révolution.

Jean avait épousé, le 13 octobre 1546, Madeleine Vacher, fille de Juvénal, seigneur de Sigottier. Ses enfants furent :

- 1° *Gaspard*, qui suit ;
- 2° *Balthazar*, mort de blessures reçues à la bataille de Montcontour, en 1569 ;
- 3° *Melchior*, tué à l'assaut de Miribel ;
- 4° *Noël*, dont il est fait mention plus loin ;
- 5° *Jean*, coseigneur de Sigottier, qui fit profession des lettres ;

6° *Pierre*, mort chef du conseil du connétable de Lesdiguières ;

7° *Philibert-Philippe*, seigneur de Fontesort. Il épousa Diane, fille d'André II de Bérenger, seigneur de Pipet, et de Sébastienne de Bressieu. Il fut maître d'hôtel du maréchal de Lesdiguières. Il obtint avec ses frères, le 10 février 1609, des lettres de réhabilitation de noblesse remontant à Philippe Gillier, trésorier du dauphin Charles, en 1355, son fils :

Gaspard fut marié à *Élisabeth* de Bidé d'Agauri. Il devint conseiller au parlement de Paris. Il eut un fils et deux filles : (a) *Olivier*, mort sans hoirs : (b) *Marie*, unie à *Hardy*, seigneur de Beaulieu : et (c) *Élisabeth*, mariée à *Jacques* de Dillon, capitaine de grenadiers, qu'elle perdit en 1705.

Claude épousa, en 1611, *Jean* de Berin, sieur de Visancourt, auteur d'une carte du Dauphiné.

Gaspard, fils de *Jean* et de *Madeleine* Vacher, écuyer, docteur en droit, juge du mandement de Pisançon en 1594. Il fut désigné par le conseil des églises (protestantes) pour l'une des charges de la chambre mi-partie du parlement de Grenoble, obtint ses lettres de nomination le 6 août 1599 et fut reçu le 6 octobre. Il présenta ses lettres d'anoblissement, pour les faire enregistrer, à l'assemblée communale de Romans, le 4 mai 1610, pour constater la noblesse de *Michel*, *Jean*, *Paul*, *Alexandre*, *Philippe* et *Melchior* de Gillier. Il eut de *Louise* Chastaing de Lapassa, fille de *Humbert*, consul, et de *Jeanne* de Gillier qu'il avait épousée le 8 janvier 1583 :

1° *Michel*, écuyer, baron de la Bâtie de Beauregard, avocat en la Cour, nommé conseiller sur la résignation de son père, le 29 mars 1608, mais seulement reçu le 16 août 1610 par suite du mauvais vouloir des églises réformées de la province qui lui reprochaient d'avoir fait élever un de ses fils par les capucins de Grenoble. Il se démit, moyennant finance, en 1629, au profit de *Charles* Tonnard, et fut s'établir dans le pays de Gex, attiré par sa parente, *Jeanne* Champion qui, le 2 novembre 1641, lui donna, au détriment de ses héritiers naturels, les terre et baronnie de Beauregard. Il y eut procès, puis, le 8 février 1642, transaction, aux termes de laquelle *Charles* de Crose, petit-fils de la donatrice, renonçait à tous ses droits

sur la terre de la Bâtie, et quelques années après duel dans lequel fut tué l'ancien conseiller en la chambre de l'édit, c'était en 1649. L'année suivante un arrêt du parlement condamna Charles de Crose à être pendu et en une amende de 5,000 livres, dont 500 au profit de la veuve (1).

Michel de Gillier s'était allié à Honorine de Bellujon, fille de Daniel, seigneur de Roquemaure, avocat général au parlement d'Orange, et de Claude-Anne de Mauléon, dont il eut : (a) *Paul*, écuyer, seigneur de Rosier, maréchal des logis de la compagnie d'ordonnance du maréchal de Créquy, marié, en 1692, avec Anne-Françoise Guigou.

(b) *Alexandre*, seigneur de Ruinel, capitaine de cent cheval-légers du duc de Lorraine, maître d'hôtel du roi en 1684, époux d'Isabelle Danus, dame de Bise. Il prêta hommage pour la maison forte de Ruinel, à Crépol, à Charles de Clermont-Chaste.

(c) *Madeleine*, née en 1587. Elle abjura à l'âge de 20 ans et fit profession dans le monastère de la Visitation de Grenoble où elle décéda le 4 janvier 1607. Elle eut la consolation de voir presque tous les membres de sa famille faire leur abjuration dans le même monastère.

2° *Gaspard*, mort en duel à Paris.

3° *Philippe*, chevalier, baron de la Bâtie de Beauregard, seigneur de la Frette, marié à Doucette de Portes.

4° *Marie*, femme du baron de Lassara, au pays de Vaud.

Noël, quatrième fils de Jean et de Madeleine Vacher, fermier du gros poids des marchands et des tributs de la

(1) V. Brun-Durand, *Essai historique sur la chambre de l'édit de Grenoble*, 1873, p. 92.

ville de Romans, en 1583. Il fut tué en duel, laissant sa veuve, Marie Magnat, mère de :

Melchior, chevalier, seigneur de Lagny, premier maître d'hôtel du roi, conseiller de S. M. en ses conseils. Il donna, par acte du 8 avril 1641, une somme de 4,000 livres pour la fondation de l'hôpital de la charité à la condition qu'on placerait ses armes à la porte d'entrée du nouvel établissement. Pour acquitter cette somme, il engagea une terre d'environ trente sétérées sur le mandement de Peyrins. Cet acte fut signé, en son absence, par son frère Pierre. Il fit réparer la chapelle du Saint-Esprit où était le tombeau de sa famille et mettre au-dessus à la clef de voûte du transept ses armes, qui s'y voient encore. Il fonda en outre dans cette chapelle une messe de chaque jour pour le repos de son âme et de celle de sa femme, Marie Jolly, dont il n'eut pas d'enfant.

Pierre, frère du précédent, seigneur de Luppé. Louis XIV lui donna une commission de capitaine de cavalerie. Il mourut à Romans le 28 octobre 1695, laissant six enfants de Marie Sonier, fille de Jean, procureur, laquelle testa le 1^{er} décembre 1698, faisant héritier son fils Laurent et léguant 4,000 livres à sa fille Louise. Elle avait été autorisée à emprunter la somme nécessaire pour permettre à son fils Charles de lever une compagnie de cheveau-légers.

1° *Laurent*, qui suit ;

2° *Jean-Baptiste*, chanoine de Saint-Barnard, mort le 4 février 1719. Comme curateur de son frère Laurent et de sa sœur Louise, il répudia l'héritage paternel par déclaration devant le juge royal, le 2 décembre 1695 : « le sieur de Gillier n'ayant laissé aucun bien. »

3° *Marie dite de Saint-Pierre*, née en 1667. Elle prit le voile dans le couvent de Sainte-Ursule de Romans, le

17 janvier 1684. Elle géra le *Séminaire des filles orphelines* de 1715 à 1721, devint ensuite supérieure de son couvent et mourut le 26 février 1739. On lit dans le panégyrique qui suit l'acte de son décès : « Elle était d'un très-bon esprit, d'une charité et délicatesse de conscience qui faisait qu'elle ne remarquait pas les défauts du prochain, et d'un abord si prévenant qu'elle s'attirait l'estime et la confiance (1). »

4° *Anne dite de Saint-Henri*, née en 1669, fit profession dans le même couvent le 1^{er} mai 1685 et y décéda le 1^{er} janvier 1753. « Elle a toujours rempli exactement ses devoirs et avec beaucoup, de charité, a assisté régulièrement les malades. Enfin une grande soumission à la volonté du Seigneur dans tous les fâcheux accidents qui suivent ordinairement une longue vie » (2).

5° *Antoinette dite Saint-Raymond*, née en 1671, se fit aussi religieuse ursuline et reçut le voile le 17 février 1688. Elle devint supérieure en 1728 et mourut le 15 janvier 1734.

« Elle a dignement rempli sa charge, s'attirant l'estime du dedans et du dehors par sa conduite sage et judicieuse et ses manières polies. Elle avait un talent particulier pour instruire la jeunesse, se faisant craindre et aimer (3). »

6° *Charles*, né le 25 avril 1678, capitaine de chevau-légers.

André, chanoine de Saint-Barnard, en 1642.

Laurent, fils de Pierre et de Marie Sonier, seigneur de Luppé, lieutenant au régiment de Villars, puis capitaine

(1) *Livre des religieuses de Sainte-Ursule de Romans*

(2) Ibidem.

(3) Ibidem.

de cavalerie aux régiments de Narbonne et de Montgommery, chevalier de Saint-Louis. Il épousa dans l'église de Saint-Nicolas, le 6 mars 1700, Marie Doré, dont il eut : *Laurent*, né le 4 juillet 1705, capitaine au régiment de Brionne. Il mourut le 9 juin 1771 et laissa de *Marie-Jeanne Henri*, fille d'un secrétaire du roi à Lyon, huit enfants, dont :

1° *Laurent-Victor*, né le 22 octobre 1749 ;

2° *Charles-Ferdinand*, baron de Gillier, né le 2 juin 1752, capitaine de cavalerie, chevalier de Saint-Louis. Il fut maire de Romans du 1^{er} novembre 1786 au mois de décembre 1787. Il assista à l'assemblée de Vizille le 21 juillet 1788 et aux États de la province tenus à Romans. Élu colonel général de la garde nationale le 8 août 1789, il donna sa démission le 18 avril 1790 à la suite d'une émeute où son autorité avait été méconnue. Les gardes nationaux qui étaient allés le chercher, malgré le refus du maire, à son château de Genissieux, le forcèrent à reprendre ses fonctions et le ramenèrent en triomphe à Romans. Ils parcoururent les rues, entourés de toute la population, proférant des cris et chantant toute la nuit des chansons séditieuses. Malgré ce regain de popularité, le baron de Gillier ne tarda pas à s'expatrier ; il fut avec son frère et sa sœur, le 6 juillet 1795, porté sur la liste des émigrés. Ses biens, son château de Luppé, sa maison d'habitation, rue Saint-Nicolas, furent sequestrés et ensuite vendus au nom et au profit de la nation. Les tableaux représentant les membres de la famille royale que l'on voit à l'hôtel de ville proviennent de cette saisie ; ils y avaient été apportés avec d'autres effets mobiliers, le 9 juillet 1796.

M. de Gillier n'a pas eu de postérité de sa femme, Anne-Thérèse Sabattier. Il devait 7,000 livres aux hôpi-

taux de Romans. Cette somme a été remboursée par les héritiers le 18 mars 1826, et prélevée sur l'indemnité accordée aux émigrés.

3° *Louis*, né le 5 octobre 1755, ancien officier et chevalier de Saint-Louis, mort à Paris, rue de Choiseul, n° 7, le 30 octobre 1829, sans avoir été marié. L'inventaire de ses biens, dressé le 26 novembre suivant, constata un mobilier estimé 1,906 fr., une somme de 25,600 fr. en or et en argent, une pension de 3,000 fr. sur les ponts et chaussées, des rentes viagères annuelles de 4,526 fr., etc.

4° *Marie-Anne-Julie*, mariée à Jean-François Bouthilier d'Arthan, lieutenant-colonel d'artillerie, chevalier de Saint-Louis. Atteinte d'aliénation mentale par suite des misères endurées pendant l'émigration, elle fut placée en juin 1823 dans une maison de santé à Lyon. En conséquence, elle fut interdite et mise sous la tutelle de son mari par jugement du tribunal de Valence, le 8 janvier 1827.

Armes : *d'or, au chevron d'azur, accompagné de trois macles de gueules*. Deux lions pour supports.

Devise : Fortitude et humilité.

Raoulet Gillier, trésorier de France en 1412, avait pour armes : *De. . . à trois fasces de. . . et à une bande de. . . brochant sur tout*. Timbré d'un heaume en forme de dragon, soutenu par une femme debout.

Dr Ulysse CHEVALIER.

ANDRÉ DE LAFÀISSE

(d'Aubenas)

MARÉCHAL DE BATAILLE

Sa Famille, son Histoire et sa Correspondance.

(1570-1681)

SUITE. — Voir les 68^e, 69^e, 70^e, 71^e et 72^e livraisons.

Jacques d'Arlempdes écrivit à Lafàisse les lettres suivantes, signées : de Mirabel : (1) « Paris, 22 février 1668. J'ai fait mon traité pour un régiment d'infanterie pour le service de Venise, où va se rendre M. de Saint-André (du Puy-Montbrun.) Je lui ai témoigné le désir que vous me fassiez l'honneur de vous mettre à la tête du régiment ; j'espère de votre amitié que vous accepterez. (2) Vous

(1) M. l'abbé Mollier, p. 113. dit qu'Antoine, seigneur de Vendrias, frère de Jacques, capitaine de cheval-légers, reçut le 24 février 1668, la commission de lever un régiment destiné à prendre part, l'année suivante, à l'expédition dirigée par le duc de Beaufort, au secours des Vénitiens, assiégés par les Turcs, dans l'île de Crète. Les lettres que j'ai vues étant signées : Mirabel, me paraissent écrites par l'aîné des d'Arlempdes, Jacques, seigneur de Mirabel.

(2) Le comte d'Antraigues écrivait de la Bastide, le 3 janvier 1668, à Lafàisse, à Meyssse : « J'ai reçu hier des lettres de Paris, elles m'apprennent qu'on n'a point parlé encore de former de nou-

pourrez disposer du nombre de compagnies que vous voudrez, et de toutes les autres charges (grades). Il m'est avantageux de conduire le plus d'officiers que je pourrai. A ceux qui auront servi, je leur baillerai le mois de paye pour le voyage ; les autres qui n'auront pas servi, il faut qu'ils se rendent à Venise avec les officiers, à leurs dépens : vingt-cinq pistoles (250 livres) les y mèneront, et ils seront capitaines à bon marché. Mon pouvoir ne me permet de les faire agréer, que s'ils ont qualité et mine.

« Je vous proteste qu'il y a depuis quatre jours une si grande affluence d'officiers que l'emploi est tout à fait difficile. Vous verrez par le mémoire que je vous envoie (1) l'état de la paie des officiers et les articles les plus importants du traité. Les capitaines qui voudront venir doivent amener deux sergents, bons ou mauvais, comme ils les trouveront.... » Le reste de la lettre manque.

« Paris, le 23 mars 1668. Je viens d'apprendre par le comte d'Antraigues que vous m'avez fait l'honneur d'accepter la lieutenance-colonelle du régiment que je dois faire pour la République de Venise. J'appréhende bien que la chose n'ait échoué, s'il n'y a eu des officiers qui aient rejoint à Turin M. de Saint-André, ou si vous ne partez pas incontinent avec quelques capitaines, pour tâcher de le joindre à Venise, sans vous embarrasser des

veaux régiments..... M. de Montfrin, (Faret de Fournès), est assuré d'avoir une compagnie de cavalerie avec 2,000 écus, etc. »

La livre avait, à cette époque, une valeur intrinsèque de 1 fr. 88, représentant environ quatre francs de notre monnaie.

Balthazar Faret de Fournès fut mestre de camp en Candie, et Alexandre, son frère, épousa Isabeau, fille du marquis de Saint-André.

(1) Ce mémoire n'était pas joint aux lettres.

sergents et des subalternes pouvant être à charge par les chemins : Je mènerai ensuite le reste. Votre voyage, conformément à l'état que je vous ai envoyé, vous sera payé dès que vous pourrez joindre M. de Saint-André, ou au plus tard en arrivant à Venise. »

« J'ai eu un déplaisir inconcevable des obstacles que ma partie (1) m'a suscités jusqu'à la veille de mon départ, et le jour que je prenais mon argent, pour la conduite de mes officiers, et où j'avais pour le moins 200 pistoles (2,000 livres) de revenant-bon ; mon cautionnement étant stipulé, il me fit signifier un arrêt qui me défendit de sortir de Paris. Je m'estime bien heureux d'en être quitte pour des avances, ou jusqu'au moment où j'aurais joint M. de Saint-André, ou au pis aller jusqu'à Venise. Le chagrin que l'ambassadeur eut contre moi rejaillit contre les deux autres colonels, qui, ayant fait ici tous leurs officiers, n'ont pu avoir un sol jusqu'à Lyon, où M. de Saint-André les a tous payés. L'ambassadeur qui disait se confier plus à moi qu'aux autres, ne put jamais se guérir de la défiance qu'il prit contre eux, parce que je lui avais manqué, disait-il.

« Il faut que mes lettres soient perdues, puisque je n'ai point eu de vos nouvelles depuis cinq semaines, ce qui m'a tenu dans une peine épouvantable, ne sachant pas si vous étiez en état de pouvoir accepter cet emploi. J'aurais pu remplir ici deux fois le régiment, et surtout les premières charges (grades), qui m'ont été demandées par M. de Saint-Victor, qui a commandé dix ans durant le régiment de M. de la Mellerie, grand-maître, (?) et par M. Froge,

(1) La partie ou la personne avec laquelle Mirabel avait contracté son traité.

capitaine-major du régiment de la reine, qui a vendu ses charges..... Comme je n'avais pas d'autre excuse que de leur dire que j'y avais pourvu en province, ils m'ont pressé pour savoir si j'avais eu des nouvelles..... Ce dernier a attendu pour être assuré de la chose, et je n'ai pu lui refuser de le mettre à votre place, si vous me mandiez ne la vouloir pas. »

« Paris, le 30 mars 1668. Je vois les soins que vous avez pris pour avoir des officiers qui ne nous manqueront pas. Si j'en avais voulu ici cent, je les aurais fait dans huit jours, mais je suis bien aise de n'avoir que des gens dont je puisse répondre ; cela m'avait fait vous prier d'en chercher le plus que vous pourriez, outre que la conduite en coûte la moitié moins, et qu'on épargne le voyage d'ici à Lyon en prenant des gens de nos provinces. Mon traité tiendra toujours, et je serai le bien venu, à moins que la paix n'y jette un grand nombre d'officiers..... Mon traité porte que nous serons libres après deux ans et qu'on ne pourra incorporer aucune de nos compagnies que dans des régiments Français.

« Nous avons trop délibéré sur notre traité, car huit jours auparavant on m'avait passé quinze ou vingt articles tout à fait importants, mais après, le bruit de paix fit tout changer..... Il n'y a rien de limité pour le nombre de mes compagnies, mon régiment sera aussi grand que je pourrai.... Nous donnerons pour la dépense du chemin un écu par jour aux capitaines, 40 sols aux lieutenants, 30 aux enseignes et 20 aux sergents.... Lorsque vous m'écrirez, signez-vous tout du long ; les Italiens sont soupçonneux comme le diable ; l'ambassadeur croyait que vos deux lettres pouvaient bien être supposées. »

« Paris, 17 avril 1668. On donne si peu que je n'ose pas me hasarder, d'autant qu'on n'a pas la permission du

roi, et qu'il sera difficile de conduire autrement des troupes, car on ne peut se fier à la foi des soldats, comme à celle des officiers, qui s'en vont séparés et à petit bruit. On prétend ne donner que 40 livres par soldat, rendu à Venise, vêtu et armé d'une épée seulement, et voici comme on le prend. On dit qu'il ne faut que huit jours pour rendre un soldat de chez nous à Turin, et de là à Venise, huit autres jours par eau : on met que nous donnions dix sols aux soldats ; c'est six sols de plus que le roi leur donne, et de Turin à Venise, on dit qu'ils ne dépenseront pas cinq sols par jour, car on achètera des provisions et on ne débarquera pas les soldats ; mais qu'au pis aller c'est huit livres pour leur conduite, et autant d'argent pour les débaucher. Il reste donc huit écus pour les habiller, et à Venise, on les habillerait pour huit livres, monnaie de France. On n'a donné que cela au duc de Lorraine, pour 1,000 soldats qu'il s'est chargé de faire conduire à ce prix. Enfin on ne me veut donner que 1,000 livres pour chaque compagnie conduite et rendue à Venise, complète d'officiers, avec deux sergents et 25 soldats habillés et armés de l'épée et du baudrier seulement.

« Je vous prie de songer à ceux qui pourraient faire des soldats et répondre de l'argent qu'on leur baillera.... Il faut que cela se manie sans bruit. Je ne traiterai pas que je n'ai de vos nouvelles et que vous ne m'assuriez que la chose se pourra faire. Il faut envoyer le traité à Venise ; attendre l'argent et la ratification et leur bailler une caution ici.

« On tient, la place de Candie perdue et toute l'île sera après aux Turcs. Nous serons (destinés) pour la Dalmatie, et par terre. M. de Saint-André a pris ce chemin et y commandera l'armée. Je vous envoie copie de mon traité ;

c'est le même que celui des trois colonels que nous sommes. Je suis resté seul ici ; les deux autres ont suivi M. de Saint-André, avec chacun dix capitaines et dix sergents. Les autres officiers ont été pris sur les lieux de ceux qui ont (con)couru, sans s'engager à aucun corps. M. de Saint-André m'a donné sa parole de me faire recevoir jusqu'à vingt compagnies. »

« Paris, le 20 avril 1668. M. de Saint-André s'est engagé à commander les troupes de la République de Venise pendant deux ans et moyennant 5,000 pistoles (1) par an..... On m'a demandé des compagnies, en Dauphiné, pour MM. de Pluviane (2) et du Vilars. Ils ont été longtemps capitaines et sont gens de qualité..... notre pis aller sera d'arriver avec peu de monde, et d'être reçu aux mêmes emplois ; avec trente compagnies on n'a pas plus de paie.

« Tenez seulement bon, car la plupart des gens parlent bien souvent des choses par envie. Je ne m'étonne pas que dans la province il y ait des personnes qui décrivent ce service pour en dégouter les autres ; mais qu'il soit bon ou mauvais, nous ne prétendons pas devenir maréchaux de France. Nous y trouverons à subsister avec honneur, et sans qu'il y aille rien de notre bien, car tout méchant que soit ce service, il y a toujours de quoi y bien vivre..... J'y aimerais mieux servir qu'en France où vous n'êtes assuré de rien que de vous ruiner..... La plus grande peine et les

(1) Environ 200,000 francs de notre monnaie.

(2) Le fief de Pluviane touche à la Ville de Die : Ce nom a été porté par Louis Didier, seigneur de Pluviane, réfugié en Prusse à l'époque de la révocation de l'Edit de Nantes, et par Paul Lagier, aussi seigneur de Pluviane, qui habitait Die en 1670 : il s'agit probablement du premier.

plus grands frais sont de mener les soldats jusques à Turin, parce que de là ils ne sortiront pas des barques jusques en lieu de sûreté, et que, sur cette route, les vivres sont à fort bon marché. »

L'académicien Conrart adressa, de Paris, le 27 avril 1668, le billet suivant à Lafatte, à l'occasion de la levée du régiment. « M. Libourel, m'ayant appris que ma lettre vous trouveroit chez vous, travaillant à vostre équipage pour le voyage de Candie, je n'ay pas voulu vous laisser partir sans vous souhaiter toute sorte de bonheur en ce dessein, qui est digne de vostre piété et de vostre courage. »

Le 17 août 1668, il écrivit la lettre qui suit : « M. de Mirabel m'a informé de la rupture de vostre voyage de Candie, et vostre lettre m'en a expliqué les circonstances, qui m'ont donné du chagrin, parce qu'elles vous ont esté onéreuses. Je m'estonne qu'un homme aussi sage et aussi bon ami que M. Petit (1) n'eust pas mieux pris ses mesures avant de vous engager dans une affaire de cette importance, et qui vous a causé de la dépense, sans utilité.... ... Vous avez bien raison de déplorer la misère du temps malheureux où nous vivons, qui nous fait voir de tous costés tant d'infidélités envers Dieu et tant de scandales dans son Eglise. On n'entend parler partout que de révoltes, et comme autrefois en Egypte, il n'y a presque point de maison où il n'y ait un mort. Mais ce qu'il y a de pis, est que ce sont des morts spirituelles, qui tuent l'âme ; qu'en divers lieux des familles entières périssent par cette sorte de mort, et que ce n'est pas chez les Eyp-

(1) Il était maréchal des logis général de la cavalerie légère ; il en sera question plus loin.

tiens, mais chez les Israélites que cette désolation arrive. Nous avons vu tomber de *grans* arbres, dont on estimoit l'ombre fort salulaire et les fruits excellens, et Dieu a permis qu'ils ayent esté déracinez et que les fruits n'ayent pu meurir. Que si sa colère ne s'appaise, nous sommes menacez de la continuation, et mesme de l'augmentation de tous ces maux, etc. »

Plusieurs autres lettres de Conrart sont relatives aux mesures oppressives prises contre les protestants dans diverses provinces. D'après une missive du 20 octobre 1668, il paraît que Lafâisse, qui avait abandonné son projet de voyage à Candie, le reprenait, et Conrart ajoute : « Je sais bien que vous ne l'avez fait que par un bon motif, et après mure délibération, etc. »

Trophime II de Launai, comte d'Antraigues, fils de Jacques, dont il a été parlé à la date de 1646, écrivait de Paris, le 27 avril 1668 : « On annonce la paix ; les Vénitiens auront plus de monde qu'ils n'en voudront, ainsi le traité de M. de Mirabel, qui est sans exécution, pourrait bien devenir nul..... Cela n'empêche pas que si vous alliez dans ce pays vous n'y soyez bien reçu et que vous n'ayez le même emploi. Je me suis défait du mien de la manière que vous l'aurez appris par ma dernière lettre. J'en ai présentement grande joie..... Voilà comment l'homme propose et Dieu dispose ; je vous trouverai peut-être revenu de Candie comme je le suis de Flandres, etc. »

Faret de Fournès, marquis de Saint-Privat, adressait de Paris, au mois de juillet 1668, la lettre suivante : « On assure que le traité de M. de Mirabel, avec les Vénitiens, échoue, et si votre voyage à Candie dépend du sien, j'espère que nous ne vous perdrons pas si tôt. » Une autre missive du 28 février 1669 est ainsi conçue : « Comme depuis longtemps je n'avais eu de vos nouvelles, je crai-

gnais que vous ne fussiez allé dans ce malheureux pays de Candie. Je puis bien le nommer ainsi, depuis la perte que j'y ai faite de mon frère de Fournès ; (1) elle a été suivie de près de celle de mon neveu de Massilian, qui y était allé avec les troupes envoyées par le prince de Hanovre.»

Il paraît que Lafàisse n'avait pas pu lever assez tôt les hommes nécessaires pour composer le régiment de Mirabel. Il espéra un instant, obtenir un commandement dans les troupes recrutées par le chevalier d'Harcourt, (2) pour le compte de Charles IV, duc de Lorraine, son cousin, qui guerroyait contre l'Electeur palatin, et que Louis XIV accusait d'avoir des intelligences avec les Hollandais. M. Petit lui adressa, de Paris, les deux lettres suivantes :

« Le 31 octobre 1668. Tous les jours j'envoie savoir si le chevalier d'Harcourt est de retour : J'appréhende fort qu'il ne préfère le service de son parent à celui des Vénitiens..... A mon retour de la campagne j'irai chez la comtesse d'Harcourt, et après avoir appris tout ce que je pourrai tirer, je vous donnerai mon avis. Je suis fâché que vous vous soyez engagé à de la dépense ; toutes les char-

(1) Balthazar, qui était mestre de camp (colonel). La famille de Massilian, originaire du Comtat, habitait Montpellier.— Pierre Charrier, enseigne de vaisseau, de la famille Charrier de la Roche, de Lyon, à laquelle appartenait ma sixième aïeule, Jeanne Charrier, mariée à Charles du May, commissaire des guerres, mourut pendant cette expédition

(2) César de Lorraine, comte de Montlaur, dit *le chevalier d'Harcourt*, fils de François de Lorraine, comte de Rieux, d'Harcourt, de Montlaur, et de Saint-Remèze, marquis de Maubec, baron d'Aubenas, seigneur de Montpezat, etc., et d'Anne d'Ornano, d'Aubenas, fut tué en Allemagne, par un boulet, en 1675.

ges sont remplies, mais je ferai valoir ce que vous me marquez.... Le roi vient d'ériger la terre d'Entraigues en comté, etc. »

« Le 13 novembre 1668. Je crains fort que vous n'ayez attendu en vain.... Outre qu'on croit la Candie aux abois, l'illustre chevalier d'Harcourt étant allé prendre congé du duc de Lorraine, et toucher quelqu'argent pour le voyage, le prince lui a donné un corps de deux ou trois mille hommes à commander, dont il s'est fort bien démêlé.... Je crois qu'il viendra tard, et que je vous verrai plus-tôt que lui, etc. »

Enfin un billet non signé, daté de Paris du 16 octobre 1668, est ainsi conçu : « Il y a longtemps que le chevalier d'Harcourt est allé en Lorraine prendre congé du duc, et des mesures relatives à la paie de ce régiment, pour la levée duquel le prince a déjà donné 60,000 livres..... Si vous avez du chagrin à attendre du dit chevalier, je vous assure que je n'en ai pas moins que vous, etc. »

Avant d'accepter le concours d'un agent dans une affaire d'une certaine importance, Mazarin faisait cette question : est-il heureux ? Il est probable que s'il avait connu Lafaisse, il n'aurait pas eu recours à ses services. Etre emprisonné à Toulouse sans motif sérieux, avoir l'Etat pour débiteur d'une somme de 33,880 livres dont il ne put jamais rien retirer ; recevoir le titre de maréchal de bataille à l'âge de 34 ans, sans pouvoir obtenir un commandement ; voir le grade de lieutenant-colonel lui échapper au moment où il croyait le saisir ; vivre et mourir dans l'obscurité sans laisser, pendant deux siècles, la moindre trace dans l'histoire du Vivarais, malgré les mérites que lui reconnaissaient, dans leurs nombreuses lettres, les personnes les plus notables de son pays et quelques célébrités parisiennes, telle a été la destinée de Lafaisse, auquel on

peut appliquer cette expression vulgaire : cet homme n'a pas eu de chance.

Plusieurs gentilshommes prièrent Lafàisse de lui donner un grade dans le régiment que M. de Mirabel l'avait chargé de lever pour aller en Candie. Une branche cadette des Colonna d'Ornano, venue de Corse comme la branche aînée (tombée en quenouille dans les de Lorraine d'Harcourt) habitait Aubenas. Le fils aîné de Jean George et d'Andrée de Monstier ou Adrienne de Moustier, mariés en 1634 (1), écrivit le 18 mars 1668 la lettre suivante : « Ma mère et moi ayant appris le bel emploi que le roi vient de vous donner, nous en avons eu bien de la joie, d'autant plus que notre monarque reconnaît votre grand mérite. Ayant un cadet qui désire suivre le parti de la

(1) *L'Armorial du Languedoc* (t. 1, p. 156) ne consacre qu'une dizaine de lignes à la filiation de cette famille.

Sébastien, fils de Jean George, précité, épousa, vers 1670, Judith de Teyssier de la Terrisse, veuve de Jean-Baptiste de Modène, du Comtat, seigneur de Pervérange, la Borie, Teyre et Bleynet. Sébastien Benoît de Colonna d'Ornano, capitaine et chevalier de Saint-Louis, épousa, vers 1752, Marie Mège, petite-fille d'Antoine Meunier de la Coste, Viguiier de Villeneuve-de-Berg, marié en premières noces avec l'héritière d'une branche de la maison de la Roche des Astars.

Antoine-François Benoît, seigneur de Bleynet, vivait en 1755 ; je ne sais si c'est le même qu'Antoine Benoît, chevalier de Saint-Louis, qui siégea aux États-généraux de Villeneuve, en 1789. La dernière des Colonna est morte vers 1820, instituant, dit-on, pour héritier le collège d'Aubenas, déjà largement doté en 1638 par Marie de Montmaur, veuve du maréchal d'Ornano. Le nom d'Ornano a été relevé par la famille des comtes de Chansiergues, d'Avignon, issue de Marie de Colonna d'Ornano, mariée en 1623 avec Antoine de Chansiergues. (*Archives de l'Ardeche*, B, 105 ; C, 1529.)

guerre et qui a déjà fait une campagne en Flandre, nous avons jugé que nous ne pouvions mieux le placer qu'entre vos mains. Feu mon père avait souvent été désireux de vous confier un de ses enfants pour en faire un bon soldat. »

Parmi les officiers qui devaient accompagner Lafaisse se trouvait l'un des fils de Gaspard Chabrières, de Valence, riche marchand qui devint receveur-général des finances et se maria, en 1619, avec Lucrèce d'Arbalestier. C'était probablement Charles, nommé plus tard lieutenant des maréchaux de France, et qui épousa, en 1676, Isabeau-Rénée de la Roche de Grane (1). Il lui écrivait le 23 novembre 1668 : « J'ai eu bien du chagrin d'apprendre que vous ne faisiez pas le voyage de Candie, puisque cela me prive de l'avantage de vous y accompagner ; ce qui n'empêchera pourtant pas que je vous sois toute ma vie infiniment obligé de ce que vous avez voulu me recevoir dans votre compagnie. »

Une lettre écrite en 1677 par Isaac (frère aîné de

(1) Son fils, Paul-César de Chabrières, fut président en la Chambre des Comptes. Les personnes de mon âge se rappellent son dernier descendant, Pierre Marie, chevalier de Malte, nommé conseiller au parlement en 1788, et mort vers 1841. Il était connu sous le nom de chevalier de Peyrins, qu'il portait du vivant de son frère aîné, Paul-César-Éléonore de Chabrières, comte de Charmes, décédé sans enfant en 1801, et dont il avait hérité. Il était cité pour son esprit, et surtout pour son originalité : Sa femme, Anne d'Albon, ne le lui cédait en rien sous ce dernier rapport. Il a laissé sa belle terre de Peyrins à son neveu, Charles de Sallmard, qu'il avait légalement adopté.

Le plus ancien membre connu de cette famille était Pierre, notaire à Valence en 1351. Voir : *Soffrey de Calignon*, par le comte Douglas, avant dernière planche.

Charles), conseiller au parlement, qui abjura le protestantisme en 1685, et qui demandait un service à Lafatfe, se termine par ces mots : « Comme vous avez des connaissances et des intrigues en bien des endroits, etc. » Isaac avait remplacé, comme conseiller, Pierre du Cros, son beau-père, assassiné à Valence en 1644.

Il paraît qu'on avait promis à Trophime II, comte d'Antraigues, l'autorisation de lever un régiment d'infanterie destiné à faire partie de l'armée de Flandres, mais que lorsqu'il arriva à Paris, on avait disposé de tous les brevets de colonel. Il écrivit le 17 mars 1668 : « A mon arrivée, l'état de l'infanterie était complet, ainsi, pour le présent, il n'y a aucun lieu de pouvoir remettre sur pied mon régiment. Pour de la cavalerie (1) on en lève encore, le roi faisant deux régiments de dix compagnies chacun, sous le nom de la Reine et du Dauphin. Comme j'avais témoigné à M. de Saint-Pouange (2) le désir de servir, voyant qu'il n'y avait aucun lieu de me placer dans l'infanterie, il a cru m'obliger en me faisant donner de l'emploi dans la cavalerie, et m'a fait obtenir une compagnie dans le régiment de la Reine.

« Cela m'a fort embarrassé, car lorsque je lui ai dit que je ne voulais pas accepter, il m'a répondu qu'on avait

(1) L'intendant Foucault raconte, dans ses *Mémoires* publiés en 1862 par M. Baudry, qu'en 1688 Louis XIV avait fait écrire aux intendants de rechercher des gentilshommes ou des officiers pour lever des compagnies. On donnait 5,250 livres pour une compagnie de 35 maitres (cavaliers) et 900 livres pour une compagnie de 45 fantassins, plus les armes. On trouve dans Monteil, *Histoire des Français des divers états*, 4^e éd., t. IV, p. 47, de nombreux détails sur la levée des troupes dans le XVII^e siècle.

(2) Saint-Pouange, dont parle le duc de Saint-Simon, était grand trésorier et intendant de l'ordre du Saint-Esprit.

compté sur moi ; qu'étant dans ce poste, je pouvais prétendre à autre chose, et que lorsqu'on n'était point dans le service, on ne trouvait pas tous les jours des occasions favorables pour y rentrer. . . . La plupart de mes amis me conseillent d'accepter, en faisant valoir la manière dont je l'accepte, comme une chose pouvant plaire au Roi, et pour rentrer dans son service, ayant eu des emplois plus considérables, qu'on m'avait fait espérer de me redonner.

« Il y a de plus à considérer que si on fait la paix, un régiment d'infanterie court grand risque. La même chose se rencontre pour la cavalerie, mais comme ma compagnie sera des premières, on me fait espérer que je ne risque rien. Si j'étais capitaine dans le régiment de la Reine, cela me serait d'autant plus avantageux qu'on ne met que fort peu de gens de notre religion dans la maison du Roi. Il m'en coûtera mille ou douze cents pistoles (1). . . . J'ai écrit chez moi, et comme une chose faite, pour me trouver de vieux cavaliers et de l'argent. Pour les jeunes, s'il y en a qui ne me coûtent rien, je les prendrai volontiers. . . . Je ne désespère pas, si la guerre dure encore un an, d'avoir un régiment d'infanterie ou de cavalerie. »

De longs détails sur la révolte qui eut lieu en Vivarais en 1670 ne peuvent trouver place dans cet article. Cet épisode des guerres civiles a été raconté par divers auteurs (2) : la principale cause de cette prise d'armes qui

(1) Vingt ou vingt-cinq mille francs de notre monnaie : la pistole avait une valeur intrinsèque d'une dizaine de francs.

(2) Entr'autres par Jean-François Valetton, *Fidèle relation de la révolte de Roure*, 1811 ; — l'abbé Mollier, Villeneuve-de-Berg, p. 242. Voir aussi : *Archives de l'Ardèche*, C, 1059 ; — Dr Mazon, *Petites notes ardéchoises*, 1874, p. 155 ; — Ravaisson, *Archives de la Bastille*, t. VII, 1874, p. 340.

coûta la vie à plus de six cents personnes, fut la misère publique, occasionnée par les mauvaises récoltes, la rapacité des agents du Fisc et l'oppression des seigneurs. Les insurgés avaient pour chef Jacques Roure, des environs d'Aubenas, exécuté à Montpellier : C'était un capitaine réformé de l'armée de Catalogne, qui avait attiré à lui beaucoup de soldats mécontents, et eut un moment jusqu'à huit mille hommes sous ses ordres. M. Deydier le dit fils de Guillaume du Roure et d'Anne Mollier de Grandval, et arrière-petit-fils de Guillaume, sorti d'une maison illustre de Barjac. Le D^r Tourrette (1) le croit fils naturel du comte du Roure qui lui avait acheté une compagnie.

Pendant la durée de ces troubles, Lafàisse visita un grand nombre d'habitants pour les engager à rester fidèles au roi : C'est ce que décidèrent les députés protestants dans une assemblée tenue au Pouzin (2). M. Berckhoffer, lieutenant au gouvernement d'Orange, lui écrivait le 21 mai 1670 : « J'ai voulu vous remercier de la plus cordiale félicitation que j'aie jamais reçue, et dont vous m'avez voulu honorer à l'entrée de mes fonctions. . . . Je vous prie de me renseigner sur l'émeute du peuple du *Vivaretz*,

(1) *Vals et ses environs*, 1864 p. 159.

(2) Je ne sais si la phrase suivante, contenue dans une lettre écrite à Lafàisse par le marquis de Saint-Privat, le 7 décembre 1669, se rapporte à l'instance relative à la vérification de sa noblesse ou au protestantisme :

« Je me suis occupé de vos affaires : On a fait ce qu'il faut pour vous mettre à couvert des poursuites qu'on se préparait à faire contre vous sur les lieux. M. Pussort est le rapporteur de toutes les affaires renvoyées; je lui recommanderai vos intérêts. »

ainsi que sur les causes, circonstances et progrès d'icelle. On en fait beaucoup de bruit ici et quelques-uns en mettent le nombre à dix mille hommes, ce qui est difficile à croire. »

Le nom de Conrart, dont il a déjà été question à la date de 1658, ne rappelle à beaucoup de personnes que le vers si connu de Boileau. C'était un des hommes les plus modestes et les plus obligeants de son siècle, qui ne refusa jamais à ses amis ni son temps ni sa bourse. Il leur donnait des conseils, leur indiquait les sources où ils devaient puiser pour composer leurs ouvrages, auxquels il faisait accorder des privilèges, et sollicitait des pensions pour les gens de lettres. M. Cousin (1) disait de lui que le reproche d'avoir gardé un *silence prudent* valait mieux que la fertile stérilité de ses confrères.

Son commerce de lettres était fort étendu, non-seulement en France, mais encore à l'étranger (2) ce qui ne l'empêchait pas d'avoir une écriture très-régulière. « Il peint si bien, disait M^{lle} de Scudéry (3), qu'on jouit du plaisir de lire ses lettres, sans que les yeux en aient aucune incommodité, et sans être obligé d'avoir la peine d'en déchiffrer seulement une syllabe. » Collectionneur infatigable, il a laissé une immense quantité de précieux autographes, entassés pêle-mêle et de nombreuses copies. C'est une véritable fosse commune, dit Feuillet de Conches (4); la bibliothèque de l'Arsenal possède une cin-

(1) *La Société française au XVII^e siècle*, chapitres XI, XIII, XV et XVI.

(2) MM. René Kerviler et de Barthélemy, *Valentin Conrart*, 1881, p. 105, 126 et 204.

(3) *Le Grand Cyrus*, t. VII, p. 531.

(4) Feuillet de Conches, *Causeries d'un curieux*, t. II, p. 501.

quantaine de cartons ou de manuscrits provenant de Conrart; la plupart des auteurs modernes qui ont écrit sur le XVII^e siècle y ont largement puisé. Les réponses de Lafàisse s'y trouveraient à coup sûr, si une partie de cette collection n'avait pas été perdue.

Conrart écrivait le 21 juin 1670 : « J'ai reçu votre lettre qui contient la relation de ce qui s'est passé dans le *Vivarets* : Vous m'avez obligé de m'informer de cette affaire; vous me donnez moyen de faire connoistre que ceux de nostre religion n'ont point eu de part à ce soulèvement. Il me semble qu'on en est fort persuadé à la Cour, et l'on y croit mesme que les curez et les moynes y ont eu plus de part que les huguenots : Si cela est, vous le devez savoir. »

Le 15 juillet 1670, il écrivait encore ce qui suit : « Le roy et les ministres ont témoigné que ceux de la Religion n'avoient point eu de part au soulèvement du *Vivarets*; mais si le mal s'étend plus loin, je crains qu'il ne s'en rencontre en quelque lieu, et que toute la hayne ne se répande sur eux, comme sur la partie la plus faible. C'est une étrange malignité que celle du curé qui a inventé une calomnie comme celle qu'il débita mesme contre vous, et il parut bien qu'elle estoit aussi fausse que grossière, puisqu'elle fut détruite en votre absence, par les plus animez mesmes de la communion du calomniateur.

« Cela vous fait voir que ce n'est pas assez de marcher droit, mais qu'il importe d'empêcher les soupçons. . . . Je suis assuré de votre fidélité inviolable au service du roi; elle est connue de tout le monde : Vous avez pourtant bien fait d'en faire assurer le lieutenant de Roy, et peut-estre auriez-vous mieux fait encore de l'en assurer plus-tost vous mesme.

« La grande maladie dont je pensay mourir fut en

1654 ; depuis j'ay esté deux fois hydropique, ce qui m'a presque toujours empêché de marcher : A présent je n'ay plus aucun usage de mes jambes ni de mes bras, car bien que cecy soit écrit de ma main, je ne tiens la plume qu'avec deux doigts estropiez, dont je ne saurois faire autre chose (1). Avant ma maladie de 1654, j'estois travaillé des douleurs de la goutte, les plus violentes qui furent jamais. »

Il est encore question de la révolte de Roure dans une lettre écrite au mois de juillet 1670 par le comte d'Antraigues ; elle est ainsi conçue : « Je vous envoie, afin que vous preniez la peine d'écrire à ces Messieurs qui vous députeront ici, s'ils sont en état de donner des marques essentielles de leur fidélité au service du roi, en se mettant sous les armes pour venir joindre l'armée royale. S'ils se mettent en cet état, ils ôteront les mauvaises impressions qu'on aurait conçues de leur fidélité, et acquerront un grand mérite. Je leur donne ma parole qu'ils ne seront inquiétés ni en leur personne, ni en leurs biens, et qu'au contraire ils recevront toutes sortes de grâces.

« L'armée de Catalogne arrive à la file : Les gardes Suisse et Française sont *au* Montélimar ; les deux compagnies de mousquetaires, à Pierrelatte. L'intendant et M. Lebreton (2) se proposent de faire, au nom de Dieu, une sévère punition des rebelles. Que ceux de notre communion ne se trouvent point embarrassés ; s'ils souhaitent que vous et moi nous nous mettions à leur tête, pour

(1) L'écriture de cette lettre est cependant très-nette et fort régulière.

(2) Les comtes de Castries et du Roure étaient lieutenants-généraux, et Lebreton, maréchal de camp des troupes envoyées contre les rebelles.

donner des preuves de zèle et de fidélité, je promets d'être leur compagnon de fortune et de ne les abandonner point. Rendez-moi une réponse positive et prompte de leur volonté, et puisqu'ils ont fait de si bonnes démarches, qu'ils continuent, je les en conjure, par la communion que nous avons ensemble et par leur salut, qui m'est aussi cher que le mien propre. Je suis, en attendant de vos nouvelles, absolument à vous, Antraigues. Qu'on n'épargne pas les messagers ; je ferai payer tout ce qu'on leur promettra. »

Le comte d'Antraigues, qui songeait toujours à se procurer un commandement effectif, écrivait, de Paris, le 13 février 1671 : « Pour ce qui regarde M. de la Chaux (1) ; je crois qu'il n'y aura rien à faire, car il estime beaucoup son escadron, et je crois qu'il faudra qu'il le donne pour très-peu de chose, car le dernier, qui avait été vendu vingt-cinq mille francs (2) sur le pied de régiment, n'a été baillé (par le ministre ?) que sur le pied de compagnie avec commission de capitaine, et l'on croit que le roi s'est expliqué qu'il ne veut point donner d'agrément de mestre de camp (colonel).

« Si cela est, ceux qui vendront seront bien heureux d'en trouver dix mille francs. J'avais presque conclu un

(1) C'était, soit Alexandre de la Tour (du Pin de Montauban), marquis de la Chaux, seigneur d'Allex, nommé maréchal de camp en 1672, marié à Justine-Lucrèce du Puy-Montbrun ; soit Louis, son frère, marquis de Soyans et baron de la Chaux, filleul de Louis XIII, brigadier, marié en 1673 avec Marie-Magdeleine de Truchet.

(2) En 1671, la livre avait une valeur intrinsèque de 1 fr. 88, et en 1636, le franc valait une livre et sept sols. Sous Louis XIV, la valeur de la pistole a varié de dix à onze livres (N. de Wailly, p. 174, 228).

marché, car cent ou deux cents pistoles de plus faisaient l'affaire, mais cela m'a fait rengainer, et sans une commission de mestre de camp, je n'en voudrais pas pour rien. »

D'Antraigues ajoutait le 18 du même mois : « Je ne pense pas que vous fassiez rien avec M. de la Chaux ; il croit que les emplois se vendent comme il y a trois ou quatre ans. Cela n'est plus sur le même pied, et même on ne donne point d'agrément (autorisation), à moins que ce soit par la considération de l'acheteur. Le roi même ne veut point donner de commission de mestre de camp, ce qui rabattra fort du prix des escadrons, qui ne se vendront pas quinze mille francs.

« Sur ce pied néanmoins si M. de la Chaux en faisait bon marché, cela veut dire moins de vingt mille francs, je tâcherais d'obtenir les agréments. On me veut faire accroire de chez M. de Louvois qu'on me les donnerait, même avec commission de mestre de camp, car sans cela je n'en voudrais pas. Je suis en quelque traité (pour parler) du régiment de Grancey (infanterie), c'est-à-dire que j'en ai bon marché. Au cas où je ferais quelqu'affaire d'un côté ou de l'autre, j'aurais besoin de deux mille écus ; écrivez à M. de la Roche (1) pour savoir s'il serait en état d'établir une partie comme cela, sans lui nommer personne. »

Le 19 juillet 1671, d'Antraigues écrivait, de Paris : « Me voici de retour de mon voyage de Bourgogne. Je n'ai plus trouvé mon frère, qui a été miraculeusement

(1) René de la Roche de Grane, marié à Justine de Vaulserre des Adrets, frère de Madame de Chabrières, dont il a été question, ou peut-être Paul, père de René.

Le grade de colonel, accordé en 1651 à Trophime, comte d'Antraigues, était provisoire, comme on l'a vu, et son régiment ne tarda pas à être licencié.

conservé dans le plus grand danger du monde et le plus imprévu. Je le crois à la Bastide. »

Le comte de Dona fut remplacé, en 1660, comme gouverneur d'Orange, par M. de Gault, qui eut lui-même pour successeur Étienne de Milet, seigneur de Mesmay, lequel mourut peu de temps après. Son successeur fut Jean-Henri de Berckhoffer-Wasserbourg (1), d'origine allemande, d'abord lieutenant du gouverneur. Il avait épousé Françoise, fille de Charles de Veilheu, de Romans, veuve de Gaspard de Virieu, dont il eut une fille, Henriette, dame de Buffières, fief qu'elle apporta à son mari, Gabriel-Joachim du Puy, comte de Murinais, de Vienne, mort en 1757.

Berckhoffer commandait encore la ville, au nom du prince d'Orange, lorsque la Hollande confisqua le fief de Berg-Op-Zoon qui appartenait au comte d'Auvergne. Louis XIV lui donna, à titre de représailles, la principauté d'Orange, et envoya, pour s'en emparer, le comte de Grignan, qui se rendit sur les lieux à la tête d'une partie de la noblesse de Provence et de quelques troupes. Berckhoffer, après avoir essuyé plusieurs volées de canon, remit le château en 1673 (2).

La lettre suivante, écrite le 25 mai 1671 par Lafàisse, qui en avait conservé la copie, à M. du Bois (3), général

(1) Le nom de Berckhoffer est orthographié de plusieurs manières par les historiens : Je me conforme à la signature des lettres autographes.

(2) *Mémoires de Madame du Noyer*. 1741, p. 9 et 11 ; — *Les larmes de Pineton de Chambrun*, p. 39, 41, 43, 53 ; — *Congrès archéologique tenu à Avignon en 1882*, p. 617.

(3) Il appartenait sans doute à la même famille que Marc du Bois, seigneur de Pécoulet, qui habitait Orange en 1785.

de la monnaie (1) à Orange, est relative à Berckhoffer et au comte de Dona. « Le prince d'Orange veut nommer un gouverneur, mais il n'offrira cet emploi à personne avant de savoir si le comte de Dona veut l'accepter de nouveau ; on attend qu'il revienne de Prusse. Il serait convenable d'envoyer à son Altesse un député au nom des trois Ordres et même du Parlement. Cette démarche déciderait peut-être le comte à reprendre cette charge, et lui ferait oublier tous les déplaisirs qu'il a éprouvés. La princesse douairière désire avec passion qu'il retourne à Orange et qu'il exerce la charge de gouverneur jusqu'au jour où le comte Alexandre, son fils aîné, sera en âge de le remplacer. »

Lafaisse écrivit le même jour à M. Taradel, à Orange, une lettre analogue, et reçut une missive dans laquelle la comtesse de Dona le priaît d'aller sur les lieux, pour agir. Dans une note du 16 décembre 1671, se trouve la phrase suivante qui paraît s'appliquer à Berckhoffer : « De même que vous, je suis surprise de l'hypocrisie du lieutenant, et sa mauvaise conduite me fait pitié. »

Du Bois écrivait le 6 janvier 1672 à Lafaisse, pour le prier de continuer ce qu'il avait si bien commencé. « Le petit nombre des malintentionnés est toujours dans l'appréhension qu'elle réussisse, se servant de tous les stratagèmes imaginables pour la traverser. Ne vous lassez pas de solliciter le comte ; vos lettres feront un très-bon effet. » D'après la copie d'une lettre écrite à cette époque par M.

(1) Les ustensiles employés à la fabrication de la monnaie furent vendus à Montpellier lorsque le prince de Conti devint seigneur d'Orange en 1702 (Bastet, p. 247).

Sausin (1), greffier du bureau du prince, à Orange, à M. de Buisero ou de Busero, secrétaire des commandements du prince, beaucoup d'habitants désiraient vivement la réintégration du comte de Dona, comme gouverneur. Plusieurs lettres de la comtesse (2) sont relatives aux affaires d'Orange; les faits qu'elles mentionnent ne rentrent pas dans le cadre que je me suis tracé.

(A continuer.)

BON DE COSTON.

(1) Nobles Jean et Christophe de Sausin, de la même famille, habitaient Orange vers 1715; Louis était conseiller au parlement de Grenoble en 1758; Philippe-François, né en 1756, nommé évêque de Blois en 1823, est mort en 1844. M. de Sausin épousa en 1778 la fille de M. de Drevon, conseiller au parlement d'Orange. Cette famille paraît s'être éteinte dans la personne de la nièce de l'évêque, mariée vers 1805 avec le baron du Bois de Saint-Jean, d'Orange.

(2) Elle devait aller à Vals, pour prendre les eaux, mais la difficulté du voyage la fit renoncer à ce projet. Jusqu'en 1684 il n'existait en Vivarais, pays si accidenté, que des sentiers à peine praticables pour les piétons (*Archives*, C, 755). La comtesse priait Lafàisse de lui procurer quatre chevaux pour porter ses gens, et autant d'hommes qu'il croira nécessaire pour la porter elle-même.

EXPÉDITION

projetée par le comte de Provence

CONTRE LA VILLE DE GAP

en 1415.

La division de la souveraineté de la ville de Gap entre le Dauphin, le comte de Provence et l'évêque, fut jusqu'au XVI^e siècle l'occasion de luttes incessantes. Suivant que l'évêque de Gap prenait fait et cause pour le comte ou le dauphin, le parti qu'il embrassait devenait immédiatement le plus fort, et les Gapençais qui ne cherchaient qu'à se soustraire à l'autorité de leurs suzerains, refusaient de rendre hommage à celui d'entre eux qu'ils avaient le moins à redouter, sûrs de trouver protection auprès des deux autres.

C'est en se livrant à ce jeu de bascule entre le comte de Provence et le Dauphin, que les évêques de Gap, le fait est surabondamment démontré, purent parvenir à conserver jusqu'au XVI^e siècle une certaine indépendance et une autorité assez grande dans leur ville épiscopale.

La politique des Dauphins relativement à la ville de Gap est également fort intéressante à étudier. D'abord simples vassaux du comte de Provence, privés de toute juridiction dans le chef-lieu du Gapençais, ils en arrivent peu à peu à évincer leur suzerain ; puis ils créent à Montalquier, à la porte de la ville qu'ils convoitaient, un châtelain chargé spécialement de vexer l'évêque, d'em-

piéter sur ses droits et de ne négliger aucune occasion de s'ériger en protecteur de ses sujets rebelles. Toutes les circonstances sont mises à profit pour prendre pied dans la ville de Gap ; le Dauphin achète les propriétés qui y sont à vendre, la juridiction de police exercée par les consuls, les juridictions appartenant à des particuliers, et contraint enfin l'évêque à permettre à un magistrat delphinal d'exercer son office côte à côte avec ses propres juges. Un siècle ne s'était pas écoulé que, par une série d'usurpations savamment graduées, les magistrats du Dauphin avaient attiré à eux toutes les causes et à peu près évincé l'évêque de son droit de justice.

Toutes les péripéties de cette lutte séculaire ne sont certainement pas encore connues, mais nous en savons assez pour affirmer qu'elle donna lieu à des prises d'armes en 1267, en 1282, en 1302, en 1350, en 1382, etc. et qu'au cours de ces événements la ville de Gap fut assiégée et prise plus d'une fois.

J'ai découvert dans les archives de l'Isère quatre lettres missives relatives à une expédition qui fut préparée en 1415 par Louis II, roi de Sicile et comte de Provence, contre la ville de Gap, mais qui resta heureusement à l'état de projet. Cet incident est demeuré inconnu aux historiens du Dauphiné et de la Provence que j'ai consultés, à Chorrer, à Gauffridi, à Bouche, à Nostradamus et à Papon.

L'évêque qui occupait alors le siège de Gap, était Léger d'Eyrargues, chancelier du comte de Provence et conseiller du Dauphin. Le *Gallia* nous apprend qu'il encourut la disgrâce du comte et que les biens qu'il possédait en Provence furent saisis. Gautier dans son *Histoire de Gap* fixe cet événement à 1415 et lui assigne pour cause le refus qu'auraient fait les Gapençais de prêter hommage à leur suzerain, refus dans lequel ils auraient été encouragés par



leur évêque. Les quatre documents qui vont suivre permettent de reconstituer en partie les événements tels qu'ils ont dû se passer.

Dans le premier semestre de 1415 les habitants de Gap, poussés par leur évêque et probablement aussi par les officiers du Dauphin, refusent de rendre hommage à Louis II, comte de Provence ; ce prince dans le courant du mois de juin, assemble des troupes et se prépare à venir mettre le siège devant Gap. Les conseillers delphinaux en préviennent en toute hâte Louis I, Dauphin et duc de Guienne, et envoient au comte de Provence le bailli du Gapençais pour le prier de ne point donner suite à des projets qui ne peuvent recevoir leur exécution sans porter atteinte aux droits du Dauphin, leur maître, et à ses sujets du Gapençais.

Le comte de Provence leur répond le 27 juin qu'il ne veut en aucune façon empiéter sur les droits du Dauphin ; qu'il prétend châtier seulement ses propres sujets ; que du reste il les engage à ne pas chercher à traverser ses desseins car sans doute ils seraient désapprouvés par le Dauphin.

La bailli du Gapençais en faisant son office auprès du comte de Provence avait soigneusement examiné ce qui se passait, aussi s'empresse-t-il d'en rendre compte le 30 juin au conseil delphinal en lui envoyant la lettre du roi de Sicile.

Le 19 juillet le Dauphin écrit à son tour à ce prince pour le prévenir qu'il ne souffrira point que ses sujets soient opprimés et forcés à loger des troupes étrangères. Le 26 du même mois l'évêque de Gap prend la route d'Avignon où était le comte de Provence, pour essayer de désarmer sa colère.

Le même jour Guillaume de Mévouillon, lieutenant du gouverneur du Dauphiné, qui lui-même arrive d'Avignon

expose au conseil delphinal ce qu'il a vu et comment il a travaillé à faire avorter les vellétés guerrières de la cour de Provence. Il a suscité des oppositions dans le corps de la noblesse et a cherché à effrayer les sujets du roi de France, qui avaient pris du service dans les troupes provençales, sur les conséquences que pouvait avoir pour eux leur intervention dans cette affaire qui déplaisait beaucoup à leur maître. En même temps, un agent est envoyé à Nyons pour surveiller la marche des troupes de Provence si elles s'ébranlent, et un autre retourne à Avignon porteur de nouvelles propositions dont la teneur n'est pas connue.

Il paraît que les projets guerriers du comte de Provence ne tardèrent pas à être abandonnés ; ils éprouvèrent sans doute de l'opposition de la part même du conseil de ce prince, qui hésita à se mettre sur les bras une fâcheuse affaire avec le Dauphin. Peut-être en outre quelques soumissions apparentes des citoyens de Gap l'apaisèrent elles et l'évêque seul fut puni pour avoir donné de pernicioeux conseils aux Gapençais. Encore est-il fort probable qu'il avait agi dans toute cette affaire parfaitement d'accord avec ses collègues du conseil delphinal. Ce qui tend à le démontrer c'est que le Dauphin lui accorda bientôt après (1418) une grosse pension de mille livres tournois, pour l'indemniser sans doute de la saisie de ses terres de Provence.

Les quatre documents qui suivent ne portent pour date que le jour du mois auquel ils ont été écrits, mais une note marginale inscrite à côté du premier d'entre eux est ainsi conçue : *Hec fuerunt de anno Domini M^o IIII^o XV*. Cette mention paraît devoir être exacte car le Dauphin Louis I^{er} mourut à Paris le 18 décembre 1415 et c'est cette même année que l'évêque de Gap fut disgracié par le comte de

Provence pour n'avoir pas défendu ses intérêts auprès des Gapençais.

Les documents qui portent les numéros I, II et IV sont conservés dans un registre des archives de l'Isère ; la copie est à peu de chose près contemporaine de l'époque où les événements eux-mêmes se sont passés. (1)

La lettre du dauphin Louis I (n° III) est conservée dans le même fonds, mais elle est écrite sur une feuille volante ; la copie est du même temps et probablement de la même main que les autres. Les lettres missives du dauphin Louis sont d'une extrême rareté.

Outre l'intérêt historique que présentent ces documents on remarquera que l'un d'eux, la lettre de Pierre Gandelin, est écrite en patois et nous donne un spécimen du langage parlé à Gap en 1415.

J. ROMAN.

I. — Au conseil delphinal.

Très chiers et bons amis, nous avons receu les lettres que escriptes avés, par le pourteur de cestes, et veu le contenu d'icelles ; sur quoy vous respondons que vous ne devés fayre doubte que ne vueillons garder les drois, biens et profis de monsieur de Guienne, daulphin de Viennois, autant que les nostres, et l'avons tousjours fait et ferons, si Dieux plaist. Et si aucune chose avions à faire, nous le ferions sur noz subjetz, desquels ne vous devés empescher en aucune manière, ne ne povons panser que le vouldissiez faire, car si vous le faisiez nous sommes certains que ce

(1) Chambre des Comptes, Gapençais. Pièces non inventoriées.

seroit contre la volonté de mondit seigneur, et ne nous viendrait à plaisir. Et si aucune chose voulez, que nous puissions, signifiez le nous, car volentiers l'acomplirons. Très chiers et bons amis, nostre seigneur soit garde de vous. Escript à Villenove près Avignon le XXVII^e jour de juing.

LOYS.

J. MICHEL.

II. — Ad très honorables et poyssans seignors de conseil de monseignour le Dalphin.

Très honorables et chers senhors, yeu me recomande a la vostre manificiencia tant come yeu pueis. Sapiés, seignors, que you ay recepu vestres letres, lasquels vistas et la contenue d'icelles yeu les ay manda en exequcion lo mies que j'ay pogu, et coma vous ay scrichs las autras letres, you ay porta, comme en aquelles se contenia, al tres aut [et] poissant prince le rey de Jherusalem et de Cecille, lequels vous escrieu comma vous poyez veire en sas letres, lascals vous mande per lo portor de las presens, perque, messeignors, vistas toutes aquestes chausas, plassa vous de proveir del meilleur remede que se pourra proveire por la villa, car autrement la villa en reportera grant damage, e mays mon seignor le Dalphin et tota sa terra. Sapias, messenhors que you non ay pogu aver la presenca del rey, quar j'ay entendu que el non a pouchagia car je ay porta aquestas letres, per so car il avia perpausa de parler a me, devant qu'el el saupessa que you portessa aquestas letras ; ay en grant dangier resposta. (1) Après j'ay entendu que le

(1) Sachez, messeigneurs, que je n'ai pu avoir la présence du roi, car j'ai entendu (compris) qu'il n'était point aise que j'eusse

rey manda venir davant Gap pour metre lo sége, am tota Prouvença, lalcal a manda coma se recontre et pence que il soient davant Gap dimeicies o dijois. Autra chosa non vous scribe à present, mas le veray filli Diou vous aya tretous en sa garde. Script à Gap le XXX de jun. Le toi vostre servitor.

PEYRE GANDELLIN. (1)

*III. — A très haut et puissant prince,
nostre très chiers et très amé cousin,
Loys, par la grâce de Dieu roy de Sicile,*

Loys, ainsné fils du roy de France, duc de Guienne, daulphin de Viennoys, salut et dilection. Très hault et puissant prince et nostre très chier et très amé cousin, il est venu à nostre cognoissance que vous mectés sus certaine quantité de gens d'armes pour aller devant la ville de Gap et porter dommage aux habitans d'icelle ville et du territoire ; ne savons à quelle cause ne qui vous meut, mais pour ce que lesdiz habitans d'icelle ville sont en la protection et sauve garde de monseigneur (2) et de nous,

porté ces lettres, par ce que il avait proposé de parler a moi avant qu'il sut que je portasse ces lettres ; j'ai en grand danger (ce n'est pas sans difficulté que j'ai) eu reponse.

(1) Pierre Gandelin, seigneur des Piles dans la Drôme, avait acquis en 1408 de l'évêque de Gap le quart de la seigneurie de Châteauneuf sur Tallard, en 1390 il fut bailli des Baronnie ; en 1410 du Gapençais et l'était probablement encore en 1415. C'est lui qui fit construire entre les communes de Tallard et de la Saulce la grande auberge qui porte le nom des Piles.

(2) Le roi de France.

et que entre nous et lesdiz habitans a certaines pactions et connevances par lesquelles nous leurs devons et sommes tenus bailler secours, conseil et aide, et de ce sont requis nos officiers dalphinaulx, et que une partie de ladicte ville est tenue de nous, et la plus grande partie du territoire d'entour d'icelle du propre patrimoine de nostre Dalphiné; et que ou territoire de la dicte ville de Gap n'a aucuns villages pour logers des gens d'armes, et est nostres dit pais du Dauphiné, près d'icelle ville, tout en villages, parquoy le plus grant dommage porroit cheoir sur nous et nos subgiés, en quoy nous prandrions grant desplaisir; et y voulons biens obvier, et pour les causes dessus dictes, la dicte ville de Gap et les habitans d'icelle préserver d'oppression et des dommages qu'ils porroient avoir et soustenir se vous faisiez sur eulx aucune emprise, nous vous prions et requérons en toute affection, comme sachans que aucune chose ne vouldriez faire à nostre desplaisir, que vous vous vueillez despartir de procéder, ou faire procéder par voye de fait ou de guerre, à l'encontre de ladicte ville et habitans d'icelle, et que vous députés aucuns de voz gens pour estre et convenir avec aucuns des nostres, que pour ce nous députerons, lesquels ensemble auront advis à la matière et aux choses pour lesquelles avez cause de vous douloir de ceulx de ladicte ville de Gap, et y pourveiront et en ordeneront par telle manière que vous en devrés estre content; et à cest appointment vous vueillés de présent arrester, en nous faisant savoir de vostre estat. Et s'aucune chose voulez par devers nous et nous le ferons très volentiers. Très hault et puissant prince, nostre très cher et très amé cousin, le Saint-Esprit vous ait en sa sainte garde. Escript à Paris le XIX^e jour de juillet.

Loys.

*IV. — A mes très chiers et honorés messires
du conseil de monseigneur le daulphin
demourant à Grenoble.*

Très chiers et honorés senheurs, playse vous asavoir que al partir de Valence je m'en alay en Avinhon, et trou-vay le roy Loys à Villenove et si li diz les choses pourcoy je estois alés devers ly. Et depuis après je trovay le sire de Arpaio (1) qui me dit que il voloit venir à Gap contre la ville du commandement du roy Loys, et je ly dis que il me despleysoit fort que il eust telle comeccion, pour ce que il estoit vassal du roy, et la ville de Gap estoit en protection et en salvegarde de monseigneur le Daulphin, et encore que monseigneur le Daulphin y avoit senhorie dedans ladicte ville, et que il en pavoit avoir en temps avenir dommage et vergonie, dont en vérité il fut mout esbais. Et mon dit celluy qui avoit mis en teste au roy de aler contre ladicte ville de Gap, car le roy Loys n'avoit point en entencion la chose, ce ne fust aucun, lequel je vous diray la première foys que je vous veiray, lequel ne fusset point entremis de l'afère ni de pourchasser eissa. (2) Et mon filh estoit ès gages du roy Loys en la compagnie du dit sire de Arpaio, mes encontenant je le fis casser et l'ay amené en ma compagnie, dont ledit sires de Arpaio en fut tous esbays, et me dit que à son poyer il feroit rompre

(1) Hugues III, seigneur d'Arpajon et de Caumont, vicomte de Lautrec, il était fils de Bérenger et de Delphine de Roquefeuil. Il fut chambellan du dauphin (1408), et vivait encore en 1434.

(2) *Eissa*, ici. Cette phrase paraît du reste incomplète ; le sens est que si une certaine personne ne s'était point mêlée de cette affaire le roi, n'y eut point songé.

l'emprise. Et si en parlay je al senescal de Prouvanse et autres gens du roy Loys, disans que n'estoit point bien conscillié, et an vérité on avoit fait entendre au roy choses qui seroient impossible de aduyre (1) à fin. L'évesque de Gap est passés oujourd'huy pour Sisteron et s'en veit tout tirant vers le roy Loys pour faire rompre le fet se il puet, segont que il a dit à ceulx que li ont parlé quar je ne li ay point parlé. Quant je partis d'Avignon je manday par Gerenton de Alauson (2) à Nyons et à Sainte Jalle pour la réduction, quar il avoit emprys y passer, et si est bien avisé le pais de par desa. Je leysay deus de mes servitours pour savoir quant les dictes gens venioient, et le un doit venir vers moy encontenant et l'autres doit venir avecques eulx jusques à Nyons, lesquels ne sont encores venus. Le sires de Venteirol (3) et aucuns gentis homes de Prouvance et de Sisteron ont esté devers moy et an vérité sont mout courocé de ceste emprise, quar voient bien que ne puet estre que dommage de eulx et de tous les veisins, et ont mandé devers le roy Loys pour ce que la chose ne vienne plus avant, et son partis oujourd'huy. Je m'en fusse alés devers vous comme je vous avoye script meis je atandray la fin de ceste chose et y feray tout le bien que je pouray pour le bien du pais. Pierre Gandelin m'a script à jourd'huy que il s'an veit devers le roy Loys pour faire les choses que vos li avés mandé et me samble que vous avés

(1) *Adure*, en patois amener ;

(2) Seigneur en partie de Ribeyret dans les Baronnies, il était fils de François d'Aulauson.

(3) Baudon d'Oraison, seigneur d'Oraison et de Venterol, vicomte de Cadenet ; par sa femme Bellette de Venterol il possédait la seigneurie dont il portait le nom (1398-1452).

eu très bon avis. En Prouvence ne se fet nul autre asem-
blement de gens; quar je en say bien la vérité; quan il y
aura autre chose de novel je le vous feray asavoir à mon
poer (1). Autre chose ne vous escri, meis Dieux soit garde
de vous. Escript à Ribiers (2) le XXVI de juilhet.

Le tout vostre

GUILLAUME DE MEULLON (3)

J. ROMAN

(1) A mon pouvoir.

(2) Ribiers, chef lieu de canton (Hautes-Alpes) limitrophe de la
Provence.

(3) Guillaume de Lachau-Mévouillon, fils de Guillaume, co-
seigneur de Ribiers et de la Val-de-Barret. Il mourut sans postérité,
le fils dont il parle dans sa lettre étant mort probablement avant
lui. Il était lieutenant du gouverneur du Dauphiné dans les trois
bailliages des montagnes et commandait à une compagnie d'hommes
d'armes.



GÉNÉALOGIE

DE LA

MAISON DE RABOT

(SUITE. — Voir la 70^e, 71^e et 72^e livraison).

De ce mariage il n'y eut que deux filles, scavoir Joachine et Louise Coct. Joachine fut mariée a noble Mary de Montaynard, seigneur de La Pierre, sorty de l'ancienne maison des Montaynard, quy mesme avant les Dauphins estoit desja fort considerable dans la province du Dauphiné et dont il y a eu des grands chambellans de France (1), et de ce Mary de Montaynard et Joachine Coct sont sortis quatre fils, une fille. Le premier des fils fust noble Mary de Montaynard, seigneur et baron de Monfrein, pere de messire Hector de Montaynard, marquis de Montfrein et senechal de Nismes et de Beaucaire. Le second desd. fils est noble Guy de Montaynard, seigneur de Chastellard et de La Pierre, quy a espousé damoiselle Allemande de Pasquiers, dont il a plusieurs enfants. Le 3^e estoit chevalier de l'ordre de St-Jean de Jerusalem, et le 4^e est le sieur de Lusson. La sœur desd. quatre freres est Clemence de Montaynard, mariée a noble Nicolas de Langon (2), pere de François Langon, seigneur de Montrigaud,

(1) Au sujet du mariage de Joachine Coct avec Mary de Monteynard, voir la note insérée dans l'*Armorial*, p. 433.

(2) L'*Armorial* l'appelle Louis de Langon.

lequel a espouzé Therese de Boffin d'Argenson, fille de messire Felicien Boffin, advocat general au parlement de Grenoble et de dame Jeanne de la Croix Chevrières, dame de Revel. — La seconde fille desd. Louis Coct et Jeanne Rabot a esté mariée a noble (*Georges*) de Guiffrey, sieur du Fraisne (1), descendu ~~de l'ancienne maison des Guiffrey~~, dont sont sortis de grands personnages, et entre autres le brave **Guiffrey**, sieur de Boutières, quy fut lieutenant du Roy dans le Dauphiné, **et a com-**mandé en chef l'armée royale en Piedmont, du temps de François 1^{er}, et fist des merveilles.

La quatriesme fille dud. Laurent Rabot estoit Meraude Rabot, que messire Abel de Loras espousa en secondes nopces, car il avoit espousé en premieres nopces Antoinette de Loras, fille unique et heritiere de Messire de Loras, seigneur de Montplaisant et de Bellacueil, quy estoit une autre tige de la famille de Loras (2). Led. Abel de Loras, par le moyen d'Antoinette de Loras sa femme, devint seigneur de Montplaisant et de Bellacueil, et fust chevalier de l'ordre de St-Michel. Il se rencontra aux batailles de Jarnac et de Montcontour, et de sad. femme Antoinette, il n'eut que deux filles, scavoir Enemonde de Loras, quy fust mariée a noble Falques Rabot, et Claudine de Loras, quy fust mariée a noble Louis Cogne, seigneur de Crapounoux (3), lequel n'eut qu'une fille, quy

(1) Georges de Guiffrey, seigneur du Freney, épousa Clémence Coct. Cette famille qui appartient à l'ancienne noblesse, s'est acquis une glorieuse renommée dans les annales de la province ; on trouve les Guiffrey sur presque tous les champs de bataille. On disait en Graisivaudan *Sagesse de Guiffrey*, comme on disait *Prouesse de Terrail*, *Charité d'Arces*, *Amitié de Beaumont*, etc. Voir sur Guignes Guiffrey, plus connu sous le nom de Boutières : ROCHAS, t. I, p. 432 ; BRISARD, t. I, p. 127.

(2) Abel de Loras, d'une *des plus anciennes maisons du Dauphiné*, dit Vidal, servit d'abord comme archer dans la compagnie d'ordonnance de Gordes, avec Lesdiguières. Cette famille a fourni de grands capitaines.

(3) Claudine ou Claude de Loras épousa Louis Cognoz, seigneur de Craponnod ; elle n'eut qu'une fille, Antoinette de Cognoz, dame de Craponnod et de Clème, mariée à Artus de Vachon.

fust mariée a noble Arthus de Vachon, seigneur de Belmont, pere du sieur conseiller de Belmont (1). Lad. Antoinette de Loras institua son heritier led. Abel de Loras son mary, a l'exclusion de ses filles, et apres sa mort, led. Abel de Loras seremaria, comme nous avons dit, a lad. Meraude Rabot, par contract de mariage du 11 novembre 1560, receu par Benoist Rognin, notere de St-Marcel, par lequel contract il se voit que les mesmes Laurent, Meraude et Clemence constituerent en dotte a lad. Meraude la somme de deux mil escus d'or sol et cent escus de robbes nuptialles. — De ce mariage sont issus deux fils et deux filles. L'aisné des fils fust noble Abel de Loras, seigneur de Montplaisant, quy espousa Marguerite de Beaupré, fille du sieur de Beaupré (2), du chef de laquelle il devint seigneur de Chamagnieu et en eut trois fils, scavoir le sieur de Chamagnieu, le sieur du Says, et le sieur du Vernas. Le second fils dud. Abel de Loras fust noble Claude de Loras, seigneur de Bellacueil ; des filles, Marie de Loras fust mariée au baron de Servieres, et la seconde fust mariée dans la maison de Montferrat. Led. noble (Artus de Loras), sieur de Chamagnieu, espousa, en premieres nopces, la fille du sieur premier president Frere, dont il n'eut point d'enfant, et en secondes nopces la damoiselle du Villars (3), dont il a eu deux fils, l'aisné desquels a espousé damoiselle de St-Jullien.

La cinquiesme fille dud. Laurent fust Agnes Rabot, mariée

(1) Ennemond de Vachon, seigneur de Belmont, nommé conseiller le 5 novembre 1626.

(2) Marguerite du Pré, et non Beaupré, fille naturelle légitimée de François du Pré, seigneur de Chamagnieu, Bourgoin, Ruy, etc. Comme son père ne laissait pas d'autre enfant, elle porta toutes les terres de sa famille à son mari Abel de Loras. Ils en prêtèrent hommage au roi le 13 novembre 1598.

(3) Claire de Villars, fille de Balthazard de Villars, prévôt des marchands de la ville de Lyon, qui mourut en 1627, ne laissant que trois filles : Hélène, femme de Pierre de Sève ; Éléonore, mariée à Humbert de Chaponnay ; Claire, épouse d'Artus de Loras.

a noble Arthaud de Virieu (1), seigneur de Ponterrays et de la maison forte de Torchefelon, a laquelle les mesmes Laurent, Meraude et Clemence constituerent la mesme dotte qu'a Meraude sa sœur, scavoir la somme de deux mil escus d'or sol et cent escus d'or de robbes nuptialles, comme appert par contrat de mariage du 25 mars 1565, receu par Estienne Charmeil, notaire. De ce mariage sont issues deux filles : la première fust Clemence de Virieu, quy fust mariée a noble Bertrand de Torchefelon, seigneur de Mornas (2), et la seconde fust Louise de Virieu, qui fust mariée a noble Jacques de Blanville.

Led. Laurent Rabot, apres s'estre marié, comme nous avons dit, a lad. Meraude d'Aurillac, du chef de laquelle il succeda a tous les biens du president d'Aurillac, qui estoient fort considerables, il exercea sa charge de conseiller avec beaucoup d'honneur et eut aussy des beaux emplois, car en l'année 1535, François de Saint Paul, comte d'Estouteville, prince de la maison d'Orleans (3), employa led. Laurent Rabot avec mes-

(1) Les annales dauphinoises mentionnent des personnages de cette maison dès les premiers temps de la féodalité. Il y avait plusieurs branches dans cette famille. Artaud de Virieu, qui épousa Agnès Rabot, appartenait à celle des seigneurs de Ponterrays.

(2) L'*Armorial*, p. 734, dit que Clémence de Virieu épousa Henri de Torchefelon, fils de Bertrand et de Diane de Tholon de Sainte-Jalle.

(3) François de Bourbon, comte de Saint-Paul et de Chaumont, troisième fils de François de Bourbon-Vendôme et de Marie de Luxembourg, né à Ham le 6 octobre 1491. Il accompagna François I^{er} en Italie et fut fait chevalier par Bayard, après la bataille de Marignan. Il se trouva à la bataille de Pavie (1525), où il tomba entre les mains de l'ennemi, mais étant parvenu à s'évader, il fut pourvu du gouvernement de Dauphiné le 7 mai 1526, et le 27 juillet de l'année suivante fut créé pair de France, pour assister au procès criminel du connétable de Bourbon. On le retrouve bientôt en Italie, avec le titre de lieutenant général du roi; il est de nouveau fait prisonnier et rentre en France après la paix de Cambrai (1529). Il prit une part glorieuse à la guerre déclarée au duc de Savoie en 1536. Enfin en 1543, il suivit le Dauphin dans une expédition en Luxembourg et en Picardie. Il mourut à Cotignan, près de Reims, le 1^{er} septembre 1545. Il avait épousé, le 9 février

sire Jean Sansonnier, président aud. parlement (1), pour faire une sentence arbitrale entre noble Jean de Berenger, sieur de Pipet (2), et noble Jean de Combourcier, seigneur de St. Eusebe et de Beaumont (3), quy despuis longtemps estoient dans un grand proces, qui fust terminé par ces deux arbitres. L'extraict de lad. sentence est parmy les papiers du sieur de Veycilieu.

En l'année 1539, le mesme Laurent presta hommage en la chambre des comptes de ses terres de Veycilieu, d'Hupie et de Cornillon et de sa maison forte de Fontaisne, comme il se voit par un extraict dud. hommage, quy est aussy entre les papiers dud. sieur de Veycilieu, et qui contient le denombrement de ses biens despendans desd. terres.

En l'année 1540, ledit Rabot fust, comme nous avons desja dit, porter dans la ville d'Abbeville, ou estoit le roy François I^{er}, des ordonnances locales et particulieres pour ceste province, et que led. Laurent avoit lui mesme brevetées par l'ordre du par-

1594, Adrienne d'Estouteville, avec la condition de porter le nom, le cri et les armes de la maison d'Estouteville. Marie, sa fille, épousa en troisièmes nocces Léonor d'Orléans, duc de Longueville, le 2 juillet 1563. ANSELME, t. I, p. 326-7.

(1) Jean Sainxon, Sanxon ou Samxon, ainsi qu'il signait, était président du parlement en 1537; c'est de son temps, en 1539, qu'on créa un second président. Il mourut en 1541.

(2) Il est probablement question ici de Gabriel Bérenger, seigneur de Pipet, qui avait épousé Marguerite de Combourcier.

(3) Jean de Combourcier appartenait à une ancienne et illustre famille, divisée alors en quatre branches. Humbert de Combourcier, seigneur de St-Eusèbe et de Beaumont, acquit en 1535 la terre de Falavier; il testa le 7 mars de la même année, faisant des legs à Marguerite, Madeleine et Ennemonde Bérenger, ses petites-filles, nées de Gabriel Bérenger, seigneur de Pipet, et de noble Marguerite de Combourcier, à Ennemonde et Jeanne de Jouffrey, ses autres petites-filles, nées de noble Henri de Jouffrey et de Jeanne de Combourcier, à Suzanne de Combourcier, sa fille, femme d'Henri de Moustier, seigneur de Ventavon; il institue pour ses héritiers universels Jean et Guigues de Combourcier, ses fils, qui furent mis en possession des terres de Ratier et Falavier en 1544. (Archives de l'Isère, B, 3068.)

lement, lesquelles furent de la sorte approuvées par ce roy et registrées au parlement.

En l'année 1541 et le 16 juin, le mesme Laurent Rabot transigea avec damoiselle Jeanne Terraille, fille du chevalier Bayard, qu'il eut d'une damoiselle de Mylan, a laquelle il avoit promis mariage (1), tant a son nom que comme tutrice et administratresse de nobles Pierre et Jean de Bocsozel, ses enfans (2), pour raison de la succession d'Eydoches, auquel sieur d'Yllins fust donné par lad. damoiselle, en payement, le pré appelé Bayard, situé au mandement de St. Martin d'Here, lad. transaction receue par Ennemond Amebert, et ce mesme pré a esté du despuis vendu a noble Claude de Fustier, secretaire au parlement, pere de messire François Fustier, president aud. parlement de Grenoble, pere de messire Ennemond Fustier, seigneur de la Rochette, aussy conseiller aud. parlement (3).

En l'année 1554 et le 18^e d'aoust, led. Laurent fist échange avec Diane de Poitiers de sa terre d'Hupie avec celle d'Yllins, dans le Viennois, quy luy fust donnée par lad. Diane ; car il faut remarquer que ceste terre d'Yllins apres avoir esté longtemps possédée par ceux des maisons de Guiffrey et de Groslée fust vendue a noble Guy de la Maladiere (4), conseiller du Roy, secretaire de la maison et couronne de France et tresorier ordinaire des guerres, lequel estant demeuré reli-

(1) Cf. VAYRON-LACROIX, *Notice sur le mariage du chevalier Bayard*, dans *Bulletin de l'Académie delphinale*, 3^e série, t. I (1866), p. 25-32.

(2) Jeanne Terrail avait épousé François de Bocsozel-Châtelard. Sur les aventures et la fin tragique de Pierre, l'aîné de leurs fils, voir ROCHAS, t. I, p. 147-8.

(3) Cette famille était originaire du diocèse d'Uzès. Claude Fustier, secrétaire au parlement, testa en 1540. François, son fils, conseiller en 1574, devint premier président en 1591, et mourut le 8 janvier 1628. Ennemond Fustier, fils du précédent, ne laissa que deux filles : Françoise, femme de Jean du Vache, seigneur de l'Albenc, président en la Chambre des Comptes, et Marguerite, mariée à François de Virieu.

(4) Guy de la Maladière avait acquis la terre d'Yllins de Méraud de Groslée, seigneur de Châteauvilain, et en avait rendu hommage le 13 novembre 1541.

quateur au roy de la somme de dix neuf mil quatre cent soixante cinq livres, par la closture du compte qu'il rendit a la chambre des comptes de Paris, et ensuite estant decédé, ses biens furent mis en decret de l'autorité du roy, pour raison de quoy il y eut conflit de juridiction entre la chambre du tresor de Paris et le parlement de Grenoble, pour la vente judiciaire des biens dud. La Maladiere, mais a la requeste du sieur du Bucher, procureur general en ce parlement il y eut evoquation et renvoy de tous les proces meus, tant pour la saisie et main mise faicte par le roy dud. La Maladiere, que pour les demandes des autres creanciers dud. La Maladiere sur les mesmes biens.

En suite de cela, a la requeste du mesme Bucher, procureur general, un nommé Louis le Gros, par arrest de lad. cour, fust estably curateur aux biens jacents dud. La Maladiere.

Après quoy, il fust ordonné par arrest de la mesme cour que les biens dud. La Maladiere, qui avoient esté saisis seroient vendus de l'autorité de la mesme cour, et entr'autres la terre d'Yllins, laquelle fust vendue judiciairement le 26 mai 1554 a Diane de Poitiers, duchesse du Valentinois, estant demeurée la derniere encheriseuze, pour la somme de quatorze mil cinq cents livres. Les decrets et autorités furent interposés sur lad. vente, et noble François de la Colombiere, seigneur de Peyrins, en suite de la procuration quy luy en avoit esté passée par lad. Diane de Poitiers, se mist en possession de lad. terre d'Yllins, le dernier juillet de la mesme année 1554.

Le mesme François de la Colombiere, le 18^e d'aoust suivant, en vertu de la mesme procuration, fist echange de lad. terre d'Yllins en Viennois avec celle d'Hupie, que possedoit led. Laurent Rabot, dans le pays de Valentinois.

En suite de cela, le 20 juillet 1555, messire Jean Palmier, archevesque et comte de Vienne (1), passa don des lods quy

(1) Pierre Palmier, archevêque et comte de Vienne, de 1528 à 1554. Il appartenait à une famille de Lyon, qui pendant trois générations exerça les fonctions de notaire. Cf. LE LABOUREUR, *Les Mazures de l'Isle-Barbe*, t. II, p. 280.

luy estoient deubs pour l'acquisition de lad. terre d'Yllins, comm'aussy pour la permutation de lad. terre d'Hupie ; pareillement le roy Henry second fist don et octroy des mesmes lods a lad. Diane de Poitiers et aud. Laurent Rabot, pour l'acquisition et permutation des mesmes terres. Lesd. lettres de don des lods furent expédiées a Fontainebleau, le 20 avril de l'année suivante 1556.

Il y eut ensuite une procuration passée a Jean Gautier, president en la chambre des comptes de Savoie, par lad. Diane de Poitiers pour retirer dud. Laurent Rabot les tiltres et papiers concernant la terre d'Hupie, comm'aussy pour delivrer aud. Laurent ceux de la terre d'Yllins, parmi lesquels il se voist un extraict de comptes rendus a la Chambre des comptes de Paris par noble Arthus Prunier, conseiller du Roy et tresorier general de ses finances en Dauphiné, pour le compte de l'année 1555, par lequel il se voist que lad. somme de quatorze mil cinq cents livres de l'encherre de lad. terre d'Yllins avoit esté employée aud. compte et deslivrée au tresorier de l'espargne.

Depuis led. temps, led. Laurent Rabot et ses successeurs sont demeurés maistres paisibles de lad. terre et maison d'Yllins, laquelle fust ensuite fort enjolivée par Ennemond Rabot fils dud. Laurent, lequel entr'autres fist peindre les armes de ses alliés et autres personnes de consideration de sa cognoissance sur les cheminées et autres endroicts des chambres de ceste maison. Car l'on voist sur l'architrave de la cheminée les armes de Rabot qui portent « d'argent a cinq pals de gueules, trois cometés et deux flamboyans, au chef d'azur, chargé d'un lion leopardé d'or », avec cette devise : PIETATE CONCORDIA ET MEDIOCRI FORTVNA.

L'on voit encor les armes de Bellievre, qui portent : « d'azur a la fasce d'argent accompagné de trois tresfles d'or », et celles de Chiverni (1), qui portent : « azur a la croix d'or, cantonné de quatre soleils de gueules ».

(1) Philippe Hurault, comte de Chiverny et de Limours, était alors chancelier de France. ANSELME, t. VI, p. 501.

Parmy les grotesques de la mesme salle, on y voist les armes d'Aurillac quy portent : « d'argent a deux bandes d'azur », et celles du Harley quy portent : « d'argent a deux parts de sable », comm'aussy celles de Madame de Hautefort quy portent : « partie de Bellievre et de Prunier », dans un escusson fait en lozange avec une cordeliere autour. On y voist aussy celles de Prunier qui portent : « de gueules a une tour donjonnée d'argent, massonnée de sable. » On y voist encor les armes de Madame d'Yllins qui sont : « parties de Rabot et Bellievre » dans un escusson fait en lozange avec une cordeliere autour, comm'aussy celles d'Anne Rabot sa fille, dame de Harley qui portent : « partie de Harley et de Rabot », dans un escusson fait en lozange, avec une cordeliere autour. On y voist encore dans la chambre haulte les armes de France, celles de Catherine de Medicis, du cardinal de Bourbon, et du sieur de Gordes, lieutenant general en Dauphiné, avec leur blason.

On y voist encore plusieurs autres emblesmes et devises, et entre autres celles qu'avoit prinses le sieur d'Yllins, exprimées par ce vers latin :

Quod sis esse velis, in hisque malis.

Lad. terre d'Yllins a passé dud. sieur d'Yllins a messire Achilles de Harley, comte de Beaumont et maistre des requestes, son petit fils, lequel l'a vendue au sieur Berard, fermier des Gabelles qui la possede maintenant. Il a aussy vendu a noble Pierre de la Murette la terre et seigneurie de Haultefort, située a demi lieue du bourg de Voiron, et les terres et fonds du Fontanil a noble Claude de Morard, advocat au parlement de Grenoble.

Voila tout ce quy a esté treuvé de plus considerable pour l'acquisition et eschange que led. Laurent Rabot fist de la terre d'Yllins en l'année 1554, de laquelle il porta ensuite le nom, comm'aussy Ennemond Rabot, son fils.

En l'année 1555, le parlement de Grenoble commist le mesme Laurent Rabot, pour se transporter en la ville d'Em-

brun et informer pour le vol, le sacrilege et enlèvement qui avoit esté faict dans la sacristie de l'église cathedrale d'Embrun, de deux sacs pleins de vases d'or et d'argent, lesquels avoient esté donnés a lad. eglise par Balthasar de Gerente, archevesque d'Embrun (1).

La mesme commission donnoit aussy pouvoir aud. Laurent d'instruire en forme le proces auxdits prevenus, mais ce crime demeura sans chastiment a deffaut de preuves, parce que cest enlèvement ayant esté faict par des personnes considerables et mesme par des ecclesiastiques de ceste eglise, il ne se treuva pas de tesmoins qui ozassent déposer contr'eux, de peur d'estre maltraités. Cela se verifie encore par le registre du mesme greffe archiepiscopal d'Embrun. Mais son sejour ne fut pas inutile dans ce lieu, car il y termina un grand proces, qui estoit pendant au parlement de Grenoble, entre le chapitre de ceste mesme Eglise et les habitants de ceste ville, pour des cens, des lods et autres droicts pretendus par led. chapitre sur lesd. habitants, et ensuite fut faict transaction entre les parties, qui est du 12 may de la mesme année 1555, comme il se justifie par ces mesmes actes.

En l'année 1562, il fut député du parlement vers le sieur de Maugiron, lieutenant du roy de la province, car les protestants du Dauphiné estant advertis que ceux du parti contraire au baron des Adrets, voulant profiter de son absence de la ville de Grenoble, avoient dessein de faire entrer dans lad. ville de Grenoble led. sieur de Maugiron, qui levoit pour lors des troupes dans la Savoye, et que mesme led. sieur de Maugiron s'approchoit tous les jours de lad. ville, lesd. protestants furent

(1) Albert (*Hist. eccl. du diocèse d'Embrun*, t. II, p. 225) consacre les lignes suivantes au fait dont il est ici question : *Aux approches de la mort, il (Balthazard de Gérente) envoya tout son argent pour le faire enfermer dans une armoire de la sacristie, en attendant qu'on mit sur le papier l'usage qu'on en ferait ; mais malheureusement cet argent fut enlevé après sa mort, sans qu'on ait jamais pu découvrir l'auteur du vol.*

remontrer au parlement les desordres que pourroit causer dans lad. ville le voisinage et approche dud. Maugiron, et le prierent d'interposer a cela son autorité, et commander aud. Maugiron de se retirer. Sur quoy le parlement apres avoir deliberé, les chambres assemblées, sur lad. remontrance deputa led. Laurent Rabot, conseiller aud. parlement, et un des consuls de la ville vers le sieur de Maugiron, pour le destourner en apparence de venir à Grenoble, mais en effet pour le confirmer secretement dans la resolution qu'il avoit faicte de venir dans ceste ville. Sur quoy ledit Maugiron promit aud. Laurent de s'y rendre au plus tost, mais que comme l'intention du roy estoit de faire observer les edicts, qu'il ne vouloit aussy y faire aulcune violence, ny mauvais traitement. En suite de quoy il entra dans ceste ville, accompagné de deux cents hommes de cheval et de douze cents hommes de pied, et apres y avoir sejourné quelques jours, y laissa pour gouverneur le baron de Sassenage. C'est ainsy que le rapporte fort au long le sieur president de Thou, dans son histoire (1).

En l'année 1570, le Roy le fist intendant de la reparation du pont sur l'Isere de la ville de Grenoble, ainsy qu'il se voit par les lettres patentes qui sont dans les archives de la maison de lad. ville de Grenoble.

En la mesme année 1570, et le 19 may, il fist son testament qui fut receu par Estienne Charmeil, par lequel il legua a sesdites filles, oultre leurs constitutions dotales, la somme de dix escus d'or sol a chascune d'elles; il legua aussy a noble Falques Rabot, son fils aîné, la terre et seigneurie de Veycilieu, la maison forte de Fontaisne et les biens de St-Auban de Lyon, et fist son heritier universel en tous ses autres biens noble Ennemond Rabot, son second fils, et voulut qu'il fournit une pension alimentaire a messire Jean Rabot, prieur d'Upie, chanoine de St-Barnard de Romans, et protonotaire du Saint

(1) DE THOU, *Hist. universelle depuis 1543 jusqu'en 1607*. Londres, 1735, t. IV, p. 299.

Siege apostolique, frere du testateur, au cas qu'il ne peut pas jouir des revenus desdits benefices a raison des troubles que causoient dans la province tous les religionnaires, surtout contre les catholiques.

Il deceda ensuite le 14 septembre 1573, en l'age de soixante-six ans, apres, comme nous avons dit, avoir exercé ladite charge de conseiller l'espace de quarante-deux ans, et lorsqu'il mourut, il estoit actuellement doyen du parlement, comme appert par un arresté dud. parlement du 15 septembre 1570, qui est inseré dans le livre vert, folio 15, dans lequel il est qualifié doyen de la Cour, et le mesme se justifie par le testament de Falques Rabot, son fils, de l'année 1585, ou il qualifie led. Laurent, son pere, premier conseiller de la Cour.

On dit que sa mort fut causée du regret qu'il eut de voir les cruels traitements que les religionnaires faisoient aux moynes et aux prebstres, et l'on adjoute mesme par traditive qu'ils poursuivirent jusques dans sa maison un prebstre, et le pendirent par les pieds aux fenestres de l'une des chambres de sa maison, et luy bastirent la teste contre la muraille, avec tant de violence, que le sang paroît encor en lad. muraille, et n'a jamais peu estre effacé.

Il fust enterré dans la chapelle des reverends freres prescheurs de la ville de Grenoble, quy avoit esté fondée par le president d'Aurillac, son beau-père, comme nous dirons ensuite, et l'on luy fist ceste epitaphe latin, et a Meraude d'Aurillac, sa femme.

AETERNAE MEMORIAE

LAVRENTIO RABOTIO REGIO IN SVPREMO DELPHINATVS SENATV
CONSILIARIO INTEGERRIMO ET MERALDAE AVRILIACAE CONIVGIBVS
PIETATE INSIGNI ANTIQVI GENERIS NOBILITATE GENERIS CLARIS-
SIMIS ENEMVNDVS RABOTIVS REGIVS SENATOR FILIVS EORVM
MOESTISSIMVS HOC MONVMENTVM FACIENDVM CVRAVIT ILLE SVBITA
FEBRE CORREPTVS DECESSIT ANNO AETATIS SVAE LXVI HAEC POST
DIVTVRNVM MORBVM DIEM SVVM OBIIT XIV CALENDAS FEBROARII
ANNO AETATIS LXI CVM MAXIMO SVORVM LVCTV.

Ladite Meraude d'Aurillac, femme dudit Laurent, avoit faict aussy son dernier testament le 10^e may de l'année 1570, receu par Estienne Charmeil, par lequel elle legue a ses filles, outre ce qu'elle leur avoit constitué par leur contract de mariage la somme de 45 escus d'or sol a chascune d'elles, et legue aussy a noble Ennemond Rabot, sieur de Luzenan, docteur ez droicts, son second fils, sa maison du petit palais a Lyon, et celle qu'elle avoit au lieu d'Oulins pres de lad. ville de Lyon, comm'aussy son chasteau, terre et seigneurie de Cornillon et sa grange d'Entremont, qu'elle avoit acquise de noble Laurent de Manze, seigneur de Beaujeu, son beau-frere, et institue son heritier noble Falques d'Aurillac, son fils aîné, et laisse l'usu-fruict de tous sesd. biens a Laurent Rabot, son mary, dans la maison et estude duquel elle fist led. testament.

Meraude d'Aurillac fut fille unique de messire Falques d'Aurillac et damoiselle Clemence Caille, tous deux de familles fort considerables. Car pour ce quy estoit de Falques d'Aurillac, il estoit originaire du lieu de Bresse, fils de noble Pierre d'Aurillac, seigneur de Chavagnac, comme il se voist par un hommage qu'il presta au comte de Bresse et de Bujeay de lad. terre de Chavagnac, lequel est inseré au long dans les registres de la Chambre des Comptes, au second livre *Copiarum Gratianopolis*, folio 83, ou il se voit encor que led. Falcoz d'Aurillac avoit un cousin, nommé Claude d'Aurillac.

Led. Pierre d'Aurillac, pere de Falques, vendit aud. Claude d'Aurillac, son neveu, et mesme luy donna quelque temps apres la plus-value de lad. terre de Chavagnac, comme appert par contract du 13 mars, receu par Thomas Mornes, notaire.

Le mesme Claude d'Aurillac eut des provisions d'un office de conseiller au conseil privé de Savoye, quy luy furent deslivrées par la duchesse de Savoye, en qualité de tutrice de Philippe, duc de Savoye et comte de Bresse et de Bujeay (1), lesquelles

(1) Il s'agit ici de Philibert I^{er}, qui succéda en 1572, sous la régence de sa mère Yolande, fille du roi Charles VII, à Amédée, duc de Savoye, son père.

lettres furent données a Chambery, le 23^e mars 1477, signées TORTOLLES, comme il se voit aussy dans le mesme registre de la Chambre des Comptes au lieu prealegué, et l'on voit encore que le mesme Claude d'Aurillac fut encor pourveu par le roy Louis onziemesme d'un office de maistre ordinaire des requestes de son hostel.

On voit aussy au mesme endroict dud. registre de la Chambre des Comptes, folio 84, des lettres patentes du roy Louis 12^e, données a Lyon, le 3 juillet de l'année 1500, signées par le roy, duc de Mylan, et plus bas ROBERTET, par lesquelles lettres led. roy pourveut led. Falcoz d'Aurillac de l'office de conseiller souverain au senat de Mylan.

Le mesme Falques d'Aurillac fut ensuite pourveu, par led. roy Louis 12^e, d'un office de conseiller au Parlement de Paris, par provisions quy luy furent expédiées en la ville de Blois le 18 janvier de l'année 1505, signées GEDOIN, scellées du grand sceau en cire jaune, et fut ensuite reçu dans led. Parlement le 29 janvier de l'année 1505, comme il se voit aussy au lieu prealegué.

Il fut enfin pourvu par le roy Francois premier de la charge de president unique au Parlement de Grenoble, par provisions quy luy furent expédiées le 20 decembre de l'année 1516, données a Amboise et signées par le roy dauphin, et plus bas ROBERTET, de laquelle charge il fut pourveu apres le president Carle (1), et l'exercea depuis lad. année 1516 jusqu'en l'année 1533 qu'il deceda, et par sa mort la maison d'Aurillac fut confondue dans la maison de Rabot.

Il eut dans lad. charge de president unique au Parlement de Grenoble de fort beaux emplois, car en ceste qualité il adsista et eut seance aux estats et assemblée des notables, quy se tindrent a Paris, en l'année 1526, pour desliberer sur la restitu-

(1) Voir une étude historique sur le président Carle dans le *Bulletin d'Archéologie de la Drôme*, t. XI (1877), p. 103.

tion de la Bourgogne et l'exécution du traité de Madrid, pour raison de quoy l'empereur Charles 5^e avoit envoyé en France Lanoy, vice-roy de Naples. Cela se justifie au long dans du Tillet, au titre des rangs des grands de France, p. 87 et 89 (1).

Il fut aussy fait intendant des finances dans le mesme pays de Dauphiné, et mesme dans la Savoye et le marquisat de Saluces, que tenoit pour lors le roy Francois 1^{er}, et par ce moyen il estoit chef de la justice et des finances dans tous ces pays, ainsy qu'il est qualifié dans son testament, duquel nous parlerons ensuite, et dans diverses acquisitions qu'il a faictes en ce pays, dans l'espace de 17 années qu'il y a exercé sa charge de president unique, car il acquit en premier lieu la terre et seigneurie de Veycilieu, dans l'isle de Cremieu, des commissaires députés pour l'allienation du domaine du roy, scavoir de Laurent Alleman, evesque de Grenoble, Jean et Jeoffroy de Chaponnays, maistres des comptes, Francois de la Colombiere, tresorier et receveur general, Jean Gaucher, auditeur en la chambre des comptes. Ladite vente fut passée le 16 octobre 1521.

En l'année 1518 et le 14 d'avril, il acquit de Guillaume Pape, marchand de Lyon, un fief et tenement de biens, situé dans la terre de Montains, près de la ville de Lyon, par contract receu et signé par Teyssier, notaire.

En l'année 1522 et le 10^e d'avril, il acquit de noble Jean de Grinde un fief et tenement dans le lieu des Granges, près de la ville de Grenoble, lequel Jean de Grinde possedoit led. fief comme fils et heritier de noble Aymon de Grinde, et celui-ci comme fils de noble Amé de Grinde, comme appert par des reconnaissances des années 1489 et 1459, laquelle maison des Grinde estoit de fort ancienne noblesse (2).

(1) DU TILLET, *Recueil des roys de France*. Paris, 1580, in-f^o.

(2) Cette maison de Grinde, connue dès 1270, d'après l'Armorial, était divisée en trois branches. La branche qui possédait le fief du Molard sur Corenc, près de Grenoble, s'est terminée avec ce Jean de Grinde, dont il est ici fait mention.

En l'année 1530, il acquit de noble Claude de Chantarel un grand tenement de vignes, situé aux costes de Grenoble, pour le prix de 500 livres, par contract receu par Guillaume Munier, notaire.

En l'année 1531 et le 14^e novembre, il acquit de noble Claude Perrinet un fief et maison nommé de Saint-Alban, dans le lieu d'Hulins au Lyonnais, pour le prix de 1200 livres, par contract receu par Pierre Brun, notaire de Lyon, par ou se justifie encor la noblesse dud. Falques d'Aurillac, car il y eut ensuite une sentence quy fut rendue par les eslus de Lyon, contre les habitants dud. lieu d'Hulins, laquelle est du 24 mars de l'année 1568, a la poursuite de Meraude d'Aurillac, fille dud. Falques, par laquelle lad. Meraude est desclarée noble et exempte de toutes tailles et contributions aud. lieu d'Hulins.

Le mesme Falcoz d'Aurillac eut aussy des biens considerables du chef de Clemence Caille sa femme, laquelle estoit fille de noble Jacques Caille (1), docteur ez droicts, juge du ressort au Lyonnais, et ensuite greffier criminel au Parlement de Thoulouse, et de damoiselle Blanche Thurin, fille de noble Philibert de Thurin, conseiller du roy au Parlement de Paris.

Led. Jacques Caille eut plusieurs fils et filles.

Les fils furent Simon Caille, qui fut prevost des mareschaux dans les pays de Lyonnais, Forez et Beaujolais, et fut mariée a Anne Bullion, et mourut sans enfant. Le second desd. fils fut Jacques Caille, prieur de Villeneuve, près de Chartres, et chanoine de St-Just de Lyon. Le troisieme fut Jacques Caille, qui fut marié a Ennemonde de Tournon et mourut sans enfant. Le quatrieme fut Jean Caille, qui fut prevost de St-André de Grenoble.

Les filles dud. Jacques Caille furent Marguerite Caille, mariée a Monsieur Pierre Porte, conseiller au grand conseil, lequel mourut sans enfant. La seconde fut Francoise Caille, mariée a

(1) Il appartenait à une famille bourgeoise de Lyon, dont plusieurs membres avaient été honorés du consulat dans cette ville.

noble Benoist de Rochefort de la ville de Lyon. La troisieme fut Izabeau Caille, quy fut mariée en premieres nopces a messire René de Baune, conseiller du Roy et lieutenant general civil dans la prevosté et vicomté de Paris, duquel mariage il n'y eut aucun enfant, et en secondes nopces elle espousa messire Jean Violle, seigneur d'Aygremon et d'Endresel, conseiller du roy au Parlement de Paris, dont elle eut plusieurs enfants. La quatrieme fut lad. Clemence Caille, laquelle, comme nous avons dit, fut mariée aud. messire Falques d'Aurillac, president unique au Parlement de Grenoble. Les promesses de leur mariage sont du 22 janvier de l'année 1516, et furent stipulées ensuite de la procuration qui fut donnée par Jacques Caille, pere de lad. Clemence, aud. messire René de Baune, beau-frere dud. d'Aurillac, lequel ensuite de lad. procuration le ratifia et signa et se qualifia dans led. contract seigneur de la Carte, conseiller du roy et (tresorier) general de ses finances, et par contract furent constituées en dotte a lad. Clemence neuf mille cinq cents livres.

Pour ce quy est de la mere de lad. Clemence, elle s'appeloit, comme nous avons dit, Blanche de Thurin, fille de Philibert de Thurin, conseiller au Parlement de Paris, lequel n'eut qu'un fils, scavoir André de Thurin, controoleur de l'argenterie du roy, et pere d'un autre Philibert de Thurin, conseiller au mesme Parlement de Paris. Mais led. Philibert de Thurin eut cinq filles, dont la premiere fut lad. Blanche de Thurin quy fut mariée aud. Jacques Caille. La seconde fut Jacquette de Thurin, mariée a Benoist Buatier, controoleur de la recepte generale du Languedoc. La troisieme fut Jeanne de Thurin, mariée a Nicolas de Pierrevive, controoleur general du domaine du roy, dont la fille, nommée Marie, espousa Antoine de Gondy, duquel mariage est issu Albert de Gondy, duc de Rets, mareschal de France (1). La 4^e desd. filles fut Marie de Thurin quy

(1) Il était fils d'Antoine de Gondy, seigneur du Perron, et de Marie-Catherine de Pierrevive. Il mourut à Paris le 21 avril 1602. ANSELME, t. III, p. 890 et suiv.

espouza noble Michel de Cottereau, seigneur de Maintenon (1). La 5^e fut Louise de Thurin qui fust mariée a noble Jean de la Faye.

Revenant a lad. Clemence Caille, oultre lad. somme de neuf mille cinq cents livres de constitution de dotte, elle eut encor une pourtion dans la maison du petit palais a Lyon, par le testament de Jacques Caille son pere, lequel avoit acquis ceste maison de Jacques Rivo, bourgeois de Lyon, pour le prix et somme de six cents escus d'or, comme appert par contract du 20 juillet 1462, receu par Giraud, notaire a Lyon, par lequel il se voit que led. Jacques Rivo vendit aud. noble Jacques Caille la maison nommée du petit palais, près du Plastre, du costé du royaume, en la ville de Lyon, laquelle maison led. Jacques Rivo tenoit de Claude Jullien, aussy bourgeois de Lyon.

Lesdits Falques (d'Aurillac) et Clemence Caille devindrent seuls maistres et proprietaires de lad. maison, soit par la succession ab intestat de Jean Caille, soit par la donation qu'y leur fut faicte par les deux Jacques Caille des droicts qu'ils avoient sur ceste maison, soit enfin par la vente que les autres freres et sœurs de lad. Clemence luy firent des droicts qu'ils avoient sur ceste mesme maison. Ensuite, le 22 avril de l'année 1535, et apres la mort de Falques d'Aurillac, le sieur Chamarier de l'esglise cathedrale de Saint-Jean de Lyon passa quit-tance des loods a Clemence Caille, et luy donna l'investiture de lad. maison, qu'y est située dans lad. rue de St-Jean, et a esté du despuis vendue au sieur marquis d'Alincourt, qu'y estoit gouverneur de Lyon, en laquelle habite maintenant Monsieur le marechal de Villeroy.

La mesme Clemence Caille acquit aussy la terre, seigneurie et chasteau de Cornillon (2), des commissaires deputés pour

(1) Cf. ANSELME, t. VIII, p. 286.

(2) Voici quelques notes qui tracent à grands traits l'histoire du fief de Cornillon. Le 10 avril 1344, Béatrix de Vienne, dame d'Arlay, remet à Humbert II, le château et mandement de Cornillon, en Graisivaudan, qui lui avait

l'allienation du domaine du roy, pour le prix de deux mille cinq cents livres, lesquelles furent deslivrées au cardinal de Tournon (1), qui avoit esté commis du roy pour retirer tous les deniers des allienations qu'il faisoit de son domaine, et fit passer quittance de lad. somme par Monsieur le tresorier Martin. Le contract d'acquisition est du 24^e novembre 1537, et la vente de lad. seigneurie fut registrée et verifiée au Parlement de Grenoble le 1^{er} decembre de la mesme année 1537. Elle acquit aussy, en suite de lad. vente, plusieurs fonds speciaux dans le lieu du Fontanil, de divers particuliers dud. lieu.

Laurent Rabot acquit ensuite, des mesmes commissaires, la plus-value de la terre, pour le prix de deux cents livres et par contract de vente du 8 avril suivant, receu par Aymar notaire, a laquelle vente est joint la quittance dud. prix, passée par

été donnés par Guigues Dauphin, en récompense de quoi ledit Humbert s'engage à donner à lad. dame une rente de 700 florins sur le Faucigny. Le 11 septembre 1381, Louis et Artaud d'Arces, frères, fils de Morard, et François d'Arces, leur frère, seigneur de Chaudebonne au diocèse de Die, font hommage au Dauphin pour des droits féodaux qu'ils possèdent à Cornillon. Raymond de Montauban, seigneur de Montmaur, et Alix, sa femme, passent procuration, le 10 avril 1428, pour rendre hommage devant le gouverneur de la province, de la succession échue à lad. Alix de Guillaume de Lay, chevalier, seigneur de Cornillon, et d'Aynarde, ses père et mère, et de Louis, de Robert et de Guichard de Lay, ses frères. Des lettres patentes de Charles VIII, du 7 octobre 1497, mentionnent le don de diverses seigneuries entre autres de celle de Cornillon, fait à Jeanne de France, fille naturelle de Louis XI. Le 28 octobre 1521, les commissaires du roi vendaient à Claude Coquier, maître des comptes, les revenus de la terre de Cornillon. Enfin le 24 novembre 1537, les commissaires députés, par lettres de François I^{er} du 10 octobre 1536 et du 3 avril 1537, vendirent à dame Clémence Caille, veuve de M^e Falques d'Aurillac, le château, terre et seigneurie de Cornillon, avec la terre du Fontanil en dépendant, montant au revenu de 193 livres 9 sols, 3 deniers 1/3 pour Cornillon, et 46 livres, 9 sols, 2 deniers 2/3 pour Fontanil, suivant l'évaluation de la Chambre des Comptes, le tout pour le prix de 2500 livres. Clémence Caille fournit un dénombrement de ses biens le 13 mars 1539.

(1) François, cardinal de Tournon, né à Tournon en 1489, mort à Paris le 22 avril 1562.

François de Bourges, tresorier du Dauphiné. Oultre cela Ennemond Rabot, fils de Laurent, le 24 octobre de l'année 1580, paya aussy auxd. commissaires la somme de trente-trois escus d'or sol. pour la plus-value de la mesme terre.

La mesme Clemence Caille, par contract receu par Pierre Dubonet, Finé et Simonet, notaires, du 5 juillet de l'année 1542, acquit de noble Louis de Sassenage, seigneur de Vourey, Noyaray et la Bastie de Champrond, comm'aussy de Laurent de Sassenage, seigneur et baron du Pont-en-Royans, la maison forte de l'Abbaye de Fontaine, mandement de Sassenage avec tous les fonds en dependants, et lad. vente fut ensuite ratifiée par Antoine de Sassenage et Gillette de Sassenage, femme du seigneur d'Autichamp, frere et sœur desdits Louis et Laurent de Sassenage, vendeurs (1).

Led. Falques d'Aurillac, après avoir, comme nous avons dit, exercé la charge de president l'espace de 17 ans, fit son testament le 6 decembre de l'année 1533, par lequel il institua Clemence Caille, sa femme, et Meraude d'Aurillac, sa fille, ses heritieres universelles, par esgales parts et pourtions, et deceda quelques jours après. Avant que la vieille esglise des Freres Prescheurs de la ville de Grenoble eut esté ruinée, il avoit fondé une chapelle dans lad. esglise, nommée la chapelle de Sainte-Croix, dans laquelle il fust enterré. Mais ceste esglise ayant esté ruinée par ceux de la Religion, lesd. Freres Prescheurs, au lieu de la chapelle de Sainte-Croix, donnerent a Meraude d'Aurillac, sa fille, pour chapelle un lieu quy servoit auparavant de sacristie en leur grande esglise, avant qu'elle eut esté ruinée ; et c'est dans ceste chapelle que lad. Meraude d'Aurillac fit transporter les tombes dud. Falques d'Aurillac et de Clemence Caille, et que tous ceux de la maison des Rabot y ont leur droict de sepulture. Pour raison de quoy, lad. Meraude d'Aurillac donna auxdits Freres Prescheurs un

(1) CHORIER, *Hist. de la maison de Sassenage*, p. 67.

pré de dix-sept sesterés, situé dans le lieu des Granges, terroir de Grenoble, et les obligea aussy de faire dix anniversaires toutes les années et de dire tous les jours une messe basse dans lad. chapelle, pour le repos de l'ame de sond. pere ; et c'est aussy dans la mesme chapelle qu'elle fit transporter la pierre, sur laquelle est gravée l'epitaphe, qu'elle et Clemence Caille sa mere avoient faict dresser aud. Falques d'Aurillac, de laquelle elle fit couvrir la tombe de sond. pere. L'epitaphe qui est sur cette pierre est en ces termes :

AETERNAE MEMORIAE

DOMINO MAXIMO FALCONI AVRILIACO MILITI

ET IVRISCONSVLTO MEDIOLANENSI AC PARISIENSI SENATORI CLARISSIMO ET TANDEM DELPHINATVS PRAESIDI QVI VIXIT ANNOS LXI MENSES VII DIES X ET HORAS XI CLEMENTIA VXOR ET MERALDA FILIA CHARISSIMA CVM MAXIMO LVCTV PRIDIE IDVS DECEMBRIS ANNO M D XXX III HOC MONVMENTVM FECERVNT.

Ledit Falques d'Aurillac, estant a Mylan, eut un fils naturel, nommé Baptiste d'Aurillac, pour lequel il obtint des lettres de naturalité, données a Paris, au mois de fevrier de l'année 1510, signées : FRANÇOIS DE GEDON.

Pour ce quy est de Clemence Caille, elle vescu de longues années après le deceds de son mari, et fit son testament le dernier d'aoust de l'année 1554, receu par Lagrange notaire, par lequel elle institua Meraude d'Aurillac, sa fille, son heritiere universelle, et fit quelques legats a Falques et Ennemond Rabot ses petits-fils. Elle deceda quelques jours apres led. testament, et fut enterrée dans la mesme chapelle près dud. Falques d'Aurillac, son mary.

(A continuer.)

JULES CHEVALIER.

ÉTAT DES ÉGLISES

DU

Bailliage de Saint-Marcellin

en 1568

FIN. — Voir la 72^e livraison.

Il est assez difficile d'expliquer l'itinéraire capricieux suivi par de Garagnol ; toutefois il convient de placer ici avant sa rentrée à St-Marcellin, la visite qu'il fit encore à plusieurs autres églises de son bailliage.

MERCUROL. (1) — Le 25 novembre 1568, à la Roche-de-Glun, dans la maison de Claude Arlod, il était informé par Claude Barbier, lieutenant de châtelain, Coste, conseiller et Jean Monnier, curé de St-Clément, que tout culte avait cessé à Mercurol et que la population se rendait aux offices à St-Clément ; que Romanet Odoard, séquestre des revenus ecclésiastiques, avec les prieurs de Tain et St-Clément et le syndic de St-Barnard y levaient des dîmes et que le curé et le vicaire de Mercurol n'avaient aucun logement.

Il enjoignit aux décimateurs de réparer le chœur de l'é-

(1) Commune du canton de Tain (Drôme), St-Clément, dans la même commune, conserve encore une église depuis la révolution.

glise de Mercurol et d'y pourvoir à l'exercice du culte, dans le délai d'un mois.

Aucun absent ne lui fut signalé. (1)

BRESSIEU. — Le 30 novembre, le vibailli se trouvait à St-Etienne « de St-Jeheors » (St-Geoirs) chez noble Jean d'Hostun, seigneur de la Baume, où Nicolas Bolhat vi châtelain de Bressieu, Bolhaton, Gueyffier, Bara etc., l'assurèrent de la continuation des offices à Bressieu, St-Pierre, Chastenev, St-Siméon et Marnans, (2) « encores « que les esglizes eussent estez rompues et abbatues avecq « les maisons et habitations des prebtres. »

En conséquence, il prescrivit au prieur de St-Siméon, décimateur, de faire rétablir « les presbytères (sanctuaires) des esglizes abbatues et ruynées » et mit sous séquestre les biens des absents : Michel Nicolas dit de Soysson, (3) Pierre et Ponson, ses fils, Pierre Porrat, notaire, Antoine Janin et Ennemond, son fils, tous les deux portant les armes, François Gaillard, de St-Siméon, Michel Perriat, Jean Bodier, Thomas Barrillon, Jean Poncet, Pierre Floret, Jean et Pierre Morel, dits Mouchet, Claude Chevalier, jadis prêtre, Jean Peronon, Jacquemet Cotton, Jean Girod dit Sagot, André Clerc, Jean Valler, Jacques et Etienne Bolhaton, Louis Bertrand, Jean Collin et son frère.

(1) Il faut regarder comme nulles les 3^e, 4^e, 5^e, 6^e et 7^e lignes de la page 34 du 1^{er} article, Dorey, Brachet, Molin etc., étant du Grand-Serre, comme on le verra bientôt, et non de Mercurol.

(2) Châtenay et Marnans, communes et succursales du canton de Roybon; Bressieux, St-Pierre et St-Siméon-de-Bressieux du canton de St-Etienne de St-Geoirs (Isère.)

(3) Il acquit en 1580 la seigneurie d'Eclosse et vivait encore en 1622 (*Armorial du Dauphiné*)

VIRIVILLE. (1) — D'après le témoignage de Richard, vichâtelain, Migoz, procureur d'office, Dejo, consul et Vallier, conseiller, rien n'avait souffert dans la paroisse.

Les rebelles et absents étaient: Humbert Guéry, dit de La Robinière, principal chef, Ripert, maçon, Depuis, boucher, Deynaud et Michalon, manouvriers, Sonnier, Collet et Gojon, laboureurs.

Le 19 mars, 1569, le vibailli et sa suite se rendirent à Viriville pour recevoir le serment de Vallet-Guyot, séquestre des biens de Guéry.

ST-ETIENNE-DE-ST-GEOIRS, IZEAUX ET PLAN. (2) — Le 30 novembre 1568 la continuation du culte lui était affirmée, par Chaney, vichâtelain, Pierre Pic, curé, Martel, consul Perrot, conseiller, etc., de St-Etienne-de-St-Geoirs. Tous les absents : Noel Lanfrey, Jean Bernard-Sarrasin, Antoine Léorat, de St-Etienne ; Jourdan Revoyrat, Benoît Berthalon et Antoine Mollery, de St-Michel, ne possédaient aucuns biens.

A Izeaux, curé et vicaire étaient en fonctions comme auparavant, au rapport de Claude Bourguignon, curé « de St-Jehoyers » (St-Geoirs), Jourdan, Boulieu et Mouton, consuls, Mignot, conseiller. Il était ajouté qu'aucune chapelle n'avait été fermée, à l'exception de celle des Mezins, dans l'église paroissiale d'Izeaux, dont les revenus étaient perçus par un fils de Pierre Bressieu, avocat de Grenoble, de son vivant, et de la Religion réformée.

LA FORTERESSE. (3) — Le 1^{er} décembre 1568, aucun

(1) Canton de Roybon (Isère).

(2) St-Etienne, chef-lieu de canton de l'Isère ; Plan, St-Geoirs et St-Michel de-St-Geoirs sont des communes et paroisses du même canton. Izeaux appartient au canton de Rives (Isère).

(3) Du canton de Tullins (Isère).

absent n'était signalé et le service religieux continuait, d'après les déclarations de Guillaume Michon, curé, de Bourdenot, châtelain, de Bourjod, consul et de Falcoz, conseiller.

BEAUCRESSANT ET SILLANS. (1) — Le rapport de Vincent de Lemps, écuyer, châtelain de Sillans donna lieu « de supercéder de toute aultre procédure. »

NERPOD (2). — Le 2 décembre 1568. Un seul absent : le fils de Pierre Chastenez, sans biens. Les fonctions ecclésiastiques se faisaient dans la chapelle du seigneur du lieu, sans toiture. « L'esglize de Luyrieu avoit esté descouverte
« par les habitants, pource qu'il y avoit plusieurs maisons
« aupprès, lesquelles se fussent brulées, si on heust mys
« le feu en ladite esglize. »

C'était le prieur de Mantoz (Menthe-en-Valloire) qui levait les dîmes et le logement du curé se trouvait en bon état. « L'esglize de la paroisse de Serre avoit esté ruynée
« entièrement jusques aux fondements et ne si estoit fait,
« despuys les derniers troubles ne aussi encores aulcung
« divin service. » Etienne Guillermin, curé, jouissait des revenus du bénéfice, dont l'évêque de Grenoble était décimateur. On ignorait chez qui les ornements et les débris de l'église se trouvaient. La chapelle des Minots, avec Jean du Sert pour recteur, n'était plus desservie. Quant à l'église du Vert, encore couverte, elle était abandonnée depuis l'édit de pacification, la cure appartenant au protonotaire Roybon et la dîme à l'évêque de Grenoble.

Tels furent les renseignements fournis par Bret, châtelain, Louis de La Rive, curé, Bernard, consul, Brun et

(1) Beaucroissant appartient à celui de Rives et Sillans à celui de St-Etienne de St-Geoirs (Isère).

(2) Serres-Nerpol, dans le canton de Vinay (Isère).

Lapierre, conseillers, et le vibailli ordonna aux décimateurs de réparer les sanctuaires des églises ci-dessus, à peine de saisie de leurs biens.

ST-NAZAIRE. (1). — 6 décembre 1568, de Garagnol, logé chez Brenier, notaire, apprenait de Jacques Mellon, prieur, de Pascal, consul, de Brichet et autres, que le culte s'exerçait dans la chapelle de l'église du prieuré ; que le prieur décimateur, privé de logement, jouissait de revenus suffisants pour son entretien. Il obtint la maison de la chapelle du St-Esprit pour s'y installer.

Voici les noms des absents : Jean Bachasson, ministre, Charles de Villette dit Herbelet, écuyer ; Antoine, fils de noble Robert Bachasson, Ennemond et Antoine Brenier, frères, fils de Jean, greffier ; Nicolas et Jacques Simond, fils de Guillaume, marchand, Jean Diveron, Philibert Revol, Aimar et Guillaume Chastel, frères, Pierre Noyton, Jean Mottet dit Boache et Jean Vial, tous cardeurs, Gaspard Poudret, notaire, Jean Achard « roddier, » et son fils Claude, Etienne et Antoine Vinay, François, Jean et Pierre Giennes, frères, Nicolas et Hector Robert, père et fils « oulliers, » Jean Tesse « radellyer, » Jean et Antoine Virepois, frères, Jean Chastaing-Pataud, « recouvreur, » Claude Fez, Jacques Tornier, Morard-Perret, les fils Revol et Giraud.

A ROCHECHINARD. (2) — Le même jour, tout se trouva dans le même état qu'avant les troubles, auxquels personne n'avait pris part.

ROYBON. (3) — Le 8 décembre. Charles Jobert, châtelain, Courrier, lieutenant de châtelain, Jean Dolive, prêtre,

(1) Du canton de Bourg-de-Péage (Drôme).

(2) Du canton de St-Jean-en-Royans (Drôme).

(3) Canton du même nom (Isère).

Marion, Poussin etc., affirmaient la continuation du culte « encores que la crotte du presbytère de l'esglize parrochiale feust descouverte. » Le curé habitait la maison de la chapelle St-Jean.

Etaient absents: Philibert Revel, écuyer, Pierre Jobert, François et Jean Vendre, frères, Jean Germain, Antoine et Pierre Basty, François et Guigou Trucs, Pierre Morellat, Jean Davion, Jean Billy, Jean Pescheur, Pierre Vicat, Benoît et Claude Courier, frères, Antoine Dolive et François Marion.

SERRE. (1) — 8 décembre. — Célébration des offices religieux continuée, sur le rapport de Claude de Combet, vichâtelain, Richard et Guigon, consul et conseiller.

Les absents s'appelaient: Antoine Dorey, fils de Benoît, Guillaume Dorey, Claude Monnyer, Etienne Faboy, Pierre Dorey, Pierre Vial « peyntre, » Jean Dorey, fils de Jean, François Brachet, le fils aîné de Pierre Molin, le fils de Claude Tardy-Gonyer « le souldard Bayard et Brayet. » (2)

MONTFALCON. (3) — 8 décembre. Ni culte, ni prêtre. « L'esglize parrochiale avoit esté entierement brulée, « ainsi que la maison du curé par les troupes des Gascons. » Les dîmes appartenaient au protonotaire de Laval et Gautier Tournier était le seul absent. C'est ainsi que l'affirmèrent Gaspard Ageron, châtelain et Claude Ageron, consul.

SAINT-ANTOINE. (4) — Le 26 décembre 1568, de Gara-

(1) Grand-Serre. chef-lieu de canton (Drôme)

(2) Cinq lignes de la page 34 (1^{re} article) se rapportent au Grand-Serre et non à Mercurol.

(3) Du canton de Roybon (Isère).

(4) Du canton de St-Marcellin (Isère).

gnol ayant repris sa tournée dans le ressort, se renseigne chez Odibert Roy auprès des consuls Ferrier et Clot, sur la célébration du culte, « due depuis Pâques-fleuries (les Rameaux), aux religieux du monastère, dans la chapelle de l'hôpital, à cause de « la désolation et ruyne de l'église « maison abbatiale du s^r grand prieur et aultres particuliers dudit St-Anthoine, chef d'ordre. »

Il apprend que les religieux sont logés dans les hôtelleries ou chez leurs parents et qu'aucun d'eux, d'après le témoignage de Charles Anysson, *ouvrier* de l'abbaye, de Roy, Montagnon et Reynaud, commandeurs de Nîmes, de Billom etc., ne professe la religion réformée.

Les absents : Pierre Ageron, Claude Dupuis, notaire, Claude Bastard dit le Loup, Bastien Brunet, Antoine Vignon dit Paris, Pierre de Frize, docteur en droit, Pierre Bêche, dit Lambert, Antoine Jassermé, les deux Bayardon, Forbeillon, Eynard Coulon, Romanet Mazet, le fils Gascrin, Jean Chambret-Pyollat, Jean Marchand dit Blanchon, Massot « brocher, » le gendre d'Arnollet Alard, Audibert Viollet, Musson, « mercier » et Antoine Jacob, voient leurs maisons confisquées et affectées au logement des religieux, savoir celle de Bastard, à noble frère Hector de Rux, grand prieur et vicaire général de noble « Lois de Langhac, abbé, » celle de Frize à noble frère Philibert de Montagnon et à six religieux, celles de Vignon et autres absents aux autres membres de l'abbaye.

MONTRIGAUD. (1) — Le même jour, Mathieu, vichâtelain Feydel, Escoffier etc., lui déclarent que de Colonges, curé fait le service dans une chapelle de la commune, et qu'il a un logement ; qu'à St-Bonnet, Antoine Passard, curé,

(1) Du canton du Grand-Serre (Drôme).

exerce ses fonctions « en pleine campagne, l'église ayant esté descouverte ; » qu'à Charaix, où l'abbé de St-Pierre-de-Vienne et MM. St. Barnard de Romans perçoivent la dîme, il n'y a point de curé.

Il ordonne aux décimateurs de faire réparer les églises de St-Bonnet et de Charaix ou d'y assigner un local pour l'exercice du culte à peine de saisie de leur temporel et nomme séquestres des biens de Claude Magnin, de Charles Ducros, de Pierre de Colonges et de Benoît Merlin, absents, noble Ennemod Teste, docteur en droit et Oudin de Valoys, notaire.

MONTMIRAL. (1) — 28 décembre 1568. Simon Barletier curé de St-Christophe, Vidal Chorier, curé de St-Martin et Pierre Pain, curé de St-Michel continuent leur service ; mais celui de Serans est absent ; quant aux cloches de St-Christophe, elles se trouvent ou brisées ou gardées par Jean Argoud ; de celles de St-Martin, l'une a été prise lors des troubles précédents et l'autre est chez Martin Sanglard ; les Italiens ont emporté les battants de celles de St-Michel et le métal est déposé chez Gonin Berthalin. Les tuiles du toit ont été partagées entre chaque habitant et Robin possède la porte, 3 coffres et la table de l'aumône de l'église.

Pour les crottes ou voûtes des sanctuaires des édifices religieux, le vibailli enjoint à l'archevêque de Vienne et au syndic de St-Bernard, décimateurs, de les réparer sans délai, à peine de saisie de leurs revenus.

Plainte est portée contre le curé de St-Michel qui dévaste les bois de son bénéfice.

Se sont absents : Claude Rey-Robert, Jean Chevalier, Martin Didier et Guigues Vert, hôtelier.

(1) Du canton de Romans (Drôme).

et néanmoins, aux dépens des curés, non résidants, « le divin service est continué sous quelques crottes qui sont encores demeurez, » d'après le rapport de Charles Meffrey, écuyer, de Boisson, consul, et d'Albert, conseiller.

Ordre aux curés de se rendre à leur poste dans un mois.
Aucun absent.

CRESPOUL ET MONDEVERES. (1) — Eglises paroissiales ruinées mais non le logement des curé et vicaire. Marion, consul, Thomé et Charmet affirment que les offices religieux sont continués à Crépol. Le vibailli prescrit au syndic de St-Barnard de rétablir les sanctuaires détruits.

Absent : Guigues Chanal, sans biens.

GEYSSANS ET ST-ANGES. (2) — Pomet, conseiller et Berthollet, curé, constatent la continuation du culte et le vibailli exhorte le curé à « converser avec les habitants et parroyssiens en toute modestie et bon exemplaire. »

Gaspard Boisson et François Reynaud-Chalandon ont pris les armes et fui le pays.

HAUTERIVES, ST-MARTIN, ST-GERMAIN TREGNIEU ET TERSANE. (3) — Dès le commencement des troubles, Antoine Michalard, Germain Gerard, Benoit Viallet, Jean et Antoine Villard « avoyent prins les armes et jointz aux » troupes, estoient allés à Serre et depuis avoient passé « le Rosne. » Au témoignage de Bonnet, lieutenant de châtelain, d'Hours consul et de Ferlay, conseiller, le ser-

(1) Crépol appartient au canton de Romans et Montdeveroux dépend de Crépol.

(2) Geyssans, commune du canton de Romans. St-Ange, section, de Peyrins.

(3) Hauterives et Tersanne sont des communes du canton du Grand-Serre, St-Martin (en Serin), Treigneux et St-Germain dépendent d'Hauterives.

vice religieux se continuait aux lieux susdits, « encores que les esglizes eussent esté ruynées, » mais les cures épargnées. L'archevêque de Vienne, décimateur, est invité à faire réparer « les crottes » (voûtes) des sanctuaires, qui sont demeurées entières et « pourront estre retenues. »

BEAUME-D'HOSTUN. (1) — Odry, curé, remplit ses fonctions et comme il n'a point de logement, la maison de la chapelle St-André lui est assignée.

Absents : Michel et Jean de St-Marc.

HOSTUN. (2) — Ni l'église, ni la cure n'ont souffert. Les absents s'appellent : Jean et Guigues Ferrier, Pierre et Barthélemy Ferrand, Antoine Guignonnet, Reynaud Baille, Ennemond et Jean Buffet-Noyer, et Pierre Matras.

PARNANS ET TRYORS. (3) — François de Claveyson, châtelain, Joffrey Buthod, curé, Pierre Christophe dit Drevet, consul, Pierre Jassod, consul de Triors et Humbert Drevet constatent la continuation du culte et la fidélité des habitants au roi.

RIPVES. (4) — Le 28 janvier 1569, au château de Bressieu, le vibailli apprend l'absence de Louis et Benoît Porret, frères, écuyers, depuis le commencement des troubles et le maintien du service religieux à Rives et Réaumont. Jean Gille, curé et Bastien Marquis, consul confirment ces déclarations le 31 juillet 1569.

THOUDURE. (5) — Aucun service religieux et saisie des revenus de la cure en attendant son rétablissement.

(1) La Baume d'Hostun dépend du canton de Bourg-de-Péage.

(2) Hostun aussi.

(3) Parnans et Triors appartiennent à celui de Romans.

(4) Rives, chef-lieu de canton de l'Isère.

(5) Thodure, commune du canton de Roybon.

Absents : Chorier, Barraca Lyone, Barthélemy Pomier Clément Motet et Humbert Allyod.

CHEVRIÈRES.(1) — « Guigues de Gollat, escuyer, puy le « commencement des troubles s'est absenté et eslevé en « armes, » d'après le rapport de Nicollet, Guillon et Thomé prier ; ses biens sont sequestrés.

Une enquête est ordonné sur le point de savoir si Pain jouit des revenus de la chapelle de Golat dans l'église du prieuré.

Le 16 juillet 1569, Jacques Motin, de Montrigaud, déclare que depuis 3 mois Ennemond Decros est allé demeurer à Genève et que sa femme vend ses récoltes en toute diligence.

Ici s'arrête le document judiciaire où nous avons puisé des indications précises sur les dévastations commises dans les édifices religieux du Bailliage et sur la condition généralement infime des habitants qui avaient pris les armes.

Quant aux localités non visitées, comme Claveyson, La Motte Ratières, St-Martin-d'Août etc., il est à présumer que l'ancien état de choses n'avait pas eu à souffrir des troubles.

A. LACROIX.

(1) Chevrières, dépend du canton de St-Marcellin.

LES MÉMOIRES D'EUSTACHE PIÉMOND

M. Alfred Maury, dans un compte rendu de l'*Étude historique* du baron Kervyn de Lettenhove sur *vingt-cinq années du XVI^e siècle* (1560-1585) reconnaît que, s'il est difficile de juger avec indépendance les doctrines de la Réforme et la révolution religieuse du XVI^e siècle, « il y a heureusement un terrain sur lequel il est moins « difficile de se mettre d'accord ; c'est celui des faits « matériels. Il n'est pas indispensable, pour s'assurer si « un événement s'est passé d'une certaine façon, que « l'on professe telle ou telle croyance. La constatation « veut qu'on fasse œuvre de juré et non œuvre de juge, « et il n'est pas nécessaire pour l'opérer que l'on s'en- « gage dans le contentieux d'une jurisprudence admise « par les uns, repoussée par les autres. Il suffit de re- « chercher avec sincérité, au milieu des témoignages, « ce qui apparaît comme ayant réellement eu lieu. » (1).

Les *Mémoires d'Eustache Piémond*, annotés par M. Brun-Durand, remplissent sous tous les rapports les conditions du programme tracé par le savant académicien.

Le notaire de St-Antoine n'écrivait pas un livre pour ses contemporains et pour la postérité : il enregistrait simplement pour lui-même et pour sa famille les faits dont

(1) *Journal des Savants* de mars 1885.

il avait été le témoin et les maux qu'il avait soufferts. Son récit des événements accomplis à St-Antoine et dans les environs ne saurait être suspect.

Loin des combats survenus ailleurs, il peut avoir été quelquefois mal renseigné ; mais alors M. Brun-Durand intervient, de sorte que le lecteur ne craint jamais de s'égarer.

Il y a dans ces *Mémoires* toute l'histoire du Dauphiné, de 1572 à 1608, l'histoire intime des communes, jusqu'ici fort mal connue, au point de vue de leurs charges de guerre et de leurs dettes, l'histoire météorologique, l'histoire des mœurs et croyances de l'époque, et ils sont suivis d'une table des noms de lieux et de personnes qui à elle seule a dû exiger de longues et patientes recherches et rendra les plus grands services.

Ces tables, les notes et une préface, fort bien écrite et fort judicieusement prouvée par des révélations curieuses et peu connues, font à elles seules de l'œuvre de M. Brun-Durand, un livre indispensable à quiconque voudra connaître la fin du XVI^e siècle et les diverses phases des guerres de cette époque agitée, sous leur véritable physionomie.

M. l'abbé Dassy, secrétaire de l'Académie de Marseille, auteur bien connu d'un travail sur l'abbaye de St-Antoine, après avoir lu les *Mémoires d'Eustache Piémont* nous a écrit :

« Le volume que votre Société vient de publier est un vrai monument digne d'elle. »

Nous acceptons l'éloge et nous croyons sincèrement que la province et les érudits le ratifieront.

A. LACROIX.

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1885

PRÉSIDENCE DE M. DE GALLIER

M. Brun-Durand s'excuse par lettre de ne pouvoir assister à la séance, remercie la Société de lui avoir confié la publication des *Mémoires d'Eustache Piémont* et annonce les premières feuilles de son *Dictionnaire topographique de la Drôme*.

Il signale à ce propos une lacune à combler dans ce genre de publications aux frais du ministère, celle d'un *Répertoire archéologique du département*.

M. le Président, après un exposé des recherches nécessaires pour annoter les *Mémoires d'Eustache Piémont* se rend l'interprète éloquent de la reconnaissance de la Société envers M. Brun-Durand et le félicite d'avoir fait de ce livre un monument d'érudition.

La question du prix du volume est ensuite agitée et réglée ainsi :

Pour les membres correspondants . . . 14 fr.

Pour les personnes étrangères. . . . 18 fr.

Il est attribué un exemplaire à tous les membres titulaires et aux Bibliothèques publiques de Valence, Montélimar et Romans.

Au cas où les livres de la Société seraient déplacés, la Société autorise M. le Secrétaire à s'entendre avec M. le Trésorier pour trouver un autre local.

Il est expliqué aussi que l'héliogravure de la mosaïque

de St-Paul, partie centrale, sera faite dans le courant de l'année.

M. le comte H. de la Tour-du-Pin-la-Charce, dans une note relative *aux armes à enquerre*, publiées par M. G. Vallier, propose, en supposant une petite ligne tirée en bande, effacée ou grattée sur la cloche, d'y voir un écusson fantastique, il est vrai, parti des armes de Morges et d'Urre. Or l'*Armorial du Dauphiné* rapporte une alliance vers 1635 d'Antoine d'Urre, seigneur de Venterol, avec Louise de Morges, dame de la Motte.

Sur la présentation de MM. Victor Colomb, Pompéi, Lalande et Rey.

MM. Bellier du Charmeil, ancien magistrat à Valence, Urtin (Marc), avocat à Valence, sont proclamés *membres titulaires*.

MM. Faure, maréchal des logis au 18^e dragons, à Lunéville,

Masimbert, avocat, Grenoble,

Oriol, maître des cérémonies, à Annonay,

Blanchard, curé-archiprêtre, à St-Péray,

Isidore Bertrand, ancien directeur de l'imprimerie des Célestins, à Bar-le-Duc, *membres correspondants*.

M. le Secrétaire rend compte des ouvrages reçus pendant le trimestre et signale dans le *Bulletin du Comité des travaux historiques* une très brève appréciation du *Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Digne, Viviers*, etc.

A propos des soirées littéraires et scientifiques données par la *Société académique de Brest*, il se demande si la Drôme ne pourrait pas entrer aussi dans cette voie. L'*Académie de Besançon* fait connaître la médecine et les médecins au temps de M^{me} de Sévigné ; la *Diana* étudie

les fortifications de l'abbaye et de la ville de Charlieu en Lyonnais ; *la Société des études littéraires scientifiques etc. du Lot* fait connaître les plantes d'un canton de son territoire et nous invite de la sorte à suivre son exemple. Elle s'occupe ensuite du projet de langue internationale néo-latine de M. Courtonne, de Rouen, recommandé par la *Société Niçoise des sciences naturelles et historiques*. Nous avons reçu également, ajoute M. le Secrétaire, les brochures de M. Courtonne, où il donne une idée de ce nouveau langage. La Société ne croit pas avec celle du Lot, à la réalisation de ce projet, qui suppose la connaissance préalable des langues française, italienne, espagnole et portugaise.

On trouve dans la *Société d'agriculture* de la Seine-Inférieure les prix comparés des bestiaux et des céréales en 1883 et 1884 et dans la *Société agricole scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales* l'examen de la question relative à la représentation officielle de l'agriculture. L'auteur propose de la former au moyen d'une chambre consultative par cantons, et au 2^e degré d'une chambre départementale, élues toutes les deux par des cultivateurs, propriétaires ou fermiers.

La suite de l'*Histoire de l'Abbaye et de la ville de St-Riquier* a été publiée par la *Société des antiquaires de Picardie*. On y trouve une courte biographie de Daniel de Cosnac, dont il est donné lecture, parce qu'il fut évêque de Valence, de 1655 à 1687.

Les *Sociétés de la Charente*, de l'*Orléanais*, de *Tarn-et-Garonne*, des *Hautes-Alpes*, des *Vosges* et du *Périgord* sont tout entières à l'étude de leurs régions respectives. Celle de Gap rappelle, d'après un travail de M. Riant, les relations entre le S. Sépulcre de Jérusalem et les Alpes, avant le 1^{re} croisade et mentionne la maison de Lagrand en 1091.

M. le Secrétaire parle ensuite de la *Revue des langues de Romanes*, du *Journal des savants*, des *Annales du musée Guimet*, du *Bulletin de l'Académie nationale agricole*, etc.

Après quelques indications sur divers objets antiques trouvés à St-Pierre de Vérage, près Romans. M. le Secrétaire, pour répondre à un vœu exprimé par M. le Directeur des Beaux-arts, a relevé les noms suivants de peintres et d'architectes :

1627. Henri Bricquet, peintre de « Juanville en Champagne » est témoin d'un acte à St-Restitut en faveur de l'évêque Ducros (série supp.).

1438. Jean, peintre à Valence. — 1452. Guillaume. — 1468 et 1472. Guillaume Robin. — 1483. Jean Feret. — 1487 et 1530. Jean Faverges. — 1515. Peyrenon et Thierrion. — 1519. Pierre Robin. — 1534 et 1554. Tristan. — 1566. Baptiste Railhet. — 1570. Jean Calvin. — 1572. Pierre Prévost. — 1589 et 1596. Jacques Martellanges. — 1600. Martellanges et Hulier. — 1688. Henri Reynaud. — 1734. André Reynaud. — 1745. André Treilhard, tous qualifiés peintres. — 1745. Turlot, architecte (Archives de Valence).

Cette communication clôt la Séance.

CHRONIQUE

La Société a appris avec douleur la mort de l'un de ses membres correspondants : M. Girodet, ancien vérificateur des contributions directes et conservateur des hypothèques à Arras. Enfant de Valence, où sa famille tient un rang distingué, il avait su allier dans ses fonctions la bienveillance et la justice, l'aménité et l'exactitude et mérité l'estime et l'affection de ses supérieurs, de ses subordonnés et de tous ceux qui l'approchaient.

M. l'abbé Perrossier annonce des découvertes archéologiques entre Châtillon-St-Jean et St-Paul-lès-Romans et promet une petite note à ce sujet.

D'un autre côté, M. l'abbé Chapelle, curé de Pact (Isère) a recueilli, dans sa paroisse et aux alentours, de nombreux objets antiques, médailles, inscription, débris de poterie, etc.

Notre infatigable et érudit collègue, M. l'abbé Jassoud, nous a adressé à ce sujet un compte-rendu détaillé d'une excursion qu'il a faite à Pact. Il ne nous blâmera pas de laisser à son collègue le plaisir d'exposer lui-même ses découvertes, ainsi qu'il l'a promis, dans la prochaine livraison du *Bulletin*.

Dans les questions de ce genre, on ne saurait apporter trop de soins à préciser la nature des objets, le lieu où ils ont été trouvés et leur destination actuelle. Lorsqu'ils sont rares et importants des photographies seraient même nécessaires pour les études des hommes compétents, ou tout au moins des dessins exacts.

Parmi les ouvrages reçus signalons :

1° Ceux de M. H. de Terrebasse, *Un poète forésien au XVI^e siècle* ou recherches intéressantes sur l'auteur d'un petit volume intitulé *De l'amour — Le Mirouer du dévot chrestien*, qui est Claude Paparin de Chaumont, sieur de Château Gaillard, marié en 1594 avec Suzanne du Serre, fille de Daniel et nièce de Salomon, successeur de l'évêque Paparin au siège de Gap. — Lyon, Pitrat, 1884 — grand in-8, 16 pages.

2° *La Notice historique et bibliographique sur Antoine et Pierre Baquelier, citoyens de Grenoble et les ouvrages qu'ils ont publiés au XV^e et au XVI^e siècles*, par un vieux bibliophile dauphinois, étude fort savante de M. E. Chaper. — Grenoble, F. Allier, 1885 — 58 p. in-8.

3° Le compte-rendu par M. Bernard, conseiller à la cour de Grenoble, de l'*Assemblée générale des souscripteurs au patronage des vieillards, ancienne société pour l'extinction de la mendicité*: œuvre et rapport dignes d'éloges.

Grenoble, Breynat, 1885 — 24 p. in-12.

4° *Bulletin historique, archéologique et artistique de Vaucluse*. Janvier et février 1885. — Articles sur S. Gens, évêque de Vénasque, sur le Léman et sur les évêques de Carpentras.

5° *Relations de Charles VII et de Louis XI rois de France avec les cantons Suisses 1444-1461-1483*. Etude historique par Bernard de Mandrot. — Paris 1881 — 1 vol. in-8° 200 p.

6° *Répertoire des travaux historiques* contenant l'analyse des publications faites en France et à l'étranger sur l'histoire, les monuments et la langue de la France en

1882 — *supplément et index*. — T. II et tome III, N° 2 — Imprimerie Nationale. In-8°.

7° *Notice historique sur le village de Couzon (Rhône)*, par E. Fayard, conseiller à la Cour d'appel de Lyon, chevalier de la Légion d'honneur. — Lyon, Pitrat, 1885 — 1 vol. in-8° de 156 pp. Notre savant collègue étudie l'origine et les annales du bourg avant et après la Révolution jusqu'à ce jour et son travail plein de faits et de détails intimes offre constamment le plus vif intérêt.

8° *Foires et marchés au Monastier*, par Adrien Lascombe, conservateur de la Bibliothèque publique du Puy, secrétaire de la Société agricole et scientifique de la Haute-Loire. — Le Puy, 1885 — 12 pp. in-8°. Excellents détails.

9° *Découverte d'antiquités gallo-romaines à Vorey-sur-Arzon (Haute-Loire)*. — *Rapport lu à la Société agricole et scientifique de la Haute-Loire dans la séance du 11 mai 1882*, par le même auteur, — le Puy, 1885 — in-8° de 12 pp.

10° *Souvenirs Lyonnais. Lettres de Valère, colligées*, par Nizier du Puitspelu. — Lyon, Meton, 1881 — 2 vol. in-12. Le sympathique auteur de *Joseph Pagnon* a décrit de main de maître dans cet ouvrage, le site de Nyons avec ses oliviers, ses montagnes, ses térébinthes, ses lauriers-roses, son vent régulier, le Pontias et son incomparable soleil.

11° *L'Instruction primaire dans la Drôme avant 1789. Arrondissement de Nyons*. — Grenoble, Xavier Drevet, — broch. in-8° de 100 pp.

12° *Un bienfaiteur du Briançonnais : M. d'Angervilliers, intendant du Dauphiné*, puis ministre de la guerre,

par le D^r A. Chabrand. — *Champs et ses maîtres*, — br. in-8° de 16 pp., même éditeur. (Extraits du *Dauphiné*).

13° *Eygalayes ancien et moderne*, — Paris, Bloud et Barral, 1884 — br. in-8° de 24 pp.

Nous avons reçu un petit livre intitulé : *Synonimes | et epithètes | françaises |* recueillies et disposées selon | l'ordre de l'alphabet.

Par | A. de Montmeran, | avocat en Parlement. | — Paris, J. Guignard, 1650 — in-16 de 144 pp.

Est-ce là un auteur dauphinois ? est-ce un pseudonyme ? Rien dans l'ouvrage, fort insignifiant d'ailleurs, n'indique le pays d'origine et le véritable nom de l'auteur.

A. LACROIX.

TABLEAU DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE
ET DE STATISTIQUE
DE LA DRÔME

Président d'honneur

M. le Préfet de la Drôme.

Président honoraire

Mgr. l'Évêque de Valence.

Membres fondateurs

MESSIEURS

LACROIX SAINT-PIERRE, ancien député à, Chabeuil.

Marquis DE PISANÇON, à Pisançon.

MONTLUISANT (DE), général d'artillerie, à Paris.

MORIN, ancien député, à Dieulefit.

Membres titulaires

MESSIEURS

- ALLEMAND (l'abbé), supérieur du petit-séminaire, à Valence.
ARCES (le marquis d'), à Mercurol.
ARNAUD, pasteur, à Crest.
BABOIN (Henri), ancien député, au château d'Alivet, près Renage.
BÉGOU (l'abbé), supérieur du grand-séminaire, à Romans.
BELLET (l'abbé), à Tain.
BELLIER DU CHARMEIL, avocat, à Valence.
BERNON (le baron Prudent de), ancien maître des requêtes, à Saint-Sorlin.
BERNON (J. de), docteur en droit, à Paris.
BERGER, président au conseil d'Etat, à Paris.
BOISSON, ancien percepteur, architecte, au Pont-Saint-Esprit.
BONNET, docteur en médecine, vice-président de la Société, à Valence.
BORDAS (Joseph-Michel), à Saint-Martin-d'Août.
BOREL DE SOUBÉРАН (Louis), à Crest.
BOREL DE SOUBÉРАН (Charles), à Crest.
BOTTU DE VERCHÈRES, à Saint-Jean-de-Muzols.
BOUCOD (Auguste), à Saint-Vallier.
BOVET, notaire, à Crest.
BOYER DE BOUILLANE, avocat, à Valence.
BOURG (Gontran du), au château de l'Île-Vieille, près Mont-dragon.
BOUFFIER (Amédée de), à Livron.
BRUN-DURAND (Justin), ancien juge de paix, à Crest.
BRUYAS (Emile), à Lyon.
CHABRIÈRES-ARLÈS, trésorier-payeur-général, à Lyon.
CHABRILLAN (le comte Fortuné de), à Paris.
CHABRILLAN (le comte Paul de), à Saint-Vallier.
CHARRAS (Edouard), négociant, à Nyons.

- CHENEVIER, imprimeur, à Valence.
CHEVALIER (Ulysse), docteur en médecine, à Romans.
CHEVALIER (l'abbé C. U. J.), correspondant du Ministère de l'instruction publique, à Romans.
CHEVALIER (l'abbé Jules), aumônier, à Romans.
CLÉMENT, directeur de la Société générale des eaux minérales de Vals, à Valence.
CLÉMENT (Emile), à Romans.
COLOMB (Victor), directeur de l'Assurance *La France*, secrétaire adjoint de la Société, à Valence.
COSTON (le baron DE), à Montélimar.
DÉRIARD, directeur de la Verrerie, à Rive-de-Gier.
DIDELOT (l'abbé), curé de la cathédrale, à Valence.
DUMONTEIL (l'abbé), curé, au Buis-les-Baronnies.
DU PORT-ROUX, à Romans.
DUVERNET, secrétaire général de la préfecture, à Valence.
EPAILLY, architecte, trésorier de la Société, à Valence.
FAURE-BIGUET, président à la cour d'appel, à Paris.
FAURE, ancien président du tribunal, à Valence.
FEUGIER, ancien avoué, à Valence.
FILLET (l'abbé), curé d'Allex.
FLORANS (le marquis DE), à La Roque, par Lambesc.
FONTGALLAND (Anatole DE), à Die.
FORCHERON (Emile), juge, à Valence.
FORQUET DE DORNE, président de la Cour d'appel d'Angers.
FRANÇOIS (Eugène), avocat, à Valence.
GALLIER (Anatole DE), président de la Société, à Tain.
GILLY (Louis), à Valence.
GIRARDON, avocat, à Valence.
GUILLEMINET, professeur au collège d'Arles.
HECTORNE (Emile), receveur de l'hôpital à Valence.
ISNARD (l'abbé), curé, à Tulette.
JASNOUD (l'abbé), curé, à Mureils.
LABAREYRE (DE), ancien juge, à Valence.
LA BAUME (le comte DE), marquis de Puy-Montbrun, à la Garde-Adhémar.

LACROIX (André), archiviste départemental, secrétaire de la Société, à Valence.

LALANDE, avoué, à Valence.

LAMAN, notaire, à Valence.

LAMBERT, ancien maire de Combovin.

LARNAGE (le comte Vincent DE GARCIN DE), à Paris.

LATUNE (Gustave), à Crest.

LATUNE (Henri), à Crest.

MALENS, premier Président à la Cour d'appel, à Grenoble.

MARCIEU (le marquis DE), à Crépol.

MAURIN (Alcide), docteur en médecine, à Crest.

MAZET (l'abbé), aumônier, à Valence.

MESSIÉ, avocat, à Montélimar.

MEYNOT (Adrien), à Donzère.

MONIER DE LA SIZERANNE (le comte Fernand), à Beausembiant.

MONTCHENU (le vicomte DE), à Montchenu.

MONTEYNARD (le comte DE), à Montelier.

MORIN-PONS, auteur de la *Numismatique féodale du Dauphiné* à Lyon.

MORIN (Henri), négociant, à Dieulefit.

MORIN (Adolphe), à Dieulefit.

NUGUES (Félix), à Orange.

NUGUES (Alphonse), à Romans.

PELOUX (Jules), ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Valence.

PERROSSIER (l'abbé Cyprien), curé, à Parnans.

POMPÉI, avocat, à Valence.

PROMPSAL (Louis), receveur de l'enregistrement, à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, (Rhône).

REBOUL DE LAJUILLIÈRE, ancien auditeur au conseil d'Etat, à Paris.

REY, architecte, à Valence.

ROMAIN, docteur en médecine, à Valence.

SAYN (Gustave), à Montvendre.

SOLLIER, avocat, à Valence.

SOUBEYRAN, architecte, à Lachamp-Condillac.

SIÈYES (le marquis DE), au château du Valentin, Bourg-lès-Valence.

SOULIER (l'abbé), curé, à Vesc.

TRACOL, architecte, trésorier adjoint de la Société, à Valence.

URTIN (Marc), avocat, à Valence.

VALLENTIN, juge, vice-président de la Société, à Montélimar.

VERTUPIER (Louis), à Crest.

VEYRENC (l'abbé), curé, à Mollans.

VIGNE (Mgr.), archevêque d'Avignon.

VILLARD (Marius), chef de la direction du service vicinal, à Valence.

Membres correspondants

MESSIEURS

ACCARIAS, ancien conseiller à la Cour d'appel de Grenoble.

ADHÉMAR (le comte Victor D'), à Toulouse.

ALLMER, ancien conservateur du musée d'épigraphie de la ville de Lyon.

ANDIGNÉ (le marquis D'), général et sénateur, à Paris.

AUZIAS (Théodore), avocat à la Cour d'appel de Grenoble.

BARRÈS, bibliothécaire de la ville de Carpentras.

BAUME-PLUVINEL (le marquis DE LA), à Paris.

BELMONT, à Lyon.

BERGER (Emile), conseiller à la Cour d'appel d'Aix.

BERNARD, conseiller à la Cour d'appel de Grenoble.

BERTRAND (Isidore), ancien directeur de l'imprimerie des Célestins, à Bar-le-Duc.

BETHOUX (l'abbé), à la Motte-d'Aveillans (Isère).

BESSET, architecte, à Tournon.

BLANCHARD (l'abbé), archiprêtre à St-Péray.

BLANCHET (Augustin), manufacturier, à Rives.

BLANCHET (Paul), manufacturier, à Rives.

BOISSIEU (Maurice DE), à Lyon.

BOISSIN (Firmin), rédacteur en chef du *Messenger de Toulouse*.

BOUCHARDON (Gustave), à Bonnevaux, près la Côte-Saint-André.

BROUCHOUD, avocat à la Cour d'appel de Lyon.

BULOT, architecte départemental, à Melun.

CAIZE (Albert), à Louveciennes.

CAIZE, ancien inspecteur divisionnaire des douanes, à Louveciennes.

CHAPER (Eugène), ancien député, à Grenoble.

CHABRAND, docteur en médecine, à Grenoble.

CHAMPAVIER (Maurice), à Paris.

CHAPELLE (l'abbé), curé de Pact, près Beaurepaire.

CHARPIN-FEUGEROLLES (le comte DE), ancien député, au château de Feugerolles.

DELLOYE, conservateur du musée Calvet, à Avignon.

DUBOIS, ancien magistrat, à Thueyts.

DUFOUR (Louis), aide archiviste d'Etat, à Genève.

DUPRÉ-LATOURE, ancien magistrat, à Paris.

FALAVEL, notaire, à Saint-Marcellin.

FALSAN, géologue, à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, près Lyon.

FAUCHER (Paul DE), à Bollène.

FAURE, maréchal des logis au 18^{me} dragons, à Lunéville.

FAYARD, conseiller à la Cour d'appel de Lyon.

FLACHAIRE DE ROUSTAN (Marcel), à Lyon.

FRANCLIEU (M^{lle} Aimée DE), au château de Longpra sur Saint-Geoirs.

GALLET (Louis), à Paris.

GAP (Lucien), instituteur, à Roaix.

GARIEL, bibliothécaire de la ville de Grenoble.

GENTHON, juge, à Saint-Marcellin.

GRÉAU (Julien), à Paris.

GUEYFFIER, juge de paix, à Saint-Etienne de Saint-Geoirs.

GUILLAUME (l'abbé), archiviste des Hautes-Alpes, à Gap.

GUIREMAND, avocat, à Paris.

- HELME, vice-président du tribunal, à Saint-Etienne (Loire).
JOUFFRAY (A.), capitaine d'Artillerie au 2^e régiment, à Grenoble.
LAFAYOLLE, juge de paix, au Cheylard.
LAMOTTE, docteur en médecine, au Pouzin.
LASCOMBE (M^{me}), née Comte, à Saint-Pierreville.
LEBLANC, bibliothécaire et conservateur du musée de Vienne.
LOMBARD, avocat, à Grenoble.
MACÉ, doyen de la Faculté de Grenoble.
MASIMBERT, avocat, à Grenoble.
MAIGNIEN (Edmond), bibliothécaire de la ville, à Grenoble.
MAZON, publiciste, à Paris.
MOLIN (Joseph), négociant, à Lyon.
MONTALIVET (Georges DE), à Paris.
MONTRAVEL (le vicomte DE), à Joyeuse.
MONTs (le comte DE), au château d'Armanais, à Balbin, près la Côte-Saint-André.
MOREL, receveur des finances, à Carpentras.
OLLIER DE MARICHARD, à Vallon.
ORIOU (l'abbé), à Annonay.
PALLIAS (Honoré), ancien membre du conseil général des Hautes-Alpes, à Lyon.
PARISOT DE LABOISSE (Jules DE), à Montpellier.
PERROSSIER (Ernest), lieutenant-colonel au 9^e de ligne, à Agen.
PEYROT, chef de division retraité de la préfecture de l'Isère, à Grenoble.
PILOT DE THOREY (Emmanuel), vice-consul d'Italie, à Grenoble.
PIOLLET, substitut à la Cour d'appel de Grenoble.
POINÇOT, à Hericy (Seine-et-Marne).
PONCINS (le comte DE), à Feurs.
PRUNIÈRES (le comte DE), au château de la Baume-Seyssins, près Grenoble.
REYNAUD (Horace), avocat à la Cour d'appel de Lyon.
ROBERT-GENTIL (Charles), à la Ferté-sur-Aube, par Clairvaux.
ROCHER (Henri DE), à Bollène.
ROMAN (Joseph), avocat, au château de Picomtal, par Embrun.

ROUIN (Flavien), receveur principal des postes, à Gap.
 SAINT-FERRÉOL (le vicomte DE), à Uriage.
 SAINT-GENIS (Victor DE), à Corbeil, près Paris.
 SAINT-VICTOR (Ch. DE), à Lyon.
 SAUREL (le chanoine), membre de l'Académie de Montpellier.
 TAILLAS (DE), à Grenoble.
 TERREBASSE (DE), à Ville-sous-Anjou.
 TOUR-DU-PIN-CHAMBLY (le baron DE LA), à Nantes.
 TOUR-DU-PIN-LA-CHARCE (le comte DE LA), à Bezonville.
 VALLIER (Gustave), à Grenoble.
 VASCHALDE, directeur de l'établissement thermal de Val.
 VELLOTT (A.), avocat, à Grenoble.
 VOSSIER, lieutenant au 68^e de ligne, à Issoudun.

Communes abonnées

AOUSTE. — BARBIÈRES. — BOURG-DU-PÉAGE. — CREST. —
 MONTÉLIMAR. — MONTRIGAUD. — BIBLIOTHÈQUE DE GRE-
 NOBLE. — ARCHIVES DE GRENOBLE. — BIBLIOTHÈQUE DE
 ROMANS.





CORRESPONDANCE D'ACHARD DE GERMANE

avec M. de la Coste

L'UN DES DERNIERS PRÉSIDENTS A MORTIER DU PARLEMENT DE DAUPHINÉ

pendant les deux premières années de l'émigration

1791-1793.

Parmi les sources de l'histoire, il en est peu qui soient plus abondantes en renseignements curieux et plus pures de toute altération qu'une correspondance suivie. C'est surtout dans ces relations intimes de deux amis, qui s'entretiennent sans témoins, que l'on peut découvrir la physionomie véritable des personnes et des événements. Les récits et les jugements qu'elles renferment ne sauraient être suspectés de fiction, de passion ou d'intérêt. Ce sont comme les impressions d'un spectateur qui voit sans être vu, et qui écrit sur ses tablettes, sans apprêt et sans prétention, les scènes qui se déroulent sous ses yeux. Les hommes et les choses y sont pour ainsi dire saisis sur le fait, et jugés *flagrante delicto*. Une correspondance est comme l'écho fidèle des sentiments qui s'agitent dans le milieu d'où elle émane,

comme un miroir où vient tour à tour se reproduire le tableau exact et animé des mouvements qui s'exécutent devant lui ; on y trouve relatés une foule de petits détails, qui, plus encore que les grands traits de l'histoire, nous dépeignent une époque et nous font connaître l'état des esprits et la situation d'une société.

Celle que nous publions ici comprend quarante-cinq lettres, qui embrassent un intervalle de deux ans, depuis février 1791 jusqu'à janvier 1793, sauf la dernière, qui est d'une date postérieure ; elles sont adressées de Grenoble (pour la plupart) à M. de la Coste, l'un des derniers présidents du Parlement de Dauphiné, réfugié à Rome pendant l'émigration, par Achard de Germane, avocat au même Parlement, auquel il avait confié la gestion de ses biens en partant pour l'exil. Le fidèle intendant envoyait à son maître en moyenne trois lettres par mois (1), pour le tenir exactement au courant de ses affaires ; et tout en l'entretenant de la situation de ses fermes et de ses capitaux, il lui faisait part des bruits du jour, et lui racontait les événements petits ou grands qui se passaient à Grenoble ou ailleurs ; il lui donnait des nouvelles de ses amis, de ses anciens collègues au Parlement, et des personnages notables de la ville. Nous n'avons pas les réponses de M. de la Coste ; elles ont été égarées ; elles n'auraient pu du reste apporter que de faibles éclaircissements aux lettres de son correspon-

(1) La périodicité de ces lettres est beaucoup plus fréquente pendant la première année ; il y en a une en moyenne par semaine en 1791 ; plus tard, elles sont à peine mensuelles.

dant. Quelques-unes de celles-ci manquent également au dossier ; mais, tout incomplète qu'elle est, cette correspondance est un précieux document pour l'histoire de la Révolution en Dauphiné ; elle projette un grand jour sur la physionomie de la province, et de la ville de Grenoble en particulier, à cette époque si tourmentée ; elle fait connaître l'état des esprits en présence des événements qui se précipitent, et met en lumière quelques-uns des personnages qui en furent les acteurs. Ajoutons que l'histoire de cette période est à peu près inédite, l'intéressant ouvrage de M. Albin Gras : *Deux années de l'histoire de Grenoble*, ne commençant qu'à la date fatale du 10 août 1792 (1). La plupart des personnages mentionnés dans ce savant travail se retrouvent dans notre correspondance, qui en signale aussi bon nombre d'autres, surtout parmi la noblesse, de sorte que ces deux documents se complètent l'un par l'autre, et forment ensemble les annales continues de la capitale du Dauphiné pendant les trois ou quatre premières années de la Révolution (2).

(1) *Deux années de l'histoire de Grenoble, depuis la suspension de Louis XVI (10 août 1792) jusqu'à la chute de Robespierre (9 thermidor an 2 (27 juillet 1794))*, par M. Albin Gras, docteur en médecine. Grenoble, Maisonville, novembre 1850, 140 pp., in-8°. (Extrait du *Bulletin de la Société de Statistique de l'Isère*, t. XIII, pp. 48 à 182).

(2) Nous avons encore : *Études sur l'histoire de Grenoble et du département de l'Isère pendant la Terreur*, par M. Paul Thibaud, avocat à la Cour d'appel de Grenoble, publiées dans le *Bulletin de l'Académie Delphinale*, 3^e série, t. XIV (1878), pp. 110 à 195. — Cette étude comprend la même période que l'ouvrage précité ; mais elle s'étend à tout le département de l'Isère.

Pierre-François-Laurent de la Coste, fils d'Ennemond-François de la Coste de Saint-Nizier, président au Parlement de Grenoble, et de Françoise-Angélique de Michel du Sozey, dame de Samson, Barbières, Rochefort, Fiançayes, Saint-Mamans, etc. (1), était né à Grenoble, le 20 juin 1743. Sa famille, originaire de Tullins, avait été anoblie en 1660, en la personne de Jacques de la Coste, capitaine au régiment de Sault. Quoique de noblesse assez récente, elle avait acquis beaucoup d'importance, et elle était devenue très-opulente. Elle se fractionna de bonne heure en plusieurs branches : celle qui nous occupe était plus spécialement désignée sous le nom de Bouquéron (2). Outre la seigneurie de ce

(1) Madame de la Coste mère était fille de Pierre Michel du Sozey de la Croix, seigneur de Barbières, Samson, etc., conseiller au Parlement le 9 janvier 1707, mort en juin 1747, et de Françoise-Angélique de Ferrus de Saint-Richard. Son frère aîné, du même nom que le père, succéda à celui-ci comme conseiller au Parlement, le 19 août 1734, et mourut le 10 février 1778. Elle avait un autre frère nommé Jacques, sieur de Rochefort, qui fut mousquetaire du Roi. Ce dernier portait le nom de l'aïeul, qui, le premier de la famille, était entré au Parlement de Grenoble en qualité de conseiller, le 6 avril 1690. Il y avait été remplacé par l'un de ses fils, Isaac-Aymar, le 28 décembre 1717, qui devint ainsi le collègue de son frère aîné. La famille Michel était originaire de Grenoble ; ses armes étaient *d'azur à trois bandes d'or*.

(2) Le château de Bouquéron est situé à quatre kilomètres de Grenoble, sur la route de la Grande-Chartreuse, près de Montfleury. Il a été transformé, en 1852, en établissement d'hydrothérapie. Il domine la vallée de l'Isère dans une position très-pittoresque. Le journal *le Dauphiné* a publié des notices et quelques vues du château de Bouquéron dans divers numéros de l'année 1868, notamment t. II, pp. 116, 140, 128 ; t. III, pp. 46, 50, 68, 100, etc.

nom, que l'on croit être entrée dans la famille par une alliance avec les Coct, les la Coste possédaient encore celles de Seyssins, Seyssinet, Pariset et St-Nizier (1), plus un certain nombre de domaines et de terres importantes dans les environs de Grenoble. Ils portaient pour armoiries : *d'or à six papillons de sable, mirailés d'argent, 3, 2, 1, au chef d'azur chargé de trois étoiles d'or* (2).

Depuis longtemps, les la Coste étaient en possession de charges au Parlement de la Province, et elles se transmettaient de père en fils, comme un héritage de famille, sans autre titre cependant que les influences dont ils disposaient. Plusieurs d'entre eux avaient été conseillers à la Cour. Un coup d'œil sur la composition du Parlement de Grenoble à l'époque qui nous occupe ne sera pas ici hors de propos. Le personnel de cette assemblée souveraine, qui occupait le troisième rang parmi les Parlements de France, avait beaucoup varié depuis son institution par Louis XI, en 1453. Au moment de sa suppression en 1790, il se composait d'un premier président, de huit présidents à mortier, de deux chevaliers d'honneur, de cinquante-un conseillers, dont trois clercs, et de huit secrétaires. Trois avocats

(1) Ces quatre paroisses faisaient partie du même mandement, qui avait pour chef-lieu Pariset. Elles sont situées dans le canton de Sassenage, à peu de distance de Grenoble. — M. Pilot a publié une notice sur le mandement de Pariset dans les livraisons de mars, avril, mai et juin 1871 de la même revue.

(2) Madame de la Rollière (Claire de la Coste) portait *d'or au chevron de sable, accompagné en pointe d'une étoile de...., au chef de gueules chargé de trois croissants d'argent*. Ce sont les armes des la Coste-Maucune.

généraux, un procureur général et huit substituts formaient le parquet. Il y avait en outre un certain nombre d'autres avocats, huissiers et officiers subalternes (1). Pour être promu à la dignité de président, il fallait avoir quarante ans d'âge, dix ans de service dans la magistrature, et n'avoir aucun parent du premier ou du deuxième degré dans le Parlement. Les présidents à mortier avaient rang entre eux d'après la date de leur nomination. Ennemond de la Coste était conseiller à la Cour, lorsqu'il fut nommé président par lettres patentes du 12 juin 1750, avec dispense d'alliance (il était beau-frère de Pierre du Sozey de Barbières, aussi conseiller en la Cour), et reçu en cette qualité le 19 du même mois, en remplacement et sur la résignation d'Arthur-Joseph de la Poype Saint-Julien de Grammont, nommé premier président. Le Parlement de Grenoble ayant été supprimé en 1771, et réduit au rang de simple cour de justice, puis rétabli quatre ans après avec quelques modifications, Ennemond de la Coste fut réintégré en sa dignité de président par décret du 10 mai 1775 ; mais il n'y resta guère après cette bourrasque. Au bout de deux ans, il se démit de sa charge en faveur de son fils, et mourut le 27 juin 1786.

(1) D'après le « Tableau de Nosseigneurs les Présidents, Conseillers et Gens du Roi en la Cour de Parlement pour 1789 », il y avait à cette date, outre le premier président en exercice, Mgr Amable-Pierre-Albert de Bérulle, un premier président honoraire, qui était le père et prédécesseur de celui-ci, trois conseillers honoraire et dix places de conseiller vacantes. (*Almanach général de Dauphiné pour 1789*, pp. 18 à 22).

Celui-ci était, comme son père, conseiller à la Cour, lorsque, par lettres patentes datées de Versailles, le 23 juillet 1777, il fut nommé pour lui succéder, avec dispense d'âge, d'alliance et de parenté; il n'avait que trente-quatre ans, et il était beau-frère de Léon-César de Chaléon de Chambrier, et neveu de Pierre du Sozey, tous les deux conseillers au Parlement. Il fut installé solennellement en qualité de président à mortier le 5 septembre suivant. Lorsque la Révolution survint, il était le quatrième par rang d'ancienneté (1). Le huitième siège de président était vacant.

Laurent de la Coste avait épousé Julie-Victoire de Joannis de Verclos, d'une ancienne famille du Comtat,

(1) Voici les noms des derniers présidents du Parlement de Grenoble, par ordre d'ancienneté : Joseph-Arthus de la Croix de Sayve d'Ornacieux père, nommé en août 1739 (mort à Vérone en 1802); — Pierre-Marie de Vaulx, nommé en juillet 1757, souvent mentionné dans les lettres d'Achard de Germane; — Joseph-Marie de Barral, marquis de Montferrat, qui joua un rôle important à Grenoble pendant la Révolution; nommé en avril 1764. (V. sa notice dans la *Biographie du Dauphiné*); — Pierre-François-Laurent DE LA COSTE; — Barthélemy-Arthus de la Croix de Sayve d'Ornacieux fils, nommé en août 1779, l'un des intimes amis de M. de la Coste; — Marie-Anne-Joseph-Gabriel-Laurent de Bressac, né à Valence, le 16 janvier 1756, était avocat en la Cour et n'avait encore exercé aucune fonction judiciaire, lorsqu'il fut nommé par lettres royales du 9 avril 1783, à l'âge de 27 ans; il était le neveu de Laurent-Aymon de Franquières, conseiller à la Cour. (V. *Bulletin de la Société archéologique de la Drôme*, t. IX, p. 372.; — et enfin, Claude-Ignace de Trivio, reçu le 30 août 1787. (*Inventaire sommaire des archives de l'Isère*, t. II, p. 17.)

mais qui était pour lors sans fortune (1). On raconte que celle-ci étant venue à Grenoble avec sa mère, pour soutenir un procès devant le Parlement, elle le plaida elle-même avec tant de talent et d'éloquence, que le président de la Coste en fut ravi; séduit par les rares qualités qui brillaient en elle, et qu'elle déploya avec éclat dans cette circonstance, il n'hésita pas à la demander en mariage, malgré la disparité de rang et de fortune, et quoiqu'il fût, dit-on, très-avare. « Il n'eut pas à s'en repentir, nous « écrit un membre de la famille. Au moment de l'émission, elle montra une telle présence d'esprit, un « tel courage, une telle fermeté, une telle entente des « affaires, qu'en quittant la France, ils emportaient de « quoi vivre en grands seigneurs à l'étranger, de trois à « quatre cent mille francs, ai-je ouï dire. Ils laissaient, « il est vrai, des millions derrière eux; le quartier Saint-Laurent, sur la rive droite de l'Isère, leur appartenait à presque entièrement; une partie porte encore, ou portait il y a quelques années (on a tout bouleversé depuis) le nom de *Cité la Coste*. Leur avarice ne nuisait pas à leur charité: parmi leurs innombrables seigneuries, le village de Seyssins ayant été dévoré par un

(1) Un des membres de cette famille, sans doute un oncle de Madame de la Coste, a publié l'ouvrage suivant: *Vie de la Révérende Mère Agnès d'Aquillenqui, abbesse des capucines de Marseille, par le R. P. Hyacinthe de Verclos, Récollet*. — Avignon, 1740, 1 vol. in-8° avec portrait — Le dernier évêque de Mariana, en Corse, était, croyons-nous, le frère de ladite dame. Il est nommé dans une des lettres que nous allons publier.

« incendie, les la Coste le firent rebâtir et couvrir en
« ardoises. »

Le président de la Coste avait un frère qui habitait Paris, et que nous trouverons souvent mentionné dans les lettres d'Achard de Germane ; il y est désigné sous le nom de *Monsieur le Chevalier*. Celui-ci, fort avare aussi, avait, par diverses spéculations, augmenté une fort jolie fortune. Leur sœur aînée était mariée à Léon-César de Chaléon de Chambrier, conseiller au Parlement (1). Elle était morte sans doute au moment où commence cette correspondance, car il n'y est nulle part fait mention d'elle. Claire de la Coste, qui paraît avoir été la plus jeune de la famille, avait épousé, le 1^{er} février 1769, François-Laurent de Lancelin, marquis de la Rollière, chevalier de Saint-Louis, lieutenant-colonel au régiment de Lyonnais, l'aîné d'une très-nombreuse famille (2), qui cependant devait s'éteindre avec sa géné-

(1) Anne-Pierrette de la Coste avait épousé M. de Chaléon le 18 septembre 1763.

(2) Alexandre de Lancelin de la Rollière eut de son mariage avec Marie-Magdeleine d'Allard vingt-deux enfants, dont dix-sept furent vus ensemble autour de la table paternelle. Marc-Antoine de la Rollière, l'un d'eux, fut tué à Ajaccio, en 1770. Outre le marquis de la Rollière, mari de Mlle de la Coste, il y avait encore le major de Lancelin, marié à Valence, sans enfants ; un chevalier de la Rollière ; deux abbés, dont l'un fut chanoine, et l'autre, grand-vicaire de Valence et député du Clergé aux États de Romans, où deux de ses frères représentaient la noblesse ; trois ou quatre filles religieuses, à l'abbaye de Vernaison et à celle de Soyons, et une autre, Magdeleine, mariée, le 22 mars 1767, à Jean-Alexandre de Ventailac, etc.

ration (1). Nous trouvons mention de lui dans une lettre citée par M. de Gallier, dans son intéressante étude sur la *Vie de Province au XVIII^e siècle* (2); elle est datée du lendemain des noces (2 février 1769), auxquelles sans doute l'auteur, M^{me} de Franquières, assistait. « C'était, dit-elle, un mari peu riche; mais beaucoup « d'agrément pour dédommager de ce manque de fortune. » Elle raconte ensuite, à propos du mariage, que M^{me} d'Agoult, parente de la future, avait fait les frais de la corbeille, « dans laquelle il y avait une bourse « de mille écus, une montre d'or à répétition, un étui « de rouge garni d'or, un étui d'aiguilles avec un dé en « or. Madame de Bouquéron a donné quarante louis et

(1) Le marquis de la Rollière n'eut que trois filles de son mariage avec Mlle de la Coste. savoir : Magdeleine-Jacqueline. l'aînée, que l'on appelait Lancelin, pour se faire l'illusion d'un fils qui n'était pas là. Elle fut mariée la dernière, au baron Charles de Vachon, du Puy-en-Velay, d'une famille différente des Vachon du Dauphiné; — Olympe, qui devint la femme d'Alexandre de Granet de Lacroix de Chabrières; et Alexandrine, qui épousa Alexandre de Bimard, de Chabeuil. La baronne de Vachon survécut à ses deux sœurs, et mourut à Valence, le 17 novembre 1863. En elle s'éteignit le nom de la Rollière, dont la noblesse remontait à 1591. Les Lancelin de la Rollière portaient *de gueules à trois croissants d'argent*. (DE RIVOIRE DE LA BATIE, *Armorial du Dauphiné*; DE COSTON, *Histoire de Montélimar*, t. II, p. 441)

(2) *La vie de Province au XVIII^e siècle. — Les femmes, les mœurs, les usages*, par Anatole de Gallier. — Paris, librairie de P. Rouquette, 85, 87, passage Choiseul. MDCCCLXXVII. — Broch. in-8^o de 128 pp., tirage à part du *Bulletin de la Société archéologique de la Drôme*, t. IX, p. 355; X. pp. 5, 142, 270, 369; XI, pp. 5, 137.

« une garniture de Paris de cent pistoles, Madame de
« la Coste, quatre robes et un beau trousseau (1). »

Il paraît que la dot de Madame de la Rollière fut assez modeste, et peu en rapport avec la grande fortune de sa famille ; c'est ce qui ressort des lignes suivantes, qu'elle écrivait à une de ses amies : « Le défaut de fortune fait
« faire bien des sottises ; je l'éprouve d'une manière
« cruelle. Si j'avais eu une dot honnête, je ne serais
« pas Madame de la Rollière. Je crois vous en dire
« assez » (2). Pendant que son mari était au service du Roi, elle habitait tour à tour le château de la Rollière (3), près Livron, et Valence, où elle possédait un immeuble. Madame de la Rollière était une personne d'esprit et de savoir, dont la compagnie était recherchée par la meilleure société de la ville et par la noblesse des environs. Elle était en relations intimes avec la famille de Franquières, dont les papiers ont servi de base au savant travail que nous venons de citer. « Je vous félicite, écrit
« vait Laurent de Franquières à sa sœur en 1788, du
« plaisir que vous aurez de passer votre été avec Ma-
« dame de la Rollière, dont la conversation pleine de
« connaissances, de jugement, d'esprit et d'amabilité,
« doit vous plaire d'autant plus, qu'elle ne cherche point

(1) *La vie de Province*, p. 46. — (2) *Ibidem*.

(3) Le château de la Rollière est situé sur le coteau qui domine la vallée de la Drôme, au levant du bourg de Livron. Il fut acquis, vers le commencement du siècle, par André Blanc-Montbrun, qui ajouta à ses noms celui de la Rollière ; son fils, le capitaine Alfred Blanc-Montbrun, l'a vendu, peu avant sa mort, en 1876, à MM. Argod frères, négociants à Crest, qui le possèdent actuellement.

« à parler, et qu'elle n'a pas la moindre prétention (1). » M. de Gallier nous a conservé de nombreux extraits de sa correspondance, qui dénotent un esprit élevé, observateur et judicieux, un cœur droit, enclin à la bienfaisance et doué d'une exquise sensibilité. Elle raconte dans une de ses lettres comment elle fut assez heureuse, dans une visite qu'elle fit à la tour de Crest en 1788, pour obtenir l'élargissement d'un prisonnier. On remarquera aussi celle où elle raconte et apprécie l'établissement de la société littéraire de Valence, et celle qui contient le récit de la mort du commandant de Voisins, assassiné dans cette ville au début de la Révolution (2).

Un mot maintenant sur l'auteur des lettres que nous allons publier. Achard de Germane est assez connu ; M. Rochas lui consacre une notice de plus de deux colonnes dans sa *Biographie du Dauphiné*. Né à Aspres-les-Veynes (Hautes-Alpes) en 1754, il devint, en 1778, avocat au Parlement de Grenoble. D'abord partisan, dans une certaine mesure, des réformes annoncées par la Révolution, il s'en déclara l'adversaire, lorsqu'il vit la tournure que prenaient les événements. Croyant pouvoir faire tête à l'orage et enrayer l'opinion, il fonda à Grenoble, de concert avec quelques amis, un journal satiri-

(1) *La vie de Province*, p. 46.

(2) *Ibidem*, pp. 113 et 122. Voir aussi pp. 70, 78, 81, 110, 117, 118, 119, 120, 123. — Ne pas confondre Madame de la Rollière avec Mademoiselle de la Roullière, d'une famille du Forez transplantée en Dauphiné. M. de Gallier consacre à celle-ci, dans ce même travail, un intéressant paragraphe où il cite de nombreux extraits de ses lettres. Elles sont remarquablement écrites.

que intitulé *Le Sens commun*, destiné à combattre la démagogie. Tout en rédigeant sa feuille, il gérait, c'est lui-même qui nous l'apprend, outre les biens de M. de la Coste, ceux d'un autre émigré qu'il ne nomme pas. Mais cette publication ne tarda pas à attirer sur lui l'animadversion des meneurs révolutionnaires de la ville, qui se disposaient à lui faire un mauvais parti, lorsqu'il émigra à son tour pour échapper à la mort dont il était menacé. Il ne resta que peu de temps en exil ; rentré en France après les événements du 18 brumaire, il reprit ses fonctions d'avocat près la Cour de Grenoble. Il en devint procureur général le 22 mars 1816, et mourut subitement dans cette ville, le 26 mai 1826.

Achard de Germane était l'un des beaux esprits de son temps. Comme ami des sciences et des lettres, il faisait partie des sociétés académiques de Grenoble et de Valence ; ses communications y étaient accueillies avec faveur et consignées en bon lieu. Il était un de ces utopistes humanitaires, comme il y en avait déjà à cette époque et comme il en a surgi beaucoup depuis, qui se croyaient appelés à réformer l'humanité et s'attribuaient la mission de redresser ses travers. Il a consigné dans une demi-douzaine de brochures, ses vues et ses théories en matière de politique et d'économie sociale ; on y trouve, mêlées à beaucoup d'idées justes et judicieuses, les théories les plus étranges et les plus absurdes. C'est ainsi que, dans un mémoire relatif à l'extinction de la mendicité à Valence (1), il consacre près de trente pages

(1) *Essai sur les moyens locaux les plus assurés et les moins dispendieux de faire cesser le fléau de la mendicité à Valence, sans que les*

in-8° à démontrer que le moyen le plus efficace pour faire disparaître ce fléau serait d'interdire la bienfaisance privée, et d'obliger ceux qui voudraient faire l'aumône à déposer leurs libéralités entre les mains d'une commission chargée de les distribuer aux plus nécessiteux. « Le « mal que les mendiants font, dit-il, est très-grand, et « les libéralités aveugles, désordonnées que font les « particuliers aux mendiants valides, sont la cause de ce « mal.... Oui, j'ose le dire, il n'y a que la suppression « de ces aumônes immédiates qui puisse donner aux « mendiants le courage de combattre le charme fatal de « la mendicité habituelle. » Jetant ensuite un regard sur la campagne de Valence, qu'il trouve très-mal cultivée, il ne voit pas d'autre cause à cette négligence que « la « facilité des habitants à faire des aumônes particu- « lières. » Pour réprimer et déraciner cet abus, il veut que les contrevenants soient frappés d'une amende, « telle qu'une aumône de douze livres, qui seraient re- « mises aux administrateurs de l'hôpital. » Il tolère cependant que les riches exercent la bienfaisance à l'égard des pauvres honteux (1). Comme écrivain, Achard

pauvres, tant citoyens qu'étrangers, soient moins secourus, par M. ACHARD DE GERMANE, avocat au Parlement de Dauphiné, 1789. — (In-8° de 152 pp., sans nom d'imprimeur). On lit en sous-titre, à la p. 11 : Ouvrage couronné par la Société patriotique et académique de Valence, dans la séance publique du 26 août 1788. Le travail d'Achard de Germane ne va qu'à la p. 105 ; à la suite est un Mémoire sur la même question, qui a obtenu l'accessit, par M. Reynaud-Lagardette.

(1) *Loc. cit.*, pp. 87, 89 92 et 95. — Parmi les autres moyens que l'auteur suggère aux Valentinois pour augmenter leur prospérité

de Germane ne rachète pas ces écarts de jugement ; son style est lourd et diffus, empesé et pédantesque, manquant de vivacité dans l'allure et de nerf dans la pensée ; il est l'un des précurseurs de ce genre prétentieux et emphatique qui fait le caractère distinctif de la littérature révolutionnaire. C'est ainsi que, dans la dissertation dont nous venons de parler, il met dans la bouche d'un mendiant arrêté pour cause de vagabondage un discours à l'adresse de ses juges, plein de sensiblerie et de boursouffure, qui rappelle, par ses phrases guindées et son ton déclamatoire, les harangues des orateurs de clubs qui allaient bientôt surgir (1).

Achard de Germane ne paraît pas avoir été plus orthodoxe en fait de principes religieux qu'en fait de principes sociaux. Comme chez tous les utopistes de cette

figure celui de laisser transférer leur Université à Grenoble. « Il serait avantageux, dit-il, au peuple de Valence de consentir à la translation de l'Université à Grenoble ; elle est une des causes de leur indolence » (p. 46). Une thèse moins paradoxale, qu'il développe avec étendue est celle de la dérivation des eaux de la Bourne, pour l'arrosage de la plaine de Valence (p. 65). Le tracé qu'il indique est à peu près celui qui a été suivi.

Nous nous sommes arrêté à l'analyse de cette production d'Achard de Germane, parce que c'est celle où on découvre le mieux la tournure d'esprit du philosophe et du penseur. C'est du reste la seule de ses publications qui soit directement relative au département de la Drôme.

(1) *Loc. cit.*, p. 97. — Ce sujet avait été mis au concours par la Société académique de Valence. Notons en passant que des deux rapports primés, l'un indique comme source de prospérité la culture de la vigne ; l'autre au contraire (Achard de Germane) estime qu'on y accorde trop de temps et de terrain.

époque, la religion ne compte pas, et il n'en est jamais question dans ses théories humanitaires. Son scepticisme perce dans plusieurs de ses lettres ; les persécutions contre le clergé et les différents actes d'impiété qu'il raconte n'amènent pas sous sa plume un mot de blâme. Toutefois, ainsi que nous l'avons dit plus haut, les excès de la démagogie le ramenèrent à des idées plus saines, et plus tard, il se lia d'amitié avec l'évêque d'Arras, Mgr de Conzié, qui le patronna auprès de Louis XVIII. Celui-ci l'avait créé chevalier de l'ordre de Saint-Michel et décoré de la croix de Saint-Louis, après l'avoir attaché à sa personne en qualité de secrétaire.

Ces lettres se ressentent des défauts que nous avons signalés chez leur auteur. Toutefois elles sont écrites sans aucun apprêt, à la différence de ses autres œuvres, ce qui leur donne un ton beaucoup plus naturel ; elles présentent même de nombreuses négligences de style. Nous en avons rajeuni et, sur plusieurs points, rétabli l'orthographe. Toutes sont anonymes, sauf quelques-unes de l'année 1792, qui sont signées d'un nom de guerre, *Henri Galloix*. Au revers de chacune est une note de la main de M. de la Coste, reproduisant la date et le nom de l'auteur, en cette forme : *M. Achard*. La moitié environ sont écrites sur papier de grand format cloche, n'ayant que deux pages à la feuille ; les plus longues de ces lettres remplissent deux et même trois feuilles. Les premières sont numérotées de 1 à 12, puis de 1 à 8, ce qui permet de contrôler l'intégralité de la série. La plupart ne sont datées que du quantième du mois, quelques-unes seulement d'un jour de la semaine, et quelques autres sont sans date. On n'a pu classer ces

dernières que d'après les évènements qu'elles relatent. Quelques-unes portent encore, sur un petit cachet en cire rouge, le chiffre et la devise d'Achard de Germane : deux A entrelacés (*Alexandre Achard*) entourés d'un collier de perles et surmontés d'une couronne de fleurs, qui paraissent être des roses, avec ces mots inscrits autour de l'ovale : *Nobilitate et virtute*.

C. P.

I

MONSIEUR,

J'ai reçu la lettre dont vous m'avez honoré. Si je ne vous ai pas écrit depuis quelques jours, c'est parce qu'on avait répandu le bruit que l'on ouvrait les lettres. Mais votre domestique m'a dit qu'il pouvait vous les faire parvenir dans leur intégrité.

J'ai retiré de M. Guillermin les huit cent quatre-vingt-dix livres. J'ai passé chez M. Périer (1), pour lui remettre les 1,470 livres. Il m'a dit que M. Laforêt était à Vizille, qu'il était bien aise de voir la note des rentes, qu'il lui

(1) Le banquier de M. de la Coste, dont il sera question dans presque toutes les pièces de cette correspondance, était Claude Périer, qui s'était enrichi dans le commerce. Il avait acheté le château de Vizille du dernier héritier de Lesdignières. Il fut le père de dix enfants, parmi lesquels fut le célèbre Casimir Périer. (V. la notice que lui consacre la *Biographie du Dauphiné*).

écrivait, et qu'il aurait la réponse samedi prochain de lui. J'ai laissé et remis à lui-même cette somme en assignats, avec l'appoint en argent, dont il me donnera quittance samedi, après avoir reçu la réponse de M. Laforêt, ou bien ce dernier lui enverra la quittance, qui me sera remise samedi ; car M. Périer m'a paru ne vouloir pas donner lui-même la quittance, pour ne pas déranger la comptabilité de M. Laforêt.

Notre ville est un peu en mouvement à l'occasion d'un *Oremus*. Comme peut-être on ne vous l'aura pas écrit, je vais vous raconter l'anecdote. A la Charité, on disait le *Salvum fac Regem* avec un *Oremus* approprié à ce verset. L'aumônier de la Charité a jugé à propos de substituer un *Domine salvam fac gentem*, et de fabriquer un *Oremus* pour la prospérité de l'auguste Assemblée. Dimanche dernier, le Père Elysée, étonné de cette interversion, récita tout haut l'ancien *Oremus*, et l'aumônier, celui de sa création. Cela opéra du scandale dans l'église ; on dit qu'à la suite de vêpres, l'aumônier et le P. Elisée eurent une dispute, suite de l'*Oremus*. On ajoute qu'ils en vinrent jusqu'à l'imposition des mains, et que le Père Elysée s'exprima en termes remplis de mépris pour l'Assemblée nationale, l'Administration et accessoires. Le Père Elysée ne m'a pas convenu de ces faits, ce qui me persuade qu'ils ne sont pas vrais, car on ne doit rien cacher à son conseil. Aussitôt, dénonciation à la municipalité. Quelqu'un de ses honorables membres, prévoyant quelque rupture de jambes et ne voulant pas se brouiller avec le P. Elysée, proposa de renvoyer la cause au tribunal. L'accusateur public a en conséquence dressé sa plainte. On a informé avec ardeur hier et aujourd'hui ; chaque parti soutient son champion. Il m'a paru que le Père Elysée était un

peu intimidé. Je lui ai cependant annoncé que son procès divertirait toute la France, et qu'il fallait prendre courage.

On a commencé l'élection d'un évêque à Valence. Le premier scrutin n'a produit qu'une centaine de billets blancs, et une trentaine en faveur d'un ministre protestant. Les patriotes gémissent de ce trait d'aristocratie. On a recommencé le scrutin (1).

Le tribunal a fait aujourd'hui un arrêt de règlement portant que les procureurs qui voudront postuler se feront inscrire dans un registre. On ne juge pas un seul procès par écrit; ce qui donne lieu à des murmures.

La nouvelle arrivée ce matin de l'impôt sur les professions a fort déplu (2). Ce sera un nouvel impôt sur les personnes, impôt qui sera très-sensible et même très-pesant sur les artisans des villes.

Le pamphlet intitulé : *Premier cri de la liberté savoyarde*, a été fabriqué ici et imprimé chez Allier. On dit que cet ouvrage est très-médiocre. Je ne l'ai pas lu. Je saurai facilement le nom de l'auteur. On a vendu ici cet ouvrage (3).

(1) François Marbos, curé du Bourg-lès-Valence, fut élu évêque constitutionnel de la Drôme le 21 février 1791; ce qui fixe la date de cette lettre au 18 ou 25 février, jours qui tombaient cette année-là un mercredi, seule indication chronologique marquée à la fin de la lettre.

(2) L'impôt sur les patentes voté par l'Assemblée nationale quelques jours auparavant : 2-17 mars 1791.

(3) C'est sans doute la brochure intitulée : *Premier cri de la Savoie vers la Liberté*, par C. C.*** A, Grenadier patriote. (Le capitaine Casse.) — Chambéry, Gonin. 1791. (In-8° de 27 pp.). — Autre édition, Grenoble, Falcon, libraire. (Imprimerie Allier) 1791. — Autre, Lyon, 1791, même format.

Votre départ et votre absence ont donné lieu au peuple de rappeler plusieurs traits de bienfaisance de votre part, qui étaient cachés ou ignorés.

Nos juges de paix de campagne font des jugements assez plaisants. On en cite quelques-uns de M. Eymard ; mais celui qui a le plus diverti a été rendu par celui du canton de M. Barthélemy (1). Une fille avait reçu quelques coups par les fesses ; elle s'en plaignit au juge de paix, et lui exposa qu'elle avait les fesses meurtries. Le juge prononça un arrêt interlocutoire portant qu'avant dire droit, elle montrerait son derrière, l'audience tenant. Le curé de Portes (2), où il siégeait, obtint avec peine la rétractation de l'arrêt, et le juge en substitua un autre qui ordonnait la preuve des coups.

Le rapprochement des nouvelles étrangères et du départ de Mesdames, qui s'obstinent à s'éloigner, relève nos espérances.

Mercredi soir.

P. S. — On ne parle plus de la nomination de M. de Belmont. Il paraît même certain que M. du Chilleau restera en place.

Les dames de charité de St-Louis ont été un peu tra-

(1) Barthélemy d'Orbanne, avocat au Parlement de Grenoble, dont il sera plusieurs fois fait mention dans cette correspondance. (V. sa notice dans la *Biographie du Dauphiné*)

(2) Nous ne trouvons aucune paroisse de ce nom dans l'État ecclésiastique des anciens diocèses de Grenoble, de Vienne et de Die publié par l'*Almanach général du Dauphiné pour l'année 1790*. Il s'agit peut-être ici de St-Michel-lès-Portes, dans le canton de Clelles, qui était en effet celui où Barthélemy d'Orbanne résidait une partie de l'année, dans son domaine de St-Martin de Clelles.

cassées par la municipalité : elle leur demandait la liste des pauvres, pour leur donner des secours. Elles consentaient à donner celle des pauvres connus ; mais elles ont refusé celle des *pauvres honteux*. C'est un secret, un dépôt de confiance, disent-elles ; nous ne pouvons le dire à un corps de municipalité, « ni même à un particulier, « sans l'aveu des pauvres honteux. » La municipalité craint des murmures de leur part, si on ne continue pas les secours accoutumés, et ces dames ont refusé leurs services. On a mandé venir deux fois Madame Bayle, doyenne ; elle n'a satisfait qu'à la troisième lettre de justification, et a répondu avec fermeté.

(Sans adresse).

II

Mars 1791.

MONSIEUR,

J'ai rendu à M. Laforêt le billet de M. Périer, et il m'a remis une quittance ci-jointe de 1477 ¹ 17 ^s, c'est-à-dire de 7 ¹ 17 ^s de plus que ne portait votre lettre (1). Il m'a dit

(1) Voici le texte de ce billet, dont le ton comminatoire fut occasionné sans doute par les habitudes d'économie exagérée de M. de la Coste :

« J'ai reçu de M. de la Coste, président au cy-devant Parlement, la somme de *quatorze cent soixante-dix-sept livres dix-sept sous*, à laquelle j'ai volontairement, et sans tirer à conséquence, modéré les six annuités d'arrérages de censes qu'il doit à M. Périer, échues à la

qu'il vous avait envoyé un état arrivant à cette somme. Comme cet excédant n'était pas considérable, je n'ai pas fait difficulté de lui le remettre sur l'argent que j'ai encore à vous.

On a écrit d'Embrun que M. l'Archevêque (1) a harangué le corps électoral qui devait nommer l'Évêque des Hautes-Alpes, et l'a déterminé à dire n'y avoir lieu à son remplacement. Ce serait un événement fort heureux.

Aucun ordre religieux n'a fait de visite à l'Évêque de l'Isère (2). Les prêtres jureurs, du moins la très-majeure

Toussaint mil sept cent quatre-vingt-dix, dont quitte, sans préjudice à la cense courante, et à trois annuités d'autres censes qu'il doit encore à M. Périer au terrier de St-Jean-de-Vaux, échues à la Toussaint dernière, pour raison de laquelle M. Périer proteste de se pourvoir, si Monsieur de la Coste ne les fait acquitter.

Fait à Vizille, ce dix mars mil sept cent nonante-un. »

LAFORREST, p^r fondé de M. Périer.

(1) Pierre-Louis de Leyssin, né à Aouste, près les Echelles, en 1724, sacré archevêque d'Embrun le 5 juillet 1767, mort à Nuremberg en 1801. (Voir sur ce prélat la *Revue du Dauphiné*, t. I^{er}, p. 520; ROCHAS, *Biographie du Dauphiné*, art. *Caseneuve*; DÉPÉRY, *Histoire hagiologique du diocèse de Gap*, p. 414; FISQUET, *la France pontificale, Gap, Embrun*, etc). — Le discours auquel cette lettre fait allusion est sans doute celui qui fut imprimé sous ce titre : *Lettre de M. l'Archevêque d'Embrun à MM. les électeurs du département des Hautes-Alpes, assemblés à Gap pour lui nommer un successeur. Suivie de la lettre de M. l'Évêque de Toulon à MM. les Curés et Vicaires de son diocèse*. — A Paris, de l'imprimerie de Guerbart, libraire sur le Pont-Neuf. — Broch. de 23 pp., in-8°.

(2) Joseph Pouchot, curé de la Tronche, né à Grenoble le 9 novembre 1720. Il était prieur de Beaurières et syndic des curés du diocèse de Grenoble, lorsqu'il fut élu évêque constitutionnel de l'Isère, le 2 mars 1791. Nous citerons comme curiosité bibliogra-

partie, ne le reconnaîtront pas ; on en est assuré. Il ira à Paris bientôt avec son cher neveu (1) et M. de Barral (2), qui vit la nécessité de revenir à lui et de lui faire la cour pour devenir membre de la Cour de cassation.

Jeudi matin.

A Monsieur, Monsieur de la Coste, président au
Parlement de Grenoble,
actuellement à Chambéry.

phique relative à ce personnage la pièce suivante : *Ordo Sancti officii recitandi, missæque celebrandæ, juxta ritum Diœcesis Isariensis, pro anno bissextili M.DCC.XCII Paschæ occurrente 8 aprilis. Quem ordinari curavit Reverendissimus Catholicæ Ecclesiæ Episcopus Josephus Pouchot, a divină Providentiâ huic Diœcesi Prælatus. — Grætionopoli, ex typis Josephi Allier. 1792. (30 pp., in-12).* On a aussi de lui deux mandemens sur le serment des prêtres.

(1) Aubert-Dubayet, né à la Louisiane d'une famille originaire de Grenoble. Il était capitaine au régiment d'infanterie de Bourbonnais, lorsque, à son retour d'Amérique, il vint se fixer à Grenoble, où il fut élu, en 1790, président de l'Administration du département, puis député de l'Isère à l'Assemblée législative. Il est mort ambassadeur à Constantinople, le 7 décembre 1797. Ce fut grâce à son influence que son oncle, alors âgé de 71 ans, fut élu évêque constitutionnel. (ALBIN-GRAS, *Deux ans de l'histoire de Grenoble*, p. 165).

(2) Joseph-Marie de Barral, marquis de Montferrat, souvent nommé dans les lettres d'Achard de Germane, et bien connu dans l'histoire de notre province à cette époque.

(A suivre.)

ESSAI HISTORIQUE

SUR

LE VERCORS

(Drôme).

(Voir les 67^e, 68^e, 69^e, 70^e, 71^e, 72^e et 73^e livraisons).

La victoire de l'évêque profita à Adhémar de la Voulte, son successeur. Celui-ci, que nous voyons passer en 1331 avec Didier de Sassenage une transaction indiquant les limites du Vercors avec la baronnie de Sassenage et le Villard, put se faire confirmer, par un traité du 6 mars 1332, la suzeraineté sur tous les biens du comte situés en deçà du Rhône et dans les évêchés de Valence et de Die. Parmi ces biens, qu'énumère le traité, figure le fief de Vassieux (*feudus de Vacivo*), auquel se rattachaient sans doute les droits des Poitiers au Vercors.

Cependant, la nécessité d'ôter le plus possible toute occasion de guerre entre les comtes et les évêques, porta le pape Innocent VI à charger le cardinal de Talleyrand, cardinal-évêque d'Albano, de mettre fin à leur éternel sujet de discorde. Crest, avec sa parerie, était la principale cause des difficultés. Après de longs pourparlers, une transaction de 1356 attribuait au comte la part de l'évêque à Crest, et au prélat les châteaux de

Bourdeaux et de Bezaudun, avec une pension annuelle de 200 florins d'or, en échange. Mais un traité de 1358, relatif au même objet, en rappelant les 200 florins d'or de pension à l'évêché, portait qu'Aymar de Poitiers aurait la faculté de s'en libérer en cédant à l'évêque des fiefs appartenant en partie à l'évêché. En conséquence de cette clause, Aymar se libéra peu de temps après de 200 florins, en cédant à l'évêque Louis de Villars « tous les produits, revenus et émoluments qu'il avait dans les montagnes de Vercors, de Vassieux et de Rousset, avec toutes juridictions, haute et basse justice, fiefs, hommages, vassaux, feudataires, etc. » (1) A partir de cette cession, faite avant 1376, les Poitiers n'eurent plus aucun droit au Vercors ni à Vassieux.

Mais la paix extérieure, surtout pour ceux qui ont les biens de la terre, n'est guère de ce monde.

Dès 1376, l'évêque Louis de Villars intervenait dans un différend entre Vassieux et Chamaloc au sujet des droits de ce dernier sur la montagne de Chironne. Une sentence arbitrale du 25 août de ladite année et une délimitation du 24 août 1379 réglèrent les difficultés.

Un différend relatif aux limites des forêts du Vercors vers le levant fut réglé par une transaction passée le 23 avril 1400, entre l'évêque Jean de Poitiers et noble Soffrey d'Arces et Antoine de Commiers, seigneurs de Saint-Guillaume. (2)

(1) Arch. cit., fonds de l'Evêché de Die. — COLUMBI, op. cit., p. 166-71 ; — *Bullet.* cit., V, 48.

(2) Arch. et fonds cit.

Mais les plus dangereux voisins des évêques étaient les dauphins. A peine Charles, fils du roi de France Jean II, avait-il succédé à Humbert II, qu'une liste *d'hommages, fiefs, supériorités et ressorts*, où figurent aux premières lignes ceux *auxquels l'évêque de Valence et de Diois était obligé et qu'il tenait de l'empereur d'Allemagne*, était dressée en vue de les demander à ce dernier pour le dauphin et ses successeurs et ayant droit. Cet empereur, Charles IV, était oncle du nouveau dauphin, comme on n'a pas oublié de le dire en tête du document, et quelque violent que fut l'acte à solliciter, on supposait que les sentiments de la nature et quelques raisons politiques l'emporteraient sur le droit et la convenance. Cependant le projet n'aboutit pas. De nouvelles tentatives, faites dans le même sens vers 1355 et en 1365, n'aboutirent pas d'avantage. (1) Mais la vigilance et la fermeté des évêques, après avoir longtemps conjuré l'orage durent céder sous la pression du plus ambitieux et du plus astucieux des rivaux. En 1450, Louis XI, encore dauphin, représentait à la fois les droits des dauphins et ceux des comtes de Valentinois et de Diois. Il parvint à se faire associer à la seigneurie temporelle de l'évêque, Louis II de Poitiers, et obtint l'hommage de ce dernier le 14 septembre de ladite année. Le même jour et en conséquence de ces empiétements, les habitants de Valence et des terres épiscopales du Diois et du Valentinois jurèrent fidélité au prince dans la ville de Chabeuil ; et nous remarquons parmi eux « Guigue Faure, seigneur

(1) Ul. CHEVALIER, Coll. cart. dauph., VII, 130; 140-1, 161.

en partie de Vercors, dont il était originaire, Guillaume Faure et Hugues Faure de Die, tous deux docteurs juris-consultes. » (1)

Cependant l'évêque revint sur la mesure, et, le 6 février 1456, obtint de Louis XI rétrocession de sa part de juridiction dans les terres épiscopales. Ce dernier se contenta dès lors de la supériorité et de l'hommage pour ces terres. Or, parmi les biens énumérés dans l'acte de rétrocession et que le prince reconnut comme dépendant immédiatement de l'évêque, est compris le château de la Bâtie de Vercors avec ses dépendances (*castrum Bastidæ de Vercorcii..... una cum appendentiis suis universis*). (2) Dès lors donc le Vercors appartient à l'évêque, quoique sous la suzeraineté delphinale, ce que suppose l'affaire suivante.

Des bergers avaient, malgré l'évêque Antoine de Balsac, mis paître leurs troupeaux dans les montagnes du Vercors appelées Darbonose, Corlac, Tiolache, Bure, Gerlant et Nevol. Le prélat adressa au parlement de Dauphiné une supplique pour obtenir d'être maintenu exclusivement à tout autre dans le droit de faire paître dans ces montagnes ou d'en arrenter les pâturages. Des lettres furent données dans ce sens par le parlement, le 4 juin 1488. Le 1^{er} juillet suivant, noble Gueydin de la Pierre, procureur fiscal de la cour de la Bâtie de Vercors de l'évêque remit les lettres obtenues à Pierre Rousset, sergent delphinal, aux fins de leur exécution.

(1) CHORIER, *Hist. gén.*, II, 444-5.

(2) COLUMBI, *op. cit.*, p. 187-90 ; — CHORIER, *op. cit.* II, 458.

Rousset, étant au lieu de la Bâtie, sous la grande tour de ce lieu, endroit où avaient coutume de se tenir les séances, proclama à haute et intelligible voix la décision du parlement, avec défense aux bergers et autres de violer le droit de l'évêque sur lesdites montagnes, sous peine de 25 marcs d'argent d'amende au profit du roi dauphin. Il ajouta que, s'il y avait quelques opposants, ils eussent à comparaître, 12 jours après, devant la cour de parlement du Dauphiné, pour y formuler les motifs de leur opposition ; faute de quoi et passé ce temps, on pourvoirait à faire droit au prélat comme de raison. Personne n'ayant fait opposition, le maintien définitif de l'évêque dans les droits ci-dessus fut prononcé, et une ordonnance dans ce sens, du 17 juillet de la même année, fut publiée le 2 septembre suivant, par Rousset, au Revirion de la Bâtie de Vercors, où les publications avaient coutume de se faire. (1) Toutefois nous doutons que les habitants du Vercors aient acquiescé tout de bon à l'ordonnance ; car le 17 novembre 1492 ils firent vidimer ou expédier par Catherin Gay, notaire, l'ordonnance du 14 octobre 1327, que nous avons relatée plus haut, et le 3 septembre 1508 ils obtinrent expédition de l'acte du 13 avril 1318. Or, ces expéditions ne supposent-elles pas des droits alors en litige ?

Au 16^e siècle, des difficultés surgissent pour les évêques à l'occasion de leurs bois de Vassieux. Le 2 décembre 1510, Antoine Dupuy, juge mage de Die et son ressort, condamnait, à la requête du procureur d'office de

(1) Archives de la Drôme, orig. pap. lat.

l'évêché, quelques habitants de Vassieux qui avaient « mis des pourceaux étrangers dans les bois de » ce lieu « pour paître les faves, » au préjudice de l'évêque et des coseigneurs du même lieu. Une autre sentence du même magistrat, portée le 14 janvier 1513, disait que, le bois de Vassieux appartenant à l'évêque et aux coseigneurs du lieu, il n'était pas permis aux habitants « de vendre du bois, ny arrester la fave pour nourrir pourceaux à raison de 5 gros par pourceau, comme ils faisoient, n'ayant lesd. habitants de Vassieu autre droit que leur usage pour bastir, leur chauffage et utenciles nécessaires à leur ménage. » (1) Les forêts de Vassieux, comme celles du reste du Vercors, étaient en effet des petites régales, sur lesquelles leurs possesseurs, les évêques, conservaient tous les droits dont ils ne s'étaient pas positivement dessaisis ou laissé légalement dessaisir. Or, les habitants de Vassieux avaient plusieurs fois reconnu aux évêques les droits de régale sur leur mandement, « ce qu'ils firent de nouveau en 1518. » (2) Il est à présumer que les droits du prélat furent dès lors mieux respectés.

Mais le temps des conflits devait revenir. En 1567, des habitants de Marignac, accusés d'avoir dépeuplé le bois de Vassieux, furent pris et mis aux arrêts. Ils répondirent qu'ils avaient acheté des habitants de Vassieux, les bois qu'ils avaient pris. Ces derniers étaient apparemment plus excusables, car on a des permissions de 1567, 1569, 1571 et 1573, accordées par Brun, procureur de

(1) Arch. cit., fonds cit.

(2) Ibid.

l'évêque et de M. Suze, par de Gironde et par des fermiers seigneuriaux, à des particuliers de Vassieux et de Die, de faire des ais et du charbon au bois susdit, moyennant paiement d'une quantité et part convenue « des pales, ais ou charbon » à faire. Au surplus, les habitants de Vassieux étaient possesseurs de quelques quartiers de la montagne, en vertu d'acquisitions de 1497, 1499, etc.

Ce qui compliqua la situation souvent litigieuse des habitants de Vassieux relativement aux forêts de leur mandement, ce furent les concessions accordées par l'évêque et les seigneurs à d'autres populations, d'y aller prendre des bois et herbages, comme quand l'évêque albergéait, en 1587, aux habitants de Die les bois de Vassieux, moyennant 9 livres par an, pour leur chauffage et bâtisse. (1)

Du reste, les temps étaient alors bien orageux ; l'évêque en fuite devant les ravages et les incendies des religieux, ne pouvait évidemment faire administrer que d'une manière bien imparfaite ses revenus du Vercors et de ses autres terres. Il paraît qu'il crut devoir en confier le tout ou une partie à son fils Jean de Montluc, seigneur de Balagny, qui était militaire et bien vu du roi. Du moins voyons-nous le seigneur de Lambres, « agent de Monseigneur Balany, » donner à ferme à l'encan, le 17 juillet 1593, les dîmes que l'évêque, « ou pour luy Monseigneur Balany, » prenait au Vercors ; et ce seigneur de Lambres, noble Just du Bayle, homme éner-

(1) Arch. cit., fonds cit.

gique, ayant la confiance de Balagny, était-il châtelain de Vercors en juin 1594. (1) Au surplus, la gestion financière, que Balagny ne pouvait faire par lui-même, souffrit des difficultés. Après sa mort, arrivée en juin 1603, Diane d'Estrées, sa veuve, était obligée de recourir au conseil privé du roi pour obtenir qu'Achille Lambert, receveur des revenus des terres de Vercors et de Châteauneuf-d'Isère, rendît « compte de sa gestion depuis trois ans. » Une requête adressée pour cela en 1607, par Diane, tutrice des enfants mineurs de Balagny, fut suivie d'un arrêt conforme, qu'on s'occupait en 1608 de mettre à exécution. (2)

Evidemment, il avait dû s'introduire des abus contre les droits épiscopaux au Vercors, pendant les dernières années du 16^e siècle. Mais Pierre-André de Gelas de Léberon, dès son arrivée sur le siège épiscopal laissé par son oncle, se mit généreusement à l'œuvre de la double restauration temporelle de ses évêchés. Il confirma ce qui lui parut légitime. Ainsi, le 21 août 1601, il approuvait l'albergement de 1587, fait par son prédécesseur aux habitants de Die, des bois de Vassieux, au prix de neuf livres de pension annuelle ; et la commune de Die, de son côté, reconnaissait cette pension et la directe en faveur de l'évêché. L'acte fut reçu par Jourdan, notaire.

En suite d'une « ordonnance rendue par les seigneurs commissaires députés par Sa Majesté sur le régallément

(1) Minutescit., reg. prot. de P. Chalvet, n° 93, ff. lxxvii-viii et ^{xx}viii iii-v.
(2) Arch. de la Dr., E, 78 ; — ROCHAS, *Biogr.* cit., I, 160-1.

et révizion des bois de ceste province, et des lettres sur ce envoyées, le 9 août 1605, par lesdicts seigneurs commissaires, » eut lieu une formalité importante pour les forêts épiscopales du Vercors. Le 26 septembre suivant, se trouvèrent dans celles du levant, Annet, fils aîné du baron de Sassenage, le châtelain de cette baronnie, les consuls du Villard-de-Lans, le châtelain des nobles coseigneurs du Vercors, les vichâtelain et substitut du procureur fiscal de l'évêque, le substitut du procureur desdits conseigneurs, les consuls des quatre communautés du Vercors, et des preudhommes députés par celles-ci et par le Villard. Sur les indications données par ces derniers sous la foi de leur serment, les officiers reconnurent pour vraies limites du Villard avec le Vercors « la croix du pré d'*Arboly* au-dessus et près du bas Cros » de ce pré, une ligne allant droit successivement vers le levant jusqu'au plus haut rocher appelé de *La Sambue*, puis au Serre de *las Girodines*, ensuite aux deux *drayes des Girodines*, au Pas de l'Ane, au collet de la Coinchette, à la Preyte, aux Fourches, au pré du *Rey-blanc*, à la fontaine des Granjacines, et « sur la Grande-Roche vizant en Gresse, le haut de laquelle sépare ledict Vilar, Vercors et Gresse. » Du couchant, la limite à partir de la Croix du pré d'*Arboly* est une ligne allant droit à « une croix apposée et piquée contre le roc appelé d'*Arboly* du costé de bize, et de là tirant vers l'eau du Bregon jusques au bas de la Roche de Valchevrière. » Acte de quoi fut fait « audict pré d'*Arboly*. »

En suite « des ordonnances et commandement des seigneurs commissaires députés par Sa Majesté à la

révision et régallation des bois » de Dauphiné, de lettres du 2 juin 1605, et d'autre ordonnance du 16 août suivant, se réunirent, le 3 octobre de la même année, le lieutenant du châtelain du Vercors pour l'évêque, le substitut du procureur fiscal dud. seigneur, le châtelain et le substitut du procureur d'office des coseigneurs du Vercors, les consuls et des prudhommes commis des communes dud. Vercors, les lieutenant de châtelain, procureur d'office, consuls et prudhommes commis des communes de St-Laurent, Echevis et Châtelus. Ayant donné avis de la chose aux seigneurs de ces lieux, ils convinrent des limites suivantes pour ces derniers. Le mandement du Vercors est séparé de Saint-Laurent par « une pierre de choin appelé *au Serre de Choçala* plantée dans terre ayant une croix sur le sommet d'icelle avec un poisson dauphin et une fleur de lis sur la tête, » et par une ligne passant de là *au Serre du pré du Tour* ou *Serre du Maupas*, à la Roche des Arnoux, à la Croizette et à la roche d'Echevis ; il est ensuite séparé d'Echevis par le serre de la Croizette, le sommet de la Roche des Goulets et de l'Allier, ainsi que l'eau pend vers Echevis, jusqu'à la limite d'Echevis avec Châtelus. Quant à la limite du Vercors avec Châtelus, elle commence à la roche de Cournouze *au droit* du rocher de l'Aiguille au-dessus des Balmes, et suit droit jusqu'à la roche de la Chalmate au-dessus d'Hors, ainsi que l'eau pend vers Châtelus ; puis, elle suit le sommet de la montagne jusqu'au torrent de Bournillon, ainsi que l'eau pend de chaque côté, et, de là, ledit torrent de Bournillon jusqu'à la rivière de Bourne, où finissent le Vercors et Châtelus.

Pierre-André de Léberon avait intenté à Jacques Muret, coseigneur de Vassieux, des procédures au criminel, à propos d'excès commis par Muret contre les sujets et les forêts du prélat à Vassieux. Le procès était demeuré indécis à cause de la mort de Muret, quand l'évêque mourut à son tour en 1621. Celui-ci fut remplacé par son neveu Charles-Jacques de Léberon, qui trouva Vassieux en procès avec Marignac pour droits à la montagne de Saint-Genis. Le 16 mars 1624, il chargea Moïse Rolland, procureur à Grenoble, d'intervenir au procès, et obtint, le 10 juin suivant, des inhibitions précises de la cour, contre toutes sortes de personnes, de couper des bois dans sa montagne de Vassieux, dont dépendait Saint-Genis. Ces inhibitions furent intimées au consul de Marignac, et suivies le 10 avril 1625 d'une requête du procureur patrimonial de l'évêché au juge mage de Die, qui le même jour ordonna qu'en conséquence des ordonnances de la cour et des siennes, « itératives défenses » seraient faites aux habitants du Vercors, de Vassieux et d'ailleurs de couper du bois dans lad. montagne. Antoine Martin, Pierre et Jean Girard, de Marignac, avaient seuls des titres à faire paître et à bûcherer dans la montagne de Saint-Genis, comme l'avait reconnu la cour par arrêt du 5 juillet 1624.

Mais Vassieux et Marignac tentèrent, chacun de son côté, de faire lever en leur faveur la défense de la cour ; et Marignac, appuyé par « M. d'Engilboud, » coseigneur de Vassieux, allait triompher. Mais le procureur patrimonial de l'évêché fit des observations, et, le 8 janvier 1629, l'évêque remontra au parlement : que les bois

des montagnes lui appartenaient en toute propriété, sauf quelque usage pour le chauffage et les bâtiments des habitants desdits lieux ; que néanmoins « ceux de la Religion prétendue réformée, par l'injure des guerres, s'appropriant et convertissant à leur profit les biens de l'Eglise, avoient dégradé lesd. bois pour les debiter a tous marchands, jusqu'à ce que, jouissant des édits de pacification, » le seigneur evesque s'est « opposé à telles entreprises ; » qu'aux mépris des inhibitions obtenues de la cour, « ceux de Marignac » ont emporté beaucoup de bois par la Drôme et le Rhône en pays éloignés. La requête fut suivie « des inhibitions de dépeupler lesd. bois, à peine de 1000 livres d'amende, dépens, damages et intérêts, avec lettres en forme du 9 janvier 1629. » (1)

D'autre part, des coseigneurs de Vercors cherchaient à s'élever par la création d'officiers de justice, et le parlement de Grenoble était entré dans leurs vues ; mais l'évêque se hâta d'y faire opposition, moyennant évocation et par la requête suivante au parlement de Toulouse :

« A Nosseigneurs de parlement, supplie humblement M^{re} Charles Jacques Léberon, evesque et comte de Valence et Die, que du domaine de son evesché la seigneurie haulte, moyenne, basse et directe des lieux de St-Aignan, St-Martin et St-Julien, au terroir et mandement de Vercors et dépendances ; et, bien que Jehan de Faure, dame Philippe de Bonne comme tutrice de François de Chypre, son fils, et François Odon de Bogniot, sieur de Lautaret, soient conseigneurs desd. lieux

(1) Arch. et fonds cit ; —LACROIX, *Invent. cit.*, E, 4093.

et ayent part aux emoluments de la justice touchant les admandes, neantmoins led. seigneur evesque, ensuivant la possession de ses autheurs, a seul joui, à l'esclusion desd. conseigneurs, de la faculté de creer tous les officiers et chastelains necessaires pour l'exercice de la justice et administration de la chose publique tant civile que criminelle, en quoy sesd. officiers ny luy ne peuvent recevoir du trouble ny cest sans destruire le fonds et domaine dud. evesché. Si est-ce qu'il est venu à la cognoissance dud. seigneur evesque que lesd. conseigneurs, par la collusion qu'ils ont avec aucuns habitants desd. lieux, ont faict donner diverses ordonnances sur requeste en la cour de parlement de Dauphiné, et entre autres celle du xix d'apvril dernier cy attachée, par lesquelles, sans entrer en cognoissance de cause, led. s^r evesque non ouy, appelé ny defendeur, ses officiers sont en effet destitués, et ceux que lesd. conseigneurs y ont mis par entreprinse conservés a faire leurs charges alternativement, ce qui ne peut estre souffert. Ce considéré, d'autaut que le sieur suppliant a par evocation generale qui luy a esté octroyée par le Roi, ses causes commises en la cour, et que par ainsin lesd. ordonnances ou arrests qui sont ou peuvent estre donnés par led. parlement de Grenoble luy non ouy ny defendeur ne sauroint tourner a son prejudice, avec ce qu'il est de mauvaise exemple qu'on aye sur pied de regle jugé une instance de maintenue si fort important, puisqu'il y va du domaine de l'eglise, vous plaira de vos graces, en suite de l'evocation et renvoi à la cour, recevoir le s^r evesque opposant envers les ordonnances

données par lad. cour de parlement de Dauphiné, et, sans avoir esgard à celle dud. jour dix neufviesme d'apvril dernier, en tout ce qui se treuvera avoir esté faict ou attempté, faire inhibition et deffences ausd. pretendus officiers desd. conseigneurs et par eux nouvellement creés, de troubler les anciens officiers dud. seigneur evesque en la continuation de l'entier exercice de lad. justice civile et criminelle, avec injonction aux consuls et habitans desd. lieux de St-Aignan, St-Martin et St-Julien de leur obeir et defence d'en recognoistre d'autres, à peine de quatre mil livres et de reppondre des inconvenients, despens, dommages et intherests qui s'en ensuivront ; neantmoins, en cas de contrevention, qu'il en soit enquis pour ce fait par la cour en estre pourveu et ordonné ce qu'il appartiendra, et fairés bien. Aymeric.

Le parlement de Toulouse, entrant dans les intérêts du prélat, rendit une ordonnance favorable à ce dernier, quoique non définitive, comme on voit par l'acte suivant :

« Louis, par la grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre, au premier nostre huissier ou sargent sur ce requis : veu par nostre cour de parlement de Tholose la requeste a elle présentée par M^{re} Charles Jacques de Leberon evesque et comte de Valence et Die, cy sous le contre scel de nostre chancellerie attachée ; ensuivant l'ordonnance de nostre cour ce jourd'huy mise au pied de lad. requeste, nous te mandons et commandons par ces presentes assigner, à certain et competant jour, Jehan de Faure, dame Philippe de Bonne comme tutrice de François de Chypre son fils, et François Odon de Bognot, sieur de Lantaret, conseigneurs des lieux de

St-Aignan, St-Martin et St-Julien, au terroir et mandement de Vercors, et autres qu'il appartiendra par elle commis pour parler aux parties sur les fins de lad. requête, ausquels fait cependant inhibitions et defences, et aux pretendus officiers desd. conseigneurs et par eux nouvellement creés, de troubler les anciens oficiers dud. s' évesque en la continuation de l'entier exercice de lad. justice civile et criminelle, et aux consuls et habitans desd. lieux, d'en recognoistre d'aultres, à peine de quatre mil livres et de repondre de tous les inconvenients, depens, dommages et interests qui s'en ensuivront. Neantmoins, **commettons** par ces mesmes presentes le **premier** notaire juge magistrat ou nostre dit huissier pour enquerir diligement..... des contreventions qui seront faictes ausd. inhibitions, pour, l'inquisition faicte remise devers nostred. cour et par elle veue, estre procedé contre les coupables ainsin qu'il appartiendra. Mandons en oultre et commandons a tous nos aultres justiciers, officiers et subjects qu'en ce faisant obeissent. Donné a Tholose en nostre parlement le quatriesme juillet l'an de grace mil six cent trente trois, et de nostre règne le vingt et quatriesme. Par la cour.... » (1)

Si l'évêque eut, comme il paraît, tout gain de cause pour le moment, ses successeurs durent, au 18^e siècle, céder en partie sur la nomination des officiers de judicature du Vercors, comme nous le verrons plus loin.

L'énergie de Mgr de Léberon alla plus loin. Il voulut réparer les pertes que les malheurs des temps avaient

(1) Arch. cit., *Livre cit.*, f. 206-7.

imposées à ses prédécesseurs. Columbi nous assure que ce prélat racheta à grands frais quantité de terres engagées vers Die et au Vercors ; (1) et M. de Pizançon dit que le même prélat eut à demander au roi la restitution de divers fiefs, dont la liste, dressée par Molinier Fabrègue, contient avec la *Bastie de Vercors*, la *Chapelle-en-Vercors*, les *Monts de Vercors*, Saint-Aignan, Saint-Martin et Saint-Julien-en-Vercors, Vassieux, Pontaix, etc. (2) Pour ce qui regarde le Vercors, nous ne voyons pas que le fief même eût été enlevé ni contesté, et que les évêques aient eu à le recouvrer. Mais Mgr de Léberon en répara les brèches. Ainsi, le 13 décembre 1636, il acquit, pour 300 livres, d'Anne de Moreton, veuve et héritière de noble Fabian de Léberon, « une maison estable en partie ruinée, un jardin et un petit pred, le tout joint ensemble, » et situé au mandement de la Chapelle-en-Vercors. (3) Pour détruire la servitude résultant pour ses forêts de Vassieux, des concessions de 1587 et 1601 à la commune de Die, il attaqua les consuls de cette ville au parlement de Toulouse pour voir prononcer l'annulation de ces actes. Les consuls se présentèrent devant lui le 20 janvier 1637, et déclarèrent renoncer à l'albergement, mais prièrent le prélat d'accorder à leur communauté l'usage modéré desd. bois de Vassieux, ce qui fut accordé sous condition que la faculté serait révocable et que ceux qui auraient besoin de

(1) *De rebus gestis*....., p. 221.

(2) *L'Allodialité dans la Drôme*, p. 145.

(3) Arch. cit., *Livre cit.*, f. 198 ; — Minutes cit., protoc. P. Gauthier coté P, f. 101-2.

bois de haute futaye en prendraient « certificat de ses officiers sous peine de confiscation des pièces coupées et de 30 livres d'amende. » Au surplus, le 4 février 1637, les consuls et habitants de Vassieux, réitérant des hommages et reconnaissances d'autrefois, déclarèrent que l'évêque actuel avait toute juridiction aud. Vassieux, que les régales, telles que chemins publics, places, bois, eaux, etc., lui appartenaient et relevaient de sa seigneurie.

La concession du 20 janvier 1637, qui était à titre gratuit, eut effet jusqu'au 24 janvier 1658, date où Daniel de Cosnac, évêque, céda à Die, par un nouvel albergement, tous les bois et herbages que le prélat avait à Vassieux en commun avec le seigneur René Engilboud, sans s'y rien réserver que l'usage, pour lui et ses successeurs, des maisons épiscopales de Die et de Valence ; et ce moyennant rente annuelle et perpétuelle de 60 livres de l'Edit, et 1000 livres d'introgés. Mais cet acte, accepté par Rambaud député de la ville, ne fut pas accepté par celle-ci, qui ne pouvait payer les introgés. On demanda que l'évêque n'imposât pas d'introgés, ce à quoi il consentit le 3 novembre 1659.

Nonobstant cela, Daniel de Cosnac albergéait, le 20 février 1665, aux habitants de St-Julien-en-Quint les herbages, bois et forêts de Vassieux, joignant les terroirs dud. St-Julien, de Marignac, de Chamaloc et du Vercors, jusqu'aux forêts des Chartreux du Val-Ste-Marie, « avec permission d'y construire des scies pour scier aïx et icelles vendre ; » et ce sous 200 livres d'introgés et 50 livres de cense annuelle. Le prélat s'engageait à les en

faire jouir sans trouble de la part des habitants de Die et des conseigneurs.

Cependant l'évêque n'était pas seul à prétendre à la propriété des forêts de Vassieux. Les Engilboud avaient de leur côté autorisé la commune de Die à bûcherer pour leur usage ; ils avaient même cédé aux habitants de Marignac le pacage et le bûcherage de la montagne de Saint-Genis, moyennant cense. Ceci motiva une assignation des habitants de Marignac, le 20 janvier 1674, de la part de l'évêque, devant le visénéchal de Toulouse. M. de Bardonnenche, ayant droit des Engilboud, voulut prouver l'équité des procédés de ceux-ci, et de là surgit en 1689, devant la cour, entre les Bardonnenche et l'évêque, un procès dont nous ignorons l'issue. (1)

Sus ces entrefaites l'évêché de Die était séparé de celui de Valence, et Mgr de Montmorin, à peine nommé par le roi au siège de Die, le prieur-curé et le consul de la Chapelle-en-Vercors, faisaient avec le prieur du Val-Ste-Marie, le 8 août de la même année 1689, un traité de délimitation du territoire de lad. Chapelle avec les forêts de Bouvante. (2)

(1) Arch. cit., fonds cit. et *Livre cit.* f. 191-2.

(2) *Mémoire* sur les forêts de Bouvante, impr. en 1792, p. 33-6.

(*A continuer.*)

L'ABBÉ FILLET.

ANDRÉ DE LAFAISSSE

(d'Aubenas)

MARÉCHAL DE BATAILLE

Sa Famille, son Histoire et sa Correspondance.(1570-1681)

SUITE. — Voir les 68°, 69°, 70°, 71°, 72° et 73° livraisons.

Pendant tous ces tiraillements, Berckhoffer, qui consultait Lafaisse pour diverses autres affaires peu importantes, et qui finit par être nommé gouverneur, lui écrivit le 4 mai 1671. Il le priait d'intervenir auprès de Charles de Grolée, marquis de Viriville, gouverneur de Montélimar, dans le but d'arranger une affaire. « Elle est, dit-il le résultat d'une injure adressée dans une réunion, par un jeune homme de dix-sept ans, d'Orange, appelé de Julien, au jeune de Bergairole, auquel il dit que son père était un poltron et un lâche ; qu'il était de la race et qu'il ne serait jamais qu'un lâche. M. de Julien père étant mort, Bergairole père s'en prenait à M. de Caritat, oncle de Julien, et l'affaire paraissait devenir sérieuse. »

Cet incident, dont je n'ai pas trouvé d'autre trace, dut s'arranger sans grande difficulté, plusieurs membres de la famille Julien habitant Montélimar, où ils avaient des parents, et où le marquis de Viriville jouissait d'une grande considération. Cette famille, originaire d'Orange, était à moitié Montilienne : Pithon-Curt et l'auteur de

l'Armorial du Dauphiné ne lui ayant pas consacré d'article, quelques notes peuvent trouver place ici.

Sébastien Julien, ministre à Orange en 1576, époux de Marie de Gaure, eut quatre fils : *Jean, Paul, Gédéon et David*.

Jean de Julien, né à Orange, mais fixé à Montélimar, veuf d'Anne de Merle, se remaria en 1636, (Bon, notaire) avec Claire de Monteyson (Montoisson,) fille de Raymond, seigneur de Vaugelas, et d'Angélique Bourjac, fille elle-même de Félix, visénéchal de Montélimar. Il testa en 1645, (Bon, notaire) en faveur d'Eléonore, sa fille du premier lit, femme d'Antoine Durand. Sa veuve testa en 1649 en faveur de Zacharie Menuret et de Jacques de Gontard, protestants, avocats à Montélimar, neveux de son mari.

Paul de Julien, avocat-général au parlement d'Orange en 1625 eut pour fils Pierre, conseiller au parlement de Toulouse, mais faisant partie de la chambre de l'Edit siégeant à Castres; il était créancier de la commune de Montélimar en 1648 et en 1656.

Gédéon de Julien, habitait Montélimar en 1650; il épousa Françoise, fille d'Antoine de Caritat, seigneur de Condorcet et de Bonne de Martinel. Il eut deux fils, qui se nommaient : 1° *Jacques*, né à Orange, il fut d'abord page du prince d'Orange qui, devenu roi d'Angleterre, lui donna un régiment et l'envoya en Piémont, pour servir dans l'armée du duc de Savoie. Il rentra en France en 1694, abjura le protestantisme et fut nommé brigadier, et peu après, maréchal de camp. En 1702, il poursuivit avec la plus grande rigueur ses anciens coréligionnaires, connus sous le nom de camisards, commit de nombreux actes de cruauté, et obtint le grade de lieutenant-général en 1704. Il mourut en 1711; — 2° *Jean*, ancien capitaine, qui hérita de son frère *Jacques*.

A la même famille appartenait Antoine de Julien : en 1714, il possédait des biens à Montélimar, où il habitait. C'est peut-être de lui que parle Berckhoffer. Marguerite de Gasseau ou de Gassaud, sa veuve, testa en 1735 (Andrau, notaire) en faveur des enfants de Françoise, sa fille, décédée, femme de Gédéon de Saint-Ferréol.

La famille de Julien paraît éteinte depuis le XVIII^e siècle.

On a remarqué la déférence et la considération que les nombreux amis de Lafaisse avaient pour lui : l'un d'eux allait beaucoup plus loin dans les vers qu'il lui adressait. C'était soit Charles I^{er} de Vesc, de Combemont, sieur de Lancègue, Lancegui ou Lancégüe, (du nom de sa mère) marié en 1638 avec Judith Gueyle, soit Charles II, son fils aîné, marié en 1670, avec Elisabeth de Pecat ou de Peccat (1). Il lui adressait, le 21 avril 1671, une lettre très affectueuse terminée par ces vers :

« Ma moitié n'estime rien tant
Que la solidité, l'esprit et la prudence ;
Comme vous possédez ces dons en excellence.
Vous avez lieu d'être content
Du rang que vous tenez chez elle.
Vous n'êtes pas de ses humains
Que l'on doive payer d'un baise-mains ;
Il faut une façon nouvelle
Pour saluer un demi-dieu ;
Votre air modeste en afdans l'aile ;
Je veux vous épargner ; adieu »

(1) Voir : DE COSTON, *Histoire de Montélimar*, t. III, p. 192, 243, 261, et pour les *Grands jours d'Auvergne* et pour les crimes commis à cette époque, le même volume, p. 158.

Le comte d'Antraigues, dans une lettre qu'il écrivait de Paris, le 18 novembre 1671, demandait quelques détails sur l'assassinat du marquis de Senneterre, qui avait eu lieu à Privas, le mois précédent, et qui faisait le plus grand bruit. La copie de la réponse n'est pas dans les archives de M. de Miraval, mais divers documents peu connus me permettront d'y suppléer et d'écrire le récit d'un des événements les plus dramatiques qui ensanglantèrent le Vivarais dans le XVII^e siècle.

La famille d'Autefort ou d'Hautefort de Lestrangle, originaire du Périgord, était fixée en Vivarais depuis le commencement des guerres de religion, (1) Claude, vicomte de Cheylane, marié à Paule de Chambaud, dame de Privas, fut décapité au Pont-Saint-Esprit en 1632 pour avoir pris part à la révolte du duc de Montmorency, après avoir fait une substitution en faveur de Marie, sa fille aînée et de ses enfants, et subsidiairement en faveur de Françoise, sa seconde fille.

Marie épousa, en 1638, Charles de Saint-Nectaire ou de Senneterre, car les auteurs écrivent ce nom de deux manières différentes : il était marquis de Châteauneuf et de plus vicomte de Lestrangle et baron de Boulogne et de Privas du chef de sa femme. Il avait pour premier auteur connu Louis, seigneur de Saint-Nectaire, en Auvergne, en 1234 ; il était fils cadet d'Henri, ministre de la guerre, mort en 1662 à l'âge de 89 ans, et de Marguerite fille elle même du maréchal Claude de la Châtre et avait pour frère aîné Henri, duc de la Ferté-Senneterre, pair et maréchal, mort en 1681.

(1) Hélié de Lestrangle a été évêque du Puy de 1397 à 1418.

Charles mourut en 1667, laissant six enfants : Henri de Senneterre, l'aîné, marquis de Châteauneuf et vicomte de Lestrage, avait fait la campagne de Hongrie, en 1662, et tué en duel, à Vienne, le comte du Roure. Il perdit le poignet et eut le poumon percé dans cette rencontre. Il était lieutenant de roi en Poitou et se maria en 1668, après avoir hérité de son père, avec Anne de Longueval, fort jolie et devenue très-riche après la mort de son frère, lieutenant-général, tué en Italie.

Il ne tarda pas à avoir un procès avec Marie, sa mère, relativement aux reprises dotales de cette dernière et aux sommes considérables qu'il lui réclamait par suite de prêts importants faits par son père, M. de Senneterre, à Claude de Lestrage, père de Marie.

Celle-ci, dans le but de se donner un protecteur pour se défendre contre son fils, épousa, en 1669, Guillaume de Maupeou, ancien président au parlement de Metz, homme ruiné, mais dont l'esprit inventif connaissait toutes les ressources de la chicane. Il dressa un compte d'après lequel il était dû à sa femme près de 1,500,000 livres, mais le parlement en fit justice en condamnant celle-ci à payer à son fils 185,000 livres et en déclarant que les biens laissés par de Lestrage étaient soumis à un fidéi commis en faveur de Senneterre.

« Cet arrêt mit le désespoir et la rage dans le cœur de la dame de Maupeou et de son mari, et dans celui de Gabriel de Senneterre, son fils cadet, chevalier de Malte, connu aussi sous le nom d'Ardivilliers. » Ils formèrent le projet de se débarrasser d'Henri : les nombreuses condamnations prononcées cinq ans auparavant par la commission des Grands jours d'Auvergne, en 1665, contre des seigneurs auxquels leur haute position avait assuré l'impunité jusqu'alors, ne les arrêtaient pas.

Ils postèrent dans une maison attenante à celle qu'ils habitaient, sur la grande place de Privas, plusieurs personnes nommées Lacombe, Chevalier, Sergent, Lacoste, Lavalette et Freissinet, et pratiquèrent des meurtrières dans le mur. Le 13 octobre 1671, à quatre heures du soir, au milieu de la ville et à la vue des habitants, le marquis de Senneterre reçut six balles dans le corps et une dans la cuisse. La veuve de la victime disait que le chevalier, après avoir fait charger les armes, commanda le feu et prit ensuite un mousqueton, pour achever de tuer son frère.

Cet assassinat si audacieux fut le point de départ d'une série de procès intentés aux coupables par le ministère public et par la veuve de la victime, pour obtenir la punition des criminels et pour défendre les intérêts pécuniaires de ses trois filles mineures.

Maupeou, sa femme et le chevalier de Senneterre se cachèrent pendant quelques temps à Montélimar ; on ne sut pas où on ne voulut pas les y trouver. Pendant ce temps là, le maréchal de la Ferté suppliait Colbert d'obtenir du roi que le chevalier, son neveu, ne mourût pas sur l'échafaud : il n'avait, disait-il, que quinze ans : Louis XIV décida qu'il passerait le reste de sa vie en prison. De son côté, la veuve écrivait de Nîmes, à Colbert, le 15 février 1672, et le suppliait d'obliger les juges à faire leur devoir et à punir les assassins. « Il n'y a, dit-elle, sorte de violences et de chicanes que les coupables n'emploient pour lui faire abandonner l'accusation : elle est seule, sans parent et à deux cents lieues de son pays. »

Le présidial de Nîmes condamna, le 21 mars 1672, par contumace, Maupeou et Freissinet, à avoir la tête tranchée, la femme Maupeou à une prison perpétuelle, et les autres accusés prisonniers, à être roués ou pendus. Maupeou fut enfin arrêté à Paris le 20 juin 1673, par suite des démar-

ches de la veuve de Senneterre : Celle-ci écrivait au roi, le 4 juillet suivant, pour lui dire qu'elle craignait que les présidents de Maupeou, parents de l'assassin, n'obtinsent par surprise, quelque ordre de mise en liberté. Cependant il fut transféré dans les prisons de Nîmes et sa peine fut commuée en un bannissement perpétuel, par arrêt du 12 janvier 1675.

Quant au chevalier de Senneterre, il était prisonnier dans l'arsenal de Grenoble, et Lesdiguières priaît Louvois, le 27 décembre 1673, de pourvoir à ses dépenses.

La victime avait cinq frères ou sœurs : 1° Jean Gabriel, l'assassin, héritier substitué de la grande fortune de sa famille, la victime n'ayant laissé que des filles. L'expectative de cette substitution paraît avoir été le principal mobile de son crime : il prenait les qualifications de marquis de Senneterre, comte de Lestrangle, vicomte de Privas, baron de Boulogne et de Cheylane et mourut en 1710, sans être marié ; 2° Henri, décédé en 1713 ; après la mort de Gabriel, il releva les titres que portait celui-ci ; 3° Marie Louise, mariée en 1669 avec François de Grolée, comte de Peyre ; 4° Anne-Marie ; 5° Henriette Bibiane, appelée mademoiselle de Lestrangle.

Cette dernière fit de nombreuses démarches pour obtenir la mise en liberté ou la grâce de son frère. Elle écrivit au roi, en 1678, que celui-ci, âgé de quinze ans seulement à l'époque où le crime avait été commis, était toujours en prison ; qu'il était héritier substitué (et son frère l'abbé, âgé de seize ans, substitué après lui) de tous les biens de la maison de Lestrangle, rapportant dix mille écus de rente (cent ou cent vingt mille francs de notre monnaie) et que cependant la veuve en jouissait. Celle-ci adressa de son côté un placet à Louis XIV : elle rappelait que son beau-frère allait être condamné à mort ; que le maréchal

de la Ferté, son oncle, avait obtenu qu'on lui conservât la vie, à condition que les biens du défunt, quoique substitués à son profit, appartiendraient à sa veuve et à ses filles, à titre de dommages-intérêts, et que des lettres d'abolition, remplaçant la peine de mort par une détention perpétuelle, furent signées par le roi, avec cette clause, au mois de mars 1672.

Elle ajoutait qu'après sept ans le chevalier voulait renoncer à sa grâce et demandait des juges : il espérait un acquittement, plusieurs témoins étant morts, et les autres pouvant disparaître par suite de démarches intéressées. Il recouvrerait ainsi, par un crime horrible, les biens substitués à son profit. Ils ne valaient pas, disait-elle, 2,000 livres de rente, ce qui n'approche pas des dommages qu'on lui aurait alloués si on avait jugé le procès.

Le chevalier de Senneterre écrivit de l'arsenal de Grenoble, où il était enfermé, le 11 mai 1686, à M. de Seignelay, que son homme d'affaires demandait justice au roi des calomnies de sa belle-sœur. Elle voulait l'obliger à signer un accommodement pour prix de sa liberté, au préjudice de son innocence et de son honneur, ce qu'il n'acceptera jamais. Elle lui avait fait dire que s'il n'y consentait pas, elle avait assez de crédit pour lui faire passer sa vie en prison, où elle le détenait injustement depuis quinze ans : il demandait à être jugé.

En vertu d'un arrêt du 7 septembre 1686, il fut transféré à Paris, dans la prison du Fort l'Evêque. Un nouvel arrêt rendu par le Grand Conseil le 25 mars 1687, après huit audiences de débats, décida que les lettres d'abolition de 1672 continueraient à produire leur effet. (1) Il passa

(1) Il est question de cette affaire dans les *Mémoires du marquis de Sourches*, publiés par le comte de Cosnac, 1884, t. II, p. 121 et

encore une dizaine d'années en prison d'où il sortit par accommodement, dit Saint-Simon, il parut dans le monde avec un air fort hébété et mourut sans enfant en 1710 (1).

Son plus jeune frère, appelé Henri comme l'aîné, avait été pourvu fort jeune de l'abbaye de Saint-Jean-d'Angely, mais il se rendit à Malte en 1687, prononça ses vœux l'année suivante, ce qui impliquait une renonciation de sa part aux biens substitués et mourut sans postérité en 1713.

t. III, p. 28. « M^{me} de Lestrange, dit l'auteur, secondée par le reste de sa famille, faisait des efforts inconcevables pour sauver la vie de son frère. Elle avait trouvé moyen d'engager dans ses intérêts le duc de Noailles et la princesse de Conti... La marquise de *Senecterre* perdit presque entièrement le procès qu'elle poussait depuis dix-huit ans contre son beau-frère... Le conseil cassa, sur un manque de formalité, les procédures qui étaient le fondement de ce procès criminel et ordonna qu'à la requête de Madame de *Senecterre* il serait informé tout de nouveau et que cependant le chevalier tiendrait prison, mais il est bien difficile de trouver des témoins au bout de dix-huit ans. »

Le même auteur ajoute ce qui suit, t. III, p. 303. En 1690, le chevalier gagna au grand conseil le fameux procès qu'il soutenait contre sa belle-sœur, c'est-à-dire qu'il fut seulement *renvoyé hors de cour*, les juges n'ayant pas trouvé assez de preuves pour le condamner. Les questions civiles, dont la principale était la substitution réclamée par le chevalier, furent renvoyées à la troisième chambre des enquêtes, pour y être jugées définitivement. Cet arrêt n'était pas une absolution. car, lorsque les juges déclarèrent un homme innocent ils le *déchargent* absolument de l'accusation intentée contre lui.

(2) *Mémoire pour la veuve de Senneterre*; — RAVAISSON, *Archives de la bastille*, 1874, t. VII, p. 369, 374, 378; — Bussy-Rabutin, *Histoire amoureuse des Gaules*, 1857, t. II, p. 1 et 407; — Journal de Baudouin, 1869, p. 109; — Duc de Saint-Simon, *Mémoires*, éd. Chéruel, t. III, p. 181; t. VII, p. 144, t. X, p. 46; — Duc de Saint-Simon, *notes*, 1883, t. II, p. 287; — Dictionnaire de Moreri.

Deux des filles de la victime moururent en bas âge : la troisième, Marie-Thérèse de Senneterre, décédée en 1705, épousa en 1688, Louis de Crussol, marquis de Florensac. Sa fille, presque aussi belle qu'elle, dit Saint-Simon, se maria en 1718 avec le comte d'Agénois, fils du marquis de Richelieu. « Ces époux ont fait du bruit dans le monde ; lui, par ses charmes, dont les intrigues de la princesse de Conti ont récompensé les longs services et très-publics de l'usurpation juridique de duc et pair d'Aiguillon, sans cour ni service de guerre ; elle, par l'art de gagner force procès, de faire une riche maison et de dominer avec empire sur les savants. » On voit, comme le dit Feuillet de Conches (t. 1, p. 6) que chez Saint-Simon c'est au foie surtout qu'est le foyer inspirateur, et que la bile en sort à plein bord et comme bouillonnante.

Louis de Bénéfice, seigneur de Montargues, bailli de Privas, marié en 1662 avec Françoise Catherine de Pinhac, obtint en 1662, un jugement de maintenue de noblesse. Il fut cependant condamné par contumace, en 1667, à dix ans de galères et à six mille livres d'amende pour des faits que l'extrait de l'arrêt ne mentionne pas. (1)

(1) Paul le Blanc, *Journal de Baudouin*, 1860, p. 109, pour la famille de Bénéfice, éteinte vers 1825, voir l'*Armorial du Languedoc* t. I, p. 68 ; — l'*Histoire de Montélimar*, t. II, p. 472 ; — D^r Mazon, *Voyage autour de Privas*, p. 42 ; — *Archives de l'Ardèche*, B, 95, 97, 118, 125 et C, 1483.

Les châteaux de Montargues et de Cheylus en ruines depuis longtemps, et appartenant à deux branches de la famille de Bénéfice, étaient situés sur les hautes montagnes qui séparent Privas de St-Etienne de Boulogne. La famille de Montargues est connue depuis Hugon, qui prêta hommage, en 1308, pour son fief de Montargues, situé près d'Aps, et probablement distinct du premier,

Il conserva son office de bailli et s'occupa de purger sa contumace. Le 16 janvier 1672, il écrivit de Nîmes, à Lafaisse, à Montélimar, la lettre suivante:

« Si les recommandations dont vous avez bien voulu m'honorer font autant d'impression sur l'esprit de mes juges, que l'obligation que je vous en ai en fait dans mon cœur, je me tiens déjà absout de l'imposture dont le faussaire Fayon, (1) tâchait de charger ma conduite. Je n'ai pas d'expressions assez fortes pour vous remercier de tant de grâces que je n'ai jamais été assez heureux pour mériter..... Je ne veux plus tant de mal aux persécuteurs de mon innocence, le secours que vous lui donnez étant une marque de l'honneur de votre amitié..... L'évêque de Lodève me fit hier l'honneur de m'écrire que l'intendant me donnait la liberté d'aller voir ma famille, à la charge de revenir dans sept ou huit jours. »

Dans une lettre écrite en 1677, de Montargues remerciait encore Lafaisse de la recommandation très utile qu'il lui avait donnée pour M. de Bezons (2), intendant du Lan-

à Giraud Adhémar, seigneur de Grignan, et d'Aps. Gonet de Montargues vivait en 1368 ; Etienne habitait Montélimar en 1393 et en 1420, et Pons de Montargues, seigneur du Teil en 1434, possédait des biens à Montélimar. Les de l'Auberge, de Rochemaure, paraissent avoir succédé aux de Montargues dans le XVI^e siècle.

(1) Probablement Jacques de Fayon, de qui sont issus les Fayon de Montrun et de Saint-Laurent, que je crois éteints depuis près d'un siècle. Jacques se maria en 1671, et remplaça Jean Claude, son père, comme bailli d'épée (ou de robe courte) de Privas, charge, qui était distincte de celle de bailli de robe longue exercée par Montargues. Pour la généalogie des de Fayon, voir La Chenaye des Bois. t. VI, p. 310.

(2) Sa mère appartenait à la famille Talon, et Bazin, son grand-père, était médecin à Troyes, dit Tallemant des Réaux (*Historiettes*,

guedoc. Le cachet de ces lettres ne paraît pas être conforme aux règles héraldiques : un lion rampant occupe la partie droite supérieure de l'écu ; deux levriers passants remplissent la partie gauche inférieure et le cachet est traversé par une cotice ou bande étroite. D'après l'*Armorial*, t. 1, p. 67, les armes des Bénéfice sont : écartelé au 1 de gueule à deux levriers courants d'argent ; au 3, d'azur au lion d'or ; les deux autres quartiers rappellent sans doute des alliances.

Autrefois, comme aujourd'hui, et même plus qu'aujourd'hui, les plaideurs attachaient une grande importance aux lettres de recommandation qu'ils pouvaient obtenir pour leurs juges, et surtout pour celui qui était chargé du rapport de leur affaire. Ils cherchaient aussi à se faire accompagner par des personnes influentes et allaient plaider leur cause chez les magistrats. Bien qu'ils fussent moins vénaux et moins âpres à la curée que leurs prédécesseurs du XVI^e siècle, qui recevaient des cadeaux des deux parties (1), quelques uns d'entr'eux et surtout leur femme, ne dédaignaient pas les attentions de cette nature. M. Pelon a publié un article fort curieux sur un grand procès qui fit beaucoup de bruit (2). Il concernait Charlotte de Calvières, de Nîmes, fille de Marc et de Magdeleine de Cayres, cousine du comte d'Antraigues et il était relatif à la validité de son mariage avec Fulcran Guilhem de Clermont Lodève, vicomte du Bosq.

1840, t. VII, p. 31) Cet auteur ajoute que « c'était un petit homme tout rond et joufflu comme un des quatre vents et bouffi d'orgueil. »

(1) Voir à ce sujet, dans la *Revue des deux mondes* du 1^{er} mai 1878, p. 176, un article emprunté au *Journal du sire de Gouberville*, p. 632.

(2) *Mémoires de l'Académie du Gard*, 1872.

Un arrêt préparatoire, rendu à Paris, en 1663, par le conseil privé, consacrait cet usage judiciaire : il décida que jusqu'au jour de l'arrêt définitif (qui fut prononcé en 1665 et qui valida le mariage,) la jeune femme serait placée dans le couvent des Cordelières du faubourg Saint-Marceau, mais que la maréchale de la Motte-Houdancourt et la marquise de Toucy, qui s'intéressaient à elle, la feraient sortir deux fois par semaine pour solliciter ensemble les juges. Cet usage était si bien considéré comme obligatoire que Nesmond, évêque de Bayeux, mort en 1715 doyen de l'épiscopat, ayant un procès devant le parlement de Rouen, crut devoir s'y conformer et fut solliciter les magistrats. Sa simplicité dépassait encore ses grandes vertus. Ne trouvant pas chez lui un président qui vivait avec une femme autre que celle qu'il avait épousée, il recommanda plusieurs fois au portier de dire à son maître « qu'il était scandaleux de vivre ainsi, et surtout à son âge. » Voila, ajoute Saint-Simon (1), la seule recommandation faite par le bon homme qui gagna cependant son procès.

Les personnes qui a cause de leur haute position, de leur éloignement, ou pour tout autre motif ne pouvaient pas agir elles-mêmes, avaient des solliciteurs à gages pour aller chez les juges, les avocats et les procureurs, afin de presser l'instruction des affaires. Les princes même ne dédaignaient pas de s'en servir. On voit figurer dans les comptes de Catherine de Médicis, le nom du sieur de Brévanu, solliciteur des affaires de la dite dame.

M. de Bordenave (2), de Pau, écrivit le 8 novembre 1672,

(1) *Mémoires*, t. VII, p. 324, édition Chéruel.

(2) D'après la *France protestante*, M. de Bordenave, ministre de Castelnau, en Bigorre, abjura, en 1683, entre les mains de l'évêque d'Aix.

à Lafaisse, une missive ainsi conçue : « Le gentilhomme qui vous rendra cette lettre vous est envoyé par M. de Capdevielle, conseiller en ce parlement, qui va à Grenoble contre le solliciteur de M. le président de Chevières (1) et qui ne peut lui-même passer à Montélimar pour vous demander tout le secours que vous et Madame de Peyrins (2) m'avez fait la grâce de me promettre pour lui auprès des juges. Je vous le demande donc, Monsieur, à l'une et à l'autre, avec la même passion que s'il s'agissait de mes propres intérêts. Je me promets que vous en ferez les vôtres, puisqu'il s'agit de la défense d'un homme de bien contre les violences du crédit et de la faveur; et afin de me donner une marque sensible de votre amitié. Madame de Peyrins trouvera à Paris, si elle en a besoin, un juste retour de ses soins et de ses bons offices auprès de l'homme dont je vous ai parlé. Vous pouvez vous assurer, vous et elle, qu'en tous les temps et en tous les lieux, vous trouverez des gens très-disposés à reconnaître les grâces que M. de Capdevielle recevra en votre parlement par la justice de sa cause et l'appui qu'elle recevra de vos amis. »

Lafaisse employait à cultiver les muses les loisirs que lui laissait une correspondance très-active. La première lettre mentionnant ses œuvres poétiques est celle que lui

(1) Jean de la Croix, seigneur de Chevières, fut nommé président au parlement en 1650, en remplacement de Pierre de Gratet du Bouchage et eut pour successeur, en 1674, Jean François de Lesoot.

(2) C'était Justine de Chabrières, protestante, femme de Soffray II de Calignon, ingénieur distingué, mort en 1656, et connu sous le nom de seigneur de Peyrins. Raymond, fils de Justine, testa en 1715 en faveur de Paul César de Chabrières, son cousin germain, et lui transmit le château et le fief de Peyrins.

écrivait, le 20 janvier 1672, M. Giffon, d'Arles : « Vous me laissâtes rempli d'une si haute idée de votre mérite, dans le peu de temps que j'eus l'honneur de vous voir à Montélimar, que je n'ai pas de souvenir qui me soit plus à cœur que celui de toutes les belles choses que vous m'y fîtes admirer, ni de passion plus forte que celle de vous honorer le reste de ma vie. »

« Quelque désir que M. de Barcelonne (1) témoigne de vous vouloir tout à lui, il sait bien que sans l'appauvrir vous pouvez faire la richesse de beaucoup d'honnêtes gens. Si je me flattais d'être assez de ce nombre pour oser prétendre à cet avantage, je ne feindrais pas de vous dire qu'il en est peu qui eussent plus d'ambition à le mériter que moi Souffrez, je vous en conjure, que j'aspire à la grâce de votre précieuse amitié. . . . En arrivant au Pont-Saint-Esprit, je tombai entre les mains d'un de vos plus chers amis, M. Restaurand (2), avec qui je me laissai aller à tous les mouvements qu'une vertu comme la vôtre peut inspirer. »

Dans une lettre du 20 mars 1674, M. Giffon écrivait à Lafaisse, qu'il avait fait admirer son poème *imprimé* aux

(1) Gédéon II de Marsanne, seigneur de Barcelonne, époux de Marie de Gontard, habitait Montélimar, se convertit à l'époque de la révocation de l'édit de Nantes et mourut en 1705. Pour les de Marsanne, voir l'*Histoire de Montélimar*, t. 1, p. 438, t. III, p. 155 et 265.

(2) C'était soit Antoine Restaurand, marié vers 1640 avec Marguerite, fille de Simon de Ripert, viguier du Pont-Saint-Esprit ; soit Pierre Restaurand, capitaine, marié en 1661 avec Claude ou Claudine de Maréchal : ils habitaient le Pont-Saint-Esprit. Les deux derniers membres de cette famille noble, MM. Restaurand de Lirac, frères, sont morts sans enfants et presque ruinés vers 1840 : leur vaste et belle maison a été acquise par M. de Digoine du Palais.

membres de l'académie d'Arles, et que plusieurs Jésuites auxquels il l'avait prêté en étaient ravis. Il ajoutait que le marquis d'Estoublon, secrétaire perpétuel de l'académie d'Arles, venait d'être très-bien accueilli par Louis XIV, etc.

Lafàisse, en communiquant à cette époque, son poème encore inédit à M. de Vesc de Lancégüe ou de Lancegui, dont il a déjà été question, lui avait sans doute recommandé le secret. M. de Sillol (1) lui écrivait, le 13 février 1673, de Grenoble, où il était pour un procès, la lettre suivante : « Mon empressement à revenir pourrait être redoublé par le désir d'aller contribuer à votre accommodement avec M. de Lancégüe, mon très-cher cousin, si je ne vous croyais assez généreux pour lui pardonner l'injure qu'il vous a faite. Il a cru sans doute avec raison commettre un crime de lèse-majesté s'il gardait plus longtemps votre secret, je soutiens avec lui qu'il importait à la gloire du roi de publier un éloge si digne de lui, et de faire savoir qu'il a été composé par un auteur d'une probité et d'une sincérité extraordinaires, qu'on ne pourrait soupçonner de flatterie sans injustice. Il serait à souhaiter que le roi connut aussi bien votre mérite que vous connaissez le sien, et qu'il eût autant d'estime pour vous qu'en aura toute sa vie votre très-humble et très-obéissant serviteur, Sillol (2). »

(1) Alexandre de Sillol, marié à Judic ou Judith de Rafelis, ou Jean II, son frère, époux de Marie de Launai d'Antraigues, v. *Histoire de Montélimar*, t. III, p. 16.

(2) Le comte de Dona écrivait, de Genève, le 18 mars 1673, une lettre dans laquelle il donnait beaucoup de détails sur une rixe à coups de bâton et à coups d'épée, qui venait d'avoir lieu au manège entre le prince de Courlande et le baron de Fries (ou Friesen?), fils unique du premier ministre de Saxe.

Un billet écrit le 25 mars 1673, par l'académicien Conrart est ainsi conçu : « le cayer qui accompagnoit vostre lettre m'a extrêmement pleu : les vers en sont très-beaux, et j'en trouve mesme les expressions si pures, que je n'ay eu sujet d'y faire aucune remarque, etc. »

Philippe Bornier, de Montpellier, jurisconsulte et lieutenant au présidial (1634-1711), qui présida les assemblées synodales du Languedoc et fut commissaire chargé de la surveillance et de l'exécution de l'Edit de Nantes, adressa la lettre suivante le 15 mars 1673 : « L'éloge (du roi) que vous m'aviez promis est arrivé bien à-propos : non seulement je l'ai présenté de votre part à l'intendant, mais je le lui ai lu moi même en présence de plusieurs personnes. Tout le monde l'a admiré, et l'intendant a voulu que je le lui relusse une seconde fois Il a ajouté que le frontispice en était très-beau, qu'il promettait un plus long ouvrage, et non pas un essai, et que vous n'aviez pas assez rempli les actions glorieuses que le roi a faites en Hollande, et que vous étiez trop tôt sorti d'un des plus beaux endroits de sa vie, c'est-à-dire que vous n'aviez pas fait assez de vers, et que le plaisir qu'il avait pris à les entendre lire n'avait pas duré assez long temps. »

Lafaisse reçut, le 10 mai 1673, la lettre suivante que lui écrivit de Lyon, M. Petit (1). « J'ai enfin décidé l'im-

(1) Pierre Petit, maréchal des logis général de la cavalerie légère, dont il a déjà été question à la date de 1654, appartenait à une famille protestante de Nîmes, qui comptait parmi ses membres le professeur Samuel Petit, mort en 1643. Pierre, qui se retira en Hollande en 1685, et mourut en 1692, était l'oncle et le parrain de Marguerite Petit, née en 1663, fille de Jacques et de Marguerite Coton. Elle épousa en 1688, Guillaume du Noyer, de Paris, capitaine, mais les deux époux se séparèrent en 1701, et M^{me} du Noyer

primeur à remettre votre poème sous presse : il y serait déjà si notre précédent ministre et moi, en le relisant, n'avions remarqué un vers qui ne nous plaît pas.
 Il sera bon que cette seconde impression ne tarde guères après la première. . . . M^{lle} de Scudéry vous donne bien des louanges. . . . J'ai corrigé comme vous l'avez souhaité. Je fais aussi mettre les *premières lettres de votre nom*, ainsi que la qualité de maréchal de bataille.»

Jean Saurin, avocat distingué et secrétaire de l'Acadé-

se réfugia pour la seconde fois en Hollande. Elle a écrit les *Lettres historiques et galantes*, suivies de ses *Mémoires*. Catherine Olympe, sa fille, dite *Pimpette* (diminutif d'Olympe), née à Nîmes le 2 mars 1692, faillit devenir la femme de Jean Cavalier, chef des Camisards, qui la connut à La Haye. Il lui souscrivit une promesse de mariage en 1708, mais il épousa l'année suivante une Hollandaise.

Pimpetese maria peu après avec un chevalier d'industrie qui se faisait appeler le comte de Winterfeld. Elle inspira à Voltaire, en 1713, une de ses premières, sinon, sa première passion : il lui écrivit quatorze lettres qui ont été imprimées, et lui adressa une pièce de vers commençant ainsi :

« Enfin je vous ai vu, charmant objet que j'aime,
 En cavalier, déguisé dans ce jour:
 J'ai cru voir Vénus elle-même,
 Sous la figure de l'Amour, etc. »

M^{me} du Noyer, avait un oncle maternel appelé Coton ; il habita long-temps Paris où il s'attacha au service des grands, et abjura en 1685. Il n'avait de commun que le nom avec le P. Coton, malgré les assertions de divers auteurs, les deux familles étaient distinctes, n'habitaient pas la même province et ne professaient pas la même religion. M^{me} du Noyer donne, dans ses *Mémoires*, divers détails sur son oncle Petit, ami de Lafaisse. Voir aussi : Ménard, *Histoire de Nîmes*, 2^e éd. t. VI, p. 431 ; — Barry, *Les chroniques du Languedoc*, 1874, p. 225.

mie de Nîmes (1), député à Paris, en 1676, par les églises réformées du Languedoc, remercie le 21 août 1673, Lafäisse qui se trouvait à Montélimar, de ce qu'il a bien voulu lui prêter son poème. « Vos vers ont tout ensemble beaucoup de force et de douceur. . . . Je les ai fait voir à quelques amis qui en ont été très-satisfaits. » Comme le chant des psaumes de David forme le plus beau trait de la majesté du culte protestant. Lafäisse (de même que Conrart) retouchait la vieille traduction faite en vers par Clément Marot et de Bèze, et Saurin ajoutait : « Je vous exhorte à mettre la dernière main à cette correction que j'ai grande passion de voir. »

La famille protestante Sarrasin a laissé de nombreuses traces de son passage, d'abord à Lyon, et plus tard à Genève, et il en sera encore question à la date de 1677. Jacques ou Jacob (fils de Jean Antoine, syndic à Genève) et Jean (fils de César) exercèrent le ministère pastoral dans la seconde moitié du XVII^e siècle. L'un des deux, écrivait le 17 janvier 1674 : « le plaisir que j'ai trouvé avec quelques uns de mes amis, en lisant votre *Essai de l'éloge du roy*, m'a fait juger de celui que j'aurai dans la lecture de vos psaumes. » Il ajoutait le 28 mai suivant : « J'ai lu avec bien du plaisir vos psaumes ; le nouveau langage dont vous les avez ornés n'ôte rien à leur gravité et à la force avec laquelle ils nous consolent. . . . Si on ne les chante pas dans l'église, puisqu'il faudrait qu'un synode

(1) C'était le père de Jacques, célèbre prédicateur protestant, et auteur d'un grand nombre d'ouvrages (1677-1730), Elie Saurin, savant théologien protestant, et Joseph, géomètre, frère du précédent, appartenaient à une branche de la même famille qui a habité le Dauphiné.

national l'ordonnât, néanmoins le tour que vous leur avez donné rendra leur lecture très-fructueuse. »

Le comte de Dona écrivait de Genève au mois de juin 1675 : « M. de Blacons (1) et moi avons beaucoup parlé de votre bel ouvrage, que le s^r Rambaud, prosélyte fort estimé ici, dit être déjà arrivé à la perfection. On dit que M. Conrart travaillant à la même chose, vous avait obligé d'en retarder la publication. Dieu veuille que bientôt les obstacles levés, l'Eglise puisse recevoir cette nouvelle consolation de vos labeurs. » Ce même Rambaud, dont je parlerai à la date de 1677, l'engageait aussi à faire imprimer bientôt « son merveilleux ouvrage sur les psaumes. . . . Vous devez d'autant plus vous y déterminer que les égards qui vous ont retenus jusqu'à ce jour cessent présentement, et qu'un ouvrage de même nature est sur le point de voir le jour : vous en connaissez l'auteur décédé depuis quelques mois (2). »

Lafàisse ne paraît pas avoir fait imprimer sa traduction, car Tronchin (3), professeur de théologie protestante, et

(1) Hector d'Armand de Forest, baron de Blacons et de Pontaujard, seigneur de la Buisse, Mirabel et Condillac, reporta le titre de Blacons sur le fief du Devès, près de Crest, appelé Blacons depuis cette époque. Il était capitaine de cent hommes d'armes. Sa mère, Elisabeth, était fille d'Alexandre de Forest, seigneur de Blacons, gouverneur d'Orange et de Marguerite de la Tour-Gouvernet. Hector épousa en 1656, Olympe, fille de René du Puy-Montbrun-Villefranche, et en secondes noces, Catherine de Perrotin.

(2) La lettre de Rambaud est du 30 mars 1676, et Conrart mourut le 23 septembre 1675.

(3) Louis Tronchin (1629-1705) était issu d'une famille Champenoise réfugiée à Genève, qui a produit un célèbre médecin et plusieurs hommes remarquables.

Marc Antoine de la Bastide (1) lui écrivirent, de Genève, en 1678, que la traduction de Conrart valait mieux que la sienne. Comme elle n'était pas terminée, elle fut achevée par Jean Saurin, avocat à Nîmes (2). Depuis environ un demi siècle on alterne dans les temples, le chant des psaumes avec celui des cantiques rappelant les principaux événements de la vie de Jésus-Christ.

Le poème de Lafaisse intitulé *Eloge du roi*, est probablement une plaquette devenue rarissime : on ne le trouve pas dans les bibliothèques municipales de Lyon, de Grenoble et de Valence, et Péricaud n'en parle pas dans ses *notes sur la bibliographie Lyonnaise*. Il ne figure pas sur les catalogues des belles bibliothèques de MM. Yéménitz, Renard et Coste, de Lyon, ni dans celle de Didot, vendue récemment au prix de plusieurs millions.

Dans l'espoir qu'on pourrait le trouver, ainsi que des lettres écrites par Lafaisse, dans un des cinquante cartons provenant de Conrart (3), et déposés à la bibliothèque de l'Arsenal, j'ai eu recours à l'obligeance de deux conserva-

(1) Il a été question de ce diplomate à l'occasion de la créance de 33,880 livres due à Lafaisse. Il publia en 1684 et en 1692 une traduction des psaumes.

(2) Grenus, *Fragments sur Genève*, 1815, p. 209.

(3) M. Bourgoïn, a publié, en 1883, un volume sur Conrart, intitulé : *Un bourgeois de Paris lettré au XVII^e siècle*. — On trouvait à peine quelques voix discordantes, telles que celles de Boileau, Linière et Tallemant des Reaux dans le concert de louanges donné à Conrart par ses contemporains. Tallemant, brouillé avec lui, dit (*Historiettes*, 1840, t. IV, p. 171, 175, 180) que son humeur tyrannique lui avait suscité beaucoup de difficultés avec les membres de sa famille, que pour qu'on parlât partout de lui il prêtait de l'argent aux beaux esprits et se faisait leur commissionnaire, et qu'on appelait Chapelain et lui, les tyrans des belles-lettres.

teurs adjoints, MM. Lorédan Larchey et de Bornier. Le premier, que des raisons de santé retenaient loin de Paris, m'a répondu que Paul Lacroix avait fait un inventaire assez incomplet des nombreuses pièces du fonds de Conrart; que les noms des auteurs anonymes ne figuraient pas sur la table alphabétique et que la recherche présenterait des difficultés. M. de Bornier, m'a écrit de son côté que les investigations n'avaient amené aucun résultat et qu'on n'avait rien trouvé. M. Larchey n'a pas été plus heureux à son retour à Paris.

(A continuer.)

Bon DE COSTON.

GENEALOGIE

DE LA

MAISON DE. RABOT

SUITE. — Voir la 70^e, 71^e, 72^e et 73^e livraison.

(VI). ENNEMOND RABOT

Ennemond Rabot, second fils de Laurent Rabot, ou par les substitutions de ses ayeuls, ayeules et mere, ou par le testament de son pere, duquel il fut heritier universel, comme il a été dit, fut seigneur des terres et seigneuries d'Yllins et Cornillon, et terres du Fontanil. Il eut aussy des biens considerables dans la ville de Lyon, et celles de Grenoble et de Vienne, et dans leur terroir, et du chef d'Anne de Believre sa femme, il fut aussy seigneur des terres de Haultefort et de l'Isle d'Abeau.

En l'année 1568 et le second de may, led. Ennemond Rabot obtint des lettres de docteur en droit de l'université de Valence. signées: CHAMBARD, et fut le mesme jour agrégé dans ceste université.

Le 29 juin de l'année 1570, il obtint des provisions de conseiller clerc au Parlement de Grenoble, lesquelles luy furent données par le Roy Charles 9^e à Gaillon, signées par le roy dauphin, et plus bas : CLAUSSE. Mais pour ce que le Parlement faisoit difficulté de recevoir aud. office led. Ennemond Rabot, parce que Laurent son pere estoit dans l'exercice de sa charge aud. Parlement, cela obligea led. Ennemond Rabot de se pourvoir au mesme roy Charles 9^e, lequel accorda aud. Enne-

mond des lettres portant première, seconde et 3^e jussion aud. Parlement, de recevoir led. Ennemond aud. estat et office, notwithstanding que Laurent Rabot son pere fut conseiller, de quoy sadite Majesté luy donne dispense. Ces lettres furent expédiées au mesme lieu de Gaillon, le 6^e juillet de la mesme année 1570.

En suite de cela, le 4^e d'aoust suivant, led. Ennemond Rabot fit son enqueste de vie, mœurs, par devant noble Gaspard Fleard (1), conseiller au Parlement, quy luy fut donné pour commissaire, et le mesme jour fut receu en sa charge de conseiller clerc, et mis en possession par le mesme Gaspard Fleard, mais ce fut avec cest arresté suivant : « Je, Ennemond « Rabot, soubsigné, pourveu par le Roy d'un office de conseil- « ler clerc en la Cour, consens et desclaie que je ne veux n'y « entends entrer, ne servir aux vacations, sinon selon mon or- « dre et reception. Faict ce 7^e d'aoust 1570. » Signé : ENNE-
MOND RABOT. Tiré du livre vert, f^o 51.

Cela se justifie encor par un arresté de la Cour du 15 septembre 1570, ou il se trouve que Laurent Rabot est au nombre des conseillers presents, en qualité de doyen desd. conseillers, et led. Ennemond Rabot est aussy au nombre desd. conseillers presents ; led. arresté signé : TRUCHON et FLEARD. Tiré du livre vert, f^o 137. Quelque temps après qu'il fut pourveu de la charge de premier president, il vendit cet office de conseiller clerc au sieur Le Maistre (2), lequel après l'avoir aussy longtemps exercé quoyque marié, après sa mort son fils le vendit au sieur de Ferron, et celui-ci au sieur de Pluvinel (3), quy le possede maintenant.

(1) Cf. *Armorial*, p. 234.

(2) Jean-Louis Lemaistre, d'une famille originaire de Fontaine, paroisse de Sassenage. Il était docteur en droit, avocat en la cour, et fut nommé conseiller le 12 janvier 1588, en remplacement et sur la résignation d'Ennemond Rabot, nommé premier président. Il mourut doyen des conseillers, le 19 mars 1627.

(3) Louis de la Baume-Pluvinel, prieur de St-Vallier, prévôt de la collégiale de Crest, abbé de Valcroissant, doyen de l'Eglise cathédrale de Die

En l'année 1571 et le 21 de may, led. Ennemond Rabot obtint du mesme roy Charles 9^e des lettres de dispense de se

depuis 1648, avait été nommé conseiller clerc au parlement de Grenoble par lettres, données à Meaux, le 4 août 1633. Sa famille était originaire de Crest. Antoine de la Baume mourut en 1586, laissant de Jeanne de Broë : Pierre, Gabriel et Bon de la Baume. Gabriel, nommé maître ordinaire à la Chambre des comptes, le 4 mars 1619, avait épousé Catherine de Pluvinel, fille unique de Jean de Pluvinel, et nièce du célèbre Antoine de Pluvinel (Rochas, t. I, p. 255-7). Il eut deux fils, Antoine et Louis. Antoine de la Baume prit, ainsi que son frère, le nom de Pluvinel, pour obéir à une clause du testament de Jean, son aïeul maternel ; il se qualifiait seigneur de la Vallée de Quint, Pontaix, Egluy, la Rochette et autres places, gouverneur pour le roi de la ville, tour et château de Crest. Il épousa Alexandrine de Tertulle de la Roque, et fut père de Joseph, en faveur de qui le roi érigea la terre d'Egluy et ses dépendances en marquisat (Juin 1693), et de Gabrielle de la Baume Pluvinel, qui épousa le 14 novembre 1681, Charles-Just de Baumont-d'Autichamp. A l'occasion de ce mariage parut dans le *Mercur galant* (janvier 1682, p. 267-74) une lettre fort curieuse. — Louis de la Baume Pluvinel, conseiller clerc au parlement mourut à Grenoble le 27 septembre 1676. Il voulut avant de mourir assurer la fondation d'un séminaire pour les jeunes clercs du diocèse de Die ; le 21 septembre il avait passé à cet effet devant M^e Lavorel, notaire à Grenoble, des conventions avec les Pères de l'Oratoire. Nous avons eu entre les mains cet acte important pour l'histoire du diocèse de Die ; nous en donnerons ici quelques extraits. *Comme ainsy soit que messire Loys de la Baulme Pluvinel, prestre, doyen de l'esglise cathedrale N. D. de Dye, et conseiller du Roy au parlement de Daulphiné aye resolu de faire une fondation pour l'instruction des ecclesiastiques du diocèse de Dye, du peuple et de ceulx qui font profession de la Religion P. R. dans led. diocèse, et ayant jeté les yeux sur les reverends pères de l'Oratoire de Jésus comme des personnes tres capables pour l'exécution de son dessein et pour procurer l'avancement de la gloire de Dieu dans ledit diocèse, il en aurait communiqué avec le R. P. Jean-Louis de la Mirande, supérieur de l'Oratoire et du seminaire de Grenoble, lequel sous le bon plaisir du général de ladite congregation et de son conseil auroit accepté ses bonnes intentions... M^e Loys de la Baulme... donne a ladite congregation la maison qu'il a dans la ville de Crest, balcon et chapelle en dependants, confrontant la maison et jardin de M. Pourroy, ci-devant vicesenechal dud. Crest, du levant, maison du sieur Jean Cresal chirurgien, la rivièrre de Droume du vent, et la grande rue de bize..., ladite maison acquise par le donateur des hoirs de sieur Loys Roche, procureur au siege de Crest.... Lesdits R. Pères sont tenus instruire les ecclesiastiques du diocèse de Dye, ca-*

marier, nonostant led. office de conseiller clerc, et ces lettres furent données a Gaillon, et ensuite verifiées et registrées au Parlement, le 7^e novembre de la mesme année, par lettres de verification, signées : FUSTIER.

Le 3^e novembre 1573, Falques et Ennemond Rabot freres firent une transaction, receue par Charmeil, notaire, sur tous les differends qu'ils pouvoient avoir ensemble, pour raison de la succession paternelle et maternelle des seigneur et dame d'Yllins.

Le 7^e octobre 1574, le mesme Ennemond Rabot obtint permission de vendre la charge de conseiller de son pere, car comme il estoit heritier universel de son dit pere, il succeda aussy en son office de conseiller lay, et disposa dud. office après la mort de son pere, en vertu d'une permission, que le roy Henry 3^e donna a Meraude d'Aurillac, veufve dud. Laurent de remettre et vendre led. office a quy il luy plairoit, tant en consideration des grands services rendus depuis plus de cent cinquante ans par les predecesseurs de Laurent Rabot, que par luy-mesme, en l'exercice de sa charge de doyen et conseiller au Parlement, ainsy qu'il est rapporté tout au long, par un tître treuvé dans les papiers de feu sieur Mytallier, maistre des comptes, et quy a esté remis aud. sieur de Veycilieu. Lad. permission est, comme nous avons dit, du 7 octobre 1574 ; Monsieur de la Tour, grand maistre de la garde-robe, present. Et comme led. Ennemond Rabot avoit esté desja pourveu du vivant de son pere dud. office de conseiller clerc, il vendit l'office de son pere a noble

techizer le peuple, procurer autant que leur sera possible la conversion de ceux de la R. P. R. a l'effet de quoy lad. congregation sera tenue d'entretenir trois ou quatre prestres d'icelle residants dans lad. ville de Crest... sans que neanmoins lesd. prestres de l'Oratoire de Jesus soient tenus de nourrir ne loger les ecclesiastiques du diocese de Dye ny autre qu'en payant se qui sera jugé raisonnable. Fait a Grenoble en l'habitation du conseiller de Pluvinel, quartier Trois cloistres, en presence de M^e Pierre de Vignon de Tarnesieu, chanoine et sacristain de lad. cathedrale de Dye (Archives de M^{me} de Félines, à Die).

Thomas Mytallier (1), des mains duquel il passa au sieur de Manissy (2), qui le vendit au sieur Dumolard La Grange, qui sans l'avoir exercé le vendit au sieur de Veylieu (3), lequel s'estant fait celestin et puis ministre de la religion pretendue ref-

(1) Thomas Mitalier, d'une famille originaire de la Tour-du-Pin, docteur en droit, avocat au siège de Vienne, nommé conseiller le 7 octobre 1573, en remplacement de Laurent Rabot, décédé.

(2) Aymar de Manissy. Ses lettres de conseiller sont du 7 juin 1597 ; mais il ne prit possession de sa charge qu'après la mort de Thomas Mitalier, son oncle, dont il fut l'héritier.

(3) Charles de Veilheu, docteur en droit, avocat à la cour, nommé par lettres du 24 décembre 1615, en remplacement d'Aymar Mitalier de Manissy. Les frères HAAG, dans *La France protestante*, t. IX (1859), p. 456, lui ont consacré la notice suivante. *Charles de Veilheu, conseiller au parlement de Grenoble, qui était descendu de sa chaise curiale pour entrer dans le couvent des Célestins de Paris, fut gagné, dit-on, à la religion évangélique, par La Milletière. Parmi les lettres de Mornay, il s'en trouve une que le célèbre gouverneur de Saumur lui adressa en 1617 pour le féliciter de sa conversion. En 1620, Veilheu était à Genève, travaillant à un ouvrage où il se proposait « de faire choquer les deux cardinaux Bellarmin et Du Perron en la matière de l'Eucharistie. » Rien ne nous apprend si ce livre, qui devait être intitulé De la Communion à Jésus-Christ, a vu le jour. De Genève, Veilheu se rendit à Bâle, pour s'y livrer à l'étude des langues orientales, puis il revint en France et fut donné pour pasteur à l'église de Nîmes. Comme il ne figure pas au nombre des ministres de cette église, présentés au synode national de Castres en 1626, il faut croire qu'il la quitta, à cause des dissentiments qui éclatèrent, au rapport de Ménard, entre lui et le consistoire, au sujet de la levée de boucliers du duc de Rohan, dont il était le zélé partisan. Nous le trouvons effectivement à Paris en 1627 ; il y fut parrain d'un enfant de La Milletière, (reg. de Charenton). — Dans l'enceinte du village de Cléricu, se trouvait une maison forte, appartenant à la famille Veilheu, qui était peut-être originaire de Curson. Cette famille a fourni un conseiller Delphinal en 1445, un administrateur perpétuel de l'Eglise de St-Paul-trois-Châteaux, Romanet Veilheu, ambassadeur en cour de Rome du Dauphin, depuis Louis XI, des chanoines, des conseillers à la chambre des comptes et au parlement. Les archives de la Drôme (E. 3736, — 39, — 45, etc.) sont riches en renseignements historiques sur cette famille. Voir : DE GALLIER. *Essai hist. sur la baronnie de Cléricu*, p. 136 ; D^r CHEVALIER, *Généalogies et Biographies romaines. Veilheu*. Dans *Bulletin*, t. XVI (1882), p. 438-44.*

formée, le remit au sieur de Ponterrays (1), son beaufrere, lequel, depuis cinq ou six années, l'a vendu au sieur du Prayet (2), quy le possede maintenant.

En l'année 1576 et le 26^e de septembre, le mesme Ennemond de Rabot obtint du Roy Henry 3^e des secondes lettres de dispense de se marier, nonostant sondit office de conseiller clerc, lesquelles furent données a Paris et signées par le roy dauphin : FIZES, et furent verifiées par le Parlement. Lad. verification est du 24^e may 1577, signée : BESSON.

En vertu de cette dispense, le 24^e may de la mesme année 1577, il contracta mariage avec damoiselle Anne de Bellievre, fille de messire Jean de Bellievre, seigneur de Haultefort et de l'Isle-d'Abeau, conseiller du roy en tous ses conseils, n'estant pour lors que president au Parlement de Grenoble et ambassadeur pour sa majesté aux liguees, car il ne fut faict premier president au Parlement de Grenoble que le 23^e novembre de l'année suivante 1578, par le deceds du sieur Truchon (3), et led. Jean de Bellievre, beupere du sieur d'Yllins, estoit fils de messire Claude de Bellievre, quy fut aussy premier president aud. Parlement. Le mesme Jean estoit aussy frere aîné de messire Pomponne de Bellievre, chancelier de France (4).

(1) Gaspard de Virieu, seigneur de Ponterrays, avait épousé Françoise Veilheu, sœur de Charles ; il était docteur en droit, avocat à la cour, et fut pourvu de l'office de conseiller, par lettres du dernier février 1617, en remplacement et sur la résignation de Charles de Veilheu.

(2) Pierre-Louis de Veynes, seigneur du Prayet, avocat en la cour, fut nommé conseiller par lettres du 10 novembre 1653, en remplacement et sur la résignation de Gaspard de Virieu. Il est décédé le 30 août 1671.

(3) Jean Truchon, second président au parlement de Savoie, fut nommé premier président au parlement de Grenoble, le 27 juin 1544, en remplacement et sur la résignation de Claude Bellièvre. Voir sur la vie de ce célèbre président : *Académie Delphinale*, 3^e série, t. VI (1870), p. 46-9. Il mourut le 15 novembre 1578. (E. MAIGNIEN). *Notes ou livre de raison d'un procureur au baillage de St-Marcellin au XVI^e siècle*. Grenoble, 1884, in-8°, p. 7.

(4) Cette famille Bellièvre est originaire de Lyon. Barthélemy Bellièvre, secrétaire du cardinal François de Tournon, eut pour fils Claude Bellièvre,

Les promesses dud. mariage furent stipulées en la ville de Grenoble, dans la maison du Roy, appelée la Trezorerie et grand salle d'icelle, en la presence de monsieur le marquis de Gordes (1), lieutenant du roy en la province, du Parlement et de la Chambre des comptes, de monsieur l'archevesque d'Embrun (2), et plusieurs autres grands seigneurs et gentilshommes, et apres que led. archevesque d'Embrun eut fait une tres belle exhortation et remonstrance sur l'efficacité et vertu

licencié en droit, procureur général en la cour de Grenoble, qui devint premier président le 24 mai 1541. Claude fut accusé par les Etats de la province de malversation, mais le roy renvoya la connaissance de cette affaire au parlement de Grenoble, qui acquitta son président, le 28 novembre 1544, condamnant les Etats à 10,000 livres d'amende envers le roi et à pareille somme envers l'accusé. Il mourut en 1557, laissant deux fils, Jean et Pomponne de Bellièvre. Jean, seigneur d'Hautefort, nommé second président au parlement en 1571, devint premier président en 1578, après la mort de Jean Truchon : sa fille unique, qu'il eut de Madeleine Prunier, épousa Ennemond Rabot. Pomponne de Bellièvre, chancelier de France en 1599, a été le personnage le plus célèbre de cette maison. ANSELME, t. VI, p. 520 ; — A. PÉRICAUD. *Notes et doc.* années 1557 et 1604.

(1) Bertrand-Raimbaud de Simiane, V^e du nom, baron de Gordes, né le 18 novembre 1513, fit ses premières armes en Italie, sous Bayard. Depuis l'année 1564, époque où il fut pourvu de la charge de lieutenant-général en Dauphiné, jusqu'à sa mort arrivée le 25 février 1578, à Montélimar, il se trouve mêlé à tous les événements de l'histoire de notre province. ANSELME, t. II, p. 246.

(2) Guillaume de St-Marcel d'Avançon, camérier du pape, assista au concile de Trente et fut nommé à l'archevêché d'Embrun en 1561. On le trouve au colloque de Poissy, aux Etats généraux de Blois en 1577 et en 1588. Il réunit en 1583 un concile provincial à Embrun. Le 19 mars 1585, Lesdiguières s'étant emparé d'Embrun, l'archevêque fut obligé de prendre la fuite et se retira à Rome (ALBERT. *Hist. eccl. du Dioc. d'Embrun*, II, p. 232). En 1592, il fut pourvu de l'abbaye de Montmajour. Il mourut à Grenoble, au mois de juillet 1600, le dernier des prélats ayant assisté au concile de Trente et au moment où il allait recevoir les insignes du cardinalat qui lui étaient destinés. Il était neveu de François de St-Marcel d'Avançon, évêque de Grenoble (1561-74), et oncle d'Anne de St-Marcel d'Avançon, épouse de Balhasard-Raimbaud de Simiane, fils du baron de Gordes.

du sacrement de mariage auxdits Ennemond Rabot et Anne de Bellievre, ils se donnerent l'un l'autre entre les mains dudit archevesque.

Le sabmedy, huitiesme de juin de la mesme année, sur les dix heures avant minuict, ils furent espouzé dans l'esglise Sainte Claire, et le lendemain 9^e dud. moys, l'espousée fut conduite dans l'esglise Nostre-Dame, accompagnée d'une tres grande quantité de seigneurs et dames, et le festin se fit ensuite dans la maison du sieur de Saint-André, ayeul de lad. epouse, et après le repas le bal se tint dans la grand salle de ladite maison de la Trezorerie.

Le sabmedy, 21 juin de l'année 1578, lad. dame d'Yllins s'accoucha d'une fille, quy fut baptizée le 28 dud. moys et eut pour compere led. seigneur de Saint-André et Virieu (1) son byzayeul, et pour commeres madame de Monestier (2) et madame de Haultefort (3), son ayeule maternelle, et fut nommée Louise, laquelle deceda peu de jours après et fut enterrée dans l'esglise des Freres Prescheurs de Grenoble, dans la chapelle de ses predecesseurs.

Le sabmedy, jour de St Jacques et St Christofle, et le 25^e de juillet de l'année 1579, la mesme Anne de Bellievre, dame d'Yllins se deslivra d'une autre fille, quy fut baptizée le mardy 28 dud. moys, sur les quatre heures après midy, par messire François Fleard, evesque de Grenoble, en la grande esglise Nostre-Dame, et eut pour compere messire Charles de Bourbon, cardinal, et Catherine de Medecis, reyne de France, quy luy donna son nom de Catherine. Après quoy lad. Reyne et

(1) Artus Prunier, II^e du nom, seigneur de St-André-de-Rozans, acquit le 14 août 1573, la terre de Virieu, d'Antoine comte de Clermont. CHORIER. *Vie d'Artus Prunier de St-André... publiée par Alfred Vellot*. Paris 1880, in-8°.

(2) Louise de St-Marcel d'Avançon, épouse de haut et puissant seigneur Balthasard de Combourcier, seigneur du Monestier.

(3) Madeleine Prunier, fille d'Artus Prunier, I^{er} du nom, et de Jeanne de la Colombière, épouse de Jean Bellièvre, seigneur d'Hautefort.

led. seigneur cardinal de Bourbon furent prendre la collation dans la maison dud. seigneur d'Illins, où estoient aussy grand nombre de princes, princesses, ducs, chevaliers des ordres et autres grands seigneurs (1). Lad. Catherine Rabot deceda ensuite le vendredy 21 mars de l'année 1580, et fut enterrée le lendemain, en la chapelle de ses predecesseurs.

Le 7^e d'avril de l'année 1581, quy estoit le lundy second jour de Pasques, la mesme dame d'Illins s'accoucha d'un fils quy fut porté en bapteme par un pauvre fortuitement treuvé en la rue, nommé Gabriel, et quy eut pour commeres les damoiselles du Moutet et Vincent, et fut nommé Balthazar. Il deceda le 13^e du mesme moys d'avril, et fut enterré avec ses sœurs en la mesme chapelle.

Le dernier et unique des enfants desdits sieur et dame d'Illins fut damoiselle Anne Rabot, quy fut mariée à messire Christophle de Harley, comte de Beaumont, fils unique de messire Achille de Harley, premier president au Parlement de Paris (2). Si bien que ladicte Anne de Rabot se trouva par ce moyen fille et petite fille de trois premiers presidents au Parlement de Grenoble, sçavoir du sieur d'Illins son pere, et des sieurs Jean et Claude de Bellievre ses ayeuls maternels ; elle se trouva encore petite niepce d'un chancelier de France, sçavoir de messire Pomponne de Bellievre, quy, comme nous avons dit, estoit frere de messire Jean de Bellievre ; elle estoit encore petite-niepce d'un autre premier president au Parlement de Grenoble, scavoir de messire Artus Prunier, seigneur de Saint-André, et enfin par son mariage elle devint belle-fille

(1) Catherine de Médicis arriva à Grenoble le 27 juillet 1579. Voir sur le séjour de cette reine à Grenoble et en Dauphiné : *Mémoire de l'entrée de dame Catherine de Médicis... en la ville de Grenoble*, dans *Bulletin de l'Acad. Delphinale*, 1^{re} série, t. I, p. 663 ; — ROMAN. *Catherine de Médicis en Dauphiné*, dans le même *Bulletin*, 3^e série, t. XVII, p. 316-40.

(2) Voir la généalogie de la famille de Harlay, dans Anselme, t. VIII, p. 797-805. Achilles de Harlay avait épousé Catherine de Thou, sœur de l'historien Jacques-Auguste de Thou.

d'un premier president au Parlement de Paris quy estoit led. messire Achille de Harley, pere de messire Christophle de Harley, quy fut aussy ambassadeur pour le roy Henry 4^e, près de Jacques 1^{er}, roy de la grande Bretagne, duquel il fut fort aymé, en sorte qu'un de ses enfants estant decedé a Londres, du temps qu'il y estoit ambassadeur, ce roy voulut qu'il fut enterré au derriere du grand autel de l'esglise Westmenster, ou il n'y a que les roys et les princes de la maison royale quy fussent enterrés. Le tombeau dud. enfant est dressé en forme de pyramide.

Led. messire Christophle de Harley eut de lad. Anne Rabot, sa femme, trois fils et plusieurs filles.

Le premier des fils est messire Achille de Harley, comte de Beaumont et maistre ordinaire des requestres de l'hostel, lequel de dame (*Jeanne-Marie*) de Bellievre, sœur de messire (*Pomponne*) de Bellievre premier president au Parlement de Paris, a eu deux fils, dont l'ainé est conseiller aud. Parlement.

Le second estoit messire (*Pomponne*) de Harley, comte de Dolo, quy mourut en Picardie commandant une compagnie de cheveu-legers dans l'armée du roy, qui estoit commandée par feu monsieur le comte de Soissons.

Le troisieme desd. fils est messire Christophle de Harley, seigneur de Beaumont.

Des filles dud. messire Christophle de Harley, l'une a esté mariée au sieur baron de Tramelay, grand seigneur en Franche-Comté, et la seconde a esté mariée a feu seigneur marquis de Nerestan, quy estoit gouverneur de Cazal, mareschal de camp des armées de sa majesté et grand maistre de l'ordre de Saint Lazare, après la mort duquel elle epousa le sieur de Mignieu, commandant un regiment pour sa majesté dans la ville d'Arras.

Lorsque led. Ennemond Rabot se maria avec lad. Anne de Bellievre, led. Jean de Bellievre, sieur de Haultefort, son beau-pere fit ces vers en sa louange :

Patris, avi et proavi vestigia clara secutus,
Quarto purpureæ fulges honore togæ.

Led. sieur de Haultefort estant decedé en l'année 1583, led. sieur d'Yllins fut pourveu de sa charge de premier president au Parlement de Grenoble, par lettres de provision du 20 octobre 1584, laquelle charge il exerça depuis lad. année 1584 jusques au XI^e de novembre de l'année 1603, quy fut le jour de son deceds.

Oultre lad. charge de premier president, il fut encore pourveu par sa majesté de celle d'intendant de la police et finance du Dauphiné, ainsy qu'il est qualifié dans divers tiltres et contracts.

En l'année 1588 et le 5^e d'avril, il acquit de noble Aymar de Poyssieu, seigneur du Passage et de St-George (1), la terre de Bellegarde, située dans le mandement de Virieu, pour le prix et somme de quatre mille cent soixante-six escus d'or sol, par contract receu par André Nicole. Le 27 du mesme mois et an, il permit au sieur du Passage de reacheter lad. terre, et luy donna pour cela un deslay de quinze ans, en rendant le prix et payant les reparations utiles et necessaires. Ce contract de reachept est aussy par le mesme Nicole.

En l'an 1589 et le 15^e de mars, il acquit de messire Jean Rabot, protonotaire, son oncle, une maison située dans la rue de Bournolenc, tout joignant la grande maison dud. sieur d'Yllins, en allant du costé de Sainte-Clere, que led. protonotaire Rabot avoit eue de Guillaume Rabot, son frere (2).

(1) Aymar de Poisieu, seigneur du Passage, chevalier de l'ordre du roi, capitaine de 50 hommes d'armes, gouverneur de la citadelle de Lyon en 1584, et de la citadelle de Valence en 1590, lieutenant-général en Provence et dans le marquisat de Saluces.

(2) Notre auteur qui énumère avec une certaine complaisance les diverses acquisitions faites par le président d'Yllins, ne fait aucune mention des démarches qu'il fit pour entrer en possession de la fortune de Sébastien Monteux, seigneur de Miribel. Ce personnage était fils de Hierosme de Monteux. N'ayant qu'un fils naturel, il avait d'abord testé en faveur d'Ennemond Rabot, puis révoquant cet acte, il avait donné tous ses biens à Françoise Garniers sa mère. Il mourut au mois de janvier 1581. « Le président attaqua ces

Le 12 de juin de l'année 1592, il fonda dans l'esglise de Saint André un anniversaire perpetuel, pour estre celebré a l'autel de la chapelle de Sainte-Barbe, près duquel estoit enterré Bertrand Rabot son ayeul.

En l'année 1600, le roy Henry 4^e estant a Grenoble, pour aller faire la guerre au duc de Savoye, pour le recouvrement du marquisat de Saluces, led. Ennemond Rabot fournit de fort beaux tiltres audit roy, pour justifier les droicts que la France avoit sur ce marquisat. Il receut aussy de grandes caresses de ce roy, lequel luy fit cest honneur que l'aller voir dans sa maison et se promena quelque temps dans son jardin (1).

Ce mesme Roy ayant voulu adcister en personne a une procession generale quy se fit pour lors dans ceste ville, comme les

dernières volontés et, témoignant de plus d'apreté que de délicatesse, ne consentit à lâcher prise qu'en recevant par transaction une somme de six cents écus. » DE GALLIER. *Essai hist. sur la baronie de Clérieu*, p. 205 ; — Archives de la Drôme, E. 109.

(1) Ces témoignages d'estime, ces marques de bienveillance s'expliquent aisément. Après la mort d'Henri III, la ville de Grenoble s'était déclarée ouvertement pour la Ligue ; dans une assemblée consulaire, tenue le 19 septembre 1589, le conseil avait décidé qu'il s'opposerait de tout son pouvoir aux desseins et mauvaises entreprises de d'Ornano et de Lesdiguières, que la ville entendait rester *soubs l'obéissance du roy catholique qui sera sacré et eslu par les princes catholiques et Estats généraux de France* (Archives de Grenoble, BB, 41). Tous les membres du parlement n'adoptèrent point cette ligne de conduite. Prévoyant bien de quel côté demeurerait la victoire, quelques-uns d'entre eux, ayant à leur tête les présidents d'Illins et de St-André, quittèrent la ville et allèrent rejoindre à St-Marcellin d'Ornano, qui avait fait alliance avec Lesdiguières, dans le but d'assurer l'avènement d'Henri IV. Ennemond Rabot joua un rôle actif et important dans cette crise politique. Il avait la confiance de d'Ornano. Celui-ci se rendant en Provence pour secourir la ville de Berre, qu'assiégeait le duc de Savoie, choisit pour son lieutenant pendant son absence notre président ; les lettres par lesquelles il lui confie cette charge sont datées de Valence, le 25 août 1591 (Archives de Grenoble, BB, 43, f^o 127). Grenoble, comme on le sait, fit sa soumission au roi le 21 décembre 1591. Henri IV étant venu à Lyon en 1595, Ennemond Rabot fut un des délégués du parlement pour aller saluer le monarque (Archives de l'Isère, B, 3281).

gardes de sa majesté se mettoient autour de sa personne, et les secretares et huissiers a la teste du Parlement, et faisoient quelque separation entre le Roy et led. Parlement, il dit aux uns et aux autres de s'oster de la et qu'il n'y devoit point avoir de milieu entre luy et son Parlement. Et en effet ledit sieur d'Yllins eut l'honneur d'aller toujours immediatement après sa majesté. C'est ainsy que le rapporte Mathieu dans l'histoire d'Henry 4^e (1).

Le jeudy, 28 septembre de la mesme année 1600, le mesme Ennemond Rabot fit prester le serment a François de Bourbon, prince de Conty, en suite de l'arrest donné par la cour, sur la veriffication de ses lettres de provision de gouverneur et lieutenant general de sa majesté dans la province de Dauphiné (2), ce qui se passa de la sorte.

La cour deputa pour aller a la rencontre dud. prince, jusqu'a l'entrée de la salle desd. procureurs, messieurs les presidents de St-Jullien et de Calignon, et messieurs les conseillers Audeyer et de Virieu. Ce prince entra le premier tenant la main droicte, et led. president de St-Jullien la gauche ; après suivyt Henry de Montmorency, connestable de France, tenant la main droicte et led. president de Calignon la gauche. Après suivirent les ducs d'Epernon et de Montbazon tenant la droicte, et lesd. Audeyer et de Virieu la gauche.

Le prince, estant entré, s'assit a la teste du bureau, et lesdits connestable, ducs d'Epernon et de Montbazon s'assirent aux

(1) MATHIEU, *Hist. de France et des choses memorables advenues aux provinces estrangères durant sept années de paix du règne de Henry VIII*. Paris, 1614, in-8°, t. I. p. 573.

(2) François de Bourbon, prince de Conty, fils de Louis de Bourbon, 1^{er} du nom, prince de Condé, né en 1558. Il fut le premier à reconnaître pour roi Henri IV ; aussi en fut-il récompensé par ce monarque, qui lui donna le gouvernement de Paris, le 17 mai 1595, et celui du Dauphiné, le 17 décembre suivant. Il mourut le 3 août 1614, à l'hôtel abbatial de St-Germain-des-Prés ; depuis la mort de son frère, le cardinal Charles de Bourbon, il jouissait des revenus de cette riche abbaye. ANSELME, t. I, p. 333.

trois cheres quy sont a la main droicte dudict bureau et au dessous de celle du sieur d'Yllins, premier president, quy tenoit la premiere place au costé droict, et les sieurs de St-André, de St-Jullien, de Calignon, de Fustier et d'Estables (1), tous presidents aud. Parlement, estoient assis a la main gauche dud. bureau, tous en robe rouge avec leurs mortiers.

Le sieur d'Yllins s'estant après levé, tout droict et descouvert, comm'aussy lesdits connestable et ducs et tous les officiers dud. parlement et de la chambre des comptes, il fit prester le serment aud. prince.

Le serment presté, la cour commit led. sieur de St-André, president au Parlement, et le sieur de Bazemont (2), president en la Chambre des comptes, pour mettre en possession led. prince de sa charge de gouverneur dans le siege de la grande audience, les susdits presidents tenant la gauche dud. prince, lequel estant retourné dans le bureau et ayant repris sa place, fit un compliment fort obligeant a la compagnie, par l'organe du sieur premier president d'Yllins, attendu l'indisposition de ce prince.

Ce faict, il monta en audience, suivy dud. sieur d'Yllins, après lequel marcherent le sieur connestable, le sieur president de St-André, le duc d'Epernon, le president de St-Jullien, le duc de Montbazon, le president de Calignon, et ensuite tous les autres presidents et conseillers du Parlement et officiers de la Chambre des comptes.

Le prince prit sa place, au dessous de la chere du roy, et le sieur d'Yllins et autres presidents du parlement s'assirent près de luy a la main droicte, et d'autre costé, a la gauche de la mes-

(1) Octavien Emé, sieur de St-Jullien, nommé président le 31 décembre 1585. — Soffrey Calignon, nommé le 3 mars 1591. — François Fustier, nommé le 23 mai 1591. — Louis du Vache, sieur d'Estable, nommé le 6 août 1599.

(2) Marc ou Macé de Bazemont, nommé le 6 septembre 1575, en remplacement de Laurent de Chaponay.

me chere du roy, furent assis lesd. connestable, ducs et autres officiers de la cour et chambre des comptes, et au bas dans le parquet de lad. salle d'audiance furent assis, dans les cheres rouges, les chevaliers des ordres de sa majesté. Après quoy se fit la lecture et publication de quelques lettres patentes du Roy, et fut ensuite plaidée une cause, qui fut appointée au conseil.

L'heure sonnée, l'on se leva, et mondit seigneur le prince et lesdits connestable, ducs et officiers de la cour, gardans le susdit rang, allerent en la chapelle du palais pour ouyr la messe. Après quoy les sieurs d'Illins et de Saint-André allerent accompagner mondit seigneur le prince jusqu'à son logis.

Enfin led. sieur d'Illins, après avoir eu quantité de beaux emplois et s'estre acquis dans sa charge de president les bonnes grâces du roy et des grands de la cour, l'amour du peuple, l'estime de tous les gens de bien, deceda comme nous avons dit, l'onzième de novembre 1603, regretté de tous ceux qui connoissoient sa vertu et sa probité, qui estoient accompaignées d'une affabilité et d'une courtoisie extraordinaire. Lorsqu'il mourut un officier du Parlement lui fit ces vers, qui sont inserés dans le livre vert :

Spes, amor, eloquium, pietas, patriæ decus, hospes
Qui fuit, exiguo marmore contegitur.

Les advocats du bareau firent aussy ces deux vers en sa louange, pour exprimer le regret qu'ils avoient de sa mort :

Heu ! Heu ! flete viri, vos jam plorate togati !
Mox periit nostri magna columna fori.

Il fut enterré dans la chapelle des Jacobins de Grenoble et l'on luy fit cet epitaphe latin :

PERPETVITATI MEMORIAE ET QUIETI AETERNAE VIRI CLARISSIMI
EQVITIS ORNATISSIMI ENNEMONDI RABOTII HEROIS ILLINI ALTIFOR-
TIS CORNELIONIS ABELLORVMFORTIS QVI GENERIS PROCERITATE
INGENII POMPA ELOQVENTIA MIRABILI IVSTITIAE CVLTV AVCTORITA-

TE HENRICI TERTII GALLORVM ET SARMATIAE REGIS ET VOLVNTATE
HENRICI QVARTI GALLIARVM REGIS ET NAVARRAE IN EXCELCISSIMO
EORVM AVGVSTALI PATRICIATV CLARISSIMATVM MERVIT AD VSQVE
HONORVM OMNIUM FASTIGIA EVECTVS ET SACRO SENATVI GRATIANO-
POLITANO PROTOPRAESIDEM AGENS PROVINCIAM FOELICISSIME
GESSIT DELPHINATVS ORNAMENTVM ASSERTOR VINDEX SALVATOR
ET PARENS PATRIAE OPTIME MERITVS EXHAVSTIS VITAE SVAE
CVRRICVLIS ANNO AETATIS SVAE SEXAGESIMO COELESTEM ANI-
MAM DEO REDDIDIT.

DIA ANNA BELLIEVRAEA CON-IVX IN CVIVS OSCVLIS ET OCVLIS
DEFECIT MARITO INCOMPARABILI ET DIA ANNA RABOTIA FILIA
PATRI INDVLGENTISSIMO ET ABLVCE ILLVSTRISSIMVS CRISTOHPOR-
RUS HARLAEVS BELLOMONTIVS IN ALMA GALLIAE REGIA SENATOR
ET GALLICA MISSIONE IN BRITANIAM CITERIOREM LEGATUS GENER
SOCERO OPTIMO PRAESOLVTIS FERALIBVS OFFICIIS ET NE QVID
DILIGENTIAE IN OSSVARIO DEESSE VIDERETVR DISFLETIS POENAE
AD CAPTIVITATEM OCVLIS PONENDVM CVRAVIT.

(VI) FALQUES RABOT.

Il estoit l'ainé des enfants dud. Laurent Rabot, (et) fut
aussy appelé Falques d'Aurillac, a cause de la substitution ap-
posée en sa fabueur dans le testament de messire Falques
d'Aurillac, son ayeul maternel, en vertu de laquelle, comme
aussy du testament de Meraude d'Aurillac sa mere, quy l'ins-
titua son heritier universel, il recueillit les terres et seigneuries
de Veycilieu, la maison forte de Fontaines, le fief des Granges
et autres biens, situés au terroir de Grenoble, comm'aussy les
biens de St-Alban près de Lyon, mais il eut un fort médiocre
legs dans le testament de Laurent Rabot, son pere, ce qui pro-
ceda de ce que led. Falques Rabot, estant a Paris encore fort
jeune, reçut un coup a l'œil, qui le rendit aveugle, et neanmoins
il ne laissa pas de se marier, avec Ennemonde de Loras, fille
dud. messire Abel de Loras, seigneur de Monplaisant et de
Bellacueil, lequel Abel avoit espousé Meraude Rabot, sœur dud.

Falques (1). Ce contract de mariage est du 29 avril, reçu par Charmeil, notaire, par lequel contract led. Abel de Loras constitua en dote a lad. Ennemonde de Loras, sa fille, la somme de quatre mille livres et trois cents livres de robes nuptiales.

Led. Falques d'Aurillac fit son testament dans sa maison de Sainte-Claire a Grenoble, qu'il tenoit aussy de lad. maison d'Aurillac, le 13 janvier de l'année 1586, lequel fut receu par Pierre Banet et Antoine Tirand notaires de Grenoble. Et par ce testament il legue a Ennemonde de Loras, sa femme, l'usufruit de la terre de Veycilieu, et au cas que messire Abel de Loras, seigneur de Montplaisant et de Bellacueil, chevalier des ordres du roy, ne donast pas un supplement de dote pareil a celui qu'il a donné a Marie de Loras, son autre fille, mariée a messire Pierre de Poepe, seigneur et baron de Serrieres (2), led. seigneur testateur luy donne led. supplement et veut qu'il soit prins sur ses biens.

Il legue aussy a Gaspard et Laurent ses fils, et a Louise et Meraude d'Aurillac, ses filles, la somme de quinze cents escus d'or sol, pour chascun desdicts enfants.

Il fait ses heritiers universels Abel et Jean Rabot, ses autres fils, l'un aux biens situés au terroir de Grenoble, et l'autre aux biens situés au terroir du Lyonnois et Viennois, au choix neanmoins dud. Abel Rabot, son fils aîné, et veut que celui qui aura les biens situés au terroir de Grenoble, aye pour tuteur messire Ennemond Rabot, son tres cher et honoré frere, et noble Louis Coct, sieur du Chastellard, et que celui qui aura les biens du Lyonnois aye pour tuteur led. messire Abel de Loras, son beaupere et beaufrere.

Il defend aussy par le mesme testament, au cas que messire Ennemond Rabot n'aye que des filles, de les quereller, en vertu des substitutions apposées aux testaments de leurs ancestres, a cause de quoy il est privé de sa succession.

(1) Falques Rabot épousa ainsi sa nièce.

(2) Cf. *Armorial*, p. 556.

Led. testament fut fait en presence de frere Mathieu Gaultier, prieur du couvent des Reverends Freres Prescheurs de Grenoble, de noble François Gallien de Chabons, conseiller du roy et receveur general du Dauphiné, de François de Micha (1), vibailly de Graisivaudan, de Jean-Claude Audeyer, advocat consistorial en la cour, M^e Michel Duvivier (2), notaire de Voiron et secretaire de messire Ennemond Rabot, premier president au Parlement, tous lesquels furent temoins aud. testament.

Quelque temps après ce testament, led. Falques d'Aurillac s'en alla en sa terre de Veycilieu, ou il deceda, et fut enterré dans l'eglise paroissiale de ce lieu.

De sa femme Ennemonde de Loras, fille, comme nous avons dit, de messire Abel de Loras, et sœur de Marie de Loras, femme dud. seigneur et baron de Serrieres, il eut quatre fils et deux filles. Les masles furent Abel, Jean, Gaspard et Laurent, et les filles furent Louise et Meraude.

Ces quatre freres estant encore fort jeunes, se rendirent du lieu de leurs etudes a Veycilieu, duquel lieu ils prindrent des differentes routes, et ne se revirent jamais ; car Abel l'ainné s'en alla a Roume, ou il se fit jesuite et pour la grande science et cognoissance qu'il avoit de toutes sortes de langues, il fut envoyé dans la mission que lesdits jesuites ont a Pera-lez-Constantinople, ou il demeura plusieurs années et enfin estant retourné a Roume, il y mourut eagé de 57 ans.

Le second, qui estoit Jean, s'en alla a Paris pour apprendre ses exercices, mais quelque temps après qu'il y fut arrivé, il y mourut d'une pleuresie.

Le troisieme qui estoit Gaspard, s'en alla a Malte, pour y

(1) François de Micha, ayant rendu de grands services au roi Henri IV, ce prince ordonna par lettre de 1595, qu'il jouirait des avantages de la noblesse, comme les officiers du parlement et de la chambre des comptes.

(2) Ce Michel du Vivier fut ensuite annobli par une charge de conseiller-secretaire du roi, maison et couronne de France.

faire ses caravanes en qualité de chevalier de l'ordre de St-Jean de Jerusalem, dans lequel il avoit esté receu et après avoir fait sa profession et servi quelque temps la religion il y mourut.

Le quatriesme, qui estoit Laurent Rabot, duquel nous parlerons ensuite, s'en alla dud. lieu de Veycilieu en la ville de Tournon, pour y continuer ses estudes (1), ayant esté destiné pour estre d'esglise, et pour cest effet il avoit esté desja pourvu de quelques benefices, desquels il se demit ensuite.

Pour ce quy est des filles, l'aisnée quy estoit Louise, fut mariée au seigneur de Rajat, laquelle ne laissa qu'un fils, quy est mort sans enfant, et deux filles religieuses dans l'ordre de la Visitation ; et l'autre estoit Meraude Rabot. Elle fut mariée a

(1) Le collège de Tournon que les jésuites dirigeaient depuis l'année 1560, étoit devenu extrêmement florissant. Les lignes suivantes, tirées des *Mémoires* encore inédits du chanoine Jacques de Bannes, de Viviers, seront lues avec intérêt. L'an 1605, il y avoit environ sept cents escoliers étudiant à Tournon, la plupart gentilshommes, non pas seulement des provinces voisines, mais des plus esloignées, Piccards, Normands, Bretons, Champenoys, Tourangeoys. Au logis où j'estoys en pension, qu'estoit à feu sieur Desyeres, que les fenestres regardent sur le Rhosne, au costé gauche de la porte du port, nous estions vingt escoliers, dont le plus honorable, tant à cause de sa nayssance et profession, estoit messire François de Gondy, fils de feu M. le Duc de Rets, abbé de St-Aubin, et du despuis archevesque de Paris. Il y avoit aussi deux chanoynes comtes de St-Jean de Lyon, l'un appelé le comte Cottenson et l'autre le comte de Rebé, qu'est a present archevesque de Narbonne. Il y avoit dix escoliers de Tours et les autres estoient Auvergnats, Florentins et moy seul du pays du Vivarois. Il y avoit aussi dans lad. ville quantité d'escoliers Flammands, Lorrains, Allemands, Suisses, Piemontois, Milanois et Savoyards. Il y avoit aussi quatre Irlandois de fort bonnes maysons et quelques Anglois. Enfin c'estoit une académie peuplée d'aussi belle jeunesse et noblesse qui fust en France. Feu Mgr. Henri duc de Montmorency et connestable de France, descendant en Languedoc, s'estant arresté à Tournon pour voir led. seigneur comte de Tournon, fut curieux de voir tous les escoliers, et dit ce que j'ay dit ci-dessus de la gentillesse des escoliers. Pour lors, qu'estoit en l'année 1606, M^e Just-Henri de Tournon, comte de Roussillon, fils dud. seigneur de Tournon, estudioit en lad. académie, en laquelle il y avoit quantité d'escoliers de hautes maysons, portant titres de comtes et barons.

noble Pierre de Grattet (1), de la Tour du Pin, laquelle preceda sondit mari sans avoir laissé aucun enfant.

Lesdits Abel, Jean et Gaspard avant que de partir du lieu de Veycilieu firent leurs testaments reciproques, qui sont du 25 novembre 1595. par lesquels ils s'instituent et substituent reciproquement les uns les autres, comm' aussi Laurent Rabot leur frere, et au cas que led. Gaspard Rabot fit profession de chevalier de l'ordre de St-Jean de Jerusalem, et que led. Laurent Rabot fut promu aux ordres sacrés lesd. Abel et Jean, au cas qu'ils meurent sans enfant, substituent messire Ennemond Rabot leur oncle.

(1) Pierre-Jacques Grattet, seigneur de Granicu, fils d'Antoine et d'Angélique Dorgeoise, reçu docteur en droits canonique et civil à l'université d'Avignon, fut d'abord juge de Grenoble. Ayant pris les armes, il s'illustra sous le nom de *Granieu* et fut annobli par Henri IV en janvier 1594. C'est de lui que descendent les Grattet du Bouchage et les Grattet de Dolomieu. La terre du Bouchage, dans le Viennois, appartenait autrefois à la famille de Roussillon. Guillaume de Roussillon, seigneur du Bouchage, testa le 9 juin 1423. Elle passa ensuite dans celle de Baternay, et Louis XI, par lettres données à Armenonville au mois de juillet 1478, l'érigea en baronnie, en faveur d'Imbert de Baternay. La terre de Dolomieu, près de la Tour-du-Pin, fut érigée en marquisat, au mois de juillet 1699, en faveur de François de Grattet, président du bureau des finances du Dauphiné.

(A continuer.)

JULES CHEVALIER.

NUMISMATIQUE DU PARLEMENT *DE GRENOBLE.*

SUITE. — Voir la 71^e, 72^e et 73^e livraison.

AIMARD-JOSEPH DAUPHIN DE VERNA

1725

21.

(*Fleur de lis*) MESSIRE AIMARD IOSEPH DAVPHIN DE
VERNA⁽¹⁾ SEIGNEVR BARON DE ST ROMAIN CHEVA-
LIER CONSEIL

✠ LER DV ROY EN SE CONSEILS PRESIDENT EN LA CHAM-
BRE DES COMPTES DE DAVPHINE A CONTRIBVE

✠ DE SES SOINS A FAIRE AVOIR CETTE CLOCHE A LA
COMMVNAVTE DE TIGNIEV DEPENDENTE DE LA

✠ BARONNIE DE ST ROMAIN MESSIRE AIMARD GABRIEL
DAYPHIN DE ST ESTIENNE PARRAIN ET MARR

AINÉ DAME CHRISTINE DE FERRIERE EPOVSE DV DIT SEI-
GNEVR PRESIDENT DE VERNA NOMME⁽²⁾ CRISTINE

Sur la panse : I IVNI FECIT 1725, avec 2 écussons, accolés sous une couronne de *marquis*, aux armes de Verna et de Ferrières (3).

Cloche de Tignieu. — Diamètre : 57 centimètres.

(1) *L'Inventaire-Sommaire des Archives départementales* de M. Pilot-Dethorey donne deux Présidents de la Chambre des Comptes du nom de Verna : Aymar-Gabriel Dauphin de Verna, Président de la Chambre des Comptes en 1708, reçu la même année ; et François Dauphin de Verna, seigneur de St-Romain, de Verna et d'autres places, Président de la même Chambre (lettres du 26 mars 1745, en remplacement d'Aymar-Gabriel, son père, décédé, reçu le 7 août suivant). Décédé lui-même le 7 février 1778.

De son côté, l'*Armorial du Dauphiné* en donne aussi deux : Joseph-Aymar, Président en la Chambre des Comptes, — et il ajoute : « marié en 1703 à sa cousine Christine de Manissy de Ferrières » ; — et François, Président à la même Chambre par résignation de son père, en 1744, marié à Anne-Marie Cholier de Cibeins.

Enfin, notre cloche donne également les noms de deux membres de cette famille : Aimard Joseph, — qui, par la date et l'alliance, paraît se confondre avec Aymard-Gabriel de M. Pilot-Dethorey, — et un autre Gabriel-Aymar, capitaine au régiment de Bretagne, cité par M. de la Bâtie, lequel aurait été un frère aîné de François, Président de la Chambre des Comptes, et aurait patronné ladite cloche avec sa mère.

Il résulte, je crois, de tout cet imbroglio que le Président de la Chambre des Comptes de M. Pilot-Dethorey, *Aymard-Gabriel*, est le même que *Joseph-Aymard* de M. de la Bâtie et qu'*Aymard-Joseph* de notre inscription.... Lequel des trois a raison ? Je l'ignore ; mais le millésime qu'elle nous donne ne peut, on en conviendra, convenir qu'à ce personnage dont, en 1725, année de sa fusion, le fils Aimard-Gabriel (ou Gabriel-Aymar) fut parrain de ladite cloche avec dame Christine de Ferrières, sa mère. J'ai pu m'assurer depuis, auprès de M. le baron Joseph de Verna, que mes conjectures étaient fondées. Un doute me reste pourtant au sujet de la

date du décès du Président Aymar-Gabriel, nommé sur notre cloche. L'*Inventaire-Sommaire* nous donne la date du 7 février 1778, et M. le baron de Verna m'affirme que le Président mourut le 12 octobre 1761, à l'âge de 80 ans, et fut enterré dans l'église de Verna. Sa femme, Christine, décéda le 25 février 1771 et fut aussi inhumée à Verna. Elle avait plus de 86 ans.

(2) Sous-entendu : *je me nomme*. — (3) Dauphin de Verna : *d'azur à la bande d'or, chargée d'un Dauphin et d'une étoile de gueule, (l'étoile en chef)*. — De Ferrières : *d'or à deux clefs d'argent adossées et passées en sautoir, surmontées d'une étoile d'or (CHORIER, État politique)*. Ce n'est pas possible : on ne met pas métal sur métal en blason, et l'*Armorial du Dauphiné* a raison, en disant : *de gueules, à deux clefs d'argent, passées en sautoir, l'anneau tortillé de 4 pièces, brisé en chef d'une étoile d'or*. Seulement, sur notre cloche, l'anneau n'est tortillé que de 2 pièces ; et les deux écussons sont accolés, je ne sais à quel titre, sous une couronne de marquis, du reste assez singulièrement dessinée.

JOSEPH DE FRANCON DE REVEL

1726

22.

† DEO OPTIMO MAXIMO⁽¹⁾ ● MESSIRE IOSEPH DE FRANCON
DE REVEL⁽²⁾ CONSEILLER AV PARLEMENT
DE DAVPHINE SEIGNEVR DE REVEL ET AVTRES LIEVX
PARRAIN ● DEMOISELLE MARGVERITE DE
MONTIGNY EPOVSE DE SIEVR IEAN FIAT TRESORIER DE
LA CHANCELLERIE DE GRENOBLE MARRAINE
MAITRE CLAVDE PLAT CVRE S LOVIS PERONNARD CHA-
TELAIN

Sous le crucifix : ALBENGVE 1726.

Cloche de Revel. — Diamètre : 86 centimètres.

(1) *Au Dieu très-bon et très-grand.* — (2) Joseph de Francon de Revel, avocat en la Cour, Conseiller au Parlement par lettres du 21 novembre 1720; reçu le 15 mars 1721.

FRANÇOIS DE MANISSY DE FERRIÈRES

1726

23.

Bénédiction de la cloche de Charnècles (paroisse de Rives). — Chapelle de St-Roch et St-Sébastien.

« Ce 24^e décembre 1726..... et en uertu dicelle (commission), j'ay fait la benediction de la ditte clauche avec les ceremonies accoutumés dont le parrain a été sieur antoine martel bourgeois de charneclle, et maraine demoiselle louise gachet, epouse dud. Sr martel pour et au nom de messire françois de Manissy, cheualier comte de ferriere seigr de riues charneclle et beaucroissant lieutenant du roy de grisivodant, et de dame marie justine de bres-sac ueuue de messire françois de manessy comte de ferriere cheualier conseiller du roy premier presidant en la chambre des comptes de Savoye et second presidant en celle de Dauphiné (1) en presance de messire antoine dral-liat pretre et curé de riue, etc..... »

(Registre de l'état civil, naissances, mariages et décès de 1701 à 1760, de la commune de Charnècles).

(1) D'après *l'Inventaire-Sommaire des Archives départementales* (t II, p. 84), François de Manissy, comte de Ferrières, seigneur de Rives, Beaucroissant, Charnècle et Renage, avocat en la Cour, reçu Conseiller au Parlement de Grenoble, par lettres du 13 avril 1656, en remplacement et sur la résignation de Claude de Manissy, son père, et reçu le 17 mai suivant, fut nommé Président en la Chambre des Comptes, par lettres, de Versailles, du 17 octobre 1675, en remplacement d'Abel de Buffevant, et reçu le 15 novembre suivant. Il décéda le 11 mars 1707. — Il avait épousé Marie-Justine de Bressac, fille d'Henri de Bressac, bailli de Valence, et sœur de Charles-Jacques de Bressac, Conseiller au Parlement, et de Laurent-Barthélemy, dit *l'abbé de Bressac*, aumônier du roi, poète et prédicateur distingué, et en avait eu cinq enfants, dont trois filles. Des deux garçons, l'un fut, d'après les *Généalogies dauphinoises* de Guy-Allard, *N... Manissy, capitaine de vaisseaux, mort sans postérité*, et l'autre. *N... Manissy, sous-lieutenant de roy*, qui avait épousé *N... Emé, fille de N...* (Pierre, selon *l'Armorial du Dauphiné*) *Emé*, gouverneur de Grenoble en 1739. Je suppose donc que c'est de ce second fils qu'il est question ici, sous le prénom de *François*, comme parrain de cette cloche avec sa mère

JEAN-FRANÇOIS DE BASEMONT

1727

24.

† D D ILLVSTRISSIMVS IOANNES FRANCISCVS DE BASE-
MOND⁽¹⁾ PRÆSES IN CVRIA *

SVPREMA DELPHINATVS PATRINVS⁽²⁾ * 1727 * TIBAVD
FECIT * * *

2^e cloche de Charavines. — Diamètre : 64 centimètres.

(1) Voir sur ce personnage la note n° 5 de la cloche de 1701 (p. 231). — (2) Monseigneur, Monseigneur le très-illustre Jean-François de Bazemont, Président en la Cour suprême de Dauphiné, par-
rain.

PIERRE BERNARD

1733

23.

† SAINTE VIERGE MARIE⁽¹⁾ PRIES POVR NOVS DON M^{re} ⁽²⁾
I ESCALLIER ANCIEN CVRE M^{re} L BERT

(*Fleur de lis couchée*) CVRE MODERNE M^{re} P BERNARD ⁽³⁾
P^{re} DV ROY P^{re} ⁽⁴⁾ ET M I ARIBERT M^{re} ⁽⁵⁾ M^{re} GRAND
CONSVL

Au bas : P † ET A ROYER FECIT 1733

Écusson de Pierre Royer (une cloche entre les 2
initiales de son nom, P - R)

1^{re} cloche de Valjouffrey. — Diamètre : 79 centimètres.

J'avoue humblement que ce n'est pas sans hésitation que je place cette cloche parmi celles des membres du Parlement. Mais les erreurs des fondeurs sont si nombreuses et les rédactions d'inscriptions si défectueuses pour la plupart, que j'ai cru devoir interpréter ces mots *procureur du roi* par ceux de *procureur-général*, vu la coïncidence des dates..... Mais le nom de *P. Bernard*

n'est pas suivi de celui de *Joyon*, et c'est là ce qui me jette dans la plus grande incertitude.

(1) La fête de la paroisse de Valjouffrey a lieu le jour de l'Assomption. — (2) Don de messire. — (3) Maître Pierre Bernard de Joyon, avocat en la Cour. Substitut du Procureur-Général au Parlement (lettres du 7 septembre 1704 ; reçu le 8 août 1705), résigne ses fonctions le 20 mars 1715. — (4) Pour *parrain*. — (5) Pour *mar-raine*.

JEAN DE GARNIER

1738

24.

IN HONOREM BEATISSIMÆ VIRGINIS Mariæ ET S^{TI} IOAN-
NIS BAPTISTÆ FUIT RESTAURATA ANNO 1738

NOBILIS IOANNÆ A GARNIER⁽¹⁾ DOMINUS S^{TI}⁽²⁾ EX BOUR-
NAY VILLÆ NOVCE⁽³⁾ ALIORUMQ. E⁽⁴⁾ LOCORUM PATRI-
NUS

ET NOBILIS ANNA DARMAND DE BIRON⁽⁵⁾ DOMINA DE
LAUARE VXOR EIUS MATRINA FUERUNT D. ANTONIUS
VIAUD

PAROCHUS BENEDIXIT MENSE IULIO 1738 (*croix de
Lorraine*)⁽⁶⁾

Au bas : (*croix de Lorraine*) I. B. † GHRETENOT F.
(*croix de Lorraine*)

1^{re} cloche de Chaumont (7). — Diamètre : 92 cent.

(1) Pour *Joannes*. Jean de Garnier, avocat en la Cour, Conseiller au Parlement par lettres du 6 août 1699, avec la compatibilité des fonctions de Gouverneur de Gap et de Conseiller en la Cour ; reçu le 26 du même mois. Résigne ses fonctions en 1740 et meurt le 13 novembre 1762. — (2) Il faut *St Joannis*. — (3) Pour *Villæ novæ*. — (4) *Aliorumque*. — (5) Je n'ai pu trouver cette Anne d'Armand de Biron, et je suis porté à croire que ce dernier nom est encore une de ces fautes de fondeur que j'ai déjà eu plusieurs fois l'occasion de signaler. Ne serait-ce pas *Brion* qu'il faudrait lire au lieu de *Biron* ? Le voisinage de Lavars et de Brion m'engage encore plus à le supposer. — (6) En l'honneur de la Très-Sainte Vierge Marie et de Saint Jean-Baptiste, (cette cloche) fut refondue en l'année 1738. Noble Jean de Garnier, seigneur de St-Jean-de-Bournay, Villeneuve et autres lieux, fut parrain, et noble Anne d'Armand de Biron, dame de Lavar, son épouse, fut marraine. M^{re} Antoine Viaud, curé, l'a bénite au mois de juillet 1738. — (7) Cette cloche vient de St-Jean-de-Bournay. Elle fut cédée à Chaumont lors de la refonte de toutes les cloches de St-Jean-de-Bournay, en 1858.

G. VALLIER.

LES ANTIQUITÉS DE PACT

Invité gracieusement par M. l'abbé Chapelle, desservant à Pact, à visiter sa curieuse paroisse, j'ai parcouru sous sa direction les points les plus intéressants à étudier avec soin.

Le premier se trouve à la naissance du premier plateau qui domine la Valloire, non loin et au sud de Lapeyrouse-Mornay (Drôme), et il contient la plus grande partie du territoire de cette commune et de celle de Pact.

Le 2^e point d'études comprend un second plateau qui commence derrière l'église de Pact et embrasse Les Tourelières, Ocellat, Puvilin et Mauphié, manses voisines du Dolon, rivière aujourd'hui desséchée, et d'un ancien chemin de Vienne en Valloire et peut-être à Romans, par Lens-Lestang, ou par Moras, Hauterives, etc.

Après avoir exprimé ici toute ma gratitude à ce bienveillant et dévoué collègue, je dois lui laisser le plaisir d'exposer ses découvertes, afin que la science en tire profit et que des fouilles sérieuses viennent complètement élucider les origines de ce curieux *vicus* ou *pagus*, depuis longtemps inconnu.

M. l'abbé Chapelle a dressé une carte géographique provisoire indiquant la position des tombeaux fouillés jusqu'à ce jour, et a dessiné les objets les plus curieux de sa collection. Il a en outre enrichi le Musée de Grenoble d'objets intéressants avec un désintéressement qui n'a d'égal que son zèle et son érudition.

La société lui devra aussi des échantillons précieux, lorsqu'elle aura un local pour les recevoir.

A. LACROIX.

Découvertes faites à Pact

en 1884 et 1885.

Rapport de M. l'abbé Chapelle.

I

Tout le contour du mamelon qui forme au dessus de Beaurepaire une espèce de rotonde commençant, à Tourdan et se terminant à Pact, est couvert d'un amas considérable d'énormes cailloux que ni le ciment ni le mortier n'ont jamais touchés. Le centre de ce mamelon, appelé la Tourelière, est occupé par un champ tout en cendres. Là j'ai pu recueillir quantité de débris de poterie grise. A l'extrémité-sud de ce mamelon. M. Bitz (Antoine), en creusant l'année dernière un jardin contigu au cimetière et à l'église de Pact mit à jour trois rangées d'arbres étendus à terre dans toute leur longueur et suivis de rangées de pierres sèches. Un ancien chemin cotoyait le mamelon de la Tourelière et se dirigeait vers Vienne par Eyzin-Pinet. Tout près de ce chemin, j'ai découvert le 15 avril 1885, des tombeaux en pierres sèches dont les cadavres mesurent deux mètres, et des crânes six millimètres et demi ; mais il y avait des têtes d'animaux domestiques mêlées aux ossements humains. Les urnes sont grises ou noires et les pièces de monnaies présentent sur une face une tête à chevelure frisée et sur l'autre face un cheval lancé au galop. J'en possède des échantillons. M. Chaste de Gallerands et M. Eold Berthin en ont d'au-

tres, recueillis au mamelon de la Tourelière, qui domine Pact, près de la manse Saint-Martin.

II

En suivant la route de Beaurepaire à Pact et Sonnay, à un kilomètre de l'église de St-Georges, on rencontre le tertre de Mauphié. Ce tertre est couvert de tombeaux en pierres sèches. M. Torgue, ancien maire de Pact, en a mis à jour huit rangées. Chaque tombeau renfermait deux corps mesurant plus de deux mètres et les crânes six millimètres d'épaisseur. Des têtes d'animaux domestiques y étaient mêlées aux ossements humains et tous avaient des urnes grises et du charbon de bois avec d'autres traces de crémation. A une distance de dix mètres de ces tombes, M. Torgue a découvert un trou dans lequel quatre-vingts têtes étaient admirablement superposées. Plus loin, un second trou renfermait les autres ossements des corps dont les têtes avaient été enlevées. Huit mètres plus loin, un troisième trou renfermait deux énormes pierres mesurant en longueur deux mètres et creusées en cuvette. Une troisième pierre gisait à terre à côté de ces deux cuvettes. Au centre de ce tertre des trous décrivant une figure ovale renfermaient des blocs de roches calcinés.

III

Un chemin se dirigeant vers la forêt de Tarann ou Tarava, suivant les variations que le copiste du parcellaire de 1649 fait subir aux noms propres, sépare le tertre ou *tumulus* de Mauphié d'un autre tertre nommé Puvilin. Ce dernier est un amas de débris d'ossements humains

mêlés à des débris d'ossements d'animaux, parmi lesquels M. Chantre, sous-directeur du Musée de Lyon, a distingué des bœufs, des moutons et des chevaux. Tout le sol est couvert de morceaux de poterie grise. Ses vases revêtent toutes les formes, depuis celle de l'urne funéraire jusqu'à la forme de la coupe et d'autres ustensiles domestiques. M. Pierre Charreton a fait surgir d'un sillon creusé par sa charrue une marmite en bronze dont il a eu le malheur de se déposséder. J'ai pu y recueillir les débris d'un immense bloc de rocher dont les quartiers étaient disséminés sur le sol.

IV

Ces vestiges qui me paraissent rappeler les temps celtiques ou gaulois ne sont pas les seules richesses révélées chaque jour par le fer du cultivateur.

Les travaux de MM. Allmer et A. de Terrebasse ont déterminé le poste de Tourdan comme étant celui d'un lieu dont le radical *Dun* révèle un Dunum gaulois. Sous Auguste la voie de Milan à Cularo vint rejoindre à Tourdan un ancien chemin qui desservait Ocellat, localité disparue après 927 et remplacée par Pact. Cet ancien chemin se dirigeait sur Vienne par Cour et Eyzin-Pinet. Les Romains établirent une dernière station à Turedono sur la voie de Milan à Vienne. Turedono est l'extrémité nord du mamelon de la Tourelière; Pact en est l'extrémité sud. A Tourdan on a recueilli le magnifique vase en argent, représentant les quatre saisons et placé aujourd'hui au British Museum de Londres. On y a recueilli aussi les statues de Minerve, de Mars, de Vénus et d'Hercule déposées aux Musées de MM. Chaste de Gallerands sur Pousieu, Eold Berthin de Beaurepaire et chez d'autres habi-

tants de Vienne et de Lyon, avec des amphores, des lampes, des urnes, des vases trouvés au même mamelon, des moules de statuette et un morceau de bronze prêt à être coulé, ramassé à la manse de Saint-Martin, à la racine d'un arbre. Au même quartier et sur le même mamelon on a reconnu les débris en marbre d'un temple païen dont M. Allmer a donné la description. J'y ai recueilli moi-même des pierres vitrifiées revêtant les couleurs les plus vives et les plus variées. Quant aux pièces de monnaie romaine, depuis Auguste, elles sont excessivement nombreuses et donnent la série presque ininterrompue des empereurs et des impératrices de Rome. MM. Eold Berthin, Chaste de Gallerands, Antoine Delay, de Jarcieu, le curé de Pact en ont formé des collections. M. Allmer a publié les inscriptions recueillies au mas de Saint-Martin, encastrées aujourd'hui dans les murs de l'église de l'ancien prieuré de Tourdan, et qui y prouvent l'existence de très-bonne heure d'une église chrétienne avec son cimetière remplaçant le temple païen.

V

A deux kilomètres de Tourdan, toujours sur le même mamelon, au point où Pact touche à Moissieu, le 17 mars 1885 j'ai découvert des fondations en ciment blanc. Des pierres vitrifiées étaient mêlées au ciment. Des blocs de ciment étaient revêtus d'une couche de stuc imitant la nacre la plus belle. De semblables pierres vitrifiées ont été signalées en Auvergne, où elles ont servi à la construction de deux forts. Quant au stuc, des inscriptions d'Aoste et de Vienne nous apprennent que les Romains en revêtaient les murs de leurs palais et de leurs temples. J'ai déjà parlé du champ de cendres et des débris de poterie

grise découverts sur ce point du mamelon de la Tourelière. Il me reste à décrire la variété des marbres et l'inscription qui avaient échappé jusqu'à ce jour à la charrue du cultivateur. Outre les pierres vitrifiées qui jonchaient naguères le sol de la Tourelière, j'ai amassé des blocs de ciment rouge et de mosaïque, des débris d'une colonne en riche marbre blanc, d'un grain très fin, un morceau de chapiteau représentant une magnifique feuille de chêne, une corniche en marbre violet. D'autres débris de marbre rouge, rose, blanc, noire, gisaient à côté de la colonne brisée. Un morceau de marbre blanc, à grains fins mesurant en hauteur douze centimètres et en largeur sept centimètres avait conservé l'inscription suivante que M. Allmer a bien voulu traduire, en lui assignant l'époque du VI siècle de l'ère chrétienne

HIC REQVIES
CIET INPACE
B O N E M E :
M ◊ R I A E I S P
5 e N O M E N E S
e r v A / X Q V I
v i x I T I N P A
c e a N N V S
. p L S M

« Hic requiesciet in pace bonæ memoriæ Ispe nomine serva Domini Christi quæ vixit in pace..... annos, plus minus » « Ici repose en paix Ispe, de bonne mémoire, servante du Christ, morte en paix à l'âge de..... plus ou moins ». Une charte de 927 publiée dans le *Cartulaire de Saint-André-le-Bas*, second Appendix, charte 114, parle pour la dernière fois d'une localité ancienne, confron-

tant à la manse de Moissieu, et du nom *d'Ocellatis*. En 927 une église y était dédiée à Notre-Dame. Après 927 Notre-Dame d'Ocellatis a été remplacée par l'église de Saint-Georges de Pact, mentionnée pour la première fois dans la charte de Guy de Bourgogne, en 1080, charte 127 du second appendix du Cartulaire de Saint-André-le-Bas.

VI

A l'extrémité sud du mamelon de la Tourelière, dans le cimetière de Pact, à un mètre au-dessus des tombeaux en pierres sèches, j'ai découvert le 15 avril 1885, en présence de M. l'adjoint au maire et de M. Girard (Henri), des tombeaux en tuiles romaines avec des urnes rouges, vernies et ornementées de dessins, attribuées par M. Disard, conservateur du Musée de Lyon, à l'époque comprise entre le I^{er} et le III^e siècle de l'ère chrétienne. Ces urnes se retrouvent dans la nécropole de Trion, à Saint-Just de Lyon. En conséquence les tombes en pierres sèches de Mauphié et de la Tourelière sont antérieures à la période romaine. Tout autour de l'église de Saint-Georges de Pact j'ai recueilli une quantité extraordinaire d'urnes funéraires, de tuiles romaines, de poids en brique rouge, de mosaïque, etc.

VII

Depuis le *tumulus* de la Tourelière jusqu'au mas des Morelles, formant le premier plateau de la Valloire, l'ancienne voie de Vienne est bordée de tombeaux gallo-romains, dans lesquels se trouvent des *gladium*, des poids en brique rouge, des pièces de monnaie romaines, des urnes rouges et des urnes grises. Quantité de ces

pièces portent sur l'une des faces l'effigie d'Auguste, et sur l'autre face l'autel construit au confluent du Rhône et de la Saône en l'honneur de Rome et d'Auguste avec la légende : *Romæ et Augusto*. Ces mêmes pièces se retrouvent à l'ancien château de Moras. M. Antoine Delay, de Jarcieu, en a recueilli quelques-unes. Vers le pont de Dolon, au mas de l'ancien Château Vert, devenu la propriété de M. le commandant de Dieterlen, il a été mis à jour, près du chemin de Vienne, un tombeau gallo-romain en briques à crochets et rebords, renfermant deux corps. Sur l'épaule de l'un des cadavres une agrafe en or retenait les vestiges d'un manteau ; tout près un *gladium* gisait à terre. Sur la tête de l'autre cadavre un ornement en bronze retenait les vestiges d'un voile. Au cou était passé un collier en perles jaunes, imitant l'or, au doigt un anneau. Le tout a été vendu à Lyon par les ouvriers de M. Givord.

VIII

Sur le mas de Batailhousse, au-dessous de Mauphié et de Puvilin, au milieu de débris de tuiles romaines et de poterie antique on a trouvé une statue du dieu Mars, devenue la propriété de Madame veuve Jouffray, d'Estressin. Cette statuette mesure en hauteur dix centimètres.

IX

Au mas du Puvilin, subsistent encore les fondations d'un ancien temple renversé pour faire place à une église chrétienne, dont une charte du cartulaire de Saint-Maurice de Vienne, fait mention pour la dernière fois au mois de mai, durant l'interrègne du royaume de Bourgo-

gne. Là, j'ai recueilli les mêmes débris déjà signalés à Tourdan et à Ocellat, c'est-à-dire des pierres vitrifiées aux couleurs les plus vives et les plus variées, du ciment blanc revêtu d'une couche de stuc, des marbres noirs, rouges, etc. ; des débris de colonne et de chapiteaux.

X

Au mas des Barmanches, plusieurs statuettes gauloises des chevaux et autres objets d'art ont bien vite disparu de Pact. Toutefois, une petite statuette représentant une femme à genoux, la chevelure flottante sur les épaules, et enlacée, depuis la ceinture jusqu'au cou, par un serpent, est conservée au musée de M. Chaste de Gallerands.

XI

Tourdan étant devenu une station romaine sous Auguste, nous fournit un point de comparaison entre la poterie des romains et celle des habitants d'Ocellat. Or, la poterie d'Ocellat, de Mauphié, de Puvilin, de Bathailhouze et de Bois-Vieux, diffère complètement de la poterie de Tourdan, par la matière première, la forme et le poids. A quelque pas de Tourdan, c'est-à-dire à Ocellat et à Puvilin nous avons deux espèces de tuiles complètement différentes de la tuile romaine. La tuile d'Ocellat et de Puvilin est jaune et à côté du rebords et du crochet il y a un petit creux pour l'écoulement des eaux. De plus, quelquefois la terre jaune est pétrie avec des morceaux de brique rouge. Une autre tuile est de couleur bleue, et paraît être pétrie avec du fer.

Tels sont les premiers jalons des découvertes restant à faire dans ma paroisse.

L'abbé CHAPELLE.

VILLES DISPARUES

Conjectures sur Ventia et Solonium

Au milieu de la grande et belle plaine qui s'étend au nord et à l'est de Romans, entre les communes de Génissieux, Triors, Châtillon-Saint-Jean et Saint-Paul, et principalement sur le territoire de cette dernière, on découvre en fouillant le sol à peu de profondeur, des restes de constructions que l'on peut suivre sur une étendue considérable, trois kilomètres environ de longueur sur deux de largeur. Là, on trouve mêlés à des amas de tuiles romaines et à des matériaux de toute nature et de toute grandeur, des débris de marbres, de mosaïques, et de tombeaux. On y a recueilli autrefois des quantités de monnaies romaines, par boisseaux, nous a-t-on dit (1). Tout dernièrement encore, le fermier de M^{me} Ferrier, de St-Paul, a mis à jour, en plantant une vigne près de la route de Saint-Jean à Romans (2), des traces de fondations et des ruines considérables, au milieu desquelles il a recueilli, entre autres pièces intéressantes, cinq médailles grand

(1) Dans la brochure que nous citons plus loin, M. Lacour déclare posséder cinq ou six cents médailles en moyen bronze, de Dioclétien, Maximien, Constance-Chlore et Galère, trouvées à S.-Paul-lès-Romans. (*Ventia et Solonium*, p.16).

(2) Vis-à-vis la cinquième borne kilométrique, à 2 kil. environ au-dessous du village de Châtillon-Saint-Jean.

bronze, offrant des types d'une rare perfection de Commode, de Lucius Verus, de Trajan-Dèce et de Gordien III. Un aqueduc souterrain, dont on pouvait, il y a peu d'années, suivre parfaitement la direction, amenait les eaux de Châtillon au centre de la ville. On voit encore, à l'embranchement de la route de Romans avec le chemin de Triors, près d'une croix, un tronçon d'un énorme bournau en cailloutis, qui en provient : son diamètre intérieur mesure environ cinquante centimètres. On a trouvé dans ces mêmes lieux, à différentes époques, des objets d'art fort remarquables, des statues de divinités ou de personnages en bronze et en marbre, l'une desquelles est, dit-on, conservée au musée de Lyon. On voit, chez M. de Pouchelon, autrefois à Parnans, maintenant à Bourgoin, une fort belle tête de femme en marbre blanc, de grandeur presque naturelle, qu'il croit avoir la même provenance ; elle avait été recueillie par le conventionnel Fayolle, son grand-oncle, qui, comme l'on sait, était de St-Paul-lès-Romans. Sur quelques-unes des constructions les mieux conservées, on a pu constater l'existence de peintures à fresque ; on peut en voir un fragment chez M. Villard, agent-voyer en chef du département. Il y avait là, à n'en pouvoir douter, une ville, et elle devait être d'une importance considérable, à en juger par la nature des débris et la qualité des objets qu'on y trouve. Ceux que nous venons d'énumérer en sont une preuve irrécusable. C'était là, à vrai dire, un emplacement admirablement choisi pour une ville ; elle pouvait s'étendre à l'aise dans une plaine vaste et fertile ; la richesse du sol assurait aux habitants d'abondantes récoltes ; ils pouvaient y cultiver avec succès la vigne et le blé, qui en font encore maintenant le principal produit, et établir d'agréables et frais jardins sur les bords riants de la Joyeuse, qui paraît avoir

servi de limite à la ville et baigné ses murs au levant. Son cours a été détourné en cet endroit ; les anciens se souviennent d'avoir vu son lit primitif tirant en ligne droite vers la plaine, à partir du village de St-Jean. La belle chaîne de la Raye, aux découpures si pittoresques, termine l'horizon au midi, comme d'un magnifique rideau d'azur. Enfin, l'Isère, qui pouvait servir de port à la ville et favoriser ses relations commerciales, n'était qu'à une faible distance de là.

D'autre part, à environ huit kilomètres plus haut, vers le fond de la vallée de la Joyeuse, au quartier du Saladot, sur Montmirail, on trouve aussi, et dans le bas du vallon, et sur le versant du cône, des ruines en masse : des tuiles plates à rebords, des monnaies, des tombeaux, des débris de toute sorte. Là aussi, il y avait une ville ou au moins une forte agglomération. Qu'étaient-ce que ces deux localités ? En l'absence d'inscriptions et de toute donnée positive, nous ne pouvons que nous livrer à des conjectures. N'étaient-ce point là les deux villes voisines de Ventia et de Solonium, sur l'emplacement desquelles on a tant disserté ; mais que l'on sait n'avoir pas été très-éloignées de l'Isère et des confins des Allobroges. Dans la remarquable dissertation qu'il a publiée sur ce sujet (1), M. Lacour place Solonium à Montmirail, et les arguments qu'il apporte à l'appui de sa thèse nous paraissent bien concluants. Une seule preuve y manquait : c'était l'indication précise sur le territoire de Montmirail d'un lieu contenant des ruines d'une certaine étendue. Or, le voilà. De plus, ne pourrait-on pas voir dans le nom de Saladot ou

(1) *Ventia et Solonium, par M. Emile Lacour.* (Extrait de la *Revue Archéologique*). — Paris, Didier, 1861. Broch. in-8°.

Saladoux une corruption de l'ancien *Solo* ou *Sole* du Cartulaire de St-Barnard (1). Quant à la ville qui existait dans la plaine, ne sommes-nous pas autorisés à y voir *Ventia* ? M. Lacroix, dans son intéressante *Notice sur St-Paul-lès-Romans*, se range avec force à cette opinion, dont cependant il ne connaissait pas la meilleure preuve (2). Ces ruines apportent un puissant appoint à sa thèse. Nous n'en résumerons pas ici les preuves ; observons seulement combien les arguments tirés des noms de Port d'Ouvey (*port de Ventia*) et d'Altavéon (*Haut Ventia*) acquièrent de force par la fixation précise de l'emplacement de la ville entre les deux points ainsi dénommés. L'origine et la signification de ces lieux-dits s'explique alors de la manière la plus naturelle et la plus rationnelle. Il serait à désirer que des fouilles intelligentes et suivies fussent pratiquées sur toute l'étendue de ces ruines ; on en exhumerait assurément de bien curieuses choses, et peut-être des preuves topiques de l'identité de ces deux villes avec celles que l'on recherche depuis si longtemps : *Ventia* et Solonium.

L'abbé CYPRIEN PERROSSIER.

(1) *Cartulaire de St-Barnard*, publié par M. Giraud, pp. 33 et 204. (Charte 12 bis et 255). — D'après le texte du Cartulaire : *Ecclesiam sancti Christophori, in loco qui dicitur Sole silam* (*Sole* dans la charte 255) aurait été le chef-lieu du territoire où l'église de St-Christophe était bâtie ; mais le point précis de ce chef-lieu n'est pas indiqué. Observons seulement que, à quelques lignes plus bas, il est fait mention de l'église de St-Evode de Parnans ; or, le quartier du Saladot est situé entre ces deux églises.

(2) *Bulletin de la Société d'Archéologie et de Statistique de la Drôme*, T. 1^{er}, pp. 177-181.

JEANNE BÉRAUD

ou

Un mariage à Montasclard sur St-Uze

Il arrive parfois que l'histoire offre les péripéties du roman et les charmes de la légende : celle des Jandriac réunit tous ces caractères, et même il eut été facile de donner à notre récit une forme plus dramatique. Nous avons préféré la vérité aux fictions.

Le château de Jandriac, dans la paroisse de Coubon près Le Puy en Velay, était, au seizième siècle, une forteresse importante et un fief noble relevant du vicomte de Polignac. Ses épaisses murailles, son énorme tour, ses meurtrières, ses créneaux, tout en faisait une place redoutable, et sa position sur un mamelon escarpé baigné par la Loire y ajoutait les fortifications de la nature à celles de l'art. Aussi résista-t-il plus d'une fois à des attaques à main armée.

Un jour, cependant, il dut céder aux efforts réunis du droit et de la force. C'était en 1593 : le seigneur de Jandriac se nommait alors Gaspard de Poinsac et, comme la plupart des gentilshommes catholiques, il tenait pour la Ligue, refusant de reconnaître l'autorité de Henri IV. Retranché dans une de ses forteresses, Gaspard luttait énergiquement contre les troupes du Roi ; mais Jandriac ayant été pris et incendié par le duc de Ventadour, le

seigneur rebelle se soumit et capitula (1). Sa maison de Poinsac fut épargnée grâce à la protection du sénéchal du Puy et du gouverneur de la province.

Le premier seigneur de Jandriac mentionné dans les titres de cette famille se nommait *Maurice Béraud*. Il vivait au commencement du quatorzième siècle et passe pour le fondateur du château. Son fils *Pierre* hérita de ses biens, et celui-ci eut aussi un fils nommé *Gonet* ou *Gonon* (2), qui devint le père de *Jean*, aïeul de notre héroïne.

Au temps de Maurice Béraud, le domaine de Jandriac consistait en « maison-forte, prés, champs, vignes, bois » et pâturages, tout d'un seul tènement, limité par la « rivière de Loyre, d'une part, et par les terres des habitants de Mont et de La Tour-d'Aniel, d'autres. » En outre, le seigneur percevait de fortes rentes sur diverses paroisses.

Jean Béraud de Jandriac, arrière-petit-fils de Maurice, épousa vers l'an 1478 une noble *damoiselle* dont le prénom seul, *Ysabeau*, nous est connu et qui mourut en mettant au monde son premier-né. Cette mort causa à Jean un profond chagrin dont les conséquences furent de le conduire au tombeau peu de temps après. N'ayant fait aucun testament, il laissait sans tuteur un fils unique, âgé de cinq ans, qui resta ainsi comme abandonné, les lois d'alors négligeant pareil cas.

Dandon ou Dandonnet (3) Béraud, constamment tenu

(1) *Histoire des guerres civiles du Velay*, p. Francisque MANDET. Paris, 1840. — Archives particulières.

(2) Diminutif du nom de Guigon.

(3) Diminutif du nom de *Deodat* ou *Dieudonné*, assez usité en ces temps-là.

éloigné de son père qui ne pouvait le voir sans que sa douleur n'en fût renouvelée, vivait avec les fermiers et les serviteurs du château, dans une complète ignorance de sa condition. Orphelin, il continua la même existence jusqu'au jour où une circonstance fortuite l'éloigna de son pays natal.

Ce jour-là, il courait les champs à la suite des troupeaux et en compagnie des bergers de la ferme, lorsqu'une troupe de marchands ambulants passa sur le chemin. L'enfant, attiré par le tintement des grelots des mules et le chant de leurs conducteurs, s'approcha pour les regarder et lia conversation avec eux. Il se plut si bien dans leur compagnie qu'il voulut les suivre, et ceux-ci, ne le connaissant point et le prenant pour un indigent, consentirent à le garder avec eux.

Ils traversèrent ainsi tout le Vivarais, passèrent le Rhône à Tournon et arrivèrent à St-Vallier. Là les muletiers qui étaient porteurs d'une commission pour Aimar de Poitiers, firent halte au château et y laissèrent une partie de leurs marchandises. Le comte demanda-t-il lui-même leur petit compagnon ? ou bien les marchands lui proposèrent-ils de le laisser à son service ? Nul écrit, nulle tradition n'explique le fait ; mais il est avéré que Dandon Béraud demeura auprès du seigneur Aimar qui le fit élever, le nomma ensuite son intendant et plus tard lui procura une riche alliance dans une famille noble de St-Barthélemy-de-Vals.

Béraud régita pendant une vingtaine d'années les biens de St-Vallier et Aimar et Jean de Poitiers, père et fils, lui témoignaient une égale estime et le traitaient honorablement. Vers 1514, l'intendant mourut, laissant une fille âgée de quatre ans et une veuve enceinte. Celle-ci, que l'on avait l'habitude d'appeler *dame Béraude*, était très-

aimée de Diane de Poitiers pour qui elle avait été une seconde mère. Diane lui donna une preuve de cet attachement en tenant sa fille sur les fonts baptismaux. Guillaume de Poitiers, fils de Jean, fut à son tour parrain de l'enfant posthume de Dandon Béraud.

A l'âge de dix-huit ans, Jeanne Béraud, fille de Dandon, était d'une beauté remarquable. Sa marraine, fière d'elle, voulut se l'attacher et l'emmena à Paris pour la présenter à la cour. Elle lui faisait de riches présents (1) et lui proposait des partis avantageux. Mais la jeune fille, aussi modeste que belle, résistait à ces sollicitations. Peut-être, cependant, aurait-elle fini par y céder sans de nouvelles circonstances qui vinrent changer sa condition.

C'était après la disgrâce de Jean de Poitiers et alors que, par l'intermédiaire de sa fille, le malheureux seigneur avait recouvré la liberté. Jean était revenu dans son château de St-Vallier et Diane séjourna quelque temps auprès de lui. Le vicomte de Polignac vint leur rendre visite (2). Il était accompagné d'une nombreuse suite de gentilshommes du Velay qui avaient saisi avec empressement cette occasion de connaître la demeure des Poitiers et de voir la favorite du Roi.

L'un de ces gentilshommes, jeune écuyer de vingt ans, nommé Théofrède ou Théofred (3) de Poinsac, se faisait

(1) Dans un vieil inventaire des meubles de la maison de Poinsac figure un bijou dit *Collier de Madame Diane*.

(2) Les familles de Polignac et de Poitiers, depuis longtemps alliées, avaient continué des relations amicales qui se renouvelèrent par le mariage (en 3^e noces) de Jean de Poitiers avec Francoise de Polignac.

(3) Ce nom est le même que ceux de Chaffre, Chafroy et Geofroy.

remarquer par sa bonne tournure et par un visage des plus sympathiques. C'était le cadet d'une très-ancienne maison noble du Velay, originaire d'Auvergne et qui comptait d'illustres alliances dans sa généalogie. A l'âge de quatorze ans, Théofred avait été placé comme page chez le vicomte de Polignac de qui relevaient en partie les terres de sa famille. Devenu écuyer, il attendait une occasion de conquérir ses éperons de chevalier, titre dont se glorifiaient la plupart de ses ancêtres. En attendant, il avait pris, au milieu de la société d'élite dans laquelle il vivait, les façons élégantes qui distinguaient déjà l'entourage des Valois et que les courtisans importaient dans leurs provinces.

Théofred ne fut pas longtemps sans distinguer Jeanne Béraud. Quand il la demanda en mariage, on ne lui laissa pas ignorer que le père de celle qu'il appelait déjà sa fiancée était sans famille et sans nom. Or, ce récit fait en présence du seigneur de Polignac réveilla chez celui-ci d'anciens souvenirs. Le nom de Béraud, l'arrivée de cet enfant inconnu, amené par des étrangers, l'époque de cet évènement, tout coïncidait avec la disparition de l'héritier des Jandriac. Il en avait entendu parler à diverses personnes ; un cousin de Jean Béraud avait même réclamé l'héritage de la famille. Faute de pièces pour prouver son droit, l'affaire était encore pendante devant la justice seigneuriale des Polignac. Il promit de l'éclaircir dès son retour au Puy et il conseilla au jeune écuyer de ne donner suite à son projet de mariage que lorsqu'il serait en possession de tous les titres et de toutes les preuves qui rétabliraient Jeanne Béraud dans l'héritage de ses pères. Il s'agissait pour cela de prouver l'identité de Dandon. On y parvint bientôt, grâce aux démarches d'hommes compétents et dévoués, grâce surtout au témoignage de

l'un des muletiers qui avaient conduit l'enfant à St-Vallier et que l'on fut assez heureux pour retrouver.

Quelques mois après, Théofred reprenait la route du Dauphiné. Arrivé à St-Vallier il n'y trouva plus Jeanne. Dame Béraude, ayant hérité de sa maison paternelle de Montasclard, s'y était retirée avec ses deux enfants, et c'est là qu'il dut se rendre pour l'instruire du succès de sa mission.

Le jeune écuyer cheminait donc sur la route de St-Vallier à Vals et il se plaisait à contempler le paysage tout à la fois pittoresque et gracieux que forme le val de la Galaure. Ses sites lui rappelaient ceux de son pays natal; et, à la vue du château de Montasclard qui se dresse fièrement sur la crête d'un mamelon, il songeait au manoir de ses pères et à celui dont bientôt Jeanne serait dame et maîtressé. Arrivé au château, il ne songea pas même à jouir du splendide coup d'œil de la vallée et demanda sa fiancée. Mais, au lieu de l'accueil joyeux qu'il attendait, elle le reçut avec des larmes et lui apprit la maladie dangereuse de sa mère. Conduit néanmoins auprès de dame Béraude, l'écuyer lui remit les pièces qui rendaient à sa fille le domaine et la seigneurie de Jandriac (1), et les fiancés renouvelèrent en sa présence leur promesse réciproque de s'épouser.

Dame Béraude survécut peu à cette scène. Il fut résolu que le mariage aurait lieu aussitôt après l'expiration du grand deuil. Le délai était près de finir et Théofred se

(1) Guillaume Béraud, frère de Jeanne, n'ayant pas été nommé dans le testament de son père, était exclu de cette succession. Mais il eut la plus grande partie des biens de sa mère qui le nomma son héritier.

préparait à remplir ses engagements lorsque le ban et l'arrière-ban de la noblesse furent convoqués. D'après les dispositions de son père, Théofred était obligé de se rendre à cet appel au lieu et place de son frère aîné qui devait lui fournir l'équipement nécessaire à ce service. Ne voulant manquer à aucun de ses devoirs, il envoya à St-Vallier un ami avec sa procuration pour passer en son nom le contrat de mariage.

Cet acte fut fait le 20 janvier 1526 « dans la maison-
« forte de Montasclard », en présence de nobles Jean de Monteil, seigneur du Port de St-Vallier; Joachim de Presles, seigneur des Peschiers en Vivarais; Antoine Alexy de La Vallette; Antoine de Rochain, de Vals; Vital des Rois, du lieu de Burne; messire Claude de Broilhac, prieur de St-Clément (sur Mercurol); et reçu par M^e de Chabannes (de Cabanis), notaire de St-Vallier. Étaient présents aussi : nobles Jean de Ruilher, seigneur de Fay (en Velay), beau-frère et procureur du contractant, et Trab de Cénac, seigneur de Lherme, procureur de Jean de Poinsac, frère et tuteur de Théofred.

Celui-ci, dès qu'il eut fini son service, se hâta de terminer les cérémonies de son mariage, puis il s'installa avec sa femme à Jandriac. Pour entrer en pleine jouissance de leurs biens, ils durent néanmoins soutenir plusieurs procès. Pendant les quarante années que le domaine avait été abandonné, les voisins peu à peu s'en étaient en partie emparés : ils « coupoient les foings et les arbres; « d'aulcungs faisoient pasturer leur bétail dans les prés; « d'aultres prenoient ce qui leur plaisoit, en sorte que « tout estoit dans une entière ruyne. » Les seigneurs de Jandriac vinrent à bout cependant d'établir leurs droits, demeurèrent désormais paisibles possesseurs de leur domaine et eurent beaucoup d'enfants : huit fils et trois

filles. Tous, à l'exception d'un fils nommé Claude qui se fit religieux (1), contractèrent de riches alliances.

A l'époque de son mariage avec Jeanne Béraud, le cadet de Poinsac était loin de posséder une fortune égale à celle de sa femme ; mais, par suite d'une circonstance que nous allons expliquer, ses biens augmentèrent considérablement. Son frère aîné étant mort en 1542 sans laisser d'enfant mâle, ce fait, prévu dans le testament de leur père, donnait droit à Théofred de recueillir sa succession. Cependant, ce droit lui fut contesté par sa belle-sœur, Catherine de Pierregourde, veuve de Jean de Poinsac. Quelques mois après la mort de son mari, Catherine avait mis au monde un fils pour qui elle revendiquait les biens de la maison de Poinsac. Mais, à cause de son inconduite, on ne voulut pas reconnaître la légitimité de cet enfant. Il s'en suivit un procès pendant lequel le fils de Catherine mourut. Ce dénoûment aurait dû mettre fin à tous les débats ; cependant, on les reprit sous de nouveaux prétextes, et, pendant plusieurs années, cette affaire occupa le présidial du Puy, celui de Villeneuve-de-Berg et le parlement de Toulouse. Enfin, il se termina par une transaction qui accordait tous les biens situés dans le Velay et l'Auvergne à Théofred, et ceux du Vivarais à Guillaume, sa nièce, fille unique de Jean de Poinsac et de Catherine de Pierregourde.

Guillaume Béraud, fils posthume de Dandon, suivit la fortune des Poitiers. Par leur faveur, il obtint, dit-on, un emploi à la cour, mais la mort l'atteignit à l'heure de ses plus belles espérances. Son fils, nommé Guy, seigneur

(1) Au monastère de Lavoulte-Chilhac en Auvergne.

de La Bastide, épousa sa cousine germaine, Marguerite de Poinsac, fille de Théofred et de Jeanne de Jandriac.

Théofred de Poinsac mourut en 1573, à l'âge de soixante-dix ans. Dans son dernier testament, il nommait pour son héritier universel Jean, son fils aîné, à la charge de payer les légats de ses frères et sœurs. Ceux-ci, mécontents de leurs lots, accusèrent leur aîné de leur avoir porté préjudice, et ils le menacèrent de mort s'il n'engageait leur père, qui était alors moribond, à changer ses dispositions. Jean, pressé par la crainte, fit ce qu'exigeaient ses frères et parla à son père qui consentit à ajouter à son testament un codicille où les legs de ses autres enfants étaient augmentés. Cela n'empêcha pas, après la mort de Théofred, deux de ses fils cadets d'attaquer leur aîné et de lui faire de nouvelles menaces. Pour mettre un terme à ce scandale, Jean consentit à un arrangement avec ses frères. Cet accord eut lieu par l'entremise du vicomte de Polignac et du baron de St-Vidal que les enfants de Théofred avaient pris pour arbitres de leur différend.

Mais notre intention n'étant point de faire ici l'histoire de la maison de Poinsac, étrangère à la Drôme, nous avons donné ces derniers détails uniquement pour établir l'authenticité des documents qui nous ont servi de guides (1).

E. LAS COMBES, née COMTE.

(1) Archives du château de la Tour à St-Pierreville.

SÉANCE DU 18 MAI 1885

PRÉSIDENCE DE M. DE GALLIER

M. Vallentin s'excuse par lettre de ne pouvoir assister à la séance.

Il est donné lecture d'une lettre de M. Chaix, annonçant la mort de M. Prompsal, un de nos collègues, receveur de l'enregistrement à St-Cyr-au-Mont-d'Or, et demandant à remplacer l'honorable défunt.

M. le Président rappelle en quelques mots les mérites de M. Prompsal, fonctionnaire laborieux, instruit et bienveillant, l'honorabilité de sa famille qui exerce le notariat à Châteaudouble depuis quatre ou cinq siècles et les regrets légitimes qu'excite toujours la perte d'un homme de bien, ravi avant l'heure à l'affection de ses proches et de ses collègues.

Il se félicite en même temps de voir la place du cher défunt dignement occupée par un compatriote, ayant exercé aussi les fonctions de notaire avec distinction.

Les présentations de M. Chaix ancien notaire, à Lyon et de M. Feugier, ancien avoué à Valence sont mises aux voix et agréées à l'unanimité et ces deux membres sont proclamés *titulaires*.

Il en est de même de la présentation comme membres *correspondants* : de MM.

Guiremand, avocat à Paris,

L'abbé Chapelle, curé de Pact (Isère),

L'abbé Bethoux, prêtre à la Motte d'Aveillans (Isère).

Ces trois candidats sont déclarés admis.

M. le secrétaire expose ensuite les découvertes archéologiques faites à Pact en 1884 et 1885, d'après les lettres et rapports de M. l'abbé Chapelle.

Tous les membres de la Société connaissent la Valloire avec ses prairies et ses sources et rivières.

Dès qu'on a franchi cette belle vallée on rencontre un premier plateau sur lequel s'étendent les communes de la Peyrouse-Mornay et Epinouze (Drôme) et Bougé-Chambalud, Jarcieu et Pact (Isère).

Derrière l'église de ce dernier village commence un deuxième plateau, qui est surmonté à son tour par des collines étagées, fort hautes.

Un chemin ancien venant de Vienne en Valloire traversait Pact du nord au midi et un autre se dirigeait de Beaurepaire à Sablon ou à Anjou et Roussillon, de l'est à l'ouest.

Or, ces deux chemins près de Pact sont bordés de tombeaux antiques et M. l'abbé Chapelle signale une foule d'objets curieux recueillis par lui et par MM. Chaste de Gallerands et Eold Berthin, de Beaurepaire.

MM. Nugues et Lacroix sont chargés d'étudier *de visu* les découvertes signalées.

Le Comité des travaux historiques et scientifiques, section des sciences économiques et sociales vient, au témoignage de M. le secrétaire, de soulever une question fort intéressante, mais d'une solution très difficile : la comparaison du chiffre d'impôts au temps passé avec celui des temps actuels.

En Dauphiné, avant Louis XI, les Dauphins levaient si rarement des tailles qu'Humbert II demanda pardon à ses sujets d'avoir recouru à ce moyen ; d'autre part, la condition des vassaux et tenanciers n'était pas uniforme dans toutes les seigneuries.

Depuis Louis XI, les tailles, devenues annuelles, ont toujours progressé et aux tailles se sont ajoutés : 1° les logements militaires sous Louis XII et François I^{er}, plus tard, pendant les guerres de religion et sous Louis XIII et Louis XIV, dont il n'est guères possible d'évaluer la dépense ; 2° la capitation (cote personnelle) créée le 18 janvier 1695, supprimée en 1697 et rétablie en 1701 ; 3° les vingtièmes de 1749 (20^e partie du revenu) qui suivirent le 10^e, de 1710.

Nous négligeons les impôts indirects.

Si l'on veut établir une comparaison, il faut s'entourer de chiffres certains, et, quand on les aura, les évaluer d'après des bases sûres : deux conditions difficiles à remplir.

Ainsi nous prenons une commune au hasard, dans l'arrondissement de Montélimar : Rochefort en Valdaïne, en 1776. Le seigneur, y possédait un vieux château en ruines une garenne et les domaines de Rocoules et de Durand et un moulin, exempts de tailles ; de plus, il recevait de ses tenanciers 400 livres ou 60 sétiers de blé de censes, 15 livres de censes en argent, 80 livres pour 1 poule et 1/2 sétier d'avoine de chaque ménage, 250 livres de la 25^e partie des grains, légumes et raisins, 12 livres des lods, 6 des mi-lods, 6 sur les carrières ; total 969 ; 969

Ladême à la cote 18 sur le vin et les grains rendait 400

Les impôts au roi et les charges locales. 710

Total 2,079

En 1873, la commune pour 1,280 hectares imposables d'un revenu de 16 fr. 55 l'un a payé

2,133, fr. 49 à l'Etat.

990, 71 au département.

1,270, 36 à son receveur municipal.

85, 39 pour non valeurs.

soit 4,479, fr. 95 en total, sans parler des impôts in-

directs, ni des droits d'enregistrement et de mutations qui correspondent en partie aux lods et mi-lods.

Or, en doublant la valeur de l'argent, pour la différence de 2,079 livres entre 1776 et 1873, on a 4,158 fr., soit une différence de 321 fr. 95 en moins, en faveur de l'ancien régime ; en triplant la même valeur on obtient 6,237 fr. soit une différence de 1,757 fr. 95 en moins en faveur du régime actuel.

D'où il suit que, même pour une période de moins de cent ans, la comparaison n'est pas facile ; à plus forte raison le sera-t-elle moins en remontant à 2, 3 et 4 siècles.

Plusieurs membres présentent des observations sur les découvertes de Pact et les chiffres donnés par M. le secrétaire et tous conviennent que les deux sujets méritent l'attention de la Société.

Le rapport sur les ouvrages reçus est renvoyé à la prochaine séance.

CHRONIQUE

Les journaux ont annoncé pendant ce trimestre la découverte d'une mosaïque nouvelle à St-Paul-Trois-Châteaux et d'une inscription au Pègue.

La mosaïque n'a pas été entièrement dégagée encore et il est difficile de l'apprécier. Quant à l'inscription du Pègue, nous l'avons publiée dans la notice sur cette commune (*Arrondissement de Montélimar* VI, 400) : elle se lit ainsi :

VICTORIAI ///
AVG
CORNELIA
DECVMINA.
V. S. L. M.

Victoriæ Augustæ Cornelix Decumina votum solvit libens merito.

Le Pègue et Montbrison présentent comme Pact des débris antiques de tout genre, malheureusement dispersés, par des marchands qui n'indiquent jamais exactement la provenance des objets.

Parmi les ouvrages reçus pendant le trimestre nous signalerons plus spécialement :

Recherches sur le monnayage des seigneurs de Montélimar par Ludovic Vallentin, juge, correspondant du Ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques. — Paris, 1885. Rollin et Feuardent, broch, in-8, 26 pp.

Le savant numismatiste rend justice aux recherches de MM. de Coston et Lacroix pour élucider la genèse des Adhémar et abandonne Pithon Curt pour établir les branches de Montélimar, de Rochemaure, de la Garde et de

Grignan. Il constate que toutes les monnaies connues de Montélimar ont été frappées par des personnages de la branche de la Garde et que les plus anciennes ont été émises vers le milieu du XIV^e siècle seulement.

Quant à l'ensemble des renseignements et des conclusions, il faut laisser aux lecteurs de cette étude le plaisir de les découvrir.

Voyage archéologique et pittoresque, historique et géologique, fantaisiste et sentimental, économique et social, philosophique et politique, à pied, à bateau, en voiture et à cheval le long de la rivière d'Ardèche, par le docteur Francus, Privas, imprimerie du *Patriote* 1885, — 1 vol. pet. in-8, 426 pp.

M. Mazon a le même talent de plaire et d'intéresser dans ce livre que dans le *voyage aux pays volcaniques du Vivarais, le voyage autour de Valgorge, le voyage autour de Privas et le voyage dans le midi de l'Ardèche*. Il connaît toutes les curiosités de son pays et vous tient jusqu'au bout sous le charme de son récit. Il fera ainsi, nous l'espérons, la description de tout le département et son œuvre originale sera d'un grand secours à tous ceux qui désirent connaître ce sol accidenté.

Nous serions même heureux qu'il franchît un jour le Rhône et vînt parcourir et décrire la Drôme avec la même *humour* et le même savoir.

Armagna doufnen per lou bel an de Dieu 1885, adouba et publiya per lous félibreis de l'escolo doufnalo. Se trouavo en toutas las librainrias dou Doufnat et de la Prouvenço. — 102 pp. in-12.

Là ont collaboré les Chalamel, les Champavier, les Bermond et autres poètes connus des lecteurs du *Bulletin*. Il y a aussi des contes en prose fort habilement tournés. Puisse réussir complètement la tentative de nos vaillants félibres.

Testament de Claude-Yves, marquis d'Alègre (6 novembre 1664), par Adrien Lascombe, conservateur de la Bibliothèque publique du Puy, secrétaire de la société agricole et scientifique de la Haute-Loire. — Le Puy, Marchessou 1885, br. in-8° de 16 pp.

Le marquis d'Alègre s'appelait de Tourzel et il prit une part active à toutes les campagnes du règne de Louis XIV.

M. Lascombe esquisse sa biographie et fait connaître les personnages cités dans la pièce reproduite : C'est là un excellent travail.

Bulletin du comité des travaux historiques et scientifiques. — Section d'Archéologie, 1884, n° 4.

Bulletin du comité des travaux historiques et scientifiques. — Section des sciences économiques et locales, année 1884.

Bulletin du comité des travaux historiques et scientifiques. — Section d'histoire et de philologie, n° 3 et 4.

Bulletin archéologique du comité des travaux historiques et scientifiques, 1885, n° 1.

Journal des savants, 1^{er} semestre de 1885.

Romania, janvier 1885.

Manière de discerner les médailles antiques de celles qui sont contrefaites, d'après Beauvais..... Ouvrage revu, corrigé, mis dans un nouvel ordre, par le vicomte de Colleville. Paris. A. Picard, 1885, in-12 de 40 pp.

Revue des langues romanes. — 1^{er} semestre.

La controverse et le contemporain, revue mensuelle religieuse, littéraire, politique et scientifique, 2^e 3^e et 4^e livraisons de 1885.

La Revue felibréenne, publication littéraire, franco-provençale, sous la direction de M. Paul Marieton n° 6 et 7 de 1885.

Bulletin historique, archéologique et artistique de Vaucluse et des départements limitrophes, mai 1885.



ICONOGRAPHIE ET NUMISMATIQUE

DES

DAUPHINOIS DIGNES DE MÉMOIRE

LE COMTE MONIER DE LA SIZERANNE

*A Monsieur LACROIX, secrétaire de la Société
d'Archéologie et de Statistique de la Drôme.*

Depuis longtemps déjà, je caressais une idée : celle d'écrire, au point de vue numismatique, la biographie des *Dauphinois dignes de mémoire*. L'idée m'en avait été suggérée par le titre d'une publication de MM. Bregnot et Pericaud (1), non restreinte à ce point de vue particulier.... Je ne me faisais pas d'illusion, du reste, sur les difficultés qui entourent une entreprise de ce genre : il est assez délicat de parler d'hommes sur lesquels les sentiments diffèrent en général, surtout quand ils appartiennent à notre génération. Sans renoncer à ce projet, j'ai commencé par publier un certain nombre de notices sur les médailles de nos illustrations les plus anciennes, — les Bulletins de la *Société d'Archéologie de la Drôme* et de la *Société belge*

(1) *Catalogue des Lyonnais dignes de mémoire*, Lyon, 1839.

de Numismatique en font foi ; — mais, j'ai hésité longtemps à aborder celles de nos contemporains. Pourtant, devant d'amicales observations, j'ai fini par revenir à mon idée avec la ferme résolution de lui donner un corps. Sous le titre de *Numismatique du Parlement de Grenoble*, que la *Société d'Archéologie de la Drôme* a bien voulu accueillir, j'ai commencé la revue de tous les médaillons, médailles et jetons concernant les hommes attachés par un lien quelconque au corps le plus célèbre de notre province. Puis, la vue d'une belle médaille frappée en l'honneur de l'un de nos compatriotes de la Drôme, — le comte Monier de la Sizeranne, ancien sénateur, — m'a communiqué un nouveau regain de jeunesse et d'enthousiasme numismatique, en me ramenant à mon idée primitive ; celle de continuer cette intéressante biographie des *Dauphinois dignes de mémoire*, à quelque époque, à quelque série que leurs médailles appartenissent.

Mais, dès les premiers pas, je me suis butté à des difficultés non prévues..... Que dire d'un homme, mon contemporain, que je n'ai pas connu, et dont la perte a été l'objet de regrets si unanimes de la part de ses amis et de ses compatriotes ; qui a été l'objet de tant de notices biographiques plus ou moins détaillées, plus ou moins exactes, au sujet desquelles je n'entrevois pour moi qu'un rôle de copiste confiant ?... Cela ne pouvait me convenir. J'ai lu la plupart de ces biographies, dont les auteurs, en général, se sont à qui mieux mieux approprié les écrits de leurs devanciers, ne me laissant que la ressource de les *imiter* une fois de plus. Tous, du reste, se sont plu à retracer le rôle politique de M. Monier de la Sizeranne, à émettre leur opinion sur sa valeur littéraire. Qu'ajouter donc à ce qui a été dit sur des sujets si tentants, le dernier surtout ? Vous-même, mon cher confrère, avez su rendre un

hommage bien mérité à la mémoire de votre honorable compatriote, non seulement dans le Bulletin de la Société dont vous êtes le secrétaire (1), mais encore dans une notice imprimée à Grenoble la même année (2).

Je me bornerai donc à faire un résumé succinct de ceux de ces écrits que j'ai pu me procurer, et je réserverai quelques détails non connus pour la partie de cette monographie qui me sourit le plus. Pourquoi répéter *in extenso* ce qui a été fort bien dit par d'autres ? A quoi bon donner une nouvelle appréciation des différentes œuvres du poète ? Vous l'avez si bien fait, de votre côté, que je ne vois pas la nécessité de vous *refaire*, comme ce malheureux *Dictionnaire de l'Académie* qui,

Fait, bien fait et refait, reste toujours à faire.

Je limiterai donc mon travail à la nomenclature de tout ce qui a été écrit au sujet de M. le comte Monier de la Sizeranne ; à celle de son œuvre personnelle, publiée ou inédite ; à la description, enfin, et à la reproduction des médailles qui ont été frappées en sa mémoire, oubli de mes prédécesseurs que je me félicite de pouvoir combler. Du reste, en publiant ces médailles, qui le sont pour la première fois, je ne fais que remplir un devoir de *confraternité*. Le regretté défunt n'était-il pas lui-même un peu numismate ? Si je suis bien informé, il avait, en effet, su réunir une certaine quantité de monnaies romaines et françaises provenant des alluvions anciennes du Rhône. Ces monnaies étaient bien déterminées et soigneusement conservées dans des sacs ; et son digne fils, qui a hérité de

(1) *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, 1878, pp. 97 et 201.

(2) *Le comte Monier de la Sizeranne*, Grenoble, 1878.

ce goût pour la numismatique et nous en a déjà maintes fois donné la preuve, a su créer aussi un médaillier dont la collection paternelle a formé les premiers éléments.

Mais, avant tout, un résumé succinct de cette belle existence.

Né à Tain, le 11 pluviôse, an V (30 janvier 1797), Paul-Jean-Ange-Henri MONIER DE LA SIZERANNE était, au dire de ses biographes, entré dans ce monde avec tous les avantages de la naissance, de la force et de la beauté du corps, avec les plus rares qualités du cœur et de l'intelligence (1). Une mère tendre et éclairée sut profiter de dispositions naturelles si heureuses pour donner à celui qui les possédait une éducation accomplie. Je ne puis, après tant d'autres, répéter les éloges qu'ils ont faits de son mérite, de la rectitude de son jugement, de sa loyale indépendance, de sa courtoisie, de son esprit et de son noble caractère.

Admis à 17 ans dans les Gardes du corps de Louis XVIII, il fut bientôt, à la suite d'un triste accident, obligé de renoncer à la vie militaire et revint dans sa famille. Mais alors il ne se contenta pas d'administrer sa fortune, de surveiller ses propres intérêts : il sut trouver encore le temps et l'occasion de se rendre utile à ses compatriotes. Il ne cessait pas non plus de se livrer à l'étude

(1) Un charmant portrait, gravé vers 1818, représente M. Monier de la Sizeranne à cette époque de sa vie. Il est dû au talent de Bouchardy père, peintre Lyonnais qui exposa en 1819 plusieurs portraits au physionotrace, procédé ingénieux, mais aujourd'hui complètement abandonné, et dont Chrétien, maître de Bouchardy était l'inventeur. J'ignore si ce portrait, qui accuse la première jeunesse, a été placé en tête de quelque recueil littéraire, comme il en paraissait tant au commencement de la Restauration. En tous cas, je me félicite de pouvoir l'utiliser devant la page consacrée au souvenir des succès qui accompagnèrent le jeune homme à son entrée dans le monde.







des lettres. Comme on l'a déjà dit, « il y trouvait un charme et un attrait qui, dans sa longue carrière, firent une heureuse diversion aux soucis de sa vie publique ».

Je me suis interdit d'entrer ici, après tant d'autres, dans les détails de ses débuts et de ses succès dramatiques ; de répéter après eux ceux qu'il obtint dans le monde, dans les commissions, ou dans l'exécution des mandats qui lui furent confiés par ses concitoyens aux diverses époques de sa vie (1). Partout, son intelligence et son honnêteté,

(1) En relation, par ses goûts littéraires et politiques et par les hautes positions qu'il occupa dans son pays, avec la pléiade des écrivains et poètes de cette époque si mémorable pour les lettres, avec presque tous les hommes politiques de son temps, il serait trop long — je n'oublie point que mon but est restreint par le titre même de cette notice, — de relater ici les amitiés qu'il sut conquérir parmi les plus remarquables d'entre eux, les relations aimables qu'il cultiva avec tous... Je ne puis résister pourtant au plaisir de citer une lettre déjà parue dans la première édition de la correspondance de Lamartine.

CORRESPONDANCE DE LAMARTINE

TOME V, PAGE 222 DE L'ÉDITION IN-8°

AU COMTE MONIER DE LA SIZERANNE

Saint-Point, 10 juillet 1837.

Monsieur,

Emile Deschamps m'avait prévenu de votre obligeante invitation et, avant de recevoir votre lettre si aimable, j'avais déjà retourné dans ma tête tous les moyens d'aller me donner ce délicieux moment de congé au milieu d'hommes si rares à rencontrer, plus rares à réunir. Mais des impossibilités invincibles s'opposent à mon désir. Il serait trop long de vous les raconter ; vous pouvez les croire sur parole, car mes regrets sont la mesure de mon impuissance. Je ne serai donc malheureusement qu'en esprit dans votre charmante réunion poétique, et j'y serai de cœur aussi puisque votre instance pour m'y amener me prouve que j'y serais avec des amis. Je vous exprimerai mieux toute ma reconnaissance à Paris, et j'y chercherai les occasions de vous y rencontrer mieux et plus intimement.

Je viens de recevoir et de lire ce matin *Les voix intérieures* de Victor

alliées à sa supériorité native et à son sens politique, surent faire prévaloir ses opinions et le placer au rang des hommes les plus bienfaisants et les plus utiles. Nommé membre du Conseil Général de la Drôme, en 1836, il fut envoyé à la Chambre des Députés par ses concitoyens, dès l'année suivante ; et son mandat qu'il sut toujours remplir à la plus grande satisfaction des électeurs, ne fut interrompu que par la Révolution du 24 février 1848, mais il resta toujours président du Conseil général.

M. de la Sizeranne se représenta aux élections législatives de 1852 et fut renommé Député, à une imposante majorité. Ce mandat, il sut, comme les précédents, le remplir avec dignité et indépendance, et il apporta au Sénat les mêmes qualités de l'homme public, lorsqu'il y fut appelé par un décret du 7 mai 1863 (1).

Hugo. Je pense qu'on vous a porté ce beau volume où il y a des pages supérieures à l'homme même. J'espère aussi que les flots du Rhône, votre beau ciel, vos âpres montagnes, ne laisseront pas Emile Deschamps muet ; les rencontres de la nature et du génie sont toujours fécondes. Je ne doute pas que nous n'ayons l'hiver prochain les échos de Beausemblant à Paris.

Agrérez, Monsieur, avec mes tristes excuses, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

AL. DE LAMARTINE.

(1) « Le moment est-il bien choisi, s'écriait-il en 1858 (*Biographie du Dauphiné* d'A. Rochas), à l'occasion des grands travaux exécutés dans Paris, le moment est-il bien choisi pour étaler aux yeux des départements et des villes où le manque de ressources fait ajourner tant d'indispensables améliorations, des projets qui se distinguent peut-être plus par la grandeur que par la nécessité, et de mettre une partie de l'exécution à la charge de toute la France !

« On disait dernièrement devant un homme d'esprit, précisément à l'occasion du sujet qui nous occupe : *Mais si l'époque actuelle enfante tant de merveilles, que restera-t-il à faire à nos neveux ? — A les payer*, s'empressait-il de répondre. Le mot par malheur, n'est pas seulement spirituel ; il emprunte un bien sérieux caractère à de bien tristes souvenirs ; car, ne l'ou-

« L'empereur, dit M. Lamathière (1), voulant récompenser les services éminents rendus à l'Etat par M. de la Sizeranne, lui avait conféré le titre héréditaire de *Comte* par décret du 21 mars 1866. Les armes assignées par les lettres patentes sont celles de la maison de Chastaing de la Sizeranne (2), armes qui, dès le milieu du XVII^e siècle, apparaissent toujours surmontées d'une couronne de Comte ».

La Révolution et les événements de 1870 survinrent et rendirent M. Monier de la Sizeranne à la vie privée, malgré les sollicitations de ses compatriotes qui voulaient lui conférer de nouveau le soin de leurs intérêts au Conseil général de la Drôme et au Sénat. Mais, « jusqu'à sa dernière heure, il chercha à se rendre utile à son pays, et il recourut encore à la poésie pour faire entendre de sages conseils à ceux qui étaient chargés de veiller aux destinées de la France » (3).

M. le comte Monier de la Sizeranne s'est éteint doucement, le 6 janvier 1878, à Nice, à l'âge de 81 ans.

Après cet exposé rapide des principaux faits de l'existence de cet homme de bien, « il nous resterait, avez-vous

blions pas, Messieurs, le siècle qui vit bâtir Versailles légua au siècle suivant des impossibilités financières d'où sortit une affreuse révolution. Je vote contre le projet de loi. »

C'était là une sinistre prédiction ! Mais, hélas ! devant des dépenses que Louis XIV lui-même, — le plus absolu des souverains, — n'aurait jamais osé rêver, ne sommes-nous pas appelés à la voir se réaliser ?.... Qu'aurait dit M. de la Sizeranne, s'il avait pu être témoin de ce qui se passe de nos jours ?....

(1) *Panthéon de la Légion d'Honneur* ; tome III, p. 438.

(2) *D'argent au lion de gueules, à la fasce d'azur chargée de trois croisettes d'or brochant sur le tout.*

(3) Théoph. LAMATHIÈRE, *Panthéon de la Légion d'Honneur*, tome III p. 440.

dit vous-même, à montrer l'heureux époux et l'heureux père, et à pénétrer dans le sanctuaire d'une famille connue par sa bienfaisance. Qu'il suffise de rappeler que, là encore, le bonheur l'a constamment suivi, et que son existence entière a été une suite non interrompue de succès dans les lettres, en politique et dans l'intimité » (1).

Tout en étant aussi discret que vous, mon cher confrère, je me permettrai pourtant de soulever un coin du voile protecteur de l'*at home*. Parmi les poésies du défunt qui ont été pieusement conservées par sa famille, la plupart ont un caractère trop intime pour pouvoir être livrées à la publicité. La félicité intérieure a aussi sa pudeur, et c'est le sentiment de celui qui les a recueillies et doit être le meilleur juge en pareille matière. J'ai à me féliciter néanmoins d'avoir obtenu de lui la communication de deux de ces poétiques reliques, qui m'ont été offertes avec moins d'appréhension et avec une bonne grâce dont je ne saurais trop me montrer reconnaissant.

L'une, soigneusement mise sous verre, a été placée, en 1877, par son auteur lui-même, dans le tronc vermoulu d'un arbre planté le jour de sa naissance. Ces vers empreints d'une mélancolie si touchante et si respectable, je suis heureux de l'autorisation qui m'est donnée de les publier ici, avec le quatrain que l'on verra plus bas.

Ce vieil arbre, qui perd sa sève et son feuillage,
Est bien près de sa fin, puisqu'il est de mon âge ;
Mais il faut tout prévoir, et je prie aujourd'hui
Qui le possédera d'avoir pitié de lui,
S'il demeure, après moi, debout sur cette terre.

(1) *Le C^e Monier de la Sizeranne*, Grenoble 1878, p. 8.

C'est le dernier débris du jardin de ma mère,
 Et cela seul révèle à quel point m'est sacré
 Ce vivant souvenir d'un être vénéré !
 Il me semble la voir ici-même et l'entendre,
 Cette mère à la fois et si juste et si tendre,
 Quand l'arbre qui se meurt la mettait à couvert
 Des ardeurs du soleil, sous son ombrage vert.
 Puis, tristement rêveur, je laisse ma pensée
 Parcourir ce jardin sous sa forme passée.
 Au loin, c'est le verger, et, le long de ses murs,
 L'espallier, à l'automne étalant ses fruits mûrs.

.

Mais j'en ai dit assez pour avoir l'espérance
 Que, loin d'être écouté avec indifférence,
 Ma prière en faveur du Nestor de ces lieux,
 Aura l'accueil qu'on doit aux suprêmes adieux ! !

La seconde de ces pièces ne se compose que de quatre vers adressés à une dame quêteuse, en lui envoyant une offrande... Mais quel parfum de poésie ! Quelle galante et modeste générosité !

Aux pleurs de la prière accordez votre offrande,
 Un sourire la paie, un œil caché la voit ;
 Sous les traits d'une femme, un ange la demande
 Et sous les traits du pauvre, ici, Dieu la reçoit !

Oui, le bonheur était là.... et l'homme, qui sentait et s'exprimait ainsi, était bien digne de l'avoir eu pour compagnon inséparable pendant sa longue existence, se terminant malgré lui, non seulement par l'*otium*, mais encore par l'*otium cum dignitate*.

« Or, disiez-vous encore, un sujet de gloire réelle pour notre compatriote, c'est que pareille bonne fortune ne lui

a jamais fait oublier ses concitoyens, ses amis, son pays, ses croyances, ses études ; ne l'a jamais rendu insensible aux larmes de l'infortune ni aux désirs légitimes du travailleur ; et que, si tout lui réussit, il n'abusa jamais de rien et sut profiter avec sagesse et mesure des dons heureux dont il avait été comblé ». (1)

Passons maintenant à la première partie de cette monographie qui intéresse le plus le département de la Drôme. C'est la liste des ouvrages renfermant des notices biographiques sur le Comte Monier de la Sizeranne. Je la dresse aussi complète qu'il m'a été possible de le faire, mais sans avoir la prétention de citer toutes les notices parues.

Annuaire historique et biographique ; Paris, grand in-8°, 1845.

Biographie des Députés par Satan ; Paris, petit in-12 1847, et toutes les biographies de Députés imprimées de 1837 à 1848, et de 1852 à 1863.

Les Grands Corps politiques de l'Etat, par un ancien Député ; Paris, Dentu, in-8°, vol. de 1852.

Biographie du Dauphiné, par Ad. Rochas (1856-1860).

Quatre ans de règne, par le D^r Véron, in-8°, 1857.

Le Corps législatif et le Conseil d'Etat (Paris, 1862, tome II, 2^e partie, p. 121) donne une biographie avec un portrait photographié.

Biographies des Sénateurs, de 1863 à 1870.

L'Illustration du 23 mai 1863. (Notice et portrait).

La Revue nobiliaire, par Sandret ; Paris, Dumoulin, in-8°, 1866.

(1) *Loc. cit.*

Annuaire de la noblesse, par Borel d'Hauterive ; Paris, in-12, années 1867 et 1880.

L'Univers illustré, du 2 février 1878 (Notice et portrait).

Le Comte Monier de la Sizeranne, par A. Lacroix ; Grenoble, in-8°, 1878.

Le Dauphiné du 31 mars 1878 (Reproduction du portrait de l'*Univers illustré* et de la Notice de M. Lacroix). (1)

Tablettes biographiques, Paris, Berton, 1878.

Annales historiques, par Tisseron ; Paris, in-4°, avec un portrait gravé par E. Cheffer (49° volume).

Le Nobiliaire universel ; Paris, Magny, in-4°, 1878.

Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme ; Valence, 1878, pp. 97 et 201.

Archives de la Légion d'Honneur, par Glaeser ; Paris, in-4°, 1879.

Panthéon de la Légion d'Honneur, par Lamathière ; Paris, grand in-8°, 1879 (3° vol. p. 425).

Les bienfaiteurs de l'humanité, par Turpin de Sansay ; Paris, in-16, 1879.

Dictionnaire des Contemporains, par Vapereau.

Dictionnaire de la conversation ; Paris, Didot, 1882. Supplément in-8°.

Moniteur des dates, par Cœttinger ; Leipzig, in-4°, 1874.

Id. Supplément et Appendice ; Leipzig, 1882.

(1) Cette notice avait été déjà précédée dans la même Revue (n° du 20 janvier 1878) d'un article fort bien fait, de M. V^{re} Rondet, à l'occasion des funérailles de M. le Comte Monier de la Sizeranne.

Géographie du département de la Drôme, par Ad. Joanne; Paris, in-12, 1882.

Histoire générale des hommes du XIX^e siècle, vivants ou morts, de toutes les nations; Genève, in-folio, 1882 (page 631).

Voici maintenant la liste des œuvres de M. le Comte Monier de la Sizeranne, publiées ou encore inédites.

Ses œuvres principales ont été publiées par lui-même en 3 volumes.

Le 1^{er} volume (Valence, Jules Céas et fils, 1871,) renferme le *Théâtre* et un Recueil des écrits littéraires et politiques. En voici le détail :

1^o *L'amitié des deux âges*, comédie en trois actes et en vers, représentée pour la première fois sur le Théâtre Français, le 8 février 1826.

2^o *Corinne*, drame en trois actes et en vers, représenté pour la première fois sur le Théâtre Français le 23 septembre 1830.

3^o *Un mariage au Congrès*, comédie en trois actes et en vers.

4^o *Cent jours après*, comédie-épilogue en trois actes et en vers.

5^o *Une sœur*, comédie en un acte et en vers.

Arrivé à la page 361, l'auteur parle de trois autres ouvrages dramatiques qui doivent former un volume, mais qui n'ont jamais été publiés.

Enfin, il donne 6^o une épître (*Un député à un député*) adressée en 1845 à Lamartine.

7^o Des *Stances* adressées à M. Marc Seguin, le jour où a été inauguré le pont suspendu entre Tain et Tournon, sur le Rhône (1^{er} septembre 1825).

8° Le *Carlin vengé*, apologue danois.

9° Quatre *Strophes* faites à l'occasion du mariage de sa nièce, Marie de Larnage, 1832.

10° *Lettre à Emile Deschamps sur l'Académie*, 1865.

11° *A la mémoire vénérée de Madame de la Sizeranne, née Alix de Cordoüe*.

Le 2° volume (Nice. S. C. Cauvin et C^{ie} 1872), écrit en 1860 et qui a eu quatre éditions, renferme uniquement le poème historique de *Marie-Antoinette*.

Le 3° volume (Valence, J. Céas et fils, 1873) porte le sous-titre de : *Politique. Rapports, discours et documents divers*, et renferme les opinions de l'auteur sur le *Monopole Universitaire*; le *Vote obligatoire*; la *Conversion des rentes*; le *Tarif et les améliorations de la Poste aux lettres et du Télégraphe, des Chemins de fer, des Voies fluviales et des Ponts suspendus*; le *Travail des enfants dans les Manufactures*; l'*Agriculture*; les *Travaux publics*; les *Travaux et les lois militaires*; etc. des *Eloges* du B^{on} de la Crosse, de M. Delacroix, de M. le président Béranger; une *Visite à Chislehurst*, etc., etc.

A ces trois volumes il faut ajouter des lettres en vers, dont les plus remarquables sont :

1° *Aux Conservateurs*; 1875.

2° *Au Maréchal de Mac-Mahon*; Paris, Amyot, 1875.

3° *A l'Empereur Alexandre*; id. id.

4° *Au Prince Impérial*; id. id.

5° *Aux Sectateurs de la libre pensée*; Valence, 1876.

6° *A M. Thiers*; Paris, Dentu, 1876.

7° *Dernier appel à la prévoyance*; Paris, Amyot, 1876.

8° *A Louis XIV, sur ses locataires de Versailles* ; Paris, Dentu, 1877.

9° *La pensée d'un octogénaire sur la politique du jour* ; Paris, Debons, 1877.

Quant aux œuvres de M. le Comte de la Sizeranne non encore imprimées, la liste qu'on en a donnée renfermait quelques lacunes, et je suis fort satisfait de pouvoir les combler dans cette notice.

1° Des *Mémoires* sur les évènements auxquels l'auteur s'est trouvé mêlé, et sur les personnages célèbres de notre époque ; mémoires qui renferment des révélations piquantes et pour la plupart tout à fait neuves.

Avec vous, mon cher confrère, je ne puis que former les vœux les plus ardents pour leur publication.

2° *Virginie*, tragédie en trois actes et en vers, représentée, en 1824, sur le premier théâtre de Lyon.

3° *L'habit de Valaisanne*, opéra-comique en un acte, transformé, plus tard, en une comédie en un acte et en prose.

4° *Une fleur*, opéra en trois actes.

5° *Le Revenant*, opéra-comique en un acte : paroles de M. S., musique de M. H. Monier de la Sizeranne.

6° *Le Collaborateur*, comédie-vaudeville en un acte, par MM^{rs}. A^{***} et Henri Monier de la Sizeranne.

Je ne connais pas les noms des écrivains qui ont participé à la composition de ces deux dernières pièces.

Telle est, mon cher confrère, la liste de l'œuvre de M. le C^e de la Sizeranne, telle est aussi celle de ses biographies ; mais, à mon sens, il convient de rendre plus complets encore ces renseignements bibliographiques par la mention des portraits gravés que nous avons de lui :





1° Le 49^e volume des *Annales historiques* en a donné un fort beau, (sur cuivre), dû à l'élégant burin de M. E. Cheffer ; portrait, où M. le C^{te} de la Sizeranne est vu de trois quarts, à gauche, dans un médaillon oblong renfermant son nom, posé sur deux branches de chêne et de laurier, et surmonté d'un écusson à ses armes sommé de la couronne comtale. (Haut. 175^{mm} ; largeur 11^{mm}). C'est celui que j'ai placé en tête de cette notice.

2° Un portrait sur bois publié par l'*Illustration* du 23 mai 1863.

3° Un autre portrait sur bois publié par l'*Univers illustré* du 2 février 1878.

4° Enfin un dernier, dessiné et gravé par Bouchardy, Paris, vers 1818. (V. page 360).

J'arrive enfin à la partie numismatique de cette monographie, offrant, ainsi que je vous l'ai déjà dit, tout l'intérêt de la nouveauté. Les lignes qui précèdent lui serviront d'introduction, et, malgré le petit nombre des pièces, en feront ressortir l'importance, autant comme souvenir commémoratif de certains faits politiques, que comme œuvre d'art fort remarquable.

A l'époque où cette médaille fut frappée (1883), la souscription, vous le comprendrez facilement, mon cher confrère, ne pouvait avoir un caractère officiel. Des amis de la famille la provoquèrent, et les listes n'en furent présentées qu'à ceux de nos compatriotes qu'ils savaient être en communauté d'idées et de sentiments avec eux. De nombreuses listes furent ainsi bientôt couvertes de signatures.

L'artiste, M. Tasset, à qui la gravure de la médaille a été confiée, a un mérite incontestable ; l'effigie, qui est d'une ressemblance extrême, révèle un burin habile. Du

reste, cette œuvre a paru à l'Exposition annuelle de 1883 et a valu à son auteur une médaille. Le livret du Salon nous apprend qu'il est né à Paris et qu'il est élève d'Oudiné (1).

La médaille est donc de 1883 ; mais celle qui fut exposée au Salon était plus grande et en plâtre. Sa dimension était de 148 millimètres, et c'est elle qui a servi de maquette à M. Tasset pour l'exécution de la gravure des médailles en bronze qui seront décrites plus bas. Il n'a été tiré de ce grand médaillon que quatre exemplaires en fonte de bronze, qui sont restés dans la famille de la Sizeranne ; et, en outre, un exemplaire en galvanoplastie qui fait partie de ma propre collection, et que je dois à la gracieuse attention du chef actuel de cette famille. Mais, comme la légende du revers de ce médaillon est un peu différente de celle des médailles et mérite une mention particulière, je décris d'abord cette rare pièce.

(1) M. P. Tasset, élève d'Oudiné, est né à Paris, en 1839. Il n'a de commun que le nom avec le graveur belge, Emile Tasset. L'auteur de la médaille qui nous occupe n'a cessé d'exposer, depuis 1870, des œuvres d'un vrai mérite. Il obtint une Mention honorable en 1876. Ch. Blanc disait, en 1878 : « Il y a de la distinction, de l'esprit, de la grâce dans les coins gravés par M. P. Tasset, en particulier dans ceux qui lui ont été commandés par le Canada. Nous y avons surtout admiré une figure ailée, d'un mouvement heureux, d'un beau jet.... » (*Les Beaux-Arts à l'Exposition de 1878*, p. 305, Paris, Renouard, in-12). En 1883, il fut médaillé. Nous citerons de lui ; la reproduction d'un des plus jolis jetons du XVIII^e siècle, celui de la Duchesse d'Aumont, dû au burin de Lorthior ; le jeton de la Chambre syndicale des Produits chimiques ; celui du journal *Le Temps* ; le jeton du Cercle commercial ; les monnaies de Serbie, de l'Uruguay, du Maroc ; la médaille de la Société d'Encouragement à l'escrime ; la médaille du Ministère de l'Instruction publique de Valachie, etc., etc. Le gouvernement Suédois vient de le nommer membre de l'Académie des Beaux-Arts de Stockholm.





PAUL JEAN ANGE HENRI
COMTE MONIER
DE LA SIZERANNE
NÉ A TAIN (DRÔME) 30 JANVIER 1797
PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL
DE LA DRÔME 1839-1870
DÉPUTÉ 1857-1848 • 1852-1865
SÉNATEUR 1865-1870
MORT A NICE 8 JANVIER 1878

HOMME POLITIQUE
IL DÉFENDIT LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE
LA LIBERTÉ DE L'ENSEIGNEMENT ETC ETC
ET FUT UN DES PLUS ARDENTS PROMOTEURS
DE LA RÉFORME POSTALE

LITTÉRATEUR IL A ÉCRIT
MES ENFANTS NE SERONT PEUT-ÊTRE
PAS TRÈS FIERS DES ŒUVRES
DE LEUR PÈRE
MAIS ILS N'AURONT PAS DU MOINS
À EN ROUGIR



- 1.—·COMTE·MONIER·DE·—·LA·SIZERANNE·;
Tête à gauche. Sous le cou: P. TASSET. Le tout
dans un grénétis perlé.

#. En vingt lignes dans le champ :

PAUL JEAN ANGE HENRI
COMTE MONIER
DE LA SIZERANNE
NÉ A TAIN (DROME) 30 JANVIER 1797
PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL
DE LA DROME 1839-1870
DÉPUTÉ 1837-1848 . 1852-1863
SÉNATEUR 1863-1870
MORT A NICE 6 JANVIER 1878

HOMME POLITIQUE
IL DÉFENDIT LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE
LA LIBERTÉ DE L'ENSEIGNEMENT, ETC. ETC.
ET FUT UN DES PLUS ARDENTS PROMOTEURS
DE LA RÉFORME POSTALE

LITTÉRATEUR IL A ÉCRIT
MES ENFANTS NE SERONT PEUT-ÊTRE
PAS TRÈS FIER DES ŒUVRES
DE LEUR PÈRE
MAIS ILS N'AURONT PAS DU MOINS
A EN ROUGIR

Le tout dans un grénétis semblable à celui de l'avvers.

BR. — Diamètre : 148 millimètres.

Voici maintenant les deux médailles dont, en somme, la
seconde n'est que la reproduction de la première en plus
petite dimension.

2. — Mêmes légende et type que sur le médaillon pré-
cédent.

⌘. Même légende, sauf les six lignes de la fin qui ont été remplacées par ces mots : SOUSCRIPTION PUBLIQUE gravés dans la circonférence inférieure de la médaille.

AR. et BR. — Diamètre : 68 millimètres.

3. — Même avers (*Réduction du n° 2*).

⌘. Même légende. (*Id*).

BR. — Diamètre : 50 millimètres.

Ce n'est qu'après la fermeture du Salon de 1883 que la Monnaie émit les premiers exemplaires de la plus grande de ces deux dernières pièces.

Argent : Un seul exemplaire.

Bronze : 130 exemplaires.

Mais il en a été frappé plusieurs milliers du module inférieur.

A ces trois belles médailles, me permettez-vous, cher confrère, de joindre ici la description d'une œuvre d'art qui n'est point de la numismatique, mais qui cependant y touche par plus d'un côté ? Ce bas relief, ce *médailillon* d'un nouveau genre, aussi original de forme que d'idée, est, si je ne me trompe, un modelé en grand d'après la médaille si connue et si populaire des frères Joseph et Etienne Montgolfier, par Houdon (1), du moins en ce qui concerne Joseph, dont la tête remarquable a dû servir l'inspiration de l'artiste. Il en existe des exemplaires en plâtre métallisé par le procédé de M. Caussinus (de la

(1) « Les profils gravés (p. 40) furent modelés pour la médaille frappée en souvenir de l'ascension du Champ-de-Mars (27 août 1783). Houdon, chargé de ce travail, fit un véritable chef-d'œuvre, dans lequel l'exactitude de la ressemblance n'altère en rien l'élévation de la poésie du style ; sans chercher l'imitation glaciale de l'antique, l'artiste a su donner quelque chose d'idéal et de grandiose à ces deux têtes fraternelles... » (*Magasin Pittoresque*, 1859, p. 39).



JOSEPH DE

1740

MONTGOLFIER

1810



Il était bon poète, et poète héroïque.
 L'homme qui décrochant aux lois de la physique
 Les secrets par nul autre avant lui découverts
 Tentait à l'ardement le voyage des cieux.
 En s'approchant ainsi du Dieu, l'homme s'élève
 Par le feu de son génie au-dessus de sa terre.
 Il est le premier, le premier à se lever
 Et même qu'il ait ouvert aux yeux de la terre
 Les nouveaux horizons d'une aérostation.
 Le premier vers du Comte de Montgolfier
 Parle d'un homme certain peu de jours
 Avant sa mort et son infortuné
 ... de ...



Drôme) et aussi en terre cuite. Ce bas-relief a trait à un homme qui est bien aussi un peu notre compatriote, si nous considérons que son pays, selon toutes les probabilités, a fait jadis partie des enclaves de l'Allobrogie dans le Vivarais. Mais, laissant de côté ce rapprochement un peu spécieux, il y a un trait qui, plus que tous les autres, réunit ce petit monument à ceux que j'ai décrits tout à l'heure. Sous la tête de Joseph de Montgolfier, si singulièrement belle avec cette coiffure disposée de façon à imiter une flamme géniale, — avec les deux dates de sa naissance et de sa mort (1740-1810) placées au-dessous de son nom qui la domine, on voit quelques lignes écrites sur un chiffon de papier déchiré, et dont les plis sont fixés au moyen de petites pointes à tête plate. Ce sont les derniers vers que M. le C^{te} Monier de la Sizeranne ait écrits, quelques jours avant sa mort ; et son fils, — notre honorable confrère à la Société d'archéologie de la Drôme, et, je n'en puis douter, l'inspirateur de cette si charmante création, — en demandant à l'artiste de les placer au bas de l'effigie de l'inventeur des ballons, a voulu consacrer par cette association pieuse les liens de parenté qui réunissent sa femme, Madame la C^{esse} de la Sizeranne, à Joseph de Montgolfier.

L'auteur, dont on voit le nom sur la tranche même du cou de Joseph (BERTRAND-PERRONY 1879), est un enfant de la Drôme. Le modèle en cire rouge de ce profil remarquable a eu les honneurs du Salon de 1879, et plusieurs journaux parlèrent de cette œuvre de la façon la plus élogieuse (1).

(1) M. Bertrand-Perrony est connu surtout comme peintre. Il a exposé quelques tableaux de chevalet et un grand nombre de portraits fort remarqués. M. Bertrand-Perrony a été, depuis quatre à cinq ans, nommé professeur à Paris de 3 écoles communales de dessin. Possédant tous les secrets de son art, ayant fait une étude approfondie de la perspective, doué de toutes les

Quelques feuilles du Dauphiné et de l'Ardèche ont également cité les vers de M. le C^{te} de la Sizeranne. Mais combien d'exemplaires en existe-t-il encore ?... Combien de départements les ont-ils connus ?... *Habent sua fata libelli* ?...

Ces vers sont donc pour ainsi dire inédits, et je crois faire acte méritoire en reproduisant de nouveau, à la fin de cette notice, la dernière pensée poétique de celui à la noble existence duquel j'ai voulu consacrer ces lignes.

Il était vrai poète, et poète héroïque,
L'homme qui, déroband aux lois de la physique
Des secrets par nul autre avant lui découverts,
Tentait si hardiment le voyage des airs.
En s'approchant ainsi du Soleil, la Science,
Fait de dévouement, de foi, de patience,
Bientôt peut-être allait résoudre sous nos yeux
Les problèmes semés sur la route des cieux ;
De même qu'elle ouvrait aux luttes du génie
Les nouveaux horizons d'une arène infinie.

*Derniers vers du Comte Monier
de la Sizeranne écrits peu de jours
avant sa mort et restés inachevés.*

Nice..... décembre 1877.

Agréer, mon cher confrère, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

G. VALLIER.

Grenoble, 10 août 1885.

qualités du cœur, avec un esprit cultivé et l'amour de tout ce qui touche à l'esthétique, nul ne peut mieux que lui découvrir et préparer les vocations artistiques. Mais, depuis qu'il occupe cette position, ses envois au Salon sont de moins en moins nombreux.

GÉNÉALOGIE

DE LA

MAISON DE RABOT

(SUITE. — Voir la 70^e, 71^e, 72^e, 73^e et 74^e livraison).

(VII) LAURENT RABOT.

Laurent Rabot, quatriesme fils de Falques, estant resté seul par la mort de ses frères, recueillit tous les biens dud. Falques d'Aurillac, son pere, et fut aussy appelé tant aux substitutions apposées aux testaments du président d'Aurillac, son bisayeul, et (de) Meraude d'Aurillac, son ayeule, qu'a celles de Bertrand et Laurent Rabot, ses ayeuls et bisayeuls.

En l'année 1608 et le 25 avril, il espousa Marguerite de la Croix, fille de messire Jean de la Croix, quy fut advocat general et ensuite president au parlement de Grenoble et enfin evesque et prince de Grenoble (1), lequel eut trois fils, scavoir

(1) Dans la seconde moitié du XIV^e siècle, il y avait à Romans une famille de *Sainte-Croix* et une famille *de la Croix*, bien distinctes l'une de l'autre : le registre des tailles de 1373 nous apprend que Guillaume de Sainte-Croix, *apothecarius*, payait 7 florins, et que Monet de la Croix et Jean de la Croix, habitant l'un et l'autre le quartier de Pailleret, étaient taxés chacun à 2 florins. Jean de la Croix, *alias Genevey*, était mort dès l'année 1400. Nous trouvons ensuite en 1424, Jaymes de la Croix, taxé à un florin, et en 1443 Pierre de la Croix. Le berceau des de la Croix parait être Samson ou Barbières. Le 5 novembre 1453, Gonet Liotard souscrit une obligation de 8 florins, *ad petitionem... Johannis de Cruce, habitatoris Barberiarum, dicte Valentinensis diacesis* (Archives de la Drôme, reg. E, 2123, f^o 34). Le 20 janvier 1470, in *parrochia Sancti Solutoris, Valentinensis diacesis, in domo Johannis de Cruce,*

messire Felix de la Croix, quy fut conseiller au parlement, apres advocat general au grand conseil, et ensuite maistre ordinaire des requestes de l'hostel, lequel eut pour fils messire Jean de la Croix, quy a esté conseiller au mesme parlement de Grenoble et ensuite president au parlement de Bourgogne, et maintenant president aud. parlement de Grenoble. Le second desd. fils est messire Alphonse de la Croix, quy apres la mort de son pere fut evesque de Grenoble ; et le troisieme est noble Jean de la Croix, seigneur de Pisançon, pere de noble Gabriel

fut écrit le contrat de mariage d'Antoine Baudon, d'Alixan, avec Catherine, fille de Jean de la Croix, *de dicto loco Sancti Solutoris* (mêmes Archives, reg. E, 2127, f° 97 v°). En 1491 figure à Romans Jean de la Croix, dit Guerre, et à partir de cette époque la filiation de sa famille est parfaitement connue. Ce surnom de Guerre rappellerait-il l'ancienne famille de ce nom, qui avait obtenu du dauphin Louis la ferme de la monnaie de Romans, en 1450 (MORIN-PONS, p. 372), ou bien le domaine de Guerre, situé dans le mandement de Châtuzanges et qui appartenait alors à ce Jean de la Croix ; c'est ce que nous ne pouvons dire, faute de documents. Quoiqu'il en soit, ce Jean de la Croix, dit Guerre, qu'on retrouve parmi les bourgeois de Romans rassemblés en 1509 devant le juge Louis Perrier pour l'élection des consuls (Archives de la Drôme, E, 3596), était marchand : un acte de 1510 est écrit *in appotheca Johannis de Cruce, alias Guerre, mercatoris*. Il fit son testament le 20 janvier 1520, devant Escofier, notaire (Archives de la Drôme, E, 599). Cette pièce nous fournit de curieux détails sur sa famille et sur sa fortune. Il veut être enseveli *in venerabili ecclesia collegiata Sancti Barnardi de Romanis, videlicet in navi, in tumulo nobilis Ponsonis Monistrol, juxta seu prope benesterium quod est in magna porta ipsius ecclesie a parte Piscarie, seu pontis Ysare* ; douze pauvres assisteront à son enterrement et un certain nombre de messes seront célébrées pour le repos de son âme, dans la chapelle du Saint-Esprit. Drevonne Monistrol, sa femme, était fille unique de noble Ponson Monistrol, d'une famille de Romans, parvenue depuis peu à la noblesse : Guillaume Monistrol, marchand de Romans, en 1414, avait été consul de la ville en 1422 (Archives de la Drôme, E, 3652, — 90). Elle lui donna neuf enfants : 1° Pierre, bourgeois de Romans, qui épousa Françoise d'Arzac et en eut : Claude, Louis, Catherine et Jean. Il testa le 21 janvier 1535 (De Aqua, notaire) et mourut peu de temps après, car en 1540 Félix de la Croix, bourgeois de Romans, faisait au nom de Claude son neveu diverses reconnaissances pour des biens à Samson et à Barbières ; — 2° Humbert, qui le 27 novembre 1520, se présentait pour l'office vacant de mani-

de la Croix, seigneur dudit lieu et de Combovin, et conseiller au Parlement de Grenoble. Le mesme Jean de la Croix eut encore une fille, quy fut mariée a noble Pierre de la Baulme, conseiller aud. parlement, pere de noble Pierre de la Baulme, aussy conseiller audit parlement.

La mere de ladite Marguerite de la Croix, dame de Veycilieu, fut Barbe d'Arzac, fille du sieur d'Arzac, vibailly de St-Marcelin, dont les ancestres estoient originaires de Mantoue, lequel vibailly d'Arzac avoit trois filles. L'aisnée fut mariée a la mai-

lier de l'église de St-Barnard, son père se portant garant de ses engagements ; — 3° François, à qui une somme de mille florins est donnée par le testament de son père ; — 4° Félix, qui suit ; — 5° et 6° Girard et Artaud, prêtres et chanoines de St-Barnard ; — 7° Benolte, femme de Jacques Roche, de Montélier ; — 8° Drevonne, femme de Jean du Poyle (*de Pessulis*) d'une très ancienne famille de Romans ; elle était veuve en 1549 et avait deux enfants : Raymond et Marie, cette dernière mariée à Jean Saintours, habitant du Péage de Pisançon, natif de Veurey ; — 9° Madeleine, femme de Pierre Truffel, notaire de l'Albenc. Jean de la Croix était mort en 1522, car nous voyons à cette date Félix, son fils, en possession de son domaine de Guerre. — Félix de la Croix, dit Guerre, fit la fortune de sa maison. Il était licencié en droit. Il se rendit à Grenoble et remplit les emplois suivants : avocat en la cour, conseiller au parlement le 30 avril 1543, commissaire pour faire le procès au chancelier Poyet (ANSELME, t. VI, p. 469), membre de la chambre de justice pour juger certains criminels, entre autres le maréchal de Biez (ANSELME, t. VII, p. 180), avocat général au parlement le 3 janvier 1549, conseiller d'Etat et seul maître des requêtes du Dauphiné, le 10 août 1553. Il acquit en avril 1560, de Diane de Poitiers, dont il était le conseil, la seigneurie de Chevières, qui devait plus tard, en février 1682, être érigée en marquisat, en faveur de Pierre-Félix, un de ses descendants. Cette terre de Chevières avait donné son nom à une famille noble, éteinte depuis longtemps ; Félix en releva les armes qui étaient *d'azur à une tête et col de cheval d'or*, y ajoutant toutefois un *chef cousu de gueules, chargé de trois croisselles d'argent*. Il mourut à Romans, le 1^{er} février 1583. Il avait épousé, le 19 juin 1541, Guigonne Portier, fille de Jacques, auditeur en la chambre des comptes, qui lui apporta la terre de Brie. Il en eut plusieurs enfants, entre autres Jean de la Croix qui, après avoir exercé les plus hautes charges de la magistrature, rendu à l'Etat des services signalés, entra dans les ordres, après la mort de sa femme, et devint évêque de Grenoble en 1607. Il acquit une immense fortune qu'il transmit à ses descendants. Outre la baronnie de

son de Larnage ; la seconde a la maison de Saint-Bonnet et s'appeloit Izabeau d'Arzac, et la troisieme fut lad. Barbe d'Arzac. Et ces trois filles eurent pour mere Claudine de Costaing, femme dud. vibailly d'Arzac, quy estoit de la maison des Costaing de Pusignac, dont est mesme l'alliance de ceux de la maison de Chevrieres avec celles de Pusignac, de Charmes et de Bressac.

Le mesme Jean de la Croix, evesque de Grenoble, pere de lad. dame de Veycilieu, eut pour pere messire Felix de la Croix,

Clérieu, il acheta des héritiers des Poitiers les comtés de Saint-Vallier et de Vals et la seigneurie de Pisançon (la parerie poitevine, 6 novembre 1593) ; les Mitte de St-Chamond lui vendirent la baronnie de Servas, ainsi que les terres d'Ornacieu et de Faramans. Il mourut à Paris en 1610. Son éloge fut aussitôt publié sous une forme assez originale. Le seul exemplaire à nous connu de cette pièce fort curieuse fait partie des archives départementales de la Drôme, E, 599. Elle est imprimée sur velin et a été publiée dans le *Bulletin*, t. II (1867), p. 446.

*In obitum Reverendiss. in
Christo patris et Domini D. Joannis de Cruce,
Dei et apostolicæ sedis gratia quondam
Antistitis et principis gratianopolitani
prosopopoeia.*

Utquid fles viator ? Parumne tibi ac liberis vixi ? An non climactericum terminum excessisse satis | est ? Mei namque ortus primores a municipibus meis Romanensibus quarto id. Augusti annus | M. D. LV dederat. Augustum ex inde omnigena eruditio, facundia gravis ac sermo nitidus | in purpurea toga fecerat. Augustiorem temperentia summa, studium singulare et intacta religio | in sacra tiara et lituo pontificio reddiderat. At Augustissimum perfelix faustumque nominis omen, quo fui | in nece Deo carus. | Oh fortunatam diem ! qua (qui me vivo fuit mihi cibus) nunc Dei esca ero ! Quid igitur doles ? Cur genas lacrymis rigas ? Cedone sine cura ? | Absit. Vide quid agant optimi nati et necessarii omnes : quanta diligentia conditum cadaver datum avito | huic sacrophago et redditus gentilitius honos. Immo | nec cura sine Deo. | Audi preces, inspicere vota : attende pia parentalia. Jam ergo cesset fletus : quiescant suspiria : sola deprecatio | pro eluendis animæ sordibus æternum duret. Vale. |

Obiit Lutetiæ Paris. an. D. M. DC. XIX, mensis martii VIII.

F. C. P. Fran. mæstus ponebat.

seigneur de Brie, et qui fut longtemps advocat general au parlement de Grenoble, intendant de la maison de Diane de Poitiers, duchesse de Valentinois, et un des commissaires nommés par le roy pour le jugement du chancelier du Poyet. Led. Jean de la Croix eut aussy pour mere Guigonne de Portier, fille de Louis Portier, conseiller au Parlement de Grenoble, quy estoit fils de François Portier, quy fut president en la Chambre des comptes, et ensuite president unique au parlement de Grenoble, et procureur du pays du temps de Louis XI; lequel Louis Portier, conseiller au parlement, n'eut qu'une fille, quy fut lad. dame de Brie, et par ce mariage la maison de Portier entra en celle de Chevrieres, et après le décès dud. Louis Portier, Catherine Morard sa femme, mere de lad. Guigonne Portier, dame de Brie, espousa en secondes nopces noble Anthoine de Servien, duquel est descendu un autre Anthoine de Servien, procureur du pays de Dauphiné, pere de messire Abel de Servien, surintendant des finances, de messire Ennemond de Servien, ambassadeur de sa Majesté en Piedmont, et de messire François de Servien, evesque de Bayeux. Led. Anthoine Servien eut aussy deux filles, dont l'aînée fut mariée a messire Arthus de Lyonne, pour lors conseiller au Parlement et maintenant evesque de Gap, pere de messire Hugues de Lyonne, ministre d'Estat, et l'autre fut mariée au sieur de Murinais, procureur du pays de Dauphiné.

Messire Jean de la Croix, pere de lad. dame de Veycilieu n'eut qu'une sœur, nommée Catherine de la Croix, laquelle fut mariée a noble (Hugues) de Dorgeoise, sieur de la Thivoliere, pere de messire Jean de Dorgeoise, seigneur de la Thivoliere, de Noyron et de Sytan, et lieutenant des gardes du corps de la reyne (1).

(1) Jean de la Croix eut trois sœurs : 1^o Guigonne de la Croix, mariée le 6 avril 1580 avec noble Gabriel Ode, seigneur de Triors, et plus tard avec noble Hugues de Dorgeoise, seigneur de la Tivolière, gouverneur de Montélimar; — 2^o Gasparde, qui vivait en 1587; — 3^o Catherine, dame de Fiancney, qui fit son testament le 4 février 1586.

Pour ce qu'y est dud. Laurent Rabot, quelque temps après avoir espousé ladite Marguerite de la Croix, il voulut entrer dans le parlement de Grenoble, à l'exemple de ses predecesseurs, et pour cest effet le sieur de Bullion, ayant fait separer l'office de conseiller d'avec celuy de garde des sceaux de la chancellerie de ceste province, led. Laurent achepta led. office de conseiller et eut ses provisions, qu'y sont du 10 fevrier de l'année 1608. Mais comme il voulut se faire recevoir en ceste charge led. d'Expilly (1), qu'y estoit pour lors advocat general

(1) Claude Expilly, né à Voiron le 21 décembre 1561, étudia le droit à Paris, à Turin, à Padoue, fut reçu docteur en droit par Cujas à Bourges et vint à Grenoble en 1583. Avocat général au parlement, en 1603, il devint conseiller d'Etat en 1608. Il acheta l'office de président en 1616 et devint enfin président du conseil souverain de Chambéry en 1630. Il mourut le 25 juillet 1636. Cf. G. VALLIER. *Claude Expilly*, dans *Bullet. d'arch. de la Drôme*. t. XII (1878), p. 359-75 ; ROCHAS, t. I, p. 360-5. — Expilly avait épousé en 1586 Isabeau de Bonneton, fille de Jean Bonneton, avocat au parlement. Nous trouvons sur les gardes d'une plaquette fort rare, de la Bibliothèque de Grenoble, intitulée *Tombeau de Laurens de Chaponay, seigneur de Bressons*... A Lyon, par Amy de Polier, M.DC. XVI, in-4°. 56 pages, une note intéressante concernant la dernière maladie et la sépulture de la femme d'Expilly. *Dame Ysabeau de Bonneton, femme de messire Claude Expilly, conseiller du roy en son conseil d'Etat et président au parlement de Grenoble, en l'an 53 de son âge, fut atteinte d'une cruelle maladie et de très grieves douleurs à la matrice procedant d'un ulcere qu'y estoit anjandré. On rechercha toutes sortes de remedes propres à ce mal. On eut l'advis des medecins de Paris, de Rome, de Florence, de Venise, de Lion, Dijon, Berne, Geneve, Montpellier, Marseille, Avignon et autres lieux, ensemble des plus experimentés chirurgiens de tous ces lieux-là sans que rien l'ait peu sauver : de sorte qu'après un grand et long martyre, elle deceda le 22 septembre 1627, au grand regret de son mary, de noble Cl. de Fassion son jandre, et de demoiselle Gasparde Expilly sa fille et de Ysabeau de Chaponay sa petite fille. Toute la ville de Grenoble la pleura, et les pauvres en gémisaient, leur ayant été fort charitable. Son mary fit graver sur une pierre de marbre cette épitaphe :*

Isabella Boneton, generis nobilitate illustris, moribus illustrior et incomparabilis erga maritum affectus, hic quiescit. Claudius Expillius comes consistorianus et in senatu gratianapolitano praeses conjugii dulcissimae cum qua vixit sine querela ann. XXXVIII. Inferias dedit quas accepisse cuperet. Vixit ann. LIII, menses V, dies III, horas XVII.

aud. parlement, s'opposa a sa reception, sur ce que led. office de conseiller n'avoit peu estre separé de celui de garde des sceaux ; ce qui obligea led. Laurent Rabot d'achepter un autre office de conseiller aud. parlement, quy fut l'office quy fut vendu par led. messire Felix de la Croix, son beaufreere, comme il appert par contract du 26 mars de l'année 1612 ; lequel office ledit Laurent exercea l'espace de trente-trois ans, avec beaucoup de probité et d'integrité.

En l'année 1639, il fut nommé par le feu roy Louis le Juste, commissaire pour aller avec le sieur de Valbelle, conseiller au parlement de Provence, qui estoit aussy commissaire nommé par sadite Majesté, et avec des commissaires du pape, verifier et regler les limites du Dauphiné et du Comté Venaissin, et après qu'il eut fait sa commission, rapporta sa procedure et la remit entre les mains de monsieur le chancelier, lequel en garda l'original.

Il eut aussy plusieurs autres belles commissions, tant pour les affaires publiques que particulieres, auxquelles il fit tousjours paroistre la capacité et l'experience qu'il s'estoit acquise dans sa profession et surtout dans le droict civil, dans lequel il estoit fort scavant.

Le mesme Laurent Rabot, ayant tiré en instance messire de Harley, comte de Dolo, pour le faire condamner a luy vuider les biens, que led. comte de Dolo possedoit et que led. Laurent Rabot pretendoit luy appartenir, en vertu des substitutions de Laurent et Bertrand Rabot, ses ancestres, ceste affaire ayant esté evoquée a Castres, fut terminée par une transaction, quy se fit entre lesdites parties, par l'entremise du sieur president Fioubet, pere de celui qui est aujourd'hui premier president au Parlement de Toulouse, par laquelle transaction il fut convenu que led. Laurent Rabot retiendroit tous les biens de ladite substitution, quy sont situés au terroir de Grenoble, scavoir : la grande maison, la grange de la Loze et une autre maison située proche de la grande, a condition neanmoins que ledit Laurent Rabot auroit aussy le choix de retenir la tour de Rabot et les vignes en despendantes en

abandonnant lad. petite maison et payant la plus-value, et d'autre costé led. sieur comte de Dolo retint par lad. transaction la terre et seigneurie d'Illins et autres biens situés dans le Viennois.

Ledit Laurent Rabot, en l'année 1637 et le 20 octobre, fit son dernier testament, par lequel il institue son heritier universel noble Jean Rabot, son fils aîné, et fit des legats aux autres.

Il deceda le 6^e novembre de l'année 1645, eagé de 60 ans et quelques mois, et fut enterré dans la chapelle de ses predecesseurs, au couvent des Jacobins de Grenoble, avec cest epitaphe latin :

AETERNAE MEMORIAE LAVRENTIO RABOTIO IN SUPREMO APVD DELPHINATES CONSILIARIO REGIO QVI MAIORES DVOBVS RETRO SOECVLIS IN PURPVRA NATOS EX HIS DELPHINALIS CVRIAE PRINCIPES DVOS VNVM ETIAM FRANCISCAE THEMIDIS AD TEMPVS ANTISTEM HABVIT TOT PATRIAE DOMVSQVE ORNAMENTIS IPSE QVOQVE NON MEDIOCRE LV MEN ACCESSIT QVI TRIGENTA TRES ANNOS IN IVRE DICVNDQ PERPETVAS VELVT ORACVLI PARTES IMPLEVIT QVI TAM SVPPPLICVM PRECIBVS INVICTVS QVAM GRATIAE MVNERVMQVE SPRETOR RECTI SE AMANTEM BONO PVBLICO NATVM SE PROBAVIT AC DEMVM MAGNO PAVPERVM FLORATV CIVIVM SVORVM MOERORE FAMILIA TANTVM NON EXANIMIS VNVS PROSEQUENTE SEPVLTVS IACET OBIIT DECIMO SEXTO NOVEMBRIS ANNO M DC XL V.

Il laissa de ladite Marguerite de la Croix, sa femme, cinq fils et deux filles. L'aîné des fils est noble Jean Rabot. Le second est noble François Rabot, seigneur d'Aurillac et du fief des Granges (1). Le troisieme est noble Pierre Rabot, conseiller du roy au Parlement de Grenoble (2). Le 4^e est Louis Rabot,

(1) François Rabot, baptisé le 26 juillet 1616, ne parait pas avoir laissé de postérité.

(2) Pierre Rabot, baptisé le 3 janvier 1619. Nous donnerons dans l'appendice sa postérité.

chevalier de l'ordre de S^t Jean de Jerusalem (1), et le 5^e est noble Imbert Rabot, chanoine de l'esglise collegiale de Saint-Chef.

Des filles, l'ainée, quy est appelée Virginie de Rabot, a esté mariée a messire Humbert de Lyonne (2), conseiller du roy en ses conseils d'Estat et privé, et doyen de la chambre des comptes du Dauphiné, pere de noble Joachim de Lyonne, et frere de messire Arthus de Lyonne, evesque et comte de Gap, lequel est pere de messire Hugues de Lyonne, marquis du Fresne et de Bernin, grand prevost des ordres de sa majesté, et ministre d'Estat. La seconde desdites filles, nommée Marguerite Rabot, s'est faicte religieuse au couvent de Sainte Marie de Grenoble.

(VIII) JEAN RABOT.

Jean Rabot, fils aysné de Laurent Rabot, en vertu des substitutions de ses ancestres et du testament de sondit pere a recueilli la terre et seigneurie de Veycilieu, la maison forte de Fontaisne et autres biens, situés dans le terroir de Grenoble, et en vertu du testament de noble Joachim Rabot, son arriere-oncle, il a recueilli les terres et seigneuries de Buffières et de Lignet, et la maison forte de Peccatieres, dans le lieu de l'Albenc, et autres biens en despendants.

En l'année 1645, il achepta l'office d'avocat general au Parlement de Grenoble, quy luy fut vendu par dame Jeanne de la Croix, dame de Revel, veufve de messire Felicien Boffin, seigneur et baron d'Uriage, lequel possedoit ladite charge d'avocat general. En suite de quoy led. Jean Rabot fut receu en ladite charge le 6 mars de la mesme année 1645.

(1) Louis Rabot, baptisé le 6 avril 1629.

(2) Voir la généalogie de cette famille dans le *Bullet.*, t. XI, p. 51-73, 172-202. — Laurent Rabot et Marguerite de la Croix eurent encore : Jeanne, baptisée le 15 avril 1613; Louis, baptisé le 8 février 1615, et Meralde, baptisée le 1^{er} septembre 1626.

En l'année 1653 et le 12 de mars, il espousa damoiselle Anne de Reynard, fille de noble François de Reynard, seigneur et baron d'Avanson et de St-Jullien ; lequel François de Reynard est fils de messire Florent de Reynard, en son vivant seigneur de St-Jullien et premier president en la chambre des comptes de Dauphiné (1) ; lequel Florent de Reynard, outre led. François de Reynard son fils, eut encor deux filles, dont l'une fut mariée au sieur Paschal, maistre ordinaire en la chambre des comptes de Dauphiné, et l'autre a noble Jean de Blanc, sieur de Portes.

Le mesme Florent de Reynard, de son second mariage eut trois filles, dont l'aysnée fut mariée au sieur de Los, la seconde au sieur de Rosans, conseiller du roy en la chambre de l'Edit du Dauphiné, et la troisieme au sieur baron de la Peyne, gentilhomme d'Arles (2).

(1) C'est ici que s'arrête le manuscrit de Grenoble.

(2) La famille Reynard ou Renard est une très ancienne famille de Die, dont les armes se voient encore dans cette ville sur une cheminée de l'*hôtel des Alpes*. Nous avons un document de l'année 1295, en langue romane, renfermant une série de reconnaissances féodales passées en faveur de Bontoux et de Roland Renard, frères. Une revue des feux de la ville en 1451 nous montre cette famille divisée en deux branches : l'une était représentée par Aynard Renard, *nobilis ab antiquo... consiliarius et magister hospicii domini nostri Dalphini, nobiliter vivens prout sui prædecessores ab antiquo vixerunt* ; l'autre par Jean Renard, *pater ejus, consobrinus bastardus nobilis Aynardi Reynardi, ... accedit ad mandatum Domini cum cæteris nobilibus, licet ipse sit notarius et utatur arte notariatus*. Pierre de Reynard, courrier de Die, vivait en 1502 ; il eut pour fils Dominique et Etienne de Reynard, qui en 1528 se qualifiaient coseigneurs de Valdrôme, et qui, le 13 septembre 1541, fournissant un dénombrement devant le vice-sénéchal de Crest, déclaraient tenir en fief du Dauphin le terroir de St-Auban, près de Die. Etienne, qui épousa Jeanne Chomat, est la tige des seigneurs de Serres en Trièves. La branche aînée conserva le fief de St-Auban. Dominique eut de Françoise de Renard, fille de Guillaume, un de ses parents qui habitait aussi la ville de Die, Gaspard et Jean. On ne voit pas que Gaspard ait laissé de postérité. Jean épousa Jeanne de Dorne, fille de Jean et de Claudine de Blou ; devenue veuve, Jeanne de Dorne se remaria, le 12 septembre 1567 avec Barthélemy Marquet. Elle donna à Jean de Renard, un fils, qui est ce Florent Reynard, seigneur de St-Jullien, nommé premier président en la chambre des comptes par lettres du 9 décembre 1599, dont il est ici fait mention.

Ladite Anne de Reynard, femme dud. sieur advocat general de Veycilieu, a eu aussy pour mere damoiselle Marguerite de la Tour de Gouvernet, car il faut scavoir que messire René de la Tour, marquis de Gouvernet, lequel fut longtemps chef de parti des religionnaires dans le Dauphiné, et qui eut ceste commission du roy de Navarre, quy despuis fut Henry quatriesme, pour contrebalancer l'autorité du sieur de Lesdiguières dans led. pays, ledit René eut cinq fils, scavoir le sieur marquis de Gouvernet, le sieur marquis de la Charce, le sieur de Montauban, le sieur de Nyons et le sieur de Chambaud. Il y eut aussy une fille quy fut mariée au sieur marquis de Montbrun (1).

Led. marquis de Gouvernet, fils aysné dud. René de la Tour, eut de la marquise de Senevieres (2), sa femme, un fils et une fille. Le fils fut aussy appelé René de la Tour, comme son ayeul, et du vivant de son pere s'appelait baron de Mures, et la fille, comme nous avons dit, s'appeloit Marguerite de la Tour, femme dud. Francois de Reynard et mere de lad. Anne de Reynard, dame de Veycilieu.

Pour ce qui est dud. René de la Tour, marquis de Gouvernet, baron de Mures et autres places, il a laissé trois fils, dont l'aysné est messire (*Charles III*) de la Tour, marquis de Gouvernet, d'Aix et de Senevieres, et baron de Mures, d'Auberive, de Jauvaje et autres places et senechal des montagnes du Dauphiné, lequel a espousé la damoiselle (*Esther de Herwart*), fille du sieur (*Barthelemy de Herwart*) controoleur general des finances. Le second desdits fils est vicomte de Paulin, et le troisesme est le baron Mareines (3).

(1) Voir : *Tableaux général. et raisonnés de la maison de la Tour-du-Pin*. Paris, 1870, in-^{fo}.

(2) Charles I^{er} de la Tour, marquis de Gouvernet, épousa en secondes noces, en 1617, Isabeau d'Astorg de Montbartier, fille du marquis de Sennevières-en-Quercy. Sa fille Marguerite de la Tour se maria en 1617 avec François de Reynard, comte d'Avanson ; elle mourut en 1643.

(3) Ces trois derniers de la Tour, n'étaient point fils de René, mais bien de Charles II de la Tour et de Madeleine de Vignoles, vicomtesse de Paulin. Charles II avait un frère nommé René, mais il mourut jeune.

Led. Jean Rabot, le 20 d'avril de l'année 1644, presta hommage au roy dans la chambre des comptes de Dauphiné, en la presence de messire Adrien de Bazemont, second president en lad. chambre, de son fief et maison de Plaisance, située dans le lieu de Granes, de laquelle Bertrand, son bisayeul avoit aussy presté hommage au roy Francois premier, le 4 de may de l'année 1516, en suite de l'inféodation, quy avoit esté faicte de lad. maison forte de l'année 1441 a noble François de Vaudouires, capitaine de Grane, par Louis duc de Savoye, vicaire perpetuel de l'Empire, marquis en Italie, comte de Piedmont, de Bugey, de Valentinois et Dyois, duquel François de Vaudouires les predecesseurs dud. Bertrand Rabot avoient acquis led. fief (1).

(1) Après la mort du dernier comte de Valentinois de la maison de Poitiers, le duc de Savoye se porta, comme on le sait, héritier des comtés de Valentinois et Diois. Il s'empara d'un certain nombre de châteaux, entre autres de celui de Grane, où se trouvaient les archives des Poitiers, qu'il fit transporter en Savoye : elles n'ont été rendues à la France qu'au traité d'Utrecht en 1713, et font actuellement partie des archives départementales de l'Isère. Voici quelques notes concernant le fief des Rabot, à Grane. Le 20 janvier 1441, Louis duc de Savoye, comte de Valentinois et Diois, inféode à noble François de Vendoures, son capitaine à Grane, diverses terres et seigneuries « plus une maison appelée Plaisance, presque toute découverte et tombant « en ruine, située au bourg de Grane, confrontant la rue publique de lad. « maison au fort de Grane du levant, la maison ou chazal de Pierre Bour- « noise et la maison dud. Peyron du couchant, le rocher du fort et le che- « min public de bize. » — 1520, 14 mars. Investiture passée par la chambre des comptes à Louis Chapays, bourgeois de Crest-Arnaud, de la maison appelée Plaisance, que led. Chapays avait acquise au mandement de Grane de M. Estienne Garcin, docteur ès lois, sous la pension annuelle de 250 florins, outre 100 florins pour introges, par acte du 27 juin 1519. Louis Chapays en fait hommage et reconnaît devoir 13 sétiers froment de cens. Il s'agit là du domaine de Plaisance, au mandement de Grane, qu'on ne doit pas confondre avec le fief de Plaisance, qui tenait au bourg et que Bertrand Rabot avait acquis en 1516, car le 31 décembre de cette même année, des lettres patentes de François I^{er}, données à Blois, mentionnent l'hommage de Bertrand Rabot, pour le lieu et la maison appelée Plaisance et ses appartenances, situées à Grane. Le 19 novembre 1521, Bertrand Rabot devenait

Le mesme Jean Rabot fut commis du parlement pour aller, en qualité d'avocat general dud. parlement, faire toutes les procedures quy estoient necessaires dans le procès intenté par messire de Daillon de Lude, evesque d'Alby (1), contre ladite ville. Il partit ensuite le 6 mars 1656, et sejourna l'espace de six mois dans led. lieu d'Alby.

Il a esté aussy commis par le mesme parlement pour aller, en la mesme qualité d'avocat general, instruire le procès dans la ville de Nismes pour des differends, quy estoient dans la maison de ville dud. lieu. En suite de quoy il partit le 26 avril de l'année 1658 pour se rendre audit lieu, et fit sejour de trois moys dans la ville d'Aymargues, a quatre lieues de Nismes pour l'entiere instruction dud. procès, lequel est encore pendant pardevant la cour.

Nous ne voulons point laisser inachevé le travail entrepris par Jean Rabot, sur l'histoire de sa famille. La courte notice bibliographique de l'auteur, telle que l'a tracée M. Rochas, doit être ici reproduite. Nous la ferons suivre de quelques notes, extraites des registres de catholicité de la ville de Grenoble et dont nous devons communication à l'obligeance bien connue de

acquéreur de tous les droits qu'avait le roi, tant en propre qu'autrement, sur les biens ayant appartenus à François de Vendoures, situés à Grane, pour le prix de 200 livres, qui furent payées entre les mains du sieur de la Colombière. Les biens vendus consistaient en 115 sétérés de terre labourable et 20 sétérés de prés. Claude Rabot, tuteur de nobles Guillaume et Bertrand Rabot, fils de Bertrand, fournit au nom de ses pupilles un dénombrement le 22 mars 1539 ; il déclare qu'ils possédaient au mandement de Grane la moitié d'une maison ruinée, appelée la *Petite Plaisance*, indivise avec les héritiers de noble François Rabot, leur oncle. Le 20 avril 1644 Jean Rabot, seigneur de Buffières, fait hommage pour sa maison forte de Plaisance.

(1) Gaspard de Daillon, évêque d'Agen, puis d'Alby en 1634, mort à Alby le 24 juillet 1676. ANSELME, t. VIII, p. 192.

M. Edmond Maignien ; elles nous permettront d'établir les derniers degrés de la généalogie d'une famille dauphinoise, qui pendant de nombreuses années est restée une des gloires de la magistrature.

Jean, seigneur de Veysilieu, dit *M. Rochas* (*Biogr. du Dauphiné*, t. II, p. 319), arrière petit-fils du précédent (*Bertrand*), fut nommé avocat general au Parlement de Grenoble en 1645 et conseiller d'Etat en 1662. Il mourut le 28 janvier 1664. C'était, à ce qu'il paraît, un homme de grand savoir et fort éloquent : « les manuscrits qu'il a laissez, dit Guy Allard, en sont de seurs témoignages. » D'après cet auteur, plusieurs de ses plaidoyers ont été imprimés. Je ne connais que les deux suivants, qui se trouvent à la bibliothèque publique de Grenoble : I. *Discours par de Veycilieu, avocat général pour requérir la publication et l'enregistrement des articles de la paix générale, fait au parlement de Grenoble, le 25 mai 1660.* Grenoble, 1660, in-4° (n° 15085). — II. *Discours sur le suiet de l'aubaine, prononcé par monsieur l'avocat general de Vessilieu sur une cause pendante au Parlement de Grenoble, entre les sieurs de Rivoire, demandeurs en requeste, tendant a ce que la succession du sieur des Abrets leur fut adjugée comme plus proches parens regnicoles, d'une part : et les enfants du sieur de Beaumont-Cara, défendeurs, d'autre, avec l'arrest dudit Parlement.* Grenoble. Ant. Verdier, 1641, in-4°, de 46 pages (n° 7042). D'après une note manuscrite, à la fin de l'exemplaire de la bibliothèque de Grenoble, un M. Morel aurait fait imprimer une réponse à ce discours.

Jean de Rabot, fils de feu Laurent de Rabot et de Marguerite de Lacroix, épousa le 16 septembre 1653, dans l'église St-Hugues de Grenoble, Anne d'Avançon, fille de François Reynard, seigneur d'Avançon, et de Marguerite de la Tour-Gouvernet. De cette alliance naquirent :

1° *Laurent de Rabot, baptisé le 21 octobre 1655.*

2° *Jeanne-Angélique, baptisée le 25 novembre 1656, à l'âge de trois mois. Elle épousa Pierre-Emmanuel Guignard, seigneur de St-Priest, conseiller au parlement de Grenoble, décédé le 5*

décembre 1702, dont elle eut : Denis-Emmanuel de Guignard, vicomte de St-Priest, né le 30 mars 1682, nommé conseiller au parlement le 17 août 1704 en remplacement de son père, et une fille qui fut mariée à noble Nicolas de Briançon.

3° Virginie-Gabrielle, baptisée le 14 janvier 1658.

4° Marie, baptisée le 26 mars 1660.

5° Joseph-Pierre, baptisé le 8 mars 1661, âgé de trois jours. Il devint conseiller au Parlement le 25 février 1684 ; il lui fallut pour cela des dispenses d'âge, de parenté et d'alliance : il lui manquait deux ans et vingt-sept jours pour avoir vingt-cinq ans accomplis, âge fixé par les nouvelles ordonnances ; son oncle paternel Pierre de Rabot et son beau-frère Pierre-Emmanuel Guignard de St-Priest étaient tous les deux conseillers à la cour.

6° Marguerite, baptisée le 17 août 1662, âgée de deux jours. Elle eut pour parrain Louis de Rabot, chevalier de l'ordre de St-Jean-de-Jerusalem.

7° Anne, baptisée le 10 août 1663.

8° Louise, baptisée le 19 juin 1664 ; son parrain fut Florent de Pascal.

(VIII) JEAN-PIERRE DE RABOT.

Jean-Pierre de Rabot, troisième fils de Laurent Rabot et de Marguerite de la Croix, fut baptisé le 3 janvier 1619. Il fut nommé conseiller au parlement par lettres du 7 janvier 1647, en remplacement de Laurent son père, et mourut le 24 novembre 1695. Marguerite de la Poterie, sa femme, mourut d'une attaque d'apoplexie, à l'âge de 65 ans, et fut ensevelie aux Jacobins de Grenoble, le 20 avril 1711. De leur mariage sont issus :

1° Claude de Rabot, avocat au parlement de Grenoble, qui ne paraît avoir eu qu'une fille, Françoise de Rabot, décédée le 11 novembre 1721, à l'âge de 23 ans et ensevelie le même jour dans l'église St-Louis. Elle n'était point mariée.

2° Françoise, baptisée le 26 décembre 1672, qui épousa le 26 mars 1691 Jean-Bernard de la Croix de Chevrières de Pisançon, qui avait été conseiller au Parlement de Metz, et avait été nommé

le 30 novembre 1685, avec dispense d'âge et de services, président au Parlement de Grenoble, en remplacement et sur la résignation de Gabriel de la Croix de Chevrières de Pisançon, son père ; elle eut de son mari quatre enfants : 1° Pierre-Bernard, baptisé le 4 janvier 1692, qui mourut à l'âge de vingt-deux mois et fut enseveli le 30 septembre 1693 ; — 2° Jean-Félix, baptisé le 18 juin 1693 ; — 3° Françoise, baptisée le 24 novembre 1695 ; elle épousa en 1723 Claude de Portes d'Amblérieux, né le 16 avril 1702, qui fut nommé conseiller au parlement le 9 mars 1724, avec dispense d'âge ; — 4° Louis, baptisé le 3 mars 1696.

3° Louis de Rabot, qui suit.

(IX) LOUIS DE RABOT.

Louis de Rabot d'Aurillac, fils de Pierre, conseiller en la cour, et de Marguerite de la Poterie, fut baptisé en l'église St-Hugues, le 8 janvier 1676. Après avoir été quelque temps avocat en la cour, il fut nommé conseiller, le 18 septembre 1697, avec dispense d'âge, en remplacement de son père décédé. Il fut en même temps président à la chambre des comptes de Chambéry, pendant l'occupation française. En 1728, il se démit de sa charge de conseiller. Le 17 septembre 1730 il épousait, à l'église St-Hugues, Geneviève Collion, fille de Jean-Pierre Collion et de Marguerite Martin, de la ville de Vienne. Il mourut sans postérité, le 22 mai 1731, à l'âge de 55 ans et fut enseveli le lendemain dans l'église St-Hugues.

JULES CHEVALIER.

NUMISMATIQUE
DU PARLEMENT
DE GRENOBLE.

SUITE. — Voir la 71^e, 72^e, 73^e et 74^e livraison.

CHARLES RAGE DE VOISSANT

1740

27.

† IAY EV POVR PARREIN M^{RE} GASPARD PENON CHANOINE
THEOLOGAL EN LEGLISE 
DE GRENOBLE CHEVALLEIER CON^{ER} (1) DV ROY TRESORIER
DE FRANCE ET POVR MARRAINE DAME 
MARIE DE GALBERT EPOVSE DE M^{TR} M^E (2) CHARLES RAGE
DE VOISSANT AVOCAT AV PARLEMENT (3)

Au bas : I CORNEVIN

2^e cloche de Coublevie. — Diamètre : 79 centimètres.

(1) Chevalier, conseiller. — (2) Maître, maître. — (3) Je n'ai trouvé, dans l'*Armorial de Dauphiné*, aucun autre renseignement sur Gaspard Penon et Charles Rage de Voissanc que ceux fournis par cette inscription, communiquées par moi à M. G. de La Bâtie, avec celles de toutes les autres cloches de mon recueil.

FRANÇOIS-JOSEPH DE BALLY

1740

28.

† MON PARRAIN EST M^{RE} FRAN ♦ IOS ♦ DE BALLY CH^{ER}
 SEIG^R ♦ ⁽¹⁾ DU PERCY & AUTRES
 TERRES CON^{ER} DUROY EN TOUS SSE CONSEILS I^{ER} PRE-
 SID^T ♦ EN LA CHAMBRE DES
 CONTES DUDAUPHINE LAMARRAINE DAME FRAN ♦ DE
 POURROY DE LAUBERIVIERE
 EPOUSE DUDT ♦ SEIG^R ♦ PRESID^T ♦ M^R ♦ IAQ GIRAUD
 CURE ⁽¹⁾ ♦ 1740

2^e cloche du Percy. — Diamètre : 64 centimètres.

(1) La note sommaire qui suit suffira à rectifier ou compléter la rédaction de cette inscription.

M^r François-Joseph de Bally, chevalier, seigneur de Montcarra, du Percy et autres terres, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, Conseiller au Parlement (lettres du 17 août 1710, avec dispense d'âge — il n'avait pas 20 ans ; — reçu le 6 septembre suivant), premier Président de la Chambre des Comptes, en remplacement de Jean-Pierre Moret de Bourchenu de Valbonnais, son oncle, décédé (lettres du 15 juillet 1728 ; reçu le 4 juillet 1729). Décédé lui-même, le 30 mai 1758.

Il avait épousé, en 1718, Françoise Pourroy de Lauberivière, fille de Claude-Joseph Pourroy de Lauberivière et de Marianne de St-Germain-Mérieu.

M. Jacques Giraud était curé du Percy.

ALEXIS MICOUD

1741

29.

X SIT NOMEN DOMINI BENEDICTVM ⁽¹⁾ A FVLGVRE ET TEM-
PESTATE LIBERA NOS DOMINE ⁽²⁾ .

MESSIRE IACQVE CVSIN CVRE IAY EV POVR PARRAIN
MONSIEVR MAITRE ALEXIS MICOVD ⁽³⁾

AVOCAT EN PARLEMEM ^(sic) ET POVR MARRAINE MADE-
MOISELLE THERESE CHARMEIL EPOVSE DE

MONSIEVR IACQUES CVSIN BOVRGEOIS ITIBOV ⁽⁴⁾ MARCHAN
IONES CORNEVN ⁽⁵⁾ FECIT 1741 .

Cloche de Morette. — Diamètre : 73 centimètres.

(1) Que le nom du Seigneur soit béni ! — (Job. I, 21.) — (2) De la foudre et de la tempête préservez-nous, Seigneur ! — (3) Ayant fait, dans les registres du Parlement, des recherches sans résultat sur le nom de cet avocat, je suis forcé de m'arrêter à la simple mention qu'en fait cette cloche. — (4) J. Tibou ou Tibau.(?) — (5) Jean Cornevin, nom du fondeur.

AYMARD-JOSEPH DAUPHIN DE VERNA

1745

30

MR^{RE} AYMARD IOSEPH ⁽¹⁾ DAUPHIN DE VERNA SG^R DUD
LIEU PARREIN ⁽²⁾ ANNE MARIE

CHOLIER ⁽⁸⁾ DE Verna EPOUSE DE M^{RE} FRANÇOIS DE
VERNA ⁽⁴⁾ MARREINE 1745

† I ET E DUCRAY FECERONT ^(sic)

2^e cloche de Verna. — Diamètre : 47 centimètres.

(1) Pour cet Aymard-Joseph Dauphin de Verna, voir la note 1 de la cloche de 1725. — (2) *Seigneur dudit lieu, parrain*. — (3) Anne-Marie Cholier de Cibeins. . . marraine. Fille de Pierre Cholier, comte de Cibeins, Syndic de la Noblesse et Intendant de la Souveraineté de Dombes, elle épousa François Dauphin de Verna, seigneur de St-Romain, en 1743 (*Hist. de la Souveraineté de Dombes* de Guichenon, publiée par Guigues, t. II, p. 137). Elle est connue par sa correspondance avec Voltaire et J.-J. Rousseau. — (4) François Dauphin de Verna, seigneur de St-Romain, Verna et autres places, chevalier de St-Louis, Président de la Chambre des Comptes, en remplacement et par résignation de son père, Aymar-Gabriel (lettres du 26 mars 1745; reçu le 7 août suivant).

JEAN-PIERRE DE BAILLY ET FRANÇOIS-JOSEPH DE BAILLY

1757

31.

RESONATE MECVM MONTES LAVDATIONEM DOMINI ⁽¹⁾ JESVS MARIA JOSEPH

LIBERA NOS JESV CHRISTE ⁽²⁾ AB OMNI MALO AC TEMPESTATE OMNES ⁽³⁾ TI AC S^E DEI INTERCEDITE PRO NOBIS ⁽⁴⁾

MESSIRE JEAN PIERRE DE BAILLY ⁽⁵⁾ MARQUIS DE BOVR-
CHENV ⁽⁶⁾ CON^R DV ROY AV PARLEMENT DE DAVPHINE
PARRAIN 

(Ici, un cordon ornémenté règne tout autour de la clo-
che ; puis la légende reprend au-dessous) :

DAME FRANCOISE POVRROY DE LAVBERIVIERE EPOVSE DE
M^R DE BAILLY PREMIER PRESIDENT EN LA CHAMBRE
DES COMPTES ⁽⁷⁾ 

DE DAVPHINE MARRAINE

Sous le crucifix : VAILLER — FECIT — (écusson du
fondeur Soyer) 1757.

1^{re} cloche de Valbonnais. — Diamètre : 97 centimètres.

(1) *Montagnes, faites retentir avec moi la louange du Seigneur.*
(Imitation d'Isaïe : *Resonare montes laudationem*, 44, 23.) — (2) Jésus-
Christ, préserve-nous de tout mal et de la tempête. — (3) *Sancti ac*
Sanctæ. — (4) Vous tous, saints et saintes de Dieu, intercédez pour
nous. — (5) Jean-Pierre de Bally de Bourchenu, né à Grenoble le
6 août 1721, avocat en la Cour, Conseiller au Parlement (lettres du
25 octobre 1743 ; reçu le 26 novembre suivant) ; premier Président
de la Chambre des Comptes (lettres du 2 septembre 1758 ; reçu le
28 novembre suivant), en remplacement de François-Joseph de
Bally, son père, décédé. Il exerçait encore en 1790. — (6) Bour-
chenu, hameau de Valbonnais. — (7) Pour ces deux personnages,
voir la cloche de 1740

CLAUDE DE SAMBEIN

1760

32.

J AI ESTE REFONDUE AUX FRAIS DE MARIE PAQUET VEUVE
DU NOBLE CLAUDE DE SAMBEIN⁽¹⁾ SEIGNEUR DE
LA MAISON FORTE DE S^t PRIME CONSEILLER DU
ROY PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES COMPTES ET
AUTRE DU DAUPHINE.

PARRAIN PIERRE-ANNE DELORAS DOYEN DE LEGLISE DE
VIENNE ET SEIGNEUR DE S^t CLAIR. MARRAINE DE-
MOISELLE FRANCOISE DE SAMBEIN. JEAN BAPTISTE
ASTIER CURE 1760.

Cloche de St-Prim (2). — Diamètre : 64 centimètres.

(1) Claude Sambein de Saint-Prim, Président en la Chambre des Comptes, par lettres du 10 novembre 1735 ; reçu le 7 décembre suivant. — Remplacé par Alexis-François de Gauteron (lettres du 3 mai 1748). D'après le titre que lui donne encore cette inscription en 1760, il est à supposer qu'il était resté Président *honoraire*.

Je ne sais pourquoi l'*Inventaire-Sommaire des Archives* l'appelle *Saint-Prim* au lieu de Saint-Prim, seigneurie dont François Sambein, Conseiller-Maître en la Chambre des Comptes, avait pris le nom, en l'acquérant, en 1690, de Jean-François de Lescot, Président au Parlement.

(2) N'ayant pu prendre moi-même cette légende, en passant à St-Prim en 1865, j'en dois la communication à l'obligeance de mon ami Alphonse Amyot, qui a bien voulu la relever pour moi.

AMABLE-PIERRE-THOMAS DE BERULLE

1762

33.

† IAY ETE BENITE EN 1762 PAR MONSEG DECAVLET ⁽¹⁾
 EVEQUE ET PRCE ⁽²⁾ DE GRENOBLE + MON
 + PAR ⁽³⁾ MRE DE BERVLLE ⁽⁴⁾ PRESIDENT DV PARLEMENT
 + MA MARRAINE + MDE ⁽⁵⁾ MOREAV EPOVSE
 + DE MR PAIOT DE MARCHEVAL ⁽⁶⁾ INTENDANT DE GRENO-
 BLE + E + MARCHAND ⁽⁷⁾ + ET + (initiales du fon-
 deur C — P, avec une petite cloche entre les deux)
 + FECIT +

1^{re} cloche d'Echirolles. — Diamètre : 59 centimètres.

(1) Jean de Caulet a été évêque de Grenoble de 1726 à 1771. Il possédait une fort belle bibliothèque, qui fut achetée par souscription publique après sa mort, en 1772, et qui devint le noyau principal de celle de la ville de Grenoble. — (2) Prince. — (3) Parrain. — (4) Messire Amable-Pierre-Thomas de Berulle, Chevalier, marquis de Berulle, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des requêtes ordinaires de son Hôtel, Président au Grand Conseil, premier Président du Parlement de Grenoble (lettres du 30 mars 1760 ; reçu le 9 novembre 1761).

Un édit du Roi (octobre 1771) ayant constitué le Parlement sur de nouvelles bases, Jean-Jacques Vidaud de la Tour, comte de la Bâtie, Conseiller du Roi et son Procureur général en la Cour, est nommé premier Président à sa place (lettres du 24 octobre 1771).

Une ordonnance royale (10 avril 1775) rétablit le Parlement sur l'ancien pied, et Amable-Pierre-Thomas de Berulle y reprend son

ancienne position. Quatre ans plus tard, A.-P.-Albert de Berulle, son fils, Conseiller en la Cour, est nommé premier Président (lettres du 17 mai 1779, en survivance de son père), et reçu le 24 nov. suivant.

(5) Madame. — (6) M. Christophe Pajot, seigneur de Marcheval, Conseiller au Grand Conseil, Avocat général, Maître des requêtes, etc., fut Intendant de la province de Dauphiné en 1761. Il laissa, d'Hélène-Marie Moreau de Saint-Just, deux fils et une fille. —

(7) Nom du fondeur de la cloche.

JOSEPH-ARTUS LA CROIX DE SEYVE D'ORNACIEUX

1769

34.

† L AN 1769 IAY ETE BENIE PAR MRE CHARLE VINCENDON
CVRE DE PAJAY

MARGVERITE⁽¹⁾ PAR MRE⁽²⁾ IOSEPH ARTVS LACROIX DE
SEYVE DORNATIEVX⁽³⁾ PRESIDANT

AMORTIER ET PAR MADEMOISELLE MYRGVERITE DE
SEYVE SA FILLE

2° cloche de Pajay. — Diamètre : 56 centimètres.

(A continuer.)

G. VALLIER.

(1) Sous-entendu : *et nommée Marguerite*. — (2) Messire. — (3) Joseph-Artus de la Croix de Sayve, marquis d'Ornacieux, Conseiller en la Cour (lettres du 9 novembre 1733, — né le 1^{er} mai 1713, il n'avait donc que 21 ans et demi); Président au Parlement (lettres du 21 août 1739; reçu le 7 septembre suivant). Suspendu par l'édit de 1771, qui constitue le Parlement sur de nouvelles bases. Réintégré par l'ordonnance royale du 10 avril 1775. En 1790, époque de la suppression du Parlement de Grenoble, il émigra et mourut à Véronne le 2 mai 1800.

CORRESPONDANCE D'ACHARD DE GERMANE

avec M. de la Coste

L'UN DES DERNIERS PRÉSIDENTS A MORTIER DU PARLEMENT DE DAUPHINÉ

pendant les deux premières années de l'Emigration

1791-1793.

(SUITE. — Voir la 74^e livraison).

III

MONSIEUR,

Une demoiselle Chaumat est venue demander si vous continueriez une pension de 12 livres par mois, que vous avez acquittée, par bienfaisance, pour une petite Martin, fille de l'horloger. Je lui ai répondu que je vous consulterais. Ce ne sera que dans un mois qu'elle la demandera.

On a fait remettre chez moi les deux lettres ci-jointes,

J'ai ouvert une lettre qui vient de Bayle, votre fermier à Barbières (1). — Il dit dans cette lettre qu'il a été condamné à des dommages-intérêts considérables envers les Juge, père et fils ; il demande que vous fassiez saisir sur lui, afin d'assurer votre paiement. J'ai écrit à M. Urtin, avoué à Valence, qu'après avoir vérifié si vous êtes créan-

(1) M. de la Coste était propriétaire à Barbières du chef de sa mère, Françoise-Angélique de Michel du Sozey, dame de Barbières.

cier, et après avoir pris des renseignements de M. Espic, qu'on m'a dit avoir votre confiance sur les lieux, il demande permission de saisir par provision, notamment vos récoltes dans vos propres biens, en lui observant que, si vous n'êtes pas créancier, votre intention ne serait pas de vous supposer tel, pour favoriser ce fermier.

M. Desgranges est malade (1). Je ne crois pas cependant que cela soit sérieux. Il est revenu de sa campagne pour être plus à portée d'avoir des secours.

Le général Lukner (2) a été fortement humilié et fatigué

(1) Il s'agit vraisemblablement ici de M. d'Imbert-Desgranges, avocat au Parlement, l'un des amis de M. de la Coste, fréquemment nommé dans cette correspondance. Sa famille originaire de Provence, s'était alliée aux Duport de Pontcharra des Herbeys.

(2) Le Comte Nicolas de Lukner, né à Campen, en Bavière, en 1722, fut d'abord colonel de hussards au service de la Prusse, et combattit contre la France avec beaucoup de succès pendant la guerre de Sept Ans, sous Frédéric le Grand, notamment à Rosbach, où il contribua puissamment à la déroute de l'armée française. Mais ce terrible capitaine n'était qu'un condottière : il se laissa gagner par les propositions qui lui furent faites par ceux-là mêmes auxquels il avait infligé de si humiliants échecs. Par décret du 20 juin 1763, il fut créé lieutenant général des armées du Roi. Mais le calme qui régna en France depuis cette époque ne lui permit pas de se signaler, et il demeura dans l'ombre jusqu'au moment de la Révolution, à laquelle on voulut l'associer ; cependant il ne paraît pas qu'il en ait jamais été grand partisan. On lui donna le bâton de maréchal en décembre 1791, et toutes ses pensions furent maintenues. Son passage à Grenoble ne fut que de courte durée. En avril 1792, on lui confia le commandement de l'armée du Nord, et très-peu après, il fut nommé, à la place de Rochambeau, généralissime des forces destinées à envahir l'Allemagne. Cependant les démagogues se défiaient de lui, et après la Révolution du 10 août, ils obtinrent sa déchéance. Il vécut alors dans une retraite assez tranquille, jusqu'à ce que, s'étant avisé de réclamer sa pension, on lui répondit en l'envoyant à l'échafaud, le 5 janvier 1794.

de voir tant de personnes de considération quitter la ville. Mais ce qui l'a le plus fatigué, c'est le départ de M. de Brison, avec lequel il était lié depuis longtemps. Il l'a fait supplier de ne pas partir. Au reste, il a manifesté d'autres sentiments depuis son entrée, et aujourd'hui, on est tranquille.

Il est arrivé avant-hier un courrier extraordinaire au département. On a dit que c'était pour presser les assemblées primaires, pour la législature. On attend demain pour savoir le vrai ; on fait beaucoup de conjectures. On dit que le côté gauche veut capituler.

Quelques-uns de vos confrères ont reçu leur remboursement. J'aurai l'honneur de vous écrire jeudi prochain.

Le directoire de département a homologué l'ordonnance du district concernant votre créance sur les Jacobins ; mais il a renvoyé le paiement de vos intérêts et de ceux de Madame de la Rolière en juillet et octobre de cette année.

J'ai remis 2025 fr. à M. Périer.

M. Duchilleau est parti (1). Il est universellement regretté ; on lui l'a témoigné de toutes manières. On a voulu le dédommager des criailleries de la canaille, le soir de l'arrivée de M. Lukner. On espère que nous conserverons les Suisses. Tout ce qui était honnête s'est réuni pour le demander au général.

5 juin.

(1) Le Comte du Chilleau, d'une ancienne famille du Poitou, avait été créé maréchal de camp le 5 décembre 1781. Pendant l'émigration, il servit dans l'armée de Condé, et fut tué au combat de Kamlach, en 1796. C'était le frère de Jean-Baptiste du Chilleau, dernier évêque de Châlons-sur-Saône, qui devint archevêque de Tours après le Concordat.

IV

MONSIEUR,

M. le marquis de Sayve (1) m'a dit que vous êtes propriétaire d'un sixième de la charge de président, dont il est pourvu, que son remboursement était sur le point d'être fait, et qu'on l'a retardé parce qu'il était nécessaire d'avoir votre consentement et celui de plusieurs autres intéressés. J'ai, en conséquence, donné une procuration conforme au modèle ci-joint, que M. Accarias de la Buissière lui a envoyé de Paris; mais je crains de n'avoir pas de pouvoirs assez étendus pour donner cette procuration. En conséquence, je vous envoie le même modèle, pour que vous puissiez envoyer une procuration conforme. Vous pouvez l'adresser à MM. les députés de Dauphiné à l'Assemblée

(1) Barthélemy-Arthus de la Croix de Sayve d'Ornacieux, fils, né le 30 avril 1746, était avocat général en la cour du Parlement, lorsqu'il en fut nommé président, avec dispense d'âge et de parenté, (son père était premier président) par lettres royales datées de Paris, 26 août 1799, en remplacement d'Honoré-Jean-Baptiste-Jacques-Alexandre de Piolenc de Thoury, décédé. Le marquis de Sayve émigra, dans les conditions que nous fera connaître bientôt Achard de Germane. Rentré en France au retour de l'ordre, il est mort à Paris, le 1^{er} février 1821. Madame de Sayve, réputée par sa bienfaisance, était l'une des directrices de l'hôpital de la Charité. Un de leurs petits-fils a publié : *De la révolution et de la liberté en Italie, par le Comte de Sayves*. — Paris, Dentu, 1861. (In-8° de 68 p.). — Les journaux annonçaient, en septembre 1878, la mort de la Comtesse Sidonie de Sayves, chanoinesse de l'ordre des dames nobles, en Bavière, sœur de la Comtesse de Germiny et de la marquise d'Aoust.

nationale, chez M. Revol, l'un d'eux (1), rue du Chantre, hôtel Vaginthon (*sic*). Il est l'ami de M. Accarias de la Buissière, à qui il pourra la remettre sans retard. M. de Sayve m'a paru fort en peine d'éprouver ce délai. Plusieurs de MM. du Parlement sont remboursés ; tels MM. de Vaux (2), Anglès (3).

(1) Pierre Revol, né à l'Albenc, le 10 avril 1748, était avocat au Parlement de Grenoble, lorsqu'il fut député aux Etats généraux. Il n'y joua qu'un rôle assez effacé, et peu en rapport avec la réputation d'éloquence qui l'y avait précédé. Revenu à Grenoble après la session, ses opinions modérées le firent arrêter comme suspect en 1793, et il ne dut sa délivrance qu'à la chute de Robespierre au 9 thermidor. Il est mort président de chambre à la Cour d'appel de Grenoble, le 22 septembre 1811. (ROCHAS, *Biographie du Dauphiné*).

(2) Pierre-Marie de Vaulx, né le 7 février 1732, était conseiller en la cour lorsqu'il fut nommé président au Parlement par lettres du 29 juillet 1757, avec dispense d'âge et de services (il n'avait que 25 ans et demi), en survivance à François de Vaulx de Plagnieu, son père. Son magnifique château de Vaulx, au marquisat de Maubec (près de Bourgoin), qui venait d'être reconstruit, ayant été brûlé par les patriotes en 1793, le président de Vaulx émigra, et tous ses biens furent vendus nationalement, à l'exception de l'hôtel qu'il habitait, à Grenoble. Il revint dans cette ville au rétablissement de l'ordre, et y mourut, le 10 novembre 1807, le dernier de sa race. Il n'avait pas laissé d'enfants de Françoise-Marguerite de Rachais, fille d'Hugues, marquis de Rachais, et de Françoise-Gasparde de Gallian de Cléret, qu'il avait épousée le 22 novembre 1768. La baronne de Vaulx n'émigra pas, et elle racheta une certaine portion des biens de son mari. Elle eut l'honneur de recevoir dans son hôtel le souverain pontife Pie VI, lors de son séjour à Grenoble, du 6 au 10 juillet 1799. Cette vertueuse dame est décédée à Grenoble le 7 avril 1824, instituant pour légataire universel son neveu, fils de sa sœur, François-Marie marquis de Corbeau de Vaulserre, qui a joué un rôle important sous la Restauration.

(3) Jean-François Anglès, conseiller à la grand'chambre du Parlement, était un compatriote d'Achard de Germane, qui en fait

M. de Sayve m'a payé 1,726 livres, savoir 1,700 livres en assignats, que j'ai remis à M. Périer, et le surplus en argent. Je n'ai encore reçu aucune lettre de vous datée de Rome. J'attends de savoir votre adresse, si vous quittez cette ville, pour vous écrire.

La nôtre est assez tranquille ; mais nous avons vu le moment de la voir troublée. Nos généraux passèrent en revue la garde nationale dimanche dernier. M. de Ferrière fit un discours patriotique ; ensuite il mit son chapeau à la pointe de son épée, ce qui fut généralement imité par tous les assistants, sauf les Suisses qui formaient la cour des généraux. On leur cria : *A la lanterne !* Il y eut même un garde national qui menaça de tirer. Les officiers Suisses ont eu beaucoup de la peine à contenir les soldats qui voulaient les venger.

Un officier artilleur vint en poste, jeudi, annoncer qu'il y avait une insurrection dans son régiment, à Valence, et que les soldats voulaient renvoyer leurs officiers. Nos généraux partirent sur-le-champ. Heureusement le calme était revenu ; mais M. de Ferrière est parti pour Montélimard, où il y a aussi de la fermentation.

mention quatre fois dans ses lettres. Né à Veynes, le 4 septembre 1736, il se réfugia à l'étranger après la suppression de l'ancienne magistrature ; mais ayant été obligé de rentrer pour des affaires de famille, il fut arrêté comme contre-révolutionnaire, et demeura pendant dix-huit mois dans les prisons ; il n'en sortit qu'au 9 thermidor, et vécut dès lors dans la retraite. Louis XVIII l'en tira en le nommant, le 13 décembre 1815, premier président de la cour royale de Grenoble. Il fut, l'année suivante, député des Hautes-Alpes à la Chambre Introuvable, et il y siégea jusqu'à sa mort, survenue à Grenoble, le 5 juin 1823. (ROCHAS, *Biographie du Dauphiné*).

MM. du Chadoz (1) et des Granges m'ont chargé de les rappeler à votre souvenir.

J'ai continué pour un an le bail de M^{me} Roland, sur le pied de 150 livres. Il n'a pas été possible de la faire avancer, et administrant vos affaires comme j'administrerais les miennes, j'ai préféré d'en retirer 150 livres plutôt que de n'avoir pas de locataire ; car vous savez qu'il y a ici une multitude d'appartements à louer.

(1) Louis Jourdan du Chadoz, syndic des médecins de Grenoble, médecin de l'hôpital Sainte-Marthe et l'un des administrateurs de l'hôpital général, était en même temps le médecin attitré de la famille de la Coste. Ses relations et ses opinions le firent décréter d'arrestation comme notoirement suspect, le 28 avril 1793 ; mais il réussit à s'échapper, en compagnie d'environ quatre-vingt-dix autres, parmi lesquels se trouvaient les abbés Raillane, de Lagrée et Gattel, Simon de Pina, Dumas aîné, avocat, Chanoine, médecin, etc., pendant que ceux qu'on avait pu saisir, au nombre de trente-trois, étaient incarcérés au couvent de Sainte-Marie-d'en-Haut. Parmi ces derniers se trouvaient César de Chaléon, beau-frère de M. de la Coste, sa femme et son fils Pierre-Félix. Lors du passage de Pie VI à Grenoble, le docteur du Chadoz s'attacha à sa personne, et ne le quitta plus jusqu'à sa mort à Valence, lui prodiguant avec amour les soins les plus intelligents et les plus dévoués. Il était au chevet du pontife lorsqu'il rendit le dernier soupir, et ce fut lui qui fut appelé à constater officiellement le décès. Le Saint-Père, en reconnaissance de ses services, lui avait remis une tabatière d'or, qui est précieusement conservée par M. l'abbé Benjamin Berlioz, son petit-fils, ancien vicaire de la paroisse de S. André de Grenoble. M^{me} Berlioz n'avait que six ans, lorsque M. du Chadoz, son père, la présenta au Souverain Pontife, qui la bénit pendant son séjour à l'hôtel de Vaux. Outre la précieuse tabatière, on conserve encore dans la famille un chapelet et une mule ayant appartenu au Pape Pie VI. Le docteur du Chadoz est mort à Grenoble, dans son domicile situé rue Chenoise, le 26 frimaire an VIII (17 décembre 1799), à l'âge d'environ 50 ans.

Je vous renouvelle avec plaisir les sentiments de mon respect et de mon attachement.

12 juin.

P. S. — Le testament de Madame votre mère est nécessaire pour prouver que vous êtes propriétaire du sixième de l'office de président dont M. de Sayve est titulaire. Il a été reçu par Girard, qui vient de mourir. On a mis le scellé sur ses papiers. Comme vous aviez remis une expédition de ce testament à M. Boyer, j'ai fait écrire au bureau de correspondance de la faire remettre à M. Accarias de la Buissière.

(A Monsieur, Monsieur de la Coste, président à mortier au Parlement de Grenoble, actuellement à Rome.

Poste restante).

V

Grenoble, le 16 juin.

MONSIEUR,

Les 6,000 livres de Marseille sont arrivées ici. La personne qui les a reçues me les remettra demain, et je les enverrai peu à peu au dépôt, où j'avais envoyé 3,000 livres et 120 pièces de monnaie genevoise. S'il ne vous était pas facile de vous en prévaloir, on pourrait, par lettre de change, les faire transporter plus loin. Vous pourrez en écrire à la personne.

M. de Montalban m'a proposé le rachat de la rente et de la directe le concernant ; la rente est de neuf quarts

et quelques civiers avoine. Vous payez annuellement 27 livres ; nous étions à peu près d'accord à 800 livres pour le rachat du tout. Nous ne devons pas prévoir la confiscation ; mais si elle arrivait, il serait fâcheux d'avoir affranchi ces biens de la rente et de la directe qui les grèvent. Cette observation nous a retenus. J'ai été peu touché du projet de l'Assemblée Nationale d'anéantir les directes sans indemnité. Vous savez que le projet a été fort applaudi, et à coup sûr il passera. Je ferai à ce sujet ce que vous désirerez.

Le fermier national de l'enclos de Jarrie, qui avait gardé le silence jusqu'à présent, voyant que les denrées se vendent bien, et voulant *pâturer* dans votre jardin, l'enclos etc., a obtenu une ordonnance du district qui fait inhibition de le troubler. Cet homme, qui est d'ailleurs votre fermier et votre débiteur, qui doit beaucoup de reconnaissance à votre famille, a d'assez mauvais procédés. C'est un nommé *Fretton*. Je ferai en sorte de résister efficacement à sa prétention. Si on vendait vos biens, les fermiers seraient les premiers à s'en réjouir et à les acheter.

Nous avons le bonheur de posséder la fameuse Labrousse (1). Elle extravague de toutes manières ; elle

(1) Clotilde-Suzanne Courcelles de la Brousse célèbre visionnaire, née à Vauxain, en Périgord, le 18 mai 1741. Elle donna de bonne heure des marques d'un esprit excentrique : on raconte qu'à l'âge de neuf ans, elle tenta de s'empoisonner en mangeant des araignées, pour aller plus vite au ciel. Vers l'âge de dix-neuf ans, elle entra chez les religieuses du tiers-ordre de St-François ; mais peu après elle se crut appelée à parcourir le monde pour prêcher la conversion des pécheurs. Ses supérieurs l'en empêchèrent. Elle se mit alors à rédiger sa propre biographie. Le fameux chartreux dom Gerle en ayant eu connaissance, en fut émerveillé, et entretint

communie tous les jours, couche au corps de garde, et dit sans cesse qu'elle va à Rome convertir le Pape. Elle ne paraît pas craindre l'inquisition. — On a parlé ici du mariage de M. votre frère. On me donna cette nouvelle chez Madame de Fontenay ; mais j'en doute, depuis que M. de Montalban m'a dit n'en avoir pas reçu avis.

Agréez, je vous prie, l'assurance de mes hommages et de mon respectueux attachement.

(Lettre déchirée. L'adresse porte : *A Rome, en Italie.* — Au revers, M. de la Coste a écrit, par erreur, 16 janvier, au lieu de 16 juin, date de la lettre).

avec l'auteur une correspondance qui dura trente ans. Devenu député aux Etats-Généraux, l'ex-religieux entretint l'Assemblée des prophéties de M^{lle} Labrousse comme favorables au système politique nouveau, et il recommanda chaudement sa cliente à différents évêques constitutionnels, notamment à Pontard, évêque de la Dordogne. Celui-ci la fit venir à Paris, et ne cessa dès lors d'être l'un de ses plus fervents prosélytes. Voyant que le pape refusait d'admettre les principes de la Révolution française, la prophétesse se résolut à faire le voyage de Rome, pour démontrer au pontife romain la légitimité de la Constitution civile du clergé, et pour l'exhorter à renoncer à son autorité temporelle. Ce fut alors sans doute qu'elle passa à Grenoble. Elle faisait sa route à petites étapes, pérorant dans les églises, dans les clubs et dans les rues. Le légat de Bologne la fit expulser de son territoire (août 1792). Arrivée à Viterbe, elle fut arrêtée et conduite au château Saint-Ange, où elle demeura enfermée jusqu'à l'invasion de Rome par les Français, en 1798. Elle se renferma dès lors dans un cercle restreint d'adeptes persévérants, et mourut à Paris en 1821. Pontard a publié un *Recueil des ouvrages de la célèbre Mademoiselle Labrousse* (Bordeaux, 1797, in-8°), précédé de l'apologie de la dite, et d'une notice sur ses travaux. Elle-même avait fait paraître, en 1790, un volume intitulé : *Prophéties concernant la Révolution française, suivies d'une prédiction qui annonce la fin du monde* (pour 1899).

VI

14 juillet.

MONSIEUR,

J'ai eu l'honneur de vous écrire cinq lettres à Rome. J'ai eu beaucoup de plaisir d'apprendre de vos nouvelles par Nicolet, qui m'a montré une lettre de son fils (1), où il assure vous avoir vu plusieurs fois. J'ai payé 144 livres en espèces, conformément à votre mandat.

Depuis ma dernière lettre, j'ai placé chez M. Périer, le 27 juin, 695 livres 10 sols en assignats, plus 900 livres argent en dépôt. Le 6 juillet 1791, j'ai également placé chez le même 2,000 livres en assignats.

M. le procureur de la commune Delhors (2) vous a fait assigner (sans dire gare) devant les officiers de police, en

(1) Jean-Baptiste-Thomas Nicollet, résidait à Rome auprès de l'abbé de Bayanne, alors auditeur de Rome pour la France et depuis Cardinal. Il revint plus tard se fixer à Grenoble, sa patrie, où il est mort le 19 janvier 1843, à l'âge de 79 ans, avec le titre de chanoine honoraire de la Cathédrale, « laissant, dit l'*Armorial du Dauphiné*, d'excellents souvenirs, et instituant pour son héritier M. Eugène Nicollet, avocat à la Cour impériale de Grenoble ». Il avait un frère curé aux Eparres, près de Bourgoin, qui mourut vers 1825. Pour le distinguer de ce dernier, on l'appelait *le Romain*, par allusion à son séjour à Rome. En ces deux ecclésiastiques finit une branche de l'ancienne famille Nicollet désignée sous le titre de sieurs de la Croix.

(2) Jean-Baptiste Delhors, ancien procureur au Parlement de Dauphiné, élu notable de la ville en 1790, fut procureur-syndic de la commune en 1790-1791, et membre du directoire du département de l'Isère en 1792. Il fut suspendu de ses fonctions comme fédéra-

suppression d'un petit réduit où on met le fumier, à la droite, en entrant dans la basse-cour de votre hôtel. C'est à l'instigation d'un nommé Letelet, voisin, qui se plaint de la mauvaise odeur. J'ai dit à un procureur de répondre à l'audience, que le procureur de la commune n'avait aucun intérêt à la chose, que ce fumier se trouvait sur votre sol, et non dans la rue, et qu'il n'y avait que les intéressés qui pussent s'en plaindre ; au fond, qu'il y avait plus de 30 et 40 ans que cet endroit existait tel qu'il est, et que pour empêcher la dégradation du mur mitoyen, on avait mis des lames de pierre. Je désirerais bien que vous m'indiquassiez où est un titre de créance qui vous appartient sur ce Letelet. J'ai vu dans un procès qu'il vous doit encore 3,000 francs en capital ; toutes les années vous perdez les intérêts de cette somme. Il mérite peu de faveur.

M. Dupuy de St-Vincent (1) voulait vous rembourser le capital qu'il vous doit. Je lui ai observé que je ne croyais pas avoir le pouvoir d'exiger des capitaux ; mais qu'il pouvait placer la somme chez M. Périer, et que vraisem-

liste, le 27 juin 1793, par les commissaires du gouvernement Dubois-Crancé, Albitte et Gauthier, envoyés en mission dans l'Isère. Peu de temps après, le 31 octobre, il fut enfermé comme suspect. Il tomba malade en prison, et ayant été transféré à l'hôpital militaire, il y mourut le 11 juin 1794, à l'âge de 46 ans. (ALBIN-GRAS, *Deux ans de l'histoire de Grenoble.*)

(1) Philippe-Etienne Dupuy de Saint-Vincent, conseiller au Parlement de Grenoble depuis 1773, était fils de Sébastien, sieur de S. Vincent, aussi conseiller au Parlement, et de Louise Morel de Montrivier. M^{me} de Châteaudouble, qui s'est rendue si célèbre à Grenoble par sa piété et sa charité, était sa sœur. Il avait épousé, le 25 mars 1774, Marie de Rambaud de Brunel de S. Maurice, dernière descendante de sa maison, de laquelle il n'a laissé qu'une fille, mariée au Comte de Sallemard de Montfort.

blement, vous en disposeriez, si vous acceptez cet arrangement. Il ne m'a pas dit s'il avait pris ce parti.

M. de la Chapelle vous écrit de Marseille qu'il part pour St-Domingue.

Les nouvelles de cette ville sont peu agréables. Samedi dernier, on fit fermer les églises, sauf les constitutionnelles, ou des paroisses. Cependant, on avait laissé une porte ouverte à l'église de la Charité. Dimanche dernier, il y eut une grande foule. La Nation insulta les femmes. Il y eut des dames de qualité dont on déchira les robes. On jeta des pierres, etc. Madame de Langon (1) fut entre autres insultée verbalement ; M. du Savel (2) lui épargna des insultes plus sérieuses. — Un bataillon du régiment Suisse est parti pour Mont-Dauphin ; l'autre doit partir incessamment. M. l'abbé Brochier (3) est toujours en

(1) Marie-Magdeleine de Roucy, seconde femme de Nicolas-François, marquis de Langon, seigneur dudit lieu, Saint-Julien et Mont-rigaud, baron d'Uriage, qui fut député de la noblesse aux Etats de Romans, puis aux Etats Généraux. Il avait épousé en premières noces Anne-Marie-Joséphine Prunier de Saint-André, marquise de Virieu. — Le marquis de Langon émigra ; mais c'est à tort que M. Rochas le fait mourir à l'étranger ; il est décédé à Grenoble en 1816. Sa veuve mourut dans la même ville en 1848, plus d'un siècle après la naissance de son mari. (1742).

(2) N. d'Arzag du Savel, conseiller-maitre en la chambre des comptes, descendait de Joseph d'Arzag du Savel, seigneur de Tramolée, qui avait été maintenu dans sa noblesse en 1701. Il demeurait rue Très-Cloîtres, vis-à-vis le Couvent de la Visitation.

(3) Les abbés Brochier, étaient trois frères. François-Victor, dont il est ici question, était le second. Né à Grenoble en 1737, il était au moment où éclata la révolution, chanoine de S. André, vicaire général et official du diocèse. Il ne prêta aucun des serments exigés par la Constitution civile du Clergé. Il avait été arrêté et incarcéré le 20 juin précédent, pour avoir distribué des bulles du Pape et un

prison, pour avoir envoyé des lettres pastorales de M. Dulau (1). On en a eu la preuve en décachetant ses paquets et lettres. On a fait main-basse sur tous ses papiers, correspondance, etc. Il a été au secret longtemps. On vient de permettre *aux laïques* de le voir en prison. — L'abbé de Courtois (2), menacé du même traitement, s'est

mandement de son évêque. Il passa trois mois sous les verrous. Ayant été relâché, il émigra en 1792, et courut sur mer les plus grands dangers. De retour à Grenoble vers 1795, il y reprit ses fonctions, et trouva un asile dans la famille Berlioz, où il se tint caché jusqu'au retour de l'ordre. Etant devenu aveugle, il fut obligé de se démettre de sa charge. L'abbé Brochier est mort à Grenoble en 1822, entouré de l'estime et de la vénération de tous.

Son frère aîné, Paul, était vicaire général de Vienne en 1790 ; il n'émigra pas, et ne cessa point de diriger personnellement le diocèse pendant la tourmente révolutionnaire, des différentes retraits où il se tenait caché. A l'époque du Concordat, Mgr Claude Simon le maintint dans ses fonctions pour la partie du diocèse de Vienne annexée à celui de Grenoble.

Le troisième, Daniel-Jean-Jacques, né en 1758, était vicaire à la Tronche en 1791. Il émigra ; mais étant revenu à Grenoble en 1794, il fut incarcéré. Après la Révolution, il fut successivement curé de S. Pierre d'Allevard et du Villard-de-Lans, où il est mort en 1810 (*Note due à l'obligeance de M^{lle} de Franchieu*).

(1) Henri-Charles Dulau d'Allemans, né dans le Périgord en 1747, sacré évêque de Grenoble le 19 avril 1789, ne séjourna presque pas dans son diocèse. A peine y fut-il arrivé, qu'il se vit obligé de s'expatrier ; retiré d'abord à Chambéry, puis à Aoste en Piémont, et enfin à Gratz en Styrie, il administrait à distance par ses grands vicaires. Il est mort dans cette dernière ville, le 4 avril 1802.

(2) L'abbé de Courtois-Minut, doyen du Chapitre de la Cathédrale, directeur du Séminaire de la Propagation de la foi, grand archiprêtre du Grenoblois, eut à soutenir non-seulement ses propres principes, mais à défendre ceux de son évêque devant la municipalité de Grenoble. D'après le témoignage ci-dessus, il passa à l'étranger ; mais il est certain qu'il rentra peu après en France. Il se

sauvé, et il a été assez heureux pour passer au-delà des frontières, quoique les gardes nationales soient très-rapprochées. On dit qu'il a passé en habits de paysan, et à la faveur d'une nuit obscure. On ne peut sortir de la ville à cheval ni en voiture, sinon par la porte de Bonne. Cependant la ville se dépeuple toujours. Le très-petit nombre des familles nobles qui reste est dans un état de crainte, s'il y a des mouvements étrangers. A l'époque de la fuite du roi, on proposa à la municipalité de faire arrêter plusieurs aristocrates, dont on donna la liste. Cet avis fut rejeté.

Aujourd'hui, fédération à Grenoble. Quelques personnes sont sorties de la ville. Je ne prévois cependant pas de trouble. On est occupé de la joie de la fête. La famille de Sayve a vainement tenté de fuir.

Le dernier décret sur les émigrants m'empêche d'exiger des gages, les intérêts des dominicains, etc. J'espère que cette perte ne sera pas irrévocable.

Dans un arbitrage que j'ai fait il y a quelques jours, concernant les *Billon* de Vaunaveys, ou de Champagnier (1), il a été question d'une créance vous appartenant;

fixa à Toulouse, où la *Statistique de l'Isère* le fait mourir en 1793. Cependant un document du 18 messidor an IV, relatif à sa radiation de la liste des émigrés atteste qu'à cette date, on lui adressait sa correspondance chez la citoyenne Desplace, rue des Moulins, à Toulouse. Il peut se faire qu'il soit mort dans les prisons de cette ville, comme l'affirme M. Pilot, mais non à la date qu'il indique : ce qui est difficile à établir, car les registres d'écrou ont été soustraits des archives de la Haute-Garonne. Quoiqu'il en soit, l'abbé de Courtois ne reparut plus à Grenoble depuis son départ. (Note de M^{lle} de Franchieu).

(1) Vaunaveys et Champagnier, communes du canton de Vizille.

elle monte à 3 ou 400 livres de principal, outre les intérêts. Elle est à la veille de prescrire. Il y a des fonds qui pourraient servir à votre payement entre les mains de M. Bouvier, des Angonnes, qui doit 500 et quelques livres. Si j'avais le titre, je ferais saisir dans ses mains. La créance remonte à 1752. En réunissant l'action hypothécaire à la personnelle, votre action serait encore en vigueur.

Giroud (1) a été condamné à une nouvelle amende de 600 livres, et son commis, à 72 livres ; ils avaient envoyé des Bulles et un ouvrage sur le schisme, dans un paquet qu'on a décacheté. Voilà, Monsieur, notre triste position. — Beaucoup de personnes qui prennent un vif intérêt à votre sort m'ont demandé de vos nouvelles. Nous étions en peine ; mais j'ai su par un domestique qui arrivait d'Annecy, que Madame de Malivert (2) avait reçu des

(1) Alexandre Giroud, imprimeur à Grenoble. Il publiait les *Affiches du Dauphiné*, organe des hommes d'ordre, tandis que Cuchet imprimait le *Journal patriotique*, organe des démagogues. Malgré toute leur modération, les *Affiches du Dauphiné* furent supprimées le 17 juillet 1792 ; on avait d'abord intimé à l'éditeur l'ordre de faire suivre chaque article emprunté à un journal royaliste du mot *aristo*. Giroud est mort à S. Domingue, en l'an VII. Il était ingénieur des mines, et membre associé de l'Institut. (V. ROCHAS et ALBIN GRAS, *loc. cit* pp. 16 et 130).

(2) Honoré-Louis de Malyvert, seigneur de Pommier-sous-Trefort et de la Neillère en Bresse, conseiller au Parlement de Grenoble, avait épousé, le 15 septembre 1774, Catherine-Sabine d'Agoult, fille de César, marquis d'Agoult, seigneur de la Bâtie-Neuve, conseiller au Parlement, et de Marie-Catherine de Louvat d'Auriac. Devenue veuve, Madame de Malyvert se remaria avec César-Esprit de Rigot de Montjoux. Les Malyvert, originaires de la Bresse avaient possédé en partie les seigneuries de Seyssins et Pariset, qui appartenaient alors aux la Coste.

nouvelles de Madame, et j'ai vu, par votre mandat, que vous étiez arrivé à Rome. Nous avons alors été rassurés. J'attends avec empressement des nouvelles directement de vous, sur les objets de mes précédentes lettres. Les lettres qui partent d'ici parviennent, à ce que l'on assure, dans leur intégrité ; aussi vous ai-je écrit les faits tels qu'ils sont.

Les nouveaux administrateurs de l'hôpital ont condamné au cachot, ensuite à Bicêtre, quelques pauvres filles qui n'ont pas voulu communiquer avec le nouvel aumônier qui leur a été donné. On en a chassé d'autres, qu'on loge dans la ville. Madame de Sayve proposait d'en mettre quelques unes au second de votre maison, rue St-François, dans une ou deux chambres. Pour vous et pour moi, j'ai été d'un avis opposé ; mais j'ai remis 24 livres à compte d'un loyer ailleurs, et j'ai promis d'ajouter. J'ai interprété vos sentiments de bienfaisance. Ces malheureuses filles ont été battues jusqu'à effusion de sang. On a été révolté de cette conduite des nouveaux administrateurs. Dieu nous donne la paix. Je suis et serai toujours tout à vous. Je présente mes respects à Madame.

(A continuer.)

ESSAI HISTORIQUE

SUR

LE VERCORS

(Drôme).

(Voir les 67^e, 68^e, 69^e, 70^e, 71^e, 72^e, 73^e et 74^e livraisons).

Laissons pour le moment ces contestations et procédures à propos de forêts et de bois forestiers, telles qu'on en trouve encore à plusieurs reprises dans le cours du siècle suivant, tant avec les communes du Vercors pour leurs droits sur la forêt du levant, qu'avec Die et les coseigneurs de Vassieux pour celles de ce dernier lieu. L'intérêt historique déjà si mince de ces débats diminue encore à mesure que ceux-ci sont moins éloignés de nous.

Quant à l'intéressant établissement d'un martinet à fer que l'évêque Daniel-Joseph de Cosnac et des coseigneurs du Vercors firent construire à Tourtres, commune de Saint-Martin, de 1736 à 1738, en vue d'utiliser les bois de leurs forêts, nous en parlerons plus loin, en traitant de l'industrie du pays.

Bornons-nous, pour le 18^e siècle, à donner un aperçu des droits et revenus de l'évêque dans la contrée.

Le prélat avait au Vercors un assez grand nombre de fonds qu'il possédait en propre, notamment ceux de

« pré des Cours et pré Picher », dont Jacques-Antoine Fauchier, procureur fiscal et patrimonial de l'évêché, renouvelait la ferme, le 20 avril 1775, pour le prix de 105 livres par an, et pour le temps de 9 ans, à Jean Rochas, de la Chapelle, qui les avait déjà affermés le 5 juin 1766.

Il avait dans les diverses communes des droits de cense, de lods et d'introges, à raison de sa directe. Les droits de cense ou pensions annuelles étaient payables conformément aux reconnaissances mentionnées par les terriers, et tantôt en argent, tantôt en grains, récoltes, volaille, etc. Les droits de lods et d'introges étaient payés selon les tarifs usités et variaient selon le genre de mutation qui en était l'objet. Pendant les deux ou trois derniers siècles, ces droits étaient ordinairement affermés à forfait, pour l'ensemble et la totalité ou seulement pour une partie, à des négociants du Vercors. La ferme comprenait soit ces droits seuls, soit d'autres revenus seigneuriaux, soit même la dîme que l'évêque percevait comme bénéficiaire ecclésiastique du lieu. Ainsi, en 1725, Gabriel de Cosnac arrentait à Jean Rolland, marchand de St-Agnan, « toutes les dîmes des grains et des bestiaux, droits seigneuriaux et autres revenus appartenant aud. évêque » dans tout le Vercors, ainsi que les fonds et terres de cette vallée qui en dépendent, à la réserve des jods des fiefs et terres nobles de la même vallée. Dans le « bail est compris la charge de chatellenie » de cette même « vallée appartenant aud. seigneur, et dont il sera expédié des provisions aud. Rolland à son entrée, pour en jouir » avec les droits, honneurs et émoluments y

attachés. Cela est pour 8 ans, moyennant la rente annuelle de 3,400 livres, 12 paires gelinottes, 12 levreaux et 12 paires chapons, le tout portable à Die. Outre cette rente qui est pour les droits et biens appartenant de toute ancienneté à l'évêché, il sera payé « 150 livres pour les 6 portions acquises par mondit seigneur du S^r de Soubreroche. » Si l'évêque aliénait ces 6 portions, Rolland ne serait déchargé que des 150 livres. Celui-ci demeure en outre chargé de payer au curé de St-Martin-en-V. ses 21 sétiers 1 émine moitié froment moitié conségail chaque année, et aux pauvres leur 24^e part des grains des dîmes sus arrentées.

En 1749, Mgr des Augiers arrentait à Etienne Faure, de St-Julien-en-V., moyennant la somme de 850 livres par an, et pour 9 ans, « les dixmes, pensions, cences, lods, droits, devoirs seigneuriaux, et généralement tous les revenus du prélat dans ledit lieu de St-Julien, sauf les bois, paquerages des montagnes, droits de chasse, pêche, la chatellenie, et les hermes, » réservés au prélat, ainsi que « les fonds nobles et les nouvelles censes qui seront imposées à l'avenir ». Le fermier payera en sus la 24^e des pauvres (1). Le même jour, il afferme pour 9 ans, à Pierre Morand et Pierre Rey, de St-Martin, tous ses revenus aud. lieu, avec mêmes réserves ; et cela au prix de 1,400 livres par an, en sus de quoi les fermiers payeront la 24^e des pauvres du lieu, et au curé 21 sétiers 1/2 « moitié froment et moitié cos-

(1) Minutes cit.. reg. *Ferlin* de 1749-50, f. 113-4 ; reg. 6^e de Rochas, f. 100-1 ; — Arch. de la Dr., fonds cit.

sial (1). » Le même jour, ferme à Magnan-Chabert et Rolland, de St-Agnan, pour 9 ans, à 1,100 livres l'an, de tous revenus épiscopaux aud. lieu, avec clauses et réserves comme pour St-Julien ; et à Rochas, de la Chapelle, pour 9 ans à 2,600 livres l'an, de tous revenus épiscopaux aud. lieu, y compris « la chatellenie des quatre communautés du Vercors et tous les paquerages de la vallée qui appartiennent aud. évêché », sauf cependant « les bois, hermes, les lods des fiefs, fonds nobles, et les nouvelles censes qui pourront être imposées à l'avenir ». Le fermier, en sus, payera la 24^e aux pauvres, et portera chaque année, à volonté, « quelque gibier et poisson » à l'évêque (2).

A St-Agnan, les droits épiscopaux de directe étaient indivis avec ceux des coseigneurs du Vercors. Aussi, le 16 juillet 1767, Saurin, procureur fiscal de l'évêché, arrentait à Jean Rochas, pour 5 ans, moyennant 280 livres annuelles à porter à Die, « les six portions qui appartenaient aud. seigneur évêque sur seize, au terrier de messieurs les coseigneurs dud. Vercors, consistant en censes et lots ». Rochas a un extrait du terrier commun, que lui a confié M. de la Tour, un des coseigneurs. Voici du reste des indications précises tirées d'un « terrier de St-Agnan », écrit en 1778 par Accarias fils, notaire à Mens.

Ces coseigneurs étaient le 25 juin 1778, avec l'évêque, noble François-César Odde de Bonniot, sieur de la

(1) Ibid., reg. *Billerey* de 1748-9, f. 239-40.

(2) Ibid. reg. *Ferlin* de 1749-50, f. 114-6.

Tour, noble Etienne de Lamorte de Charens, conseiller du roi, maître en la chambre des comptes de Dauphiné, et Jean-Philippe Malsang. L'évêque a 6 portions, de la Tour 8, de Charens 1, Malsang 1. Les censes sont partie en nature, partie en argent, sols, deniers et pites. Les droits de lods au 6^e denier, d'investiture et de prélation, sont sur tous les immeubles. Certains tenanciers payeront le plait à chaque mutation de seigneur et de possesseur, et, requis, passeront reconnaissance. Pour certains immeubles, outre la cense, était *fait toute taille à la miséricorde du seigneur*. Des tenanciers devaient quelque argent pour plait. Un certain fonds est porté sous la cense de 3 coups $\frac{1}{3}$ seigle, 3 den. et $\frac{1}{4}$ de pite, *avec une arche pour le blé des coseigneurs*. Quelques tenanciers seulement se reconnaissent *hommes liges, sujets et jurisdictiables* (1).

Les prélats avaient au Vercors une « cour ordinaire ». Son siège nous est indiqué par un acte du 15 novembre 1561, lequel fut fait « au Reviron de la Bastie de Vercors, lieu acostumé tenir la court ». Cette cour, que représente assez bien la justice de paix cantonale d'aujourd'hui, avait un juge, un lieutenant de juge, un procureur juridictionnel et un greffier, nommés par l'évêque. Celui-ci avait parfois d'autres officiers ou employés dans sa terre, tandis que d'autre part juge et lieutenant prenaient souvent d'autres qualifications, à raison d'autres fonctions remplies par eux (2). Sauf ce que nous en avons

(1) Ibid., reg. Billerey de 1766-8, f. 140-1 ; — Arch. de la mairie de St-Agnan.

(2) Minutes et arch. cit., *passim* ; — Arch. de la Drôme, B, 1199.

rapporté d'après un acte de 1327, nous n'avons que de minces et assez récents souvenirs de la judicature du Vercors. Nous avons vu que l'évêque s'opposa en 1633 à ce que les coseigneurs participassent à la création d'officiers et châtelains. Malgré cela, Gauthier la Tour était en 1649 et 1653 capitaine châtelain pour les nobles coseigneurs, tandis qu'Etienne Pourroy l'était pour l'évêque. Puis, vers 1711 et 1719, les Bardonnenche nommaient les juges et greffiers de leur coseigneurie de Vassieux ; et vers 1723 et 1728 les Faure, les Lamorte et les Bonniot en faisaient autant pour leurs terres du Vercors(1). Nous n'avons des actes de la judicature qu'un cahier allant de 1670 à 1673. Du reste, ces officiers n'avaient que la basse justice, tant au civil qu'au criminel. Les causes majeures et les appels, portés d'abord à la justice mage de Die et à un tribunal d'appel qui disparut à la fin du 16^e siècle, furent en outre et en dernier ressort portés au parlement de Grenoble depuis le traité de 1456 entre l'évêque et Louis XI (2).

Ce traité ôta à l'évêque l'institution des notaires locaux pour la donner au parlement (3).

(1) Arch. cit., B, 1132, 1150, 1167, 1170 et 1172 ; — Minutes cit., *passim*.

(2) Minutes, cit., *passim* ; — GUY-ALLARD, *Dict. du Dauph.*, éd. Gariel, II, 749 ; — LACROIX, *Invent. cit.*, t. 2, préf., p. 7 ; B, 1132 et 1172 ; — *Bullet. cit.*, VII, 7-8.

(3) Saint-Julien-en-Vercors n'a pas eu de notaire en résidence, du moins depuis 1587. Mais depuis le milieu du 16^e siècle on a la série presque complète de notaires fixés dans les autres communes du Vercors. St-Martin en avait 1, la Chapelle 2, St-Agnan 2, et Vassieux ordinairement 1. Depuis la Révolution, il n'y a plus que 2 notaires au Vercors ; l'un réside à la Chapelle, et l'autre à Saint-Martin. L'étude de ce dernier contient ce qui reste de protocoles antérieurs à 1811. (Minutes cit. ; — LACROIX, *Invent. cit.*, II, 2350 ; etc.).

Les droits régaliens de l'évêché rappelés dans les baux à ferme de 1749 comme non compris dans ces contrats, avaient bien quelque valeur pécuniaire. Ainsi, les prélats faisaient quelquefois de nouveaux accensements de terres incultes et de bois, d'où de nouvelles censes et pensions. Mais il faut surtout rappeler ici leurs forêts tant du Vercors proprement dit que de Vassieux. Ces dernières ont déjà occupé une longue place dans notre récit, et nous avons vu que les droits qu'y avait l'évêché étaient aussi certains que mal délimités. Cependant un acte du 10 janvier 1757 nous prouve qu'en somme les droits régaliens de Vassieux étaient reconnus au prélat. En effet, par cet acte, Jean-Jacques Billerey, notaire de Vercors, ayant pris à ferme le 13 décembre précédent les revenus épiscopaux de la terre de Vassieux, donnait lui-même à ferme pour 9 ans et moyennant 24 livres par an, à Jean et Joseph Rolland, négociants du lieu, « la couchée des troupeaux des pastres à leur passage dans ce lieu de Vassieux, d'aller et retour aux montagnes du Vercors et de Gresse, et tous les droits que » led. Billerey pouvait avoir « aux couchées desd. troupeaux, sans y comprendre les autres droits de passage » (1).

Les droits de l'évêque sur les forêts du levant du Vercors étaient mieux délimités. Ils en comprenaient 22 portions sur 32, et les coseigneurs avaient les 10 autres. Mais les communes du Vercors y avaient des droits d'usage, et ces droits furent l'objet de difficultés portées devant les parlements, comme nous le ver-

(1) Minutes cit., protoc. Rochas, 1^{er} reg., f. 61-2.

rons plus loin. Qu'on en juge, en attendant, par ce court mémoire, rédigé vers 1767, et qui a en même temps le mérite de nous édifier sur les revenus qu'évêques et coseigneurs retiraient des forêts en question.

« Mémoire pour les communautés du Vercors, pour prendre conseil contre le projet de l'acte extrajudiciaire signifié aux dites communautés de la part de M. l'évêque pour la construction des martinets et cherbonnage des forêts de lad. vallée.

« 1° Les communautés de la Chapelle, St-Agnan, St-Martin et St-Julien, qui composent la vallée de Vercors, sont usagères dans les forests dudit Vercors, et de tous temps immémorés elles ont jouï du privilèges de couper des bois pour leur usage et faire dépaître leurs bestiaux gros et menüs dans les montagnes et forests dud. Vercors. M. l'Evêque de Die, Mⁿ de la Tour, de Lamorte-Charens, et Malsang, prétendent avoir les deux tiers des mêmes montagnes et forest, et veulent s'attribüer lesdits deux tiers au préjudice desd. com^{tés} uzagères auxquelles ils ne veulent laisser que l'autre tiers. Lesd. com^{tés} au contraire prétendent avec d'autant plus de raizon elles-mêmes avoir les deux tiers pour leurs uzages, étants obligés de payer pention à d'autres seigneurs voisins, pour avoir des bois suffizamment a leurs uzages nécessaires.

« Lesd. com^{tés} et habitants païent pentions au seigneur Evêque de Die, sçavoir :

« La com ^{té} de la Chapelle . .	4 l. 18 s.
« La com ^{té} de St-Agnan . . .	37 l. 18 s.
« La com ^{té} de St-Martin . . .	19 l. 18 s.
« La com ^{té} de St-Jullien . . .	18 l.

Total . . . 80 l. 14 s.

« Pour la même forest le seigneur évêque retire une pension de vingt livres chaqu'année du s' Michel Arnaud de Rencurel.

« De plus led. seig' Evêque retire chaqu'année une rente de » 800 liv. « des Bergers de Provence pour le pâturage des prés de » 40,000 « têtes moutons ou brebis et chèvres au nombre de mille têtes, qui dégradent et dévastent totalement les forest au préjudice des comtés.

« N^o Les habitants desd. comtés réunies ensemble ne mettent pas dépaître sur lesd. montagnes des bestiaux tant gros que menû pour leur uzage le quart des bestiaux cy dessus énoncés.

« Outre ce, M' l'Evêque et M^{rs} les cosseigneurs, qui rézident à la ville de Dye, font voiturer journellement avec des couplets de mulets une quantité prodigieuse de bois qu'ils prennent dans lesd. forest, et les transportent dans lad. ville de Die pour leurs uzages, et en outre font faire chaqu'année une quantité de charbons dans lesd. forests, qu'ils font de même transporter à Die, tant pour leurs uzages que pour vendre aux habitants de la ville de Die, et en retirent des proffits considérables.

« D'ailleurs, le sieur de la Tour, cosseigneur, a fait construire un moulin à scie dans lad. vallée de Vercors depuis longtemps, qui jouï journellement a scier des planches, bois, sapins, et en retire un proffit très considérable chaqu'année.

« M. de Charrens, l'un desd. conseigneurs, jouï aussi d'une portion de scie dans lad. vallée pour le même uzage.

« En outre lesd. cosseigneurs ont le chacun d'eux

plusieurs domaines dans lad. vallée, qu'ils tiennent affermé, et tiennent des troupeaux considérables, et les font dépaître sur lesd. montagnes du Vercors, et d'ailleurs uzent des bois considérablement pour leurs uzages.

« Led. s^r Evêque et les cosseigneurs retirent chaqu'année des habitants de la vallée de Vercors une somme d'environ 2,400 liv. pour cences ou rentes.

« D'ailleurs led. s^r Evêque en retire luy seul pour les dîmes de lad. vallée plus de 3,600 livr.

« En 1754 ou 1755 led. seig^r Evêque et les cosseig^r firent une vente du bois de Beguières, dépendants des forests dud. Vercors, à M. de Barail-Rochechinard, pour faire du charbon, et en ont exigé plus de » 14,000 liv., « au préjudice desd. comt^{és}, qui n'en ont retiré aucune chose, lequel charbonnage causa une incendie affreuz dans lad. forest du Vercors, ce qui cauze un préjudice très considérable aux habitants...

« En outre led. s^r Evêque a profitté lui seul de près de 40,000 liv. qu'il a fait payer à M. de Cosnac son prédécesseur pour les dégradations faittes dans les forest dud. Vercors...

« Et au surplus, au préjudice des habitans desd. comt^{és}, led. seig^r Evêque s'est fait passer des reconnoissances en sa faveur par un grand nombre de particuliers non taillables de chaque comté de la majeure partie des hermes et des cantons les plus favorables et du meilleur terrain dépendants des hermes de chaque comté et proximité d'icelles..., ce qui réduit les habitants desd. comt^{és} et leur ôte la facilité de sortir leur troupeau...

« Le conseil est prié d'examiner le mémoire cidevant,

après avoir pris lecture de l'acte extrajudiciaire signifié de la part de M^r l'Evêque et les cosseigneurs aux communautés du Vercors ; et de tracer la route la plus favorable que lesd. com^{tés} doivent prendre pour se défendre.

« Sy le terme pour répondre a cet acte expiroit, les com^{tés} risqueroient quelque chose par le retard à répondre.

« Demander aussy sy les com^{tés} ne pourroient pas faire commettre quelque personne pour autoriser leurs délibérations, attendu que le châtelain et son lieutenant sur les lieux est fermier du seig^r Evêque, et ne veut pas autoriser toutes les fois qu'il est requis par les consuls desd. com^{tés}, ce qui leur cause du retard dans leurs affaires (1) ».

Des arrêts du parlement de Grenoble des 18 décembre 1767 et 26 août 1768, tous deux favorables à des requêtes de l'évêque de Die, Mgr de Plan des Augiers, nous disent quelle suite fut donnée aux difficultés que ce mémoire suppose, relativement aux forêts du levant du Vercors, entre le prélat et nos quatre communes. Mais peu d'années après grondait l'orage révolutionnaire, qui allait enlever à l'évêque de Die et aux autres les biens que la Providence leur avait jadis confiés.

Les biens épiscopaux du Vercors furent dévolus à l'Etat en 1789. Mais les droits des particuliers et des communes sur les forêts furent réservés, et quelques années après on attribuait à chacun par voie de cantonne-

(1) Mairie de St-Martin, *pièces diverses*.

ment ce qu'on supposa devoir lui appartenir. Nos forêts furent divisées en 48 parts, dont 22 pour l'Etat, 10 pour les particuliers et 16 pour les communes.

Mais, passons aux arrière-fiefs du Vercors, ou plutôt aux familles qui les ont possédés, et incidemment à toutes celles qui, par leurs possessions ou leur habitation dans ce pays, méritent ici une mention particulière.

(*A continuer.*)

L'ABBÉ FILLET.

UN VILLAGE PERDU

MONTAGU PRÈS GRILLOX

NOTE SUPPLÉMENTAIRE

Aux pages 415-20 du tome XIV du *Bulletin*, nous avons parlé de l'antique village de Montagu, aujourd'hui disparu.

Une erreur d'impression nous y a fait rapporter à l'année 1321 l'abolition des Templiers, qui est de 1312.

L'erreur était trop manifeste pour que nous eussions besoin de la relever. Si nous le faisons néanmoins aujourd'hui, c'est à l'occasion des nouveaux renseignements suivants sur Montagu.

Nous avons dit que les Hospitaliers avaient cédé au pape leurs droits sur ce village. Or, un historien du

Comtat, Joseph Fornéry, a écrit à ce sujet : « Les
 « Chevaliers de l'ordre de Saint Jean de Jérusalem, qui
 « avaient succédé aux biens des Templiers, considérant
 « que ces biens leur étaient de peu de profit, à cause
 « des dépenses considérables qu'ils étaient obligés de
 « faire pour l'entretien et la garde des forteresses et
 « pour les réparations des maisons, et voulant faire leur
 « cour au Pape, qui parut les souhaiter, firent donation
 « au Saint-Siège de tous ces biens. »

Fornéry donne ensuite la liste de ceux-ci dans l'ordre suivant : *Cayrane*, avec son église et sa forteresse ; MONTAIGU, proche Valréas, dont la plus grande partie appartenait en propre à ces Chevaliers avec la justice haute, moyenne et basse ; *Boisson*, avec sa forteresse ; la 12^e partie de *Valréas* qui avait appartenu aux Templiers avec les maisons, four, moulin, fief, propriétés, etc., comme aussi ce qui appartenait en propre à l'ordre de Saint Jean de Jérusalem ; *Richerenches*, leurs maisons, avec les terres, bois, prés, vignes, etc. ; *Barbotan* près Richerenches, avec l'église, la cure, la maison, etc. ; *Solérieux*, tous les biens qu'ils y possédaient ; la maison qu'ils avaient dans *Saint-Paul-Trois-Châteaux*, avec la chapelle, pré, vigne, moulin, etc. ; *Pierrelate*, tout ce qu'ils y possédaient avec le château, etc.

Notre historien avait puisé ces détails dans l'acte même de la donation, qu'il dit se trouver dans les archives de la *Chambre Apostolique* et être du 25 novembre 1320 (1).

(1) *Hist. ecclési. et civile du Comté Venaissin et de la ville d'Avignon* (ms. à la Bibliothèque d'Avignon), t. I^{er}, liv. V, chap. IV, cit. par MM. SAUREL, dans l'*Hist. de Malaucène*, t. I^{er}, p. 114-5.

La donation, au moins en ce qui concerne Montagu, est certainement antérieure à 1318, comme on peut le voir par un acte cité dans le *Bulletin* (1), et dont l'original est toujours aux archives de Taulignan (2). L'inexactitude de Fornéry peut, du reste, s'expliquer de bien des manières.

Ajoutons que l'éminence jadis couronnée par le petit bourg de Montagu ne porte pas ce nom dans la *Carte de l'État-Major*, mais est cependant bien connue des habitants du voisinage. Tous la placent, sur la rive gauche du Lez, près de la route de Taulignan à Grillon, vers les limites de cette dernière commune avec celle de Valréas, au-dessus du *Plan-de-Lez*. Au surplus, elle se distingue encore des monticules voisins par les vestiges de constructions que l'on y foule aux pieds.

(1) T. XIV, p. 416-8.

(2) LACROIX, *Invent. des arch. de la Drôme*, E, 6020 (cf. E, 6071).

L'ABBÉ FILLET.



NUMISMATIQUE FÉODALE DU DAUPHINÉ

Gros de Guillaume de la Voulte

Evêque de Valence et de Die

(1378-1384)



A MONSIEUR LUD. VALLENTIN

Vice-président de la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Drôme.

Mon cher confrère,

Lorsqu'en août 1876, et sous la forme d'une lettre adressée à M. H^r Morin-Pons, — le Père de notre numismatique dauphinoise, — je publiai dans la *Revue belge de Numismatique* mes *Monnaies féodales du Dauphiné*, tout en émettant l'espoir d'être encore témoin de quelques importantes découvertes, je ne croyais pas prophétiser à si bref délai.

« On a déjà, disais-je alors à mon honorable et savant confrère, on a déjà fait sortir bien de précieuses monnaies

des catacombes de l'oubli; mais l'avenir nous réserve encore les meilleures de ses surprises. Y a-t-il, en effet, une plus grande joie pour le numismate que la découverte d'une de ces pièces inattendues, qui viennent augmenter l'importance des séries considérées comme à peu près closes ou combler des lacunes imprévues.

« C'est donc sous l'empire d'une jouissance de cette espèce que je vous offre une jolie récolte de pièces nouvelles. Notre Dauphiné, déjà si riche, voit sa numismatique s'étendre tous les jours, et bien des sujets d'étonnement sont encore réservés à nos descendants. »

M. E. Caron, vice-président de la *Société française de numismatique et d'archéologie*, donnait dernièrement, dans le 3^e fascicule de ses *Monnaies féodales de France*, qui servent de supplément à l'ouvrage de Poey d'Avant, un nouvel à compte aux monnaies du Dauphiné, composé non seulement des pièces parues depuis la grande publication de cet auteur, mais très-probablement aussi, je l'espère, — car je ne le connais pas encore, — de nouveautés recueillies par lui-même; et M. Blancard, dans un article de bibliographie, paru dans la *Revue numismatique* (1) au sujet de cette publication, le terminait ainsi: « Le livre de Poey d'Avant est maintenant *complet*, et le service que M. Caron a rendu aux numismatistes, en mettant au courant de la science une œuvre si nécessaire à toute étude, à toute recherche sur les monnaies féodales, justifie pleinement la haute distinction (2) que l'Institut lui a accordée et l'excellent accueil du public. »

(1) 1885, 1^{er} trim.. p. 85.

(2) Prix de numismatique partagé avec M. le Vic^e de Ponton d'Amécourt, président de la *Société française de numismatique et d'archéologie*.

Le mot complet me semble un peu prématuré, et j'entrevois, dans un **avenir** prochain, l'apparition de quelques nouvelles pièces qui **pourront bien** procurer à un autre l'honneur que M. Blancard a voulu **revendiquer** pour M. Caron. En réunissant à celles publiées déjà **par** Poey d'Avant (1858 à 1862) les monnaies découvertes **depuis** la publication de ce dernier, M. Caron a, certes, rendu un service signalé à l'étude de la numismatique : mais nous n'en sommes pas encore au dernier mot, et, à l'appui de mon assertion, je veux vous en donner deux preuves au lieu d'une.

Hier, mon cher confrère, vous nous faisiez connaître (1) un gros de votre riche collection, jusqu'alors tenu à l'abri des regards *indiscrets*.

Le *Bulletin de la Société d'archéologie et de Statistique de la Drôme*, de son côté, nous apprenait la découverte d'une nouvelle pièce des Evêques de Valence et de Die (2) ; «.... M. Lalande... présente une monnaie épiscopale de Valence et de Die, sur laquelle nous reviendrons prochainement. »

Je viens, à mon tour et à votre exemple, — et j'espère bien que ce ne sera pas encore le dernier mot de la numismatique de notre région, qui semble inépuisable, — donner suite à cette intéressante exhumation, en faisant connaître enfin cette monnaie que son heureux possesseur, M. A. Lalande, a bien voulu m'autoriser à dessiner et à présenter moi-même à nos confrères de la *Société d'archéologie et de statistique de la Drôme*. Qu'il veuille bien en recevoir ici l'expression de ma sincère gratitude.

(1) *Recherches sur le monnayage des Seigneurs de Montlimalar* (Rev. num. 1885).

(2) Séance de la Soc. dép. d'arch. et de stat. de la Drôme du 23 avril 1883, p. 339.

Voici la description de cette remarquable ~~nouveauté~~.

GVILLMV — EPISCOPVS (*Guillelmus episcopus*);
Guillaume, revêtu de ses habits épiscopaux, assis
entre deux lions, bénissant de la main droite et ten-
nant la crosse de la gauche.

✠. COME (M et E conjugués) — S^z VAL (A et L conju-
gués) — ETS^z E — DIES (*Comes Valentiniensis
et Diensis*); Croix triple ajourée, dont l'âme cen-
trale est beaucoup plus large que les deux traits
qui l'accompagnent. Ses branches se terminent par
deux lions *bandés*, ou plutôt *coticés*, et deux aigles
éployés à double tête, alternés et coupant la légén-
de, les deux premiers sur la barre verticale de la
croix, les deux autres sur la barre horizontale.

AR.— Coll. de M. A. Lalande.

Poids : 3 gr. 05 mill.

Depuis longtemps, les astronomes classent les étoiles par l'ordre d'éclat ou ce qu'ils appellent la grandeur. On compte actuellement 20 étoiles de première grandeur, 65 de deuxième grandeur, 190 de troisième grandeur. Inutile d'énumérer celles de 4^e, 5^e et 6^e grandeurs. Au delà, on ne voit plus rien à l'œil nu. Ainsi en est-il de la numismatique, sauf l'infini dont je n'ai pas à parler ici, et la pièce que j'offre aujourd'hui, si elle n'appartient pas à la première catégorie, fait très certainement partie de la seconde.

Je ferai remarquer de suite que les lions et les aigles ci-dessus décrits, empruntés aux armes de l'évêque, se voient déjà sur le demi-gros publié par moi dans les *Monnaies féodales du Dauphiné* citées plus haut, et que le gros, objet du présent article, pourrait bien être le chef de file de cette série monétaire de Guillaume de la Voulte.

M. Morin-Pons, à qui j'ai soumis une épreuve, relati-

vement bonne, de cette pièce, — si non à fleur de coin, du moins bien conservée, — m'écrit qu'il voit bien avec moi les aigles alternant avec les lions ; mais que, quant à ces derniers, il n'arrive pas à distinguer la cotice que je lui signale : « Vous l'avez déjà, ajoute-t-il, fait figurer sur le demi-gros où ces emblèmes héraldiques cantonnent la croix du revers. Je ne nie pas son existence, mais votre empreinte n'est pas suffisante pour établir l'authenticité de ce détail. En général, les évêques ne mettaient pas de brisure dans leurs armes ; celles de la puissante maison de la Voulte étaient un lion, un simple lion. Etes-vous bien sûr que la patte dextre combinée avec la queue, n'arrive pas à vous donner un effet de trompe l'œil et à simuler une petite bande ? »

Si les armes de la famille de la Voulte offrent un *simple lion*, — l'*Armorial du Dauphiné*, il est vrai, les donne ainsi ; mais ce n'est pas une raison, comme chacun sait... — je ne me charge point d'expliquer le motif de cette bande ou cotice qui broche sur le lion. Je ne discute pas : je me borne à constater un fait. Je ne pourrais, en effet, justifier cette bande que par la brisure d'une branche cadette à laquelle l'évêque Guillaume aurait pu appartenir ; et, quant à la coutume des évêques, dont parle M. Morin-Pons, de ne pas admettre de brisure dans leurs armes, je ne pourrais que répondre à mon honorable correspondant que, s'ils n'agissent pas ainsi *en général*, il est permis néanmoins de penser qu'ils ont pu le faire *en particulier*. Je n'ai nullement la prétention de trancher une pareille question qu'il me sera permis de considérer comme réservée ; mais, ce que je puis affirmer, car *j'ai vu l'original* de ce gros, — et, pour moi, il n'y a aucun doute à cet égard, même sur l'empreinte que j'ai soumise à M. Morin-Pons, — c'est que, s'il y a place à

quelque hésitation au sujet du lion inférieur qui se trouve en effet, un peu fruste, il ne doit y en avoir aucune sur le lion placé au commencement de la légende. La pièce publiée par moi, en 1876, et à laquelle mon honorable correspondant a fait illusion plus haut, vient du reste lui donner une confirmation au sujet de ce détail héraldique; et comme cette dernière, qui est dans ma propre collection, est d'une conservation parfaite sur ce point particulier, il n'y a pas lieu à discussion sur *ce fait*, qui reste parfaitement établi et acquis.

Il existe un certain nombre de monnaies de Guillaume III de la Voulte, et je ne veux pas répéter ici ce que l'on a dit, et bien dit, de leur attribution à cet évêque de préférence à Guillaume II de Roussillon. L'exemplaire, unique jusqu'à présent, de M. Lalande vient encore accroître ce nombre; et, ce qu'il offre de particulier et de fort précieux, c'est qu'il donne pour ce prélat un type nouveau dans sa série déjà fort respectable, nouveauté qui s'explique par le besoin de faire passer sa monnaie avec celle des souverains du voisinage, qui, presque tous du reste, se servaient de moyens analogues en copiant et imitant les types monétaires les plus en faveur. Guillaume de la Voulte régna de 1378 à 1384. Ce type de l'effigie souveraine, debout ou assise, se voit en effet sur les monnaies contemporaines, ou un peu antérieures à cet évêque, des Dauphins de Viennois Guigues VIII, assis (1319-1333), et d'Humbert II, assis également (1333-1349), et de l'Archevêque d'Embrun, Pasteur de Sarratz, debout (1338-1350). Guillaume de la Voulte possède bien déjà une pièce d'un type analogue; mais, au lieu de l'effigie épiscopale, c'est celle de la Vierge assise entre deux lions, tenant un sceptre fleurdelisé de la main droite, et entourée de la légende : AVE MARIA GRA. PLE. DNS. TECV. Au revers,

une croix feuillée (1). Quant à ses autres monnaies, ainsi que celles de ses prédécesseurs, elles n'avaient jamais offert ce type des évêques debouts ou assis, mais seulement leurs armoiries. Je ne sais où ce gros si intéressant a été découvert, et M. Lalande n'a pu en savoir davantage de l'orfèvre qui a été si bien inspiré en le lui présentant. Sachons donc nous féliciter de lui avoir vu éviter le creuset où tant de richesses numismatiques ont, hélas ! disparu pour toujours.

En vous adressant, mon cher confrère, les minces observations que j'ai pu faire sur cette pièce, je serais heureux que son étude vous en inspirât de nouvelles, et, dans cette attente, je vous prie d'agréer l'assurance de mes meilleurs sentiments.

G. VALLIER

Saint-Geoire (Isère), mai 1885.

(1) Poey d'Avant : *Monnaies féod. de France*, t. II, p. 13, pl. CII, n° 21.



ANDRÉ DE LAFÀÏSSE

(d'Aubenas)

MARÉCHAL DE BATAILLE

Sa Famille, son Histoire et sa Correspondance.

(1570-1681)

SUITE. — Voir les 68^e, 69^e, 70^e, 71^e, 72^e, 73^e et 74^e livraisons.

Le comte d'Antraigues songeait à acheter la terre de Rochemaure, qui comprenait aussi les fiefs de Meysse et de Sceautres, acquis en 1784 par de Garnier-Deshières (1). Il écrivait, le 15 mai 1673 : « M. de Ventadour l'ecclésiastique(2) et ses créanciers voudraient vendre la terre de Rochemaure, mais le duc (Louis Charles), prétend qu'elle lui est substituée, ce qui fait l'objet d'un procès à juger. Si on achète la terre sans le péage, on la donnera au denier trente, et peut-être à moins ». Il parle ensuite de l'acquisition récente, de la baronnie de Chalancon, l'une des plus étendues et des plus honorifiques du Vivarais, achetée, pour ces motifs, au denier cent (un pour cent). Elle fut en effet, vendue en 1671, par du Luc, seigneur de Montélé-

(1) Voir : *l'Histoire de Montélimar*, t. III, p. 65.

(2) Il était évêque de Mirepoix, et mourut en 1679 : son neveu Charles Louis de Lévis, duc de Ventadour, bossu, très-laid et fort débauché, ne fut pas compris dans la promotion des chevaliers des ordres du roi, faite en 1688. Louis XIV lui dit « qu'il ne voulait pas que le Saint-Esprit courût les cabarets ».

ger, à Just-Henri de Ginestous de la Tourrette, pour le prix de 52,000 livres (1) : elle ne tarda pas à passer entre les mains des la Rivoire de la Tourrette.

M. Rochas (t. II, page 489) donne beaucoup de détails sur Alexandre d'Yse, pasteur dauphinois, qui jouissait d'une grande considération parmi les protestants de sa province. Conrart écrivait, le 13 janvier 1674 : « Je n'avois pas oui dire ce que vous me mandez, touchant M. Dise, il feroit bien mieux d'acquiescer sincèrement et de bonne foy à l'ordre du Synode, car il n'y a rien de si scandaleux et de si nuisible à nostre religion que ces accomodeurs qui donnent sujet de croire qu'on les a gagnez pour nous faire ce mal là, et je ne puis assez m'étonner qu'un homme du poids de M. Dise, se soit laissé aller à une chose si indigne de luy ». Cette lettre paraît se rapporter à l'ouvrage que d'Yse composa dans l'espoir de réunir les deux religions. Le président de la Berchère lui avait fait espérer de grandes récompenses de ce travail, qui fut vivement blâmé par le Synode du Dauphiné.

On a vu, à la date de 1671, que Berckhoffer, qui commandait le château d'Orange au nom du prince, lorsque Louis XIV, donna cette principauté, à titre de représailles, au comte d'Auvergne, sur qui la Hollande avait confisqué Berg-Op-Zoon, fut obligé de le remettre, au mois de novembre 1673, au comte de Grignan, qui était venu l'assiéger et le canonner au nom du roi. L'année suivante, le 14 août 1674, du Bois, général de la monnaie d'Orange, écrivit à Lafaisse une lettre assez obscure, dans

(1) Poncer, 1835, t. I, p. 96, et t. IV, 1873, p. 461. D'après Natalis de Vailly, p. 228, la livre avait, en 1671, une valeur *intrinsèque* de 1 fr. 88, représentant, à cause de la différence du *pouvoir* de l'argent, environ 4 francs de notre monnaie.

laquelle il parle d'un intrigant dont je ne puis préciser le nom. Je la transcris, parce qu'elle permettra peut-être à quelque futur historien de compléter le récit du fait auquel elle se rapporte.

« Dans ma dernière lettre au comte de Dona, je l'informais de la conduite de ce pédant, et lui envoyais l'extrait d'une lettre qu'il écrivait à sa femme. Ce tartufe veut toujours paraître bien intentionné, et fait tout ce qu'il peut en Hollande pour couvrir sa mauvaise conduite et le patelinage dont il a usé aux dernières affaires d'Orange..... Il serait surprenant qu'un tel petit ingrat, après tout ce qu'il a fait, dit et écrit contre celui qui l'avait tiré de la poussière, revint dans son poste si la paix se fait : il a écrit à M. de Chambrun, son grand ami ».

On assure que S. A. a envoyé Riomal (1) en mission pour affaires importantes. Si ces deux hommes sont récompensés, cela surprendra tous les gens de bien : ils disent qu'ils devraient être châtiés, car ils sont la cause de la perte du château et de la désolation de l'Etat ».

Transcrivons aussi une lettre assez énigmatique de Petit, oncle de M^{me} du Noyer, qui paraît s'être fait illusion sur son influence politique. Datée de Paris, du 20 mai 1676, elle est ainsi conçue : « Il y a bien des gens qui attendent vos réponses avec impatience, pour savoir si l'on aura besoin d'eux, et sous quelles conditions. Je désirerais bien aussi savoir si on voudrait que je travaillasse à détourner cet orage en ayant une lettre de créance pour

(1) En 1673, Riomal était enseigne du château sous les ordres de Berckhoffer, et lorsqu'en 1676, en exécution du traité de Nimègue, on rendit Orange à son ancien Souverain, il en prit possession au nom de ce dernier.

M^{me} de..... (1), à qui je pourrais représenter les inconvénients dans lesquels un particulier la pourrait bien jeter si elle n'y prend garde. Peut-être même pourrais-je bien représenter au marquis de Louvois qu'il y va de l'intérêt du roi de prévenir cette guerre par les suites qu'il faut prévoir, que je lui dirais et où nous pourrions assez pénétrer, sans qu'il soit besoin que je m'y étende. A bon entendeur, peu de paroles ».

J'ai déjà donné, à la date de 1646, une partie de la généalogie des d'Antraigues ; il paraît opportun de la compléter ici. Un homme appartenant à l'ancienne société ne peut être bien connu, que lorsque l'on sait de qui il procède, tant était puissante la force des traditions et l'influence du sang. Trophime II de Launai, qui obtint en 1668 l'érection de sa terre d'Entraigues en comté était fils et héritier de Jacques, marié le 23 décembre 1633 (et non pas 1635, comme on l'a imprimé par erreur), avec Philiberte d'Arpajon (2). D'après l'*Armorial du Languedoc*

(1) Le nom est illisible ; il a quelque analogie avec celui de *Sana* ou de *Fano*.

(2) Elle était cousine germaine de Louis d'Arpajon; duc et pair, nommé ministre d'état en 1653. Il mourut en 1679, après avoir deshérité Jean Louis, son fils. Ce dernier, à la tête d'une bande assez nombreuse d'aventuriers, s'était emparé, en 1660, du château de Sévérac (Aveyron) appartenant à son père et l'avait pillé. Le roi envoya contre eux un régiment ; le lieutenant-colonel qui le commandait et plusieurs de ses soldats furent tués en débusquant les pillards. Jean Louis était fils de la première femme du duc d'Arpajon, fille elle-même du maréchal de Thémynes. On assure que pendant une absence assez longue faite par le duc à Malte et en Pologne, sa femme séduite devint grosse, et qu'il la fit assassiner par son médecin. Voir sur ces divers événements : de Barrau, *Documents sur le Rouergue*, 1853, t. 1, p. 379, 385, 395 ; *Journal de Barbier*, t. IV, p. 3 ; Ravaisson, *Archives de la Bastille*, t. 1, p. 340.

(t. I, p. 319) il épousa, en 1668, Isabeau de Girard de Basoges, dont la famille a habité Montpellier et Paris. S'il n'y a pas d'erreur, six ans après il était déjà veuf et sans enfant, car le 13 juin 1674, il écrivait à Lafàisse la lettre suivante :

« Pour ce qui est de mes affaires, elles en seraient mieux si on prenait plus de soin de les *rabiller* ; il ne faut que prendre un peu d'argent : Vous avez une demoiselle en Dauphiné qui est M^{lle} de Vic, sœur de M^{me} d'Ar-silier (1) et cousine de M^{me} de St-Auban (2). Si elle voulait se résoudre à se marier avec mon frère, tout serait rajusté. Je le propose plutôt que moi, parce qu'il est plus jeune et vaut mieux. Je lui remettrais tout mon bien en me réservant une pension de 4000 livres (environ 15,000 francs de notre monnaie) ma vie durant, et je vous donne ma parole d'homme d'honneur que jamais je ne songerai à aucun mariage. Vous pouvez vous ouvrir de cela au marquis de Saint-Auban, qui est de mes amis : 2,000 pistoles (70,000 ou 80,000 francs environ de notre monnaie) paieront nos dettes, à la réserve des légitimes, mais il nous est dû plus que cela..... Nous sommes auprès de Mons avec une très-grande armée, etc. ».

(1) La famille de Vic paraît étrangère au Dauphiné ; ce nom était commun à plusieurs familles du Sud-Est de la France. Le fief d'Argilliers (Gard) que d'Antraigues paraît avoir altéré, appartenait en pariage aux Trémolet, devenus en 1721, marquis de Montpezat, et aux Froment de Castille : plusieurs membres de ces deux familles ont porté le nom d'Argilliers.

(2) Pour cette famille, dont la généalogie, dans l'*Armorial*, est obscure et quelquefois erronée, voir l'*Histoire de Montélimar*, t. III, p. 191, et le même volume, sous presse, à la date de 1733.

Le comte de Dona écrivait, au mois de mars 1675, « J'ai grand regret de la mort du marquis de Saint-Auban : C'est chose incroyable de quelle façon ces guerres ont achevé d'éclaircir ce qui restait de noblesse de la Religion. Dieu veuille avoir pitié du surplus ».

Ce projet ne se réalisa pas, non plus que celui qui concernait M^{lle} Lect, de Genève, qui épousa, en 1676, le marquis de Bonne, comme on le verra plus loin. C'est le comte de Dona qui avait pensé à M^{lle} Lect, dont il parle à Lafaisse dans une lettre datée de Copet, le 16 octobre 1674, commençant ainsi : « Depuis que je suis dans une absolue retraite, et que le roi a rendu ses biens à ma femme, je puis, sans scrupule, correspondre avec un gentilhomme français, etc. ». Dans une lettre adressée de Paris à Lafaisse, le 15 juillet 1676, très-peu de temps après la mort du comte, Petit disait qu'il « lui avait procuré un second mariage, plus considérable encore que le premier, et qui devait se consommer au retour de la campagne ». Il veut parler je crois, de la nièce de la maréchale de Schomberg, qui épousa, en 1677, Louis frère de Trophime II.

Ce dernier, né vers 1634, avait au plus 18 ans, lorsqu'il reçut le brevet de colonel, et l'autorisation de lever un régiment (provisoire) dont Lafaisse fut premier capitaine ; il réduisit la ville de Saint-Tropez sous l'obéissance du roi, en 1652, il commanda long-temps une compagnie de cheval-légers et servit à ses dépens, dit-il, à la conquête de la Franche-Comté, en 1668 et en Candie en 1669. Les lettres d'érection en comté de la terre d'Entraigues rappellent ses services et ceux de trois de ses frères ; l'un capitaine dans le régiment d'Harcourt, l'autre capitaine dans celui de Condé, et le troisième, enseigne dans celui d'Harcourt. Il écrivait à Lafaisse qu'il avait fait donner une compagnie à son frère le baron, sa lieutenance à son frère de Saint-Lager et sa cornette ou grade de porte-étendard à son frère d'Asperjoc (1), et il ajoutait en 1674 : « J'ai

(1) C'est un village situé sur une montagne près d'Entraigues, et dont le nom veut dire mont escarpé. *Jo*, *Joc*, *Jog*, *Joguet*, *Jou*, *Jouz*, sont des radicaux celtiques correspondant au *Jugum* latin.

écrit plusieurs fois, pour remettre ma compagnie (de cheval-légers) à mon frère de Saint-Léger (ou de Saint-Lager ?), mais on ne m'a fait aucune réponse. Il faut finir la campagne, mais je n'en recommencerais pas une autre dans l'emploi où je suis ».

Il écrivait de Paris, le 24 juillet 1675, à Lafaïsse : « Je vous ai déjà mandé un détail de l'action où mes frères s'étaient trouvés : Celle du baron (Gaspard) a été fort glorieuse pour lui, et le roi l'a conté trente fois depuis son arrivée, comme une des plus belles qu'on puisse faire. Il a le bonheur qu'elle est connue de toute l'Europe, mais je crains bien que le pauvre garçon ne survive pas longtemps à sa gloire..... Les blessures dont on a retiré les balles sont en bon état. Il est à Maestrick où il ne manque de rien, ni pour le corps ni pour l'âme. Il y a un ministre nommé M. Lefaucheur, qui m'écrit que la sienne est dans le meilleur état du monde, et qu'on ne peut pas être plus résigné que lui : trois bons chirurgiens le voient tous les jours ».

Il ajoutait le 31 juillet 1675 : « je me trouve toujours dans une inquiétude extrême sur la santé de mon frère : il y a huit jours qu'on ne m'a pas écrit, et cela me fait fort mal augurer de ses blessures. »

Enfin, il adresse cinq jours après une lettre ainsi conçue : « Je suis accablé de la mort de mon frère le baron (Gaspard)..... je vous supplie de prendre la peine d'aller annoncer cette affreuse nouvelle à ma mère et à mes sœurs : C'est un triste emploi que je vous donne, mais on a plus besoin du secours de ses véritables amis dans ces occasions là que dans tout le reste de la vie..... J'avais jeté les yeux sur lui pour l'établissement et même l'avancement de ma famille, Dieu fait évanouir en un instant tous nos projets pour nous faire voir que nous ne devons point

chercher d'établissement solide en ce monde..... Depuis la mort de M. de Turenne, les ennemis attaquent nos troupes très-vigoureusement ».

Je n'ai pas trouvé la lettre dans laquelle le comte d'Antraigues donnait des détails sur l'action d'éclat accomplie par son frère et que Louis XIV avait racontée trente fois. M. le D^r Mazon, qui habite Paris et qui a publié divers volumes fort intéressants sur l'histoire du Vivarais, a eu l'obligeance de m'adresser un extrait de *La Gazette de France* (N^o 71, p. 521) mentionnant le fait en question. Il est ainsi conçu :

« Un combat a eu lieu près de Leuwe, le 1^{er} juillet 1675 : le colonel Massiette, qui commandait dans cette place, chercha à surprendre la grand-garde des Français, composée de deux escadrons de Servon et d'Auger. Quoique la plupart des cavaliers fussent à pied et eussent débridé leurs chevaux pour les faire repaître, le comte de Montgomery qui commandait l'escadron de Servon fut à la charge avec beaucoup de vigueur ; il rompit d'abord trois troupes ennemies, eut son cheval tué sous lui et fut fait prisonnier ».

« Le baron d'Entraigues (sic), capitaine dans le régiment de Servon, se signala par une action des plus belles. Il se mêla parmi les ennemis avec vingt maitres (cavaliers), et y choisissant le colonel Massiette, il lui tira un coup de pistolet qui le blessa grièvement à la cuisse. Le baron d'Antraigues fut aussi dangereusement blessé d'un coup de pistolet dans le corps et fait prisonnier. Les ennemis ne furent pas peu étonnés de trouver une généreuse résistance parmi des gens qu'ils avaient cru pouvoir accabler d'abord par leur stratagème ; ils y perdirent plus de 50 cavaliers et se retirèrent en diligence dans Leuwe. Le lendemain, on échangea les prisonniers ».

Dans une lettre écrite de Lyon, le 20 avril 1676, à Lafàisse, alors à Genève, le comte d'Antraigues lui parlait de son projet de mariage, avec une personne qu'il ne nommait pas, mais qui paraît être la nièce de la maréchale de Schomberg..... Je vais en poste joindre nos troupes, dit-il, et le roi est parti le 16 de Paris.

Enfin dans une dernière lettre écrite du camp de Tournay, le 23 mai 1676, le comte donne de nombreux détails sur les opérations militaires, la bravoure de Louis XIV, etc. et il ajoute : « le roi a envoyé dix escadrons et mille dragons brûler une seconde fois le pays, qui refusait (il voulait dire sans doute : qui était hors d'état) de contribuer, etc. ».

L'Armorial (t. 1, p. 319) prétend que Trophime II était maréchal de camp : rien, dans sa correspondance, n'indique qu'il ait obtenu ce grade élevé. On a vu qu'en 1674, deux ans avant sa mort, il se plaignait d'être simple capitaine de cheveu-légers. Dans le XVII^e siècle, on donnait aux colonels le nom de mestre de camp, et en 1651, il avait reçu le brevet de colonel et l'autorisation de lever un régiment (provisoire) : de là est venue sans doute une confusion entre les mots maréchal de camp et mestre de camp. En allant à la guerre de Franche-Comté en 1668, il avait fait à Lyon, son testament en faveur de son frère Gaspard, mort un an avant lui, et il substitua son frère Louis, qui laissa des descendants.

Les années 1675 et 1676 furent fatales à la famille d'Antraigues ; pendant un siècle et jusqu'à l'heure où la hache révolutionnaire inonda l'échafaud, de ce vieux sang de France qu'avait épargné Richelieu, dit Truchard du Molin (1), la noblesse du Languedoc déserta ses châteaux ;

(1) *La baronnie de la Roche en Régnier*, p. 239.

les aînés pour les charges de Cour et les lointains commandements ; les cadets qui n'avaient pas d'évêché ou de bénéfice d'église, et à qui il ne restait que leur épée, allèrent blanchir de leurs ossements tous les champs de bataille de l'Europe. En lisant les Mémoires de Saint-Simon, de Dangeau et du marquis de Sourches, on est étonné du grand nombre d'officiers, et même de généraux, tués pendant les guerres incessantes soutenues par Louis XIV, sans compter les bras et les jambes emportés par les boulets.

Trois des frères d'Antraigues furent tués dans l'espace d'une année par les balles ennemies. Voici en quels termes un compagnon d'armes de Trophime II, M. Combe-grand, annonçait, de Bouchain, sa mort à Lafaisse, dans une lettre du 11 juin 1676 : « Je ne doute pas que vous voyez un très-grand désordre dans ma lettre..... le comte d'Antraigues a été tué hier dans un combat que nous donnâmes près de Cambrai, commandé par le baron de Coigny. La perte fut fort grande de part et d'autre, mais tout cela ne serait rien pour moi, si le comte d'Antraigues n'eut pas péri ; il mourut une demi-heure après son coup reçu. M. de Saint-Léger (Charles), a été blessé de deux balles dans la cuisse ; il n'y aura pas de danger pourvu qu'il ne sache pas la mort de son pauvre frère, que nous lui cachons..... Je perds mon meilleur ami..... Je vous demande en grâce de prendre soin de faire savoir à Madame sa mère cette funeste nouvelle avec quelques mesures « car je suis persuadé que si elle l'apprenait d'un autre que de vous, cela lui coûterait peut-être la vie ».

Enfin, M. Petit écrivait de Paris, le 15 juillet 1676 : « Je pense que M. de Chirac (Louis d'Antraigues), que nous devons appeler à l'avenir le comte, doit être à la Bastide, car on m'a écrit de l'armée qu'il avait eu son

congé..... M. de Saint-Léger (Charles), son autre frère, est mort de ses blessures lorsque l'escarre est tombée. Sur les six frères, en voilà trois de mort en peu de temps; Dieu veuille conserver le reste. »

En 1675, la famille d'Antraigues, était composée de six fils et de cinq filles qui étaient :

I. Trophime II, tué en 1674 ; à l'époque de la révolte de Roure (1670); il se trouva indirectement mêlé à un des tragiques événements qui ensanglantèrent le Vivarais. Le jeune de la Tourrette (de Ginestous ?) neveu de M. de la Garde, seigneur de Chambonas, favorisa d'abord la évolte de Roure. Il parait, que pour obtenir le pardon de ses crimes, car on l'accusait de pillage, de sacrilège et de quatorze meurtres, il voulait tuer Roure. Ce dernier le prévint et le fit mettre à mort par une cinquantaine d'hommes du village de Vessey ; ils le massacrèrent sur le chemin de Villeneuve-de-Berg, lorsqu'il revenait du Bourg-Saint-Andéol, où il avait voulu escorter le comte d'Antraigues (1) ;

II. Gaspard, baron d'Antraigues, mort à la suite de l'action d'éclat qu'il accomplit en 1675.

III. Louis, né en 1643, succéda à Trophime, fut marié deux fois et continua sa famille, comme on le verra plus loin ; c'est lui que Petit appelait M. de Chirac, nom emprunté à un fief situé près de Marvejols et venant de Philiberte d'Arpajon (2) ;

(1) Valetton. *La révolte de Roure*, p. 416.

(2) Ces variations dans les noms des fils du même père exposent les historiens à de fréquentes erreurs. Outre les cinq familles d'Antraigues, d'Entraigues ou d'Entragues déjà mentionnées à la date de 1646, on peut citer celle de Gorge d'Entragues, comte de Meillan et duc de Phalaris, de Metz, et « du marquis d'Illiers, de

IV. Charles, qui paraît être celui qu'on nommait Saint-Leger ou Saint-Lager; il succomba aux deux blessures qu'il reçut le 10 juin 1676;

V. Alexandre, assassiné par ses vassaux, en 1703, comme on l'a vu à la date de 1646;

VI. Frédéric, qui assista au mariage de Louis, son frère, en 1677;

VII. Marguerite, mariée en 1659 avec Trophime de Séguins de Borne, seigneur de Rochevalier et de Prades, diocèse de Mende;

VIII. Louise de Launai d'Antraigues;

IX. Eléonore, femme de Nicolas de Leyris, seigneur de Bouchet;

X. Marie, née vers 1657, mariée le 25 mai 1685 avec Jean de Sillol, seigneur de Saint-Vincent, de Montélimar, protestant : Son contrat, reproduit par M. Vaschalde, fut signé par Louis, Alexandre et Frédéric, ses frères;

XI. Enfin Philippe ou Philis.

Louis, susnommé, héritier de Trophime et de Philiberte d'Arpajon, sa mère, qui testa en sa faveur en 1684, devint comte d'Antraigues; d'après *La France protestante* il servit pendant quelques années en Hollande dans les gardes du roi Guillaume. C'est de lui que parle Petit dans la lettre suivante, qu'il écrivit de Paris, à Lafaisse, le 26 août 1676 :

la maison d'Entraigues, tué à la bataille de Senef » dont parle le marquis de Sourches, *Mémoires*, t. III, p. 260, Cet auteur, t. IV, p. 253, ajoute qu'en 1693 le chevalier d'Antraigues, du Languedoc, fut nommé sous-lieutenant dans le régiment des gardes du roi en même temps que son frère. Je ne sais s'il veut parler des de Launai d'Antraigues ou des d'Entraigues du Pin (du Gard), dont il a été question.

« Il n'est pas nécessaire qu'on me demande pour le comte d'Antraigues les sentiments d'estime et d'amitié que j'avais pour son frère. La personne que j'avais destinée à ce dernier, et pour laquelle j'avais déjà la parole de la maréchale de Schomberg, est M^{lle} Marie-Suzanne de Wespierre de Liembrune : c'est la nièce et la favorite de la maréchale, belle, bien faite, fort spirituelle, elle a été élevée, sous la main de cette illustre dame. On m'a assuré qu'elle avait présentement 24,000 écus (1), et avec cela, l'espérance de la fortune de la maréchale et de celle de M^{lle} d'Haucourt, sa sœur, qui ne se mariera jamais ; elles ont 80,000 livres chacune (environ 300,000 francs de notre monnaie). »

Duroure des Bonnaus, ou du Roure des Bonnauds de Nîmes (2), écrivait, le 22 septembre 1676, une lettre dans laquelle il parlait de la mort récente de son neveu des Bonnaus et des braves messieurs d'Antraigues. « Mon grand désir de voir le comte se retirer du service m'était un présage du malheur qui a suivi. Dieu n'a pas voulu continuer la joie que les amis de cette maison trouvaient à la conservation de six frères, malgré les dangers auxquels ils s'exposaient chaque jour..... Le dessein qu'on a formé de retirer (du service) M. de Chirac, qui pren-

(1) 270.000 francs environ de notre monnaie, en fixant à deux le pouvoir de l'argent ; l'écu avait, en 1676, une valeur intrinsèque de 5 fr. 64.

(2) Je ne sais si c'était Jean du Roure, de Nîmes, avocat protestant, qui intenta, en 1658, un procès pour adultère à Magdeleine Coutel, sa femme, laquelle avait pris la fuite avec Ranchin. Cette instance fit grand bruit ; il en est longuement question dans les *Œuvres de d'Aguesseau*, t. II, p. 398, à l'occasion de l'instance intentée en 1691 à François du Roure, fils de Jean, par un prétendu fils adultérin de Magdeleine Coutel.

dra la place de son aîné est très-judicieux, et celui de continuer le projet de mariage commencé pour son frère doit être ménagé..... »

Enfin le comte de Dona s'exprime ainsi dans une lettre du 5 avril 1677 : « J'apprends avec plaisir que le comte d'Antraigues pense à un mariage qui se traitait pour feu le comte, son frère, en Picardie..... Le maréchal de Schomberg pourra pousser les (frères) cadets à tout ce que les pauvres huguenots, avec tous leurs mérites, peuvent, dans le malheur du temps, prétendre en France. »

Frédéric Armand, comte, puis duc de Schomberg, né en Allemagne en 1618, tué à la bataille de la Boyne (Irlande) en 1690, fut attiré en France par Richelieu ; il appartenait à une famille protestante, autre que celle du maréchal Charles de Schomberg, dont il a été question à la date de 1646. Il faisait partie de la promotion des huit maréchaux faite en 1675 et appelée *la monnaie de Turenne*. Il fut le dernier protestant à qui Louis XIV accorda cette dignité. C'était un homme de guerre consommé et un des personnages les plus considérables de son temps. On le considérait comme le premier capitaine de son siècle, après Condé et Turenne. Le roi l'autorisa à quitter la France, en 1686 et son départ fut accompagné des regrets de toute la population.

Pendant son émigration, il commanda les troupes de l'Electeur de Brandebourg, et plus tard celle de la Hollande. Il épousa en première nocces Jeanne-Elisabeth de Schomberg, sa cousine, dont il eut cinq fils, trois d'entre eux furent tués à la guerre. Meinhardt, l'un d'eux, général distingué reçut, en 1691 du roi Guillaume, le titre de duc de Leinster et se maria avec une sœur bâtarde de la duchesse d'Orléans, que l'Electeur palatin avait eue de M^{lle} Degenfeldt. Comme le maréchal possédait des biens

en France, en Allemagne, en Portugal, où il avait commandé l'armée, en Hollande et en Angleterre, sa succession donna lieu à des procès interminables entre ses enfants survivants, ses nombreux créanciers et l'Etat qui voulait confisquer les biens situés en France (1).

Le maréchal épousa en secondes noces, en 1669, Suzanne d'Aumale, appartenant à une très-bonne famille de Picardie, parente de la maison de Montmorency, dont il n'eut pas d'enfant. Marie-Suzanne, qu'on destinait au comte d'Antraigues, nièce de la maréchale, était fille de Claude de Wespierre (2), seigneur de Liembrune, et de Claude (Claudine) Charlotte d'Aumale, fille elle-même de Daniel d'Aumale, seigneur d'Haucourt ou d'Haucour, premier chambellan du prince de Condé et de Françoise de Saint-Pol (3). Le marquis de Liembrune fut mis à la Bastille comme protestant, en 1689 (4). D'après V. Cousin (5), la maréchale était amie de mesdames de Sévigné, de Grignan et de Sablé : elle figure dans le *Grand Dictionnaire des précieuses*, de Somaise. 1661, t. I, p. 140, sous le nom de Dorinice, « précieuse de grand esprit et de

(1) John Seeker, *Les Chroniques du Languedoc*, 1874, p. 241 ; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XI, p. 136, éd. Chéruel.

(2) Tallemant des Réaux, *Historiettes*, 1840, t. VII, p. 196, parle de la Wespierre, frère cadet de M. de Liembrune, de Picardie ; il le représente comme un provincial assez naïf. Il servait au siège d'Arras (1640) sous les ordres de Condé, « qui trouvait l'homme et le nom si ridicules, qu'il s'en moquait sans cesse. » C'était sans doute l'oncle ou le grand oncle de Marie-Suzanne.

(3) Saint-Simon, t. XI, p. 115, mentionne M^{lle} d'Aumale (?) qui suivit M^m de Maintenon dans sa retraite à Saint-Cyr, après la mort de Louis XIV.

(4) *Archives de la Bastille*. t. IX, p. 163.

(5) *Madame de Sablé*, p. 259 et 402.

grande naissance, voyant le grand monde et écrivant fort bien en vers et en prose ». Plusieurs auteurs, notamment M. de Montmerqué (t. IV, p. 445) l'appellent, par erreur, M^{lle} de Harcourt.

Il avait été fortement question du mariage de M^{lle} d'Haucourt, sœur aînée de la maréchale, avec René de Courdouan, marquis de Langey ou Langeais qui avait épousé la fille du marquis de Courtaumer. Cette union fut annulée pour cause d'impuissance, à la suite d'un congrès dont on plaisanta beaucoup à Paris. On attribuait à Langeais le propos suivant : « au moins, sage et dévote comme est M^{lle} d'Haucourt, quand elle aura des enfants, on ne dira pas que se sera d'un autre que de moi ». Il se remaria cependant avec la sœur du duc de Navailles, dont il eut plusieurs enfants, bien que les juges du Congrès l'en eussent déclaré incapable (1). D'après le marquis de Sourches (2) M^{lle} d'Haucourt, qui paraît être celle qui nous occupe, mourut à Paris en 1694.

Petit écrivit de Paris, à Lafaisse, le 4 juin 1617 : « J'ai renoué, en faveur du comte d'Antraigues, le projet que j'avais formé pour feu son frère, avec M^{lle} de Liembrune. Les paroles sont données et on doit signer les articles au premier jour. . . . Je prévois que lorsqu'elle sera au château de la Bastide vous irez plus souvent que par le passé ». Le 10 juillet suivant, le comte d'Antraigues annonce qu'il a signé la veille les articles de son contrat, qui sont les mêmes que ceux de feu son frère, en présence du prince de Condé, du duc d'Enghien et du maréchal de Schomberg qui ont assisté au mariage.

(1) Tallemant des Réaux, *Historiettes*, 1840. t. X, p. 195 et 202.

(2) *Mémoires*, t. IV, 1885, p. 305.

La comtesse d'Antraigues écrivit à Lafaisse plusieurs lettres assez laconiques : le 17 novembre 1679, elle lui annonçait de Marvejols, la naissance d'un fils. Elle se servait d'un cachet à ses armes, dont on ne peut pas distinguer les émaux ni les couleurs, représentant un *massacre* de cerf (tête de cerf vue de face), accolées aux armes de son mari, et signait : Liembrune, comtesse d'Antraigues.

Toutes les espérances de Louis sur la protection qu'il attendait du maréchal de Schomberg et sur la fortune de la maréchale et de sa sœur, ne durent pas se réaliser par suite de son émigration et de la confiscation directe ou indirecte des biens appartenant aux protestants. Il épousa en secondes noces, en 1690, à Paris, Elisabeth, fille de Pierre de Roux, comte de Trélans ou de Terlan, de Marvejols, et de Marie de Retz de Villeneuve.

Il eut de son premier mariage trois enfants, que nous fait connaître un document publié par M. Vaschalde (1). C'est le testament fait le 28 février 1709 par Antoine-Jules de Launai, marquis d'Antraigues, fils aîné et héritier de Louis : il habitait le beau château de la Bastide et mourut en 1732. Il était catholique, puisqu'il fonda des messes dans sa paroisse du Vivarais, dans sa paroisse du Gévaudan, et dans celle de Marvejols, où il avait reçu le jour.

Il institua pour héritier Frédéric, son frère, et les enfants qu'il pourrait avoir : il leur substitua Marguerite Phélise, sa sœur, qui épousa plus tard Christophe de la Tour Saint-Vidal, marquis de Choisinet. Il la priait, si elle n'avait pas d'enfant, de rendre les biens venant du côté de sa mère, Marie Suzanne, à Daniel de la Wespierre, seigneur de Liembrune, et en cas de prédécès de celui-ci,

(1) *Bulletin de la Société d'agriculture de l'Ardèche*, 1862, p. 135.

à ses deux fils, Pierre Frédéric et Gaston. Il ordonna à sa sœur de léguer les biens venant des d'Antraigues à Séguin de Borne, son cousin germain, fils de Marguerite d'Antraigues. Le testament fut enregistré en 1732, à la requête de Marguerite Félise, héritière (1), ce qui prouve que Frédéric était déjà mort sans enfant, et que le testateur, qui ne laissa pas de postérité, devait être brouillé ou très en froid avec ses deux frères consanguins.

Louis eut de son second mariage avec M^{lle} de Trélans, 1^o Marie, née à Paris en 1701 (2); 2^o Louis Alexandre, que l'abbé Mollier (*Villeneuve*, p. 300) appelle l'aîné deshérité de la famille d'Antraigues. Il se qualifiait cependant de seigneur de Lachamp, Asperjoc et Juvinas. Il habitait Villeneuve-de-Berg, était catholique comme son frère, et se maria, en 1734, avec Thérèse Ozil de Saint-Vincent (3) et mourut sans enfant, en 1750. Il demanda à être enterré non dans le tombeau de sa famille à Entrai-

(1) En 1741, elle acheta de son neveu, Jules Alexandre d'Antraigues, pour le prix de 55,000 livres, le château de Castrevielle et le domaine de Fabras.

(2) Peut-être est-ce celle qui a épousé dans l'église de Saint-Laurent, le 8 septembre 1727, noble Annet Rochier, seigneur de la Baume-sous-Sampzon, fils d'autre Annet, et de Jacqueline de Molière de Grandval. Le prénom de la future très-peu lisible sur l'extrait que M. le comte de Rochier de la Baume, marquis du Puy-Montbrun, a eu l'obligeance de me communiquer, ressemble à *Marthe* ou à *Marie*.

(3) La famille Ozil ou d'Ozil, protestante, paraît avoir succédé, à la fin du XVII^e siècle, aux de Barjac du Bousquet ou du Bouquet. Elle possédait à Villeneuve une vaste maison, qui, après elle, a appartenu successivement aux familles Genton et Nougariède. Une lettre du 10 octobre 1678, qu'on verra plus loin, concerne M. Ozil. Ce nom existe encore à Villeneuve.

gues, mais dans un caveau de la cathédrale de Viviers. Il fut enseveli à Villeneuve, dans *le caveau* du vicomte d'Hautefort de Lestrangle, et sa femme reçut la sépulture dans le jardin de la maison qu'elle habitait.

3° Jules Alexandre de Launai, comte d'Antraigues, capitaine et chevalier de Saint-Louis, le plus jeune des fils de Louis, épousa à Montpellier en 1752, Marie-Jeanne-Sophie, dotée de 30,000 livres, fille de Jean Emmanuel de Guignard, vicomte de Saint-Priest, intendant du Languedoc, et de Sophie de Barral de Montferrat.

Il fit, le 11 mai 1763, dans son château de Laulagnet, près de Jaujac, un testament dont M. Vaschalde, p. 121, donne la copie. Il est qualifié de comte d'Antraigues, baron de Jaujac, seigneur de Genestelle, Asperjoc, Aizac, Juvinas, Lachamp, Meyras, Nieigles, Fabras, Saint-Cirgues, la Souche, le Cros et Sceautres; coseigneur de Vals, Mézillac, Colombier, Aillon et Prunet. Il légua une légitime de 150,000 livres à Marie Sophie Marguerite Félicie, sa fille, qui épousa Jean Jacques, marquis de Viennois (issu d'Amédée, fils naturel du dauphin Humbert II,) dont elle eut un fils, mort en bas âge, et une fille unique, mariée au marquis d'Albon. D'Antraigues fit des legs à ses nombreux domestiques et agents, et laissa une fortune considérable à son fils.

Ce dernier se nommait Louis Alexandre Henri Emmanuel : il naquit, non pas à Villeneuve-de-Berg, comme l'ont écrit plusieurs historiens, mais à Montpellier, le 25 décembre 1753, et fut baptisé le lendemain, dans l'église des pénitents bleus. Il fut capitaine de cavalerie pendant quelques années, adopta avec enthousiasme les idées nouvelles qui avaient cours en 1789, et publia divers ouvrages dont on trouvera les titres dans les *Biographies*.

Sa popularité fut de courte durée : malgré les opinions

libérales et même républicaines qu'il professa dans ses premiers écrits, il était fort dur pour ses vassaux. Ils se vengèrent en 1792 et brûlèrent ses châteaux de la Bastide et de Laulagnet, ainsi que les bibliothèques et les archives qu'ils renfermaient (1). Il tenait beaucoup à ses droits honorifiques : le parlement de Toulouse rendit à ce sujet en 1785, un arrêt fort curieux dont M. Mazon a une copie (2). D'Antraigues fut vivement attaqué par Mirabeau, qui lui reprochait la versatilité de ses opinions et prétendait que son *Mémoire sur la constitution des états du Languedoc* avait été composé par Malaz, professeur au Puy. Après la mort de Louis XVI, il devint un des agents les plus actifs de Louis XVIII, et l'âme de toutes les machinations tramées contre la France : les ouvrages spéciaux contiennent beaucoup de détails sur sa vie politique.

(1) M^{me} Delaigue, de la Bastide, possédait quelques lettres écrites par Voltaire au comte d'Antraigues ; elles étaient relatives à des actes de contrebande reprochés au grand-père de cette dame. M. Dagrève, de la Mastre, mais qui habite Montélimar, petit-neveu par alliance du président Chalamel, possède beaucoup de lettres adressées à ce dernier par d'Antraigues. On pourrait tirer parti, pour une publication historique, de ces divers documents. J'ai aussi dans ma collection d'autographes, une lettre écrite de Paris, le 13 janvier 1790 ?), au procureur du roi de Villeneuve-de-Berg, relativement aux troubles qui avaient lieu à Thueyts.

(2) M. le D^r. Mazon, qui a eu l'obligeance de m'envoyer un extrait du dossier des d'Antraigues, qui est au cabinet des titres, possède divers documents sur cette famille, notamment le testament fait en 1782 par le futur mari de la Saint-Huberty et dans lequel figure, comme témoin, André Mazon, bisaïeul du docteur. D'Antraigues déclare dans cette acte qu'on doit écrire son nom par un A initial, et que si l'on a mis quelquefois un E, c'est par inadvertance. M. de la Garde, de Privas, prépare, sur le comte d'Antraigues, un ouvrage qui offrira certainement de l'intérêt.

Il vécut pendant plusieurs années avec Anne-Antoinette Clavel, chanteuse de l'opéra ; après avoir été la maîtresse de Claude Croisilles, dit de Saint-Huberty, régisseur d'une troupe d'acteurs, elle l'avait épousé en 1775, et fit annuler son mariage six ans après, pour rapt et séduction. Ses rapports avec le comte d'Antraigues, commencés en 1783, amenèrent un mariage célébré le 29 décembre 1790 à Castel de San-Pietro, près de Côme, six ans après la naissance d'un premier fils mort en bas âge. Par respect pour sa mère et pour les préjugés de ses parents, il tint ce mariage secret jusqu'en 1797.

La fin de sa vie, ainsi que sa mère le lui avait fait pressentir depuis longtemps, fut attristée par le caractère tyrannique de sa femme. Ils furent assassinés l'un et l'autre à Baine, près de Londres, le 22 juillet 1812, à coups de pistolets et de poignard par leur domestique piémontais, appelé Lorenzo, qui se suicida de suite après. Le mobile du crime n'a jamais été bien connu ; suivant les uns, il voulut se venger de son renvoi qui devait avoir lieu le lendemain. D'après une autre version plus probable, il communiquait à un agent secret de Napoléon les lettres qu'il était chargé de porter à la poste, et, se voyant découvert, il perdit la tête (1).

Le comte d'Antraigues laissa un fils, dernier de sa race, né près de Milan le 28 juin 1792, nommé Pierre-Antoine-Emmanuel (2) Jules, marié en 1813, avec Lydia-Sophia-Rosa-Henrica Fitz-Gérald, dont il fut séparé judiciairement en 1827. Vers cette époque, on lui attribua sur le

(1) De Goncourt, *La Saint-Huberty d'après sa correspondance*, 1882, p. 10, 43, 204, 220, 228, 145, 149.

(2) Son acte de décès porte *Emile* au lieu d'*Emmanuel*.

milliard voté en faveur des émigrés une somme d'environ 226,000 francs, qu'il perdit dans des spéculations malheureuses. En 1819, il soutint des procès contre diverses communes du Vivarais auxquelles il réclamait les biens non aliénés qu'avait possédés son père.

Il se retira à Dijon, où il a vécu longtemps avec une modique pension que lui faisait la famille de sa femme, et à laquelle s'ajouta plus tard celle que lui accorda Napoléon III, sans doute à cause de l'assassinat de ses père et mère. On dit que plusieurs des lettres attribuées à Louis-Philippe, dont la publication par les journaux légitimistes fit tant de bruit en 1841, et connues sous le nom de *lettres de Londres*, parce qu'on les disait déposées dans cette ville, avaient été écrites à son père. L'unique descendant des hauts et puissants seigneurs d'Antraigues est mort obscurément à Dijon, le 12 août 1861, ne laissant, m'écrivait, il y a peu de temps, M. Garnier, archiviste, que quelques objets mobiliers et des papiers insignifiants déposés aux archives.

(A continuer.)

BON DE COSTON.



NÉCROLOGIE

Henry Berlion Gabriel de la Tour du Pin Chambly, comte de la Charce, qui est mort le 4 juillet 1885 au château de Bezonville, était le fils aîné de Louis Berlion Joseph de la Tour du Pin Chambly, comte de la Charce, décédé en 1866, et de Cécile-Charlotte-Aglée-Gabrielle du Bosc de Radepont ; il était né à Paris le 11 février 1834. Admis à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr en 1852, il avait été nommé sous-lieutenant au 13^e de ligne en 1854, et lieutenant au même régiment en 1857. Officier d'ordonnance du général de Ladmirault en 1859, il fit sous ses ordres la campagne d'Italie ; au combat de Melegnano, il eut un cheval blessé et un autre tué sous lui et fut gravement blessé lui-même, et il fut nommé chevalier de la Légion d'honneur quelques jours après. Passé ensuite au 56^e de ligne, il alla faire l'expédition du Mexique comme officier d'ordonnance du général comte de Lorencez, puis du général Félix Douay : capitaine au 56^e de ligne le 21 janvier 1863, blessé au combat de Cholula sous le général de Mirandol, puis au combat de Santa Inez, à Puebla, sous le général Douay, il devint officier d'ordonnance du maréchal Forey

à Mexico et revint ensuite en France avec lui. Il avait été décoré de l'Ordre de Notre-Dame de Guadalupe par le Gouvernement mexicain, de même qu'en 1859 il l'avait été de l'Ordre de la Valeur militaire de Piémont par le Gouvernement italien. Il épousa quelques mois, après son retour en France, M^{me} Ernestine-Jeanne-Marie de Harcourt, fille d'Henry-Marie-Nicolas marquis de Harcourt, et de Césarine-Charlotte-Laure-Slanie de Choiseul-Praslin:

En 1870, il partit avec son régiment pour la frontière de l'Est, et il reçut à la bataille de Wœrth deux blessures graves ; transporté dans une ambulance à Walbourg, il fut envoyé ensuite comme prisonnier à Dusseldorf où il resta jusqu'au mois de mars 1871 (1). Le 8 août 1871, il fut nommé Officier de la Légion d'honneur, et en 1873 il fut proposé à l'inspection générale et au classement, pour le grade de chef de bataillon et de major. En 1874, il donna sa démission ; il comptait alors vingt-deux ans de services, huit campagnes et cinq blessures, dont une par une balle qui n'avait jamais pu être extraite et qui ne lui permettait pas de monter à cheval et lui rendait même souvent la marche difficile.

(1) Le *Dauphiné* du 2 août raconte que l'impératrice d'Allemagne ayant voulu le faire sortir de l'ambulance, il refusa de se séparer de ses compagnons.

Avant de se fixer définitivement auprès de sa mère au château de Bezonsville, le comte de la Charce fit plusieurs voyages fort intéressants, en Italie, en Istrie, en Croatie, en Dalmatie où il recueillit un grand nombre de documents importants aux points de vue historique et artistique et d'où il rapporta beaucoup de dessins fort remarquables, et enfin en Dauphiné où il eut la bonne fortune d'entrer en relations avec plusieurs des savants les plus distingués de ce pays. C'est alors qu'il devint membre de la *Société d'études des Hautes-Alpes* et de la *Société de statistique de l'Isère*, et membre correspondant de l'*Académie delphinale* et de la *Société d'archéologie et de statistique de la Drôme*. Il devint en outre membre du Comité catholique de Pithiviers et membre correspondant de la Société archéologique et historique de l'Orléanais. Conseiller municipal de la commune de Morville et président du Conseil de fabrique, il était parvenu, non sans peine, à mener à bien l'œuvre de la reconstruction de l'église que Mgr l'Évêque d'Orléans qui l'en avait spécialement chargé, venait consacrer lui-même l'année dernière. Il passait presque tout son temps au travail, et il a fait paraître divers écrits historiques ; il s'était attaché particulièrement à l'histoire de la maison de la Tour du Pin sur laquelle il a fait de longues et intéressantes recherches. On lui doit notamment les ouvrages suivants : *Notice sur l'hôtel de ville de Paris* (1883) ; *Notice sur la succession dans la maison de la Tour du Pin* (1883) ; *les derniers jours de l'Ordre de Malte et le grand*

Bailli de la Tour du Pin (1885), etc., etc. Il avait entrepris beaucoup d'autres travaux, des traductions d'une grande valeur qu'il n'a malheureusement pas pu faire publier, des mémoires historiques et généalogiques que sa fin prématurée ne lui a pas permis d'achever, et entr'autres une étude comparative sur les pays d'État et les pays d'Élection.

La mort qu'il avait tant de fois affrontée sur les champs de bataille l'a trouvé prêt, et il a reçu tous les sacrements de l'Église dans les sentiments les plus chrétiens.



SÉANCE DU 10 AOUT 1885

PRÉSIDENCE DE M. DE GALLIER

MM. Vallentin et Brun-Durand s'excusent par lettres de ne pouvoir assister à la réunion.

Lecture est faite d'une circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-arts invitant les membres de la Société à rechercher dans les archives publiques et dans les minutes de notaires les comptes, marchés, lettres etc. des architectes, sculpteurs, peintres, dessinateurs, graveurs, céramistes, acteurs, musiciens et artistes décorateurs et d'une autre circulaire sur l'ornithologie locale.

MM. de Pisançon et de Gallier proposent comme *membre correspondant*. M. le comte de Cosnac, remarquable historien du siècle de Louis XIV, et son admission est aussitôt prononcée.

Un tableau provenant de l'ancien château de la Garde-Adhémar et donné par M. Brisset à M. le comte d'Allard, a passé longtemps pour représenter l'illustre fondateur de notre marine, le capitaine *Le Pollin* ; toutefois, une croix de Malte figurée sur ses vêtements a fait naître des doutes et une photographie du portrait envoyée à Paris a révélé aux connaisseurs un costume de la fin du règne de Henri IV ou du commencement de celui de Louis XIII ;

il s'agit donc du fils d'Escalin des Aimars et non du père, mort en 1578.

M. Villard un de nos collègues les plus dévoués, expose trois chapiteaux, un venu d'Hauterives, en roman primitif, un 2^e trouvé à Romans et un 3^e à Valence, dont il a fait reproduire les détails par la photographie.

M. le chanoine Didelot sera prié de donner son avis sur ces chapiteaux, et les photographies seront communiquées à d'autres archéologues.

M. A. Rochas, le savant bibliophile dauphinois, communique les titres de plusieurs almanachs pour 1575, et de 1578 à 1583 dus à Jean-Maria Coloni « piedmontais, phisicien, médecin et excellent mathématicien, citoyen de Romans. »

Avant de les publier, M. le président prie nos collègues de Romans de faire des recherches sur ce précurseur de Mathieu de la Drôme.

M. G. Sayn signale à la Société les argiles qui alimentent les tuileries du Pont des Anglais, à Valence. Ces argiles s'appuient contre une terrasse d'alluvions anciennes et sont recouvertes par environ un mètre de sable micacé, identique à celui déposé actuellement par le Rhône ; elles contiennent en abondance les coquilles suivantes :

Lymnæa palustris

Bithynia tentaculata

Planorbis umbilicatus

et plus rarement : *Lymnæa truncatula*

Lymnæa stagnalis

et quelques autres espèces.

M. G. Sayn croit que ces couches sont quaternaires et correspondent aux « *argiles lacustres de la vallée du Rhône* » si bien étudiées aux environs de Lyon, par M.

Locard, mais que l'on n'avait pas encore signalées plus bas que Givors.

En tout cas on ne doit pas les confondre avec celles qu'on emploie au Valentin et qui sont d'origine certainement très-moderne.

Enfin, le Secrétaire rend compte des ouvrages reçus en ces termes :

« Toutes les publications des sociétés savantes échangées avec la nôtre ne seront pas citées ici ; j'y relèverai seulement les sujets qui peuvent être étudiés par nos collègues ou qui présentent des révélations curieuses pour tout le monde.

« Le *Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Digne, Gap, Grenoble et Viviers*, renferme un excellent article critique sur l'histoire de l'église de *St-Paul-Trois-Châteaux* du P. Anselme Boyer de Ste Marthe.

« Nous y voyons que Guillaume d'Aubenas un des exécuteurs testamentaires de Ronsolin de Lunel, ne mourut pas en 1300, mais 7 ou 8 ans plus tard ; ce que le *supplément* fort rare du P. Boyer avait reconnu ; — que Draconet de Montauban, d'abord religieux bénédictin, succéda à Guillaume d'Aubenas vers 1311, fut transféré au siège de Gap en 1328 et mourut en 1349 ; que le P. Boyer a présenté à tort, durant son épiscopat, comme évêques de St-Paul : 1° Hugues II ; 2° Guillaume de Cardaillac, prieur de Bergerac en 1317, abbé de Conques, l'année suivante et de St-Victor de Marseille en 1324 et enfin évêque de St-Papoul en 1328 ; 3° Raymond Vehens ou plutôt de Mostuéjols, aussi évêque de St-Papoul, d'après la démonstration de Baluze ; 4° Hugues Adhémar, le même que Hugues Aimeric, chanoine de St-Ruf, doyen du chapitre d'Avignon, nommé évêque d'Orange en 1324 et de St-Paul en 1328.

« Il faut espérer que M. l'abbé Albanès continuera son œuvre et rectifiera peu à peu l'inhabile historien de l'église de St-Paul.

« Nous trouvons dans la *Revue Savoisienne* une invitation pressante à recueillir avec soin les contes et chants populaires : cela s'appelle le *Folklore* de *lore*, science et de *folk*, peuple.

Va pour le *Folklore* et les Folkloristes, qui ont déjà une revue spéciale : *La Mélusine*.

« Bien que le fond de tous les contes et chants populaires soit le même, d'après les recherches déjà faites, il serait intéressant de connaître en détail la littérature populaire de notre province ; à la vérité l'*Alouette dauphinoise* sous l'habile direction de M. Morice Viel avait déjà commencé pareille étude ; mais elle est demeurée inachevée.

« Il suffit pour cela d'écouter les derniers survivants d'une autre époque et de noter les paroles et les airs des chansons et les variantes des contes.

« Le *Journal des Savants* s'occupe de l'administration des musées et des fouilles en Italie. D'après lui, nos voisins ont eu le bon esprit de ne pas vouloir tout faire dans la capitale et se sont adressés à tous les collectionneurs du territoire. Un directeur des antiquités au Ministère de l'Instruction publique correspond avec un inspecteur choisi dans chaque ville, et celui-ci avec les archéologues locaux, et tout ce monde travaille gratuitement et avec beaucoup de zèle. Le directeur, tenu au courant de toutes les découvertes les communique à l'Académie des *Lincei* et les publie ensuite dans un recueil spécial.

« En France, il serait facile d'obtenir les mêmes résultats, en faisant appel au concours des sociétés et revues savantes créées dans chaque département.

« M. Roman a communiqué au *Bulletin historique et philologique du comité des travaux historiques* (1^{re} livr. de 1885) des extraits d'un mémoire d'Honoré de Bonne sur les droits du Dauphin dans Gap et sur l'évêque de *Sciaffanatis* en 1510, et à la *Romania* un texte en langage vulgaire relatif aux Mévouillon.

« L'*Académie de Lyon* vient de publier un rapport sur les monuments funéraires de Trion, assez semblables à ceux de Pact.

« C'est l'histoire de la Révolution à Digne qui est abordée dans le *Bulletin de la Société scientifique et littéraire des Basses-Alpes*, et pareille époque nous est moins connue que celle des anciens peuples.

« Une notice *bibliographique sur Paul Achard* par M. Mouzin et une étude sur Jacques Bernus, célèbre sculpteur Contadin, né à Montoux en 1650, par M. Requin ont paru dans les *Mémoires de l'Académie de Vaucluse* pour 1884 et 1885, et des travaux sur les évêques de Carpentras et sur la viguerie du Pont St-Esprit dans le *Bulletin historique, archéologique et artistique de Vaucluse*.

« La *Société d'études des Hautes-Alpes* s'occupe de la flore de ce département et nous invite ainsi à l'imiter.

« Les *Mémoires de la Société d'agriculture, commerce, sciences et arts de la Marne* expliquent par des éruptions de volcans le phénomène remarqué en 1883 de crépuscules flamboyants et d'aurores intenses; en effet, le 25 août, un immense cataclysme bouleversait le relief sous-marin du détroit de la Sonde, ensevelissait dans les flots les 50,000 habitants de Krakatoa et couvrait de 4 mètres d'eau les îles Steers et Calmeyer, et 30 volcans s'unissaient pour détruire en quelques heures un territoire égal à deux de nos départements.

Enfin le *Bulletin-Journal de la Société des agriculteurs de la Drôme* dont 8 n° ont paru a fourni déjà d'excellents rapports sur des sujets agricoles et son action ne tardera pas à se développer grâce au zèle et au savoir de M. Bréheret, professeur d'agriculture.

Parmi les ouvrages non périodiques reçus il faut citer : *Les dents, leurs maladies, leur traitement et leur remplacement*, par A. Préterre (Paris 1884 in-12), ouvrage fort utile ;

Lo Crestoisado, pouème en dous chants o doubas en 1885 per Gustavo Bermond br. in-8 de 16 pp.

Poésies de Jean Tisseur et de Barthélemy Tisseur, recueillies par ses frères ; — Lyon Pitrat 1885 — 2 vol. in-12 l'un de 202 et l'autre de 277 pages, précédées d'une biographie fort intéressante et supérieurement écrite.

« *Lettres de Valère Colligées* par NIZIER DU PUITSPÉLU (Clair Tisseur) Lyon 1881. 2 vol. in-12, spirituelles et instructives.

« M. Clair Tisseur a aussi publié un *Très humble essai de phonétique lyonnaise* dont la *Romania* loue « les observations bien faites et clairement présentées avec une « accompagnement d'humour qui ne déplaît pas. »

« Philologie politique, poésie ,tout est traité par l'auteur de *Joseph Pagnon* avec un succès égal. »

La communication du secrétaire clot la séance.



CHRONIQUE

Il a été découvert à St-Paul-trois-Châteaux une nouvelle mosaïque et une table de pierre ornée d'un portrait en buste et de détails d'architecture, portant ces mots :

Q. TITIO AMAN

DO. IIII VIR

Q. *Titio Amando seviro.*

Les sévirs, ou desservants des laraires publics, formaient des collèges habituellement composés de six membres ; ce qui leur avait valu ce nom. Il y en avait dans les principaux bourgs et aux chefs-lieux de cités. (1)

De nouvelles fouilles à Pact ont aussi donné une inscription et divers objets, dont il sera parlé dans la livraison prochaine.

Parmi les ouvrages reçus signalons :

Abel Servien, négociateur des traités de Westphalie. l'un des quarante fondateurs de l'Académie française. Etude sur sa vie politique et littéraire par René Kerviler, lauréat de l'Académie française. Le Mans, Pellechat, 1878, 216 pp. in-8°, avec portrait.

Remarquable monographie d'un Dauphinois illustre.

Saint Bertrand de Garrigue des Frères Prêcheurs, compagnon de saint Dominique. Sa vie et son culte. Recherches

(1) M. Allmer, *Inscriptions antiques de Vienne*, II, 300.

historiques et archéologiques par l'abbé J.-P. Isnard, curé de Tulette, chanoine honoraire de Valence, membre de la Société d'archéologie de la Drôme, promoteur dans le procès diocésain de la cause de saint Bertrand. Valence, Lantheaume, 1885, 1 vol. in-8° 465 pp.

L'ouvrage de notre savant collègue, actuellement curé de Suze-la-Rousse, est parfaitement écrit et plein d'intérêt : tous ceux qui l'ont lu en font un éloge mérité.

Le combat de Bléneau, Fontainebleau, Bourges, 1885, in-8° 38 pp. et *Mémoire de Jean du Bouchet sur la charge de maréchal général*. — Deux brochures savantes de notre nouveau collègue, M. le comte de Cosnac.

M. Malizard, bijoutier, rue St-Félix, à Valence, offre aux collectionneurs, une trentaine de pièces en or de la fin du XVI^e siècle, à des conditions avantageuses.

Le 2 septembre 1885, s'ouvrait à la circulation la ligne de Livron à Die. C'est à n'en pas douter l'une des plus curieuses du département et, au point de vue pittoresque, elle rivalise souvent avec celles de la Suisse.

Séparée de la grande voie de Paris à Marseille à la gare de Livron, elle remonte la Drôme sans quitter l'une ou l'autre de ses rives.

1^{re} Station : *Pont-de-Livron*. Elle tire son nom du pont curieux bâti à la fin du siècle dernier, en face de Loriol au midi et de Livron, au nord.

On s'engage ensuite dans un défilé, où les beaux vignobles de MM. Morin La Tour, préservés du phylloxéra par l'irrigation hivernale, reposent agréablement la vue.

2° Station : *Alex*. Elle est également éloignée de Grane, ancienne résidence des Poitiers et d'Alex, seigneurie du chapitre de Valence.

Plus au nord, se cachent Ambonil aux verts pâturages, Montoison et Eurre, berceaux de grandes familles dauphinoises du même nom.

En avançant toujours, vous découvrez au midi les châteaux de Chabrillan et de Divajeu, les hauts sommets d'Autichamp et d'Auriples et aussi la silhouette imposante de la tour de Crest, monument historique d'une haute valeur, qui fit partie de la citadelle des Poitiers jusqu'en 1633 et devint prison d'Etat aux siècles derniers.

On y enfermait les fils de famille prodigues ou insoumis, et aucun personnage marquant n'a illustré cette prison si bien située. En revanche une ville industrielle et lettrée s'est développée aux pieds du monument.

Au midi, la montagne de Roche-Colombe nous cache la forêt de Saou, les ruines de St-Thiers et la vallée du Roubion.

3° Station : *Crest*. Il faut s'arrêter pour étudier la ville et ses curiosités.

4° Station : *Aouste*. C'est presque un faubourg de Crest ; on prétend même que ce fut son berceau, les Romains ayant bâti leurs demeures à *Augusta* ; les deux localités sont également vouées à l'industrie.

La vapeur nous emporte vers Blacons sous Mirabel, célèbre par ses belles papeteries, et nous avons à peine le temps de reconnaître au nord les villages de Montclar, Plan-de-Baix, Beaufort, etc. et, au midi, Piégros la Clastre et le prieuré de St-Médard, au sommet des rochers crénelés qui font suite à Roche-Colombe, vérita-

ble nid d'aigles et citadelle imprenable ; puis St-Sauveur et Aubenasson.

5° *Station : Saillans*. Ville industrielle où toutes les maisons sont garnies de fleurs, placée dans un défilé. En face, au midi, St-Moirans, prieuré historique, puis Espenel au site curieux.

6° *Station : Vercheny et Barry*. Pays de vignobles, d'arbres à fruits et de carrières de ciment. En face, vers l'Est, Aurel possède une source minérale ferrugineuse, la Bourdouïre, depuis longtemps connue.

7° *Station : Pontaix*. Ses maisons disputent à la Drôme et à la montagne de chaque rive une modeste place. Village pittoresque s'il en fut.

8° *Station : Sainte-Croix*. Il y a là une belle végétation et des sites charmants. Derrière le village, la vallée de Quint, dominée par Ambel mérite d'être visitée.

9° *Station : Die*. Enfin, après avoir salué en passant Ponet St-Auban au pied des montagnes, nous découvrons Die, ville romaine et féodale, remplie de monuments, (Porte St-Marcel, cathédrale, etc.) entourée de belles promenades, où il faut séjourner forcément, si l'on est archéologue ou artiste, poète ou philosophe.

L'espace nous manque pour signaler avec détails le *Bulletin de l'Académie delphinale* contenant l'histoire de l'imprimerie grenobloise et le *Guide* de M. Vaschalde à Vals et aux environs : la prochaine livraison parlera de ces deux publications.

A. L.

